FCD

Sayous

HISTOIRE GÉNÉRALE

DES

HONGROIS

Fontainebleau. — Imprimerie de Ernest Bourges.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DES

HONGROIS

PAR

ÉDOUARD SAYOUS

Professeur d'histoire au lycée Charlemagne
Membre de l'Académie hongroise

TOME DEUXIÈME



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1876

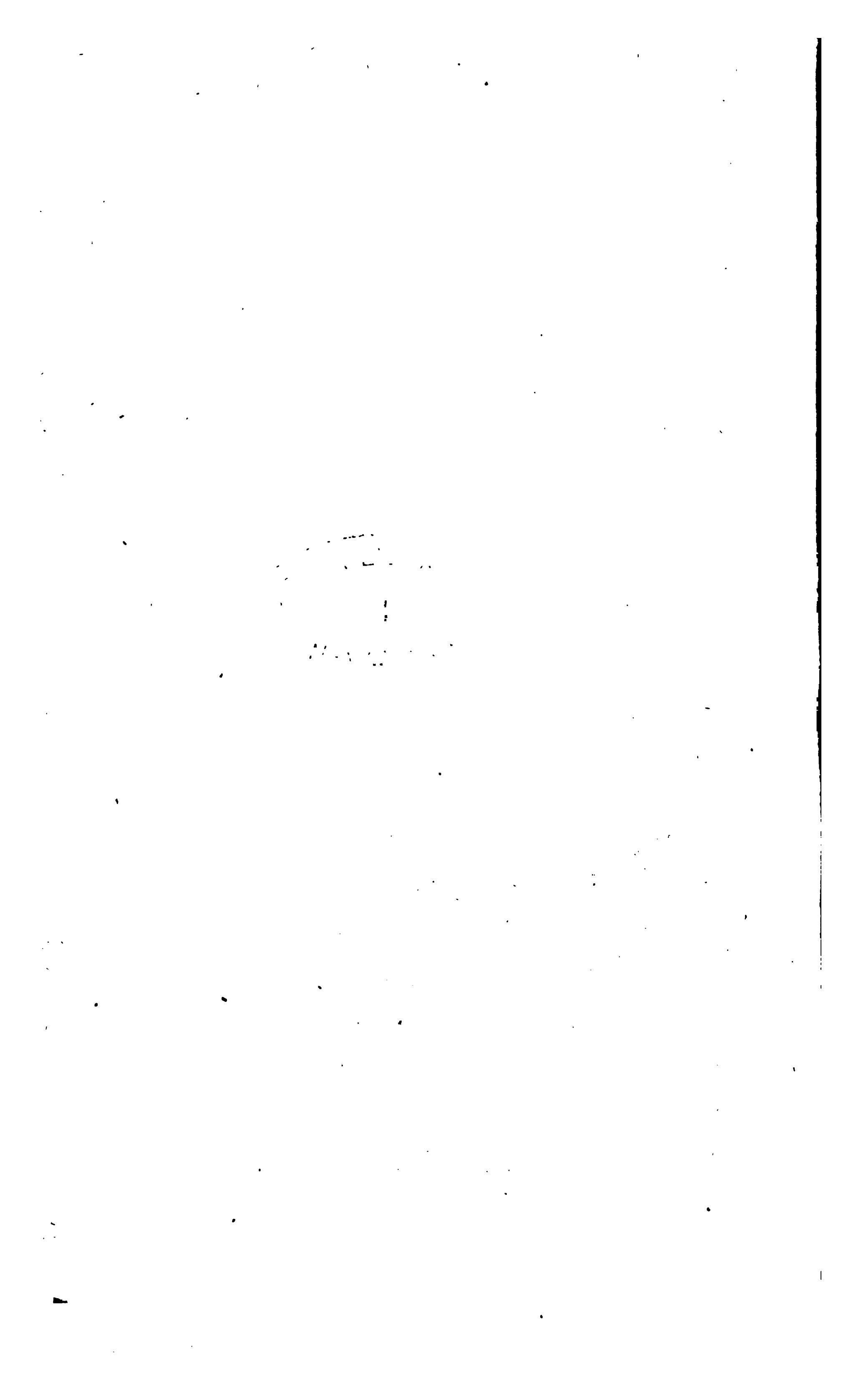


TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SECOND VOLUME

LIVRE QUATRIÈME (*suite*)

LA MONARCHIE ÉLECTIVE (1382-1526)

LIVRE CINQUIÈME

LA HONGRIE ENTRE LES TURCS ET L'AUTRICHE (1526-1711)

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE SIXIÈME

LA HONGRIE AUTRICHIENNE (1711-1815)

LIVRE SEPTIÈME ET CONCLUSION

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

HISTOIRE GÉNÉRALE
DES HONGROIS

LIVRE QUATRIÈME (*Suite*)

CHAPITRE IV

MATHIAS CORVIN : SES INSTITUTIONS ET SA BIBLIOTHÈQUE.

Lorsqu'on a lu le récit des guerres de Mathias Corvin et l'exposé de sa politique, on est tenté de croire qu'il se consacrait tout entier aux affaires extérieures de son royaume, et qu'il ne lui restait pas le temps de l'administrer, ni de cultiver son propre esprit. Ce serait là une double erreur. A côté du conquérant, ou plutôt mêlé à la vie du conquérant, il y a un autre Mathias, lettré, jovial, presque débonnaire, et l'on doit envisager un troisième Mathias, roi législateur et constitutionnel[1].

Ce dernier mot n'est pas un anachronisme : fort peu de souverains ont eu autant de respect pour les formes du régime parlementaire, et parmi les souverains d'un tempéra-

1. Comme ouvrages généraux, voir surtout, pour les institutions Fessler-Klein, t. III, fin du livre I (Fessler avait écrit à part l'histoire de Mathias), et pour la Renaissance, Toldy, *Gesch. der ung. Lit.*, troisième période. V. aussi Pray et Katona *passim* pour cette époque. Pray donne les lois les plus importantes des diètes, en suivant l'ordre chronologique.

ment et d'un caractère semblables, pas un seul ne peut, à ce point de vue, lui être comparé. Les diètes étaient convoquées par lui non pas tous les trois ans, mais environ une fois chaque année; il y tenait absolument, plus qu'un certain nombre de ses sujets qui trouvant ces déplacements onéreux, se seraient contentés de réunions moins fréquentes. Les deux chambres, celle des prélats et barons, celle des ordres, étaient nettement séparées depuis longtemps. Leurs rapports mutuels avaient désormais l'aspect et la nature des ressorts parlementaires. On disait : « Le roi, les prélats et » les barons se sont mis en communication sur ces ques- » tions avec la communauté du royaume[1]. » La *communitas regni*, c'était l'ensemble des députés des comitats et des villes, ceux des comitats ayant infiniment plus d'importance.

Pour les affaires de second ordre, Mathias se contentait de réunir la chambre haute ou un certain nombre de ses membres laïques et ecclésiastiques, dont les délibérations avaient encore une valeur parlementaire. Mais il avait aussi son conseil, plus restreint, qui exerçait l'administration proprement dite. On ne doit pas non plus se figurer qu'il y eût une parfaite délimitation des pouvoirs législatif et exécutif : le roi connaissait à merveille la nation, son génie politique, son attachement à la constitution, il savait qu'elle ne pouvait être vraiment forte qu'à la condition d'être satisfaite dans son goût pour les élections, la délibération, la vie; et ce qu'il savait tout aussi bien c'est qu'elle lui passerait, dans son dévouement et son enthousiasme, bien des irrégula-

1. Rex, prælatique et barones communicaverunt ea cum communitate regni, quantum opus fuit (Szalay, III, 233).

rités, bien des actes arbitraires. Par exemple les principes relatifs à la levée des impôts sont loin d'avoir été toujours observés.

Une autre remarque a été faite, c'est que l'institution des armées permanentes a été fatale à l'esprit politique de la nation en séparant l'élément militaire de l'élément civil et en diminuant la vie intérieure des comitats[1]. Cependant les assemblées des comitats ont été extrêmement vivantes sous Mathias comme dans presque toute l'histoire de Hongrie. Elles ont même pris une part plus active qu'auparavant au règlement de leurs affaires intérieures. Le grand Corvin voyait dans ces assemblées un vrai foyer de résistance contre les dynastes, et par conséquent un appui pour la petite noblesse et la royauté, le jour où le pouvoir souverain serait entre des mains moins énergiques que les siennes. Elles délibéraient sur toutes choses; elles élisaient les agents chargés de la répartition des impôts. La diète de 1486, l'une des plus actives qu'ait jamais vues la monarchie hongroise, remplaça les commissaires royaux de chaque comitat par une sorte de commission élue par la noblesse dans son propre sein. Le plus haut dignitaire était toujours le comte suprême (*föispan*) nommé par le roi, et après lui l'*alispan* nommé encore par le comte suprême; mais la loi exigea que l'alispan, le vrai directeur de toutes les affaires, fût choisi parmi les propriétaires du comitat.

La vie politique se maintenait donc au centre et dans les provinces. Le roi n'en avait que plus de vigueur dans l'exercice de son pouvoir souverain : il y prenait, comme nous l'avons vu, une part personnelle et décisive, mais il avait

1. C'est l'opinion de M. Toldy, l. cit.

aussi des lieutenants et des ministres bien choisis. Peu lui importaient l'origine, la race et la naissance, pourvu qu'il trouvât le talent, l'énergie, l'activité. On peut même supposer qu'il n'était pas fâché, lui le roi parvenu, longtemps dédaigné par les puissants seigneurs de son royaume[1] et par les vieilles maisons de l'Empire Germanique, d'élever au-dessus des têtes les plus hautes, en vertu de sa libre confiance, des hommes qui lui devraient tout et qu'il pourrait d'un geste replonger dans l'obscurité. Le discernement qu'il avait mis à les choisir, il le mettait aussi à les employer de la façon la mieux adaptée à leur génie : le savant Jean Vitéz, avant sa disgrâce, rédigeait les papiers d'état; Pruisz, un autre évêque aimable, bienveillant et habile, s'occupait des négociations; Émerich Zápolya du gouvernement intérieur; Étienne Zápolya, tacticien éprouvé, était opposé aux Tchèques dans des guerres difficiles, tandis que le rude Báthory et le sauvage Kinizsy combattaient les rebelles de Transylvanie et les armées musulmanes.

La plus haute dignité était toujours celle de Palatin : Mathias semble avoir hésité à la maintenir après la mort d'Orzágh (1481), qui l'avait longtemps occupée. Elle était loin d'être par elle-même populaire, à cause des abus de la justice du palatin, sorte de tribunal ambulant, qui décidait sommairement sans avoir eu le temps d'étudier les causes, et qui donnait à un homme toujours faillible, quelquefois vicieux, un pouvoir vraiment formidable sur la vie et la liberté de tous. D'ailleurs la royauté pouvait craindre une rivale dans cette dignité qui, pour l'étendue et la durée de ses

1. Ei novitas generis, non modo ab externis, sed etiam a civibus objiciebatur (*Lud. Tuberonis comment.* I, 4, dans Schwandtner, IIe vol.).

attributions, ne pouvait être comparée qu'à l'institution aragonaise du justiza. Cependant Mathias, au lieu de la supprimer par voie d'extinction, préféra la conserver en la limitant par des lois précises, qui furent l'œuvre de la diète de 1486. La partie judiciaire de cette charge fut abolie, et l'on peut voir par là que le règne de Mathias a été sérieusement constitutionnel, si l'on peut entendre par ce mot l'accord et l'échange d'idées entre la représentation nationale et le pouvoir. En effet les diètes précédentes avaient plusieurs fois réclamé contre cette mauvaise juridiction, contre les confiscations qu'elle prononçait sans mesure, contre l'arbitraire et la rapidité de ses décisions, contre les empiètements dont la justice des comitats se trouvait victime[1]. La diète de 1478 n'avait même consenti à voter l'impôt pour cinq ans que moyennant la suspension de ce tribunal pendant le même espace de temps.

Les lois de 1486, en rendant cette abolition définitive, donnèrent au contraire la plus grande importance aux attributions politiques du palatin. Il était désormais le tuteur du roi en cas de minorité, le général en chef des forces du royaume, particulièrement si l'ennemi envahissait le territoire. A lui seul incombait le devoir de convoquer la diète, d'apaiser les troubles en réconciliant la nation avec le roi, de recevoir les ambassadeurs des nations étrangères. Redoutable faisceau d'honneurs et de responsabilités, qui faisaient vraiment de ce dignitaire un lien vivant entre le trône et le peuple! L'esprit magyar s'est attaché fortement à cette notion constitutionnelle, qui revenait au fond à une responsabilité ministérielle rudimentaire. Il devait s'y attacher sur-

1. Szalay, III. 335.

tout lorsque le souverain, étant devenu héréditaire et étranger, trouverait dans le palatin son représentant sédentaire. Aussi depuis l'avénement de la dynastie autrichienne, jusqu'à la fondation récente du régime parlementaire complet, posséder un *nádor* selon les lois de 1486 a-t-il été le premier désir de tout patriote.

Ce n'est pas seulement sur une question spéciale que la diète, c'est-à-dire l'ensemble de la nation noble, était d'accord avec le roi. Dans tout cet ordre d'affaires ils avaient un système commun qui était de préserver la justice de deux périls, la puissance des dynastes et l'ingérence temporelle du clergé. Mathias est resté un type de résistance à la domination sacerdotale, au point que vers la fin du dix-huitième siècle on a pu lui comparer Joseph II. L'exposé de sa politique a fait voir en lui un allié, mais un allié intermittent, indépendant et quelquefois impérieux, de la Cour de Rome. Il intimait un jour à un légat, dans un langage plus que vif, l'ordre de repasser au plus tôt la frontière[1]. Malgré tout son attachement, non-seulement à la cause chrétienne en général, mais à celle de l'Église latine et de la suprématie romaine, il n'admettait aucun empiètement sur ses droits royaux dans les affaires ecclésiastiques. La diète de 1462 restreignait la justice cléricale aux procès d'hérésie et aux questions relatives aux mariages et aux testaments, en tant

1. Nisi me summi pontificis reverentia contineret, ostenderem profecto non convenire legatis seminare discordiam, et innoxios principes in periculum capitis adducere. Unde et regno meo discede : quod nisi per biduum feceris, tale dabo de te exemplum, quo totus orbis intelliget hujusmodi nequitias et improbitates Mathiæ regi semper displicuisse. Discessit ille sine mora (Galeotus dans Schwandtner, ch. 13).

qu'ils étaient des actes religieux; elle lui interdisait de juger les débats relatifs à la propriété. Celle de 1486 prohibait les appels en Cour de Rome.

Mathias ne voulait donc pas que le clergé fût son rival, mais il l'aimait comme auxiliaire. Nous l'avons vu conférer des charges très-importantes à certains prélats; il s'appuyait volontiers sur eux et sur leurs talents pour se dispenser d'avoir recours à de dangereux grands personnages. Ce qui l'y encourageait encore, c'est l'esprit du clergé du quinzième siècle, tourné vers les succès temporels et vers les curiosités de l'érudition plutôt que vers les préoccupations religieuses. Mais il faut bien en convenir, de là naissaient pour l'épiscopat hongrois de sérieux inconvénients : la piété des masses, inquiète et vive, se détournait de leurs conducteurs officiels pour demander l'apaisement et la satisfaction aux nouvelles doctrines. On persécuta bien les Hussites, on n'eut pas de peine à empêcher les Magyars d'adopter en bloc le hussitisme, religion nationale d'une autre race; mais l'esprit hussite ne fut jamais déraciné, il prépara la Réforme. Ce qui la prépara aussi, dans une région spéciale de la frontière, ce fut la mystique et respectable communauté des frères moraves, vouée à l'éducation de la jeunesse et à la charité. Mathias ne se dissimulait nullement les défauts d'un certain nombre d'évêques et d'autres ecclésiastiques, puisqu'il disait en riant que les sept péchés capitaux avaient élu chez eux domicile[1]; et les évêques eux-mêmes dans leurs synodes

1. Son langage était là-dessus mordant à l'excès : « Ipsi non fugiunt superbiam, cum eorum habitus atque incessus superbiam, si » extincta esset, reformarent. Iram non vitant, cum apud eos, in fa» miliares sævire, crudelitatemque exercere, et tandem flagellatos » occidere, pro severitate inter eos habeatur... avaritiam... gulam...

donnent une triste idée des mœurs du bas clergé par les abus qu'ils constataient en les interdisant. C'est ainsi que le synode de 1460 défendit aux prêtres de vendre aux laïques la permission de contracter des unions irrégulières.

L'état intérieur du clergé devait donc nécessairement diminuer son influence morale, malgré le zèle et les talents, trop temporels d'ailleurs, de quelques-uns de ses chefs. Même associé à la royauté et à la petite noblesse qui dominait dans les diètes, il ne pouvait arrêter d'une façon durable la puissance des grands seigneurs, contenue momentanément par une forte main. Il y avait là d'ailleurs comme un courant fatal et irrésistible. La diète pouvait bien ordonner la démolition des forteresses construites sans la permission du roi; elle pouvait bien soumettre toutes choses à la juridiction des comitats et défendre de paraître en justice tout armé; la petite noblesse pouvait bien maintenir le principe de l'égalité, dans les limites qui l'intéressaient : tout cela n'empêchait pas Mathias lui-même de nommer des comtes suprêmes héréditaires, ce qui était une mesure on ne peut plus féodale, et de transformer ses favoris en dynastes par des largesses et des donations de toutes sortes, par exemple la famille Zápolya. L'œuvre politique et judiciaire du grand Corvin n'avait donc pas entièrement réussi, et parfois elle se retournait contre elle-même. Elle n'en est pas moins glorieuse, et par ses succès partiels, et par les nobles intentions qui y ont présidé. Le souvenir personnel du roi considéré comme juge intègre et bien inspiré a pé-

» venerem. Invidere autem atque alteri detrahere, artis aulicæ,
» sapientiæque mundanæ esse affirmant : cum alios deprimendo se
» ipsos extollere nitantur... » Galeotus, c. 11.

nétré profondément dans la mémoire de son peuple; c'est devenu un proverbe : « Mort Mathias, morte la justice. »

Au point de vue du commerce et des intérêts matériels ce grand règne n'a été ni sans gloire ni sans reproche. Si les guerres avec les Turcs diminuaient inévitablement le commerce oriental, les guerres avec la Bohême et ses alliés diminuaient inutilement le commerce avec l'Europe centrale. Les impôts étaient lourds, soit avant soit après la diète de 1467 qui en modifia le caractère par l'institution d'un tribut du fisc royal que devaient payer, selon leurs biens, tous les privilégiés. Ils étaient nécessités par l'entretien d'une armée permanente qui, sur le pied de paix, comprenait trente-quatre mille hommes, cavaliers pour la plupart, et de tout un service compliqué de magasins, d'ateliers, de moyens de transport. Enfin les pillages continuels des Turcs dépeuplaient les contrées méridionales.

Mais le gouvernement hongrois réagissait avec beaucoup d'énergie contre toutes ces causes de ruine et de faiblesse. Il faisait restituer à l'État les biens qu'il avait perdus par usurpation. Il encourageait par des priviléges la découverte et l'exploitation des mines. Il protégeait et favorisait les villes commerçantes, ne fût-ce que par le bon ordre qui régnait de tous côtés. La population industrielle, comme l'industrie elle-même, se développait avec variété : si le luxe de la cour appelait, comme nous le verrons, des artistes étrangers, la Hongrie à son tour fournissait aux pays voisins des mineurs, des canonniers, des monnayeurs et divers autres corps de métiers. Là où diminuait la population agricole, des proclamations attiraient les émigrants des pays voisins. Ce fut là une cause des établissements chaque jour plus nombreux

des Serbes au nord du Danube[1]. Peu après la mort du vieux Georges Brankovics les derniers restes de l'ancienne principauté de Serbie avaient disparu; tous ceux qui avaient quelque ferveur chrétienne songeaient dès lors à passer sur le sol hongrois, sol fertile où les bras manquaient par suite de ravages périodiques. Dans une seule expédition, Kinizsy en ramena cinquante mille. Ils recrutèrent en grande partie la légion noire et se signalèrent par leur valeur et leur férocité, soit contre Vienne soit contre les infidèles. Ni leur origine, ni leur attachement à l'Église grecque, n'étaient contre eux un titre d'exclusion : ils avaient leur clergé et ne payaient pas la dîme au culte catholique.

Les institutions de Mathias Corvin ne doivent pas faire oublier sa personne et sa vive originalité. Un Italien de sa cour, Galeotto Marzio de Narni, a pu composer un livre de ses conversations et de ses bons mots[2]. Beaucoup de ceux-ci n'offrent plus qu'un médiocre intérêt, mais il en est de remarquables par l'imprévu, sinon par la crudité de la saillie, ou par la justesse de l'observation morale. « Trois choses, » disait-il, sont mauvaises, du jus recuit, une femme barbue, » *et un ami réconcilié*[3]. » — Rencontrant un homme à la mine triste et vêtu de noir, dont il connaissait l'avidité, et qui venait d'hériter de ses deux frères : « Qu'est-ce qui te » rend si lugubre? — La mort de mes frères. — Qu'elle soit » venue si vite, ou si tard? — Si tard, répond franchement

1. V. *Les Serbes de Hongrie*, p. 39-42 et p. 349, passages bien documentés.

2. Galeotti Martii Narniensis, *De egregie, sapienter, jocose dictis ac factis S. Regis Mathiæ* (dans Schwandtner, t. I).

3. *Ibid.* c. 16.

» l'avare interloqué. — J'en étais bien sûr[1]. » — On plaidait un jour devant lui une question de paternité, que l'on cherchait à prouver par la ressemblance : « Cela n'est pas du » tout une raison, répondit-il, les femmes adultères ne font » que penser à leur mari qui peut découvrir leur faute[2]. »

Plusieurs de ses réparties attestent son respect et son amour de l'antiquité classique. On se moquait devant lui de l'évêque de Vácz qui, dans une réunion de prélats et de barons, avait apporté un manuscrit des Tusculanes : « Eh bien, dit-il, » cela doit nous rappeler Caton qui apportait toujours quelque » chose à lire dans les séances du sénat romain[3]. » — Un autre jour on croyait lui faire plaisir en mettant les guerriers de son temps et leur art militaire bien au-dessus des héros antiques. Il répondit : « Si nous avions la centième partie de » de leur génie, l'Empire des Turcs n'aurait pas grandi dans » de telles proportions[4]. » Il partait de là pour faire l'éloge de Frontin et de Végèce. La reine Béatrix, digne fille de l'Italie de la Renaissance, ne restait pas en arrière; elle avait de la promptitude à citer les auteurs, elle amenait volontiers un vers de Virgile[5].

Le mot de Renaissance vient d'être prononcé, il n'est pas sans s'appliquer à la cour de Mathias et à une partie du clergé de son temps; renaissance un peu factice il est vrai,

1. *Ibid.* c. 4.

2. *Ibid.* c. 2. J'adoucis le texte : « Mulieres enim, cum sunt in » amplexu cum adulteris, maritorum imaginem semper habent ante » oculos : unde fit ut illa vehemens imaginatio similitudinem paren- » tum in filios imprimat. »

3. *Ibid.* c. 31.

4. *Ibid.* c. 10.

5. *Ibid.* c. 3.

toute d'importation et sans véritables racines nationales, mais non moins curieuse à étudier pour cela. Le roi en était le centre indispensable par son activité et ses largesses. En vrai conquérant il dormait peu [1], excepté pendant un siége ou entre deux batailles. Malgré les affaires qui renaissaient de toutes parts, il avait toujours du temps pour lire et pour disserter à table avec ses amis. Un jour que l'on discutait une question difficile, il donne l'ordre d'aller chercher des livres dans sa chambre à coucher; il les connaissait si bien qu'en un moment il réunit les autorités nécessaires pour appuyer son opinion [2]. Les contemporains ont remarqué que Mathias recherchait la société des Italiens, plus propres que tout autre peuple à travailler à la gloire d'un prince, « par » leur facilité de parole et leur nature adulatrice et avide. » C'étaient eux surtout qui recevaient ces beaux présents, dont était coutumière la prodigalité royale, de riches habits, de l'argenterie ciselée, des chevaux tout harnachés. C'étaient eux aussi qui bâtissaient ou décoraient des édifices presque aussi nombreux, disait-on, que ceux de l'Allemagne [3].

De toutes les fondations de Mathias la plus importante de beaucoup fut sa bibliothèque, la *Corvina*. Elle résume heu-

1. *Ibid.* c. 20 : Nonne incredibile putatur, in mediis tumultibus, in tormentorum fragore, in castris, somnum invenire; et domi in summa quiete non posse in somnum resolvi?

2. *Ibid.* c. 32.

3. Adeo Hungariam ædificiis adornavit, ut Alemanniam, his rebus cultissimam, hac tempestate pœne adæquet... Neminem ab se unquam dimisit, cui aut vestem pretiosam, aut equos phaleratos, aut cœlatum argentum dono non dederit. Hoc insuper famæ hujus Principis multum conferebat, quod Italis, genti et lingua promptæ et suapte natura adulatrici ac quæstui deditæ, largiri solebat (*Tuberonis comment.*, loc. cit.)

reusement les vigoureux efforts du roi en faveur de la littérature et de l'art. Avant même qu'elle ne fût achevée, Ange Politien la célébrait d'avance comme la plus belle et la plus riche des bibliothèques[1]. Aucune assurément n'était mieux installée. Le palais qui la renfermait s'élevait sur les flancs de cette colline de Bude, abondante en eaux sulfureuses, que Mathias appelait « le siége et le trône de la dignité » royale, la tête de notre royaume, la santé et la restaura- » tion de notre peuple[2]. » On comparait ce temple de la science au temple d'Hèrcule où le premier à Rome Asinius Pollion avait fondé une bibliothèque. On y pénétrait par une salle dont le plafond curviligne représentait un ciel constellé, et qui communiquait par une porte latérale à une chapelle de saint Jean où le roi entendait l'office de chaque jour[3]. Ensuite venaient deux autres grandes salles, l'une consacrée à la Grèce et à l'Orient, l'autre à la littérature latine, où les manuscrits étaient rangés dans un ordre parfait, et catalogués de manière à être trouvés facilement. Les *codices* étaient revêtus d'une enveloppe de soie où diverses couleurs et des lettres d'or indiquaient la nature de l'ouvrage. Le velours, l'or, l'argent des agrafes, brillaient partout. « Que de trésors j'ai vus, s'écriait le savant Brassicanus. » O Dieux immortels! Qui pourrait croire à un spectacle » aussi délicieux? Je ne me croyais pas dans une bibliothè- » que, mais dans le sein de Jupiter[4]. »

1. Bibliothecam jam pridem comparas, omnium sicut expectamus, non ornatissimam solum, sed etiam copiosissimam (L. IX, ep. 1).

2. Szalay, III, 290, note.

3. Le Musée National possède deux très-jolis petits livres de prières de Mathias, avec des miniatures.

4. Pour tout ceci, voir les documents de Brassicanus, de Nicolas

Il y avait peut-être en tout cinquante mille volumes, chiffre énorme avant la propagation de l'imprimerie, laquelle n'avait encore reproduit qu'un petit nombre d'ouvrages. L'ancien fonds de la collection des rois de Hongrie, entre autres de la maison d'Anjou, ne peut avoir figuré pour une grande part dans ce total immense. Mathias fit des acquisitions dans les diverses provinces de l'ancien empire byzantin : la chute de Constantinople, qui avait dispersé des trésors, lui fut extrêmement utile. Ses envoyés pénétrèrent fort loin dans les contrées orientales, et en rapportèrent des ouvrages arabes, chaldéens et hébraïques.

Mais si importantes que fussent les acquisitions en divers pays, et sans parler des offrandes et des dédicaces des auteurs vivants, heureux de voir figurer leurs œuvres dans une collection illustre [1], il fallait d'excellents copistes pour *peindre* les reproductions des plus beaux manuscrits italiens, il fallait aussi de nombreux copistes à Bude. C'est ainsi qu'il envoya à Florence Taddeo Ugoletti, précepteur de son fils, pour copier les codices de la Lorenzana. Quatre Florentins y travaillèrent sous la direction de Naldi. L'un d'eux, Philippe Valori, fut envoyé en Hongrie par Marcile Ficin dans les dernières années de Mathias qui demandait à être mis au courant de la philosophie platonicienne. A Bude, trente copistes, miniaturistes et traducteurs formaient une administration présidée par le bibliothécaire Félix de Raguse et coûtaient chaque année trente mille florins d'or. Tous n'étaient pas des étrangers, on cite parmi eux un Jeles, un

Olah, de Paulus Fabri, cités par Belius (*Adparatus ad Historiam Hungariæ*, Posonii 1735, in-fol., p. 9), et surtout par Pray, ann. 1478.

1. Barth. Fontius écrivait au roi : Inter alios auctores, in ista Bibliotheca totius orbis terrarum nobilissima Fontium tuum repone.

Gál, un Váci qui étaient des Magyars, et cet art acquit un si haut degré de faveur que Wladislas II devait anoblir l'auteur d'une belle copie de Bonfinius.

Tout indique la plus grande variété dans la composition de la Corvina. La littérature profane et la littérature sacrée, les grammairiens, les poètes et leurs commentateurs, les pères de l'Église et les théologiens, les auteurs qui ont traité de la tactique et des machines de guerre, les historiens et les philosophes anciens et leurs traducteurs [1], rien n'y était oublié. On n'avait garde de négliger des poëmes tels que celui de Cortesius sur les hauts faits de Mathias : « Tu es le » plus grand des rois, le maître de la terre et de la mer [2]. »

1. *Analecta vindobonensia* de Kolar, Vindobonæ 1762, in-fol., 2e vol., p. 810 : préface de Bonfinius aux œuvres de Philostrate, traduites en latin et dédiées à Mathias.

2. Voici deux fragments de ce poëme *De laudibus bellicis Mathiæ Corvini* (à la suite de Bonfinius, éd. de Bâle 1568), poëme chargé d'allusions mythologiques :

Nec bene romano de nomine Musa meretur,
Quæ tua facta silet. Regum tu maximus ille es,
Et maris et terræ domitor : tua fulmina passim
Horret Hyperboreæ regio Mæotica brumæ.
Te duce tuta fides, tibi relligiosa parentum
Debetur pietas : in te fiducia duris
Militibus sita, Threicii fera munera Martis
Te penes, in te anceps belli fortuna recumbit.
Tu vallum Italiæ, Romana palatia servas.
Impia tu gentis contundis monstra profanæ,
Bisaltamque Scythamque ferum : tu Norica vincis
Arma, et bellacem non uno Marte Boemum...
Dira superstitio patrias invaserat urbes :
Hussius huic auctor quondam, nec templa nec aras
Erexit superis : et quæ constructa manebant

Il y avait peut-être aussi des antiquités et des instruments de mathématiques, puisqu'il en donna aux savants polonais. Enfin, et ceci n'est pas sans importance dans l'histoire des Magyars, la littérature nationale y occupait certainement quelque place, avec la traduction de la Bible de Bátori, les poésies de Vitéz et de Gabriel, les chants de guerre de Cesinge, littérature qui a presque entièrement disparu [1]. La part qu'y prenait Mathias ne saurait être contestée; il s'intéressait à la grammaire magyare, aux changements subis par les noms géographiques selon les époques et les idiomes, question encore aujourd'hui difficile, et qui, chez un homme du quinzième siècle, prouve une rare curiosité. Au surplus écoutons là-dessus le témoignage d'un étranger bon observateur :

« Toujours pendant ses repas, ou l'on converse ou l'on » chante. Il a ici en effet des musiciens et des ménestrels, » qui chantent avec la lyre en langue nationale. Il est tou- » jours question d'un fait héroïque, et la matière ne manque » pas, car la Hongrie se trouve au milieu de races diverses, » et les guerres sont fréquentes. Les chants d'amour sont » plus rares... Les Hongrois nobles ou rustiques parlent la » même langue, avec la même prononciation, les mêmes » mots et le même accent. Il n'y a pas de dialectes diffé-

Diruit impius, infelix; ac peste cruenta
Tristia perjuræ maculavit mœnia Pragæ,
Multaque de Superis demens infanda canebat.

1. On en trouvera quelques fragments, presque tous appartenant à la littérature religieuse, dans Toldy : *Irodalom történeti olvasókönyv*, p. 27 et suiv. Le plus curieux est un passage de Bátori (Math. XXV, 1-3), mis en regard d'autres traductions de la Bible au seizième et au dix-septième siècles.

» rents comme le Toscan et le Napolitain : aussi un chant » composé en langue hongroise est-il compris également » par tous les citoyens du pays[1]. »

La Corvina, ce trésor si varié, qu'est-elle devenue après Mathias? Elle a été plus dispersée, elle a eu des destinées plus imprévues et plus dramatiques qu'aucune autre collection n'en a jamais eu. L'on a beaucoup dit, et cela dès 1538, qu'elle avait été la victime de la barbarie asiatique et de l'invasion musulmane. Il ne faudrait pas croire que sa ruine ait été l'œuvre d'un jour. Déjà les deux Jagellons, successeurs des Corvins, Wladislas II et Louis II, toujours à court d'argent, après avoir négligé de payer les derniers manuscrits commandés par Mathias, se mirent à en céder aux étrangers. Maximilien fondait alors la Bibliothèque de Vienne : pour lui, et avec l'autorisation de l'insouciant Wladislas, le savant Cuspinianus fit vingt-quatre fois le voyage de Bude sans jamais revenir les mains vides. Après le désastre de Mohács (1526), la garnison allemande fournit aux bibliophiles des pays voisins[2] l'occasion de cataloguer fréquemment *ex Ungariæ spoliis*. Le Vénitien Gritti, tant que dura son singulier pouvoir, ne s'oublia pas davantage. Quant aux Ottomans ils protégèrent ce qui restait plutôt qu'ils ne le détruisirent, et ils se refusèrent toujours à le vendre; mais avant leur arrivée il y avait eu tant de déprédations, et il y eut ensuite un si grand commerce, que le duc de Wolfenbüttel, à l'époque de la guerre de Trente Ans, put en acheter d'un seul coup deux cents volumes.

Dans le cours du dix-septième siècle les restes de la Cor-

1. Galeotus, ch. 17.

2. Sont indiqués par Toldy Busbeck, Brassicanus, Sambucus, Birckeimer.

vina furent transportés à Constantinople. On les croyait à jamais perdus, mais un savant hongrois du dix-huitième siècle et deux de nos contemporains déclarent en avoir vu un grand nombre[1]. Du reste les manuscrits de la Corvina que possèdent les bibliothèques des pays occidentaux proviennent de cette source; par exemple le Saint-Jérôme et le Ptolémée, magnifiques propriétés de la Bibliothèque Nationale de Paris, ont été acquis à Constantinople, l'un par le duc de la Vallière, l'autre par le baron de Tott[2]. On en

1. Jerney et M. Henzlmann.

2. V. *Le Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Impériale*, par Léopold Delisle, Paris 1868, in-4°, p. 297, etc., lequel renvoie au *Serapeum* de Vogel, X, 373 et suiv., et au résumé d'Edwards, *Memoirs of Libraries*, I, 395-404. M. Léopold Delisle donne avec toute raison comme authentiques le Cassien, n° 2129; le saint Jérôme, n° 16839, et l'admirable Ptolémée, n° 8834. — Il indique comme douteux le Sénèque, n° 6390; les Machines de guerre, n° 7239; le saint Ambroise, n° 1767. Je crois le dernier au moins parfaitement authentique, non-seulement à cause de la mention *Re de Ungaria*, mais parce qu'il porte la date de 1488 et le nom du copiste Bonaggio, clerc de Sainte-Marie-des-Fleurs : or c'est précisément le moment où Mathias a commandé le plus de manuscrits, et les a commandés à Florence. Quant au 7239, il est certain que l'ambassadeur Girardin l'a acquis au sérail de Constantinople en 1688, et qu'on le lui a donné comme venant de Hongrie, ce qui n'a rien d'invraisemblable.

Nous avons regardé avec attention les *Corvinische* de la Bibliothèque de Vienne; il y en a d'admirables pour les miniatures, les portraits de Mathias, etc., comme pour le travail du copiste : le Chrysostôme, n° 977; le *Hieronymus in Marcum*, n° 930; le Stace, n° 140; le Marcellin, n° 138; le Philostratus, n° 25. Des notes de la première moitié du seizième siècle nous informent qu'ils ont été acquis par l'évêque de Vienne, ou par Brassicanus, ou par Cuspinianus.

Le Musée national de Pesth a de moins beaux spécimens (Curtius,

trouve un nombre plus ou moins grand dans la plupart des bibliothèques de l'Europe.

Il fallait insister sur la Corvina dont la splendeur et la dispersion offrent une assez fidèle image de la grandeur et de la décadence de la Hongrie. Mais elle n'est pas à elle seule toute cette époque littéraire, plus remarquable par l'effort que par l'originalité et le succès. Il y avait une société littéraire assez mal connue, excepté son titre *sodalitas litteraria Ungarorum*. Évêques, courtisans, savants, professeurs, se réunissaient dans une sorte de cénacle, le plus souvent autour d'une table bien garnie, où les coupes d'or circulaient, et où l'on s'entretenait d'astronomie, d'histoire et de poésie.

Un moyen plus puissant et plus sérieux de progrès intellectuel était l'imprimerie : un parent du roi, Ladislas Geréb, fit venir d'Italie l'Allemand Hess qui imprima en 1473 la *Chronique* de Bude, puis quelques ouvrages anciens[1]. Mais il n'eut pas de successeur immédiat; de là une conséquence singulière, c'est que, d'une part, les typographes magyars, instruits par André Hess, allèrent travailler en Italie ou en

Sallustius, Plautius, etc.) que Vienne, Paris, Munich, Wolfenbüttel, Bruxelles, etc. M. Floris Romer, qui nous a donné de précieuses indications, prépare une monographie détaillée de tous les manuscrits de la Corvina qui se trouvent dans les diverses bibliothèques. Il a entrepris des voyages exprès pour les étudier, et l'on pourra arriver, grâce à lui, à des notions précises sur l'authenticité de ces nombreux monuments.

1. Ce premier ouvrage imprimé en Hongrie, est devenu excessivement rare. Le Musée national en possède un exemplaire; c'est un in-4° très-bien imprimé, qui se termine par cette mention : Finita Bude Anno dni MCCCCLXXIII in vigilia penthecostes per Andream Hess.

France[1], et que, d'autre part, les ouvrages composés en Hongrie étaient imprimés en Italie ou en Allemagne, par exemple les lois de la Diète de 1486, avec uue gravure représentant Mathias sur son trône, et des légistes lui apportant un livre ouvert[2]. En revanche, le commerce des livres était très-développé à Bude, où l'on ne comptait pas moins de treize librairies.

Les ouvrages contemporains en langue latine qui se répandaient, manuscrits ou imprimés, étaient de nature assez variée, et ils attestent des échanges littéraires continuels entre la Hongrie et les pays étrangers. Le plus illustre des sermonnaires, Michel de Hongrie[3], est mort à Paris docteur de Sorbonne, il appartenait à l'ordre tout national des Paulistes. Un Franciscain, bachelier de l'Université de Cracovie, Pelbart de Temesvár, revint dans son pays pour y enseigner et y prêcher longtemps. Grégoire Bánfi, neveu d'un Palatin, fut prieur dans un couvent de Rome. Parmi les historiens, à côté du magyar Thuróczy, que l'on pourrait appeler le dernier rhapsode de la gloire nationale, il suffit de citer les noms de Ranzani, de Tubero, de Galeotto Marzio, de Callimaque, de Bonfini d'Asçoli, lecteur de la reine Béatrix, pour démontrer leur origine italienne ou grecque. Le poète Janus

1. André Brassai à Venise (Andreas de Corona, nom latin de Cronstadt en Transylvanie, le nom magyar étant Brassó), Petrus Ungarus à Lyon, etc.

2. Petit in-4° très-bien imprimé dont le Musée national possède un exemplaire. Aucune indication d'année ni de lieu. — Thuróczy a été imprimé en 1488 à Venise et à Augsbourg, puis de nombreux ouvrages religieux après la mort de Mathias, dans différentes villes.

3. Le Musée national et la Bibliothèque ont de vraies collections des éditions de ce sermonnaire, datées de Cologne, de Strasbourg, etc.

Pannonius (Jean Vitéz) était un élève de Ficin et de Guarino de Vérone. Csoda, appelé en latin Nicolas de Mirabilibus (*csoda* signifie merveille), discuta philosophie chez Laurent de Médicis. Quant aux écrits composés dans la langue nationale, il va sans dire qu'ils faisaient exception à cette loi d'échange intellectuel, car ils étaient forcément l'œuvre de purs magyars. Mais malgré l'importance, signalée bien des fois, de la langue magyare dans la vie publique et dans le palais même de Mathias, il ne nous en reste guère que des fragments religieux contenus dans divers manuscrits[1]. La piété du clergé et surtout du peuple avait une forte tendance à l'emploi de la langue vulgaire dans le culte tout entier; et lorsque la question se posa sérieusement devant le roi lui-même (1478), ce changement fut ajourné plutôt que refusé.

A côté de ces universités étrangères que visitaient les jeunes Hongrois, et de la haute école de Cinq-Églises, toute

1. Ces manuscrits ne sont pas tous du temps de Mathias; il y en a un grand nombre qui ont été écrits ou recopiés sous les Jagellons, ses successeurs; mais nous ne consacrerons pas une étude particulière à la littérature contemporaine de Wladislas II et de Louis II, attendu qu'elle est due tout entière à la force acquise pendant la période précédente. M. Toldy en a fait une étude spéciale et en donne la liste complète (l. cit., p. 239-266), 48 en tout. Nous en avons vu nous-même plus de la moitié; il y en a de très-beaux, d'autres qui n'ont rien de remarquable sinon au point de vue de l'histoire philologique. Plusieurs de ces fragments ont été publiés dans divers recueils, notamment dans celui de Döbrentei : *Régi Magyar Nyelvemlékek*, Bude, 1838, 3 in-4°, et l'école philologique actuelle y trouve de précieux renseignements. A part deux très-importants, l'un à Vienne, l'autre à Munich, ces codices sont presque tous en Hongrie, à l'Académie, au Musée national, à l'Université, ou en dehors de Pesth, au Collége réformé de Debreczin, à l'Archevêché de Gran, etc.

juridique, qui continuait à former de nombreux étudiants, deux tentatives furent faites pour la fondation d'une Université nationale. La première fut en 1465 l'*Academia Istropolitana* de Presbourg, fondée par Vitéz, mais dont sa disgrâce arrêta le développement. L'autre fut un plan gigantesque de Mathias : il voulait fonder, sur les flancs de la colline de Bude, près de son palais et de sa bibliothèque, tout une ville universitaire, où pourrait loger tout un peuple d'étudiants [1], avec des professeurs pour toutes les branches de la science, avec des magasins, des ateliers, des hôpitaux. La mort l'empêcha d'achever cette création immense, qui ne resta pourtant pas dans le domaine des rêves, car une *Academia Corviniana* dura jusqu'à la bataille de Mohács avec les deux facultés de théologie et de philosophie.

Ce prince, ami de la science, vivait dans un palais embelli par l'art italien [2]. L'or y brillait de tous côtés sur les murs,

1. Sa générosité envers les étudiants et les maîtres est attestée par une lettre de Petrus Niger, citée par Pray, *Ann.* 1478 : Nec tantum armis ac viribus populum tuum, celeberrime Princeps, splendidum reddere, tutumque atque tranquillum servare desudas, sed industria et sensu magnopere curas eum bonis artibus, et litteris adornare... Præceptores et qui regendo studio præsidentes habentur, aurum quotannis ab tua Majestate affluenter excipiunt : scholasticis vero ipsis, conservis meis, cibos, vestimenta, lectos, et quæ hominibus per diem ac noctem opportuna sunt, abunde largiris.

2. J'abrége ici la description détaillée et trop minutieuse de Bonfinius (Déc. IV, L. VII), qui a été lui-même l'auteur de cette inscription gravée sur les murs du palais :

Atria cum statuis, ductis ex ære, foresque
Corvini referunt Principis ingenium.
Mathiam partos tot post ex hoste triumphos,
Virtus, æs, marmor, scripta, perire vetant.

l'argent dans les siéges et les lits; le marbre, partout travaillé avec luxe, se transformait çà et là en bas-reliefs et en statues. Les plus remarquables étaient celles des Corvins : Mathias, armé de pied en cap, dans l'attitude de la méditation, entre son glorieux père et l'infortuné Ladislas. Courte et illustre race, éclair dans l'histoire du quinzième siècle et dans celle du peuple hongrois.

CHAPITRE V.

LES JAGELLONS DE HONGRIE (1490-1526) ET LE LÉGISTE VERBÖCZY.

Nous avons à raconter la ruine rapide d'une grande monarchie. Pour conduire la Hongrie de Vienne conquise au cimetière de Mohács il a suffi de trente-six ans, quelques heures dans la vie d'un peuple ! L'histoire n'offre guère d'exemple d'une telle promptitude dans la destruction. A vrai dire l'étonnement diminue lorsqu'on se rappelle les plaies déjà profondes que recouvraient la gloire et le génie de Mathias : l'épuisement causé par de longues guerres et de grandes dépenses, l'égoïsme des grandes familles contenues avec une énergie précaire par une main que chacun redoutait. Il n'en est pas moins vrai qu'en 1490 rien ne faisait prévoir les désastres que l'avenir tenait en réserve. Bien des causes ont été nécessaires pour les amener : les vices inhérents à la royauté élective ; l'éclosion des haines politiques et sociales ; la rivalité entre grande et petite noblesse, entre la noblesse et un clergé livré aux passions temporelles ; l'ambition des maisons étrangères et la défiance du peuple magyar contre l'étranger. Déplorable tableau que relèvent çà et là de nobles caractères, de beaux travaux législatifs et une éloquence patriotique.

Ceux qui entouraient le lit de mort de Mathias décidèrent

qu'une diète devait être convoquée pour le 17 mai afin d'élire son successeur[1]. La lutte promettait d'être vive, et plusieurs prétendants eurent à faire la revue de leurs forces et de leurs droits. Le langage des grands dynastes prouvait que le droit n'aurait pas grande influence sur le résultat final. Il me faut, disait Báthory, un roi que je puisse tenir continuellement par les cheveux.—Si tu étais de cela plus grand, disait à son fils Jean le tout puissant Étienne Zápolya, c'est toi qui serais le roi[2]. La fortune des Hunyade, partis d'une condition médiocre, éblouissait et remplissait d'envie ces grands seigneurs qui semblaient n'avoir plus que la peine de tendre la main pour prendre la couronne.

Leurs rivalités même les empêchaient d'atteindre ce but; ils se bornèrent donc à chercher un roi qui, loin de leur porter ombrage, fût un instrument de leur ambition. Jean Corvin ne pouvait leur plaire, car son nom leur rappelait le détesté Mathias, qui les avait accablés d'impardonnables bienfaits. Maximilien était un ennemi national auquel personne ne pouvait songer, et qui invoquait en vain des traités effacés par de nombreuses guerres. On arrivait forcément aux Jagellons, à Wladislas de Bohême ou à son frère Jean-Albert que soutenait Casimir. Le feu roi s'était figuré, bien à tort, que Béatrix gouvernerait en qualité de reine-mère avec Jean Corvin : l'ambitieuse et intelligente napolitaine voulait être reine régnante et non pas douairière, elle espérait épouser Wladislas. Le parti du roi de Bohême grossissait donc chaque jour. Ses qualités et surtout ses défauts y contribuaient avec les circonstances : on connaissait sa

1. Pray, *Epistolæ procerum*, Posonii 1806, I, 1.
2. Szalay, III, p. 354 et 356, notes.

bonté qui venait de laisser-aller et d'indifférence, sa complaisance pour tous ceux qui l'entouraient, sa nullité paresseuse qui lui faisait dire à toutes les affaires : c'est bon c'est bon, *dobsche*, *dobsche*, et qui lui valut le surnom de roi Dobsche. Impossible de trouver mieux.

En revanche, lorsque les discussions s'ouvrirent en face d'une nombreuse petite noblesse, il fut évident que ce noyau patriote de la nation libre se défiait de tout étranger; sentiment si fort que l'on a pu attribuer ce mot à Báthory lui-même : les loups doivent être gouvernés par un loup, et les ours par un ours[1]. La noblesse, la nation véritable à cette époque, ne repoussait pas seulement Maximilien dont les ambassadeurs furent éconduits malgré leurs menaces; elle repoussait aussi l'idée d'un roi slave, épousât-il une princesse napolitaine. Les ambassadeurs siciliens et polonais furent mieux accueillis, mais non plus influents que ceux de la maison d'Autriche. Jean Corvin, le fils du roi glorieux, ferme, constitutionnel malgré ses actions arbitraires, fut d'abord acclamé. Il avait même pour lui quelques hommes de haute naissance; il comptait parmi ses partisans l'archevêque Varday[2] et un autre prélat lettré, négociateur expérimenté et habile, Jean Pruisz. Seulement le fils naturel du feu roi, jeune homme intelligent mais un peu mou, ne sut pas profiter de l'occasion ; il laissa les discussions traîner en longueur, et la petite noblesse fatiguée se retirer dans ses domaines en laissant une soixantaine de délégués chargés

1. Satis consentaneum esse videtur, lupis lupum et ursis, ut dicitur, ursum præesse (Tubero, ch. 7).

2. Sa correspondance (*Petri de Varda epistolæ*, Posonii 1776 in-4°) prouve la grande importance politique de ce prélat dans les dernières années du XV[e] siècle.

de la représenter dans le vote final. Les magnats étaient désormais libres de donner cours à leurs préférences pour Wladislas ; beaucoup d'entre eux y étaient portés non par leur égoïsme, mais par la crainte de voir la Moravie détachée du royaume magyar : avec Wladislas, pensaient-ils, un vaste état, capable de résister aux Turcs et à l'Autriche, sans Wladislas un royaume affaibli et démembré. Pruisz lui-même fut décidé par cette raison sans doute; Étienne Zápolya, qui était resté dans Vienne à la tête de l'armée pour devenir, comme il l'était devenu en effet, le maître de la situation, prit le même parti, et Wladislas II fut proclamé roi de Hongrie.

A la première nouvelle de son succès, transporté de joie il se mit en marche. Auprès de Tyrnau il rencontra une délégation de la diète, embrassa les députés en pleurant d'émotion, et promit tout ce qu'on voulut : il résiderait habituellement en Hongrie, conserverait toutes les conquêtes de Mathias à moins d'être autorisé par l'assemblée à en céder une partie. Il jurait de respecter toutes les libertés nationales, de remédier aux abus du règne précédent, de se contenter des impôts réguliers. Il confirmait un traité tout récent qui donnait de riches compensations à Jean Corvin, détourné et même dégoûté de ses prétentions par son premier échec. Toutes ces promesses furent prises au sérieux, et jamais souverain ne fut plus acclamé en entrant pour la première fois dans sa capitale que Wladislas II le jour où il franchit les murailles de Bude.

Ce fut le signal de la guerre avec l'Autriche. Maximilien reconquit l'archiduché ville par ville; les populations, humiliées de l'occupation magyare, forçaient les garnisons à livrer les forteresses, et Zápolya ne songea même pas à

protéger sérieusement une conquête dont le maintien était à vrai dire impossible. Ce qui est plus grave c'est que le territoire hongrois ne fut pas mieux défendu. Pendant que l'on célébrait dans Albe royale les fêtes du couronnement où Jean Corvin figurait à la première place, consentant volontiers à porter dans ses mains la couronne destinée à son heureux rival; au nord, à l'ouest, une double invasion commençait. Albert de Pologne faisait la guerre à son frère et ne renonçait à la couronne qu'en obtenant des principautés en Silésie. Maximilien occupait les comitats de l'Ouest et finissait par prendre Albe royale. Cette fois l'humiliation était si grande que les grands capitaines, Kinizsy, Báthory, marchèrent avec fureur contre les Autrichiens et les repoussèrent. Des négociations s'ouvrirent à Presbourg; il en sortit un long et minutieux traité[1], dans lequel il était question de tous les projets et de tous les intérêts des maisons princières, mais où l'on ne parlait pas plus de la nation magyare que si elle n'avait jamais existé. Maximilien conservait le titre de roi de Hongrie, et reprenait l'archiduché sans restituer les places de la frontière. La couronne devait passer à la maison d'Autriche si Wladislas n'avait pas de fils.

Cet incroyable traité souleva l'indignation générale; déjà Pruisz s'était retiré dans un cloître, désespéré d'avoir contribué à l'élévation d'un pareil souverain. La diète de 1492 retentit des plaintes les plus amères, et inaugura une longue et intermittente lutte législative qui était au fond une lutte pour l'indépendance nationale. Les prétentions rivales des princes des diverses maisons, si elles n'étaient contenues par la résistance des assemblées, ne pouvaient aboutir

1. Tous ces textes se trouvent dans les annales de Pray.

qu'au démembrement territorial et à la désorganisation intérieure. Ne voyait-on pas la ville de Bartfa par exemple[1], sollicitée tour à tour par Maximilien, par Albert, et par le roi légitime, chaque fois avec promesse de priviléges nouveaux et d'avantages de toute espèce? N'y avait-il pas tout à craindre de semblables séductions et de semblables marchés? D'ailleurs les traités où l'on oubliait la patrie ne rendaient-ils pas la royauté en quelque sorte étrangère au pays par ses intérêts et par ses affections? Wladislas ne contribua pas peu à fortifier ces impressions défavorables en se montrant incapable de prononcer le plus petit discours en magyar: il se servit de la langue tchèque, et il fallut qu'un évêque se chargeât de traduire ses paroles au fur et à mesure qu'il les prononçait.

La lecture du traité de Presbourg fit éclater un véritable orage. Le cri de trahison retentit, les négociateurs étrangers furent obligés de s'enfuir; on écrivit au coin des rues de Bude: plutôt mourir qu'être valets de l'Autriche! Cependant il y avait dans cette colère plus de surprise que de résolution; la noblesse ne savait que faire, elle ne voyait aucun moyen de lutter contre le fait accompli du traité. Báthory la calma, la décida à retourner dans ses foyers, non sans avoir voté quelques mesures de défiance contre l'autorité royale, et non sans avoir désapprouvé le mariage projeté entre Wladislas et Béatrix. Le pauvre roi n'attendait que ce prétexte pour retirer sa parole: l'Assemblée estimait qu'un souverain de trente-six ans devait épouser une princesse d'âge à lui donner des enfants. Dès lors la reine-veuve, dont le sort n'intéressait personne, retourna en Italie où

1. *Epistolæ procerum*, I, 3, 21, 39.

elle devait mourir dans une médiocrité voisine de l'indigence. L'Italie devait aussi attirer le modeste Jean Corvin qui, en 1497 se fit recevoir dans la noblesse vénitienne, tout en continuant à défendre au besoin, comme il le fit jusqu'à sa mort, la frontière méridionale[1]. Quant à Florence, le nom de la Hongrie n'y éveillait plus le même respect ni la même sympathie qu'au temps de Mathias : le désordre croissant du royaume ne permettait plus d'entretenir des copistes ni de commander des tableaux.

Cependant la guerre turque recommençait dans les conditions les plus déplorables[2]. L'armée hongroise se désorganisait; la légion noire mal payée se mettait en révolte, et Kinizsy, la traitant comme il avait l'habitude de traiter les Turcs, l'enveloppa, l'anéantit. La noblesse refusait de s'armer sous un roi suspect de trahison; le roi et le prélat Bakács se plaignaient dans un manifeste de l'ingratitude de la noblesse. Malgré toutes ces causes d'affaiblissement, Bajezid II (1492) ne put s'emparer de Belgrade; un corps envoyé jusque dans la Carinthie fut repoussé par le brave Khevenhüller, et les Magyars de Kinizsy et de Báthory, ne se montraient pas inférieurs aux Allemands, écrasèrent dans les défilés de la Tour Rouge l'armée du pacha de Semendria. Mais l'année suivante, Jakub dirigea une attaque formidable par la vallée de la Save contre la Carniole; s'il fut encore repoussé des états autrichiens, à son retour il battit l'armée Hongroise et lui tua quinze mille hommes, à peu près au moment où la mort du vieux Frédéric III faisait Maximilien empereur.

1. *Uj Magyar museum*, 1853, p. 636.

2. Les événements relatifs aux guerres turques sous les Jagellons sont racontés dans les livres XX, XXV et XXVI de Hammer.

Lorsque la diète se réunit de nouveau, ses impressions étaient encore plus hostiles que l'année précédente. Il n'était question dans les entretiens des grands seigneurs eux-mêmes que de la lâcheté du roi[1] ; on ne voulait plus entendre parler de la succession autrichienne et l'on songeait à exclure cette maison du trône magyar. Vinrent ensuite quelques années de gouvernement arbitraire et désordonné. La cour étant partagée entre les influences rivales de Zápolya devenu palatin, de Bakács qui ne tarda pas à devenir primat, et de Báthory, chacun nommait des officiers sans se demander si plusieurs n'étaient pas nommés au même emploi, ce qui ne manqua pas d'arriver. Les scandales auxquels donnait lieu la levée d'impôts irréguliers firent la préoccupation principale de la diète de 1496. Cette assemblée était extrêmement nombreuse ; la petite noblesse se trouvant sacrifiée par le régime représentatif proprement dit, s'y rendit en masse, et un dignitaire spécial fut chargé de la tâche difficile de compter les suffrages. Des clameurs s'élevèrent, lorsqu'on sut qu'il y avait eu d'énormes dépenses ; elles grandirent encore en violence lorsque le roi reconnut que l'on avait dépensé en réalité beaucoup moins qu'il n'avait été déclaré ; quelques arrestations, quelques procès, ajoutèrent au scandale et ne remédièrent à rien.

1. Istvanfi (*Historiæ de Rebus Ungaricis*, coloniæ Agrippinæ in-fol. 1622) résume au début de son 3e livre les plaintes des députés de 1493 : multi sermones ultro citroque habiti fuere, pleni irarum et contumeliæ in Wladislai otium, quibus ipse mollis inertiæ, ac neglectæ reipublicæ infamia indignum in modum lacerabatur, quod domi sedendo, cum singulari regni detrimento, ac summa gentis ungaricæ ignominia, quietem et desidiam, ac venandi studium, cœteraque remissionis vitæ oblectamenta, necessario bello præferret etc.

Dans l'intervalle des assemblées, Wladislas allait à Prague se reposer de ses émotions, ou luttait tant bien que mal contre les conspirations de quelques seigneurs.

Enfin la diète de 1498 parut, comme l'aurore d'un nouveau jour. Le parti national s'y montra plus fort et plus résolu; il trouva surtout un chef et un interprète dans le jeune protonotaire Étienne Verböczy, l'un des hommes les plus remarquables, l'un des types les plus originaux qu'ait produit la Hongrie. D'autres ont jeté plus d'éclat dans l'histoire générale de l'Europe, qui a à peine retenu son nom; pas un Magyar n'a été un plus pur ni un plus complet représentant du génie national, pas un n'a plongé dans les souvenirs nationaux des racines plus profondes ni plus vivaces. Il était patriote et légiste dans l'âme; l'ardeur intense de son zèle pour le pays s'enfermait en quelque sorte instinctivement dans une formule juridique. Toute sa clergie, loin de l'intéresser aux choses étrangères et de le rendre à moitié grec à moitié italien, était tournée vers la politique et vers les travaux des assemblées, où il savait également soutenir ses idées avec chaleur et les rédiger avec une inflexible précision. Il n'aimait pas les rois étrangers, tout en ayant trop de sentiments monarchiques pour conspirer contre eux; aux complots il préférait la résistance légale. Il n'aimait pas la haute noblesse oppressive, rebelle à la loi; il n'aimait pas le bas peuple, ou du moins craignait de lui des rébellions contre la loi. Ses affections et ses espérances étaient concentrées sur la nation noble, qui à ses yeux était la Hongrie tout entière, et qui seule avait le droit de fixer la loi. Catholique résolu, décidé à écraser toute nouveauté religieuse, toute révolte contre la religion légale et nationale, il haïssait moins encore le Musulman que l'Autrichien. Tel était Verböczy,

telles étaient les idées et les passions qui allaient diriger une longue série de diètes.

Comme on se plaignait du peu d'empressement d'une grande partie de la noblesse à se rendre aux assemblées, il fut décidé que les nobles étaient tenus, ou d'y venir en personne, ou de s'y faire représenter dix par dix. Des mesures furent prises pour assurer la liberté des élections à tous les emplois des comitats, notamment aux fonctions d'assesseurs des juges ordinaires. La diète de 1498 s'occupa aussi de la situation ecclésiastique, s'efforça d'empêcher l'accumulation des biens du clergé entre les mêmes mains, et de prévenir certains abus épiscopaux : « Il y a des prélats, di-
» sait son soixante-neuvième article, qui oppriment les prê-
» tres par l'imposition de taxes arbitraires, les réduisant à
» vendre les calices et les autres possessions de leurs églises,
» lorsqu'on ne les voit pas, désespérés par la misère, pren-
» dre le partie de s'enfuir[1]. »

La politique extérieure de Wladislas ne fut pas de nature à calmer les inquiétudes et les réclamations. Sans doute son mariage (1502) avec Anne de Foix, nièce de Louis XII et sœur de l'immortel vainqueur de Ravenne, mariage qui était comme une précaution de la maison de France contre l'ambitieux système d'alliances de la maison d'Autriche, ne pouvait alarmer en rien l'indépendance de la Hongrie. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le premier enfant de

1. Sunt nonnulli ecclesiarum prælati, qui plebanos ecclesiarum, per impositionem taxarum pro suo libito plurimum opprimere consueverunt; illi vero plebani interdum calices et cetera bona ecclesiarum diripere, cum illisque se ab hujusmodi taxis redimere, interdum vero, egestate coacti, ecclesias eorum deserere et alio aufugere coguntur.

cet hymen, une princesse appelée Anne comme sa mère (1503), était destinée par la cour à s'unir avec un prince Autrichien. La nullité du roi devant ses conseillers habituels était de plus en plus déplorable. Le Vénitien Giustiniani, qui le vit à cette époque, le dépeint en ces termes : « Il est » dévôt, religieux, ne se met jamais en colère; si l'on accuse » quelqu'un devant lui, il répond : ce n'est peut-être pas » vrai. Il entend trois messes par jour, mais quant au reste » il ne s'émeut pas plus qu'une statue ». Ce pauvre prince étant tombé assez gravement malade, le parti national, dirigé par Verböczy et par le jeune Jean Zápolya, qui avait récemment perdu son père, essaya d'obtenir que la jeune princesse fût fiancée avec Jean Zápolya lui-même, le principe de la royauté nationale étant ainsi sauvegardé. Wladislas, obsédé d'un côté et de l'autre, répondit qu'il espérait vivre assez longtemps pour avoir un fils. On comprit bien le sens de cette défaite lorsque Maximilien se mit à parler de la Hongrie comme d'une province de l'Empire. La diète de 1505 se réunit pleine de fureur et prit une résolution motivée comme il suit :

« Ce royaume a été souvent gouverné par des rois étran- » gers. Jamais il n'a souffert plus cruellement qu'alors, sous » des princes qui ne parlaient pas son langage. Occupés de » de leurs intérêts de famille, au lieu d'étudier les mœurs » et les coutumes d'une nation scythique devenue au prix » de son sang maîtresse du sol qu'elle habite, ces étrangers » se sont livrés à l'oisiveté plutôt qu'aux fatigues de la guerre. » C'est ainsi que nous avons perdu la Serbie, la Gallicie, la » Lodomérie, la Bulgarie, la Dalmatie, et beaucoup de forte- » resses livrées par leur incurie. Ce démembrement de nos » frontières peut nous faire craindre une attaque de l'en-

» nemi au cœur de notre territoire, à moins que la nation, » dans son affection pour le sol natal, n'élise un roi capable » dans son propre sein[1]. » La loi vengeresse et accusatrice, dont tous les mots atteignaient Wladislas, concluait en déclarant traître quiconque soutiendrait un prétendant étranger; revêtue de la signature de nombreux prélats et magnats, de plus nombreux représentants de la noblesse, elle était solennellement adressée à tous les comitats.

Verböczy était tombé dans cette illusion commune à tant de politiques lettrés, qui leur persuade que tout est fini quand ils ont montré de la résolution et de l'éloquence. En réalité le fameux décret contre les princes étrangers n'aboutit qu'à un résultat, considérable il est vrai dans un certain ordre d'idées, il répandit dans le pays tout entier l'horreur de toute ingérence extérieure. Il ne changea rien au désordre et à l'arbitraire de la cour, témoigné chaque jour par des décisions hâtives et contradictoires, par des procès de concussion qui n'empêchaient nullement des concussions nouvelles. Il ne changea rien aux prétentions de la maison d'Autriche et à son influence sur le faible esprit du roi : la cour sembla même répondre au défi de l'assemblée en promettant la petite princesse Anne au petit archiduc Ferdinand, mariage qui devait en effet s'accomplir plus tard et asseoir définitivement les Habsbourg sur le trône de Saint-Étienne. Dès lors Maximilien ne se contraignit plus pour parler en maître légitime de la Hongrie, pour promettre au roi de le soutenir contre des rebelles, pour jurer de punir l'assemblée magyare. L'indignation publique força Wladislas à déclarer la guerre à l'Empereur, guerre qui fut peu sé-

1. Le texte se trouve p. ex. dans Pray, a. 1505.

rieuse, mais qui prouva la désorganisation de cette armée, naguère si brillante et si solide sous Mathias Corvin. L'intervention de Jules II, inquiet d'une lutte entre princes chrétiens devant le péril constant de l'invasion musulmane, et surtout la naissance du prince Louis (juillet 1506), mirent fin aux hostilités. Maximilien ne pouvait plus songer à réclamer immédiatement le titre d'héritier de Hongrie, mais il ne renonçait à aucune de ses prétentions pour l'avenir, et il maintenait, dans un langage hautain, ses droits éventuels[1].

Le pauvre petit prince était destiné à servir, loin de les contrarier, les vues de la maison d'Autriche. Sa naissance avait été pleine de mauvais présages. Il était si faible, étant venu avant terme, qu'il fallut, suivant une pratique de la très-vieille médecine, l'introduire dans la peau d'un animal égorgé tout exprès. La rapacité de la cour profita de cette naissance pour lever des impôts exceptionnels tombés depuis longtemps en désuétude : les paysans szeklers, furieux de se voir réclamer un bœuf par maison, prirent les armes, tuèrent les percepteurs, ne furent soumis qu'après une courte jacquerie, prélude de plus graves événements. A peine Wladislas fut-il rassuré sur la santé de son fils, âgé d'un an, qu'il songea pour lui à un nouveau mariage autrichien. La diète de 1507 eut beau maintenir la loi d'exclusion, nommer Zápolya capitaine-général, donner une grande importance à Verböczy en le chargeant de rédiger un Code de jurisprudence ; le mariage de Louis avec Marie d'Autriche, sœur de Ferdinand et du futur Charles-Quint, n'en fut pas moins résolu. L'antagonisme de la nation et de la royauté s'irritait chaque année davantage. Un diplôme

1. *Epistolæ procerum*, I, 53 et s.

royal ayant mis Louis et Anne sous la protection de Maximilien, l'assemblée de 1508 consentit avec peine au couronnement de l'enfant. Lorsque le petit roi fut conduit à Prague pour recevoir aussi la couronne de Bohême, une lutte éclata dans les rues entre les Tchèques et les soldats magyars de l'escorte. La longue rivalité des deux peuples soumis au même sceptre se réveillait comme au temps des Hussites, et le roi penchait plutôt du côté de son pays d'origine, car il déclara dans un diplôme de 1510 que la Couronne de Bohême devait conserver toutes ses provinces. Il déclarait aussi que, dans le cas où Louis viendrait à mourir, Anne lui succéderait, ce qui avait le double résultat de faire arriver au trône le jeune Ferdinand et de méconnaître les droits de la diète.

Malgré cette lutte étrange entre un roi personnellement faible et nul, mais très-puissant de fait, et des assemblées énergiques, mais dont les volontés étaient dépourvues de sanction, la Hongrie eut quelques années paisibles. Les Turcs avaient conclu une trêve, et d'ailleurs les guerres civiles qui remplirent la fin du règne de Bajesid II, suivies des conquêtes de Selim en Orient, procuraient à l'Europe le bienfait d'une diversion prolongée. Les relations avec la France continuaient à être assez actives : Hélie, ambassadeur de Louis XII, venait complimenter le jeune roi lors de son couronnement, et lui souhaiter de ressembler à Saint-Louis. Wladislas paraissait sur le point d'entrer dans la ligue de Cambray contre Venise; occasion unique pour reconquérir la Dalmatie, mais qu'il laissa échapper. Cette tranquillité relative et un peu factice fut brusquement interrompue par une affreuse jacquerie.

Les priviléges et surtout les abus féodaux, loin de s'affai-

blir ou de s'adoucir comme dans l'Europe occidentale, n'avaient cessé de peser plus durement sur les paysans de Hongrie. Si la nation noble avait à se plaindre, au point de vue politique et administratif, de l'égoïsme des grandes familles, l'élément rural à son tour était rempli de haines sociales contre la noblesse tout entière. Les paysans valaques ou slaves n'auraient peut-être pas pris l'initiative d'un mouvement, car ils étaient déjà trop façonnés à la servitude ; et quant aux bourgeois, isolés indépendants et heureux dans leurs murailles, ils n'auraient eu garde d'en donner le signal. Restait une population fière, malgré l'extrême simplicité de son genre de vie, comme une véritable noblesse, ayant pour langue maternelle la langue magyare et habituée depuis des siècles à certaines libertés. C'est dans cette population, c'est parmi les Szeklers de Transylvanie que se trouvèrent des chefs disposés à tout risquer pour l'écrasement de la noblesse. Dozsa, leur chef suprême, a laissé un grand nom dans l'histoire du pays. On lui a prêté de hautes visées patriotiques auxquelles n'a jamais songé peut-être ce paysan aigri et courageux, dont toute la conduite signifie : haine aux nobles.

Un projet de croisade fut l'occasion du soulèvement. Le cardinal Bakács, l'un des hommes les plus puissants de la cour, prélat ambitieux auquel on a attribué le projet de succéder à Jules II, rapporta du conclave, à défaut de la tiare qu'avait reçue Léon X, une bulle de croisade contre les Infidèles (1513). Le trésorier Telegdy déclara que cette croisade était absurde, qu'elle fournirait des armes à un ramassis de mendiants et de coquins bien décidés à ne jamais marcher contre les Turcs. Il ne fut pas écouté, la croisade chi-

mérique fut prêchée. Dozsa reçut du cardinal la bannière blanche à croix rouge venue de Rome; il forma un camp dans les environs de Pesth et y eut bientôt réuni quarante mille hommes; d'autres camps se remplissaient sur différents points du territoire. Naturellement les provisions manquèrent, ce qui fut la cause des premiers désordres. Des paroles dangereuses sur l'émancipation des paysans, retentirent dans ces multitudes, prononcées même par des prêtres et par des nobles mécontents. La cour s'alarma, trop tard, et défendit de recruter de nouvelles troupes; Bakács menaça les croisés d'excommunication s'ils ne se hâtaient pas de passer en Bosnie. Bien loin de se rendre à cette injonction, Dozsa envoya des messages à différents comitats pour les engager à supprimer la féodalité. Alors commencèrent les horreurs communes à toutes les jacqueries, et dont nous épargnerons au lecteur le monotone et odieux récit.

Tout ce qui était noble comprit qu'il fallait s'armer, et qu'il fallait de l'union pour ne pas périr. Báthory, Zápolya et Perényi prirent le commandement d'une nombreuse armée. Deux batailles formidables s'engagèrent : Dozsa, plutôt vainqueur à Szegedin, fut écrasé et fait prisonnier à Temesvár. Les seigneurs magyars se vengèrent à peu près comme s'étaient vengés les seigneurs de l'Ile de France sur le roi des Jacques : Dozsa fut coiffé d'un diadème brûlant et assis sur un trône chauffé au rouge. Les cruautés de la répression dépassèrent les cruautés de la révolte, elles furent surtout plus durables. Le paysan fut décidément attaché à la glèbe. La diète de 1514, qui maudissait le Roi et Bakács, qui acclamait comme sauveurs du pays Báthory et Zápolya, reçut avec enthousiasme le grand travail de législation que Ver-

böczy n'avait pas achevé sans y marquer l'empreinte des terreurs et des colères soulevées dans son âme par la récente insurrection.

Le *Decretum tripartitum juris consuetudinarii*[1] est à la fois le principal monument de la jurisprudence hongroise et le plus important document pour l'histoire sociale du pays. C'est surtout à ce dernier point de vue que nous devons l'analyser. Des trois livres dont il se compose, le premier, qui concerne les personnes, est naturellement le plus précieux pour l'historien.

Verböczy, fidèle non-seulement à la tradition nationale, mais à ses opinions, on pourrait dire à ses passions personnelles, déclare au début de son livre qu'il n'y a qu'une seule et même liberté, une seule et même prérogative, pour la noblesse tout entière, et qu'un grand seigneur n'est rien de plus qu'un simple noble, sinon comme dignité, au moins comme condition légale[2]. Il se demande quelle est l'origine de la noblesse, car enfin tous descendent de Hunor et de Magor. A cette question dangereuse il répond que la supériorité en qualités de l'esprit et du corps, surtout en valeur guerrière, a établi depuis longtemps des différences qui se sont transmises de père en fils. Déjà avant le christianisme, ceux qui n'obéissaient pas à l'appel de l'épée sanglante descendaient à la condition rustique; depuis le christianisme la royauté et la noblesse sont deux institutions qui dépendent l'une de l'autre, car « le prince n'est élu que par les

1. Nombreuses éditions en latin et en hongrois. La division en trois livres et en nombreux titres est partout la même.

2. Una eademque libertatis exemptionis et immunitatis prærogativa gaudent : nec habet Dominorum aliquis plus; nec nobilis quispiam minus de libertate (I, 2).

» nobles, et le prince seul donne la noblesse[1] ». On peut devenir noble sans recevoir une donation foncière, avec un simple titre; on le devient par adoption ou par la naissance, fût-on issu d'une mère roturière.

Les privilées ess entiels du noble magyar sont les suivants: sa personne est inviolable à moins d'un jugement régulier; il n'a d'autre supérieur que le roi; il est exempt de tout impôt; il peut résister à des actes illégaux de l'autorité sans encourir la note d'infidélité qui équivaut à une proscription. Les délits qui entraînent la note d'infidélité peuvent être réduits à un petit nombre de catégories: attentat contre le roi ou la couronne; fabrication de fausse monnaie ou d'un faux sceau royal; crimes contre la paix publique, tels qu'assassinat ou incendie; hérésie; alliance avec le Turc ou tout autre ennemi[2].

Verböczy étudie avec détail les diverses sortes de biens nobles, ceux qui passent à la veuve, ceux dont elle n'hérite pas, et les diverses sortes de donations. Il remarque que Louis-le-Grand a déclaré le consentement royal nécessaire pour la transmission des biens à d'autres que les héritiers naturels[3]. Il énumère aussi les dignitaires de la couronne, et établit la condition légale du clergé et des biens d'Église. La tendance de Verböczy, comme de toute la tradition sur laquelle il s'appuie, ressemble à ce que l'on appelait en France le gallicanisme parlementaire. Il ne veut pas que le clergé cherche à s'élever au-dessus des laïques. Il n'admet pas que le pape ait le droit de conférer les bénéfices, mais seule-

1. Neque princeps nisi per nobiles eligitur, neque nobilis nisi per principes creatur (I, 3).

2. I, 9 et 14.

3. I, 64.

ment d'en confirmer la collation. Il exige de toute personne cléricale qu'elle soit fidèle à la loi et qu'elle paraisse devant les juges réguliers pour les causes intéressant les biens temporels[1].

Dans le deuxième et le troisième livres du *tripartitum*, consacrés aux procès, sentences, cas d'appel, les détails de procédure dominent. Mais nous devons y remarquer l'étude de deux questions importantes, la détermination de la loi et la condition des non nobles. « Les rois se sont mis à faire » des constitutions (depuis la conversion des Hongrois) après » avoir convoqué et interrogé le peuple. Toutefois le prince » ne peut en vertu de ses pouvoirs propres, prendre des ré- » solutions, surtout si elles touchent au droit divin et au » droit naturel, ou portent atteinte aux anciennes libertés. » Mais si le peuple a approuvé ces lois, elles doivent doré- » navant être observées... Ce mot de peuple (*populus*) com- » prend les nobles et les non nobles; mais il n'est pas ques- » tion ici de la *plebs*, qui diffère du *populus* comme l'espèce » du genre. Si l'on demande quels sont ceux que lient les » coutumes et les décrets, il faut répondre que le premier » lié est le prince lui-même, en vertu de cet axiome : *patere* » *legem, quam tuleris ipse*... Nous n'avons pas à mentionner » ici le Souverain Pontife ni l'Empereur de Romains... » Tous les sujets du prince et même les étrangers vivant » dans le royaume sont également liés[2]. »

Verböczy distingue de la noblesse les habitants des villes comme ayant certains privilèges, mais non pas les mêmes. « Il faut maintenant traiter des vilains que nous appelons

1. I, 11 et 18.
2. II, 3, 4 et 5.

» *jobagyons*, et qui sont de conditions différentes : les uns » en effet, sont des Hongrois, d'autres Saxons et Germains, » d'autres Bohêmes et Slaves, professant la religion chré- » tienne. En outre il y a des Valaques, des Ruthènes, des » Rasciens, qui suivent les erreurs des Grecs... Ils jouis- » saient de certaines libertés, telles que celle de changer de » séjour, une fois libres de toute dette. Mais de nos jours » leur sédition contre toute la noblesse, sous prétexte de » croisade, sédition dirigée par un brigand scélérat, les a no- » tés à perpétuité d'infidélité, leur a fait perdre toute liberté, » et les a soumis à leurs seigneurs en servitude pure, sim- » ple et perpétuelle... Le paysan ne possède aucun droit sur » les terres de son seigneur, en dehors du salaire de son » travail et des récompenses qu'il peut recevoir. Toute pro- » priété appartient au seigneur terrien... Il n'a pas le droit » de citer un noble devant la justice[1]. »

L'acceptation par la diète et par le roi de ce mémorable et curieux ouvrage termina le règne du pauvre Wladislas. Il n'eut que le temps de conclure l'affaire impopulaire des mariages autrichiens[2], et mourut laissant le trône à l'enfant Louis II.

Né trop tôt, marié trop tôt, roi trop tôt, mort trop tôt, ainsi a-t-on résumé la vie de l'infortuné neveu de Gaston de Foix, du souverain qui a fait dire au poëte : « Malheur

1. III, 25 et 30.

2. Les costumes magyars sont très-reconnaissables dans les excellents bas-reliefs commémoratifs qui entourent le tombeau de Maximilien à Insprück; les mariages austro-hongrois y occupent naturellement une grande place.

» au pays à qui le ciel envoie un roi enfant ! » Ces dix années de règne se résument en deux catastrophes, Belgrade et Mohács (1521, 1526), préparées toutes deux par une série de discordes civiles et par les rivalités des princes de l'Europe.

A une surprenante nullité royale succédait une minorité royale, fléau pire encore. Dans l'état des partis la personne et l'éducation du jeune prince devaient faire l'objet d'ardentes rivalités, encore envenimées par les prétentions étrangères. L'empereur Maximilien regardait Louis II comme son petit-fils, bien que le mariage décidé avec Marie d'Autriche n'eût pas été encore célébré. Il semblait même le désigner comme son successeur en le nommant malgré son âge vicaire du Saint-Empire. De son côté le roi Sigismond de Pologne, devenu parent de Zápolya, convoitait la tutelle que voulait exercer aussi le pape Léon X; chacune de ces réclamations étant accompagnée de menaces ou de promesses. La diète et Zápolya réussirent à confier l'enfant royal à des tuteurs nationaux, dont le principal était le primat Bakács, qui l'élevèrent du reste assez mal, l'habituant peu aux affaires, lui laissant prendre de fâcheuses habitudes[1]. Cependant le désordre financier devenait excessif, tous les ressorts du gouvernement se détendaient, le régime des partis armés, des *pacta conventa* de Pologne commençait à s'établir. Il vint un moment où le palatin Perényi avec Báthory et Zápolya convoquait les magnats à Bude, tandis que les

1. Ludovicus ob inexpertam atque oppressam, et ad lusus et ad voluptates a curatoribus institutam adolescentiam pessumdatus (t. I de Verancsics, p. 7, dans la série Irók des *mon. Hung. Historica*). — Szeremi (v. la 1re note du chapitre suivant), dit plus clairement encore : Ludovicus semper operabatur in lascivia puellarum.

représentants de la nation noble tenaient sous la direction de Verböczy l'assemblée de Tolna. Le parti de la cour était encore un troisième élément qui réussit à désorganiser la haute noblesse lorsque mourut Perényi; après avoir leurré Zápolya de fausses espérances, il fit élire palatin son rival Báthory.

Ces misérables querelles étaient des diversions favorables aux Turcs; on s'occupait d'eux néanmoins. Tout faisait prévoir que Sélim ou ses successeurs, ayant accumulé d'énormes ressources et des forces nouvelles dans leurs conquêtes en Orient, pèseraient sur l'Europe d'un poids irrésistible[1]. Léon X, Maximilien, François Ier, pendant les années 1516 à 1519, s'occupaient d'un de ces projets de croisade comme nous en avons tant vu passer dans notre récit[2]. Cette fois, nous sommes porté à le croire, la Hongrie en aurait pu tirer quelque profit, malgré les hésitations de l'Empereur qui avait fini par conseiller le renouvellement de la trêve envisagé avec regret par le Saint-Siége. Quoi qu'il en soit, la mort de Maximilien, l'élection de Charles-Quint, l'irritation de François Ier, la position prise par Léon X en face de Luther et en face de la France, eurent bientôt fait évanouir tout espoir de secours sérieux. Verböczy put s'en convaincre dans un voyage à Rome (1520), et mieux encore lorsqu'il s'adressa l'année suivante à la diète de Worms. Quelques promesses, quelques petits secours ne servaient de rien.

Le gouvernement commit la faute de provoquer le péril en faisant arrêter l'envoyé turc, le tchausch Behram, accusé d'espionnage. Le prétexte fut avidement saisi par le

1. *Epistolæ Procerum*, I, 121.

2. Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, in-4°, Paris 1848. t. I *passim*.

jeune sultan qui venait de succéder à Sélim-le-Féroce, par le grand guerrier, le grand législateur, le grand théologien qui devait illustrer le nom de Soliman-le-Magnifique. Il voulut pour son coup d'essai emporter cette forteresse de Belgrade qui avait arrêté Mahomet II. Le camp impérial établi à Sofia fut le rendez-vous de l'Asie jetée sur l'Europe : les religieux Arabes accouraient à cette croisade renversée ; la poudre, le plomb, les provisions, étaient portés par des milliers de chameaux et quelques éléphants, tandis que les raïas voisins du Danube devaient fournir à leurs conquérants dix mille voitures de farine et d'orge. L'immense armée se divisa en deux corps précédés chacun de nuées d'akindchis, pillards venus de toutes les contrées de l'Asie. Le Sultan marcha contre Szabács, dont la petite garnison résista jusqu'au dernier homme ; vainqueur il jeta sur la Save un pont qu'il fallut recommencer à cause d'une crue soudaine, mais qui finit par livrer un passage. Le grand-visir avait de son côté marché directement sur Belgrade qui se trouva investi. Comme des déserteurs révélèrent la faiblesse des remparts élevés près du confluent, côté que l'on avait cru à l'abri de toute menace, des batteries furent dressées dans une île en face, et l'on ne put y répondre faute de grosse artillerie. La mine acheva ce que n'avait pu accomplir le canon, et surtout le désordre acheva ce que n'avaient pu accomplir ni la mine ni le canon de l'ennemi. Deux hommes de très-haute naissance, Valentin Török et François Hedeváry préférèrent leurs intérêts, leurs rivalités, leurs passions au salut de la patrie[1]. Les derniers défen-

1. Verancsics, l. cit. p. 11. — V. un travail de M. Wenzel sur le procès de Hedervâry dans le *Magyar Történelmi Tár*, t. VI.

seurs se rendirent et pour la plupart furent massacrés. Vingt mille Valaques furent requis pour rebâtir la ville dévastée. Soliman transforma la principale église en mosquée et garnit les remparts de deux cents canons gardés par des Janissaires : il avait fait Belgrade musulmane et imprenable.

La douleur fut immense en Hongrie, mais hélas! elle se traduisit surtout en récriminations et en procès inutiles, pendant que les Turcs prenaient possession des villes hongroises, découvertes par la chute de la principale forteresse. Lorsque l'éloquence de Verböczy décida la noblesse à faire de grands efforts en profitant de l'absence du Sultan occupé au siége de Rhodes, la diète assez mal inspirée vota des impôts énormes[1], qui restèrent sur le papier. La majorité du roi ne changea rien à la situation intérieure; il se maria peu après avec la princesse Anne, sans que cette double union avec la maison d'Autriche parût fortifier grandement la couronne hongroise. La nouvelle reine Marie, princesse instruite et intelligente, célèbre chasseresse qui emportait le nouveau testament au fond des bois, avait alors un penchant marqué au luthéranisme. Les luthériens, d'ailleurs très-peu nombreux en Hongrie jusque vers 1535, et la reine elle-même, furent dès lors odieux à Verböczy à la fois comme étrangers et comme hérétiques, et des lois cruelles furent votées contre les partisans des nouvelles doctrines.

Les partis ne s'apaisaient pas d'avantage pour cela ; tout au contraire il y avait comme deux nations irréconciliables: d'un côté le parti de la cour et du palatin Báthory, de l'autre

1. Il suffit de parcourir le premier vol. des *Epistolœ procerum* pour être frappé du désordre financier qui régnait alors.

les patriotes dirigés par Verböczy et Zápolya. N'aurait-on pas cru qu'il n'y avait pas d'autres ennemis ni d'autres menaces ? Au bord du précipice commun les deux factions luttaient avec acharnement. La noblesse tint une assemblée à Hatvan, où Báthory fut déclaré déchu et remplacé par Verböczy; mais un peu plus tard la dernière diète de Rákos[1], où dominaient les partisans de la cour, renversa Verböczy à son tour et le remplaça de nouveau par Báthory. Un décret royal flétrit le grand orateur jurisconsulte et le dénonça comme un ennemi public[2]. Le résultat fut que la plus grande partie de la noblesse refusa d'accompagner le roi contre l'invasion musulmane.

Les conseillers de Louis II, s'ils ont commis de grandes fautes, n'ont pas manqué de persévérance dans leurs efforts pour obtenir des secours étrangers. Ils ont entretenu, au nom de leur maître, une correspondance active et pressante avec tous les trônes. Ils conjuraient dès 1521 Henri VIII et Wolsey de subvenir aux misères de la chrétienté attaquée tout entière. En 1524, au moment où Soliman, maître de Rhodes, commençait à se retourner contre l'Occident, le

1. Paul Jove (t. II, p. 14 de l'édition de Florence 1550) se montre très-sévère pour le roi et ses conseillers : Ludovicus Rex ingenio per se imbecillo, neque salubri ratione confirmato, inexpectata adventantis tanti hostis fama perculsus, missis undique legatis frustra opem implorat. Hungarorum tamen concilium indicit, id est armatæ multitudinis, et Rhacos appellatur..., ab innata superbis eorum animis arrogantia, Turcos ita contemnebant, ut se vel exiguo numero ingentia Barbarorum agmina consertis manibus insolenter concisuros et deleturos jactarent.

2. Pray, a. 1526 : Verböczy et ses amis sont appelés factionis præcipua capita... alia multa perperam, violenter ac contumeliose acta eisdem auctoribus.

Roi d'Angleterre était supplié par le nom du Dieu tout-puissant, par la charité du Christ, par les liens les plus doux, par les droits qui unissent les rois, de ne pas permettre que la Hongrie, membre qui n'était ni le dernier ni le plus oisif de la chrétienté, fût arrachée de ce corps. Enfin, quelques semaines avant le désastre, Louis écrivait à Londres : « Tout » notre espoir est dans le secours de Votre Majesté ; s'il n'ar- » rive promptement, c'en est fait, croyons-nous, de notre » royaume et de nous-même[1]. »

Les princes et les serviteurs de la maison d'Autriche connaissaient à merveille l'étendue du danger. Dès le printemps de 1524, Hannart écrivait à l'Empereur : « Sire, de tous cô- » tés viennent nouvelles que le Turc fait ses apprêts pour » venir l'été prochain en Hongrie... J'entends que ledit » royaume de Hongrie est dépourvu de gens et d'argent et » de bon chef qui sache conduire les affaires. Le Roi est en- » core jeune et petitement servi et obéi. L'Allemagne fait » peu de semblant de le secourir ou aider. » A ce moment même, les domaines Autrichiens étaient directement menacés et la Carniole envahie par les Akindchis; aussi Ferdinand écrivait-il à l'archiduchesse Marguerite : « Les Turcs sont entrés en mes pays et ont emmené hors » d'iceux plus de quatre mille personnes et tué plusieurs » autres, dont suis si déplaisant que ne saurais plus. Et se- » rait fort nécessaire qu'il y eût quelque bonne paix en la » chrétienté, afin que les armes se puissent employer contre » les ennemis de la foi chrétienne. Car le roi de Hongrie et » moi ne sommes point si forts pour savoir résister contre

1. Simonyi (T. V de la série *Okmánytár* des *Mon. Hung Historica*), n[os] 1, 2, 4, 6.

» un si puissant ennemi[1]. » Toutefois l'alerte de 1524 fut heureusement conjurée par la bravoure de quelques Magyars, Christophe Frangepán, Pierre Keglevics, Blaise Chéry lequel, disait-on, engagé dans un combat singulier avec un capitaine Turc, lui avait coupé la jambe, toute bottée et éperonnée, d'un seul coup de sabre.

Au printemps de 1526 le péril était tout autrement sérieux. Une diversion essayée du côté de la Perse par une correspondance échangée avec Tahmasp, prince de ce pays, n'avait pas produit de grands résultats, et Soliman n'accumulait pas moins tous ses préparatifs contre la Hongrie. La situation de l'Europe était aussi devenue beaucoup moins favorable : les appels plus désespérés s'adressaient à des souverains préoccupés de tout autres entreprises. La captivité de François Ier et le traité de Madrid[2] avaient inauguré l'alliance de la France avec la Turquie : une première ambassade du roi très-chrétien servait de prétexte à Soliman pour se jeter sur la Hongrie et l'Autriche, en se donnant l'apparence d'assister généreusement un roi malheureux et suppliant[3]. Le pape Clément VII, bien qu'il eût comme le roi d'Angleterre envoyé quelques secours, ne songeait qu'à la ligue italienne contre les Austro-Espagnols, ainsi que Char-

1. Halvani, T. I, n° 18 et 19 (dans les *Mon. Hung. Historica*). — Se trouvent aussi dans la collection de Lanz.

2. M. Mignet fait observer (*Rivalité de François Ier et de Charles-Quint*, Paris 1875, t. II, p. 81 et 391) que Charles-Quint espérait, au traité de Madrid, faire de François Ier une sorte de vassal qui unirait ses armes aux siennes contre les Turcs, et que Henri VIII d'autre part fondait sa déclaration de guerre à l'Empereur sur les progrès du Grand-Turc.

3. Charrière, T. II, p. 113, 140 etc.

les-Quint le lui reprochait en juin 1526, au début de l'invasion, dans une lettre écrite de Grenade à l'ambassadeur Moncada : « Vous pourrez dire à Sa Sainteté que le vrai re» mède eût été de se concerter et de se bien unir avec nous, » et d'accorder la croisade que nous lui avons demandée » tant de fois et avec instance[1]. » De leur côté les princes autrichiens avaient à lutter contre une coalition multiple. Ce serait peut-être un jugement téméraire que de leur prêter l'espoir de profiter d'un désastre facile à prévoir, comme ils en ont profité en effet; car leurs lettres ont tous les caractères d'une tristesse et d'une inquiétude sincères. La seule maison souveraine qui ait rendu des services à Louis II, et c'était bien une maison souveraine, ce fut la maison Függer d'Augsbourg, la grande puissance financière de l'époque. Elle avança de l'argent, non sans prendre des gages dans les mines hongroises dont elle se fit concéder l'exploitation[2].

Dès le 25 avril, Soliman avait quitté Constantinople avec plus de cent mille hommes et de trois cents canons. Il voulait, dit son historiographe, « sauver le bey de France, allié » fidèle, prisonnier du chef des Allemands, lequel était de» venu empereur avec l'appui des Hongrois maudits lorsque » l'automne de la mort avait fané le parterre de la vie de » Maximilien ». L'armée était excellente, sévèrement disciplinée. Elle atteignit Essek, sur la Drave, où Soliman planta sa tente au bord de la rivière pour surveiller la construction d'un pont. Elle rejoignit ensuite le grand-visir Ibrahim qui

1. Podreis dezir que el verdadero remedio fuera de haverse su santidad concertado y bien unido con nos, y haver concedido la cruzada que tantas vezes y con tanta instancia a este effecto le haviamos pedido (Hatvani I, nº 24).

2. Ibid., nº 20.

l'avait précédée pour s'emparer de Petervardin. Une marche difficile au travers des marécages la conduisit non loin de Mohács, où venait d'arriver la petite armée royale, commandée par le roi, Pierre Perènyi et surtout Paul Tomory « le » beglerbeg des infidèles, instigateur de perfidies et artisan » de perversités ». Le sultan monta sur une hauteur, vêtu d'une cuirasse étincelante, coiffé de trois plumes de héron; il contempla l'ennemi, sa propre armée, « ses chevaux aussi » nombreux que les étoiles... L'air et l'eau étaient comme » enflammés; les corps ruisselaient d'une sueur de sang... » Les Hongrois étaient bardés de fer de la tête aux pieds, » eux et leurs montures. Leurs yeux seuls paraissaient, et » semblaient des charbons ardents au milieu d'une fumée, » ou des étoiles dans un nuage noir ». Dans le conseil de guerre, Chosrew-Beg déclara qu'il était impossible de soutenir leur choc : « Ces misérables sont comme plongés dans » l'acier depuis la plante des pieds jusqu'au sommet de la » tête. Lorsqu'ils s'élancent tous ensemble, ils rompent les » corps d'armée les plus solides, comme le torrent qui dé- » chire le flanc des montagnes. Tout ce qu'ils touchent de » la pointe de leurs lances flamboyantes, est comme em- » brasé. »

Il fut décidé en conséquence que les premiers rangs musulmans seraient livrés à la cavalerie hongroise et que la masse de l'armée se refermerait ensuite sur elle. Soliman fit éloigner les bagages, déployer les étendards, et s'écria, levant les mains au ciel : « O Dieu ! la puissance et la force sont en « toi, l'assistance et le secours viennent de toi ! Étends tes « bras sur le peuple de Mahomet[1] ». Les cavaliers se jetèrent

1. Les passages cités entre guillemets, et d'ailleurs remarquables

à bas de leurs chevaux, touchèrent la terre de leur front, et se relevèrent jurant de vaincre ou de mourir. Bientôt la tempête magyare s'abattit sur les troupes d'Europe et les rejeta sur les troupes d'Asie; quelques instants après le roi et ses deux généraux perçaient les troupes d'Asie elles-mêmes et arrivaient jusqu'aux janissaires commandés par le sultan, qui courut personnellement de grands périls. Mais alors l'artillerie ottomane, braquée à bout portant, anéantit en quelques minutes une partie de la petite armée hongroise. Le reste, enveloppé de toutes parts, s'enfuit en désordre et périt dans les marais, ou roula pêle-mêle avec les cadavres infidèles devant Belgrade, qui assista à ce défilé épouvantable pendant un jour et une nuit. Le lendemain Soliman tint son divan sous une tente rouge, il plaça de sa propre main une plume de héron ornée de diamants sur la tête d'Ibrahim. Deux mille têtes coupées servaient de trophées, il y avait des têtes de magnats, des têtes d'évêques, mais celle du roi manquait : on ne retrouva qu'un peu plus tard dans un marais sa dépouille mortelle défigurée.

par leur style oriental, sont empruntés à l'*Histoire de la campagne de Mohács* par Kemal Pacha Zadeh, trad. Pavet de Courteille, Paris 1859, p. 39, 53, 83.

LIVRE CINQUIÈME

LA HONGRIE ENTRE LES TURCS & L'AUTRICHE

(1526-1711).

CHAPITRE PREMIER

LES DEUX ANTI-ROIS (1526-1540)

La maison d'Autriche, heureuse jusqu'au milieu de ses épreuves, ramassa une nouvelle couronne dans le désastre de Mohács[1], qui menaçait Vienne et l'Allemagne et faisait trembler la chrétienté. Aucune victoire n'aurait pu lui assurer une aussi magnifique récompense. Toutefois elle n'entra pas facilement en possession de la couronne magyare, et lorsqu'elle l'eut vraiment atteinte, il lui fut difficile de la conserver. La nation regimba contre le sceptre d'un étranger; elle fut longtemps partagée entre la haine traditionnelle et religieuse qu'elle portait à l'Osmanli et la haine tra-

1. Jászay a composé sur la Hongrie au lendemain de Mohács un ouvrage très-détaillé : *A Magyar nemzet napjai a Mohácsi vész után*, Pesth. 1846. — Un contemporain, Szerémi, dans une chronique publiée par M. Wenzel (1er vol. de la série *Scriptores* des *Monumenta*), décrit avec vivacité, mais non sans partialité, les mœurs égoïstes de l'aristocratie avant et après Mohács.

ditionnelle et politique qu'elle portait aux Habsbourg. Placés tour à tour en face de ces deux dangers, les plus fermes cœurs, les plus grands esprits hésitèrent; tel défenseur acharné de l'indépendance nationale est devenu le partisan de la famille qui représentait l'Église contre le Coran, tel autre a suivi la marche opposée. Histoire presque deux fois séculaire, pleine d'intrigues et de dévouements, couverte de sang et de gloire. Exposée sans cesse à une double tempête, engagée dans le réseau lointain de la diplomatie européenne, qui s'est plusieurs fois servie d'elle pour la sacrifier, la Hongrie n'a pourtant pas négligé la vie intellectuelle et morale : elle a livré autour du drapeau de la Réforme, pour l'attaquer ou pour le défendre, des combats féconds, et la nouvelle croyance, adoptée par beaucoup de Magyars, cruellement persécutée par le pouvoir étranger, est devenue un élement nouveau et indestructible de la vie nationale. Enfin il doit venir un jour où l'Autriche, renonçant à écraser ce vigoureux peuple, commencera à s'appuyer sur lui : alors se terminera le présent livre.

La campagne de Mohács ne fut pas terminée par la grande bataille[1]. Soliman ne voulait pas encore former d'établissement durable en Hongrie, mais il voulait préparer les voies en y répandant la terreur. Les prisonniers et les paysans qui se trouvaient dans le camp magyar furent mas-

1. Les événements compris dans ce chapitre sont racontés au point de vue de l'histoire ottomane dans Hammer, L. XXVI-XXIX. — Au point de vue hongrois, beaucoup de documents sont donnés dans les annales de Pray.

sacrés de sang-froid. Rien ne résista jusqu'à Bude à la grande armée ottomane, pendant que les Akindchis violaient la capitulation de Pécs (Fünfkirchen) et inondaient de sang la région du Raab et du lac Balaton. Les clefs de la capitale furent apportées au Sultan Magnifique, qui voulut bien protéger la vie et les biens des habitants. Le palais de Mathias vit pour la première fois l'ennemi : quelques trésors de sa bibliothèque et les statues d'airain d'Hercule, d'Apollon et de Diane descendirent le cours du grand fleuve « auprès duquel « l'Amou-Daria se sentirait couvert de la sueur de la honte[1] ». Au-delà de Bude, et de Pesth un instant occupé, furent attaqués Visegrad, qui se défendit avec succès, et Gran qui fut ensanglanté par un nouveau massacre. Puis le magnanime sultan se mit en marche vers Petervardin et rentra dans sa capitale, où les statues de Bude décorèrent la place de l'Hippodrome, malgré les scrupules de quelques fidèles Moslims.

Cette retraite triomphante avait coûté cher : des paysans, patriotes ou exaspérés, avaient détruit bien des détachements turcs égarés dans les marécages. L'histoire et la poésie ont conservé le nom de Michel Dobozy, qui tua sa femme plutôt que de la laisser tomber entre les mains d'un janissaire. Tels n'étaient pas les sentiments des magnats, ni même de la noblesse : on ne songeait qu'à l'élection du nouveau roi. Serait-ce Ferdinand[2], serait-ce Jean Zápolya? Nous connaissons assez la lutte acharnée des deux partis sous les Jagellons pour comprendre toutes les passions et

1. Kemal Pacha Zadeh, déjà cité.

2. Une des sources les plus favorables à Ferdinand et à ses prétentions est, avec la volumineuse collection de Bucholz, le *De bello pannonico* d'Ursinus Velius (Vienne, 1762, petit in-4°).

tous les intérêts que soulevait cette question royale. Ferdinand sembla gagner de vitesse son adversaire naturel. Après une rapide expression de la douleur que lui causait la mort de son beau-frère[1], il ne perdit pas une minute pour s'assurer le dévouement de sa sœur Marie; s'il est vrai qu'il ait craint de la voir épouser Zápolya et ruiner ainsi toutes ses espérances, la puissante solidarité de la famille des Habsbourg lui ôta bientôt toute inquiétude, lorsque la reine veuve déclara qu'elle ne trahirait jamais son frère[2]. C'est pour le succès de son frère que Marie convoqua une diète à Comorn et se débarrassa de Zápolya en l'envoyant présider une assemblée transylvaine[3]; c'est pour le succès de son frère qu'elle envoya de tous côtés ses convocations et ses appels aux armes. Un fort grand seigneur, Thomas Nádasdy, leur était tout dévoué, et Ferdinand promettait de respecter la constitution et les libertés nationales.

Tout cela ne valait pas l'assistance de Verböczy, laquelle était vouée d'avance aux adversaires de la maison d'Autriche. Le grand légiste communiqua son énergie au paisible Jean, qui se serait peut-être contenté de sa haute situation sans viser au trône, mais qui a toujours eu auprès de lui des hommes passionnés ou ambitieux[4]. Il convoqua une diète, non pas en Transylvanie, mais dans ses domaines de

1. Hatvani, collection déjà citée, I, 26 et 32. On voit aussi (nº 33, et Lanz I, 224), que dès ce moment Charles-Quint donnait des conseils prudents à son frère : « Je vous conseille et prie que ne vous » hasardez point contre lesdits Turcs, mais vous mettez en terme de » défense, seulement gardant et défendant cela que pourrez ».

2. Szalay, IV, 15 et 17.

3. *Epist. Procerum*, I, 274, 277.

4. L'ambition ne lui manquait pourtant pas, suivant Istvanfi, qui fait d'ailleurs l'éloge de son caractère (L. IX).

Tokay : on y arriva nombreux du vieux pays magyar, des contrées qu'arrose la Theiss. Ainsi commençaient à se dessiner les deux Hongries : la Hongrie orientale, souvent alliée des sultans ou assurée de leur neutralité, et la Hongrie occidentale résolue à combattre, non sans indépendance, sous les drapeaux autrichiens. Dans cette assemblée Verböczy [1] rappela l'élection toute nationale de Mathias, suivie d'un glorieux règne, et Jean Ier fut proclamé, la diète de couronnement convoquée dans Albe royale pour le 5 novembre.

Paul Bakics et Kun, des hommes d'action, se chargèrent d'aplanir la route devant le roi Jean; Pierre Perényi lui livra la couronne, mais non sans une visible jalousie que partageaient plusieurs autres grands. Au moment même de la cérémonie, l'éloquence de Verböczy fut encore nécessaire; il rappela devant les envoyés de Ferdinand le vote solennel de 1505 qui excluait les princes étrangers, et il s'écria : « Voulez-vous pour roi le prince autrichien ? — Non, pour tous les biens de la terre, non. — Que voulez-vous alors ? — János, János ! Le couronnement eut donc lieu, et la diète agissant dans la plénitude de sa puissance légale, déclara infidèles les Hongrois qui se rendraient aux États de Comorn, ou plutôt de Presbourg, car cette dernière Assemblée dut se rapprocher de l'Autriche. La diète occidentale ne s'émut point

1. Voici comment parle de lui à cette occasion le chevalier Casalis dans une lettre à Henri VIII : Stephanum Verbecium, virum nobilem, sapientem orandi peritissimum, et inter nobiles magnæ auctoritatis, qui quondam fuit palatinus, licet postea depositus, et semper tutatus est jura regni contra tyrannos (Simonyi, l. cit. n° 9). — Un autre étranger, le vénitien Massario, jugea sévèrement Báthory, qui avait toujours été l'ennemi principal de Zápolya (Szalay, IV, 5) : Da tutte hore e ebrio, de la matina fino la sera e dala sera fino la matina, odiato da tutti.

de l'excomunication; elle accueillit et enregistra les promesses de Ferdinand, qui fut proclamé (décembre 1526) : la Hongrie possédait deux anti-rois[1], qui nommèrent deux anti-bans de Croatie.

A qui serait la victoire? Elle dépendait surtout des puissances étrangères et de la vaste partie politique engagée contre Charles-Quint (1527) par la plupart des princes de l'Europe. Le gouvernement du roi Jean, cherchant des appuis au dehors, donna à la diplomatie hongroise une extension qu'elle n'avait jamais eue[2]. La famille aventureuse des Frangepán fut la première à lui rendre des services : Christophe était un héros, mais un héros condottière; déjà avant la bataille de Pavie, François I[er] entretenait des relations secrètes avec lui; maintenant il apportait à Zápolya l'appui de son épée et de son intelligence contre Ferdinand qui avait trop tardé à l'acheter. Jean Frangepán avait vu le roi de France prisonnier, peut-être aussi à Bayonne après sa délivrance, et il agit sur Venise et Constantinople. Quant à François Frangepán, qui était entré dans les ordres mendiants, l'évêque Josefics et lui mirent le roi national en rapport avec le pape Clément VII, ennemi acharné de la maison d'Autriche, qui le reconnut avec joie comme souverain légitimement élu. Un autre partisan de Zápolya, le savant prélat Verancsics qui plus tard devint un soutien dévoué de Ferdinand, déclare à ce sujet que le roi Jean son-

1. Sur les continuels changements de Perényi, qui livra la couronne à Jean, puis à Ferdinand, puis se réconcilia avec Jean, v. le recueil déjà cité de Simonyi, n° 20.

2. Sur l'ensemble de ces négociations, v. dans les *Adalékok* de Szalay (Pest 1861), l'étude intitulée *János Király és az Europai hatalmasságok* 1526-1528.

gea toujours au bien de la Hongrie plus qu'à son intérêt propre, qu'il souhaitait la paix entre chrétiens et répugnait à l'alliance musulmane; mais qu'il avait été encouragé par les rois d'Angleterre et de France, par les Vénitiens et par ces pontifes « chez qui l'affection de la chrétienté s'était de- » puis longtemps refroidie[1] ».

Josefics, habile et actif négociateur, quitta Rome pour la France et fut très-bien reçu au château de Saint-Germain en Laye (Fév. 1527). François Ier, malgré l'étonnante lenteur qu'il mettait à secourir l'Italie, et que déplorèrent les amis du roi Jean, était heureux d'une diversion aussi puissante. Il venait d'envoyer en Hongrie son habile Rincon, l'un des fondateurs de la diplomatie, qui ne tarda pas à y arriver par la voie de Raguse et de Belgrade. Les princes de Bavière, Wilhelm, Louis et Ernest, inquiets des progrès de leur puissante voisine et du couronnement récent de Ferdinand comme roi de Bohême, ne furent pas moins empressés à correspondre avec la cour de Bude. Le roi d'Angleterre hésitait à prendre parti, mais le seul roi de Pologne malgré ses alliances de famille, se montrait hostile à Zápolya; il répondait à son ambassadeur que la Hongrie avait besoin d'un roi d'origine princière, parent des autres grandes maisons de l'Europe.

C'est pourtant la Pologne qui fournit au rival de l'Autriche son meilleur diplomate, Jérôme Laszko, palatin de Siradie. Les étrangers de toute nation allaient s'occuper pendant longtemps des affaires de la Hongrie, qui désormais était moins un état qu'un enjeu, ou qu'un champ de bataille à la

1. Pontifices.. in quibus nimirum jam olim christianæ pietatis affectus refrixerat (Verancsics l. cit. 38).

fois politique et guerrier. Laszko conçut le premier l'idée d'intéresser directement François Ier à la querelle de son nouveau souverain en faisant de lui soit un arbitre, soit un héritier possible de la couronne disputée. Il vint donc à Paris resserrer l'alliance, et il passa dans la douteuse Angleterre. Henri VIII ne lui donna pas une réponse officielle explicite; il se borna à promettre qu'il ne négligerait aucun moyen de remédier aux misères de la Hongrie. Mais le cardinal Wolsey, dans ses entretiens avec Laszko, l'encouragea plus franchement, bien qu'avec prudence; il donnait au roi son avis en ces termes : « Dans ma pauvre opinion, il est » vraiment nécessaire de nous opposer à la grandeur des » Impériaux, et de montrer de la faveur et de l'affection au » prince Jean; car entre votre Altesse et l'Empereur, il peut » servir à de hauts desseins[1]. »

Pendant ce voyage, les événements prenaient une tournure très-fâcheuse pour le parti national. Non pas que Ferdinand ait trouvé, même dans l'assemblée opposée, de bien vives sympathies : il rencontra même beaucoup de défiance, et dut écouter beaucoup de réclamations. Mais l'inaction de la Ligue de Cognac et les succès de l'Autriche en Italie lui permirent d'entreprendre de vive force la conquête du

1. Les lettres de Wolsey se trouvent dans Simonyi (l. cit., nos 15 et 18, 8 et 19 juillet 1527). Voici le texte, curieusement bilingue, de la première : ... It is right necessary, in my poore opinion, ut Imperialium magnitudini obvietur, that this Prince (Jean) be favorably and lovingly entertaignet, less that, he bepressed Ferdinandus nimium exaltetur.. Between your Highnes and the Emperour, this Prince may serve to a high purpose. — Le n° 28 du même recueil est une lettre adressée par la diète d'avril 1528 au roi d'Angleterre : Ferdinandum nihil aliud juris habere, nisi quod ductus insana quadam dominandi cupiditate, etc.

royaume et d'imposer silence à toutes les discussions en entraînant ses partisans magyars mêlés à des troupes allemandes. Jean fut poursuivi et vaincu jusque dans ses domaines de Tokay, et il n'obtint pas grand résultat d'un appel désespéré envoyé de toutes parts[1]. Une diète réunie à Bude, dominée par les amis de Ferdinand, recueillit les nouveaux serments de ce prince, et déclara Zápolya et Verböczy ennemis de la patrie. Une seule alliance assez efficace se présentait désormais, à savoir l'alliance ottomane : les vaincus se jetèrent résolument dans ce parti extrême que la conduite du roi très-chrétien semblait justifier. Laszko revenu d'Angleterre fut envoyé à Constantinople (Déc. 1527). Il fut d'abord très-mal reçu par les visirs : « Comment ton » maître, lui dit l'un d'entre eux, a-t-il osé entrer dans » Bude, mettre le pied sur un sol foulé par le cheval du » sultan? Notre loi veut que chaque lieu où la tête de notre » maître a reposé lui soit pour jamais soumis. Ne sais-tu » pas que notre maître domine sur la terre, comme le soleil » dans le ciel? » Mais Laszko se fit un ami, non sans présents ni sans promesses, d'un singulier habitant de Constantinople destiné à un rôle important, court mais tragique, dans les annales que nous racontons.

Aloys Gritti[2] était le fils naturel d'un ambassadeur vénitien devenu plus tard Doge de la Sérénissime République.

1. *Epist. Procerum*, 307 et 313 : « Ponite ante oculos cædes fratrum vestrorum, direptionem bonorum, raptus virginum... per Germanos ».

2. Les principaux documents concernant ce personnage ont été réunis par M. Nagy, dans le 3e vol. du *Magyar tört. tár*, sous ce titre *Emlékiratok Gritti Alajosról*. Le plus important de beaucoup est la relation (en italien) de Francesco della Valle de Padoue; un récit de Contarini en latin le complète heureusement.

Il parlait à merveille la langue turque, la langue grecque et la langue latine, et se trouvait à son aise avec les princes de toute race qui lui avaient fourni l'occasion de gagner une immense fortune. Il portait un magnifique costume ottoman de soie et d'or, et c'était un de ses luxes d'en changer toutes les semaines, distribuant à ses serviteurs cette défroque royale. Sur la colline de Péra s'élevait son palais bâti sur ses plans avec une dépense prodigieuse, entouré de jardins où se promenaient familièrement le Grand Seigneur et le tout-puissant Ibrahim. Cent chevaux de prix garnissaient ses écuries avec cent cinquante chameaux et soixante mules. Le propriétaire de toutes ces richesses était un fort bel homme brun, au nez aquilin, un Italien oriental qui n'avait point renoncé à la religion paternelle : il buvait du vin, avec une grande sobriété il est vrai, il ne négligeait pas une seule occasion d'entendre la messe. Tel était Aloys Gritti, véritable Vénitien né pour le gouvernement plus encore que pour le commerce, et qui eut le malheur de s'occuper des affaires hongroises : il y crut trouver ce qu'il cherchait depuis longtemps, l'emploi de ses facultés politiques. Par lui Jérôme Laszko parvint au grand-visir, et au grand-visir bien disposé.

Ibrahim ne voulut pourtant laisser aucune illusion à l'envoyé de Zápolya sur la faiblesse de son maître. « Nous » avons tué le roi, lui dit-il, nous avons mangé, dormi dans » ses appartements, le royaume est à nous. Ce n'est pas » la couronne qui donne le pouvoir, ce n'est pas l'or ni les » pierreries, c'est le fer, c'est le sabre qui assure l'obéis- » sance. Donc, que ton maître saisisse le bras de notre maî- » tre et le reconnaisse pour son seigneur ; alors nous pour- » rons réduire en poussière Ferdinand et ses amis, et nous

» aplanirons leurs montagnes sous les pieds de nos chevaux. » Sache que nous avons des serres qui s'enfoncent plus pro- » fondément que celles du faucon; ce que nous avons saisi » une fois nous ne le lâchons plus. » Ce langage mêlé de de promesses et de menaces s'adoucit dans la bouche du sultan Magnifique lorsque Jérôme Laszko obtint une audience (27 janvier 1528) : « J'accueille avec bienveillance la sou- » mission de ton roi, dont les états m'appartenaient par le » droit de la guerre et du sabre. Ayant accepté son dévoue- » ment je lui cède le royaume; de plus je prétends donner » à ton maître contre l'archiduc Ferdinand une assistance » telle qu'il puisse dormir paisiblement sur les deux côtés. » Un mois plus tard fut conclu le traité d'alliance en vue de la prochaine expédition turque, et Soliman congédia l'ambassadeur, non sans le gratifier d'une bourse pleine d'or et d'un habit d'honneur, avec ces paroles aussi humiliantes qu'amicales : « L'amitié entre ton maître et nous jettera de » profondes racines; je promets par notre prophète de l'as- » sister en personne et de tout mon pouvoir contre tous ses » ennemis. » Gritti n'en avait pas moins sauvé le roi Jean des conditions plus humiliantes encore.

D'autres négociateurs habiles s'employaient à relever ses affaires, encore compromises par de nouvelles défaites, et, chose remarquable, c'étaient des hommes d'église qui travaillaient au même but que le conseiller vénitien du Sultan. L'évêque Statileo partit avec Rincon pour l'Angleterre, puis pour la France, où il conclut un traité qui attribuait au jeune duc d'Orléans la succession de Zápolya, dans le cas où celui-ci ne laisserait pas de fils[1]. Le roi François Ier promet-

1. Charrière, II, 155, 162, etc.

tait vingt mille écus d'or par an pour remédier à la détresse du roi de Hongrie, et Statileo rapportait la première année de ce subside. Le moine Martinuzzi[1], né en Croatie d'une famille noble, ne lui rendit pas un moindre service en parcourant toute la Hongrie pour la soulever contre les partisans de l'Autriche. Bientôt les troupes de Ferdinand furent vaincues de toutes parts, et les envoyés de son rival l'attaquaient jusque dans les délibérations de la diète de Ratisbonne. Il pouvait bien se venger en dénonçant Zápolya comme allié des infidèles à tous les princes de l'Europe; mais lui-même était dans une trop mauvaise situation pour ne pas s'efforcer d'obtenir au moins la neutralité du sultan[2]. Pour la première fois une ambassade autrichienne parvint à Constantinople; elle était dirigée par Hobordansky, ennemi fanatique de Zápolya, et par l'allemand Weixelberger. Soliman parut stupéfait du langage qui sortit de leur bouche et qui était peu d'accord avec leur démarche. Pourquoi ne me demandez vous pas Constantinople? leur dit-il en réponse à leurs propositions mêlées de menaces. Puis il les tint aux arrêts dans leur hôtel pendant plusieurs mois, et ne les renvoya qu'au moment d'entreprendre (printemps de 1529) une grande expédition contre Vienne.

Lorsqu'il traversa la Hongrie, le roi Jean vint lui présenter ses hommages non loin du fatal Mohács. Il baisa la main du Magnifique, s'assit auprès de lui, et ne le quitta qu'en

1. Désigné dans les documents par ce nom de forme italienne, ou par son nom slave ou slave latinisé de Utissenich ou Utissenius, ou plus souvent encore par celui de Frère Georges.

2. Signalons l'ouvrage de Gévay : *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte der Verhältnisse zwischen Œsterreich, Ungern und der Pforte in 16 un 17 Iahrhunderte,* Vienne 3 vol. 1838.

emportant, avec trois chevaux harnachés d'or, quatre caftans de drap d'or. Pour comble d'humiliation, un beg fut chargé d'enlever la sainte couronne et son gardien. Puis la garnison allemande de Bude se retira, concluant une capitulation qui désola les janissaires, toujours désireux de piller. Ils se vengèrent sur les habitants, qui çà et là furent emmenés en esclavage. Zápolya, installé dans sa capitale par ses gênants protecteurs, ne put que verser des larmes inutiles. La conduite de l'archevêque-primat Várday[1] fut encore plus déplorable : il livra la place et l'artillerie de Gran et figura en personne au siége de Vienne. On sait que l'héroïsme du comte de Salm et du baron de Roggendorf sauva une première fois la vaillante cité autrichienne; mais on se tromperait fort si l'on se représentait Soliman ému de cet échec comme d'un désastre. Jamais il ne se montra plus satisfait, jamais il ne donna plus de récompenses; jamais il ne donna à la marche de son armée en retraite une allure plus triomphale. Le roi Jean vint le féliciter, et reçut de nouveaux harnais dorés, qui auraient pu passer pour une ironie; on lui laissa la sainte couronne.

En réalité, les affaires du prétendant autrichien comme roi de Hongrie n'étaient pas beaucoup plus avancées. Le primat Várday faisait échouer toutes ses tentatives sur les places du Danube. Gritti, venu avec Soliman et resté après son départ, se montrait aussi capable de diriger un corps d'armée que de gagner des sequins ou de nouer des intrigues. D'ailleurs il ne renonçait point à ses penchants diplo-

1. Várday était favorablement jugé et par l'envoyé vénitien Guidoto, et par la reine Marie (Szalay, IV, 5 et 93, notes) : « Homo de » assai bon ingegno, di bona fama » — « Le bonhomme a toujours été » homme de bien. »

matiques; il ne craignait pas d'écrire à Charles-Quint lui-même pour l'engager vivement « au nom de l'affection qu'il » portait à la chrétienté » à ne pas permettre à son frère « de molester le roi Jean[1]. » L'Empereur était beaucoup plus disposé qu'on ne pourrait le croire à suivre ce conseil. Ferdinand lui ayant fait connaître ses doutes èt ses perpléxités sur la conduite qu'il devait suivre, il hésita d'abord, ne fit aucune réponse décisive, puis, peut-être sous l'influence de la lettre de Gritti, se prononça nettement pour un arrangement ou une trêve devenue, selon lui, absolument nécessaire.

Dans l'intervalle de ces différents messages, d'autres tentatives de Ferdinand n'avaient pas mieux réussi. Il avait envoyé à Constantinople une seconde ambassade, composée de vingt-quatre personnes dirigées par Jurisics et le comte de Lamberg. On leur fit un accueil cérémonieux et peu agréable : on les installa dans un caravansérail appelé hôtel des ambassadeurs, où ils se trouvèrent en quelque sorte prisonniers. Ibrahim les accabla de questions et de reproches sur la cruauté de l'Empereur envers le roi François et le Pape. Il se moqua de leurs présents, et ne leur accorda un semblant d'audience chez le Sultan que pour les faire passer devant des lions enchaînés qui rugissaient contre eux. Ils furent ensuite libres de repartir. D'un autre côté le hardi baron de Roggendorf tentait un coup de main sur Bude, mais les

1. Hatvani, I, 42; v. aussi pour ce qui précède et ce qui suit, 40, 41 et 45. C'est dans cette dernière lettre que Ferdinand reconnait la justesse des conseils de son frère : « El consejo que vra Mta me da, » cerca de hazer algun apuntamiento o tregua con el bayboda es muy » bueno y muy necessario, estando la cosas en el estado que estan » de todas partes ».

habiles manœuvres de Gritti déjouaient tous ses efforts, et une tentative de Hobordanszky pour assassiner le roi Jean ne réussissait qu'à faire noyer l'assassin dans le Danube. Restaient les négociations directes entre les deux anti-rois : ce fut l'objet du congrès de Posen, où les deux partis se montrèrent fort animés l'un contre l'autre; mais à défaut d'un traité définitif [1], les circonstances imposèrent une trêve d'une année (1531-1532).

A quoi servira cette trêve? Pendant que les princes n'y voyaient qu'un moyen de se recueillir dans leur ambition et d'engager de nouvelles parties, les Magyars désolés de l'état de leur pays, indignés de toutes ces querelles égoïstes dirigées ou envenimées par des étrangers, cherchaient un moyen de rétablir la paix et l'indépendance du royaume [2]. L'idée se répandait peu à peu que le vrai remède serait d'écarter à la fois les deux anti-rois et de nommer un capitaine-général. Tel fut le projet dominant de la diète de Veszprim. Malheureusement des convoitises personnelles se faisaient jour, surtout celles des inconstants Pérényi; malheureusement aussi les deux prétendants se trouvèrent d'accord pour interdire cette assemblée, qui les menaçait également. Chacun d'eux voulut ensuite avoir une diète à lui, mais ce fut encore une entreprise avortée. Nádasdy, âme vraiment généreuse, et peut-être le vieux Verböczy ne se découragèrent pas : ils convoquèrent une assemblée qui, sans être constituée régulièrement, chargea une double délégation

1. Jean, suivant les princes autrichiens, a fait échouer ce projet par sa mauvaise volonté (Grauvelle, I, 606).

2. Ferdinand ne l'ignorait pas : « Algunos de los Hungaros que » siguen al bayboda, y otros de los mios se han juntado in cierta » parte. »

d'aller représenter aux deux rois l'impuissance où les réduisaient leurs querelles. Zápolya se crut cette fois plus menacé que son rival, il interdit à ses partisans toute réunion de ce genre, et Nádasdy lui-même dut s'en abstenir.

Il fallait donc recommencer les intrigues levantines dont Aloys Gritti était le nœud détesté. Ce marchand de Péra était devenu intolérable depuis qu'il jouait un grand rôle, sans aucun tact mais non sans talent. Pendant que la terrible invasion turque de 1532[1] effleurait la Hongrie occidentale et rencontrait tout près de la Styrie et de l'Autriche, dans la petite place de Güns l'héroïque résistance de Jurisics; pendant que le reflux de cette marée humaine emportait des milliers d'esclaves magyars; Gritti, toujours appuyé sur le grand-visir Ibrahim, s'imposait au roi Jean comme gouverneur du royaume[2]. Il convoquait à Pesth une assemblée qui retentissait de plaintes contre lui; les chefs du parti national, Nádasdy, Verböczy, Martinuzzi qui sous le nom de Frère Georges commençait à paraître au premier rang, s'indignaient de voir le roi mené comme un enfant par cet intrigant ténébreux dont toutes les démarches révélaient l'ambition d'arriver au trône. Entouré d'ennemis, le Vénitien-Turc chercha à s'en débarrasser suivant les procédés du Commandeur des Croyants et de la Sérénissime République; et comme il n'avait à sa disposition ni le cordon des muets, ni les gondoles du canal Orfano, il fit simplement monter sur l'échafaud quelques-uns des nobles qui avaient parlé contre lui. La terreur se répandit en effet, mais la haine redoubla.

1. Hatvani, n°s 54 et suiv., donne un véritable tableau des alternatives de crainte et d'espoir par lesquelles passa l'Europe, surtout la maison d'Autriche, avant cette invasion.

2. *Epist. Procerum*, I, 367.

Le pauvre Zápolya[1] ne pouvait se passer de cet instrument impopulaire pour combattre à Constantinople d'autres intrigants partisans de son rival. Gritti fit plusieurs voyages pour représenter ses intérêts, non sans chercher secrètement les moyens de perdre les deux anti-rois l'un par l'autre. Il finit par soulever contre lui la défiance universelle. Lorsqu'il revint en Transylvanie, dans son aveuglement il se crut assez fort pour commettre un nouveau meurtre : il fit mettre à mort l'évêque Czibák son ennemi. Ce fut la cause de sa perte : un autre de ses ennemis, Majláth, obtint l'autorisation secrète du roi Jean et de Verböczy d'agir contre ce tyranneau. Gritti fut subitement cerné dans Megyes et hors d'état d'opposer aucune résistance. Se voyant perdu il envoya son confident et son historien, le padouan Francesco della Valle[2], porter ses adieux au doge son père. Peu d'instants après il était entraîné par les soldats de Majláth qui « aboyaient » contre lui comme des chiens enragés. » Il eut beau les menacer de la vengeance de Soliman, sa mort était résolue. On lui coupa les membres, puis la tête. Les pierreries de ses vêtements enrichirent plusieurs de ses juges ou de ses meurtriers.

Les destinées d'Aloys Gritti nous ont fait perdre de vue la politique générale; il est temps d'y revenir. L'empereur Charles-Quint continuait de montrer dans les affaires hongroises beaucoup de prudence et de modération; il aurait voulu pacifier ce royaume, fût-ce aux dépens des intérêts

1. Pauvre dans tous les sens du mot. Le chancelier Brodarics écrivait à Nádasdy (Szalay, IV, 96) : « Rex moritur præ fame. Ego tristes » et famelicos duco dies ».

2. Nous résumons ici la relation, déjà citée, de ce témoin et de ce confident de Gritti.

momentanés de son frère[1], afin de ne pas ajouter aux complications de la vaste domination autrichienne et à la liste déjà longue de ses ennemis. Du reste on peut remarquer, en 1532 et dans les années suivantes, comme une détente ou comme un répit dans les rivalités politiques du monde chrétien. Clément VII ne désirait plus que la paix, avec un arrangement raisonnable qui limitât la puissance des princes autrichiens. François Ier lui-même, tout en continuant à se plaindre de l'Empereur, cherchait à préserver l'Europe centrale des invasions turques; il employait à cette nouvelle destination l'infatigable Rincon, qui réussissait moins cette fois, il est vrai, qu'il n'avait réussi dans la mission contraire. Mais c'est encore l'Empereur qui désirait le plus la paix générale; ni lui ni les princes d'Allemagne ne voulurent faire marcher leurs troupes contre le parti national hongrois. Charles-Quint prit même une part active, au moyen de deux conseillers, l'archevêque de Lund et Cornelius Scepper, à une double négociation avec Zápolya et avec la Porte[2]. Les hostilités furent ainsi suspendues assez longtemps, pendant que Jérôme de Zara provoquait à Constantinople l'envoi de la première ambassade ottomane en Autriche. Un traité en résulta, qui ne laissa plus aucun prétexte à Ferdinand pour s'indigner de la platitude de son adversaire : non-seulement, dans une cérémonie fictive, il offrait à l'ambassadeur les clefs de Gran, mais le padischa s'engageait à le

1. Simonyi, l. cit., n° 60.

2. Charrière II, 183 et suiv. — Papiers d'État de Granvelle publiés par Ch. Weiss, Paris 1841, I, 609, II, 269, 537, 558, 569 (ces derniers renvois relatifs à la bonne entente de François Ier et de Charles-Quint en 1539 et 1540) — Hatvani, 77 et suiv.

traiter comme son fils, et à le mettre sur le même pied que le grand-visir Ibrahim.

Le dégoût des Magyars pour leurs deux anti-rois ne connut plus de bornes lorsqu'ils les virent, après la mort de Gritti, s'accuser mutuellement auprès du Sultan de ce meurtre regardé par lui comme une offense. Jean fit tous ses efforts pour se disculper (1535). Il profita d'ailleurs des symptômes qui annonçaient une nouvelle rupture entre l'Empereur et le roi de France, pour envoyer à Paris le savant ecclésiastique Verancsics[1], qui obtint de François Ier une intervention favorable à Constantinople. Mais ce qui le servit bien plus efficacement c'est la disgrâce et la mort d'Ibrahim, après laquelle Soliman acquit la conviction qu'il avait été joué par Gritti, par son grand-visir, par les agents autrichiens, et revint à ses anciennes alliances. Bientôt éclatèrent à la fois la troisième guerre de François Ier contre Charles-Quint et les vives hostilités de Ferdinand contre Zápolya secouru par les Turcs. « Ici va le tout pour le tout, écrivait » l'Empereur; il faudra que notre frère trouve tel expédient » qu'il pourra. »

Si Ferdinand n'avait eu en face de lui que les partisans du roi Jean, il est probable que la victoire lui serait demeurée : Perényi et le Frère Georges furent vaincus par Léonard Fels au cœur même des domaines de Zápolya, mais on reçut des bords de la Drave de tout autres nouvelles. Kat-

1. Sur Verancsics que nous avons souvent l'occasion de citer, comme auteur, v. dans les *Adalékok* de Szalay, l'étude intitulée *Verböczi ès Verancsics.* Il était né en 1504 à Sebenico; il se trouvait en 1530 dans Bude assiégée par Roggendorf. Il rendit plus tard de grands services à Ferdinand, surtout comme ambassadeur. Il savait à merveille plusieurs langues, avec la facilité et la souplesse des Slaves. C'est un des prélats du XVIe siècle qui ont eu le plus de sympathies pour la Réforme (v. le ch. III du présent livre).

zianer et Pékry assiégeaient la ville d'Essek avec une armée composée en bonne partie de brigands très-dignes de leurs chefs et très-dignes de leurs adversaires les féroces Akindchis. Se voyant cernés dans leur camp ils essayèrent au milieu de vrais tourbillons de neige, une retraite qui fut désastreuse (décembre 1537) : presque tout le monde périt, et ceux des chefs qui s'échappèrent ne tardèrent pas à être enfermés comme meurtriers ou assassinés comme conspirateurs. On était extrêmement las de pareilles gens et de pareilles choses. Les patriotes, dans des Assemblées successives qui finirent par imposer leurs arrêts, demandaient la paix, le rétablissement de la dignité et des libertés publiques. Les conditions d'un arrangement vingt fois proposées, débattues, repoussées, finirent par être fixées comme il suit au traité de Várad (1538), qui complétait la trêve de Nice ménagée par Paul III entre les deux grands rivaux : L'Empereur et Ferdinand reconnaissaient Jean Zápolya comme leur allié, leur frère et le souverain de la Hongrie jusqu'à sa mort. Jean renonçait à toute autre alliance, il promettait à Ferdinand sa succession, dans tous les cas; seulement, s'il avait un fils, celui-ci recevrait une principauté et de grands domaines.

La Hongrie respirait, elle se croyait sauvée, elle s'exagérait un bienfait réel, parce qu'elle comptait sans le caractère flottant de son roi national. Il avait peur de ses anciens alliés les Turcs ; il n'osait pas promulguer ouvertement le traité de Várad. Loin de renoncer à l'alliance française il envoyait encore une fois à Paris l'évêque Statileo. Il demandait et obtenait la main d'Isabelle, fille de Sigismond[1], ma-

1. Uxorem duxit Isabellam, Sigismundi Sarmatorum regis filiam, virili eruditoque ingenio puellam, Italico lepore et venustate perama-

riage tardif qui inquiéta doublement l'Autriche, à cause de la venue possible d'un héritier, et à cause des relations avec la Pologne. Quant à une guerre dirigée avec ensemble contre les Turcs, on ne voit pas bien quels auraient pu en être les éléments. François Ier, malgré sa réconciliation artificielle avec Charles-Quint, bientôt scellée en apparence par l'entrevue d'Aiguesmortes, ne se souciait point d'une croisade. Les princes luthériens d'Allemagne étaient prêts à prendre les armes, mais non sans avoir reçu l'assurance de la paix intérieure et de la liberté de conscience. Même dans les assemblées hongroises, disposées sans doute à de grands sacrifices comme le prouve le vote de sérieuses levées de troupes et de lourds impôts, même dans ces assemblées les griefs étaient nombreux contre le gouvernement, et les premiers progrès de la Réforme allaient introduire un nouveau principe de discussion et de résistance. D'ailleurs le roi Jean n'avait nulle envie de se mesurer contre les Turcs ; il recevait un tschausch qui lui promettait en quelque sorte sa grâce ; il apprenait avec joie qu'un envoyé de Ferdinand, aussi peu fidèle à ses engagements que lui-même, n'avait obtenu de Soliman que la menace de se voir couper le nez. Il ne songeait qu'à lutter contre les mécontents de son royaume. Rien de plus inutile d'ailleurs que de se demander ce qu'allait faire Zápolya, car sa mort imprévue (1540) vint remettre tout en question : il venait de lui naître un fils.

bilem (Ambrosii Simigiani *Historiarum*, p. 175, dans les *Scriptores rerum Transilvanicarum*, t. II). D'après le même auteur, Zápolya aurait conclu ce mariage à la demande des Hongrois, qui voulaient un roi national.

CHAPITRE II

FERDINAND ET MAXIMILIEN (1540–1576).

La mort du roi Jean, survenue peu après la conclusion du traité avec la maison d'Autriche, semblait assurer à Ferdinand la possession incontestée du trône magyar. Mais les derniers regards de Zápolya s'étaient arrêtés avec tendresse sur le petit enfant que venait de lui donner sa jeune épouse Isabelle, et ses dernières paroles l'avaient recommandé à ses conseillers et à ses partisans. Les tuteurs de Jean Sigismond, prince âgé de huit jours, étaient l'infatigable Frère Georges, l'inconstant Valentin Török chef de l'armée, Petrovics, et de fait le vieil Étienne Verböczy. C'étaient des hommes d'une trop haute portée d'esprit, surtout Verböczy et Frère Georges, pour ne pas comprendre la gravité et les périls de la résolution qu'ils allaient prendre. Deux alternatives se présentaient devant eux : ou bien reconnaître Ferdinand et le servir contre les Turcs, tout en ménageant à leur pupille une situation conforme à sa haute naissance, et tout en luttant s'il le fallait pour l'indépendance nationale; ou bien réclamer contre Ferdinand l'appui des Turcs et maintenir à tout prix la séparation absolue de la Hongrie et de l'Autriche. Les tuteurs s'arrêtèrent à ce dernier parti, malgré les intérêts évidents de la chrétienté et les conseils du pape : l'ar-

deur ambitieuse d'un moine, le patriotisme quelque peu étroit d'un vieux légiste et l'amour maternel d'une jeune veuve, l'emportèrent sur toute autre considération.

Il faut dire que la conduite de la maison d'Autriche à l'égard de ses sujets hongrois, surtout dans les périodes ultérieures, a justifié en quelque mesure Frère Georges et Verböczy. Les occasions n'ont pas manqué de leur pardonner l'alliance ottomane, et les soudards de toute nation lâchés sur la Hongrie par les Rodolphe, les Ferdinand II et les Léopold, se sont chargés d'excuser non-seulement la séparation de la Transylvanie, mais l'établissement, sur certains points du territoire, des janissaires et des cadis. L'opinion des contemporains ne fut point unanime. Beaucoup de patriotes étaient disposés à reconnaître Ferdinand, mais à condition de recevoir un secours sérieux et efficace de l'Empereur, et c'est en quoi précisément la confiance leur manquait. Les protestants, qui devenaient nombreux, avaient eu beaucoup à se plaindre de Jean et de Verböczy, tandis que Ferdinand et son fils Maximilien leur ont souvent donné des gages de bienveillance et presque de sympathie ; mais la plupart de leurs chefs comptèrent parmi les ennemis de l'Autriche, et Jean Sigismond devait être un de leurs adhérents les plus convaincus. Au total les deux partis qui luttaient depuis quinze ans conservaient à peu près leurs forces.

Ferdinand, dans sa précipitation, entreprit plusieurs démarches contradictoires, qui ne pouvaient réussir. Il envoya le comte de Salm au palais de Bude, où Isabelle le reçut en vêtements de deuil, disant qu'elle n'était qu'une pauvre veuve, qu'elle avait besoin des conseils de son père, cherchant en un mot à gagner du temps. D'autre part il chargeait Laszko d'aller à Constantinople pour détourner le sultan

de protéger le fils de Zápolya. Enfin il essayait de surprendre la capitale par un brusque mouvement des troupes de Léonard Fels, mouvement qui n'aboutit qu'à la conquête de plusieurs places secondaires. C'en fut assez pour déterminer Verböczy à resserrer l'alliance de son pupille avec Soliman, et pour irriter la Porte contre le prince autrichien qui sollicitait sa bienveillante neutralité. Un tchausch vint baiser les pieds de l'enfant Jean-Sigismond et promettre à sa mère, qui lui donnait le sein devant l'envoyé turc, un secours prompt et décisif. A Constantinople[1] Laszko fut accablé d'injures par le Magnifique et jeté en prison.

Le Grand-Seigneur ne fit pas attendre l'effet de ses promesses : non content de reconnaître par un diplôme solennel la royauté du fils de Zápolya, il envoya un corps d'armée pour le soutenir, et lui-même arriva devant Belgrade dans l'été de 1541. C'est là qu'il apprit la mort de Rincon, l'actif négociateur qui venait de conclure une nouvelle alliance entre le parti national hongrois et le roi de France déjà disposé à entreprendre une quatrième lutte contre Charles-Quint[2]. Il apprit aussi que Ferdinand, ne comptant plus que sur la force ouverte, avait fait une tentative désespérée pour s'emparer de Bude; alors le Magnifique Sultan se mit en marche.

Roggendorf était chargé d'attaquer la redoutable forteresse, entourée de nouveaux ouvrages par le feu roi[3]; il montra dans ses dispositions pour l'assiéger beaucoup

1. Voir pour ce chapitre Hammer, livres XXXI à XXXVII.

2. Charrière, t. I, 423 et suiv.

3. Sur tout ceci, v. le t. Ier de Verancsics, ch. X de la *De Rebus Hungarorum ab inclinatione regni historia* (*Monumenta*, t. II de la série *Scriptores*).

d'énergie et de talent. Les Allemands formèrent des lignes de circonvallation sévèrement gardées[1]; s'ils ne purent empêcher tous les messagers politiques de circuler sous divers déguisements, ils empêchèrent du moins les vivres d'entrer dans la place. La disette et la cherté devinrent extrêmes, le bois était introuvable, la viande de cheval était la seule denrée que l'on se procurât à bas prix. Une artillerie formidable couvrit la cité et le palais même de globes enflammés. L'épouvante eût peut-être décidé les habitants à se rendre[2], il y eut même un complot formé par un nommé Bornemisza, et la jeune reine n'était pas éloignée de traiter. Mais tous avaient compté sans la prompte décision de Frère Georges : la terreur maintint la discipline au dedans, une armée turque acheva l'œuvre au dehors. Roggendorf, attaqué brusquement dans ses lignes, vaincu avec d'énormes pertes, se retira en désordre et ne tarda pas à mourir de ses blessures.

Soliman arrivait. D'abord il campa dans le vieux Bude, au pied et au dehors de la forteresse. Puis il se montra impatient de voir son petit protégé, désir auquel force était bien de satisfaire. Jean-Sigismond lui fut amené dans une voiture dorée; le Sultan le prit des bras de sa nourrice, et le caressa, l'appela son fils : rien ne prouve que ce fût une comédie, car les Turcs ne manquent pas de tendresse pour l'enfance, mais il est certain qu'ils mirent toutes ces démonstrations à profit en s'emparant peu à peu des postes les plus importants. Le moment venu, ils déclarèrent que Bude resterait entre leurs mains, Jean-Sigismond étant trop jeune pour le défendre, que le prince devait aller en Tranylvanie,

1. Buda admirandis operibus opportune communita (Simigianus, l. cit.).

2. Ferdinand l'espérait, comme on le voit par Hatvani, II, 166.

sous la garde de sa mère et de ses conseillers, pour gouverner cette contrée comme lieutenant du Grand-Seigneur. Les tuteurs du prince furent consternés, même Frère Georges qui n'avait pas prévu ce résultat de l'alliance ottomane[1]; mais toute résistance était inutile, et la cour alla s'établir au château de Lippa. Désormais il y eut trois Hongries : la Hongrie occidentale, royaume effectif de Ferdinand, la Hongrie centrale occupée par les Turcs et gouvernée par le pacha de Bude, enfin la Hongrie orientale qui forma la principauté indépendante de Transylvanie.

Les auteurs de cette situation furent aussi sévèrement jugés en Europe que le roi François Ier, allié des infidèles. Il sembla que la justice divine avait hâte de les punir : Valentin Török, objet d'une ancienne rancune des Ottomans, fut conduit à Constantinople, au château des Sept-Tours, où il devait mourir après cinq ans de captivité. Verböczy, en sa qualité de fameux légiste, eut l'honneur d'être nommé juge suprême des chrétiens de Bude sujets du Sultan, singulière dignité pour un catholique zélé jusqu'au fanatisme; il mourut bientôt, brisé moins encore par l'âge que par le sentiment de l'inutilité de ses efforts, de sa patrie morcelée et de sa vieillesse flétrie. La principale église de Bude venait d'être transformée en mosquée, et l'illustre législateur fut enterré parmi les juifs.

Cependant la prise de Bude produisait un immense effet en Allemagne et en Hongrie. Les princes protestants de Saxe,

1. Depuis il a été accusé d'une complicité que rien ne démontre, et dont Szalay l'innocente absolument (IV, 223). — V. aussi ses *Adalékok*, p. 175, où il soutient contre Paul Jove, en s'appuyant sur Verancsics, que Verböczy et Török doivent partager la responsabilité de ces événements.

de Hesse, de Brandebourg montraient depuis quelques années, ainsi que Luther lui-même, le sérieux désir d'expulser les Ottomans; ils se distinguèrent par la vigueur de leurs préparatifs. Des magnats de tous les partis tenaient des conférences pour une réconciliation générale; les Báthory, les Perényi, les Homonnay écrivaient à Ferdinand pour le conjurer de sauver le pays. Telle était aussi la pensée de Frère Georges, qui commençait alors une série d'innombrables oscillations entre la Porte et les Habsbourg. Cette conduite étrange, qui causera finalement sa mort tragique lorsqu'il sera devenu le cardinal Martinuzzi, peut s'expliquer par une sorte de patriotisme joint à beaucoup d'ambition : il voulait probablement que la Hongrie fût indépendante des deux grands Empires qui la démembraient, et il espérait arriver à ce résultat en les affaiblissant l'un par l'autre. Pour le moment, effrayé de l'occupation de Bude, il conclut la convention de Gyalu (décembre 1541), pour l'exécution du traité de Várad, mais avec cette clause difficile à réaliser, que Ferdinand délivrerait la Hongrie des Ottomans. La concorde semblait donc rétablie; la plupart des comitats se faisaient représenter à la Diète de Beszterczebánya[1] qui votait avec acclamation une levée en masse dans le cas où le roi en personne prendrait le commandement.

Malheureusement la grande armée, composée surtout d'Allemands, que commandait Joachim de Brandebourg (1542), fit une campagne inutile. Ces troupes laborieusement préparées ne réussirent même pas à s'emparer de Pesth, et le découragement fut immense : quand retrouverait-on un armement semblable, et que ferait-on lorsque l'Allemagne

1. En allemand Neusohl.

serait envahie? Une défiance générale fut le déplorable résultat de cet échec; les princes protestants, Ferdinand, les Hongrois se renvoyèrent les récriminations et les insinuations blessantes[1]. D'un côté les Allemands redoutaient toujours de voir la maison d'Autriche employer contre leurs libertés religieuses leurs propres préparatifs militaires, et se plaignaient qu'on laissât leurs soldats manquer de tout. D'autre part Ferdinand écrivait à l'Empereur : « A eu faute » de bons cerveaux pour la bonne conduite, et non de gens » ni autres choses nécessaires pour la guerre, dont tout le » camp était plus que suffisamment pourvu; qui me fait » avoir grande conjecture, qu'ils auront passé quelques » mauvaises pratiques[2]. » Il reconnaissait pourtant qu'il y avait eu négligence dans les paiements nécessaires; mais la défiance reprenait le dessus, et le roi faisait jeter en prison Perényi par suite d'une accusation injuste cette fois et qui souleva l'indignation des Magyars : jusques à quand, pensaient-ils, ces Autrichiens ne sauront-ils ni nous conquérir, ni nous délivrer, ni nous laisser en repos ; jusques à quand verrons-nous les chefs de nos grandes familles jetés dans les cachots de Wiener Neustadt ou dans les cachots des Sept-Tours?

Le mécontentement national se montrait si redoutable que Ferdinand crut indispensable de convoquer une diète à Presbourg, et de promettre à cette assemblée mal disposée qu'il respecterait toutes les libertés du royaume. Déjà se manifestait la tendance de la maison d'Autriche à concentrer à Vienne, entre les mains de ministres étrangers, les affaires hongroises, et de laisser tomber en décadence ou en désué-

1. Hatvani, II, 167 et suiv.
2. *Ibid.* 177.

tude les grandes dignités. Cette fois d'ailleurs la représentation n'était pas assez complète pour qu'on élût un palatin, et cette charge fut laissée vacante ; il n'y eut de nommé qu'un lieutenant royal, l'archevêque Várday, et le seul acte important de la Diète fut d'envoyer à sa sœur aînée, la Diète germanique, une lettre inutile pour en obtenir des secours. Soliman arrivait une fois encore ; bientôt il assiégeait Gran avec une prodigieuse artillerie, faisait capituler cette place et transformait en mosquée l'église primatiale. Un peu plus tard c'était le tour d'Albe royale. Les habitants essayèrent contre les janissaires une sortie courageuse qui ne réussit pas ; alors, et malgré la résistance des Italiens et des Allemands de la garnison, ils capitulèrent moyennant le libre départ des étrangers, condition fort mal observée par la cavalerie tartare. Mais le chef musulman se montra plein de douceur envers les habitants, et plein de respect pour les tombeaux des rois. Il déclara qu'il était venu délivrer les Hongrois de la tyrannie allemande.

Ce langage était en quelque sorte autorisé par la conduite de Martinuzzi, qui avait déclaré rompue la convention de Gyalu, et repris toutes ses négociations avec la Porte. Ferdinand ne dissimulait pas son irritation et sa haine ; il écrivait à sa sœur Marie : « Le moine continuant en sa » méchante et malheureuse volonté, au lieu qu'il faisait cou- » vertement ses pratiques, les fait à présent tout ouvertement » contre moi pour divertir et dévoyer tous ceux qu'il peut » tenant mon parti. » Ces plaintes assez justes s'étendaient moins justement à l' « invétérée inconstance » de la nation magyare, et il se promettait de lui « ôter tant plus les occa- » sions de se révolter[1]. » Ferdinand nous semble avoir

1. Hatvani, II, 180 et 181.

perdu, dans ces années critiques, l'équilibre ordinaire de son esprit ; si bien qu'il augmentait par l'incohérence de ses procédés les difficultés de sa fausse position entre Frère Georges qu'il essayait de ramener, Charles-Quint auquel il demandait des secours, et la Diète réunie à Nagy-Szombát qui implorait à grands cris l'assistance de l'Empereur. Il se trouvait en effet que l'assemblée hongroise (1544-1545) mettait son dernier espoir dans une armée que Charles-Quint commanderait en personne, tandis que l'assemblée germanique se défiait non sans raison de Charles-Quint et de ses projets contre le protestantisme allemand.

L'ambassadeur impérial Veltwick, attendu avec impatience par les Magyars, ne leur apporta que de vagues promesses subordonnées à toutes sortes de circonstances extérieures. Mais cet habile observateur fut frappé du découragement irrité qui se manifestait dans la Diète : « Les » Hongrois, écrivait-il à son maître, parlent ouvertement » du tribut, et de se réduire sous protection du Turc, vu » que ledit Turc les traite doucement ces années. » Il remarquait les dispositions des paysans favorables à la domination musulmane. Il voyait avec inquiétude, et les hésitations calculées du parti de Martinuzzi, et le désappointement du parti de Ferdinand, qui avait compté sur le traité de Crépy récemment négocié avec François Ier pour voir l'Empereur s'occuper enfin de la patrie. En conséquence Veltwick regrettait de n'avoir pas reçu des instructions plus encourageantes. La Diète elle-même écrivait à Charles-Quint pour le remercier d'avoir fait la paix avec la France, et elle votait de grands sacrifices pour la guerre turque. Mais le mécontentement témoigné par un discours de François Batthyány n'en était pas moins grand, et Veltwick pouvait écrire

encore : « J'ai trouvé la plus terrible contention, et ai » entendu les plus licencieuses paroles et outrages de toutes » sortes des grands et des petits, tant contre V. Majesté que » contre le roi des Romains[1]. »

Après cela il ne pouvait être question d'un grand effort, et la guerre dégénéra en une multitude de coups de mains isolés, essayés tantôt par les Turcs, tantôt par d'héroïques Magyars. Loin d'obtenir des secours de Charles-Quint, il fallait lui donner une troupe de hussards qui figura sur le champ de bataille de Mühlberg contre les luthériens[2]. La situation commandait de négocier à Constantinople, et de longues discussions, embrouillées par le mauvais vouloir de l'ambassadeur de France, aboutirent en 1547 à une trève de cinq ans. La Diète qui fut alors convoquée apprit avec désolation que le morcellement de la patrie était un fait accompli : ne voyait-on pas arriver un defterdar chargé de régler les frontières de la lieutenance ottomane de Bude? Ne pouvant s'y opposer, on s'efforça du moins de rétablir la paix intérieure, d'obtenir la résidence du roi dans son royaume. Il faut surtout signaler deux traits honorables pour cette assemblée : elle accueillit le projet, différé il est vrai dans l'application, de rendre aux paysans le déplacement libre, et les nombreux députés protestants firent rejeter les lois d'intolérance proposées, malgré la modération personnelle de Ferdinand, par la politique religieuse de la maison d'Autriche.

Dans les années suivantes (1548-1552), tout l'intérêt se concentre sur Martinuzzi, déjà évêque de Várad et bientôt

1. Hatvani, II, 187.

2. Frédéric même pris et blessé en la tête par la dernière charge que firent les hussards (Granvelle, III, 264).

prince de l'Église romaine. Il voulait toujours la réunion de toute la Hongrie sous un seul monarque, et il cherchait un prince assez fort pour cette entreprise : après avoir songé de nouveau à Jean-Sigismond il songeait de nouveau à Ferdinand. Cette fois il parut mettre plus de suite dans ses projets, tout en continuant à tromper par sa correspondance la Porte ottomane, où le seul grand-visir Roustem se défiait de lui. La reine Isabelle fut obligée d'abdiquer la plupart de ses prétentions, et d'accepter pour son fils deux duchés silésiens avec promesse de la main d'une princesse autrichienne; le Frère, qui n'avait garde de s'oublier, deviendrait primat et cardinal. Seulement il avait compté sans un autre intrigant, Petrovics, qui excitait Isabelle à rejeter l'impérieuse tutelle du moine et à revenir sur toutes ses concessions. Il fut heureusement averti de ces menées par un agent français[1], et grâce à des prodiges d'énergie et de souplesse il parvint à se maintenir contre Isabelle et contre les Turcs qui envahissaient la Transylvanie. Toutefois il pressait Ferdinand de lui envoyer des secours et rien n'était moins facile au roi que de trouver par lui-même des ressources. Charles-Quint, supplié par son frère, se montrait mal disposé, et comme importuné des affaires de Hongrie; des scènes violentes éclatèrent entre les deux princes autrichiens[2]. Enfin

1. M. d'Aramon se vantait d'avoir ainsi sauvé Martinuzzi. (V. Charrière et les *Lettres et Mémoires d'État* de Ribier, II, 292.)

2. V. dans Hatvani, II, 214 (ou Lanz, III, 11), la lettre de Ferdinand à son frère : « Voyant que le jeudi 22 (nov. 1550) au soir, que vous parlai sur l'affaire d'Hongrie, que V. Majesté se mit en colère, et qu'à cause de cela que V. M. m'interrompit aucune fois mes propos, je ne voulus plus parler à V. dite Majesté... V. M. est tenue vers la chrétienté et ses sujets aussi bien que moi pour la chrétienté

le Frère Georges qui réussissait toujours à obtenir ce qu'il voulait, envoya la sainte couronne à Ferdinand et vit arriver en échange le corps d'armée de Castaldo.

Le nouveau cardinal ne se doutait pas que cette troupe si vivement désirée lui apportait une sentence de mort. Jusque-là il avait joué les uns par les autres tous les partis; le moment était venu où ils prendraient leur revanche et satisferaient des rancunes accumulées. Castaldo était un condottiere sans scrupule, capable malgré sa dévotion de tacher de sang une robe de pourpre; d'autres méridionaux qui l'entouraient, Pallavicini, Mercada, n'étaient pas hommes à l'en détourner. Il ne fut pas longtemps dupe des protestations de fidélité de Martinuzzi; une tragédie italienne n'allait pas tarder à se jouer dans un château de Hongrie. La campagne entreprise en commun contre les Turcs autour de la forteresse de Lippa n'endormit point, malgré toutes les démonstrations et toute l'activité du cardinal, la défiance de Castaldo. Lorsque la prodigieuse vaillance des Hongrois, de Forgács, de Török fils du prisonnier des Sept-Tours, de Nádasdy, eut assuré leur victoire, le cardinal accorda aux Turcs survivants une capitulation beaucoup trop avantageuse, et les révélations de son secrétaire ne laissèrent aucun doute sur sa nouvelle trahison. Castaldo demanda des instructions à Vienne et reçut l'ordre d'en finir. Martinuzzi fut assailli pendant qu'il signait des dépêches, et frappé de

et les miens, et plus encore puisqu'êtes en plus grand degré et dignité et avez pris Afrique des mains des infidèles, que ce a été très bien fait et œuvre louable.... Et bien que ce ne fût de chrétiens, ni de tant d'importance qu'est Transilvanie, tant plus suis-je donc tenu moi de garder ce qu'est mien et de plus d'importance, et que sont chrétiens. »

soixante blessures. Détail affreux, l'oreille velue de la victime fut portée à Vienne par l'un des meurtriers. On remarqua beaucoup par la suite que cet homme se prit la main droite dans une mécanique qu'il examinait, et que ses complices firent tous prompte et mauvaise fin.

Cependant jamais personnage ne fut moins regretté que Martinuzzi. Le pape Jules III réclama pour le principe et laissa tomber l'affaire; beaucoup de cardinaux furent enchantés d'être délivrés de ce singulier collègue. L'évêque d'Erlau écrivait : « Il a trouvé la fin que méritaient ses actions. » Ferdinand ne dissimula nullement la part qu'il avait prise à ce meurtre : « Castaldo a été contraint, et avec » mon su, de le faire dépêcher... L'état des affaires de Hon» grie est depuis la mort du Frère Georges fort tranquille, » sans qu'aucun d'apparence ou d'autorité se soit jusques » ici montré scandalisé de ladite mort. Et si est la reine » veuve déjà partie bien contente[1] ».

C'était vraiment trop de joie : la mort de Frère Georges n'améliora nullement la situation du pays. La guerre turque n'avait jamais été un fléau plus horrible qu'elle ne le fut pendant les années suivantes (1552-1554). Du récit monotone de ces désastres se dégagent plusieurs traits héroïques. Au siége de Temesvár le brave Losonczy avait fait le possible et l'impossible; lorsqu'une capitulation devenue nécessaire eut été violée par les vicieux janissaires, il résista de nouveau, et traîné devant le grand visir, il eut le temps de l'accabler de reproches mérités avant qu'on ne lui tranchât la tête. Étienne Dobo fut aussi courageux et plus heureux dans la défense d'Erlau. En réponse à la sommation d'Ali,

1. Hatvani, II, 231 et 237.

l'eunuque sanguinaire, il donna l'ordre d'élever un cercueil sur la muraille, symbole d'un sublime désespoir. Les énormes boulets vinrent s'amortir sur le cuir mouillé ; lorsqu'un boulet rouge eut fait sauter la poudrière, on improvisa de la poudre avec du soufre et avec le salpêtre des caves humides. Un ingénieur intrépide, Georges Bornemisza, incendia les travaux préparés pour l'assaut par d'habiles officiers turcs; du haut des remparts il atteignit les assaillants avec des lances rougies et des crampons qui ne lâchaient plus leur proie. Les janissaires tentèrent un assaut décisif, mais ils rencontrèrent des machines infernales qui les jetaient morts dans les fossés; au moment critique, les femmes lancèrent des projectiles, une fille précipita le cadavre encore chaud de sa propre mère. Les musulmans se retirèrent en déclarant que Dieu combattait pour les Hongrois.

Malgré la délivrance d'Erlau, la guerre était presque partout funeste aux chrétiens, et les ambassadeurs Verancsics et Zay ne purent obtenir que des trêves insignifiantes. Verancsics a laissé une relation intéressante de son voyage et de son séjour prolongé à Constantinople[1]. Il nous fait voir que malgré toutes les politesses et les empressements des officiers turcs depuis Bude jusqu'au Bosphore, le trajet ne pouvait se faire en moins de cinq semaines ; dans ce laps de temps n'est pas compris un retard produit par la difficulté de se procurer à Bude même des navires pour descendre le Danube, retard mis à profit par l'ambassadeur qui recueillit les plaintes des Hongrois de la frontière. Il observe curieuse-

1. V. le 3e volume de Verancsics (4e des *Monumenta*, série *Scriptores*).

ment les mœurs de Byzance musulmane et les intrigues des visirs et des ambassadeurs étrangers. Il se plaint (en 1557, à la fin de son séjour) du pape Paul IV, qui ne songe qu'à tromper le duc d'Albe et qu'à gagner du temps pour laisser arriver l'armée française et la flotte turque[1]. Il s'indigne de cet accord étrange entre la Gaule, Rome et le Sultan[2].

Verancsics avait raison d'insister sur le rôle que jouait dans toute cette période la politique de Henri II, fidèle continuateur de François I[er]. Les diverses nationalités transylvaines s'étant confédérées à l'assemblée de Thorda, l'agent français Delavigne suggérait en 1552 à Isabelle et à Petrovics la pensée de conserver à Jean-Sigismond une souveraineté indépendante en Transylvanie[3]. « Suivant les vestiges » de mes prédécesseurs, écrivait le roi de France, je ne veux » jamais rien épargner pour le confort, aide et faveur des » princes affligés, et tant moins pour ceux desquels l'an» cienne mutuelle amitié que nous avons me point et stimule » davantage. » On était alors au moment du siége de Metz par les princes germaniques réconciliés, et la diversion transylvaine, divisant les forces de la maison d'Autriche, était de la plus haute importance pour la politique française. De

1. *Ibid.*, p. 243 : ... Summum pontificem a pertinacia belli suscitati non recedere, ac ducem Alvam commentis tantum detinere, tempus mora extrahendo, quoad et Gallicus miles in Italiam descendat et classis Turcica prodeat.

2. Ibid., p. 263 : ... Gallum cum Romano pontifice conjurasse, et Turcicam classem postulare.

3. Sur ce pays au seizième siècle nous pouvons citer, outre diverses sources que nous aurons l'occasion d'indiquer ailleurs, la collection de M. Kemény intitulée *Deutsche Fundgruben der Geschichte Siebenbürgens* (Klausenbourg, 2 vol. 1840), et toujours la *Transylvanie* d'A. de Gérando.

là l'irritation de Ferdinand lorsqu'il vit « cette fantaisie de » la dite reine, de remettre son fils en la Transylvanie, et ce » par moyen du Turc et pratiques du roi de France, lequel » ces jours passés a eu un sien ambassadeur non-seulement » vers ladite reine veuve, mais aussi vers le roi de Pologne, » le sollicitant pour la réintégration du fils du roi Jean ».

Rien de plus exact. Henri II, non content de décider et la cour transylvaine et le peuple transylvain à repousser toutes les ouvertures autrichiennes, comme ils les repoussèrent notamment en 1556, non content de faire échouer par M. d'Aramont toutes les tentatives de Ferdinand pour obtenir des Turcs la spoliation d'Isabelle, excitait le roi de Pologne comme le montre la lettre suivante : « Nous voulons » remettre et restituer le fils du feu roi, votre neveu, en son » royaume dont il a été spolié par l'ambition d'aucuns, et » cautelle et infidélité de Frère Georges. En cette chose si » juste, sainte et tant digne de l'aide et faveur de tout le » monde, nous n'avons épargné ni épargnerons rien de ce » qui sera en notre pouvoir, non plus qu'ont accoutumé faire » de tout temps mes prédécesseurs, Roys de bonne mémoire, » pour le secours et confort des affligés, et même feu notre » très-honoré seigneur et père le roy François (que Dieu » absolve!) pour le rétablissement dudit feu roy Jean Vay- » vode en son royaume, et qu'encore nous avons fraîche- » ment fait en faveur d'aucuns princes de la Germanie, qui » étaient détenus en misérables captivités[1] ».

Ainsi le roi de France se présentait dans cette affaire comme le défenseur de la veuve et de l'orphelin; il était le protecteur des libertés hongroises comme le protecteur des

1. Hatvani, II, 252, 253 et 255.

libertés germaniques. Il conserva cette position jusqu'à la fin de son règne, mais il ne fut pas toujours content de sa protégée, qui semblait avoir hérité de Martinuzzi une facilité merveilleuse à changer d'alliés [1]. Jusqu'à sa mort (1559) elle devait négocier avec Ferdinand autant qu'avec la cour de France. Lorsque Christophe Báthory fut envoyé par elle au Louvre en 1557, au plus fort de la lutte engagée entre la France et l'Espagne, le roi le reçut très-bien, promit à Jean-Sigismond la main d'une de ses filles, et son aide pour entretenir la guerre dans la haute Hongrie. Mais l'année suivant l'envoyé français remarquait les intrigues et la mauvaise administration de la reine et cherchait à la séparer de son fils. D'ailleurs la paix de Câteau-Cambrésis et la prédominance des questions religieuses sous le règne des fils de Henri II, allaient distraire pour longtemps la politique française de ces affaires lointaines [2].

Que devenait la Hongrie proprement dite pendant les dernières années de Ferdinand, devenu empereur par l'abdication de son frère? Elle n'avait point renoncé à l'expulsion des Turcs, mais elle n'était pas éloignée de les préférer aux hordes de toute provenance commandées par un bandit qui portait le nom significatif de Teufel. Elle montrait son héroïsme habituel dans la campagne de 1556 et dans la glorieuse défense de Sziget, la dernière forteresse sérieuse capable d'arrêter l'ennemi dans la plaine, mais cinq diètes convoquées successivement (1553, 1554, 1556, 1559, 1563) re-

1. Hatvani, II, 263 et suiv.

2. Ghymesi Forgács Ferencz, dans son *Hungarica historia* (1540-1572) publiée par M. Majer (t. XVI des *Scriptores* dans les *Monumenta*), fournit un tableau intéressant des relations avec les puissances, surtout occidentales, à cette époque.

tentirent de plaintes patriotiques. On reprochait au roi de laisser le plus possible vacantes les grandes magistratures nationales, de placer toutes les administrations entre les mains des Allemands, et de livrer les commandements militaires à des étrangers qui étaient pour le pays des fléaux plutôt que des défenseurs. On votait d'énormes impôts pour les blessés, pour le rachat des captifs, pour la continuation de la guerre, mais on repoussait toutes les lois dirigées contre les protestants, et l'on s'indignait à l'idée de voir l'archiduc Maximilien succéder à son père en vertu de l'hérédité. Ferdinand termina son règne par deux actes qui semblaient consolider sa dynastie. Busbeck conclut (1562) un traité de paix avec la Porte sur la base de *l'uti possidetis*, non sans un présent annuel qui était un tribut déguisé. L'Empereur obtint aussi l'élection et le couronnement de son fils, et ne tarda pas à mourir (1564). Les circonstances n'avaient pas permis à la Hongrie de profiter des qualités réelles de ce prince intelligent et modéré.

Le nouvel empereur-roi Maximilien causa de nouvelles déceptions, et son règne assez court semble un abrégé de celui de son père. Le seul fait très-important est le nouveau siége de Sziget, défendu par l'héroïque Zrinyi (1566). La paix était mal observée de part et d'autre, elle finit par être ouvertement rompue. Soliman, vieilli, torturé par la goutte, se fit transporter en litière, à petites journées, vers cette place de Belgrade qui avait vu, quarante-cinq ans plus tôt, le premier triomphe de sa brillante et vigoureuse jeunesse. Son protégé Jean-Sigismond et Guillaume d'Aube, envoyé de Charles IX, vinrent le complimenter. Bientôt il commença en personne le siége de Sziget, si bien dirigé par son lieutenant Sokolli que les défenseurs devaient renoncer à tout

espoir. Zrinyi le comprit bien, il drapa son sacrifice de pourpre orientale, avec un héroïsme à la fois fastueux et tranquille, digne de fixer les regards de la postérité. Il fit tendre les bastions de drap rouge, recouvrir la tour principale de plaques d'étain resplendissantes au soleil de septembre, brûla les maisons, établit des batteries sur leurs décombres. Au bout de quinze jours, Soliman émerveillé lui fit proposer de le nommer souverain de la Croatie, et sur son refus, jeta dans le fort aux abois des lettres écrites en magyar, en croate, en allemand, pour diviser la garnison. Rien n'y fit, Soliman ne devait pas voir Sziget prise, un accès de sa maladie mit fin à son long règne, et comme il fallait que le secret fût gardé dans l'armée, Sokolli fit étrangler le médecin.

Le moment était venu où la tour renfermant les poudres était la seule partie encore debout de la forteresse tout entière. Alors Zrinyi se fit revêtir par son valet de chambre d'un magnifique habit de soie au lieu de cuirasse, mit sur sa tête un bonnet de fourrure brodé d'or surmonté de plumes de héron et orné d'un diamant énorme, se passa autour du cou une chaîne d'or, mit dans sa poche cent ducats pour qu'on trouvât quelque chose sur sa dépouille, et brandissant un sabre de luxe il marcha contre l'ennemi, précédé de son porte-drapeau et suivi de ce qui lui restait de braves. Quelques instants après tous succombaient, mais la poudrière tua par son explosion trois mille des vainqueurs. L'armée ottomane reprit le chemin de Belgrade; les chefs semblaient prendre des ordres auprès du cadavre de Soliman couché dans sa litière. Enfin Sokolli prévint le prince héritier, et les lecteurs du Coran firent retentir le verset lugubre : « Tous les hommes ont leur heure dernière; l'Éter-

» nel seul n'est point dompté par le temps, ni dompté par » la mort ». L'armée entière gémit. Le plus grand des Sultans, le dernier qui vaille la peine que l'on retienne son nom, venait de mourir. La lente décadence de son Empire allait commencer avec la première insubordination des janissaires. Les rénégats commençaient à jouer un grand rôle; l'un d'eux, Piale-Pacha, était un hongrois.

Toutefois cette décadence ne devait pas se faire sentir de longtemps en Hongrie. Maximilien fut obligé de négocier deux fois la paix, en 1567 et en 1576, toujours en comblant de présents les visirs, et en payant un tribut à peine déguisé. Lorsque mourut Jean-Sigismond, la Porte n'en conserva pas moins son influence en Transylvanie. Un seigneur éminent par son caractère comme par la gloire de sa famille, Étienne Báthory fut investi de la principauté par la diète des trois nations. Il demanda et obtint la confirmation royale, mais il n'en fut pas moins obligé de subir la suprématie et quelquefois la protection de la Sublime-Porte. Lorsque le dernier des Jagellons eut expiré, lorsque la nouvelle de la mort de Charles IX eut rappelé de Varsovie le duc d'Anjou, roi éphémère de Pologne, Báthory se trouva, pour la possession de ce trône glorieux, le concurrent de la maison d'Autriche (1575). Ce furent alors ses bonnes relations avec les Turcs qui assurèrent son élection, ainsi que son mariage avec Anne Jagellon, la diète polonaise tenant à éviter la guerre. Les envoyés de Maximilien restèrent impuissants, et la colère de leur maître complètement inutile. L'Empereur-roi mourut peu après cet échec (1576). Il ne laissait pas de trop mauvais souvenirs dans le Royaume, dans la partie de la Hongrie qu'il avait réellement gouvernée; ses successeurs se sont chargés de recommander sa

mémoire, comme Domitien celle de Titus. Cependant les diètes supportaient avec peine les discours allemands de ce souverain dans lequel on avait espéré un roi national; et les protestants, chaque jour plus nombreux, s'étonnaient de voir un prince, très-suspect dans sa propre famille de sympathies pour la Réforme, refuser une situation légale au culte protestant. Le moment est venu pour nous d'exposer l'état intérieur du pays, au point de vue religieux, politique et littéraire, vers le milieu et dans la seconde moitié du seizième siècle.

CHAPITRE III

ÉTAT DU PAYS AU TEMPS DE L'OCCUPATION TURQUE ET DE LA RÉFORME (MILIEU ET SECONDE MOITIÉ DU SEIZIÈME SIÈCLE).

Pour comprendre l'occupation turque au seizième, et même au dix-septième siècle[1], il faut se souvenir des principes musulmans sur la guerre ou la paix. L'islam est une loi belliqueuse et une loi de prosélytisme : tout peuple infidèle est par ce fait ennemi, de sorte que pour le combattre tout moslim doit s'armer sans espoir de solde, et que pour faire naître la guerre, il n'est pas besoin d'une difficulté politique.

Toutefois les peuples du Livre, chrétiens et juifs, sont mieux traités que les païens, à condition de payer l'impôt ; le pays chrétien qui s'y refuse perd le bénéfice de cette

1. La première partie de ce chapitre est un résumé de l'excellent ouvrage de M. Salamon sur l'occupation turque, *Magyarország a Török hoditás Koraban*, Pesth 1864, particulièrement des chapitres VIII-XIV. L'auteur s'appuie constamment sur les documents de toute espèce que fournissent soit les recueils précédemment connus, soit les archives jusque-là inexplorées des comitats. L'Académie a entrepris, sous le titre de *Török-Magyar Emlékek*, la publication d'une série spéciale des *Monumenta*, série qui comprend aujourd'hui huit volumes, et dont s'occupent M. Szilágyi et le M. le Pasteur Szilády.

exception religieuse, il doit être ravagé, et ses habitants réduits en esclavage. Aussi voyons-nous Ferdinand obligé de payer trente mille pièces d'or, plus que le prince de Transylvanie qui n'en paie que dix mille : les sujets de l'une comme de l'autre contrée devant racheter ainsi leur liberté et leurs biens. Cela ne veut pas dire que Ferdinand devienne, comme Jean-Sigismond, personnellement vassal de la Porte; il reste malgré son présent d'honneur, un souverain indépendant d'Occident. Il est obligé, comme le seront ses successeurs immédiats, d'entretenir pour les réclamations ordinaires, qui ne sont que trop fréquentes, un résident permanent, et d'envoyer tous les cinq ans ou tous les huit ans des ambassades spéciales et très-coûteuses pour le renouvellement de la paix, toujours accordée comme une grâce.

Les Turcs passent généralement pour des observateurs scrupuleux de leur parole, et les guerres que nous avons racontées en fournissent plus d'une preuve. Mais souvent aussi cette réputation était démentie par les faits. Un traité de paix régulier n'empêchait pas, sur bien des points, une attaque brusque, un pillage ou un massacre. L'avidité des chefs inférieurs en était sans doute la cause la plus fréquente. En 1584 une avant-garde turque traverse une petite ville du comitat de Gömör; elle réclame une partie de l'impôt et n'en donne pas quittance. Arrive le beg qui ne tient compte de cette avance, et déclare que si la somme entière n'est pas payée à tel jour, il fera de la ville un désert. Les habitants ne prennent pas cette menace au sérieux. Le jour indiqué, toute la population est rassemblée et dirigée de force sur la Turquie.

La transplantation d'une cité entière était chose exceptionnelle, mais les enlèvements de jeunes gens et d'enfants

étaient chose ordinaire. Les archives des comitats sont remplies de pièces qui attestent ce fait; lorsqu'un enfant était enlevé, la famille devait le racheter sous peine de ne jamais le revoir, et lorsque la famille était trop pauvre, le comitat le rachetait souvent de ses deniers. Au fond les Turcs préféraient encore la proie humaine à l'argent. Ils avaient besoin des enfants hongrois pour le sérail et pour le recrutement de l'armée : ne voit-on pas que la seule guerre contre les Perses exigeait des levées dont le total s'élevait à six cent mille hommes? C'était une tradition ancienne que les janissaires fussent recrutés parmi les enfants chrétiens; séparés à jamais de leur famille, fanatiques de leur religion nouvelle, chastes et sobres, vrais templiers musulmans, ils étaient le plus solide appui de la conquête.

Ils étaient aussi l'élément le plus sérieux de l'occupation. Les clés des grandes villes leur étaient confiées; ils les gardaient au nombre de cent ou de deux cents, quelquefois davantage : à Bude ils se sont trouvés une fois douze mille. La cavalerie et l'artillerie des timarlis complétaient les forces régulières. Mais il y avait malheureusement des troupes toutes différentes, qui étaient un fléau pour le pays : les soldats irréguliers établis dans des baraquements sur les frontières du territoire occupé, et les nomades vivant çà et là de pillage et de maraudes. L'armée ottomane était remarquable par la division des services, qu'elle a longtemps pratiquée mieux que toute armée européenne; les troupes légères dressées spécialement pour servir d'avant-gardes, d'éclaireurs, de coureurs, préparaient merveilleusement la victoire. Du reste tout prouve que les Turcs n'ont jamais voulu faire servir la Hongrie à un autre objet que l'occupation militaire ; ils n'ont jamais voulu s'y établir à demeure,

y trouver une patrie; leurs colonies même n'ont jamais été que de petits camps.

Ils étaient donc « campés en Hongrie » encore plus qu'ils n'étaient « campés » sur la rive européenne du Bosphore. Cela n'empêchait pas certaines villes de devenir des villes turques par la force des choses. L'émigration et la guerre dépeuplant plusieurs cités, une population ottomane, rare, paresseuse et assez misérable, en prenait naturellement possession. Bude par exemple finissait par ressembler à certaines bourgades actuelles de la Bulgarie. Les ambassadeurs et d'autres témoins[1] qui traversèrent à diverses époques cette capitale autrefois si brillante, y remarquèrent les affreux progrès de la négligence et de la saleté. Pourquoi rebâtir ou réparer des maisons que l'on quitterait bientôt pour aller combattre? Pourquoi s'opposer à la destruction des choses qui est écrite dans le destin? Rebâtir était devenu un acte presque séditieux et impie : on n'en obtenait parfois la permission qu'en faisant des démarches à Constantinople. Les animaux nettoyaient seuls les rues. Beaucoup d'édifices n'avaient plus que les murs extérieurs. Les marbres rouges qui bordaient jadis les fenêtres du palais étaient entassés dans un coin, et parfois surmontés d'une tête coupée plantée sur une pique.

Le système économique de l'occupation était assez compliqué. L'impôt — présent, longtemps payé par les souverains chrétiens, — n'acquittait point ceux de leurs sujets qui avaient passé sous la domination ottomane. Ils devaient payer un impôt direct appelé *kharadz*, composé de trois

1. M. Salamon cite, outre le savant Busbeck, Gerlack en 1573, Schweig en 1576, Bocatius en 1605, Leslie en 1666.

éléments : la capitation, l'impôt sur la propriété foncière, et l'impôt sur le revenu du sol. Cette contribution principale[1], assez légère au temps de Soliman, beaucoup aggravée depuis, ne dispensait pas de l'impôt du cinquième[2], regardé par les vainqueurs comme une sorte de rançon de ce qu'ils laissaient aux vaincus. Il y avait encore des exactions variées tels que les *avaris*, et les produits des douanes. En revanche les chrétiens ne payaient pas la dîme musulmane, insuffisante compensation, et ce qui était plus sérieux, ils possédaient la pleine propriété héréditaire de leurs champs, tandis que les musulmans campés en Hongrie ne recevaient que des fiefs. Hélas ! tout n'était pas dit lorsqu'on s'était mis en règle avec tant d'exigences régulières et légales pour conserver ce qu'on pouvait avoir de biens. Après le gouvernement, il fallait satisfaire le visir, le pacha, le defterdar, le kadi, le janissaire, brigandage organisé que les lois ottomanes semblaient réprimer sévèrement et ne réprimaient guère ; d'ailleurs un pacha étranglé faisait-il grand bien aux contribuables ?

Le mieux était encore de payer le plus distinctement possible les différents impôts ; lorsque sous prétexte de simplifier, les autorités ottomanes les réunissaient en un seul, on pouvait s'attendre, une fois payé cet impôt soi-disant unique, à une série d'interminables exactions. Les plus malheureux étaient peut-être les Hongrois établis près des frontières, étendues, compliquées, souvent remaniées par les traités qui séparaient les deux dominations. Ces frontières étant

1. Appelée dans les documents nationaux le *császár adója*, l'impôt impérial.

2. Le *pendzik* des Persans, l'*ispendje* des Osmanlis.

toujours mal délimitées, certains villages étaient exploités tour à tour par les régiments autrichiens et par les Turcs. L'amour de l'argent faisait fléchir, d'une façon parfois comique, la rigidité musulmane : le couvent des capucins de Székheny possédant des domaines considérables, le pacha eut l'idée ingénieuse de se proclamer gardien des capucins, et de toucher ainsi, avec une apparence de légalité, les revenus du monastère[1].

Chacun sait que les conquérants musulmans, quelle que fût d'ailleurs leur tyrannie, ont toujours laissé une autonomie assez étendue aux populations chrétiennes dans les pays qu'ils occupaient. La Hongrie ne faisait pas exception[2] ; elle fournit même une occasion précieuse d'étudier, sous ce rapport, les coutumes ottomanes. Le territoire était partagé en vingt-cinq *sandchaks*, groupés un peu plus tard (1610) en quatre eyalets, ceux de Bude, d'Erlau, de Kanizsa, de Temesvár; mais les vainqueurs, tout en faisant usage pour eux-mêmes de ces circonscriptions, n'avaient garde de supprimer le comitat, dont ils avaient fort bien observé l'importance dans la vie politique et sociale des vaincus. Jamais le comitat n'a joui, plus qu'à cette époque, de l'indépendance qui lui était chère; ses conseils, comme les conseils des églises protestantes, délibéraient sous des menaces continuelles, mais enfin ils délibéraient, l'idée ne venait point de

1. Tradition locale que nous avons recueillie dans une visite à ce monastère, où l'on montre encore les salles occupées par les Turcs.

2. Verancsics va jusqu'à s'écrier hyperboliquement (IX, 150) : Hungaros.... ipse Turca defendit et conservare nititur, soli ipsi Hungari Alemannis juncti, in se ipsos sœviunt.., melioremque ac æquiorem Turcam in se habent, quam se ipsos.

les interdire. Les Turcs pratiquaient entre eux leurs institutions judiciaires, mais ils les gardaient pour eux, et respectaient celles des chrétiens. Ils ne leur demandaient aucun service militaire, en dehors de l'exécrable mais irrégulier tribut que constituaient les enlèvements d'enfants; les adultes qui entraient dans l'armée musulmane le faisaient de leur plein gré. La seigneurie avec ses différents droits, même le droit de justice, était également respectée, mais les ottomans ne lui reconnaissaient pas la même importance qu'au comitat, lequel leur rappelait sans doute le régime des tribus asiatiques.

Du reste, entre les deux peuples aucun rapport de société : deux religions qui produisent de telles différences, non-seulement dans les croyances mais dans les coutumes et dans la vie de tous les jours, séparent plus profondément que les fleuves et les montagnes. Les mariages entre Hongrois et Turcs étaient très-rares; ils ne pouvaient avoir ieu que dans le cas où une fille chrétienne, poussée au désespoir par la misère, consentait à se faire musulmane. Les mariages mixtes dans le sens ordinaire de ce mot étaient impossibles. Les vêtements même restaient entièrement distincts, malgré la ressemblance fortuite de certains uniformes dans les deux camps. L'Osmanli, fier et morose, aurait regardé comme une humiliation de voir les vaincus imiter son costume; nul chrétien n'était autorisé à porter le turban, et ceux qui l'avaient mis une fois, ne fût-ce qu'en plaisantant, se voyaient convertir de force à l'Islam.

Telle était la condition, à beaucoup d'égards misérable, des Hongrois du territoire occupé. Ceux de la Hongrie royale étaient obligés par ce voisinage à vivre sur un pied de guerre presque continuel. Le système militaire des bande-

ria, florissant au quatorzième et au quinzième siècles, était déjà en pleine décadence [1] avant la bataille de Mohács, et l'épiscopat militaire avait fait son dernier effort dans cette journée funeste. Du roi, des évêques et des grands seigneurs laïques qui se partageaient autrefois la direction des armées, les derniers restaient seuls à la tête des forces magyares. Quant à la royauté, elle était surtout représentée par des troupes étrangères, par des régiments italiens, allemands ou espagnols, qui faisaient quelquefois regretter les Turcs aux populations foulées par elles. Entre ces deux éléments militaires des armées chrétiennes, les nationaux et les étrangers, commençait une longue rivalité qui a produit plus d'une tragédie, et que l'on retrouverait encore dans les modernes armées autrichiennes. La défense nationale, le *honvédelem*, était moins savante et moins bien organisée que les troupes étrangères, mais elle était remplie de fougue et d'héroïsme, comme le prouve, parmi cent autres faits glorieux, la défense d'Erlau ou de Sziget. Les circonstances rendaient impossible une direction unique du honvédelem. Les diètes constatèrent la nécessité de laisser chaque comitat du territoire royal libre de le recruter comme il l'entendait, droit reconnu formellement par des lois de 1547 et de 1563. Il en résultait des expéditions particulières, et des expéditions entreprises par des confédérations de comitats.

Dans la Hongrie royale, dans la Hongrie turque, dans la principauté de Transylvanie, la Réforme s'était répandue et avait fait de grands progrès, après des débuts lents et obs-

1. M. Salamon remarque dans son chapitre VIII, que cette décadence a été faussement attribuée à l'action de la Réforme, puisque la Diète de 1521, qui brûlait les premiers luthériens de Hongrie, y a notablement contribué.

curs[1]. Les restes mal extirpés du hussitisme, les préoccupations temporelles du haut clergé, l'ignorance du bas clergé, y prédisposaient les esprits. Dès 1515, l'évêque Gosztonyi s'était inquiété du marasme religieux, et dans l'espoir d'y porter remède, était entré en correspondance avec un docteur de l'Université de Paris, Josse Clichtov : « Bien peu de prêtres, lui écri- » vait-il, comprennent exactement ce qu'ils lisent et ce qu'ils » chantent ». Le théologien français se montrait également effrayé de « cette redoutable maladie qui déjà s'étend au loin » et a presque envahi la chrétienté, car... si l'on ne com- » prend pas le sens des paroles qui s'adressent à Dieu, l'es- » prit de celui qui prie demeure oisif, et il ne fait aucun ef- » fort pour s'élever vers le Seigneur[2] ». Clichtov rédigea donc une explication des hymnes de l'Église pour l'envoyer à Gosztonyi, mais rien n'indique que ces efforts ou d'autres tentatives de réforme intérieure aient produit aucun résultat. Il régnait dans le pays un sentiment de malaise et d'attente qui se fit jour lorsque furent connues en Hongrie les propositions de Luther.

Même avant la complète rupture du moine saxon avec la cour de Rome, mais surtout après cette rupture, les bûchers

1. La littérature et l'historiographie protestantes en Hongrie forment tout un cycle que nous ne pouvons faire rentrer dans une histoire générale. Bornons-nous à indiquer la Bibliothèque de l'Académie et surtout la Bibliothèque du Collége réformé de Debreczin comme de précieuses collections, et à citer les ouvrages suivants : *Historia Ecclesiæ reformatæ in Hungaria* par Lampe, Trajecti ad Rhenum, 1728, in-4°. — *Geschichte der evangelischen Kirche in ungarn*, Berlin 1854, anonyme. — *A Magyar Protestans Egyház Történelem*, par M. Balogh, Debreczin 1872, renfermant une bibliographie complète de l'œuvre de Melius.

2. Collection Herminjard, t. I, p. 20.

s'élevèrent en plusieurs villes pour le châtiment des nouveaux Hussites; ils ne purent arrêter les nombreux Allemands établis dans le pays, mineurs de Transylvanie, professeurs des écoles de la capitale. Bientôt le roi Louis II et le haut clergé obtinrent de la diète de 1525 des lois nouvelles condamnant les hérétiques au feu et à la confiscation de leurs biens. Trois causes fort différentes entravèrent la persécution. La rivalité croissante des nobles et des évêques disposait les grandes familles à partager les doctrines de Wittemberg plutôt qu'à les étouffer. La reine Marie, et du vivant de son époux et dans les premiers temps de son veuvage, donnait de grandes espérances aux partisans de la Réforme, ainsi que son confesseur Jean Henckel; Luther envoyait des psaumes traduits à cette reine chasseresse, qui portait jusque dans le fond des forêts un Nouveau Testament. La bataille de Mohács et le partage du royaume se trouvèrent favorables au luthéranisme : les deux anti-rois commencèrent bien par rivaliser de zèle contre les hérétiques, et même Verböczy, le principal appui de Zápolya, les haïssait beaucoup plus que Ferdinand, suspect de sympathie pour la Réforme; mais tous deux se virent peu à peu contraints à des ménagements. Quant aux musulmans, ils méprisaient sans doute les deux communions; il faut même remarquer qu'ils ont brûlé de grands colléges protestants, envahi des temples pendant le culte, retenu dans une dure captivité des pasteurs comme des laïques de la nouvelle Église; toutefois la politique ottomane était intéressée à maintenir l'équilibre, dans une tolérance relative, entre catholiques et protestants.

C'est dans la période de 1531 à 1548 que le luthéranisme s'est établi solidement dans une partie de la population alle-

mande et de la population magyare. Les Saxons de Transylvanie venaient de l'adopter avec une énergie intolérante poussée jusqu'à l'exclusion des catholiques de la cité d'Hermanstadt. L'homme le plus remarquable de cette région fut Jean Honter, qui pendant un quart de siècle déploya dans Cronstadt sa patrie, toutes les qualités du pasteur et de l'homme d'État; sous sa direction la civilisation germanique de ces vallées fleurit avec une nouvelle vigueur; là comme dans d'autres pays, la lecture de la Bible, devenue le premier devoir du fidèle, enfantait ou multipliait les écoles élémentaires. Ce mouvement était généralisé dans la Hongrie proprement dite par le premier réformateur magyar de race et de langue; Mathias Dévay, un ami personnel de Luther, ancien étudiant de Wittemberg, faisait sa devise de cette pensée : « Sans la foi l'homme ne peut pas plus faire de » progrès que la plante sans soleil ne peut verdir ». Les succès de Dévay le firent d'abord persécuter par les deux rois. Zápolya le jeta dans un cachot de Bude où se trouvait déjà, pour un menu délit, le maréchal des écuries royales. Le luthérien convertit si bien à ses idées son compagnon de captivité que celui-ci, rentré en grâce, refusa de l'abandonner, et que le roi touché de ce dévouement, leur ouvrit à tous deux la porte de la forteresse.

Un peu plus tard Dévay, prêchant sur le territoire de Ferdinand, fut arrêté et conduit dans les prisons de Vienne. Comme plusieurs autres ministres protestants de cette époque incarcérés pour le même motif, il dut subir une discussion religieuse avec les autorités ecclésiastiques. Dans cette première période au moins, le haut clergé, surpris et comme étourdi par les progrès de la nouvelle croyance, se montrait inférieur dans la controverse. Ferdinand remit en liberté

Dévay qui retourna dans la basse Hongrie, et traduisit en langue magyare les épîtres de Saint-Paul. Il se montra plus favorable encore au pasteur Szantai, qui avait dans son procès soutenu avec beaucoup d'énergie la communion sous les deux espèces, opinion tellement chère à Ferdinand qu'il pratiquait ainsi l'eucharistie dans la chapelle de son palais. On pourrait citer d'autres exemples de tendances protestantes dans le camp et même dans le clergé catholiques. Verancsics, qui devait pourtant arriver au siége primatial, disait pendant son séjour à Paris, lorsqu'on le croyait gravement malade : « Je ne veux ni messes ni pompe sépulcrale. » Tout ce qu'il me faut, c'est de mourir dans le Seigneur ». Il écrivait des distiques remplis d'admiration sous un portrait de Mélanchthon[1].

Cependant plusieurs grandes familles, telles que les Nádasdy, les Perényi, les Magocsi, devenaient protestantes et presque aussitôt établissaient des écoles dans leurs domaines. Sous ces protections puissantes, l'imprimerie pouvait répandre librement, avec la Bible, des traités de controverse rédigés souvent dans la langue magyare, qui devenait la langue du culte public malgré le soin qu'apportaient les réformateurs à l'enseignement des langues anciennes. Nous avons vu que les diètes, à partir de 1548, repoussèrent toute loi de persécution. D'autres assemblées, d'un caractère religieux, tenues de 1545 à 1558, organisèrent l'Église Évangélique de Hongrie sur les bases de la Confession d'Augsbourg. Les rapports étaient encore fréquents avec les grands docteurs luthériens. Les jeunes théologiens hongrois de cette Église allaient volontiers terminer à Wittemberg leurs

1. Szalay, *Adalékok*, 157.

études commencées à Soprony ou à Temesvár[1]. Mélanchthon suivait avec attention les progrès de la Réforme en Hongrie et correspondait avec ses principaux représentants. Dans les dernières années de sa vie, son esprit conciliant s'appliqua à ménager de bons rapports entre l'Église luthérienne et la naissante Église réformée magyare.

Le calvinisme en effet, depuis le milieu du siècle, faisait de rapides progrès dans le vrai pays magyar du bassin de la Theiss, dont il est encore aujourd'hui comme la religion nationale. Bientôt il avait à combattre les progrès de l'Unitarisme, importé de Pologne en Transylvanie par le médecin Blandrata, prêché par l'éloquent pasteur François David, et adopté par le prince Jean-Sigismond[2]. Cette fois il ne s'agissait plus de simples nuances d'interprétation sacramentaire, ou de différences secondaires dans l'organisation ecclésiastique, comme celles qui divisaient les deux grandes communions protestantes, appuyées toutes deux sur la double base de l'autorité de la Bible et de la justification par la foi en Christ rédempteur. Il y allait cette fois de toute la dogmatique de la Réforme. La lutte de Calvin et de Servet se renouvelait dans ces régions lointaines, non par des procès, mais par de grandes discussions telles que celle de Várad en 1569. La protection princière assura la liberté des uni-

1. M. Révész, qui connaît à fond l'histoire du protestantisme national, a fait des recherches sur les étudiants hongrois à Wittenberg. Les querelles, violentes à la fin du siècle, entre luthériens et calvinistes, ont dispersé en partie cette colonie. Les théologiens calvinistes allèrent surtout à Utrecht, à Heidelberg et à Genève, où le *Livre du Recteur* a conservé beaucoup de noms magyars.

2. V. un travail d'Ath. Coquerel, les *Chrétiens unitaires de Transylvanie*, dans la *Revue politique et littéraire* du 1er nov. 1873.

taires, et en 1571, l'année même de la mort de Jean-Sigismond, la diète transylvaine reconnaissait l'égalité des quatre religions du pays, catholique, luthérienne, réformée et unitaire, charte fondamentale qui a permis au groupe unitaire de Kolozsvár et des environs, malgré bien des causes ultérieures de décadence, d'offrir encore aujourd'hui le spectacle d'une petite Église florissante et instruite.

Mais il faut revenir à la grande Église réformée magyare. Debreczin en fut la Genève, et le pasteur Melius le Calvin (1558-1572). Avec son vaste collége doublé d'une sorte d'Université, avec ses imprimeries, sa bibliothèque, sa maison consistoriale, ses vastes temples, son conseil énergique, Debreczin justifiait cette comparaison; elle s'efforçait aussi de justifier ses modernes armoiries, la Bible ouverte sur laquelle l'Agneau symbolique pose ses quatre pieds[1]. Pierre Iuhász, qui traduisit son nom en celui de Melius[2], n'a été ni le premier ni le seul, mais bien le plus grand organisateur de la Hongrie réformée. Comme Calvin, dont on l'a souvent rapproché, il a consumé sa vie dans les travaux de la nouvelle Église, et il est mort à trente-six ans, bien plus jeune que le réformateur de Genève, dévoré par la triple ardeur de la lutte, de la science et de la foi.

Cette courte existence a été plus que remplie : à peine Melius, âgé de vingt-cinq ans, avait-il succédé au savant juriste Kalmancsai, premier pasteur de Debreczin, qu'il dédiait au conseil de la cité une série de discours sur l'épître aux Colossiens, et aux négociants de la même ville des ser-

1. M. Szücs a écrit un livre intéressant sur l'histoire de Debreczin, *Sz. K. Debreczen Város Történelme*, Debreczen 1870, 3 vol.

2. *Iuhász* en magyar signifie berger, et *mélon* en grec brebis.

mons sur la médiation de Christ. La bourgeoisie marchande, qu'il voulait pénétrer de ses doctrines, ne lui faisait pas négliger les familles nobles : il fêtait le retour de Gaspard Magocsi, délivré de sa prison turque, en lui offrant une collection de discours prononcés d'après les apôtres, les prophètes et quelques-uns des Pères. Il traduisait toujours sur le texte, latin, grec ou hébreu ; il traduisit des livres entiers du Nouveau Testament, non-seulement pour faire toujours plus passer dans la pratique l'usage religieux de la langue vulgaire, mais pour donner l'exemple du travail intellectuel, qu'il regardait comme un devoir chrétien.

Dans ses nombreux écrits, comme dans sa vie pastorale, il s'occupait non-seulement du culte public, mais des visites aux affligés et aux malades, de la famille « dont le chef est le pasteur naturel », de la patrie, qui devait former une grande famille chrétienne. A ses yeux Dieu était le seul vrai souverain de tous les pays, et un peuple qui n'a pas l'amour et la crainte de Dieu était un peuple condamné et perdu. Ne croyons pas toutefois qu'il envisageât avec un désespoir chagrin les malheurs de la Hongrie. Il faisait précéder un recueil de sermons sur saint Jean, prononcés pendant une invasion terrible, d'une invocation confiante adressée au Dieu puissant par « le pauvre et indigne pasteur des » brebis de Debreczin ». Melius trouvait encore le temps de composer des chants sacrés, de former un grand herbier avec classification des plantes, et de prendre une part active à toutes les discussions. Sa polémique la plus importante a été dirigée contre les unitaires : c'est elle qui l'a mis en rapport avec Théodore de Bèze. Le successeur de Calvin le félicitait d'avoir composé des ouvrages extrêmement utiles à l'Église; il priait Dieu « de bénir toujours plus les efforts

» de Melius pour faire triompher le Christ de tous ses blas» phémateurs[1] ». Lorsque le pasteur de Debreczin mourut d'épuisement précoce après tant de travaux, Théodore de Bèze le qualifia « d'athlète vigoureux, digne d'une mémoire » éternelle »; il appelait cette mort prématurée « une grave » blessure pour toutes les Églises[2] ». Le conseil de Debreczin, avec une austère simplicité, notait sur ses registres la mort de Melius « grand savant digne de respect », et tous les citoyens témoignaient jusqu'au bout les plus grands égards à sa veuve et à ses deux filles.

La réforme d'origine française marquait fortement son influence, non-seulement sur Melius et ses amis, mais sur les grandes assemblées de l'Église magyare. La plus importante fut le synode national de Debreczin (1567), où se réunirent les délégués des dix-sept circonscriptions synodales et qui prit des résolutions directement inspirées par la Confession de foi et la Discipline de l'Église réformée de France [3]. La doctrine était exposée en soixante-quatorze articles « tirés, » disait-on, de la Parole de Dieu et de la loi naturelle pour » conserver l'ordre dans l'Eglise et former la vie chrétienne » dans toutes les choses nécessaires ». La préface déclarait que dans les cérémonies comme dans l'exposition des croyances, les Églises du Christ ont toujours usé de liberté, et qu'il faut louer ceux qui savent améliorer l'enseignement de la Parole de Dieu. Sans doute, ajoute-t-elle, la liberté

1. *Epistolæ theologicæ Theodori Bezæ*, Genevæ 1573, p. 207.

2. Lampe, p. 268 et 272. — Les lettres de Melius à Bèze n'ont pas été retrouvées.

3. V. une lettre de Bèze dans le Recueil Bretschneider p. 143. — On a imprimé à Genève beaucoup de livres hongrois, dont la plupart ont à peu près entièrement disparu.

consiste à améliorer avec le Christ, et non pas sans lui, et il faut demeurer fermes sur les branches vitales de la foi; mais « nous ne rougissons pas d'étudier toujours et d'en-» tendre toujours de meilleures choses... Nous reconnais-» sons la faiblesse de notre esprit et la nécesité de progrès » continuels ».

Le progrès, c'est bien là la force qui soutenait la Hongrie au milieu des plus cruelles épreuves. La Réforme créait véritablement la littérature nationale, et parmi ses partisans, et parmi ses adversaires, qui devaient, surtout dans l'âge suivant, lui emprunter ses armes intellectuelles pour lui résister. La langue magyare parvenait à une existence régulière et scientifique avec les travaux de Dévay sur l'orthographe, et la grammaire d'un autre réformateur, Erdösi[1]. Verancsics commençait à comparer le hongrois à d'autres familles de langues. Les traductions de la Bible, les cantiques, les ouvrages de controverse et les sermons, étaient, dans cet âge de ferveur, l'usage le plus ordinaire de l'idiôme national. A côté des noms précédemment cités il faut placer celui de Heltai grand traducteur, celui de Magyari, prédicateur qui ne redoutait pas de traiter en chaire des sujets politiques, et d'accuser l'irréligion, les rivalités, les persécutions, les violences, des misères de la patrie. Aux mystères du moyen-âge André Batizi faisait succéder l'épopée biblique, et Melius lui-même composait un poème sur le vrai Dieu[2].

1. En latin Sylvester Pannonius. — Sa grammaire a été publiée par l'Académie (1866), en tête d'une collection intitulée *A régi magyar nyelvészek*. Nous résumons ici l'*Irodalom Története* de M. Toldy, p. 33-59.

2. Comme poème latin, citons celui de Schesæus : *Ruinæ pannonicæ libri quator*, réimprimé en 1797 à Hermanstadt (Cibinii), d'après une édition de Wittenberg de 1581.

Les événements qui se passaient en Hongrie formaient eux aussi une douloureuse épopée; ils inspirèrent des poètes appartenant aux divers partis et aux deux religions, entre autres Sébastien Tinódy[1] et le noble Valentin Balassa. La prose historique commençait avec le prélat Verancsics et les pasteurs Heltai et Székely[2]. Le roman et la poésie légère avaient d'assez nombreux représentants qui sont depuis tombés dans l'oubli. Les sciences proprement dites commençaient à poindre, et Melius était le fondateur de la botanique magyare. La Hongrie du seizième siècle vivait donc d'une véritable vie intellectuelle et religieuse, dont le souvenir mérite de ne pas périr.

1. Des vers de Tinódy sont déjà cités par Katona, t. XXI, p. 849 et 925.

2. Ces deux dernières chroniques ont été publiées dans une petite collection intitulée *Ujabb nemzeti Könyvtár*, Pesth 1852.

CHAPITRE IV

LA RÉACTION AUTRICHIENNE ET LES PRINCES DE TRANSYLVANIE (1576-1648).

Les dernières années du seizième siècle sont peu importantes par elles-mêmes; elles offrent, avec une phase sanglante mais monotone de la guerre turque[1], le prologue du long drame joué par la nation magyare entre l'Autriche et la Porte, entre le Jésuite et le Moslim, pendant le siècle suivant, et dont les princes de Transylvanie ont été souvent les héros.

L'Empereur Rodolphe était un élève de l'Escurial, mais très-inférieur à son maître et parent Philippe II. Il avait de ce sombre prince, le fanatisme et le caractère morose, mais il n'avait pas ses habitudes laborieuses et sa force de volonté. Il s'est rendu célèbre par son goût pour les sciences occultes et par l'indolence entêtée de son gouvernement.

1. Hammer, livres XXXIX à XLII : les derniers livres d'Istvanfi sont sa principale source. Ces mêmes faits de la guerre turque ont été racontés par notre historien de Thou (Thuanus) avec les plus grands détails. Horváth reste pour cette période, comme pour les périodes plus récentes, le meilleur ouvrage écrit au point de vue hongrois. Mais nous aurons à citer plusieurs documents imprimés ou inédits, choisis entre beaucoup d'autres.

Du premier coup il déplut profondément à ses sujets de Hongrie qui n'ont jamais aimé les taciturnes, et lui-même, dès qu'il parut au milieu d'eux, les prit en aversion. Le système de pression et d'ingérence étrangère, à la fois par l'administration et la soldatesque, fit de rapides progrès, et lorsque fut convoquée la Diète de 1582, on ne croyait plus aux promesses royales, on voulait des garanties; on voulait aussi que les relations avec la Turquie, au lieu d'être réglées par des ministres et des ambassadeurs étrangers, parfois mal choisis, qui faisaient souffrir la Hongrie de leurs étourderies ou de leurs caprices, fussent confiées au moins en grande partie à ces braves Magyars toujours armés contre le grand ennemi. L'assemblée retentit des discussions les plus violentes, et Rodolphe fut effrayé, scandalisé même, des invectives dirigées contre son autorité. Il se retira en refusant de faire élire un palatin, et depuis il ne vit jamais la Hongrie, qui resta vingt-cinq ans privée de la personne souveraine: longue absence bien faite pour aigrir les esprits contre la maison d'Autriche.

La Diète n'en avait pas moins obtenu quelques concessions momentanées, et en avait fait une condition expresse du vote de l'impôt. Mais Rodolphe convoqua le moins souvent possible ces assemblées qui lui étaient odieuses, et profita des ravages continuels des Turcs pour abréger ou annuler leurs délibérations. Lorsque le trône de Pologne se trouva de nouveau vacant, et que la diète de Pologne écrivit à celle de Hongrie pour la prier de ne pas soutenir la candidature de l'archiduc Maximilien (1587), le ton de la réponse prouva l'inimitié croissante qui séparait la nation de son roi. Seulement les nécessités d'une longue guerre firent consentir la Hongrie royale à tous les sacrifices.

Cela ne diminuait point son irritation, cela ne l'empêchait pas de voir que Rodolphe, très-différent par ses opinions religieuses de son père et de son aïeul, préparait au moyen des jésuites la suppression de la liberté de conscience[1]. Mais elle était obligée de différer jusqu'à la fin de la lutte la manifestation de son mécontentement.

L'Empire ottoman venait d'entrer dans sa décadence, avec les révolutions de palais, les exigences des janissaires, les disgrâces et les ambitions des visirs; mais jamais il n'avait poussé aussi loin la cruauté et l'insolence. Le grand visir Sinan, plusieurs fois écarté du gouvernement, mais toujours assez habile pour éviter le cordon de soie, et assez tenace pour revenir au pouvoir, était un ennemi juré des Hongrois, et il leur fit plus de mal, avec beaucoup plus de méchanceté, que Soliman le Magnifique. Les autres ministres turcs, Moustapha-Pacha, le sanguinaire conquérant de Chypre, Ibrahim, Cicala, les sultans eux-mêmes qui se succédèrent rapidement au sérail, montrèrent le même acharnement. Les ambassadeurs étaient exposés à toutes les insultes; même pendant la paix officielle, on faisait défiler des captifs hongrois devant leur résidence. Au début de la guerre déclarée (1593), les gens de l'ambassade furent jetés au bagne pêle-mêle avec les galériens. Le peuple musulman de Stamboul ayant hérité des goûts du peuple du Bas-Empire, on lui donnait le spectacle de prisonniers hongrois et bosniaques forcés de combattre comme des gladiateurs, et on le diver-

1. Une chronique assez importante, qui est bizarrement intitulée : *Chronicon Fuchsio-Lapino-Oltardinum* (Coronæ 1847), montre que jusque dans le fond de la Transylvanie on se préoccupait des Guise, de l'Armada, et de tous les événements européens de nature à intéresser la liberté religieuse.

tissait d'une procession de quatre porcs représentant les quatre grandes puissances chrétiennes.

Tant de violence et de grossière forfanterie n'empêchèrent pas les armées turques de subir plus d'un grave échec. Déjà leurs pillards avaient reçu de sévères leçons de Balthasar Balthyány et de François Nádasdy, qui finirent par leur tuer douze mille hommes à Kanizsa. Déjà dix-huit mille hommes, engagés dans un combat contre Erdödy, près de Sissek, avaient péri dans les flots de l'Unna. Maintenant les Magyars et les Allemands, qui ont rendu des services réels à la Hongrie tout en lui faisant beaucoup de mal, réunissaient leurs efforts à ceux d'autres chefs étrangers. Le siége de Gran fut glorieusement et victorieusement conduit par un état-major où l'on retrouve des noms appartenant à bien des races *différentes* : Pálffy, Nádasdy, Mansfeld, Schawarzenberg, Haricourt, Jean de Médicis, Vincent Gonzaga. Ce fut une grande victoire que la conquête de la ville primatiale. Épisode curieux de la lutte des deux religions, pendant qu'un aga turc livrait aux chrétiens Visegrad et devenait moine, un Magyar transformé en beg musulman livrait aux flammes la ville de Vácz. Sur ces entrefaites on apprenait que les Hongro-Valaques de Király avaient brûlé Silistrie, qu'une partie de de l'armée de Sinan venait de périr dans les marais, et que la plupart des akindchis s'étaient noyés dans le Danube. Les mots de ruine, de désastres, commençaient à retentir dans Stamboul; le mufti présentait au sultan une sorte de poème lugubre sur les frontières perdues, et des prières publiques étaient dites sur l'Atmeïdan.

En pareil cas la vigueur ottomane se réveillait, et se montrait capable, pour longtemps encore, de reprendre l'avantage. Le siége d'Erlau fut résolu, et poussé avec une grande

énergie par une artillerie formidable. La garnison étrangère, en grande partie composée de Wallons, força les chefs à capituler, et ne tarda pas à s'en repentir, car les Turcs, peu soucieux de perdre chaque jour davantage leur renommée de probité, se livrèrent à toutes les violences imaginables sur les soldats auxquels ils venaient de promettre la vie sauve. C'était un vrai malheur que la chute de cette place héroïque (1596). Dix jours plus tard une grande bataille s'engageait dans une plaine de Transylvanie appelée Mezö-Keresztes entre l'armée du sultan et celle de l'archiduc Maximilien rejointe par Sigismond Báthory. Ce fut une bataille de trois jours, compliquée et confuse. Les chrétiens l'emportèrent d'abord et Mahomet III voulait battre en retraite, mais Seadeddin lui représenta qu'un padischah ne devait pas fuir, et le second jour l'engagement devint général. Cette fois encore les Turcs furent vaincus, et leurs ennemis leur prirent plus de cent canons. Malheureusement les ordres de l'archiduc ne furent pas suivis par les troupes, qui se dispersèrent pour piller le camp du sultan, et engagèrent une lutte grotesque contre les cuisiniers et les pages armés de bâtons et de broches. Mahomet voyant ce désordre écouta les conseils du poète Seadeddin qui lui disait : la fermeté ramène la victoire. Il attendit, couvert du manteau du prophète, le succès d'une manœuvre de Cicala, sortant d'une embuscade avec sa cavalerie et mettant en déroute l'armée chrétienne qui resta malgré cela fière de sa victoire acquise. La perte était grande des deux côtés.

L'indiscipline régnait aussi bien chez les janissaires que chez leurs ennemis : on le vit au siége de Raab entrepris par Pálffy et Schwarzenberg, qui s'emparèrent de la place grâce à l'ivresse imprévue de ces moines musulmans (1598).

Les Tartares de Crimée, appelés par la Porte sur le territoire hongrois dont ils devaient être longtemps le pire fléau, n'apportaient pas un élément favorable au bon esprit de l'armée musulmane : ils ravageaient à droite ou à gauche, suivant leurs caprices, et quand ils étaient mécontents ils s'en allaient. D'autre part les Wallons et Français établis dans diverses garnisons, notamment dans celle de Pápa, non contents de leurs allures insubordonnées, faisaient cause commune avec les Turcs. Cette désorganisation dans les deux camps contribua au ralentissement progressif des hostilités dans les premières années du dix-septième siècle. Au milieu des campagnes compliquées et peu décisives de Basta en Transylvanie, des villes prises et reprises par les deux armées, ou vainement assiégées comme Bude le fut par l'archiduc Mathias, il n'y a guère à signaler qu'un succès des Turcs devant Kanizsa (1601). Hassan fit éclater dans la défense de cette place les qualités résistantes de sa nation, et l'archiduc Ferdinand fut obligé de lever le siége en perdant tous ses canons qui furent envoyés à Belgrade. Les prisonniers furent décapités sur la tranchée. Hassan payait les têtes avec l'or d'une grande bourse qu'il tenait à la main. Il entra dans la tente de l'archiduc, et y trouva un riche tapis sur lequel il fit sa prière, un trône qu'il coupa avec son sabre, et douze siéges de velours rouge, sur lesquels il fit asseoir les begs et les agas.

Toute cette forfanterie cruelle dissimulait mal une profonde lassitude. Pour la première fois la Porte témoigna sans y être provoquée le désir de négocier, et après de longues conférences plusieurs fois réunies et rompues, après l'insurrection de Bocskay qui raviva un instant ses espérances, elle aboutit (1606) à la paix de Sitvatorok. Les

jours de l'insolence étaient passés, plus de tribut annuel, plus de formules injurieuses, plus d'inégalité dans la correspondance et dans la rédaction des textes de traités. La puissance matérielle des Turcs n'était guère diminuée, mais leur prestige était entamé aux yeux de l'Europe. Leur force aggressive était pour longtemps calmée. Durant une période de soixante années, avant pendant et après la guerre de Trente-Ans, ils s'abstiendront de toute attaque sérieuse et générale, et se borneront à intervenir, par leur politique plutôt que par leurs armes, dans les affaires de la Transylvanie.

C'est aussi de ce côté que nous devons porter toute notre attention[1]. Étienne Báthory avait un moment réalisé, en devenant roi de Pologne, l'union souvent rêvée depuis Louis le Grand et Wladislas, et préparée par la politique des Zápolya, l'union entre les deux pays chrétiens de l'Orient contre l'Islam et au besoin contre le Moscovite. Il n'avait pu songer à rompre avec la Porte, ni même à se passer d'elle, mais il fortifiait l'Europe en régénérant la Pologne déjà menacée par ses divisions intestines. Il déclarait nettement aux Polonais qu'il ne serait pas pour eux un fantôme de roi, et qu'il les débarrasserait de la mollesse qui les énervait[2]. Ses sol-

1. L'*Erdélyország Történelme* de M. Szilágyi devient très-détaillée à partir de cette époque.

2. Me non pictum aut fictum benevolentia vestra fecit regem, o Poloni ! Mihi per vos datum est non solum vestram libertatem, sed etiam regiam tueri dignitatem... Ligastis mihi manus, o Poloni, non funibus, sed vestris legibus. Solvite mihi eas, solvite obsecro... Luxus vos effœminat, superbia vos profligat, præsumptio vos enervat. (*Sigismundi Augusti, Poloniärum regis, nec non Stephani Bathorii epistolæ*, Lipsiæ 1703, p. 551.)

dats magyars l'aidèrent à réorganiser l'armée polonaise et à vaincre les Russes sur leur propre territoire. Mais son règne fut court, la Pologne se sépara pour jamais de la Hongrie, et la principauté conserva de lui un bon souvenir. Étienne Báthory était catholique, et non pas unitaire comme Jean-Sigismond, ou réformé comme les princes du siècle suivant; il avait de commun avec eux la tolérance pour les opinions autres que la sienne, mais il introduisit (1579) les ennemis jurés de la tolérance, les jésuites[1], qui allaient être aussi les ennemis jurés de l'autonomie hongroise, et les instruments ou plutôt les véritables inventeurs de la politique de Rodolphe et de Ferdinand. Plusieurs fois ils furent expulsés de la Transylvanie, et même de la Hongrie royale qui ne les aimait guère davantage; dans ce dernier pays au moins ils revinrent toujours en vainqueurs; la ville de Tyrnau devint leur citadelle, leur école et leur imprimerie, d'où se répandaient des livres consacrés à la confusion des hérétiques et à la glorification du despotisme autrichien.

La famille des Báthory tomba dans une rapide décadence, mais elle conserva quelque temps la principauté. Après Christophe ce fut le jeune Sigismond Báthory, élevé par les jésuites tout puissants sous son règne : les ennemis de l'Ordre furent cruellement réprimés comme conspirateurs, et bientôt le docile enfant s'entendit conseiller de céder tout le pays à l'Empereur Rodolphe. Il accepta d'abord, moyennant le duché d'Oppeln en Silésie, un revenu magnifique et la promesse du chapeau de cardinal; déjà il portait le costume ecclésiastique, et l'on prévoyait le moment où la Tran-

1. *Uj Magyar Muzeum*, 1855, I, 378, documents cités par J. Kemény.

sylvanie ne serait plus qu'un souvenir, et avec elle toute indépendance hongroise (1599). Puis il se ravisa lorsque son oncle, le cardinal André Báthory, peu soucieux des intérêts du parti catholique[1], l'eut prié de ne pas laisser sortir la principauté de la famille, et de lui donner tout au moins, à lui, la préférence sur l'Empereur. Rien de confus comme les années qui suivirent. Le pauvre prince ne savait à quoi se décider entre les Turcs dont il avait grand peur, Rodolphe qui lui rappelait ses promesses[2], le prince Michel de Valachie qui devenait l'allié de la Porte dans l'espoir de recevoir d'elle la principauté convoitée, et son oncle le cardinal qui se faisait tuer dans une lutte avec le prince Michel. Enfin Sigismond partit pour la Bohême : le malheureux pays fut occupé par le général impérial Basta, et pillé avec un soin méthodique dont le souvenir n'a jamais disparu[3].

1. Il remerciait Élisabeth (1593) des services rendus à sa famille par l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. (Recueil de M. Simonyi dans les *Monumenta*, déjà cité, n° 34.)

2. Mss de la Collection Godefroy (propriété de l'Institut de France), portefeuille 490 : lettre de Sigismond demandant pardon à l'Empereur (1602).

3. M. Gindely (*Rudolf II und seine Zeit*, I, Prag 1863), s'étonne avec raison de l'imprudence de Rodolphe, et constate (p. 58 et 164) que ses soldats ne valaient pas mieux que les Tartares. Les ambassadeurs vénitiens qu'il cite, Contarini et Soranzo (p. 63) montrent bien par leur langage quelle profonde hostilité séparait alors les Italiens des Magyars. « Sono gli Ungari nomini di mala natura, fieri, ed hanno fama di mancatori di fede; hanno bisogno di un re, che sempre gli tenga una spada addesso. — Sono poco differenti nella barbaria dalla maniera de Turchi; odiano naturalmente la casa d'Austria, perchè lor pare d'esser stati tenuti non solo soggetti ma sprezzati assai, avendoli essa sempre sottoposti al governo de Tedeschi loro naturali inimici ».

Ce sont précisément les ravages et les cruautés de Basta, ses violences contre les protestants dont il confisquait les temples et expulsait les pasteurs, qui ont fini par ruiner les espérances impériales, et par soulever un formidable mouvement. La Hongrie royale souffrait, elle aussi, de la soldatesque de toute race qui préludait aux horreurs de la guerre de Trente-Ans, et n'était pas moins redoutée que les Tartares. Un grand seigneur, Étienne Illesházy, osa montrer à la Diète la misère du pays, dont chaque maison était livrée à des garnisaires étrangers, et l'audace de la cour de Prague qui prenait sur elle de désigner les villes dignes d'être représentées à l'assemblée. Illesházy fut accusé de lèse-majesté et réduit à s'enfuir en Pologne. La diète de 1604 retentit de plaintes amères; le roi, loin de donner satisfaction, ajouta de son propre mouvement à vingt et un articles de loi votés par l'assemblée un vingt-deuxième article : Aucune atteinte, disait-il, n'avait été portée à la liberté de conscience; mais le roi, zélé pour la religion catholique, voulait combattre l'hérésie et punir les auteurs des discussions religieuses.

Tout dans ce document, le fond comme la forme, semblait calculé pour exaspérer le sentiment magyar. Les comitats du nord-est formèrent une assemblée, présidée par Valentin Homonnay, qui déclara que toutes les lois récemment votées étaient devenues illégales par cette illégale adjonction. Un étranger presque aussi funeste que Basta, Belgiojoso, qui commandait dans la Haute-Hongrie, eut connaissance de ce manifeste et n'en continua pas moins à chasser les protestants de leurs temples. En même temps il lâchait sur les populations paisibles les Heiduques, tribu guerrière recrutée parmi les paysans ennemis des Turcs, et qui menait une

vie à moitié nomade sur les bords de la Theiss. Rien ne put empêcher un mouvement formidable contre la soldatesque étrangère. Un seigneur transylvain plein d'énergie et de talent, Étienne Bocskay, en prit la direction, et trouva un lieutenant admirable dans Gabriel Bethlen, encore trop jeune pour aspirer au commandement suprême. Bethlen profita de ce que la réforme avait fait de grands progrès parmi les Heiduques, pour leur persuader que la cour de Prague voulait détruire la religion protestante; il les tourna ainsi contre les Allemands qui furent vaincus près de Kaschau. Lorsque Basta vint en personne commander les Impériaux, la fortune sembla d'abord changer de camp[1]; mais bientôt l'insurrection fut partout victorieuse, et l'archiduc Mathias eut grand peine à réunir quelques députés pour un semblant de diète à Presbourg.

Une assemblée plus importante, convoquée à Szerencs par Bocskay, le proclama prince de Transylvanie et de Hongrie, déclara traître quiconque ne soutiendrait pas la cause nationale, prononça la peine de mort contre les pillards, et proclama la liberté de conscience et l'égalité des deux religions. Le nouveau gouvernement se montra aussi actif que ses

1. On n'a peut-être pas assez remarqué le grand rôle militaire joué par les Italiens de la décadence, au service de l'Espagne ou de l'Autriche, depuis la fin du XVI[e] siècle : tantôt de grands capitaines, de grands tacticiens surtout, tantôt d'affreux chefs de bande. Tout une école d'écrivains italiens signalaient leurs hauts faits avec un enthousiasme presque patriotique. Remarquons pour cette époque l'*Historia della Transilvania* de Spontoni (Venetia 1638), sorte de panégyrique de Basta, mais où ne manquent pas les preuves de la cruauté de cette armée, et le *Delle Guerre d'Ungaria* par Tomasi (Venetia 1621) : L'Ungheria non e meno sepoltura d'Italiani, che l'Italia de Francesi (p. 35), etc.

adversaires étaient indolents : il chargea Gyulafy de soutenir les Szeklers contre les Saxons partisans de l'Autriche, et envoya Korláthy traiter avec la Porte ottomane, non sans adresser un manifeste aux puissances de l'Europe pour leur expliquer la nécessité politique de cette alliance malgré son attachement à la cause de la chrétienté; enfin il écrivit au roi de Pologne qu'il voulait rétablir la vieille amitié des deux pays. A quoi songeait la cour de Prague, et son empereur alchimiste-astrologue? Écoutons un témoin oculaire : « Encore que toutes choses aillent très-mal en Hongrie et » que les places se perdent les unes après les autres, si ne » s'en soucie-t-on guère en cour, ainsi au contraire on » s'étudie plus à l'avancement de la religion catholique » romaine et à suivre les méchants conseils des jésuites, » qu'à prévenir les séditions et s'opposer aux desseins de » Bocskay..., qui se gouverne fort bien, prudemment et » avec beaucoup de prévoyance en son bonheur... Ces jours » passés un signalé seigneur, grand catholique, a dit en » pleine table que si la rébellion de Bocskay n'eût précédé, » la persécution contre eux de la Religion en tous les pays » appartenant à l'Empereur eût déjà commencé à bon escient » à la grande instance des jésuites, tous les préparatifs et » moyens étant déjà prêts pour cette exécution. Ledit Sei» gneur a aussi dit ces mots : puisque S. M. Impériale ne » veut permettre et donner la liberté de religion, ni laisser » vivre ses sujets selon leur conscience, elle ne perdra non» seulement la Hongrie, mais aussi tous ses pays pater» nels [1]. »

1. Mss Godefroy portef. 490 : lettre d'un valet de chambre de l'Empereur à un sien ami de France (trad.).

C'était bien aussi l'avis de Mathias, caractère indécis, mais intelligence ouverte. Il n'eut pas de peine à montrer à ses frères que la « mélancolie » de leur aîné ruinait entièrement les affaires de leur maison[1]. Un conseil de famille qu'il prit soin de convoquer fit des démarches auprès de Rodolphe pour obtenir qu'il envisageât la situation dans sa réalité déplorable ; tout échoua contre l'inertie hautaine de l'Empereur, dont la déchéance fut dès lors résolue dans l'esprit de ses parents. Pour le moment l'archiduc se contenta de négocier en le laissant de côté autant que possible. Il devenait d'autant plus nécessaire de s'y résoudre que le grand-visir Lala-Mohammed concluait une alliance avec Bocskay et posait sur sa tête un diadème en lui conférant par un athnamé la principauté tributaire. Heureusement qu'Illesházy, pacifique malgré la hardiesse de sa parole, se chargea du rôle de médiateur. Après d'assez longs débats dont le point délicat était toujours la liberté religieuse, la paix de Vienne fut conclue (1606).

Bocskay était reconnu à titre héréditaire prince de Transylvanie et du Saint-Empire romain, comte des Sicules, et seigneur de quelques parties de la Hongrie. La liberté de conscience était garantie aux catholiques comme aux protestants, mais il restait des points douteux sur la faculté que réclamaient les jésuites d'acquérir des domaines dans le royaume, et Rodolphe sortit de sa torpeur pour réclamer obstinément l'insertion de la formule « sans préjudice pour

1. Hatvani, III, 339. Ce volume et le suivant de la Collection des documents de Bruxelles sont remplis de pièces importantes concernant Mathias, son frère et Ferdinand. — Beaucoup aussi se trouvent dans le t. III des *Epistolæ Procerum* de Pray et dans le 8e vol. de la série *Scriptores* des *Monumenta*.

» la religion catholique » qui faillit tout remettre en question. Quant aux réclamations politiques et nationales, il fut convenu que tout *sérelem* (grief) serait apaisé par la prochaine diète, investie également du droit d'élire le palatin. En l'absence du roi, la Hongrie devait être gouvernée par l'archiduc avec toute l'autorité souveraine, et le commandement des places, comme les autres emplois, ne pourrait être confié qu'à des régnicoles sans acception de croyance. Telles étaient les principales dispositions de la paix de Vienne, l'une des bases du droit public et de la législation religieuse jusqu'à notre temps.

Bocskay ne jouit guère de son succès; il ne tarda pas à tomber malade, et mourut après avoir recommandé à ses partisans l'union patriotique et la défense de la liberté confessionnelle. Tous les symptômes semblèrent révéler un empoisonnement; le chancelier Kátay fut mis en prison [1], mais enlevé et massacré par les heiduques sur la place de Kaschau. La dignité princière fut disputée par Homonnay, Rákóczy et Gabriel Báthory. La Porte était favorable à Homonnay, mais la diète de Kolozsvár préféra un moment Rákóczy, qui se retira peu après devant Báthory, protégé alors par Gabriel Bethlen. C'était un changement déplorable, pendant qu'un changement heureux s'accomplissait dans le royaume. Rodolphe ne voulant pas exécuter les conditions de la paix, Mathias perdit patience; il s'entendit avec des seigneurs d'Autriche et de Moravie pour renverser son frère, et appuyé

1. V. dans le Recueil des vieux documents magyars de Rumy (Pesth, 1817, t. III) le testament de Bocskay, rempli de dispositions libérales et de sentiments patriotiques, et une épitaphe ironique et haineuse du chancelier Kátay.

sur le parti protestant de toutes les provinces, le força de céder la Hongrie, l'Empire et tous ses états sauf la Bohême (1608). La satisfaction fut immense dans un peuple chez lequel le nom seul de Mathias éveillait les meilleurs souvenirs, et qui voyait l'un des auteurs de la paix de Vienne arriver au pouvoir, comme pour consoler les Magyars de la mort imprévue du glorieux Bocskay.

Cette heureuse impression ne fut justifiée que dans une certaine mesure, et il ne pouvait guère en être autrement. Les historiens libéraux n'ont pas toujours été équitables envers l'empereur Mathias. S'il est vrai que son caractère vacillant ait fait tort à sa réelle intelligence politique, il est vrai aussi que sa situation était difficile et fausse entre les protestants de Bohême, d'Autriche, de Hongrie, de l'Allemagne entière, qui exigeaient de lui des concessions, tout en le préférant aux autres princes de sa famille, et ses alliés catholiques, ses parents espagnols, l'impulsion donnée dès longtemps à toute la politique de sa Maison. L'archiduc Ferdinand de Styrie, celui qui devait être plus tard le terrible Ferdinand II, avait une position plus nette avec son fanatisme intraitable; il était par là le chef désigné d'un grand parti qui ne pouvait manquer de faire des progrès par sa discipline, et lui-même ne pouvait manquer de devenir peu à peu l'homme nécessaire de ce parti, effaçant toujours plus Mathias, comme Mathias avait supplanté Rodolphe. Les réclamations nationales ne devaient donc obtenir qu'une satisfaction incomplète, et le grand roi de France Henri IV devait faire une place aux Magyars dans les vastes projets de ses dernières années[1] : il comptait, pour les tourner

1. V. les *Œconomies royales* de Sully, Paris 1662, in-fol. t. III, p. 402 : « Il avait été convenu que les États et peuples de Bohême,

contre la Maison d'Autriche, sur leur désir de recouvrer toutes leurs libertés antiques, et même le droit d'élire leur souverain, s'ils ne préféraient se mettre en république.

La question de la monarchie héréditaire ou élective se posa cette fois encore et fut résolue par un moyen terme. Les Ordres voulaient, à la diète de Presbourg, élire d'abord le palatin pour qu'il présidât à l'élection royale, tandis que Mathias entendait faire *reconnaître* et non pas *voter* son avénement. Il fut convenu que le palatin serait élu après la proclamation du nom de Mathias roi, mais avant le couronnement, et que cette dignité ne serait jamais vacante plus d'une année. La nation noble obtint d'autres concessions très-importantes : les articles de la paix de Vienne relatifs à l'autonomie hongroise reçurent une sérieuse application par l'exclusion des garnisons étrangères et des employés étrangers; la sainte couronne revint dans le pays pour être gardée par un Révay et un Pálffy; en l'absence du roi, le palatin, le conseil royal et un trésorier élu exerçaient toute la puissance souveraine; le nombre des villes ayant droit de représentation étaient strictement limité; enfin la réserve « sans préjudice pour la religion catholique » fut supprimée, et chaque ville, chaque village, chaque famille noble reçut le droit formel de choisir sa confession.

» Hongrie, etc., qui avaient témoigné un si grand désir de se libérer
» de la sujétion de la maison d'Autriche, présenteraient au Roi, etc.,
» afin qu'il leur plût fortifier de leur intervention la suppli-
» cation très-humble qu'ils voulaient faire à l'Empereur, de les re-
» mettre amiablement en la possession de leurs anciennes franchises,
» et surtout au droit qu'ils avaient de s'élire eux-mêmes leur Prince,
» ou de se mettre en telle autre forme d'État et manière de gouver-
» nement qu'ils jugeraient à propos ».

Là s'arrêtèrent les succès parlementaires de la Hongrie protestante. Beaucoup de magnats et de députés qui en faisaient partie auraient voulu que l'on prît en main la cause des protestants d'Autriche, qui venaient de leur faire parvenir leurs plaintes et leurs supplications. L'événement a montré depuis qu'il y avait entre eux solidarité réelle, et que la persécution s'étendrait de l'un à l'autre pays ; mais il était difficile de sortir ainsi des frontières pour s'occuper des lois d'une contrée que le patriotisme magyar avait toujours tenu à regarder comme une contrée étrangère, et Mathias répondait, avec toute la courtoisie possible, que ce n'était pas une affaire qui regardât l'assemblée. Telle fut aussi l'opinion soutenue par Illesházy, protestant plus que tiède, que les évêques eux-mêmes crurent pouvoir élire palatin, et qui, s'il n'était mort presque aussitôt après (1609), se serait sans doute prononcé contre ses coréligionnaires. On se borna donc à déléguer auprès des Autrichiens protestants un des grands seigneurs les plus zélés pour leur croyance, Georges Thurzó, et à introduire un peu plus tard des vœux en leur faveur au milieu des articles de loi. Malgré le nuage d'inquiétude qu'avait soulevé cette question délicate, le couronnement de Mathias fut célébré avec enthousiasme, et ce moment a pris place parmi les bons souvenirs de la nation.

Thurzó était une nature généreuse et active, et la gloire du protestantisme hongrois. C'est lui qui fut élu, non sans une vive résistance, comme successeur d'Illesházy dans la dignité de palatin. Il avait un zèle égal pour son pays et pour son Église : pendant qu'il réorganisait l'armée nationale pour lutter à nouveau contre les Turcs, il faisait respecter la liberté de ses coréligionnaires et prenait une grande part aux travaux de leurs synodes. Mais il n'était pas en son pou-

voir d'arrêter un mouvement funeste à la Réforme : non-seulement la cour, et à défaut de Mathias ses conseillers habituels, cherchaient tous les moyens de recommencer la persécution, mais les armes même de la persuasion passaient dans le camp de la communion romaine. Le cardinal Pázmány, né protestant, devenu ensuite l'élève et la gloire des jésuites, était une sorte de Duperron magyar[1]. Il était même très-supérieur au controversiste français par le talent d'écrire, et son principal livre le *Kalauz* (le Guide), a eu le double succès d'un ouvrage d'édification et d'un monument littéraire. Il avait un talent égal dans la chaire, dans la correspondance et dans la conversation, et il se servait avec un zèle infatigable de ces dons si variés pour détacher de la religion protestante les chefs des grandes familles, les Eszterházy, les Pálffy, les Homonnay, les Forgács. Nous devons remarquer, sans être le moins du monde fataliste, comment dans des pays très-différents et dans des sociétés qui s'ignorent l'une l'autre, des mouvements analogues se produisent en même temps : n'est-ce pas juste à cette époque, pendant la jeunesse de Louis XIII, que la plupart des familles aristocratiques appartenant au protestantisme français retournaient au catholicisme?

La mort de Rodolphe (1612) n'affaiblit en rien ce courant dû tantôt à une habile controverse, tantôt à une brutale pression, et bientôt la mort de Gabriel Báthory (1613) parut une excellente occasion de mettre la main sur la Transylvanie, principal foyer de la résistance protestante. Voici ce qui

1. Outre l'ouvrage important de M. Fraknói *Pázmány és Kora*, en 3 vol., nous pouvons signaler un récent travail de M. Ipolyi (*Veresmarti élete ès munkái*) sur ce mouvement religieux.

s'était passé dans cette dernière région : Báthory était un insupportable tyran qui fatigua bientôt ses sujets de toute nationalité et de toute croyance, et ses alliés, même les Turcs. Les fugitifs appelèrent à leur secours Thurzó, puis Forgács qui pénétra jusqu'à Hermanstadt, parmi les Saxons exposés plus que d'autres aux violences du prince. Mais une armée de Magyars, de Szeklers et de Heiduques soutint Báthory contre les troupes royales, regardées par eux avant tout comme des troupes autrichiennes, et lui permit de repousser Forgács qui fit une retraite désastreuse. Le plus grand danger lui vint de Constantinople, où Gabriel Bethlen obtint d'être reconnu comme prince de Transylvanie à sa place. Báthory, traité d'insensé par le grand visir, voyant tous ses sujets l'abandonner en faveur du populaire Bethlen, ne vit plus de salut que dans l'armée royale qu'il rejoignit à Várad. Là un partisan de l'archiduc Ferdinand, le soupçonnant de vouloir se réconciler avec les Turcs en leur livrant une partie du territoire, lui persuada de se promener « dans un coche » et le fit assassiner à quelque distance de la ville[1].

La maison d'Autriche allait-elle conquérir la Transylvanie? C'était le désir de Pázmány aussi bien que de Klesel, du clergé de Hongrie aussi bien que du clergé allemand. Déjà Pázmány avait fait des efforts inutiles contre la liberté de conscience dans la Hongrie royale : une fois les deux contrées

1. Mss Godefroy, portef. 490 : lettre du gouverneur de Tokay à l'archiduc Ferdinand, lui demandant une récompense. Ce document, dont une autre copie se trouve à la Bibl. Nationale de Paris (Mss Dupuy, t. X, f. 68) montre combien est contraire à la vérité l'accusation dirigée par certains historiens contre Bethlen d'avoir fait assassiner Báthory.

réunies, le succès devenait bien plus facile. Quant au désir de rétablir le royaume dans son intégrité ou de diminuer l'influence ottomane, il ne faudrait pas lui faire une grande place dans les préoccupations du parti jésuite qui recherchait l'alliance de la Porte aussi bien que ses adversaires. Les mêmes motifs politiques et religieux qui faisaient désirer à la cour de Vienne l'acquisition de la Transylvanie décidèrent l'assemblée de Kolozsvár à proclamer prince Gabriel Bethlen. C'était un homme d'État du plus haut mérite, qui pendant tout son règne (1613-1629) fit le bonheur de son pays[1]. Aussi tolérant que zélé pour les croyances réformées, il voulait, dans une région en grande majorité protestante, avoir un chancelier catholique aussi bien qu'un chancelier protestant, et tenir la balance égale entre les deux cultes comme entre les trois nationalités qui acceptèrent également son pouvoir, et en furent récompensés par une sécurité profonde. Il avait une sorte de passion pour l'enseignement public qui se développa de toutes parts, pour la poésie, pour la musique, pour l'Écriture qu'il lut vingt-huit fois d'un bout à l'autre, et dont sa main mourante traçait encore quelques versets.

La politique de ce prince à l'égard du royaume et de la Porte fut d'une excessive mobilité. Au fond son projet différait peu de celui de Henri IV, qui pourrait se résumer ainsi :

1. Entre autres éloges de Bethlen, indiquons comme le plus complet peut-être celui de Majláth (t. IV, 240 et suiv.); il insiste sur l'excellente discipline de l'armée transylvaine, qui s'abstenait des réquisitions et des dégâts trop conformes à la coutume générale, et sur la douceur du prince à l'égard de ses ennemis : un Jésuite qui avait prêché contre lui fut admis à sa table et reçut cent écus.

Du reste il remarque avec raison que tous les contemporains qui ont été à même de connaître Bethlen lui donnent des louanges.

bonnes relations avec les Turcs tant qu'ils seront nécessaires contre la puissance autrichienne, et dès que cela sera possible, alliance avec toute la chrétienté pour les chasser de l'Europe. Le divan connaissait à merveille cette disposition de son allié, et ne le regardait que comme un ennemi possible qu'il fallait ménager en lui rendant même des services, mais non sans se tenir prêt à se mettre avec l'Autriche contre lui. Déjà dans les dernières années de Mathias on put remarquer, d'une part le refroidissement de la diète hongroise pour la royauté toujours plus soumise à l'influence de Ferdinand malgré Klesel, d'autre part les efforts du gouvernement pour renverser Bethlen en s'appuyant même sur les Turcs, efforts constamment déjoués.

Mais c'est surtout lorsque Ferdinand fut désigné comme l'héritier de Mathias (1617), que redoubla la défiance du prince Gabriel[1]. Les prévenances de la cour, qui avait au moins besoin de sa neutralité, et qui s'empressa de le reconnaître et de traiter avec lui, ne lui cachèrent point le danger manifeste que le prochain avénement faisait courir à sa religion. Ferdinand n'avait-il pas juré, dans un pélerinage à Lorette, l'extermination de l'hérésie? N'attribuait-on pas à Pázmány ce propos récent : « Voici le moment venu de » chasser les hérétiques ; mieux vaut que le pays soit habité » par les renards et les loups. » N'apprenait-on pas que les anciennes violences recommençaient contre les temples et les pasteurs? C'était Pázmány qui couronnait Ferdinand après une diète agitée (1618), et c'était le converti Forgács qui succédait comme palatin au protestant Thurzó. Bientôt

1. Les *Annales Ferdinandei* en douze volumes, de Khevenhuller sont un ouvrage très-complet, mais très-indigeste.

se répandait la nouvelle de la défénestration de Prague, et Mathias ne tardait pas à mourir, emportant avec lui les dernières chances de pacification.

La guerre de Trente-Ans venait de commencer, tout près de la frontière hongroise qu'une étincelle belliqueuse risquait bien de franchir. Le nouvel Empereur-roi savait qu'il importait grandement à ses intérêts que Bethlen de son côté ne prît pas les armes; il fut momentanément rassuré par le succès d'une mission de Nicolas Eszterházy. Nous rencontrons ici pour la première fois l'une des plus nobles figures de cette époque, le plus sympathique parmi les disciples religieux de Pázmány, très-indépendant de tout homme, fût-ce du roi objet de son dévouement loyal, lorsqu'étaient en jeu les destinées de sa patrie. Bethlen, Pázmány, Eszterházy, ces trois noms si différents d'un protestant, d'un cardinal et d'un conciliateur, ont été réunis par la postérité sous ce titre : les trois grands Magyars, et la postérité ne s'est pas trompée, car chacun d'eux à sa manière aimait le pays. Eszterházy voulait l'union sous la Maison d'Autriche avec certaines libertés, de sorte qu'il s'est trouvé souvent dans une situation fausse entre le parti de la cour et des jésuites qui voulait tout soumettre, et le parti national qui voulait tout affranchir, quitte à tout bouleverser. Très-instruit des choses religieuses, comme on le voit par sa correspondance [1], très-pieux sans aucune étroitesse, et réellement à mi-chemin entre les deux Églises comme entre les deux tendances poli-

1. La correspondance d'Eszterházy, dons nous nous sommes beaucoup servi, forme deux recueils principaux : celui de M. Toldy, *Galantai Gr. Eszterházy Miklos levelei*, Pesth 1851, et celui du *Magyar Történelmi Tár* (8e vol. Pesth 1861), intitulé *Gr. Eszterházy M. Nádor levelei*, celles-ci presque toutes écrites en Magyar.

tiques, sa modération même l'a souvent privé de l'influence qu'il méritait.

Bethlen, plus ou moins rassuré par cet ambassadeur qu'il était digne de comprendre, attendit les résultats d'une diète convoquée à Presbourg. La réunion fut différée par l'arrivée des Bohêmes en Autriche et par le fameux siége de Vienne, que Ferdinand soutint avec une obstination héroïque. On sait qu'une victoire de Bucquoy sur Mansfeld contraignit le comte de Thurn à lever le siége ; or l'armée de Bucquoy se composait en bonne partie de troupes hongroises, et plusieurs fois les insurgés de Prague s'en plaignirent au palatin. Forgács, tout dévoué à l'Autriche comme nous l'avons vu, se garda bien de rappeler ces soldats, tout en expliquant qu'ils étaient personnellement au service du roi et qu'ils n'appartenaient point à l'armée nationale, tout-à-fait incapable de combattre ses fidèles alliés. Remis d'une alarme aussi chaude, Ferdinand put réunir la diète, qui retentit de plaintes amères sur le renouvellement des persécutions, et qui se sépara (le 13 août 1619) sans avoir obtenu d'autre concession que l'envoi d'un magyar, Emerich Liptay, comme ambassadeur à Constantinople.

Le prince Gabriel fut alors convaincu de la ruine prochaine de la religion protestante et de la nationalité magyare, si l'une et l'autre ne trouvaient un foyer énergique en Transylvanie. C'était aussi l'opinion de Rákóczy et d'autres grands seigneurs de la haute Hongrie qui firent alliance avec lui, et l'opinion des heiduques, bientôt accourus à son camp de Debreczin. Il répandit dans tout le pays un manifeste intitulé *Plaintes de la Hongrie*, et convoqua tous les comitats à une diète générale. D'autres manifestes étaient adressés à différents princes, notamment à ceux d'Alle-

magne et d'Italie, pour se disculper de tout projet contraire aux intérêts de la chrétienté, et pour justifier par une absolue nécessité l'alliance ottomane. Lorsque le roi de Pologne Sigismond III lui écrivit pour le dissuader d'une tentative égoïste, Bethlen répondit que rien n'était plus éloigné de sa pensée, que les traités avaient été violés, cent pasteurs chassés de leurs églises[1]. Cet argument ne pouvait faire grande impression sur son royal correspondant, car la Pologne était désormais vouée à la même cause que Ferdinand, et dans les relations les plus étroites avec sa cour[2]. Ces dispositions gênantes d'une puissance voisine n'empêchaient pas l'Assemblée de Kaschau de proclamer Gabriel gouverneur, Rákóczy capitaine suprême des hauts comitats, et de rétablir la liberté de conscience. Mais cette assemblée ne faisait que préluder aux délibérations de la diète convoquée à Presbourg.

La cour défendit aux députés de s'y rendre et tâcha d'empêcher leur réunion, mais l'irritation était profonde, même chez beaucoup de catholiques, et le palatin Forgács se trouva dans l'impossibilité de résister. Bethlen arriva même à Wiener Neustadt, et put envoyer au comte de Thurn un corps de dix mille auxiliaires commandé par Rhedey[3], qui

1. Hatvani, IV, 440 et 442.

2. « Non dubitavit M. V. nobis neque zelum erga Dei Ecclesiam, neque erga M^m V^m quacum arctissimis vinculis conjuncti sumus, propensissimam deesse voluntatem ». (Hatvani, IV, 456.)

3. Rodolphe Reuss : *Graf Ernst von Mansfeld*, Braunschweig 1865, p. 65. — Sur la fuite du prince d'Anhalt, dont parle l'auteur de ce savant travail, nous trouvons dans les mss Godefroy (portef. 490) une lettre de Bethlen adressée à ce prince en 1621, pour agréer ses excuses.

tint en échec, avec des succès variés, l'armée impériale. La diète ouverte le 18 novembre était donc libre dans ses délibérations ; elle resserra son alliance avec la nation bohême, et la situation parut assez critique à Ferdinand pour qu'il désirât négocier. Mais le même motif pressait la majorité de donner satisfaction à ses rancunes accumulées. Aux offres royales, insuffisantes à la vérité, répondit le cri des révolutions : Trop tard ! Forgács qui défendit courageusement les intérêts de son souverain, faillit être jeté par la fenêtre, comme à Prague Slawata. Sans doute on ne refusa pas un armistice, utilisé pour la mise en pratique de la liberté de conscience ; mais on ne put s'entendre, car il aurait fallu abandonner la Bohême, et le 25 août 1620, Bethlen fut proclamé roi de Hongrie.

C'était bien à cette proclamation que pouvait s'appliquer le mot de trop tard ! Toutes les mesures étaient prises par les généraux catholiques pour une attaque décisive contre Prague, et les Tchèques une fois écrasés, la lutte devenait très-difficile à soutenir. Dans ces circonstances, il suffisait aux troupes impériales de tenir les insurgés hongrois en échec ; les Cosaques venaient les aider dans leurs ravages sur différents points du territoire, malgré les désaveux et les excuses du roi de Pologne. Les opérations militaires autour des places frontières étaient donc insignifiantes ; on attendait d'un autre côté de graves nouvelles. Dans l'intervalle Bethlen prenait aux yeux de l'Europe entière le rôle de l'un des chefs du parti protestant. « Dites à Monseigneur le » duc de Bouillon, écrivait le baron de Dona, qu'à mon avis » la guerre ne fait que commencer. Le nouveau roi d'Hon- » grie est monté de pauvre gentilhomme à cette haute » dignité ; grand homme de guerre comme qui en personne

» a été en quarante-trois combats; d'un grand jugement, » rond en son parler, et qui est le tout, homme craignant » Dieu et de notre religion réformée; en sorte qu'après le » Grand Henri il n'y a tel roi au monde[1] ». Ce qui causait l'admiration et l'espoir d'un gentilhomme protestant causait naturellement l'inquiétude du gouvernement de Louis XIII: le duc de Luynes redoutait une prise d'armes générale des Huguenots excités par ces nouvelles lointaines; et la politique extérieure de la France entre Henri IV et Richelieu (1610-1624), était toute favorable à la maison d'Autriche[2]. Le duc d'Angoulême et le comte de Béthune vinrent donc trouver Bethlen à son camp de Presbourg, et insister auprès de lui pour la conclusion de la paix.

Bientôt éclata la nouvelle de la bataille décisive perdue par les Bohêmes à la Montagne-Blanche, ce qui donna beaucoup de force aux nouvelles démarches des négociateurs français. Le découragement devint général, et Bethlen se vit accuser d'égoïsme par plusieurs de ceux qui l'avaient encouragé jusque-là. Ce sentiment de lassitude augmenta lorsque Ferdinand, libre au nord de toute inquiétude, fit envahir la Hongrie par un mélange de troupes hongroises et de troupes nationales. Bethlen comprit bien qu'il fallait

1. Mss Dupuy, t. X, f. 110.

2. Comme preuves de plus de ce fait bien connu, nous pouvons indiquer : 1. Une lettre de M. de Villeroy en 1612 (Dupuy, t. X, f. *64*), regrettant que Mathias fût arrivé au trône de Bohême avec l'appui du parti protestant, et craignant que cet événement ne fût nuisible *à la* religion catholique; 2. Une lettre du duc de Nevers (mss Godefroy, portef. 270), écrite de Vienne au roi le 5 novembre 1618, dans laquelle l'ambassadeur se montre tout dévoué aux intérêts de Ferdinand, déjà roi de Hongrie.

transiger tout en négociant, et il conduisit assez heureusement ses opérations militaires et ses conférences diplomatiques pour obtenir vers la fin de 1621 la paix de Nikolsbourg : il rendait la couronne et renonçait à la royauté; mais il conservait avec la Transylvanie l'administration de sept comitats et les duchés d'Oppeln et de Ratibor joints au titre de prince de l'Empire; la paix de Vienne était confirmée; Ferdinand proclamait une amnistie et promettait d'apaiser les griefs nationaux.

Le traité de Nikolsbourg, important comme type des arrangements et du mode de vivre adoptés entre l'Autriche et la principauté, ne fut pris au sérieux par personne comme traité définitif. Aux yeux de Ferdinand c'était beaucoup trop pour un vassal rebelle; aux yeux de Gabriel c'était trop peu pour la défense du protestantisme et de la nationalité. Il suivit avec inquiétude les triomphes de Tilly sur Mansfeld et Brunswick vers la fin de la période palatine, et les persécutions qui brisèrent l'indépendance de la Bohême. Constantinople devint plus que jamais une ressource nécessaire; il y recherchait non-seulement l'alliance des visirs que savait fort bien aborder son habile agent Toldalaghy, mais l'alliance des ambassadeurs des puissances européennes. La difficulté des communications par le continent rendait beaucoup plus accessibles au prince de Transylvanie les représentants de la Hollande, de l'Angleterre, de Venise auprès de la Porte que les gouvernements de la Haye, de Whitehall ou du palais ducal. Il conclut avec ces agents diplomatiques, malgré les réserves de l'Angleterre, un traité de subsides (1623), et reprit un moment les armes, se fondant sur l'exécution incomplète de la paix de Nikolsbourg. Il aurait voulu donner la main, en Silésie, à Mansfeld et à

Brunswick, mais il apprit leurs nouveaux échecs, remarqua le découragement des Magyars, et traita sur les bases précédentes. Il voulut même, pendant l'année 1624 qui sépare la période palatine de la période danoise, se rapprocher de la maison d'Autriche et s'entendre avec elle contre les Turcs, pourvu que la liberté religieuse des protestants fût garantie; son mariage avec une fille de Ferdinand aurait consacré cette alliance.

Ce projet, auquel Bethlen tenait sérieusement, et qu'il reprit depuis, au moins en partie, n'excita que la défiance de l'Empereur et de ses conseillers magyars. Ils préféraient encore l'Islam à la Réforme, et au lieu de s'entendre avec la Transylvanie contre les Turcs, ils tâchaient de s'entendre avec les Turcs contre la Transylvanie. Mais ils avaient un adversaire habile qui déjoua tous leurs projets. Étendant le cercle de ses alliances, il demanda et obtint la main de Catherine de Brandebourg, et profita des voyages de ses agents pour se mettre en rapport avec toute l'Allemagne septentrionale. Dans la Hongrie même, apprenant qu'une diète s'était réunie pour élire Eszterházy palatin, il se ménageait des partisans, tout au moins d'utiles bienveillances, en félicitant le nouveau dignitaire et en conseillant aux Magyars le maintien de leurs libertés. A Constantinople il endormait les inquiétudes de la Porte, et négociait plus que jamais avec les ambassadeurs.

Désormais le plus important de tous était l'ambassadeur de France, M. de Césy, membre de la noble famille de Harlay[1]. Le cardinal de Richelieu venait d'inaugurer son puis-

1. V. dans les *Séances et Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, Tome CIV (1875), notre notice sur *Les relations de la*

sant système de ligue européenne contre la maison d'Autriche : longtemps avant de jeter la France dans la grande mêlée, il dirigeait les ressorts lointains qui divisaient, par de multiples attaques, les forces de son ennemi. Bethlen n'a pas envoyé à M. de Césy moins de huit lettres (1823-1829), toutes servant d'introduction à des agents chargés d'expliquer de vive voix les desseins de leur maître [1]. Au plus fort de ces relations, il reprenait les armes de concert avec Christian IV, Brunswick et Mansfeld, pour les appuyer contre Tilly et Wallenstein ; il promit alors à ses anciens alliés et à la France une diversion puissante contre l'Autriche, moyennant des subsides mensuels et l'engagement de ne pas l'abandonner. Quelques mois plus tard (1526) Césy ayant reçu du roi une réponse favorable, envoyait en Transylvanie Tomaso Fornetti, interprète du roi très-chrétien, muni d'instructions détaillées en langue italienne [2]. Fornetti devait arriver à la petite cour, but de son voyage, avec mille précautions ; il ne devait parler à nul autre qu'au souverain lui-même ou à son principal ministre Bornemisza, et devait se faire passer pour un négociant lévantin désireux d'échanger le plomb des Karpathes contre la cire orientale. Sa mission consistait à approuver et même à exciter Bethlen.

France avec les princes de Transylvanie pendant la guerre de Trente-Ans.

1. Une fois il écrivit directement à Richelieu pour lui recommander son neveu Pierre Bethlen qui venait de terminer ses études à Leyde, et voulait voir Paris et le cardinal « præclara laudum Ill. D^{e}. V^{e} fama ductus, qua virtutum suarum acta non immerito inter gentes etiam nostras celebrantur ». (Mss. Godefroy portef. 270.) C'était en 1627.

2. Mss. Godefroy, portef. 490.

Gabriel était déjà refroidi par le spectacle de la désunion et des préparatifs mal dirigés des chefs protestants[1]. La victoire de Wallenstein à Dessau sur Mansfeld le consterna plutôt qu'elle ne le surprît, et c'est tout à fait à contre-cœur qu'il mit sur pied une armée. Bientôt il apprenait la défaite des Danois par Tilly, et l'arrivée de Mansfeld réduit à d'insignifiants débris, poursuivi par son vainqueur et par les troupes du palatin. Bethlen recommença à négocier et à correspondre avec Wallenstein qui ne se souciait point de cette campagne ingrate, avec Eszterházy et avec Pázmány luimême, trop intelligent et trop patriote, malgré ses vues particulières, pour ne pas désirer la paix. Elle était conclue, et avec la Transylvanie et avec la Porte, pendant que Mansfeld, infatigable jusque dans son désastre et jusque dans sa maladie mortelle, formait de nouveaux plans d'aggression contre sa mortelle ennemie.

Le prince Gabriel, cette fois encore, voulut plus que la paix, une véritable alliance. Par là seulement il espérait sauver le protestantisme compromis de tous côtés. Mais ses efforts pour s'entendre à ce sujet avec les deux autres « grands Magyars » ne pouvaient aboutir, Pázmány surtout n'ayant point renoncé à la destruction de toute hérésie, et malgré ses bons rapports avec lui[2], le désignant toujours à la défiance impériale[3]. Son dernier projet fut d'arriver au trône de Pologne avec l'appui de Gustave-Adolphe; mais il mourut d'hydropisie en 1629 avant l'ouverture de la période Suédoise, laissant les meilleurs souvenirs et les regrets les

1. Schiller a très-bien compris ces dispositions de Bethlen.

2. Par exemple Bethlen l'invitait à ses noces. (*Epist. Procerum* III, 383.)

3. Ibid., 380, 406.

plus vifs à la nation bigarrée qu'il gouvernait depuis seize ans, laissant à l'Europe l'impression d'un grand politique auquel les circonstances avaient fait défaut. Sa veuve Catherine de Brandebourg essaya d'abord de lui succéder : M. de Césy, l'ambassadeur de Hollande, l'électeur de Brandebourg et le roi de Suède voulaient faire triompher ses prétentions de toutes les rivalités[1], d'Étienne Bethlen comme de Georges Rákóczy. Ce dernier, très-populaire, n'en fut pas moins élu : les alliés de Bethlen ne tardèrent pas à voir qu'il serait son plus digne continuateur, et le palatin, renonçant à le combattre, espéra en lui pour le rétablissement de la paix entre Magyars.

Les campagnes de Gustave-Adolphe n'éveillèrent pas en Hongrie, comme on aurait pu s'y attendre, de bruyants échos. La paix avec les Turcs était plus sérieusement établie qu'à aucune autre époque; la Hongrie royale était soumise à l'influence pacifique d'Eszterházy. Quant au cardinal Pázmány, au moment le plus critique il fut envoyé à Rome pour conclure une alliance entre Ferdinand et Urbain VIII, mais il fut accueilli d'une manière froide et évasive qu'expliquent les bonnes relations entre le pape et Richelieu; il prit congé, désespéré du peu de zèle du Saint-Siége pour un projet de grande ligue catholique[2]. Le prince Georges, de

1. Mss Godefroy, portef. 490. — L'Électeur de Brandebourg et Catherine elle-même écrivaient à Césy, le remerciant de sa sympathie et de son appui. (Ibid. portef. 270.)

2. N° 35 du t. Ier des *Scriptores rerum hungaricarum minores* (Budæ 1798). Pázmány parle en ces termes de ses conversations avec plus d'un cardinal : De subsidiis eamdem cantilenam impossibilitatis narravit... Subjunxi animarum et tot provinciarum periculum agi in Germania... Rursus pericula et progressus Sueci retuli, nihil

son côté, était un homme d'État plein d'habileté et d'expérience, à la fois trop avisé pour négliger d'entretenir une correspondance amicale avec le héros suédois, et trop prudent pour entrer à corps perdu dans son alliance. Il se contenta d'occuper quelques places fortes en attendant les événements; après la bataille de Lutzen il traita sur les mêmes bases que son prédécesseur, et assista pendant plusieurs années, témoin discret, incapable de se brouiller avec personne, aux discussions que sa tranquillité relative et son abstention même ne pouvaient manquer d'éveiller.

En effet le palatin Eszterházy était fort mécontent, sinon de l'Empereur, au moins de ses conseillers. Il préservait depuis longtemps la couronne contre les mécontents, mais il ne parvenait pas à préserver les libertés hongroises contre la couronne. Ce n'est pas seulement des ministres étrangers qu'il avait à se plaindre, c'était aussi de Pázmány et du chancelier Sennyey. Pázmány songeait beaucoup plus à la fondation de l'Université des Jésuites à Tyrnau et aux priviléges et revenus du haut clergé qu'aux libertés nationales, et Sennyey parlait tout au moins avec défiance de son pays. Le palatin se plaignit avec une vivacité croissante que l'on négligeât de convoquer les diètes; conciliateur malheureux, il tâchait de trouver des excuses à ces retards lorsqu'il écrivait aux comitats, mais c'étaient des excuses auxquelles il ne croyait pas lui-même. La diète enfin réunie, on l'accusa d'usurpation de pouvoirs parce qu'il avait fait des levées de troupes en vue d'un retour offensif des Ottomans; on le me-

tamen inde repositum mihi, nisi cameræ difficultates longissimo discursu exaggeratas... Itaque videns me nihil proficere, significavi me Suæ Sanctitati, me ante calores (on était au printemps de 1632) abire velle... Ad quod tunc nihil dixit, et in silentio probavit.

naça d'excomunication comme une sorte de faux frère qui aurait voulu irriter les protestants contre les catholiques. Plusieurs fois il offrit au roi de se démettre de sa dignité; mais on le calma, et il sembla que toutes ces querelles dussent finir lorsque moururent à peu près en même temps l'Empereur et le cardinal (1637). Il ne restait plus qu'un des trois « Grands Magyars ».

Avec Ferdinand III, prince plus modéré que son père tout en ayant les mêmes opinions, Eszterházy devait rencontrer en effet moins de difficultés; mais il avait contre lui le même parti, que l'on peut commencer à nommer le parti aulique, et le parti protestant qui se montrait irrité des nombreuses atteintes portées à la paix de Vienne. Sa situation fut très-fausse dans la diète de 1638. Les députés protestants, fort nombreux, furent sur le point de se constituer en assemblée particulière, et il fallut leur promettre la satisfaction de leurs griefs pour obtenir leur présence au couronnement. Ils se séparèrent assez irrités contre le palatin, pendant que ce malheureux dignitaire, irrité lui-même contre la cour, abdiquait une seconde fois[1]. Mais surtout les nuages s'amoncelaient du côté de la Transylvanie.

Rákóczy était de nouveau en relations suivies avec le camp suédois, surtout avec Torstenson[2]; il entretenait (depuis

1. Cum hinc non tantum injuria luculenta, sed evidens etiam personæ ac officii nostri sequatur contemptus.. Nec desunt certæ etiam in regno personæ, quæ gravibus nos lacessunt offensionibus... Nec puto privatum me minus patriæ profuturum quam tunc, dum magistratum hunc in Hungaria supremum gessi annis duodecim. (Ed. Toldy, p. 354.)

2. M. Szilágyi a publié dans les *Monumenta* (t. XXI des *Diplomata*) la correspondance diplomatique de Georges Rákóczy Ier.

1638) auprès de Louis XIII et de Richelieu un envoyé nommé Bisterfeld, et bientôt un de ces négociateurs de second ordre, mais zélés, intelligents, infatigables, comme le cardinal savait les choisir, arriva en Transylvanie[1]. D'Avaugour, n'obtenant pas immédiatement une alliance formelle, franchit les Karpathes pour négocier avec les Polonais, puis rejoignit l'armée de Torstenson en Silésie; enfin de Glogau recommença à correspondre avec les Transylvains, qu'il tenait au courant des succès remportés au Nord de la France par les armes de son roi contre les Espagnols[2].

Malgré les efforts d'Eszterházy qui le conjurait de ne pas affaiblir et déchirer la patrie devant les Turcs[3], Rákóczy se décida à conclure un traité avec la France et la Suède (1643). Les principales stipulations portaient que le prince recevrait cent vingt mille écus par an, que la liberté de conscience serait garantie à la fin de la guerre, et que les alliés n'élève-

1. Nous trouvons dans les Mss. Godefroy, portef. 490, cette lettre de créance : « Mon cousin, j'envoie vers vous ce mien député pour » vous informer bien particulièrement de mes bonnes et sincères » intentions sur ce que le vôtre a ici proposé, sur quoi je vous prie » d'ajouter entière créance à ce que mon député vous fera entendre » et aux assurances qu'il vous donnera de mon affection en votre » endroit, priant sur ce Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte » garde. Écrit à Saint-Germain-en-Laye le 9 mai 1639. Louis. »

2. V. p. 23 d'un Recueil intitulé *Rejtelmes levelek elsö Rákóczy G. Koraból* (Kolozsvár 1848) : d'Avaugour raconte au prince, en langue latine, les opérations de la Meilleraye en Artois.

3. Nec possum mihi persuadere naturæ mansuetudinem apud D. Vestram adeo in ferociam transiisse, ut nos, quorum idem sanguis eademque est natio, Turcicæ prœdæ subjectos desideret... Cette lettre, et six autres, avaient été écrites à Rákóczy par Eszterházy en magyar. Nous en trouvons la traduction latine dans un petit in-4° imprimé à Vienne dès 1644.

raient jamais aucune prétention sur une partie quelconque de la Hongrie ou de la Transylvanie. Pendant qu'Eszterházy se débattait péniblement contre tous les partis et tâchait de mettre sur pied des forces sérieuses, Georges prenait les armes. Il sembla un moment sur le point de rejoindre Torstenson en Silésie, et faute d'y parvenir, il lui rendit des services indirects mais considérables dans la campagne de 1644 et au commencement de 1645 par l'inquiétude que sa marche rapide causa à l'Autriche. Le célèbre négociateur français de la paix de Westphalie, le comte d'Avaux, tenait beaucoup à son alliance, comme le prouve cette lettre datée de Munster : « Le choix que le roi et la reine régente sa mère ont fait de M. de Croissy, conseiller de S. M. en sa cour de Parlement de Paris, pour aller trouver V. A. de leur part et concerter avec Elle les moyens d'exécuter le traité qu'Elle a fait avec M. Torstenson, lui fera connaître la bonne disposition de LL. MM. pour l'avancement du bien public, et le désir qu'elles ont de contribuer au contentement particulier de Votre Altesse. L'intention de LL. MM. étant d'établir un durable repos dans la chrétienté par la conclusion d'une paix générale, dans laquelle on puisse faire cesser les différends de tous les princes chrétiens, V. A. y tenant le rang qu'elle tient, nous fera beaucoup de faveur de nous informer de ses intentions, et de quelle sorte elle désire que nous parlions de ses intérêts dans le traité général[1] ».

Le prince Georges, malgré les efforts de M. de Croissy, n'attendit pas l'issue des longues négociations de Westphalie. Les Turcs le contraignirent à faire sa paix séparée dès 1645, et d'ailleurs une longue guerre n'était jamais en-

1. Szilágyi, I, 183.

trée dans ses projets[1]. Avant de mourir Eszterházy vit une partie au moins de ses désirs réalisés par la pacification de Linz qui confirmait celle de Vienne et garantissait, d'une part la liberté religieuse, d'autre part la double autonomie du royaume et de la principauté. La nation tenace des Magyars sortait encore une fois de tant de difficultés et de tant de pièges, ayant perdu moins de sang que la plupart des peuples de l'Europe, et conservant plusieurs de ses libertés.

1. Il est possible que les lettres d'Eszterházy, tenant le prince au courant des nouvelles favorables à la maison d'Autriche, et lui montrant que les Suédois ne pourraient lui rendre aucun service, aient contribué à ce résultat. — Le fonds Dupuy (vol. 642) contient des traductions contemporaines des traités de paix et d'alliance conclus par Georges Rákóczy.

CHAPITRE V

LES PERSÉCUTIONS ET LES INSURRECTIONS SOUS LÉOPOLD.

Dans toute l'Europe centrale une sorte de torpeur succéda aux agitations de la guerre de Trente-Ans. L'histoire générale des Hongrois n'a guère à s'occuper des dernières années de Ferdinand III (1648-1657) : toujours des querelles de frontières avec les Turcs, toujours une lutte sourde entre les patriotes magyars et la cour de Vienne, mais sans hostilité déclarée[1]. Très-différent devait être le long règne de Léopold (1658-1705), règne étrangement mêlé de fanatisme et de petitesse, de cruauté et de gloire; mais avant d'en aborder le récit, nous devons suivre les destinées de la Transylvanie, décisives alors comme précédemment pour les destinées du royaume.

Le prince Georges Rákóczy Ier, que nous avons envisagé comme un habile et prudent diplomate, était aussi un administrateur comparable à Gabriel Bethlen : il avait la même ardeur pour la propagation de la science, et son zèle était partagé par sa femme Suzanne Lorantfi, qui, devenue veuve en 1648, continua de protéger les colléges fondés par son

1. Nous aurons à revenir sur les discussions de la diète de 1655.

époux. Sa cour était à la fois cérémonieuse et austère[1]; comme son armée, elle était régie par les principes de la religion réformée, avec une incontestable tolérance puisque le prince engageait ses officiers appartenant à un autre culte à en suivre fidèlement les exercices, et ne blâmait que l'impiété. Il réprimait énergiquement tous les désordres, et interdisait spécialement le duel. Le pays était en général prospère malgré les déplorables résultats des ravages antérieurs. Malheureusement Georges Rákóczy II ne maintint pas cette heureuse situation; il voulut absolument jouer la grande puissance, rôle que rendaient dangereux l'insuffisance des ressources de la principauté et de redoutables voisinages. Passe encore pour ses relations avec Cromwell (1655). Le tout-puissant Protecteur accueillit avec bienveillance un envoyé de Transylvanie, et se montra décidé à maintenir « la sécurité du pur christianisme[2]. » Cette alliance présentait quelques avantages sans inconvénients; il n'en était pas de même de l'alliance suédoise[3]. Georges Ier l'avait entretenue, mais discrètement; Georges II s'y jeta pour ainsi dire à corps perdu; il comptait, avec l'appui des Scandinaves, recommencer en Pologne le règne de son devancier Báthory. Cette illusion eut pour conséquence une guerre déplorable, à la fois contre la Pologne et contre les Ottomans qui défendaient d'attaquer la Pologne. Beaucoup de Hongrois périrent; beaucoup furent prisonniers des Tartares, entre autres Jean Kemény, le principal lieutenant du

1. Rumy donne dans son premier volume les textes hongrois que nous résumons ici.

2. Recueil de Simonyi déjà cité, nos 44 et 45.

3. Vr le 2e et le 3e volume de la collection déjà citée de M. Szilágyi.

prince, et l'un des meilleurs prosateurs de la langue magyare au dix-septième siècle[1].

Dès lors et pendant plusieurs années (1657-1661), la Transylvanie fut le théâtre d'inextricables conflits au milieu des incursions tartares et des interventions allemandes. Voici les faits essentiels qui se dégagent de ce chaos. La Porte exigeait de la diète la déposition de Rákóczy et l'élection d'un autre prince. François Rhedey accepta ce rôle par dévouement, mais dès que cela fut possible il abdiqua en faveur de Georges II et se retira dans ses terres. Ce fut le signal d'une terrible invasion turque, plutôt aggravée que neutralisée par une invasion de Cosaques se disant alliés du prince rétabli. Karolyfejervár[2], la capitale, fut saccagée, les habitants tués ou emmenés en esclavage. Désespérés, les États du pays implorèrent l'élévation d'Acatius Barcsay moyennant un très-fort tribut payé à la Sublime-Porte. Le grand-visir Keuprili, qui semblait rendre à sa nation l'élan et la force conquérante de ses plus beaux jours, profitait avec joie de tous ces événements pour mettre la main sur les places fortes, et reculer les limites du territoire ottoman[3].

C'était une raison pour que la cour de Vienne, tout en évitant une rupture ouverte avec le Sultan, protégeât le parti de Rákóczy; mais elle le secourut mollement, et ne l'empêcha pas de succomber et de périr dans la lutte. Jean Keměny, reconnu par les États comme son successeur, ne fut pas plus heureux : il voulut à la fois terrifier ses adversaires

1. Le *Kemény János önéletirása* (autobiographie) se trouve dans le 2e vol. de Rumy.

2. En allemand Karlsbourg, en latin Alba Julia.

3. Pour les faits compris dans ce chapitre, qui sont relatifs à la Turquie, v. les livres LII à LX de Hammer.

par l'exécution de Barcsay, et négocier avec les Turcs et avec Léopold ; repoussé par les Turcs, tardivement et froidement appuyé par une marche de l'illustre général impérial Montecuccoli, il fut vaincu à son tour et tué dans la bataille. Son fils Simon Kemény aurait voulu tenter encore la fortune en manœuvrant avec les armées allemandes ; mais les Transylvains ne voulaient plus s'exposer à d'affreux ravages qui dépeuplaient et ensanglantaient leur pays, et les garnisons qui les défendaient ne leur plaisaient guère plus que les troupes étrangères qui les attaquaient. Ils acceptèrent donc Michel Apafy désigné par la Porte, et la décadence de la principauté commença : ballottée par tous les orages comme la politique même de son timide souverain, elle ne devait plus que languir jusqu'à ce qu'elle devînt une province des Habsbourg.

La rivalité militaire des Hongrois et des Allemands était aussi la grande question qui agitait le royaume. Déjà sous Ferdinand III (1655), la diète n'avait voulu procéder au couronnement de Léopold, nécessité par la mort imprévue de Ferdinand IV (roi qui n'a jamais régné), qu'à la condition formelle que la dignité de palatin serait rétablie et que le pays serait débarrassé de l'occupation étrangère. Léopold, une fois sur le trône[1], n'eut garde d'exécuter cette dernière

1. L'*Historia Leopoldi Magni*, du Jésuite Wagner, est un panégyrique en 2 vol. in-folio, Augsbourg 1719. L'opinion de l'auteur et de ceux qui l'ont inspiré, en ce qui concerne la Hongrie, se trouve résumée en deux lignes caractéristiques (I, 342) : Gens dura et pervicax non nisi atrocibus suppliciis, et quæ alibi sæva viderentur, coercetur. — Par contre, M. Chassin, dans quelques pages du livre déjà cité sur Jean Hunyade, et surtout M. Alfred Michiels dans son intéressante mais trop virulente *Histoire secrète du gouvernement Autrichien*, montrent une sévérité souvent justifiée, mais parfois excessive.

promesse, et l'on se plaignit de tous côtés des soldats de Montecuccoli, qui traitaient la Hongrie en province conquise. Les assemblées, convoquées à peu près périodiquement, n'obtenaient rien. Celle de 1662 réclama contre des violations continuelles de la paix religieuse avec si peu de succès, que les protestants cessèrent de paraître aux séances; du reste elle vota tous les armements nécessaires contre le grand ennemi, et consentit à voir retarder le départ des troupes étrangères. Devant le péril imminent d'une attaque dirigée par le formidable Keuprili, tout antagonisme semblait s'effacer. Pessina, dans son *Ucalegon* [1], jetait un long cri d'alarme, et dénonçait à la paresse des chrétiens les progrès inévitables et comme les étapes du fléau. Lorsqu'on apprit le siége d'Ujvár [2], victorieusement dirigé par le grand-visir, on crut déjà Vienne assiégée et la terreur se répandit dans toute l'Allemagne.

Même à cet instant suprême la rivalité militaire ne sommeillait pas. Deux systèmes étaient en présence, aussi bien que deux armées; deux généraux se disputaient avec passion, Nicolas Zrinyi et Montecuccoli. Zrinyi était le type du héros magyar, comme son aïeul le défenseur de Sziget; il était cavalier, il était poète, l'un des premiers de son pays; il comprenait la guerre comme une série d'actions brillantes et audacieuses. Sa campagne d'hiver le fit bien voir (1663-1664): par les plus grands froids il surprit des places importantes et galopa jusqu'à Essek, où il incendia le grand pont construit sur la Drave par Soliman le Magnifique. Montecuccoli contemplait de loin, avec une ironie méprisante, ces témoignages de bravoure. Le grand tacticien, nourri dans la forte

1. Lithomisslii 1664, un des écrits les plus éloquents de l'époque.
2. Neuhæusel en allemand.

tradition de Wallenstein et de Piccolomini, et destiné à être un jour le digne adversaire de Turenne, ne prenait pas au sérieux les turbulentes levées de la noblesse magyare ou croate[1]. Il méditait une campagne ou le plan d'une bataille comme une partie d'échecs où son habile et forte main disposait les pièces, les régiments orgueilleux, pillards, mais savamment disciplinés.

Il exhala son dédain pour Zrinyi dans un pamphlet amer, pareil à ceux qu'un vieux maréchal de Napoléon aurait pu diriger contre la garde nationale de Louis-Philippe. Il se moquait de « ces soldats d'insurrection qui n'ont rien de ce » qu'il faudrait, incapables dans leur rusticité de manier » les armes, et tout disposés à prendre secrètement la fuite. » Il tournait en dérision les récentes opérations du ban de Croatie et « ses plans grotesques dépourvus de méthode[2]. » Chose dangereuse que de s'attaquer à un poète et surtout de se moquer de lui! Le plus mystique ou le plus enthousiaste, si on le pousse à bout, trouvera en lui l'étoffe d'un satirique. Zrinyi répondit par une brochure dont l'anonyme transparent ne trompa personne. Il annonça au fier général qu'il serait à son égard le soldat romain du triomple, remémorant au plus glorieux et au plus satisfait sa condition de mortel. Il rappela à Montecuccoli que dans ses diverses campagnes il avait fait plus de mal que l'ennemi même à la nation qu'il insultait maintenant. Il se demandait si les Hunyade et les autres défenseurs de la patrie ne rendaient pas quelques services avec leur vaillance personnelle, et si cela ne

1. *Zrini Miklos és Montecuccoli Raymond*, article de M. Pauler dans la *Budapesti Szemle* de 1867.

2. Ces citations de Montecuccoli se trouvent dans le 33e vol. de Katona, p. 404 et 493.

valait pas mieux que de discourir, à la façon de Thersite, contre ceux qui risquaient leur vie. De telles épigrammes ne pouvaient manquer d'atteindre profondément, et lorsqu'un peu plus tard l'auteur de cette brochure mourut d'une façon mystérieuse, bien des gens soupçonnèrent Montecuccoli d'avoir satisfait les rancunes de son amour-propre.

On ne peut du moins lui refuser de s'être montré grand général dans la campagne de 1664[1]. Ne pouvant défendre la ligne de la Muhr, il se retira derrière le Raab, et, fortifié par l'arrivée des auxiliaires français sous les ordres de Coligny et de La Feuillade, il attendit le grand-visir. La bataille s'engagea près de Saint-Gothard, des deux côtés d'un demi-cercle formé par un détour de la rivière. Les Turcs franchirent imprudemment cet obstacle, ils commencèrent par bouleverser l'armée chrétienne; mais la bravoure des Français leur fit éprouver de grandes pertes, et Montecuccoli eut l'idée aussi simple qu'admirable de disposer toutes ses troupes en demi-lune, rabattant les Osmanlis comme un gibier surpris dans une battue formidable et poussant dans les eaux du Raab tout ce qui avait eu le malheur de les franchir. C'était un affreux désastre pour le sultan chasseur, pour le fainéant Mahomet IV, et même pour la grandeur ottomane qui ne s'en est jamais complètement relevée, malgré ses efforts ultérieurs.

Qu'on juge de l'indignation des Hongrois, catholiques ou protestants, lorsqu'ils apprirent qu'une telle victoire était suivie d'un traité qu'aurait à peine justifié la campagne la plus insignifiante. La paix de Vasvár, qui intéressait direc-

1. Dans cette même année ont été publiés à Nuremberg deux curieux ouvrages : *Ungarische Chronica*, et surtout *Historischer Lorbeer-Kranz*, accompagné de gravures.

tement leur nation et leur territoire, fut conclue sans eux, pour ainsi dire contre eux, car les clauses les plus importantes étaient consacrées à empêcher tout rapport entre les mécontents et les Turcs, lesquels en échange voyaient leur domination augmentée de quatre nouveaux comitats, et des places qu'ils avaient récemment conquises. En un mot c'était un partage de la Hongrie entre la Porte et la cour de Vienne[1]. Qu'avaient donc fait les Magyars? Avaient-ils conspiré avec l'ennemi? Loin de là, il s'étaient prodigués dans la lutte, et lorsque le trop dépendant prince de Transylvanie les avait engagés à se soulever, un des chefs patriotes, le palatin Vesselényi, avait repoussé hautement toute connivence et toute infidélité. Après tant d'efforts on les traitait en rebelles! Le primat Lippay fut aussi indigné que le palatin, et le mécontentement, toujours plus envenimé par la conduite des soldats de Montecuccoli et par l'arbitraire de chaque jour, plongea dans les couches populaires des racines profondes.

Dès lors la lutte intermittente, et plus souvent sourde que déclarée, soutenue depuis cent quarante ans par la nation contre la Maison d'Autriche, prit l'aspect d'un duel en règle, où les deux champions firent assaut, l'un de complots et d'insurrections, l'autre de persécutions et d'exécutions sanglantes. Léopold, et les Jésuites maîtres absolus de son esprit,

1. Le chevalier du May, dans ses *Discours historiques et politiques* sur la guerre de Hongrie (Lyon 1665), dit que « chacun s'entretient de la paix que l'Empereur vient de faire avec le Turc, et chacun en parle à sa fantaisie, sans savoir ce qui a porté ce souverain à se mettre bien avec les Infidèles ». Il justifie pourtant Léopold en disant que si l'on doit compatir au chagrin des Hongrois, le moment de leur délivrance n'est que retardé.

de sa cour, de son administration, avaient juré d'anéantir la constitution du royaume. Ils le montrèrent bien en convoquant à Vienne une réunion de magnats et de prélats destinés à remplacer la diète; mais même dans cette assemblée dépendante ils trouvèrent une résistance invincible, et ils n'en retirèrent aucun profit. Plusieurs membres très-importants avaient même refusé de s'y rendre; l'archevêque Lippay écrivait à un jésuite : « J'ai juré d'être un loyal et » utile conseiller de mon pays, je ne veux pas être appelé » traître, l'être encore moins. Je ne veux pas non plus » prendre part à des soulèvements. » Telles étaient aussi les dispositions de Nicolas Zrinyi, mais lui se rendit à Vienne quand même on cherchait à l'induire en défiance. Le malheur voulut que ces deux patriotes influents fussent bientôt perdus pour leur pays. Zrinyi, s'étant égaré dans une partie de chasse, fut tué par un sanglier, sans que l'on ait pu constater sur son cadavre la marque d'un coup de boutoir[1]. Lippay mourut à peu près en même temps, et fut remplacé par le prélat Szelepcsényi, disposé à sacrifier toutes les libertés hongroises, pourvu que la cour en revanche exterminât les protestants.

Il n'y avait plus qu'un seul intermédiaire entre les passions extrêmes, le palatin Vesselényi. Sa situation pénible ressemblait à celle de son prédécesseur Eszterházy en face

1. « On ne peut pas douter que cet illustre mort n'eût formé le des» sein de soulever toute la Hongrie et de la mettre en armes pour » renouveler la guerre contre les Turcs, même sans le consentement » de l'Empereur », dit le comte Nicolas Bethlen dans ses curieux Mémoires écrits en français, et publiés à la suite de l'*Histoire des Révolutions de Hongrie*, p. 211. Il raconte ensuite son voyage à Paris, et la visite qu'il rendit au grand Condé dans son palais de Chantilly.

des Ferdinand, mais elle était beaucoup plus aiguë. Léopold résumait en lui et portait à leur comble les défauts de ses ancêtres, sans avoir leur grandeur, de même que la hautaine lèvre autrichienne, devenue chez lui une difformité véritable, faisait de son visage surmonté d'une immense perruque, la caricature de Charles-Quint[1]. D'une telle figure, il ne fallait rien attendre qui ressemblât à une concession. L'événement le prouvait d'ailleurs : à toutes les plaintes sur les confiscations, sur les violences de la soldatesque, le ministre Lobkowitz répondait que si les habitants avaient à se plaindre des troupes, les troupes avaient aussi à se plaindre des habitants. D'autres propos circulaient : « Grâce à Dieu, » aurait dit le jésuite Tafferner, vous voilà perdus comme » vous le méritez après tout le mal que vous avez donné à » la maison d'Autriche. » Et les courtisans disaient également des Hongrois : « Nous allons jeter par terre leurs » grands bonnets et leurs plumets, changer en boutons de » plomb les boutons d'or et d'argent de leurs grands man» teaux. »

Il était surtout évident que l'existence même de la nation et de sa constitution était plus que menacée. Le palatin Vesselényi ne pouvait dès lors se défendre de regarder hors des frontières s'il ne trouverait pas une alliance pour résister au despotisme étranger. Il n'y en avait que deux de possibles, celle des Turcs, celle de Louis XIV. Or la pensée de l'alliance ottomane était insupportable à des chrétiens qui venaient de renouveler l'antique effort des Croisades; loin de la provoquer ils commencèrent par la repousser. Vesse-

1. Son meilleur buste se voit à Vienne, dans l'*Ambraser Sammlung*.

lényi et ses amis plus ardents, plus ambitieux surtout, Pierre Zrinyi, frère du héros poète, Nádasdy, Frangepán, se mirent en rapport avec l'habile ambassadeur français Grémonville. Le palatin avait horreur des conspirations, comme il le prouvait alors même en repoussant un plan bizarre qui consistait à s'emparer de la personne impériale et à lui dicter des conditions; mais il croyait légitime de protéger son pays en s'appuyant sur le roi de France. Voyant les hésitations de ce grand prince, il fit à l'ambassadeur un cas de conscience d'un refus qui rendait nécessaire une alliance avec les infidèles. En même temps il convoquait la noblesse dans plusieurs assemblées qui ne pouvaient aboutir qu'à une insurrection, mais il mourut prématurément au printemps de 1667.

Les autres chefs, les trois comtes ainsi qu'on les appelait, ne le valaient ni pour la prudence, ni pour le désintéressement. Pierre Zrinyi, qui avait donné en mariage son héroïque fille Hélène au fils de Georges Rákóczy, songeait à la Hongrie royale pour lui-même, à la Transylvanie pour son gendre. Nádasdy, qui avait des visées moins hautes, ne voulait devenir que palatin. Ils s'accordèrent à rechercher l'alliance de la Porte et de la France. Mais le grand-visir, occupé dans la Méditerranée, se montra peu disposé à recommencer une guerre de Hongrie, et l'interprète Panajotti tenait au courant l'ambassadeur impérial à Constantinople. Les mécontents espérèrent beaucoup de la guerre de Dévolution entreprise par la France; mais Louis XIV voulait détourner l'Empereur d'entrer dans la triple alliance de la Haye : « Il refusa formellement de soutenir les mécontents hongrois, et M. de Lionne rédigea la dépêche de façon à ce que le chevalier de Grémonville pût la montrer à l'Empereur. C'était

à la fois servir son allié et s'en faire craindre[1]. » Les trois comtes lui demandèrent encore une fois son assistance, mais il refusa d'encourager une révolte contre un souverain légitime, surtout contre un souverain avec lequel il partageait d'avance la succession d'Espagne. Il ne put atteindre, malgré toutes ces précautions, le résultat qu'il cherchait. « Quoique la France n'eût pris aucune part à cette révolte, la cour de Vienne feignit de croire qu'elle l'avait fomentée[2]. »

Révolte peu sérieuse après tout, mal dirigée par des hommes médiocres, dont le patriotisme magyar a grandement surfait la valeur! Pendant qu'un certain nombre de protestants se préparaient à suivre des chefs catholiques pour défendre la liberté religieuse et nationale, les chefs songeaient à leurs futures couronnes qu'ils se disputaient déjà. Le prince Apafy, mis au courant de leurs menées par son agent auprès de la Porte, se réconcilia avec l'Empereur; Rákóczy, son concurrent, assiégea dans la forteresse de Munkács, sa propre mère, Sophie Báthory, ennemie passionnée de la Réforme dont elle est parvenue à séparer cette grande famille. Bientôt il posa les armes en recevant une lettre que Pierre Zrinyi, prisonnier, lui écrivait de Vienne sous la dictée de Lobkowitz. Zrinyi et Frangepán, acclamés par une assemblée tenue à Zemplén, avaient à peine levé quelques troupes que la cour profita de leurs hésitations et de leur inquiétude pour leur promettre leur grâce s'ils

1. *Négociations relatives à la Succession d'Espagne*, par M. Mignet, Paris 1835 et suiv., in-4°, III, 383.

2. Ibid., p. 511. — A l'appui de cette assertion nous citerons les accusations contre la France et contre M. de Lyonne renfermées dans une chronique publiée à Nuremberg en 1684 par Erasme Francesci, sous un titre interminable : *Der blutig.. Adler-Blitz*.

voulaient se confier à l'auguste clémence. Ils venaient de tomber dans ce piége, et les papiers du défunt palatin, saisis par Charles de Lorraine, faisaient arrêter Nádasdy. Les prisons se remplissaient de complices illustres ou obscurs, réels ou imaginaires. Pendant qu'on cernait le château du noble Étienne Tököli depuis longtemps malade, son fils âgé de treize ans parvenait à s'enfuir sous un déguisement féminin; il évitait ainsi le collége des Jésuites de Prague où le gouvernement commençait à enfermer les jeunes gens de haute noblesse; il allait commencer en Transylvanie cette éducation plus que militaire de chef proscrit, qui devait le rendre au bout de quelques années un formidable adversaire.

L'occasion était belle de terrifier la Hongrie : les ministres de Léopold n'eurent garde de la manquer. Ils commencèrent par un procès criminel qui malgré toutes les réclamations fondées sur la légalité, fut institué en Autriche, à Vienne contre Nádasdy, à Neustadt contre les deux autres. Des avocats allemands leur furent assignés d'office. Zrinyi se défendit assez bien dans un mémoire où étaient articulés plusieurs des innombrables griefs de son pays, et qui répondait à l'accusation d'infidélité par une accusation de parjure. Ni sa fermeté, ni l'attitude plus humble de Nádasdy, ne les préservèrent de la sentence capitale, qui fut exécutée le 30 avril 1671[1]. S'il n'y eut pas confiscation totale, les enfants furent soustraits à leurs mères, qui conservaient

1. *Vera et deducta descriptio criminalium processuum.. in tres reos comites*, Viennæ Austriæ 1671, in-fol., accompagné de très-curieuses gravures représentant les scènes du procès et de l'exécution. Parmi les lettres des condamnés à leurs familles, remarquons cette triste suscription : « Dilectissimæ meæ conjugi, nunc viduæ ».

une pension modique, et Nádasdy avait appris avec désespoir que son fils était dégradé de noblesse. Une aussi lamentable destinée fit oublier bien des fautes, et la mémoire des « trois comtes » sera toujours entourée d'une auréole aux yeux de la postérité magyare[1].

L'échafaud de ces grands personnages n'avait servi qu'à donner le signal d'un vaste système d'oppression de la nation tout entière. Non-seulement elle était livrée plus que jamais à une exécrable soldatesque de toute origine, mais une arme nouvelle, l'impôt étouffant (*a fogyasztási adó*), était maniée impitoyablement par le cardinal Kolonics. Le haut clergé national s'émut de cette rançon illégale exigée de tous les Hongrois : l'évêque Széchenyi écrivait contre cet abus, le primat Szelepcsényi lui-même s'opposait à la suppression de la constitution et de la dignité palatine. La cour chercha un moyen d'endormir cette opposition plus gênante que toute autre, et n'eut pas de peine à le trouver. Les prélats aimaient leur patrie et leur indépendance, mais ils haïssaient davantage les hérétiques : les hérétiques leur furent donc livrés, pendant que Gaspard Ampringen, grand-maître de l'Ordre teutonique, était installé comme gouverneur avec un pouvoir vraiment dictatorial (1673), et que les populations des frontières transylvaines essayaient de tenir la campagne contre les Impériaux.

La persécution prit un double aspect, militaire et juridique[2]. Les soldats étrangers, commandés par le général

1. Les Croates s'en sont aussi beaucoup occupés, les Zrinyi et les Frangepán étant réclamés par eux comme des compatriotes. M. Racki a publié les *Acta conjurationem Bani Petri a Zrinio et C. F. Frangepani illustrantia*, Zagrabiæ, 1873.

2. Nous ne pouvons dans une Histoire Générale insister sur les

Kobb d'exécrable mémoire, se mirent à torturer, à empaler, à brûler vifs avec d'affreux et indicibles raffinements, non-seulement les insurgés qui tombaient entre leurs mains, mais les hommes les plus inoffensifs des localités les plus paisibles, du moment qu'ils étaient pasteurs ou maîtres d'école protestants. D'autre part, un tribunal exceptionnel, dirigé par le primat, faisait comparaître par centaines les ministres, diacres ou instituteurs luthériens et réformés. On les accusait de trahison à propos de deux lettres suspectes dont cinq ou six d'entre eux tout au plus pouvaient avoir eu connaissance; mais en réalité on voulait obtenir leur abjuration, leur exil volontaire ou leur démission, triple alternative qui leur était offerte. Ceux qui refusaient subissaient dans les forteresses les traitements les plus cruels, et se voyaient astreints à des travaux qui les épuisaient et les tuaient. Une soixantaine d'entre eux, après avoir résisté aux menaces et aux violences du jésuite Kellio, furent dirigés sur Naples et vendus au vice-roi espagnol pour servir sur ses galères. Beaucoup succombèrent à ce régime ou aux fatigues du chemin; les survivants furent délivrés par la flotte hollandaise de Ruyter au moment où elle passait à Naples pour aller combattre les Français dans les eaux de la Sicile (1676).

Cependant, depuis leur procès, l'insurrection avait gagné

nombreux documents et ouvrages en diverses langues, latins, allemands, hongrois, hollandais, italiens, contemporains ou plus récents, relatifs à cette longue persécution et surtout aux procès et à leurs suites. On trouvera plus de détails dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français* de 1875. Citons seulement l'*Historia diplomatica de statu religionis evangelicæ in Hungaria*, 1710, in-fol. p. 73 et suiv.

chaque jour du terrain[1]; elle se recrutait parmi les patriotes de toute croyance, réunis sous le nom de *Kurutz*. et les circonstances extérieures lui étaient favorables. Louis XIV, engagé dans une lutte contre la grande alliance dont Léopold faisait partie, n'avait plus le même scrupule à traiter avec des révoltés qui pouvaient par une diversion dégager les frontières françaises. M. de Forbin-Janson, ambassadeur en Pologne, écrivait dès la fin de 1674 « qu'une révolution générale était imminente en Hongrie, qu'il n'était plus d'accommodement possible entre les réfugiés et l'Empereur[2]. » M. de Beaumont venait étudier l'état du pays, et recevait un accueil enthousiaste. L'année suivante M. Akakia, ancien secrétaire du comte d'Avaux, approfondissait davantage la situation, et engageait le prince de Transylvanie et son ministre Michel Teleky à devenir les chefs des mécontents. Mais Teleky comme son maître a passé sa vie dans des hésitations, dont le récit détaillé serait monotone, et qui eurent pour résultat d'ôter toute importance à la principauté. La cour de Saint-Germain, ne pouvant compter sur aucune alliance régulière, montra la même froideur qu'au temps de Zrinyi et de Nádasdy.

M. Akakia et le marquis de Béthune, le nouvel ambassadeur en Pologne, attendaient de grands résultats de la diversion hongroise, pour les délibérations du congrès qui venait de s'ouvrir à Nymègue. Ils pressèrent leur gouvernement d'exécuter ses promesses et de leur donner les pouvoirs

1. Malgré les conseils, trop fidèlement suivis, du ministre Hocher à l'Empereur : « Omnem flagitio materiam detrahe.. Noli credere, » Domine, eos ulla misericordiæ spe conciliari posse » (*Archiv fur Kunde Osterreich*, T. VIII, p. 74.)

2. Mignet, T. IV, p. 677-690.

nécessaires à la conclusion d'une alliance. Ayant obtenu une réponse favorable, ils firent passer en Hongrie de l'argent et des troupes recrutées en Pologne, commandées par le comte de Boham et M. de Forval. Pendant les deux dernières années de la guerre dite de Hollande, les officiers français, quelque peu aidés cette fois par le prince Apafy et par les Turcs, remportèrent plusieurs succès dans la haute Hongrie, notamment près de Szathmár.

Le chef magyar qui soutint leurs derniers efforts avant que la paix de Nymègue ne les eût forcés à l'inaction[1], n'était autre qu'Emerich Tököli. Ce brillant et redoutable roi des proscrits prenait comme en se jouant les villes et les forteresses; on entendait le galop de son cheval dans les plaines de la Moravie, et presque aussitôt il retentissait dans les montagnes précieuses dont l'or et l'argent recevaient son effigie. Même privé des secours français, à lui seul il restait assez formidable pour qu'on voulût l'arrêter par un armistice. Il y consentit afin d'épouser la veuve du prince Rá-

1. Dès lors, et jusqu'à l'insurrection de Rákóczy, la politique française s'occupa moins directement des affaires hongroises, mais elle ne les perdit point de vue, comme le prouvent plusieurs petites publications sur Tököli, et l'*Histoire des troubles de Hongrie*, Paris 1685, 4 petits vol. L'auteur, évidemment officieux, de ce dernier ouvrage, est hostile aux protestants, mais il cherche, et par conséquent trouve, le moyen de blâmer également l'Autriche : « L'Empereur, qui se piquait d'une grande piété, embrassait aveuglément tous les conseils qu'on lui donnait pour la gloire de Dieu et pour l'extirpation de l'hérésie, sans considérer que ceux qui lui inspirent ces sentiments louables en apparence, mais dangereux dans l'exécution, y étaient plutôt portés par des considérations humaines que par l'intérêt du ciel, et qu'ils cherchaient moins à établir le culte de la véritable Religion qu'à se conserver les biens des hérétiques, dont ils avaient obtenu la confiscation. » (T. I, 51.)

kóczy, l'héroïque Hélène Zrinyi, qui apportait elle aussi en dot son héritage de vengeances.

Léopold s'était aperçu de l'inutilité de toutes ses violences : il ruinait ses sujets sans doute, mais il se ruinait avec eux; il tourmentait les hérétiques, mais les hérétiques exaspérés maltraitaient à leur tour les prêtres qui leur tombaient sous la main. Les hommes religieux, martyrs de la croyance réformée, gémissaient avec une poésie résignée sur la Sion magyare et ses enfants orphelins. Ils chantaient : « O Seigneur Jésus-Christ, hâte-toi de venir! » Mon âme est prête à voler au-devant de toi. Si c'est la » volonté, ô Dieu notre père, nous voici prêts à souffrir la » mort pour ton fils[1]. » Mais toutes les chansons populaires de cette époque ne sont pas composées sur cette gamme; il y en a qui respirent l'enthousiasme le plus belliqueux et les haines les plus pressées de s'assouvir[2]. L'expérience montrait donc qu'il fallait traiter avec les mécontents magyars, ou tout au moins les diviser par quelques concessions.

Déjà depuis quelque temps la cour de Vienne s'efforçait d'obtenir ce dernier résultat, en accordant le moins possible.

1. *Adalékok a Tököly-Kor irodalom történetéhez*, recueil de chansons populaires publié par M. Thaly, 45. — Le même savant a publié dans les T. XXIII, XXIV et XXVII des *Scriptores* le journal de Tököli et celui de divers autres personnages.

2. Quelques-uns de ces chants sont de vraies brochures, qui n'ont d'autre poésie que celle du mètre; p. ex. « Les affaires du pays » sont entre les mains des prêtres. Ils font les lois, les procès, ils » accaparent les emplois laïques; ce qu'ils n'ont pas, c'est ce qu'ils » ne veulent pas ». En revanche il y en a de poétiques, comme le chant des Széklers : « Terre des Székely, ma patrie toujours verte, » tu es petite, mais ta fidélité est grande, tu es froide mais ton cœur » ne gèle pas ».

Il y eut plusieurs convocations de magnats et d'évêques; certains prélats insistèrent pour que la persécution fût continuée, d'autres demandèrent l'apaisement du pays et semblèrent l'emporter. L'orgueil du ministre allemand Hocher vint remettre tout en question; dans une discussion violente il accusa les neuf-dixièmes des Hongrois d'être des traîtres, et les magnats, non sans lui avoir durement répondu, se dispersèrent furieux. Enfin l'intervention de Szelepcsényi aboutit à la réunion d'une diète en 1681, assemblée d'autant plus nécessaire que les Turcs préparaient le dernier et terrible effort qui devait les conduire jusqu'à Vienne. Il fallait absolument céder sur plusieurs points : les protestants furent écoutés dans leurs trop justes réclamations, la persécution fut au moins suspendue et jamais elle n'a retrouvé depuis la même intensité (si ce n'est dans l'année 1687); Paul Eszterházy fut élu palatin, la constitution et les lois furent déclarées rétablies. Mais la paix ne devint pas générale, Tököli n'ayant point obtenu la cession territoriale qu'il réclamait, et comptant d'ailleurs sur l'appui de la Porte, quelque peu sur celui des Transylvains et des Français.

Nous n'avons pas à raconter le siége de Vienne; bornons-nous à constater la part que prirent les Magyars aux événements de cette terrible année 1683. Tököli avait recommencé la guerre dans la haute Hongrie, où son mariage avec Hélène Zrinyi venait d'augmenter son influence. Il formait avec les Turcs une alliance en règle, vivement et justement reprochée à sa mémoire. Il pressait la marche du grand-visir Kara-Moustapha, puis venait à sa rencontre avec un grand panache de plumes de héron, et se voyait l'objet de la même réception solennelle qui avait honoré, ou déshonoré, Jean

Zápolya dans le camp de Soliman. Bientôt il assiégeait Presbourg, tandis que la grande armée ottomane, qui renfermait dans ses rangs un certain nombre de Magyars, attaquait la capitale de l'Autriche. Tout autre était la conduite du palatin qui réunissait aux forces impériales un plus grand nombre de Hongrois, et de Koháry prisonnier qui disait en face au roi des Kurutz : « Tu es l'opprobre du nom magyar[1]. » Il faut d'ailleurs remarquer que Tököli imposait son pouvoir plutôt qu'il ne s'occupait de gagner des adhésions, que les assemblées par lui convoquées se prononçaient contre lui, et que la plupart de ceux qui marchaient sous ses drapeaux ne cherchaient que l'occasion d'abandonner ce chef brillant, mais emporté par des passions excessives.

L'irréparable désastre infligé aux Turcs par Jean Sobieski et le duc de Lorraine dégagea Presbourg, et le charme fut brusquement rompu. Tököli, abandonné par une grande partie de son armée, et ne pouvant s'entendre avec les vainqueurs, fut réduit à son ancien rôle de général des Kurutz, et recommença la guerre de partisans dans la haute Hongrie[2]; mais il subit défaites sur défaites. Alors il voulut

1. Un seigneur polonais, réel ou supposé, publiait alors même à Ratisbonne une brochure intitulée *Lettre à Monsieur le marquis C. L.*, et dirigée contre les Français : « Je condamne ce procédé qui leur a fait garder un cœur ennemi dans le temps de la paix, et j'ai en horreur qu'ils aient fomenté de leurs forces et de leurs conseils les troubles de Hongrie.. J'ai toujours trouvé fort mauvais que les Français sortissent de notre pays comme du cheval de Troie, pour aller comme des espions dans la Hongrie et dans la Transylvanie pour y exciter des troubles, et porter d'autant plus les mécontents à la rébellion en leur donnant de l'argent et des armes ».

2. Sur l'hostilité de la Haute Hongrie, v. une lettre intéressante de Jean Sobiesky dans Pray, *Epist. Procerum*, III, 607.

recourir au pacha de Várad, qui, lui attribuant tous les malheurs de l'armée ottomane, le fit arrêter et conduire à Belgrade. Sa captivité acheva de décourager ses partisans : toutes les villes se rendirent, excepté la forteresse de Munkács, défendue par Hélène Zrinyi. Fille, nièce, épouse de proscrits, de héros ou de martyrs, elle fit de ce nid d'aigle la dernière citadelle de l'héréditaire et irréconciliable vengeance[1].

Cependant les armées allemandes rendaient à la Hongrie l'inappréciable service de chasser les Ottomans. Nulle série de campagnes plus glorieuse (1683-1687). A Parkány, les ponts du Danube se rompent sous le poids des Turcs vaincus, qui sont engloutis par milliers. Gran et Ujvár (Neuhæusel), sont délivrés par le duc de Lorraine, après que le héros polonais, quelque peu brouillé avec les Allemands, est retourné dans son royaume. Bude est assiégée par Stahremberg et Adam Batthyány ; cette fois il s'agit d'une ville du prophète, de la clé de l'Empire, une foule dévote a prié avec le sultan sur la place des flèches, et le mufti a fait parvenir dans la forteresse bloquée un fetva qui ordonne à tout fidèle musulman de mourir plutôt que de se rendre. Aussi jamais on n'a vu résistance plus acharnée, et le triomphe est d'autant plus glorieux[2]. Enfin dans ces mêmes plaines de Mohács si fatales jadis, vingt mille Turcs succombent. Le découragement est

1. Le Recueil de M. Thaly contient plusieurs pièces contemporaines relatives à Hélène Zrinyi. Dans ses *Tchèques et Magyars*, M. Saint-René Taillandier commente avec chaleur et éloquence le poème moderne de Garay.

2. Carlo Manone, *Ungheria vendicata*, Milano, avec les plans du siége de Bude. — Lopez, *Historia delle passate e correnti guerre d'Ungaria*, Napoli 1688.

sans bornes chez les musulmans ; le prophète ne défend plus ses conquêtes ni son peuple ; le sultan reste trois jours sans manger, et son jeûne ne l'empêche pas d'être renversé par les janissaires.

Pourquoi faut-il quitter ce spectacle glorieux pour l'Europe chrétienne, malgré les cruautés inexprimables dont les Impériaux souillèrent chacune de leurs victoires, pourquoi faut-il, à côté des héros, stigmatiser les bourreaux insatiables? Une amnistie avait rassuré tous ceux que les violences du gouvernement avaient précédemment jetés dans l'insurrection. Mais le cruel Caraffa[1], chargé d'occuper la haute Hongrie, crut ou feignit de croire à une nouvelle conspiration, prouvée selon lui par un voyage de quelques nobles dames. Il obtint de Léopold l'institution du tribunal exceptionnel d'Eperies, qui mériterait mieux que celui du duc d'Albe l'épithète flétrissante de tribunal de sang. Une odieuse boucherie commença, d'autant plus odieuse qu'elle était accompagnée de mensonges juridiques. Pendant la moitié de l'année 1687, sur un échafaud en permanence, des bourreaux décapitèrent, pendirent, tenaillèrent, rompirent vives toutes les victimes que désignait à des juges sans

1. Wagner (*Hist. Leop.* II. 3) a une singulière manière de faire son éloge : Exempli acerbitas, ut in præsenti salutaris, ita Caraffæ nomini mirum quam invidiosa fuit. Hodiedum durant odia, nec sine execratione, et inter plorantium puerorum terriculamenta Caraffa nominatur. — J. B. Vico a célébré ce bourreau en vers italiens et en prose latine. Il l'appelle « l'onor di nostra patria » (*In morte del Signor Antonio Caraffa*, dans les *Opuscoli* publiés à Naples en 1819). Il lui accorde toutes les vertus, en convenant que « vulgo dicebatur aut » amore aut meta Caraphæo esse obsequendum ». (*De rebus gestis Antoni Caraphæi Libri quatuor*, Neapoli 1716, in-4°.)

indépendance la réaction politique ou religieuse. La terreur fut générale, l'indignation le fut aussi.

Léopold espérait non sans motif qu'un gouvernement à la fois victorieux et implacable obtiendrait d'une assemblée tout ce qu'il voudrait. Or le but que ses devanciers et lui-même poursuivaient depuis longtemps, c'était la transformation de la royauté élective en monarchie héréditaire. La Diète de 1687 fut donc saisie de ce projet de loi qui modifiait profondément la constitution du royaume[1]. Son attitude fut très-digne; elle ne se laissa pas épouvanter par les gémissements lointains des victimes; elle déclara qu'elle n'accorderait rien si l'on n'arrêtait les supplices, et si l'on ne mettait en liberté les prisonniers. C'est seulement lorsqu'elle eut reçu satisfaction qu'elle laissa couronner sans élection l'archiduc Joseph. Il fut du reste convenu que la nation reprendrait tous ses droits en cas d'extinction de la descendance masculine des Habsbourg; et que dans tous les cas le nouveau souverain devrait prêter serment de fidélité aux lois fondamentales. La seule concession à ce point de vue fut la suppression de l'article 31e de la Bulle d'Or, contenant le droit à l'insurrection. Une amnistie générale fut proclamée, et la capitulation acceptée par Hélène Zrinyi mit fin à toute résistance.

Pendant que le royaume de Hongrie, progressivement délivré des Musulmans, devenait héréditaire, la soumission de la Transylvanie se préparait peu à peu (1685-1698)[2]. L'habile et inconstant ministre Michel Teleky avait fini

1. *Histoire des Révolutions de Hongrie*. T. Ier de l'éd. in-4°, p. 111 et suiv.

2. P. 129 et suiv. du 1er vol. de la *Transylvanie* d'A. de Gérando. — V. les textes du diplôme de Léopold, etc. T. II, p. 377 et suiv.

par se décider en faveur de l'Autriche contre la France, le parti des mécontents et l'alliance ottomane. Il s'entendit avec l'Empereur pour que Michel Apafy II, encore enfant, fût reconnu comme le successeur de son père. En cela comme en bien des choses, les promesses ne coûtaient rien à Léopold et à ses conseillers. Dans la suite des campagnes contre la Porte, les villes transylvaines furent occupées par les généraux impériaux comme des villes conquises, l'avènement de Michel II à titre de prince tributaire fut une comédie. En vain Nicolas Bethlen obtint-il en sa faveur l'intercession des ambassadeurs des puissances protestantes : on décida qu'il ne gouvernerait qu'à sa majorité ; le prince de Lichtenstein vint le prendre pour le conduire en Autriche, et finalement la Transylvanie se trouva être devenue une province comme la Styrie ou la Carniole. Il est vrai qu'un diplôme dans toutes les règles stipula le maintien des libertés des *trois nations* et des quatre Églises ; mais les violences des soldats, l'arbitraire de la nouvelle administration, fournirent de nombreuses recrues à l'insurrection de François Rákóczy.

Avant de raconter cette dernière et stérile tentative, suivons les armes impériales et royales dans leurs principaux engagements contre les Turcs (1688-1698). Louis de Bade, excellent général, recommença les campagnes de Hunyade au sud du Danube, et l'on s'attendit à la prise de Constantinople. C'était prématuré : il fallut, après quelques succès mêlés de quelques revers, se borner à combattre sur le territoire du royaume. La bataille de Salankemen (1691) fut un nouveau désastre pour le croissant : le vieux Chalèl avait annoncé la défaite, et le dernier des Keuprili, ne voulant pas survivre à sa honte, se revêtit d'un caftan noir, et mar-

cha au-devant d'une balle libératrice. Il est vrai que les années suivantes furent mauvaises : Tököli venait d'envahir la Transylvanie avec une audace inouïe, par des chemins qui effraient le simple piéton; après lui, et par diverses routes, les hordes tartares pénétrèrent dans le pays. Un nouveau sultan, l'énergique Moustapha II, reprit avec succès l'offensive, écrasa devant Lugos Veterani et Lichtenstein qui périrent avec la moitié de leur armée. Tout semblait remis en question lorsque le prince Eugène de Savoie prit le commandement.

Ce héros chétif et infatigable, à la figure longue, sèche et ardente, avait conquis ses insignes de général devant Gran, devant Bude, devant Belgrade[1]. Il allait fonder sur les bords de la Theiss sa réputation de grand capitaine. Il atteignit le camp des Turcs auprès du pont de Zenta, l'enveloppa dans le demi-cercle offensif de son armée, lui coupa brusquement l'accès du pont et extermina tout ce qui n'avait pas pris la précaution de s'enfuir (1697). Un butin immense tomba entre les mains des vainqueurs avec le sceau impérial si redouté pendant des siècles, et maintenant bafoué. Bientôt le traité de Carlovitz ne laissait plus aux Turcs en Hongrie qu'un territoire entre la Theiss et le Maros, maigre débris de leur vaste domination.

1. P. 19, 23, 25, 34, 101 du 1er vol. de l'intéressant ouvrage de M. d'Arneth, *Prinz Eugen von Savoyen*, Vienne 1864.

CHAPITRE VI

FRANÇOIS RAKÓCZY ET LA DERNIÈRE INSURRECTION (1703-1711).

Le nom le plus connu de l'histoire hongroise, en dehors de la période contemporaine, est certainement, après celui des Hunyade, le nom du prince François Rákóczy. La littérature et la musique, le souvenir de Saint-Simon et d'une marche nationale fréquemment jouée dans les concerts, s'accordent à préserver sa mémoire de l'oubli parmi les nations occidentales. L'étendue de ses négociations diplomatiques, notamment avec la France, et la coïncidence de son insurrection avec les années les plus dramatiques de la Guerre de la Succession d'Espagne, lui assurent une place importante dans l'histoire générale de son temps. Il maniait avec esprit et facilité, sinon toujours avec correction, la langue française, de sorte que ses écrits de divers genres sont accessibles au grand public, et peuvent être cités dans l'original[1]. Ses compatriotes ont conservé son souvenir avec

1. Les *Mémoires du prince François Rákóczy* ont été publiés, avec une pagination spéciale, à la suite de l'*Histoire des Révolutions de Hongrie* (La Haye 1739), laquelle contient elle-même un grand nombre de pièces relatives aux tentatives de médiation des puissances et de Széchenyi.— M. Fiedler a publié dans les *Fontes rerum austriacarum* (T. IX et XVII, Vienne 1855 et 1858) les *Actenstücke*

une sorte de vénération qui grandissait aux moments d'épreuve de la patrie, car il était le dernier des grands insurgés magyars, il était mort en exil, et longtemps après, le pasteur de la plaine chantait encore : « Hélas, brave et vieux » peuple, qu'es-tu devenu ? Un vase brisé. L'ennemi te foule » et t'écrase. Et pourtant quelle belle et fière image était » la tienne ! Hélas, Rákóczy, Bercsényi, chefs des vieux » Magyars, étoiles brillantes de notre patrie, qu'êtes-vous » devenus [1] » ?

Eh bien ! la réputation de ce héros nous paraît supérieure à son mérite; elle tient plutôt aux circonstances qui viennent d'être indiquées, à des épisodes tragiques ou curieux, qu'à son talent politique ou militaire. Cette belle figure a besoin de la gravure théâtrale des ouvrages contemporains, ou de la lumière de la rampe lorsqu'on joue à Pesth le beau drame de M. Szigligeti ; elle s'efface devant l'étude des faits et la lecture des pièces officielles, qui révèlent un esprit chimérique dans ses espérances, bien que très-clairvoyant à l'égard de ses compagnons de fortune. Elle pâlit davantage encore lorsqu'on la rapproche du premier Georges Rákóczy ou de Bethlen Gabor. Néanmoins elle reste sympathique

zur Geschichte Franz Rákóczy's : ce sont les papiers du négociateur Kökenyesdi de Vétes. — M. Simonyi a publié la partie diplomatique de l'*Archivum Rákóczyanum*.

1. Cette chanson, avec d'autres sur le même sujet, se trouve dans le *Nepköltési Gyüjtemény* de MM. Arány et Gyulai. — M. Thaly, éditeur des chants historiques déjà cités, a aussi publié la partie *Had és Belügy* (guerre et intérieur), de l'*Archivum Rákóczianum* (3 vol. Pesth 1873). — Enfin, dans un travail inséré dans les *Ertékezések* de la section historique de l'Académie (1867), M. Thaly n'a pas énuméré moins de cent trente archives (comitats, évêchés, écoles réformées, villes, familles) renfermant des pièces relatives à François Rákóczy II.

par son honnêteté, par la droiture de ses intentions, par une piété sincère bien que l'expression n'en soit pas toujours très-naturelle : on l'estime si on ne peut l'admirer.

Ce jeune prince, étant le petit-fils des souverains de la Transylvanie et des héroïques Zrinyi, avait été dès sa naissance (1676) doublement suspect à la cour de Vienne. Élevé par les Jésuites, il ne désarma pas facilement la défiance de Kolonics; il y réussit pourtant, eut la permission de voyager en Italie, épousa une princesse de Hesse et sembla vivre tranquille dans ses domaines restitués. Des relations mystérieuses, dans lesquelles on a pu reconnaître un système de provocation, furent suivies par lui avec un officier liégeois nommé Longueval, qui le trahit et le fit arrêter. Conduit à Neustadt, dans la prison de l'infortuné Zrinyi son aïeul, il rédigea une protestation contre cette violence, et s'enfuit grâce à l'assistance d'un officier prussien. Il parvint sans encombre en Pologne, et s'aboucha secrètement avec l'ambassade française, qui parut d'abord assez embarrassée de sa conduite : on était au début de la guerre de la Succession d'Espagne, et l'on se souciait médiocrement d'étendre le champ des hostilités. Mais en 1703 il n'y avait plus de ménagements à garder, l'antique alliance fut renouvelée, et le prince, muni de quelques secours et surtout de promesses pour l'avenir, rentra dans sa patrie, où le parti Kurutz se soulevait.

La paix de Carlovitz avait profondément irrité le sens légal des Magyars : leur sort était réglé bien plus avantageusement qu'à Vasvár, mais cette fois encore sans leur participation. D'ailleurs les confiscations et les violences des administrateurs et de la soldatesque étaient loin d'avoir cessé. Chose plus grave encore, le gouvernement voulait

profiter de ses succès militaires pour étouffer la constitution. Des prélats et des seigneurs furent appelés à Vienne. On ne s'attendait pas à les voir repousser le plan des Jésuites : établissement d'une contribution perpétuelle, suppression des lois spéciales à la Hongrie, annulation de la diète. Une autre mesure dont on attendait beaucoup, aurait divisé la nombreuse noblesse magyare en deux catégories ; les plus riches auraient reçu des titres de princes, comtes, barons, les autres auraient été en quelque sorte réduits en roture : projet admirable pour rompre l'unité de la nation, décomposée en courtisans et en sujets corvéables. De qui allait venir la résistance ? Ce ne fut pas du palatin, ce fut de Széchenyi, l'archevêque patriote de Kalocsa : « Est-ce ici, dit-il, que nous » devons délibérer sur les affaires du royaume ? Cette no» blesse acquise par le sang de tant de braves gens, sera-t» elle perdue pour tous ceux à qui il vous plaira de l'ôter ? » Nos lois déclarent infâme, non-seulement un particulier, » mais un corps tout entier qui, sans le consentement des » États donné en pleine diète, oserait accorder ou offrir des » subsides au roi ; et inférez de là qu'il ne convient pas à » cette assemblée de mettre seulement en délibération les » affaires dont il est question ici[1] ».

La réunion applaudit et se dispersa sans vouloir rien entendre de plus. La colère du parti Kolonics fut grande contre l'archevêque et le bruit se répandit même qu'on avait essayé de l'empoisonner. Széchenyi resta aussi modéré qu'intrépide, et après avoir résisté aux Jésuites, il s'efforça pendant plusieurs années d'empêcher la révolte, puis de désarmer Rákóczy par ses négociations. L'Empereur avait aussi des

1. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, I, 143.

conseillers de modération, entre autres le prince Eugène. Le vainqueur de Zenta témoignait la plus grande admiration pour l'héroïque famille des Pálffy et pour la valeur hongroise, non-seulement dans la noblesse, mais chez l'homme du peuple « ce que, disait-il, notre cour ne comprend pas » suffisamment[1] ». Mais les conciliateurs n'avaient pas beau jeu. On voyait un article de la paix de Carlovitz fermer à jamais l'entrée du royaume aux Hongrois qui avaient passé en Turquie dans la guerre précédente ; et l'on s'indignait de voir une puissance jalouse de son rôle catholique jeter une foule de chrétiens dans les bras de l'Islam. Ainsi différentes causes contribuèrent au soulèvement beaucoup plus populaire qu'aristocratique, dont le prince François venait prendre la direction. La contrée à moitié plate à moitié montagneuse dominée par Munkács, la vieille forteresse opposante, en était le premier foyer, comme elle devait en être, sept ans plus tard, le dernier asile.

De là, l'insurrection se propagea rapide comme la flamme, vers la fin de l'année 1703, et dans l'hiver de 1704 ; elle gagna la Transylvanie d'une part, de l'autre elle assiégea ou emporta les places du centre et de l'ouest, elle franchit le Waag, elle envoya ses éclaireurs jeter l'épouvante dans les environs de Vienne. Elle apparaissait donc comme une formidable menace pour l'Autriche entamée par l'électeur de Bavière, et mise à deux doigts de sa perte par les projets d'invasion de Villars, le brillant vainqueur de Friedlingen et de Hochstett. C'est le plus beau moment de Rákóczy :

1. *Sammlung der hinterlassenen politischen Schriften des Prinzen Eugens von Savoyen*, Tubingen 1811-1819, I, p. 14, 22, 65 : was unser Hof nicht genug zu schatzen scheint, hat der Edelmann wie der Gemeine, ebendenselben Charakter, etc.

l'Europe le regarde avec espérance ou avec terreur, il va joindre les Franco-Bavarois sous les murs de Vienne, et faire tomber du même coup les projets des Habsbourg sur l'Espagne. C'est aussi pour nous le moment d'étudier les chances intérieures de son soulèvement et sa situation diplomatique.

Les premiers insurgés étaient pour la plupart des paysans armés de bâtons, de faux et de mauvais fusils, tellement dépourvus d'instruction militaire qu'on ne savait à qui confier les fonctions de caporal; de plus enclins à la boisson et à l'indiscipline, et extrêmement jaloux de la noblesse[1]. Avec tous ces défauts ils ne manquaient pas d'élan ni d'enthousiasme; ils se montraient capables de vaincre les petits corps de troupes et les généraux médiocres que la grande guerre d'Allemagne et d'Italie laissait à la disposition du gouvernement. La noblesse, d'abord tout entière défiante, fut rassurée par quelques bons règlements disciplinaires de Rákóczy : une partie des nobles continuèrent à bouder dans leurs châteaux, ou s'enfuirent à Vienne, mais d'autres, plus nombreux chaque jour, prirent le parti contraire. Si les Pálffy restaient inébranlables, un Eszterházy, un Károlyi, celui-ci politique très-habile, comptaient parmi les chefs, mais ils n'étaient point toujours d'accord avec le prince, ni surtout avec son alter-ego Bercsényi, intelligent mais bizarre personnage que son ami désabusé a décrit plus tard en ces termes : « Son génie paraissait dur et insuppor-
» table à ses inférieurs; il était inconsidérément mordant
» et satirique dans la familiarité, léger dans la gravité, aigre
» et méprisant dans la répréhension; opiniâtre estimateur

1. *Mémoires*, p. 14, 22, etc.

» de ses propres sentiments, il méprisait la plupart du temps » ceux d'autrui; éloquent en paroles, hésitant dans l'ac- » tion, vague et indéterminé dans le conseil, il attribuait » toujours aux autres les mauvais événements[1] ».

La zizanie des généraux, la jalousie mutuelle des paysans et des nobles aggravaient les difficultés au point de vue militaire. Pour soutenir les premiers succès, il aurait fallu une bonne infanterie; or « la noblesse tenait à honte d'y servir : » le proverbe était commun, que c'était le métier d'un chien » de marcher toujours à pied ; que l'homme devait se ser- » vir des animaux pour se faire porter ». On pouvait déjà prévoir qu'une résistance forte et habile userait, et finalement briserait l'élan magyar : « La nation avait cela de » commun avec toutes celles qui ignorent la science mili- » taire, qu'elle était prête d'entreprendre tout avec impé- » tuosité ; mais elle s'en désistait aisément, dès que les idées » ne répondaient pas aux espérances[2] ».

Deux obstacles plus graves encore venaient des questions de race et des questions religieuses. Un mouvement de la plus haute importance pour l'ethnographie de l'Europe orientale s'était accompli en 1690 : toute une population serbe avait franchi la Save et le Danube pour s'établir dans les régions sanglantes et dépeuplées de la Hongrie méridionale, et la politique de Léopold lui avait accordé de grands privilèges[3]. Ces Serbes ou Rasciens étaient les ennemis-nés des Magyars; ils leur témoignèrent une première fois leur haine en combattant avec fureur, comme leurs frères les

1. *Mémoires*, p. 41.

2. *Mémoires*, p. 55.

3. Ce sujet est traité tout au long par l'auteur des *Serbes de Hongrie*.

Croates, les lieutenants de Rákóczy. Quant à la question religieuse, voici comment elle se présentait. Le prince était catholique zélé, et répugnait à rendre aux protestants les temples qu'ils réclamaient, d'autant plus qu'il craignait de déplaire à Louis XIV[1]. Pourtant il était obligé de se concilier l'élément protestant, mais il rencontrait de ce côté beaucoup de défiances, habilement exploitées par la cour de Vienne : elle faisait trève à ses projets séculaires de conversion forcée, et les partisans zélés qu'elle comptait dans la population réformée et surtout luthérienne, excitaient leurs coréligionnaires en sa faveur.

Toutes ces causes d'une prompte désillusion facile à prévoir n'empêchaient pas l'insurrection d'être une cruelle épreuve pour la maison d'Autriche. Telle était bien l'opinion du prince Eugène[2]. Il connaissait Rákóczy pour avoir été quelque temps avec lui en relation de voisinage; il était trop clairvoyant pour s'exagérer sa valeur, il lui faisait même tort en parlant de « ses ruses », de « son hypocrisie ». La grande passion d'Eugène, sa haine insatiable de Louis XIV, n'en était pas moins contrariée par cette diversion qui ne pouvait sans doute pas ruiner l'Autriche, mais qui pouvait lui faire manquer sa guerre de Succession. Il était effrayé de l'insuffisance de Schlick, le premier général opposé aux rebelles; il accepta un moment, entre deux campagnes, le commandement en chef, et malgré sa sympathie habituelle

1. « Ils avaient des prétentions très-justes sur des églises que les » lois ont établies pour leur usage, et que la maison d'Autriche a » reprises sur eux, mais l'attachement que j'ai pour la religion catho- » lique m'a porté à chercher les moyens de les retenir le plus long- » temps que je pourrais ». (Fiedler, II, 440.)

2. *Prinz Eugen von Savoyen*, de M. d'Arneth, I, ch. X et p. 469.

pour les Hongrois, malgré la supériorité de sa nature qui le préservait des basses férocités d'un Rabutin ou d'un Heister, tous deux la terreur du pays dans les années suivantes, il avait résolu d'en finir « autrement qu'avec de l'encre et du » papier ». Il prit des mesures défensives énergiques, fit fortifier aux endroits dangereux le passage du Danube et de la March, envoya la Sainte-Couronne à Vienne, et pressa vivement les levées d'hommes et de chevaux dans les contrées fidèles. A ce point de vue, la mauvaise volonté des comitats l'impatientait; moins encore que la conduite des Jésuites, qu'il accusait de jouer jeu double et de conspirer pour amener le succès des Franco-Bavarois[1]. Selon toute probabilité l'insurrection n'aurait pas duré longtemps si elle avait conservé devant elle un pareil adversaire. Eugène dut aller joindre Marlborough pour vaincre à Hochstett l'armée de Tallard et de Marsin; pendant plusieurs années il ne vit plus la Hongrie, mais il ne l'oubliait pas, il conseillait les plans de campagne, les nominations de généraux, il se réjouissait ou s'indignait selon les nouvelles reçues[2].

Les dispositions des puissances étrangères n'étaient pas aussi simples ni aussi invariables. Les puissances maritimes étaient embarrassées comme Louis XIV, et pour des raisons semblables. L'Angleterre et la Hollande ne pouvaient pas, vingt ans après la révocation de l'Édit de Nantes et la Révolution de 1688, laisser écraser par leur allié l'Empereur, les restes malheureux, mais encore très-considérables, du protestantisme hongrois. Or l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, Stepney, protestant résolu, attribuait « au cardinal » Kolonics et à d'autres fanatiques le projet d'extirper la Reli-

1. *Sammlung* etc., I, 113, 151, II, 8, 47, 57.
2. *Sammlung* passim et d'Arneth, II, 108 et suiv.

» gion, sous prétexte de supprimer la rébellion[1] ». Il écrivait à Marlborough : « Je suppose que Votre Grâce a l'intention de poursuivre la guerre contre la France, et non pas » d'exterminer la religion protestante en Hongrie et Transyl» vanie[2] ». Enfin il était en guerre avec les Jésuites, dont il signalait la singulière attitude[3].

D'autre part, ces mêmes puissances maritimes, engagées dans une lutte formidable contre la France, ne pouvaient voir qu'avec regret une diversion en sa faveur. Elles voulaient empêcher une étincelle de gagner Constantinople, et faire observer par le grand-visir le traité de Carlovitz[4], malgré les efforts de l'ambassadeur français pour obtenir une alliance avec Rákóczy. Elles agissaient directement auprès de ce prince, auprès de Bercsényi qui les écoutait volontiers; Bruyninx entreprenait secrètement un voyage à son quartier général. « Je lui représentai, écrit le négocia» teur hollandais, le peu de fonds qu'il y avait à faire sur » tous les traités avec la France, qui sacrifiait ses peuples, » ses amis, son propre sang, alliances, serments, et tout ce » qu'il y avait de plus sacré, à son intérêt et ambition[5] ». Ne réussissant pas dès l'abord, les ambassadeurs multiplièrent les négociations, avec la magnifique persévérance néerlandaise; elles recommencèrent chaque année leurs

1. « To extirpate the Religion under the pretext of suppressing the » rebellion ». (Simonyi, I, 26.)

2. Simonyi, I, 319.

3. Ibid., 113, 335 et 350 : Stepney remarque que le Jésuite chargé de célébrer dans un sermon la victoire de Hochstett n'a pas dit un mot des alliés de l'Empereur.

4. Ibid., I, 44.

5. Ibid., I, 193.

tentatives de médiation, comme Rechteren s'en rendait le témoinage dans l'hiver de 1705 à 1706 : « Nos actes prou- » veront suffisamment que nous nous sommes donné toutes » les peines du monde pour induire les Hongrois qu'ils ré- » pondent à nos propositions réitérées, et après que nous » voyons qu'ils gardaient le silence avec étude, et qu'ils » tâchaient d'éluder toute la négociation sous de faux pré- » textes, nous les pressons vivement[1] ».

Louis XIV et ses ministres, Chamillard et le marquis de Torcy, entendaient parler de ces négociations, qui leur déplaisaient souverainement, et leur faisaient craindre d'avoir été pris pour dupes. Rákóczy crut devoir d'abord les rassurer au point de vue des intérêts catholiques, d'autant plus qu'il avait entendu dire que le Pape détournait le Roi Très-Chrétien de son alliance. Mais la grande inquiétude des politiques français était de le voir conclure une paix séparée. Son envoyé à la cour de France, l'intelligent et sceptique baron de Vétes, parvint à détourner l'orage en rejetant sur Bercsényi la faute des négociations avec la médiation des puissances maritimes, et sur les manœuvres inquiétantes de l'Électeur de Bavière les hésitations de Rákóczy[2]. L'Électeur était réellement soupçonné de ne travailler que pour lui-même, et c'est avec Marsin que le prince entretenait par des espions une correspondance militaire avant la bataille de Hochstett[3]. Depuis ce désastre il n'était plus question de se rejoindre à travers l'Allemagne, et c'est par Constanti-

1. Simonyi, II, 385 (dépêche écrite en français, comme beaucoup d'autres).

2. Fiedler, II, 448 et I, 281.

3. Simonyi (II, 340) donne une lettre de Marsin à Rákóczy, lettre saisie sur un espion, qui fut pendu.

nople que se continuaient le plus souvent les relations, comme au temps de Bethlen-Gábor. Louis XIV rassuré écrivait de Marly : « Mon cousin, j'ai reçu avec plaisir par la lettre que » vous m'avez écrite la continuation de vos sentiments sur » ce qui me regarde, et votre zèle pour le bien de votre » patrie[1] ».

Les hostilités continuaient sur tous les points. Il y eut notamment une campagne brillante de Károlyi à travers le Danube gelé, du côté de Vienne. Les officiers français étaient maintenant nombreux à la tête des rebelles. Le premier d'entre eux, le marquis Desalleurs « était d'un âge fort » avancé, mais assez vigoureux; il entendait la guerre; il » était sobre et patient, d'une conversation agréable et fort » spirituelle, mais caustique; il ne parlait que sa langue; il » ne faisait aucune dépense, et il ne traitait pas avec moins » de froideur les intérêts de son roi que ceux de la nation; » il ne gardait pour elle aucun ménagement devant le peu » d'officiers français qui lui faisaient la cour[2] ». Le chevalier de Fierville et le colonel de Lamothe étaient plus aimés, ainsi que deux huguenots réfugiés, de Rivière et Bonafoux. Malheureusement il y avait à côté d'eux des hommes moins capables et moins sûrs, et même les meilleurs étaient souvent en lutte avec les nobles hongrois, surtout avec les chefs populaires, tels qu'un nommé Botian, qui n'avait aucune idée de la tactique moderne. Vauban combattait à côté des soldats de Pierre l'Ermite : on peut juger de la confusion qui présidait aux opérations d'une telle armée. La défaite de Tyrnau n'eut pas d'autre cause. Le prince vaincu en convient

1. Fiedler, II, 453.
2. *Mémoires*, p. 70.

spirituellement : « Depuis la guerre de César contre les Gau-
» lois, je ne crois pas qu'il y en ait eu une pareille. En lisant
» les Commentaires de ce grand capitaine, j'ai retrouvé le
» génie des Gaulois dans les Hongrois; mais en vérité je ne
» trouvais pas des Césars dans les généraux de l'Empereur.
» Herbeville força les redoutes, gagna une bataille, je l'ai
» vu traverser des déserts et conquérir la Transylvanie sur
» moi, quoique je n'aie remarqué en lui aucune des qualités
» de César[1] ».

L'incohérence d'un côté, la médiocrité de l'autre, prolongèrent les hostilités sans événement décisif jusqu'en 1707, année pour laquelle avait été décidée la convocation de la diète d'Onod. Il y avait eu auparavant des conférences, soit entre Magyars, soit avec les délégués de l'Empereur ou des puissances alliées : l'assemblée de Szécseny avait reconnu Rákóczy chef régulier de la confédération formée pour la défense de la liberté, avec un conseil de vingt-quatre sénateurs; plus tard aux conférences de Nyitra, le nouvel Empereur Joseph Ier[2] lui avait fait proposer de grands avantages personnels pour conclure la paix, et sur son refus, lui avait fait tenir ce langage : « Vous vous fiez aux promesses de la
» France, qui est l'hôpital des princes qu'elle a rendus mal-
» heureux par le manquement à sa parole. Vous serez du
» nombre et vous y mourrez[3] ». De plus la diète de Máros

1. *Mémoires*, p. 82. — Du reste Rákóczy montre le même scepticisme au sujet de ses officiers et de son armée dans une lettre à Louis XIV. (Fiedler, II, 454.)

2. L'*Historia Josephi I Cæsaris* par le P. Wagner (Vienne, 1745, in-fol.) est un panégyrique dans toutes les règles comme son histoire de Léopold.

3. *Mémoires*, p. 100.

Vásárhely l'avait intrônisé comme prince de Transylvanie. Malgré tout il n'y avait pas eu d'assemblée générale destinée à fixer la situation légale de l'insurrection.

Or Louis XIV désirait vivement, comme il le faisait comprendre à Vétes, qu'une véritable diète augmentât les embarras des Impériaux en proclamant la déchéance des Habsbourg. L'habile et dévoué chargé d'affaires n'avait pas eu de peine à comprendre le vrai but de cette politique : l'Autriche aurait perdu la couronne de Saint-Étienne au profit de l'Électeur de Bavière, Rákóczy conservant la Transylvanie; dans le cas où le projet ne serait pas entièrement réalisé, Joseph Ier aurait toujours assez à faire dans ses États pour négliger la cause de son frère Charles en Espagne, et la guerre de Succession, chaque jour plus onéreuse pour la France, serait terminée[1]. La diète d'Onod, malgré quelques signes de mécontentement brusquement réprimés par Bercsényi, proclama la déchéance de la maison d'Autriche[2]. Vétes, qui aurait préféré que l'on s'arrangeât avec l'Empereur, témoigna du chagrin de cette nouvelle : il était convaincu que le prince était dupe de l'Électeur, dupe lui-même de la France. Son opinion, malgré les promesses réitérées du roi, ne changea point pendant la campagne de 1708[3]; elle devint une certitude lorsqu'il fut allé se jeter aux pieds de l'Électeur, pour implorer de lui une franche réponse, et lorsque ce prince lui eut répondu qu'il accepterait la couronne de Hongrie seulement si la France lui assurait de

1. Fiedler, I, 49 et 73.

2. C'est dans l'année 1707 que parut en langue française, à la fois à Cassovie (Kaschau) et à Paris, un petit volume intitulé : *Histoire du prince Ragotzi ou la guerre des mécontents.*

3. Fielder, I, 89, 92, 94.

larges communications — ce qui était précisément l'impossible.

Les mécontents se trouvaient donc, après leur maladroite résolution d'Onod, ne savoir que faire du trône déclaré vacant. Rákóczy avait en même temps sur les bras une autre couronne encore plus chimérique. Le tzar Pierre le Grand lui proposait de le faire reconnaître comme roi de Pologne : il était dangereux de refuser, dangereux d'accepter à cause de Charles XII tout-puissant, qui n'avait pas encore subi son désastre de Pultava. Le principal tort de ces combinaisons stériles, dénouées par une acceptation platonique, fut d'augmenter la mésintelligence avec les officiers français. Rákóczy écrivait au marquis Desalleurs : « J'ai peur que » notre controverse ne finisse pas plus tôt que celle des Jé- » suites avec les Jansénistes[1] ». Le sentiment populaire était que les Français voulaient éterniser la guerre. Résultat : la victoire du maréchal Heister à Trencsin (4 août 1708), victoire qui livra aux Autrichiens une grande partie de la Haute Hongrie, et après laquelle les affaires ne firent plus qu'empirer.

Moins que jamais Vétes compta sur la France épuisée. Laissons-le raconter une scène humiliante de la terrible année 1709 : « Le roi ordonna en ma présence à M. Torcy, que s'il avait des fonds faits pour les 50 mille écus, comme j'en ai assuré S. M., de vous les faire remettre sans aucun retardement. Au sortir de l'audience de S. M. j'ai été à celle de M. Torcy, qui déclama avec beaucoup d'aigreur contre V. A. S., l'accusant d'être la cause de la décadence des affaires d'Hongrie, et il m'a dit bien expressément que le roi était bien bon de vous donner encore lesdits 50 mille écus,

1. Fiedler, II, 482.

puisqu'il est assuré que V. A. S. est déjà d'accord avec l'Empereur, ou qu'elle le sera incessamment. Et il me déclara qu'il ne vous fera tenir l'argent que lorsqu'il sera assuré que vous êtes résolu à continuer vos services au roi ». Dès lors Vétes ne continua plus ses relations avec la cour que par acquit de conscience, malgré de longues négociations avec la Russie que personne ne pouvait prendre au sérieux, et il exhorta son maître à se réconcilier avec l'Empereur [1].

Les événements qui se succédaient eurent bientôt montré qu'il n'y avait pas autre chose à faire, sinon pour Rákóczy, au moins pour la nation. D'habiles tacticiens, Starhemberg, Heister, Sickingen, avaient de 1708 à 1710 fait perdre à l'insurrection ses dernières chances. Joseph I[er] était un souverain beaucoup plus bienveillant et modéré que son père; de son côté il désirait vivement une entente. Bercsényi était tombé dans l'exécration générale [2], Rákóczy venait de partir pour la Pologne afin de se rapprocher des secours du czar, lorsque le troisième chef, Alexandre Károlyi, entama les négociations définitives (janvier 1711), qui lui semblaient être pour sa patrie une inéluctable nécessité [3]. Le prince ne parut plus en Hongrie que pour signer la paix de Szathmár, puis il retourna en Pologne et de là partit pour la France. Le traité juré au nom de l'Empereur Joseph qui venait de mourir, stipulait une amnistie générale, et rétablissait sur leurs bases essentielles la constitution et les lois magyares.

1. Fiedler, I, 123, etc.

2. Fiedler, I, 220 : « Je n'ai vu encore personne (dit Vétes de Bercsényi), ni hongrois ni étranger, qui le connaisse, dont il ne soit haï. »

3. La *Károlyi Sándor önéletirása* (autobiographie) a été publiée en 1865 dans les *Magyar történelmi emlékek* (monuments historiques) de Szalay.

LIVRE SIXIÈME

LA HONGRIE AUTRICHIENNE

(1711-1815).

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCE EUGÈNE, CHARLES VI ET LA PRAGMATIQUE-SANCTION (1711-1740).

La paix de Szathmár, coïncidant avec l'avènement du père de Marie-Thérèse, ouvre une grande période dans l'histoire des Hongrois, de la monarchie autrichienne, et de l'Europe diplomatique[1]. Désormais la vallée moyenne du Danube, loin de figurer, dans le système général des alliances, parmi les pays hostiles et funestes à la maison de Habsbourg, deviendra comme le pivot de sa politique et son plus ferme soutien. L'ère de l'insurrection est terminée, ou plutôt l'insurrection est toujours prête, mais en faveur de l'Autriche contre tous ses ennemis, qu'il s'agisse des Turcs ou de la Prusse, de Louis XV ou de la Convention nationale ou de Napoléon. La cour de Vienne et la nation magyare ont compris à la suite de luttes répétées qu'elles étaient l'une et l'autre trop résolues et trop tenaces pour se détruire ou se

1. Le T. V de M. Horváth est consacré tout entier à la période 1711-1790; le T. VI à 1790-1815.

dompter ; la nation ne refusera plus l'obéissance, la maison d'Autriche n'étouffera plus les libertés. Sans doute, un tel accord ne se maintiendra pas, entre deux contractants aussi énergiques, sans de fréquentes mésintelligences, mais elles se produiront presque toujours sur le terrain légal, dans les discussions des assemblées ; et pendant plus d'un siècle, la Hongrie sera véritablement autrichienne, jusqu'au moment où les nouvelles idées libérales et le réveil moderne des nationalités feront voir les questions sous un nouveau jour.

On connaît les résultats de la mort de Joseph Ier, quant à la guerre européenne de la succession d'Espagne. Les puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande, qui soutenaient contre le petit-fils de Louis XIV les prétentions de l'archiduc Charles, n'allaient certainement pas continuer une lutte onéreuse pour assurer à ce prince, devenu Empereur, l'immense domination de son aïeul Charles-Quint. Dans ces circonstances, il était urgent de prévenir tout mouvement et même toute inquiétude en Hongrie, par une prompte ratification du traité conclu sous le feu roi. Le prince Eugène, qui était depuis longtemps et qui devait rester longtemps encore le bon génie de la maison d'Autriche, s'empressa d'y apposer sa signature, la meilleure des garanties, entre celles de l'impératrice veuve et des ministres. Le nouveau souverain était alors à Barcelone, où il se défendait péniblement contre Philippe V, depuis la victoire décisive de Vendôme à Villaviciosa. La mort de son frère le fit renoncer à un trône chimérique pour venir prendre possession des trônes solides qui l'attendaient. Dès le mois de décembre, il était couronné à Francfort, et dans les premiers jours de 1712, il arrivait à Vienne, d'où il convoquait la Diète de Presbourg pour le 3 avril.

Dans l'intervalle, de sourdes intrigues s'agitaient. Le traité de Szathmár était dénoncé à l'orgueil royal comme une faiblesse, presque une trahison. Chose étrange, il était combattu plutôt par les grands seigneurs magyars que par la coterie aulique. Ces magnats qui avaient lutté contre Rákóczy, ou fermé aux *Kurucz* la porte de leurs châteaux, mais surtout ceux d'entre eux qui s'étaient réfugiés à Vienne pendant la guerre, avaient une peur extrême de l'amnistie et de la restitution des biens confisqués : ils se voyaient déjà traqués, menacés de mort ou d'incendie par leurs anciens adversaires. Peu leur importait le redressement des griefs ou le rétablissement des libertés publiques ; ils éprouvaient une terreur qu'ils voulaient faire partager au souverain. Fort heureusement, les hommes distingués de la haute aristocratie, Paul Eszterházy, Alexandre Kárólyi, neutralisaient ces efforts par l'influence légitime que leur valaient leurs grands services ; ils obtenaient du roi Charles[1], prince naturellement modéré, ennemi des résolutions extrêmes, une large interprétation des clauses relatives à la restitution des biens et à l'amnistie.

C'est aussi dans ce sens, avec quelques réserves, que le traité de Szathmár fut enregistré par la Diète. Cette assemblée eut à s'occuper une première fois de la succession dans la ligne féminine, car le sang d'Autriche était déjà menacé d'épuisement. Rien ne fut encore décidé sur cette question

1. Nous l'apppellerons Charles VI, pour nous conformer à l'usage adopté par l'histoire générale de l'Europe ; mais comme roi de Hongrie on devrait l'appeler Charles III (Charles Ier étant le fondateur de la dynastie angevine, et Charles de Durazzo ayant été couronné sous le nom de Charles II).

délicate; mais après le couronnement de Charles III[1], une loi vivement désirée rendit à la nation le droit d'élire son roi en cas d'extinction de la ligne masculine, et lui donna par conséquent une position excellente dans les futures discussions relatives à la succession d'Autriche. On venait d'apprendre que les puissances maritimes se retiraient décidément de la lutte, et l'Empereur, réduit à ses seules forces, avait besoin du dévouement de tous ses sujets. La reprise des hostilités et une brusque invasion de la peste interrompirent les délibérations. Les armes impériales ne furent pas heureuses dans la dernière campagne, et bientôt le traité de Rastadt (1714), complétant le traité d'Utrecht, rétablit la paix européenne, en attribuant à l'Autriche de fort belles possessions, Naples, Milan, la Belgique. La diète hongroise fut alors de nouveau convoquée, et siégea cette fois assez longtemps (sept. 1714, juin 1715). Nicolas Pálffy devint palatin, et la situation difficile du royaume fut réglée par une imposante série de lois.

Un grand nombre de ces articles portent l'empreinte de la réaction et du parti aulique. L'amnistie était restreinte beaucoup plus que par les déclarations précédentes; un délai était fixé, après lequel on n'aurait plus le droit de réclamer de la grâce royale la restitution des biens confisqués. La terrible accusation de lèse-majesté atteignait maintenant une foule de délits prévus. L'autonomie nationale pouvait s'inquiéter du principe désormais admis de l'armée permanente, de la subordination des administrations royales aux administrations autrichiennes, de la couronne fixée à

1. Schmeizel venait de publier à Iéna (1713) une brochure intitulée: *De insignibus vulgo clenodiis regni Hungariæ et ritu inaugurandi regem Hungariæ.*

Presbourg, trop près de la frontière. Mais ce que l'on pouvait surtout regretter, c'étaient les progrès de l'intolérance religieuse. Les protestants n'avaient guère à se féliciter de la froideur que beaucoup d'entre eux avaient témoignée aux chefs de la dernière insurrection, pas plus que les protestants français n'avaient été récompensés de leur royalisme au temps de la Fronde : ils étaient plus que jamais traités comme des rebelles. Si les atroces violences du siècle précédent leur étaient épargnées, ils entraient dans une période de persécution relativement bénigne qui n'était guère moins pénible à supporter. Au lieu d'échafauds et de galères, c'étaient maintenant des enlèvements d'enfants nobles, des fermetures de temples et d'écoles, une surveillance minutieuse de l'enseignement des pasteurs qui ne pouvaient même pas, dans leur instruction religieuse, discuter les doctrines catholiques. Toutes les réclamations échouèrent en 1715 et dans la suite du dix-huitième siècle; mieux encore, les réclamations écoutées étaient celles des prélats catholiques, scandalisés de voir le culte protestant célébré dans les châteaux, et les protestants des villages catholiques visités par le pasteur le plus voisin. Le roi promettait de faire droit à ces plaintes; toutefois, dans son humanité et sa modération naturelles, il calmait plutôt qu'il n'excitait les fureurs de la réaction, il ne voulait pas dépasser les restrictions des lois votées sous Léopold, en 1681 et 1687.

D'autres que les protestants avaient à se plaindre de l'étroitesse de la majorité; mais à vrai dire, l'affaire très-grave que nous allons indiquer était plutôt politique et nationale que religieuse. Les Serbes établis dans le banat de Temesvár depuis un quart de siècle, étaient des sectateurs zélés du rite grec, et leur attachement à cette Église, leur

éloignement pour toute union avec l'église romaine, dans un temps où les questions de race ne se posaient pas encore, servait de manifestation inconsciente à leur haine contre les Magyars. De leur côté, les Magyars, dans leur acharnement à faire prévaloir le catholicisme sur l'orthodoxie grecque, poursuivaient au fond la défaite de l'élément slave par leur nationalité. Cette lutte, assoupie par moments, a recommencé à différents intervalles et sous différentes formes. Les Habsbourg y trouvaient leur avantage, car l'équilibre des haines était le meilleur gage de leur domination. Suivant leur intérêt, quelquefois aussi suivant leurs réelles sympathies humanitaires, ils se prononçaient, tantôt en faveur de sujets auxquels ils devaient une protection paternelle, tantôt contre une population récalcitrante qui entretenait dans leurs domaines apostoliques la division religieuse, et qui menaçait leur royaume de Hongrie d'un démembrement. Déjà, en 1715, Charles VI confirmait les priviléges des Serbes, et, d'autre part, il sanctionnait une loi excluant à nouveau les non-catholiques de la propriété du sol dans les provinces voisines de Croatie et d'Esclavonie.

Une guerre contre les Turcs était le meilleur moyen de rapprocher toutes les Églises et toutes les races : telle fut sans doute le principal motif d'Eugène pour saisir l'occasion d'une lutte entre la Porte et Venise[1]. Il fut du reste assez habile pour laisser aux Ottomans qui, dans la suite, ne cessèrent d'être excités par Alberoni, ministre de Philippe V, l'initiative des hostilités. En juillet 1716, le grand visir franchit le pont de Belgrade et marcha sur Petervardin; il y trouva l'armée autrichienne, qui attendit d'abord son

1. V. le livre XLIII de Hammer.

attaque, et prit ensuite l'offensive : les janissaires culbuttèrent l'infanterie allemande, mais ils furent ensuite mis en complète déroute par la cavalerie. Sous les ordres du prince combattaient Pálffy et Nádasdy à côté de Mercy, de Falkenstein, de Bonneval : toutes les nations semblaient avoir pris part à cette moderne croisade, à cette victoire, qui coûta la vie au grand-visir, fit tomber Temesvár entre les mains des chrétiens, et mit fin pour jamais à l'occupation musulmane.

La campagne de 1717 fut encore plus brillante. Eugène franchit le Danube et assiégea Belgrade ; avec une étonnante rapidité, il éleva contre cette place formidable, du seul côté par où elle soit accessible, des ouvrages en terre dont les traces n'ont pas disparu. Le nouveau grand-visir essaya de le prendre entre son armée et les remparts ; mais il essuya une terrible défaite, à laquelle les auxiliaires Bavarois et Wurtembergeois prirent une grande part. Le surlendemain, la garnison capitulait. Jamais l'empire turc n'avait subi de pareils désastres ; il était entièrement épuisé. Alberoni voulut le ranimer en lui donnant pour allié le prince François, qu'il fit venir de France et envoya à Constantinople. Le chimérique politique italien, ministre des Bourbons d'Espagne, faisait ainsi entrer dans ses plans de relèvement de la monarchie espagnole, le chimérique prince de Transylvanie, comme il y avait fait entrer deux autres princes non moins chimériques, Charles XII de Suède et le prétendant Jacques Stuart. Alberoni, dans son machiavélisme naïf, voyait déjà la Hongrie soulevée par Rákóczy, occupant les troupes autrichiennes, pendant que les conspirations des ennemis du duc d'Orléans et l'insurrection des Jacobites occuperaient l'Angleterre et la régence française : alors, seul maître de

l'Europe, il pourrait refaire la monarchie de Charles-Quint! Malheureusement, cet échafaudage ingénieux était fait de morceaux qui ne pouvaient aller ensemble. La diplomatie occidentale, voyant arriver Rákóczy à Constantinople, pesa de tout son poids sur le Divan pour le faire consentir à la paix, et un congrès s'ouvrit à Passarowitz. Un traité, le plus glorieux que l'Autriche-Hongrie ait jamais signé (1718), délivra entièrement des Turcs la rive droite du Danube et de la Save, et attribua à Charles VI Belgrade, avec une partie de la Serbie et de la Valachie.

C'était la fin des espérances de François dans le cas où il eût été raisonnable; mais rien ne pouvait lui faire comprendre la fatalité de sa situation. Interné à Rodosto sur la demande de l'ambassadeur impérial, il fatigua de ses lettres le duc d'Orléans, qui ne pouvait voir en lui qu'un instrument d'Alberoni, son ennemi mortel. Un jour, il complimenta l'abbé Dubois sur son élévation à la pourpre romaine, non sans avoir soin de joindre à ses félicitations un rapport détaillé sur les chances d'une insurrection dans les contrées où il avait commandé. A vrai dire, il ne sollicitait pas une intervention directe de la France : « Tout le but de mon » désir, écrivait-il en 1722, serait de rendre la France et » l'Espagne paisibles spectatrices d'une pièce que je voudrais » jouer avec le czar sur le théâtre de Hongrie sans charger » les Turcs d'autre commission que de me fournir de l'ar- » gent, d'exposer leurs queues de cheval au printemps, et » après avoir éventé leurs pavillons autour d'Adrianople, de » les emboîter en automne, représentant ainsi le Jupiter » des tapisseries, tenant la foudre en main sans la lancer » jamais.[1] » Le duc d'Orléans et le cardinal Dubois n'avaient

1. Fiedler, suppl. II, p. 518, etc.

garde d'encourager ces flatteuses imaginations. Rákóczy attendit tout alors de Pierre le Grand, qui ne songeait guère à lui, et des Serbes ou Rasciens, jadis ses adversaires. Dans cette population, le mécontentement croissait chaque jour, ainsi que le prouvait une émeute récente, suivie de la suppression partielle du culte grec et du droit de bourgeoisie. Mais il n'y avait pas là de quoi encourager une entreprise sérieuse, au moment où la maison d'Autriche puisait de nouvelles forces dans l'affaire habilement conduite de la Pragmatique-Sanction.

L'archiduchesse Marie-Thérèse, une enfant de cinq ans, était en 1722 l'héritière nécessaire des Habsbourg. On sait que la grande préoccupation de Charles VI, pendant tout son règne, a été d'assurer à cette enfant sa vaste succession. Déjà en 1713, avant la paix de Rastadt et pendant que la succession d'Espagne était encore disputée, il avait pris un arrangement de famille pour que ses biens pussent passer dans sa descendance féminine. Il sentait la nécessité de faire agréer cette disposition aux États de ses divers royaumes; le plus important sans comparaison, mais aussi le plus difficile à faire adhérer, était le royaume de Hongrie. La cour, très-habilement, forma pour ainsi dire le siége de ce pays constitutionnel, en s'assurant d'avance l'acceptation des diètes fort dépendantes des autres pays : de 1720 à 1722 adhérèrent successivement l'Autriche, la Bohême, la Croatie, enfin la Transylvanie, où les délégués des trois nations furent amenés à se prononcer en faveur de la Pragmatique avant la redoutable session de la diète magyare.

Ces précautions même étaient une sorte d'hommage rendu à l'importance du royaume de Hongrie parmi les États au-

trichiens. Le prince Eugène [1], avec sa pénétration habituelle, le regardait comme le pivot de la monarchie tout entière. Il écrivait en 1720 : « Si les Pays-Bas sont perdus (et la » France d'après son système ne manquera pas de les attirer » à elle), la Hongrie deviendra la base même de la monar» chie autrichienne. » Par ce motif, sans aimer le protestantisme, qui répugnait également à son éducation religieuse et à ses instincts d'autorité, il blâmait, comme injuste et impolitique, l'intolérance à l'égard des protestants de Hongrie. Un autre étranger, l'ambassadeur vénitien Giovanni Priuli (1722), regrettait qu'on ne donnât pas une meilleure direction aux affaires de ce royaume, et qu'on le mécontentât en le surchargeant de garnisons étrangères [2]. Il admirait la fertilité du sol hongrois, d'accord en cela avec un troisième témoignage étranger de cette époque, celui de lady Montagu (1717). Cette grande dame anglaise, voyageant avec son mari, ambassadeur en Turquie, observait non sans pénétration les pays qu'elle traversait. Les plaines magyares lui paraissaient les plus belles du monde, comme aussi les beautés magyares étaient à ses yeux les étoiles de la haute société de Vienne. Elle remarquait l'abondance des provisions, surtout du gibier; mais malgré cela, que de preuves de misère : une population clair-semée par suite des guerres prolongées; des champs abandonnés sans culture; des loups qui rendaient dangereuse la traversée des bois; des villes ruinées; à côté des palais détruits de Bude, la ville des Rasciens, composée de huttes sauvages; des vête-

1. Dans la collection de ses œuvres déjà citée, T. V, p. 97-103.
2. *Fontes rerum austriacarum*, T. XXII, p. 44.

ments insuffisants contre les rigueurs d'un hiver qui glaçait assez profondément le Danube large et rapide pour que des voitures pussent le traverser[1].

Toutes ces observations, toutes ces opinions reviennent à dépeindre la Hongrie de 1722 comme un pays qui avait grand besoin de paix intérieure et d'un gouvernement suffisamment libéral, mais avant tout durable et de transmission facile et bien réglée. L'Empereur-roi ne pouvait souhaiter des dispositions plus favorables à sa Pragmatique-Sanction. Avec beaucoup de bon sens, il désirait éviter toute pression gouvernementale sur la diète; il préférait que le mouvement d'adhésion se produisît spontanément dans l'assemblée elle-même. Le cardinal Csáky lui rendit de grands services en allant visiter l'un après l'autre les magnats et les députés récalcitrants. L'un d'eux, Szluha, personnage très-important parce qu'il était protonotaire du palatin, soutenait avec insistance que l'on ne devait pas faire supporter le poids de la couronne à une aussi faible fleur qu'une princesse de cinq ans, que le roi Charles n'avait que trente-cinq ans et pouvait fort bien avoir encore un fils, que Léopold avait eu des enfants dans un âge plus avancé. C'était une défaite; le vrai motif était la crainte que l'on éprouvait de voir la Hongrie absorbée dans la masse des États autrichiens.

Charles VI fit en sorte de dissiper cette inquiétude. Il y réussit complètement, et Szluha fut le premier à se montrer satisfait des promesses de liberté et d'autonomie qui équivalaient presque à l'établissement de l'union personnelle, ou plutôt du dualisme qui existe aujourd'hui. Le 27 juin, journée parlementaire mémorable, Szluha prononça un grand

1. *Letters of lady Montagu*, London 1778, n° 23.

discours où étaient réunis tous les exemples nationaux ou étrangers, tous les souvenirs de la valeur et de la fidélité des aïeux, tous les arguments tirés de l'intérêt national et de l'intérêt monarchique. Il termina en poussant un *vivat* qui fut accueilli par les cris de Vive la maison d'Autriche! Vive la descendance féminine[1] ! Une députation de soixante membres fut envoyée à Vienne et reçue à merveille par le souverain. Quelques jours plus tard, le roi, heureux de l'empressement de ses sujets et de leur initiative, vint ouvrir régulièrement la diète de Presbourg, qui commença la série de ses travaux par deux articles établissant la Pragmatique-Sanction comme loi fondamentale du royaume, avec le maintien de tous les droits et de toutes les libertés.

Là s'arrêtèrent l'enthousiasme et l'esprit d'initiative. Les autres travaux de législation, préparés depuis la diète précédente par des commissions d'une activité médiocre et d'une plus médiocre bonne volonté, portèrent l'empreinte de l'étroitesse et de la défiance réactionnaires. Dans sa crainte, par elle-même fort légitime, de voir le territoire démembré au profit des Serbes, la majorité alla jusqu'à réduire les cultivateurs slaves du Banat, sectateurs de l'Église grecque, en un véritable servage. Les protestants, qui étaient eux de vrais Magyars, ne furent pas beaucoup mieux traités par la réaction religieuse ; ils ne purent obtenir justice pour leurs temples enlevés, leurs pasteurs chassés, leurs paysans convertis de force. Alors l'Empereur et Eugène s'inquiétèrent;

1. M. Salamon a écrit sur cette question d'hérédité et sur le discours de Szluha un intéressant travail intitulé *A Magyar Királyi szék betöltése*, Pesth 1866. — Dans cette diète, comme dans toutes celles du XVIIIe siècle, certains discours ont été prononcés en latin, d'autres en magyar.

ils aperçurent dans un prochain avenir une guerre de religion, peut-être une nouvelle guerre de Trente-Ans qui embraserait toute l'Allemagne ; ils reçurent des plaintes amères de leurs alliées les puissances protestantes ; enfin Charles VI redouta des échecs diplomatiques pour sa chère Pragmatique-Sanction. Il se décida en conséquence à intervenir en faveur des protestants, soit avant soit après la clôture de la diète ; il blâma les violences commises, menaça leurs auteurs de la rigueur des lois ; il brisa la résistance du comitat de Pesth, où le parti de la majorité se montrait plus autrichien que l'Autriche et plus royaliste que le roi.

Ainsi commençait à se dessiner la politique moderne des Habsbourg, sincère dans cette occasion, plus sincère à diverses époques que n'en veulent convenir les historiens magyars, mais bien des fois aussi justement suspecte de perfidie et de dissimulation. Elle consistait à se montrer plus libérale que les constitutionnels, plus ouverte au progrès que les assemblées, plus généreuse envers les minorités religieuses ou nationales que le peuple noble de Verböczy. Plusieurs fois elle présenta des lois de réforme qu'elle savait fort bien ne devoir pas être acceptées ; plusieurs fois elle prit toutes ses mesures pour que l'amour-propre magyar, blessé de la façon dont ces lois étaient rédigées par des étrangers, se compromît aux yeux de l'Europe en refusant de les admettre. Lorsqu'au contraire l'esprit de réforme dominait dans le pays et dans les assemblées, alors la cour de Vienne s'effrayait ou affectait de s'effrayer des innovations ; très-rarement elle les repoussait en face, elle en remettait l'accomplissement à une époque plus favorable, laquelle n'arrivait pas.

Déjà la diète de 1722-1723, d'une déplorable étroitesse sur

plusieurs questions, mais très-ferme sur le terrain constitutionnel, n'obtint qu'une partie des réformes politiques qu'elle réclamait. Ces concessions étaient toutefois importantes. Il devait y avoir une diète au moins tous les trois ans. Le roi promettait de résider dans le pays lorsque l'état de l'Europe le permettrait; en son absence, un conseil de lieutenance (*helytartótanács*), présidé par le palatin, devait expédier toutes les affaires, et ne recevoir d'instructions que du roi seul, sans aucun mélange avec l'administration des provinces que l'on continuait à désigner sous le nom d'États héréditaires. Les comitats étaient formellement soustraits à l'arbitraire des *föispan* nommés par le pouvoir. Le conseil devait s'occuper tout spécialement de relever le commerce et d'améliorer les moyens de communication.

Il était temps en effet de remédier à la misère générale et de sortir la Hongrie des questions de légalité pour la mettre dans la voie du progrès matériel. Charles VI entendait assez bien ces questions, beaucoup mieux que ses ancêtres fanatiques, et sa postérité devait y trouver sa vraie force et son meilleur levier. On connaît les services qu'il rendit au port d'Ostende et à celui de Trieste; il fit aussi de Fiume un port franc, il creusa le canal de la Béga, venant en aide au Conseil de lieutenance obéré comme tout le pays. Enfin il acheva de constituer les confins militaires, la grande œuvre d'Eugène et de Mercy, œuvre à la fois militaire, politique et agricole. Mercy montra une merveilleuse activité dans l'organisation du Banat en 1724 : les populations serbes furent heureuses d'être groupées sous une administration rigide comme celle d'un camp, mais qui leur donnait dans l'obéissance même une sorte d'indépendance, car elles obéissaient à des autorités allemandes qui avaient intérêt à les ménager,

et préféraient ce régime à la légalité hongroise; aussi ont-elles conservé un excellent souvenir de cette époque de leur histoire[1].

Il n'en est pas de même des Magyars. Depuis vingt-deux ans qu'avait commencé le travail des confins militaires, ils voyaient avec inquiétude une longue et large bande de territoire soustraite à leurs lois comme à leur nationalité. Singulière et redoutable organisation, qui distribuait les provinces en régiments, et les districts en compagnies, où l'officier était à la fois gouverneur, percepteur et juge, où les femmes des soldats laboureurs étaient astreintes à confectionner des uniformes, où les enfants serbes, croates, esclavons, roumains, étaient dressés au maniement des armes presque dès leur naissance. Il était évident que cette formidable machine de guerre ne servirait pas toujours contre les Turcs; la décadence rapide de l'Empire ottoman laisserait ces troupes disponibles au premier appel soit contre les puissances européennes, soit contre les Magyars, s'il était besoin de les dompter. Aussi la destruction des confins militaires a-t-elle toujours été l'un des désirs principaux de la politique nationale.

Une querelle plus grave éclata dans la diète de 1728, et mit en pleine lumière la situation politique indiquée plus haut. Une question déjà soulevée plusieurs fois et que les inquiétudes causées par les vicissitudes de la politique européenne mettaient forcément à l'ordre du jour, était celle de l'impôt militaire et de l'assiette de cet impôt. La cour voulait prendre pour base de la répartition les terres des paysans et non pas leurs personnes, ce qui avait le double avantage d'être con-

1. *Les Serbes de Hongrie*, p. 102 et suiv.

forme au régime féodal et de présenter des garanties. Au contraire les nobles, surtout ceux de la nombreuse petite noblesse, sachant que leurs paysans, possédant seulement l'usage, et non pas la propriété de leur terre, changeaient souvent de destination, et qu'une partie de leurs domaines se trouvait ainsi revenir pour quelque temps entre leurs mains, se voyaient déjà descendre au rang de contribuables, ce qui révoltait leur orgueil encore plus que leur intérêt. Dans les séances de l'Assemblée, malgré toutes les précautions royales, un vrai tumulte s'éleva ; on aurait pu se croire à l'époque des guerres civiles. Joseph Eszterházy et Adam Zichy firent le voyage de Vienne, et obtinrent du roi qu'une commission nommée par la diète elle-même préparât un projet de loi. C'était le problème féodal qui se posait dans toute sa gravité, et qui ne devait être résolu que beaucoup plus tard.

La nomination des commissaires fit éclore un autre conflit. Les députés protestants repoussèrent une formule qui les faisait prêter serment à la Vierge et aux Saints. La discussion à ce sujet s'envenima, et l'Empereur, effrayé du retour possible d'une lutte religieuse, chargea le prince Eugène de présider un conseil de ministres allemands pour la rédaction d'une ordonnance de pacification. Il en résulta un règlement en neuf articles, tenant une sorte de juste milieu entre la tolérance et l'intolérance. Par exemple les mariages mixtes étaient permis, mais seulement à l'église catholique; la formule du serment était exigible pour l'admission aux emplois, mais non pour témoigner devant la justice. Les protestants furent mécontents, mais le cardinal Othon, évêque de Vácz, le fut plus encore : il déclara que le Pape seul avait le droit de prendre des mesures semblables, se

mit en rebellion ouverte, et laissa même saisir un moment son temporel. Cette querelle ne tarda pas à être apaisée.

Mais le mécontement devint peu à peu général pendant les dix dernières années du règne, que l'on pourrait appeler la décadence temporaire de l'Autriche (1730-1740). Les Magyars supportaient déjà avec impatience l'ingérence étrangère lorsqu'elle était représentée par un homme éminent et bienveillant à leur égard comme le prince Eugène. Ce fut bien autre chose lorsqu'on vit baisser l'influence de ce grand capitaine vieilli, lorsque la médiocre camarilla qui a trop souvent dirigé l'Autriche absolutiste inspira de nouveau ses conseils et commanda ses armées. Il y parut bien dans la guerre mal conduite de la succession de Pologne. Il y parut bien aussi dans le gouvernement intérieur de la Hongrie livrée aux garnisons étrangères, surtout après la mort du palatin Pálffy (1732), qui fut remplacé par le duc François de Lorraine, futur époux de Marie-Thérèse, non point avec le grand titre national, mais avec le titre étranger et presque menaçant de lieutenant royal. Enfin la mort d'Eugène parut être le dernier jour de la grandeur autrichienne.

Cette situation chaque jour plus aiguë avait rendu l'espoir à François Rákóczy dans son exil. Avant la guerre de la succession de Pologne il avait épuisé toutes les amertumes et tous les refus[1]. Voyant échouer ses démarches répétées auprès de chaque nouveau ministre français, auprès du cardinal Fleury comme auprès du duc de Bourbon, il s'était décidé à négocier avec l'Empereur en 1729. Il proposait alors de s'établir en Pologne sans autre compensation que le titre viager de prince de Transylvanie, et en prêtant ser-

1. Voir, outre Fiedler, la fin d'un travail du Dr Krones dans les *Archiv für österreichische Geschichte*, T. XLII, 1870.

ment de fidélité; ses serviteurs auraient obtenu amnistie pleine et entière, ce qui, disait-il, était le seul moyen de les préserver de l'islamisme et du turban[1]. Eugène n'avait pas voulu entendre parler de propositions semblables. L'un des serviteurs de Rákóczy était Coloman Mikes, homme de talent et d'esprit, observateur mélancolique, auteur des *Lettres de Turquie*, un des monuments les plus purs de la prose magyare avant notre siècle[2]. Le prince, voyant ses ouvertures repoussées[3], attendit une occasion meilleure et crut l'avoir trouvée en 1733; mais il avait compté sans l'économie de Fleury et sans les dispositions pacifiques des Turcs; il vit échouer une fois de plus tous ses projets et mourut, peut-être de chagrin, en 1735. Avec lui périt l'insurrection séculaire des Magyars contre l'Autriche.

L'insurrection paysanne parut la remplacer : un nommé Peró, appelé aussi Szegedinetz, à la tête de paysans roumains et serbes, et sans doute aussi d'un certain nombre de Magyars, dirigea, non sans talent, un mouvement qui parut redoutable. Il fallut une levée des comitats, qui restèrent vainqueurs. Les chefs insurgés périrent dans les supplices : répression cruelle où se peignit au vif la férocité des haines de race. Une autre guerre se préparait : l'Autriche, alliée de la Russie, croyait le moment venu de faire essuyer de nouveaux désastres à la Turquie dégénérée, et de lui prendre de nouvelles provinces. Elle ne doutait pas du succès : les Wallis, les Neiperg, les Seckendorf, se croyaient de dignes

1. Dieu sait combien des pauvres Hongrois n'auraient pas porté le tourban s'ils n'eussent trouvé du pain dans ma maison. (Fiedler, supp., T. II, p. 547.)

2. *Törökország Levelek*, Szombathely, 1794.

3. Arneth, III, 267 et suiv.

successeurs d'Eugène. Ils ignoraient les ressources que possédait encore leur ennemi, et dont le récent ouvrage de Marsigli leur offrait pourtant le formidable tableau[1]. Une fois indignés, exaspérés dans leur majesté vieillie, les Turcs étaient capables de sérieux retours de fortune. Or ils furent indignés des exigences de leurs voisins pour le maintien de la paix : ils déclarèrent leur conduite contraire, non pas au Coran, mais aux livres des chrétiens, à l'Évangile et à Grotius.

La guerre de 1737 à 1739 fut déplorable et presque honteuse. L'incapable état-major était livré aux querelles de coteries : le triumvirat de Schmettau, Hildburghausen et Seckendorf était dans les plus mauvais termes avec Wallis, Neiperg et le duc de Lorraine. L'armée portait la peine des discordes de ses chefs. Les marches, quelquefois excessives, étaient ordonnées à contre-sens sous une chaleur torride ; le pain était moisi ; les médicaments faisaient défaut ; la mortalité était effroyable, et les généraux se renvoyaient les accusations de concussion et de négligence[2]. Dans de pareilles conditions la victoire était bien difficile. Après quelques succès partiels, la triple invasion entreprise en Serbie, en Bosnie et en Valachie, fut repoussée par le grand-visir. Dès la fin de la première campagne, le Divan se crut assez fort pour proclamer prince de Transylvanie le jeune Joseph

1. *Stato militare dell' Imperio Ottomanno, incremento e decremento del medesimo* — dal signore Cte Marsigli, Amsterdam 1732, 2 in-fol. — Marsigli avait publié, aussi à Amsterdam, en 1726, un ouvrage géographique important, le *Danubius Pannonico-Mysicus*.

2. V. outre le livre XLVII de Hammer, les *Mémoires secrets de la guerre de Hongrie* (1737-1739) par le comte de Schmettau, Francfort 1786.

Rákóczy, projet qui n'eut pas de suite, et pour écouter avec froideur les propositions médiatrices du cardinal Fleury et de l'ambassadeur français Villeneuve.

Ce fut bien pis dans les campagnes suivantes, lorsque la forteresse d'Orsova capitula au bout de quatre semaines, lorsque les fautes énormes de Wallis et de Neiperg amenèrent, malgré les prodigieux efforts de Pálffy et de la cavalerie magyare, le désastre de Kruzka et par suite la perte de Belgrade. Le traité conclu dans cette dernière ville rendit à la Porte presque tout ce qu'elle avait perdu à Passarowitz. La cour se vengea, non sans quelque raison, sur les généraux vaincus, et les enferma au Spielberg, à Græetz, à Glatz en Silésie. Charles VI ne se plaignit pas, mais le chagrin lui rongea le cœur[1], et il mourut inquiet au sujet de l'œuvre de toute sa vie, et de sa fille Marie-Thérèse, que les Magyars allaient sauver.

1. C'est une observation de l'ambassadeur prussien à Vienne (Arneth : *Maria Theresia's erste Regierungsjahre*, Wien 1863, I, 364).

CHAPITRE II

LES DIÈTES, LA GUERRE ET LA COUR SOUS MARIE-THÉRÈSE

(1740-1780).

« Il ne faudrait pas trop compter, en cas de malheur, sur l'engagement pris par les Hongrois d'être fidèles à la descendance féminine, » écrivait après la diète de 1722 un sceptique ambassadeur vénitien [1]. Le politique italien ne connaissait pas bien le peuple cavalier du Danube, et l'esprit d'héroïsme qui le porte à secourir les infortunes royales. Mais nous ne nous faisons pas une idée beaucoup plus juste des Magyars lorsque nous rappelons le fameux cri de *moriamur pro rege nostro Maria Theresa* comme un type de dévouement spontané et irréfléchi. La noblesse hongroise a été dans cette circonstance comme dans bien d'autres une nation à la fois chevaleresque et légiste; elle s'est vraiment dévouée, elle a été vraiment généreuse, mais elle n'a pas perdu un seul instant son sang-froid de jurisconsulte; plus que jamais, le sabre au poing, elle discutait, elle rédigeait des articles.

Le duc François de Lorraine, « le bon, l'excellent, le sûr, » l'aimable, le beau même, le propre, le gai, l'honnête

1. V. la relation de Priuli, loc. cit. dans le T. XXII des *Fontes*.

» François Ier, » comme l'appelle le prince de Ligne, n'était ni un grand général, ni un grand politique; mais il connaissait la Hongrie pour l'avoir gouvernée, et dans le brusque désastre de sa maison, lorsque Frédéric le Grand prenait la Silésie[1], lorsque les Franco-Bavarois envahissaient l'Autriche, bientôt la Bohême, c'est lui probablement qui conseilla à sa jeune épouse de paraître à la diète de couronnement déjà convoquée à Presbourg. L'assemblée était sous l'impression des griefs accumulés pendant les dernières années du règne de Charles VI; elle retentissait de plaintes amères et pour la plupart légitimes. Toutefois l'état déplorable de la monarchie et l'influence des deux familles connues par leur dévouement traditionnel, du juge du pays Jean Pálffy, et du primat Eszterházy, disposaient déjà la majorité à se contenter de promesses pour l'avenir, et à faire des sacrifices pour la couronne. Mais à qui la couronne allait-elle être décernée? Le primat désirait que ce fût au duc de Lorraine conjointement avec son épouse, et beaucoup de magnats adhéraient à ce projet, éminemment conservateur. Mais les Ordres, les députés, peu confiants dans le respect de ce prince pour leurs libertés, mécontents de l'initiative prise par la chambre haute, craignaient en outre et surtout de voir l'administration du royaume confondue avec celle des états héréditaires.

La scène imposante du 20 juin 1741, où l'on vit la jeune reine, accouchée récemment de celui qui devait être Joseph II, monter en costume national au château de Presbourg et y

1. Dans les ouvrages historiques et la correspondance si intéressante de Frédéric le Grand (édition Preuss), on trouve des allusions assez fréquentes à la Hongrie, mais en général elles n'apprennent rien de nouveau.

recevoir l'assemblée, mit fin à toute discussion. Cette jeune femme héroïque serait non pas la reine-épouse, mais le roi, comme Marie, fille de Louis d'Anjou, avait été non pas la reine mais le roi. De cette manière le duc François, qui ne pouvait manquer d'être élu tôt ou tard Empereur, n'aurait aucun droit sur la Hongrie, laquelle aurait sa souveraine à elle, et par suite son autonomie. Dès le 25 juin Marie-Thérèse fut couronnée, et son zélé partisan Jean Pálffy élu palatin. Elle ne voulut pas modifier le diplôme contenant le serment du nouveau prince à son avènement, mais elle jura de respecter la constitution et de sanctionner toutes les lois réparatrices. Par exemple l'institution des confins militaires ne fut conservée que provisoirement; elle devait être supprimée dès que les circonstances le permettraient.

Cependant on apprenait l'élection de Charles de Bavière à l'Empire. Loin d'en être consternés, les patriotes magyars se laissèrent aller à de grandes espérances : ils virent déjà la Hongrie devenue le centre de la monarchie et la résidence de la souveraine; au lieu d'avoir à se débattre contre l'ingérence des ministres allemands, ce seraient eux désormais qui gouverneraient l'Autriche tout entière. Un prélat grand seigneur, Antoine Erdödy, fit bien remarquer que l'on avait eu la même illusion au temps de Mathias II : il lui fut répliqué que les circonstances étaient bien différentes, puisque Mathias était Empereur, tandis que maintenant la Hongrie tenait le premier rang parmi les états de la maison royale. Jusque-là jamais l'aristocratie hongroise n'avait espéré, ni même désiré une place importante dans un conseil chargé de gouverner les pays voisins; maintenant elle réclamait la première place dans le ministère autrichien. Ses prétentions se heurtèrent contre d'autres prétentions de Marie-Thérèse :

dans son orgueil d'épouse elle ne voulait pas que le duc de Lorraine fût entièrement exclu des affaires. Elle n'obtint d'abord aucune concession de ce côté, et en marqua son irritation dans des entretiens avec Eszterházy, qui eut beaucoup de peine à la calmer en lui expliquant les défiances d'un peuple si souvent trompé, mais rempli d'amour pour sa souveraine. La réponse royale aux griefs présentés par les députés fut tellement hautaine qu'elle provoqua des scènes tumultueuses : il eût été plus court, cria un membre de l'assemblée, de nous répondre en quatre paroles *sic volo sic jubeo.*

Mais les nouvelles funestes arrivaient coup sur coup, la prise de Linz, l'invasion de la Bohême. Le refroidissement de la diète devenait extrêmement dangereux : où trouver des ressources, et que faire si, au lieu d'un soulèvement royaliste, un soulèvement contraire à la dynastie se déclarait? Un conseil tenu le 7 septembre réunit aux ministres allemands les grands dignitaires magyars et un certain nombre de leurs compatriotes. Ils proposèrent à la reine d'avouer à la nation toute l'étendue du péril et de l'appeler aux armes. La reine accepta bravement ce parti, et ne fit aucune attention aux craintes de ses ministres, qui voyaient déjà recommencer l'insurrection de Rákóczy. Elle parut devant l'assemblée en habits de deuil, et, après les discours hongrois du primat et du chancelier, elle prononça un discours en latin, émouvante déclaration de confiance envers sa chère Hongrie. L'impression fut générale et profonde lorsqu'on vit couler les larmes royales, et les cris de *vitam et sanguinem* y répondirent.

Toute difficulté n'était cependant pas résolue. L'assemblée décréta la levée de la noblesse et de trente régiments régu-

iers, mais non sans renouveler l'expression de ses griefs; et la reine se montra profondément reconnaissante, mais non sans réclamer avec insistance la participation de son mari au gouvernement. Un refus mutuel fut la première réplique à ces prétentions opposées. Toutefois sous la pression des événements et sous l'influence de la séance mémorable dont nous venons de parler, tous les obstacles s'aplanirent. Le duc François fut admis à prêter serment comme prenant part au gouvernement du royaume, et le jeune Joseph fut présenté solennellement aux délégués de la nation. D'autre part la reine se décida non sans peine à répondre d'une manière satisfaisante aux demandes de l'assemblée, et l'on se sépara au milieu d'un enthousiasme guerrier.

Dans toutes les opérations importantes de la guerre de la Succession d'Autriche, les Magyars ont joué un rôle sérieux, non pas seulement les Magyars mais les Slaves hongrois, surtout les fameux pandours du baron de Trenck. La dernière guerre contre les Turcs avait été l'une des plus féroces : ce n'étaient que ravages, incendies, mutilations. Rien d'étonnant dès lors si les cavaliers du Danube, soit dans la période défensive de la lutte, soit dans l'invasion de la Bavière et d'une partie de l'Alsace, ont laissé dans les populations occidentales le souvenir de hordes barbares; ils ne se figuraient pas une autre espèce de guerre que celle dont ils avaient été les victimes. Ils aidèrent Khevenhüller à reconquérir la Haute Autriche. Un Batthyány fut gouverneur de la Bavière conquise à son tour. Un Nádasdy franchit le Rhin et prit Lauterbourg. La reine remerciait officiellement le palatin des services que lui rendaient ses compatriotes; elle eut bientôt à lui demander des services nouveaux.

Frédéric le Grand, qui avait déposé les armes une fois maître de la Silésie en vertu du traité de Breslau, les reprenait en 1744 et envahissait la Bohême, en dégageant par cette diversion les frontières françaises. La maison de Brandebourg, depuis le mariage de Catherine, sœur d'un électeur, avec Gabriel Bethlen, n'avait jamais perdu de vue les mécontents hongrois; elle était intervenue en faveur de Rákóczy lors de ses dernières et inutiles démarches de 1729; elle réclamait en faveur des protestants persécutés. L'occasion lui parut bonne pour renouer ces relations intermittentes avec les Hongrois, et l'état-major prussien répandit un manifeste pour les détourner d'envahir la Silésie, et leur rappeler les bienfaits qu'ils avaient reçus de la Prusse [1]. De son côté, Schwerin écrivait dans le même sens à Jean Pálffy; mais aucune de ces démarches ne pouvait réussir. L'élan royaliste redoublait loin de s'épuiser; un conseil réuni à Presbourg autorisa le palatin à proclamer l'insurrection générale, dont les levées nombreuses combattirent en Bohême, puis en Italie jusqu'à la fin de la guerre. L'ambassadeur vénitien Andrea Capello admirait un tel dévouement comme le plus beau moment de l'histoire de ce peuple, qu'il engageait la maison d'Autriche à mieux comprendre désormais [2].

La paix de 1748 à 1756 est la période la plus brillante du règne, et surtout de la cour de Marie-Thérèse [3]. Aussi bien

1. La collection Jáncsó, à l'Académie, contient un des rares exemplaires de ce manifeste en 3 pages in-4°, imprimé en gros caractères. Il est rédigé en latin : S. R. Majestas Borussiæ firmissime confidit, nobilissimam Hungarorum gentem collatorum in se.. a regia domo borussica, multifariorum beneficiorum.. haud immemorem futuram.

2. T. XXII des *Fontes*, p. 257.

3. Adam Wolf : *Aus dem Hofleben Maria-Theresia's*, livre très-cu-

que le patricien de Venise, elle avait compris sa situation et ses devoirs à l'égard de ses sujets, dont elle voulait sérieusement le bonheur. Seulement elle comprenait ce bonheur d'une certaine manière qui n'est pas la nôtre, à nous hommes du dix-neuvième siècle, amis de la couleur locale et du développement original des nationalités. A ses yeux, plus les nobles hongrois deviendraient des courtisans braves et instruits, oublieux des modes et du caractère de leurs aïeux, plus leur bonheur serait complet. Les descendants des grandes familles furent donc invités à séjourner à Vienne ou dans les châteaux de Schœnbrunn et de Laxenbourg, témoins pendant l'été de fêtes splendides. Quitte à porter elle-même dans certaines occasions leur costume national, l'Impératrice-Reine les y fit renoncer peu à peu : la moustache tomba ou se raccourcit; les longs cheveux ou les tresses à la hussarde subirent le fer du perruquier français pour devenir des catogans poudrés : la coupe de l'habit devint allemande, presque versaillaise, comme le prouvent bien des portraits de cette époque [1]. Rassurons-nous pourtant : les brandebourgs n'ont pas disparu, il reste quelque trace de fourrure, et l'incorrigible botte trahit son vieux Magyar.

Changer les modes n'était rien si l'on ne changeait pas aussi l'éducation des esprits et les visées de l'ambition. Les grandes familles acceptèrent, recherchèrent même les titres de princes, de comtes, de barons que les ancêtres n'avaient portés que par exception, et que beaucoup d'entre eux auraient méprisés. Elles formèrent ainsi toute une hiérarchie de haute noblesse, qui fut une branche de l'aristocratie

rieux composé d'après les Mémoires du prince Joseph Khevenhüller, Vienne 1858.

1. Notamment au Musée national de Pesth.

allemande et autrichienne, se mêlant aux autres rameaux par de fréquents mariages, que l'intelligente souveraine excellait à préparer. Elles prirent l'habitude de parler l'allemand plutôt que leur langue maternelle assez mal notée, et plutôt que le latin remis à la mode comme langue officielle par la réaction religieuse, mais condamné à une irrémédiable décadence par les besoins et les inventions de la société moderne. Les jeunes gens étaient élevés au Theresianum, où tout s'apprenait en langue allemande. Plus tard (1760) ils formèrent la garde du corps, la *nobilium turma*. Le règlement qui instituait cette compagnie le présentait comme un hommage rendu aux exploits militaires de la nation qui occupait le premier rang parmi les peuples fidèles[1]. Mais il est évident qu'elle avait aussi un but politique, ainsi que l'ordre de Saint-Étienne fondé à peu près en même temps, et ce but était la fusion de la Hongrie avec ou *plutôt* dans l'Autriche allemande.

De là à une fusion de l'administration des deux pays il n'y avait qu'un pas, mais difficile à franchir. Les séductions de la cour, des titres et d'une brillante éducation militaire ne s'adressaient qu'à la haute noblesse, elles n'atteignaient pas la vraie noblesse magyare, le peuple immortel de Verböczy [2]. Sans aucun doute le régime constitutionnel répugnait à tous les instincts de la grande reine; il fallait pourtant l'admettre, le tourner si possible, mais jamais ne

1. M. Ballagi fils a écrit sur cette garde du corps un curieux travail (*A Magyar Királyi testörség*, Pesth 1872), dont nous aurons à nous servir au point de vue de l'histoire littéraire.

2. Rappelons au lecteur que ce légiste, auteur du *jus tripartitum*, est resté le type de la nombreuse petite noblesse magyare, dans son énergie constitutionnelle et dans son esprit exclusif.

le heurter de front. Le gouvernement procéda par règlements administratifs de façon à changer peu à peu tout l'esprit et tous les ressorts des services publics sans violer et sans imposer aucune loi. Lorsqu'il en fallait de nouvelles, seulement alors, la Diète était convoquée. Dans l'intervalle des deux grandes guerres tout le système des alliances européennes fut renversé; la cour de Vienne s'unit étroitement à celle de Versailles grâce au prince de Kaunitz qui allait diriger pendant quarante ans la diplomatie autrichienne. Une guerre formidable (qui fut la guerre de Sept Ans) se préparait contre Frédéric. La Diète de 1751 fut convoquée pour voter les subsides nécessités par ces projets et par l'épuisement du trésor.

Le vieux palatin Jean Pálffy avait cherché à dissuader la reine de demander une augmentation d'impôts, la prévenant que ce procédé la ferait accuser d'ingratitude. La mort du fidèle dignitaire fut une perte pour la couronne et une perte aussi pour la nation. Du reste, Marie-Thérèse, suivant son historien, M. d'Arneth[1], ne manquait point de reconnaissance, mais elle ne pouvait s'empêcher de constater que la Hongrie, formant à elle seule plus du tiers de la monarchie, ne supportait guère que le dixième des charges de l'État. Or, l'armée permanente, qui atteignait à près de deux cent mille hommes dans la guerre de succession, avait besoin d'être augmentée plutôt que diminuée. La reine croyait donc pouvoir réclamer de ses fidèles sujets une augmentation de douze cent mille florins. La Chambre des magnats, pénétrée de l'esprit aulique, était disposée à y consentir. Les députés au contraire, présidés par Georges Fekete, combattirent vivement les prétentions royales dans des discours prononcés

1. V. le ch. VII du IVe vol. de sa *Geschichte Maria-Theresia's.*

en langue nationale, langue de l'opposition à cette époque. L'irritation fut calmée par une réponse royale qui rappelait les beaux jours du couronnement, et les subsides furent votés. Marie-Thérèse, enchantée de cette condescendance, vint faire un séjour, non pas à Presbourg seulement, mais à Pesth, au cœur du pays. Elle passa de grandes revues dans la plaine de Rakos. Elle accepta l'invitation du comte Grassalkovics, un pauvre étudiant slovaque, devenu l'homme le plus riche de la monarchie, à visiter son palais de Gödöllö. Une illumination féerique, soixante-dix mille lampions, fit resplendir les merveilles du château et du parc, et le lendemain fut célébré un banquet de plusieurs milliers de couverts.

L'enthousiasme ne survécut point au départ de la reine. Une question très-grave aux yeux de la noblesse, plus grave qu'une question d'impôts, vint le refroidir. La reine, comme son père, voulait encourager le commerce; elle venait de faciliter les échanges avec la Bavière et Venise; et la satisfaction causée par cette mesure avait aplani quelques difficultés. La meilleure manière d'ouvrir largement cette voie à l'activite hongroise était d'encourager la peu nombreuse bourgeoisie des villes en étendant les priviléges des villes libres royales à quelques nouvelles cités. Le gouvernement y trouvait d'ailleurs son profit en limitant par ce seul fait l'action et les priviléges de la noblesse, et en se faisant, au besoin contre elle, des partisans. Aussi rien ne pouvait être plus désagréable à la diète de 1751 que l'élévation de Györ, de Komárom, de Zombor et de Ujvidék au rang de villes libres royales. La majorité voyait avec effroi grandir la représentation de la bourgeoisie, nécessairement dépendante du gouvernement par la reconnaissance et par l'intérêt. Des ora-

teurs réclamèrent avec vivacité contre une politique acharnée à l'abaissement de la noblesse et à l'affaiblissement des comitats. Le palatin récemment élu, Louis Batthyány, n'avait pas l'autorité de son prédécesseur : l'assemblée ne voulut reconnaître aux quatre cités aucune participation à la législature. La reine, surprise et irritée, prononça la dissolution de la Diète au milieu des plus amères récriminations.

Cette rupture, ou plutôt cette brouille, ne dura pas : entre la reine et le peuple chevalier il ne pouvait y avoir qu'un peu de coquetterie politique ; la réconciliation était inévitable. Malgré l'ingérence croissante de l'administration germanique, et des plaintes aussi fréquentes qu'inutiles, la Hongrie ne se montra pas moins dévouée dans la guerre de Sept-Ans que dans la précédente. On vit abonder les sacrifices volontaires en argent et en vivres, en hommes et en chevaux. L'opération la plus brillante de cette guerre souvent malheureuse, l'occupation de Berlin en 1760, fut l'œuvre du comte Haddik et de ses cavaliers magyars. L'épuisement n'en était pas moins général, après tant d'efforts stériles suivis de la paix de Hubertsbourg. L'accroissement de la dette publique et le parti pris de ne diminuer grandement ni les dépenses de l'armée ni celles de la cour, nécessitèrent la convocation de la diète de 1764, où la nation noble, malgré son bon droit sur la plupart des points, devait, sur le plus grave de tous, se donner d'irréparables torts.

Le courant général du dix-huitième siècle entraînait vers les réformes sociales les souverains absolus aussi bien que les plus hardis philosophes. La suppression du servage à tous ses degrés figurait au premier rang dans ce qu'on pourrait appeler le programme du siècle. Or, la servitude rurale s'était introduite dans la légalité hongroise beaucoup

plus tard qu'en Occident, et plus tard aussi elle devait s'y maintenir. La noblesse magyare, nous l'avons dit maintes fois, était beaucoup plus nombreuse que celle d'aucun autre pays; elle se regardait non comme une aristocratie, mais comme un peuple, comme le seul véritable peuple. Elle traitait toujours mieux ses paysans, elle ne demandait pas mieux que de les traiter mieux encore; mais tout ce qui tendait à changer les relations légales entre les différentes classes provoquait immédiatement sa fureur : il lui semblait qu'un complot était dirigé contre la nation elle-même. Marie-Thérèse, au contraire, se trouvait doublement engagée à réclamer une réforme du régime féodal, d'abord, par les idées du siècle auxquelles ses instincts charitables ne pouvaient entièrement échapper, ensuite par la nécessité d'une meilleure assiette de l'impôt, puisqu'elle le voulait plus sûr et plus productif : pour que l'impôt rendît davantage, il fallait qu'il eût pour base la terre, élément stable, et non pas cet élément mobile, la personne noble ou non noble de celui qui la cultivait.

Au moment où la Diète était convoquée, paraissait une brochure écrite par Adam Kollár, le bibliothécaire de la cour. Les priviléges de la noblesse étaient vivement pris à partie, et même les privilèges du clergé comme propriétaire temporel, car il y avait déjà dans l'administration autrichienne quelque chose de l'esprit de Joseph II, malgré la dévotion de l'impératrice-reine. Le système de Verböczy était dénoncé sans ménagement comme un système vieilli, auquel la noblesse avait tort de tenir, et que l'esprit du siècle devait remplacer par un nouveau système judiciaire, militaire et financier. Les députés, mécontents au dernier point de cette publication, s'inquiétèrent en la comparant aux lettres de

convocation, et un peu plus tard au discours royal : c'étaient les mêmes idées sinon les mêmes termes. Ils s'inquiétèrent en apprenant que la reine parlait en langue allemande non plus du *reichstag* hongrois, mais du *landtag*, ce qui faisait descendre la Diète du rang d'assemblée nationale à celui de simples États provinciaux. Résolus dès lors à prendre le taureau par les cornes, ils dénoncèrent la brochure novatrice, exigèrent l'exil, tout au moins le désaveu de l'auteur. Malgré ce qu'il y avait d'humiliant pour elle à frapper un ouvrage qui n'avait certes pas vu le jour sans sa permission, elle interdit la brochure, quitte à dédommager autrement son bibliothécaire. Elle espérait que cette condescendance désarmerait l'opposition.

Il n'en était rien : les Ordres rédigeaient leurs cahiers, leurs innombrables griefs, et ne voulaient rien accorder avant d'en avoir obtenu le redressement. Assurément ils avaient raison de réclamer contre les empiétements de l'administration allemande sur le conseil de lieutenance, la chancellerie hongroise, la chambre hongroise des finances, contre les attributions arbitraires de gouverneurs militaires récemment créés, contre le despotisme paternel qui se glissait partout. Seulement, ils n'auraient pas dû se refuser, par ténacité légale, à toute amélioration du sort des paysans. Malgré les visites répétées de la famille impériale, ils ne voulurent entendre parler ni de réglementation féodale, ni d'augmentation d'impôts, ni d'une organisation systématique de l'insurrection de la noblesse. De la chambre basse l'opposition s'infiltra dans la chambre des magnats, où un dignitaire ecclésiastique déclara que les Ordres avaient raison de s'opposer à la formation d'une nouvelle armée permanente; il reçut à son tour les remerciements des députés, avec un

distique latin qui le proclamait « orateur de la patrie et voix du peuple. » Devant cette double et inquiétante manifestation, Marie-Thérèse, plus irritée qu'elle ne l'avait jamais été, refusa les services de sa garde du corps hongroise et retourna à Vienne. Les députés alors, avant de se séparer, voulurent calmer sa colère en votant l'augmentation d'impôt, mais sans aucun règlement féodal.

Cette fois, l'Impératrice-Reine était brouillée avec le parlementarisme hongrois, qui était loin d'être irrepréhensible. Mais elle ne se crut pas dispensée pour cela de travailler au bien de ses dévoués sujets. Au contraire, c'est depuis ce moment et pendant les quinze dernières années de sa vie qu'elle a développé entièrement son système de fusion et d'assimilation. La mort de son époux l'empereur François (1765), dont elle devait porter le deuil jusqu'à sa dernière heure, et l'avénement de son fils aîné Joseph II à l'empire, la laissèrent libre de consacrer plus de temps à son cher royaume, qu'elle gouverna d'une main maternelle, adroite et ferme, en évitant également les plaintes et les discussions, Le palatin, mort en 1765, ne reçut pas de successeur; le duc Albert de Saxe-Teschen, marié à l'une des archiduchesses, s'établit à Presbourg comme lieutenant-général au milieu d'une cour brillante, souvent visitée par l'auguste veuve en vêtements noirs.

Un autre visiteur, très-attentif et très-curieux, sinon très-sagace, était le nouvel empereur Joseph II. Élevé par un gouverneur hongrois Batthyány[1], conformément au système de magyariser les princes pour mieux germaniser

1. M. d'Arneth remarque avec raison que son influence sur son élève s'est bornée à lui communiquer ses goûts militaires.

la Hongrie, rien ne pouvait encore faire prévoir sa lutte acharnée contre cette nationalité. Il entretenait les relations les plus amicales et les plus étroites avec les membres des grandes familles. Parfois il les plaisantait : « le chancelier » F. Eszterházy, écrivait-il, est venu dans son habit hon- » grois pour la première fois; il paraît encore plus petit » qu'il n'est. » — « J'aurais préféré la barbe de Nádasdy à tous les minois des belles dames qui regardaient au diner[1]. » Mais s'il se moquait doucement des magnats qui ne renonçaient pas aux vieilles modes, il parlait à chaque instant de son cher Pálffy[2], marié, toujours suivant le système de Marie-Thérèse, à une fille du feld-maréchal Daun ; il fréquentait familièrement le salon de la princesse Eszterházy, que les jeunes archiducs allaient aussi voir dans ses terres. Lui-même voyagea plusieurs fois en Hongrie, prenant beaucoup de notes dont il se servait ensuite pour rédiger des rapports volumineux : « Que j'ai vu de désordre, écrivait-il » à son frère Léopold. Je reviens tout rempli de plaintes, et » chargé de faire à S. M. un vilain tableau des administra- » tions et des places qui y existent. Ce sont des provinces » si éloignées du centre qu'on les oublie presque. La nature » leur a pourtant donné bien de l'avantage, tant par les » eaux navigables qui les entourent et traversent que par » la fertilité du sol, qui y est inexprimable, car tout y croît » presque de soi-même, sans culture[3]. »

1. *Maria-Theresia und Joseph II, Ihre correspondenz* publiée par d'Arneth en 3 vol. Les lettres que nous citons sont écrites en français. T. I, p. 43 et 144.

2. Il avait l'air d'un très-grand seigneur, était beau et brave, dit le prince de Ligne.

3. Correspondance déjà citée, I, 220.

Les plaintes auxquelles Joseph fait allusion provenaient de la continuation de la crise rurale. Dans ses propres voyages, Marie-Thérèse s'était convaincue de l'urgence d'un règlement nouveau, et la mauvaise volonté de la Diète la détermina à s'en occuper elle-même. Des conseillers auliques furent chargés de préparer un *urbarium* qui est resté, jusqu'à la grande assemblée de 1832, la base de la réglementation féodale. Désormais les paysans étaient libres d'aller s'établir où ils voulaient, et d'élever leurs enfants comme bon leur semblait, aussi bien pour une profession libérale que pour le travail paternel. Leurs procès étaient évoqués devant la juridiction du comitat, et les redevances étaient assujetties à un taux proportionnel. C'étaient là de sérieuses améliorations, et il est fâcheux que l'amour-propre nobiliaire en ait laissé l'initiative à la royauté[1]. Comme on pouvait le prévoir, l'urbarium ne pénétra pas en quelques jours dans toutes les régions du territoire; il y eut des refus, des luttes violentes de paysans à seigneurs. La famille royale compta même sur ces déplorables incidents pour faire cesser la résistance : « La petite bataille en Hongrie, écrivait l'empereur, » fera, je crois, son effet. Les paysans sont exécutés, quitte » à en donner de même un exemple vis-à-vis des seigneurs, » S. M. fera ce qu'elle voudra. » Ce n'est toutefois qu'au bout de six années que les dispositions nouvelles furent respectées partout[2].

Après la crise féodale se dessina la crise ecclésiastique. C'est vers la fin de ce règne que fut supprimé l'ordre des Jésuites, longtemps si influent à Vienne, si acharné contre

1. V. la relation de Paolo Renier dans le T. XXII des *Fontes*, 318.
2. Corresp. déjà citée, I, 193.

l'autonomie hongroise, bien qu'il ait donné à la Hongrie quelques hommes distingués et ne manquant pas d'une sorte de patriotisme. Le gouvernement se préoccupait déjà des couvents et de l'extension menaçante de leurs propriétés. Marie-Thérèse, tout en créant de nouveaux évêchés, limitait le nombre des moines; à quelques égards elle préparait le *joséphisme*. Elle diminuait la puissance politique du clergé, même séculier, en décidant que les évêques ne rempliraient plus les fonctions de föïspan des comitats. Mais elle ne perdait rien pour cela de sa dévotion exclusive. Les protestants, traqués de toutes parts, en butte aux séductions les plus flatteuses comme les plus grossières, avaient beau se plaindre des spoliations, des enlèvements d'enfants, des conversions forcées : ils n'obtenaient qu'une réception gracieuse, et la tolérance était ajournée[1]. C'est sans doute la question religieuse autant que la question d'unité territoriale qui décida la reine à faire pencher, en faveur des Magyars contre les Serbes du Banat, la balance longtemps hésitante de sa politique.

Elle avait d'abord créé une sorte de ministère spécial pour représenter ces populations auprès de son gouvernement; c'est ce qu'on appelait l'*Illyrische Hofdeputation*, longtemps dirigée avec beaucoup d'énergie par le comte Ferdinand Kolowrat, qui soutenait que le Banat relevait de la monarchie autrichienne et non pas de la couronne hongroise. Mais ensuite, pour remplir ses promesses à la Diète du couronnement, elle réunit aux comitats de Bács, d'Arad et de Csanád

1. *Vollständige Geschichte der Neuesten Bedruckungen der Evangelischen*, 1763, etc. — Les nombreux documents relatifs à la situation des protestants sont résumés dans la *Gesch. der Ev. Kirche*.

les confins militaires de la Theiss et du Maros (1750). Ce fut pour ces tribus guerrières une véritable désolation de se voir assujetties aux institutions maudites des Magyars : deux chefs, Hrvat et Tutelja, émigrèrent en Russie avec des troupes nombreuses. Le gouvernement, craignant de voir convertie de nouveau en désert une contrée qu'on avait eu tant de peine à repeupler, ouvrit une enquête qui se trouva funeste au clergé greco-serbe. Dès lors il poussa à l'union avec taut de violence qu'il provoqua une insurrection en 1755 : l'établissement des Jésuites fut brûlé ainsi que trente châteaux de la noblesse magyare. La cour, ayant triomphé de cette émeute, revint à des moyens plus conciliants, mais sans éprouver plus de bienveillance pour les Slaves et leur Église. Les délégués croates à la diète de 1764 se prononcèrent contre eux malgré la communauté de race et de langue; et un congrès préparé par le comte Haddik aboutit à un règlement qui pliait décidément les Serbes sous la légalité hongroise. Ils perdirent bientôt leurs juges nationaux; enfin le Banat fut réincorporé au royaume de Hongrie en 1779, et forma les trois comitats de Torontal, Temes et Krassó [1].

La nation fut heureuse de cette mesure qui lui restituait l'intégrité de son territoire. Le premier partage de la Pologne (1773) lui valut la rétrocession des villes de Zips autrefois aliénées par Sigismond, et dont elle n'avait jamais accepté la perte. Aussi malgré le chagrin causé par la suspension de la vie constitutionnelle, Marie-Thérèse fut-elle jusqu'à sa dernière heure vraiment populaire, car elle agissait en reine de Hongrie patriote. Dans son zèle pour les

1. *Les Serbes de Hongrie*, p. 115-153.

intérêts matériels de ses sujets, elle faisait du district de Fiume un district hongrois, leur donnant ainsi un débouché maritime. Elle faisait droit dans la mesure du possible à leurs perpétuelles et inévitables réclamations de peuple agricole, producteur de matières premières, contre le système douanier auquel tenaient les industriels allemands d'Autriche. Cependant on a pu dire qu'au point de vue économique « le long règne de Marie-Thérèse ne fut qu'une » série d'essais impuissants et contradictoires [1]. »

Elle eut encore avant de mourir l'occasion de faire appel à un dévouement éprouvé tant de fois, lorsque s'ouvrit la courte guerre de la succession de Bavière. L'Empereur, qui à vrai dire souleva cette question malgré sa mère [2], n'avait pas changé de manière de voir au sujet de son futur royaume; il en parlait toujours avec une haute estime mêlée d'un peu d'ironie et d'une nuance de sourd mécontentement : « Les « Hongrois, écrivait-il à Léopold, ne veulent pas tant de » troupes, et par conséquent nous n'oserons pas les y » mettre. » — « Il faudrait quelqu'un qui lui expliquât bien » (au jeune archiduc Maximilien) le système d'Hongrie en » général, et qui par les pièces justificatives qu'il prendrait à » mesure des archives, lui en ferait connaître tous les res- » sorts. » — « Maximilien a commencé à répéter le droit

1. Paganel, *Histoire de Joseph II*, p. 339, Paris 1843.

2. MM. d'Arneth et Geffroy, *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau*, Paris 1874, T. III, 99, 110, 150, etc. Recueil de premier ordre, on ne peut plus intéressant à rapprocher de la correspondance de Frédéric, particulièrement en ce qui concerne l'affaire de Bavière, recueil précieux pour quiconque veut étudier la cour de France et la politique extérieure de Marie-Thérèse, mais dans lequel il est rarement question des Hongrois.

» hongrois avec un conseiller, je ne sais pas si cette partie » lui paraîtra fort intéressante. » Lorsque les hostilités se préparèrent contre la Prusse, Joseph II se montra fort irrité du peu d'empressement que l'on mettait à rassembler les recrues, il se plaignit des lenteurs éternelles des comitats. La vieille reine alors employa son expérience à lui faire comprendre « cette nation glorieuse » éprise des formalités légales, et la nécessité éventuelle de convoquer une diète, perspective qui d'ailleurs ne lui souriait nullement.

« La Diète de Hongrie, lui écrivait-elle, est ordonnée pour » le 1er octobre (1778), ne pouvant plus tôt. Vous aurez » douze mille recrues à la place de huit mille. Je dois dire » que tout le monde s'empresse, et le chancelier, le primat, » Pálffy, Forgács sont déjà dans leurs comitats, et travaillent » et donnent le branle. Je dois cette justice à tout le monde » et vous embrasse tendrement. » — « Je ferai mon pos» sible d'obtenir le mieux, mais cela ne peut se promettre » d'une multitude de gens bien intentionnés, mais pleins de » préjugés. » — « J'ai fini hier avec ces Messieurs qui étaient » ici. Point de diète, et on fera l'augmentation. Je leur dois » cette justice qu'ils se sont déclarés avec zèle et prompti» tude. En cas de plus grand besoin, l'insurrection et la » diète restent encore en réserve, mais Dieu nous en pré» serve. » Malgré ce souhait peu enthousiaste, Marie-Thérèse ne cessait de combattre la mauvaise humeur croissante de son fils qui parlait avec dédain « des propositions que les » Hongrois font sonner si haut[1]. » Elle appréciait à leur juste valeur ces propositions, qui revenaient à de grands

1. *Maria-Theresia und Joseph II*, I, 334, II, 73, 123, 207, 303, 372, 378, III, 24, 60, 88, etc.

sacrifices en hommes et en argent, mais que la paix de Teschen rendit heureusement inutiles. Lorsque l'hydropisie l'emporta quelques mois plus tard, l'affection mutuelle des Magyars et de leur reine n'était plus obscurcie par les nuages que des torts mutuels avaient soulevés plus d'une fois.

CHAPITRE III

JOSEPH II ET LE CENTRALISME (1780-1790).

Le prince de Ligne disait à lord Malmesbury, quelques mois avant le réel avènement de Joseph II : « Ce sera un » homme qui aura des velléités et qui ne les satisfera jamais. » Son règne sera une envie continuelle d'éternuer[1]. » Le grand seigneur belge, ou plutôt le grand seigneur cosmopolite qui comptait « six ou sept patries », n'avait qu'à moitié raison et ne se trompait qu'à moitié sur le compte du souverain laborieux et réformateur. Le profond respect, l'affection mêlée d'un peu d'effroi que lui inspirait sa mère, aussi bien après qu'avant son élévation au titre impérial, avaient réduit Joseph II à se replier sur lui-même dans un travail presque solitaire, partagé seulement avec quelques amateurs de philosophie et d'économie politique. L'esprit de Marie-Thérèse n'avait aucune influence réelle sur le sien; les règlements minutieux qu'elle avait faits pour son éducation n'avaient eu d'autre résultat que de lui donner des habitudes systématiques et un goût exagéré pour la méthode en toutes choses : « Il comprimait tous ses bons mouvements lorsqu'il

1. *Mémoires du prince de Ligne*, p. 106.

» pouvait croire qu'il allait y céder ». Sa vie physique, morale et intellectuelle était assujettie à une lente et continuelle contrainte, d'abord imposée, puis acceptée, volontaire même, et devenue finalement une seconde nature. Il était arrivé à un mépris absolu des obstacles intérieurs ou extérieurs, de la tradition, de l'expérience accumulée; il cachait sous une enveloppe allemande le tempérament de la Révolution française[1].

C'était déjà une contradiction que d'apporter les instincts d'un peuple novateur dans le gouvernement d'états très-variés sans doute, ici absolus, là constitutionnels, mais *tous* traditionnels et aristocratiques. Le règne tout entier a souffert d'une contradiction plus grave encore. Les *réformes* depuis longtemps méditées et classées dans cette tête mathématique convergeaient toutes vers un but unique : former des pays autrichiens un Empire qui fut un État moderne, dégagé le plus possible des diversités établies par l'histoire de chaque race, en même temps que des lois ou de l'*état* social du moyen-âge. Or ce projet d'un peuple unique, rendu heureux par un souverain économiste et philosophe, supposait l'adhésion des nationalités, avant tout l'adhésion de la plus importante, de la nationalité hongroise, et à défaut de leur adhésion, leur soumission. Malheureusement Joseph II,

1. Joseph II ne peut être envisagé dans ce chapitre qu'au point de vue hongrois. Soit à ce point de vue, soit surtout dans sa politique générale, il a été étudié dans deux ouvrages plus récents que l'ouvrage français de Paganel : la *Geschichte Josephs des Zweiten* de Gross-Hoffinger, Leipzig 1865, et le XIV[e] volume de l'*Œsterreichische Geschichte für das Volk*, par M. Iæger. Le premier de ces deux ouvrages est beaucoup plus admiratif que le second. — M. Horváth est très-complet en ce qui concerne la Hongrie.

qui n'avait pas les allures persuasives, n'obtint pas, ne rechercha même pas la première, et il ne parvint pas à la seconde. Nous aurons à signaler deux autres contradictions, l'une économique, l'autre religieuse, qui ont rendu inévitable l'échec de plusieurs de ces projets. Le peuple magyar sera au premier rang dans cette lutte.

Il fut tout de suite inquiet en voyant le nouveau roi différer son couronnement : c'était pour le début une grande faute, une faute logique à vrai dire, car il était résolu à ne jamais être le roi de Hongrie, et à gouverner ses provinces hongroises de son cabinet de Vienne. L'activité de ce cabinet fut prodigieuse dès les premiers jours et ne se démentit pas jusqu'à la fin. Quand l'Empereur avait les yeux fatigués, il disait au prince de Ligne : « Je me tue parce que je ne peux » point échauffer ceux que je fais travailler, mais je ne vou- » drais mourir qu'après avoir tellement monté la machine » qu'elle ne pût plus se déranger, quand même on en au- » rait envie ». Les courtisans furent les premières victimes de ce travail acharné : l'Empereur avait toujours détesté l'étiquette espagnole qui avait entouré son enfance, et le luxe de la cour, prodigieux sous Charles VI, maintenu encore sur un pied très-onéreux par Marie-Thérèse ; il restreignit toutes les dépenses de ce genre, y compris de nombreuses pensions, et se fit par là une foule d'ennemis très-dangereux, parmi lesquels il faut certainement ranger plus d'une famille hongroise. Vint ensuite une ordonnance réclamant des notes périodiques et détaillées sur tous les fonctionnaires : la bureaucratie devait être le grand ressort de la machine moderne rêvée.

La crise ecclésiastique signalée par la suppression des Jésuites n'était point terminée. Joseph II, loin de vouloir y

mettre fin, l'accepta, l'étendit, et rompit en visière à tout ce que les idées de son siècle et ses propres idées lui commandaient d'anéantir. Il ne partageait point les opinions dogmatiques des philosophes; il était chrétien convaincu, il était même catholique sincère, mais il regardait les vastes biens du clergé, surtout ceux des moines pour la plupart dégénérés, comme un fléau économique, et le gouvernement du clergé par la cour de Rome comme un fléau pour l'État; enfin il voulait une sorte de tolérance dans les limites des diverses communions chrétiennes, car les déistes en étaient exclus, et ne lui paraissaient dignes, on le sait, que de recevoir des coups de bâton. Une ordonnance promulguant des principes de liberté générale plutôt que des articles *de loi*, et une ordonnance accordant les premiers éléments de la liberté de la presse, ne furent que les préliminaires d'une série de mesures relatives aux questions religieuses.

Les évêques hongrois et les protestants attendaient, dans des sentiments naturellement fort divers, les effets de l'initiative royale. Joseph crut sérieusement les satisfaire les uns et les autres. Ses conseillers, Rautenstrauch, Molinari, Sonnenfels, étaient ainsi que lui des partisans décidés de l'épiscopat, et croyaient le servir en le débarrassant des ingérences pontificales en haut, du monachisme en bas, et en lui recommandant de supprimer le culte du Sacré-Cœur, les indulgences et certaines processions, qui leur paraissaient des abus et des scandales. Diverses ordonnances interdirent aux communautés d'envoyer de l'argent au dehors, exigèrent le *placet* royal pour la publication des bulles du pape, biffèrent les deux bulles *Unigenitus* et *In cœna Domini*, enfin remplacèrent le nom du pontife par celui du roi dans le serment que prêtaient les nouveaux évêques. Joseph II fut sur-

pris en recevant une lettre du cardinal primat Batthyány qui était un vrai manifeste contre toutes ces décisions; mais il resta inébranlable. Lorsque Pie VI fit son célèbre voyage à Vienne pour obtenir que l'Empereur retirât ses décrets, et notamment ses prétentions à la nomination des ecclésiastiques dans le Milanais, tous les évêques hongrois vinrent lui rendre visite, protestation significative contre ce qu'on devait bientôt appeler le *Joséphisme.*

Leur irritation venait d'être portée au comble par l'édit de tolérance, qui n'était pourtant qu'une demi-mesure. Les protestants avaient désormais le droit de fonder une église et une école partout où se trouveraient cent familles de leur communion. Ils ne pouvaient être astreints à aucun serment contraire à leur croyance, et ne pouvaient être inquiétés ni recherchés du fait de leur religion. En cas de mariage mixte, si le père était catholique tous les enfants devaient être catholiques; si le père était protestant, les filles devaient être catholiques, mais les fils protestants. Cet édit de tolérance, grand progrès sur l'état légal antérieur, devait être, dans ses principales dispositions, le plus durable des titres de gloire de Joseph II. Toutefois il fut mal accueilli. Les protestants, qui l'avaient acclamé d'avance comme la fin de leurs maux, furent médiocrement satisfaits des réserves qu'il renfermait encore, et surtout désenchantés par la manière dont il fut appliqué[1]. Même sous ce nouveau régime ils n'avaient pas le droit d'expliquer dans leur catéchisme pourquoi ils n'étaient pas catholiques. D'autre part les évêques étaient outrés de tant de concessions à l'hérésie, et faisaient

1. V. un journal du temps, *Keresztesi József egykoru eredeti Naplója*, publié à Pesth en 1868.

partager leur irritation à plusieurs comitats, qui déclarèrent ne pas enregistrer l'édit.

L'Empereur n'était pourtant ni un incrédule ni un indifférent, et il tenait à le faire savoir. Il déclarait que son plus cher désir serait de voir tous ses sujets embrasser librement le catholicisme. Seulement quel catholicisme ? Il devenait de plus en plus évident que ce serait un catholicisme réformé, et presque entièrement dépourvu de monachisme : dans la seule Hongrie cent quarante couvents étaient fermés, et plus de quinze cents religieux ou religieuses recevaient des pensions alimentaires leur vie durant. L'instruction des ecclésiastiques était, aux yeux de Joseph II, d'une pitoyable insuffisance : des commissions furent chargées par lui de préparer toute une réforme pédagogique, capable de former des prêtres aussi éclairés que pieux. Ces divers projets, aussi bien qu'un vaste plan d'instruction populaire, étaient de nature à susciter autant de partisans et d'admirateurs que d'ennemis ; mais les vues politiques du réformateur allaient soulever contre lui une résistance invincible.

Joseph, nous l'avons vu, n'avait pas supporté sans irritation, dans les dernières années du règne de sa mère, les lenteurs et les difficultés qui lui semblaient être le génie même des comitats. Il regardait la dignité de palatin comme inutile et dangereuse, et ne voulait pas entendre parler de réunir la Gallicie à la Hongrie. Une fois au pouvoir, il se promit de réduire son dévoué, mais turbulent royaume, à la condition de simple province, et de le dépouiller de sa constitution. Sa franchise hautaine et cassante n'admettait pas les lentes séductions de Marie-Thérèse, et son humanité, comme les idées de son temps, n'admettaient pas davantage les violences de Léopold. Il attendit son succès d'un système

d'ordonnances et de règlementation inexorable. De longues circulaires expliquèrent le régime politique qu'il voulait installer partout, et qui a depuis été désigné sous le nom de centralisme. Pour commencer, les affaires furent concentrées dans la chancellerie hongroise et le conseil de lieutenance ; ce conseil, composé et réorganisé suivant les plans impériaux, fut établi à Bude, non point pour que l'ancienne capitale nationale reprît son rang, mais pour que, de ce point central du royaume, les ordres parvinssent plus rapidement aux extrémités. Ensuite l'Empereur reprit la série de ces voyages laborieux qui faisaient dire à l'un de ses compagnons : « Sa toilette est d'un soldat, sa garde-robe d'un » sous-lieutenant, sa vie un mouvement continuel ». Le fils de Marie-Thérèse, d'une reine majestueuse jusque dans ses familiarités, étonnait le monde par le soin qu'il mettait à parcourir comme un simple médecin humanitaire ou un pasteur charitable, les contrées éprouvées par l'inondation ou la famine; il l'étonnait plus encore par les lettres qu'il adressait aux fonctionnaires, leur recommandant leurs devoirs par son propre exemple, et descendant du piédestal de la « Sacrée Majesté Césarienne » pour se déclarer le premier serviteur du public.

Malgré quelque peu de pédantisme et d'affectation, cette conduite était véritablement grande; elle aurait pu séduire à sa manière et entraîner la nation, malgré le sourd mécontentement de quelques fonctionnaires, si la nation ne s'était pas sentie menacée dans son existence même. Le 7 avril 1784, Joseph II ordonna que la Sainte Couronne lui fût apportée à Vienne pour être gardée avec les autres couronnes dans le trésor impérial. C'était contraire à toutes les lois et à toute l'histoire de la Hongrie; plusieurs comitats firent des remontrances, ils ne reçurent même pas de ré-

ponse et l'ordre fut exécuté. Bientôt après, le latin fut supprimé comme langue officielle, par cette raison qu'une langue morte ne pouvait être conservée plus longtemps. Puis l'Empereur demanda à la Chancellerie et au conseil de lieutenance si le hongrois était propre à l'expédition des affaires : les deux corps augustes, convenablement dressés, répondirent négativement. Joseph écrivit alors à un magnat : « Je » suis le souverain de l'Empire d'Allemagne ; mes autres » états ne sont que les membres d'un corps dont je suis la » tête. Si la Hongrie était le premier de mes états, c'est sa » langue que je choisirais ». Il fut donc résolu que l'allemand deviendrait la langue officielle ; on tuait du coup le magyar, et quant au latin on lui donnait dix-huit mois pour mourir (mai 1784-novembre 1785).

Joseph II n'avait sans doute pas conscience de l'immense gravité de l'acte qu'il accomplissait : il ouvrait une période toute nouvelle, et qui est loin d'être fermée aujourd'hui, de l'histoire de l'Europe orientale. Désormais les nationalités, qui prenaient conscience d'elles-mêmes, allaient pour ainsi dire s'incarner dans leur langue; et la lutte des langues allait donner une sorte de drapeau, facile à reconnaître et à suivre, à la lutte des races qui est tout ensemble la vie et le fléau de notre temps. Si nous nous bornons au pays dont nous racontons les annales, nous remarquerons que la décision arbitraire de Joseph II a préparé, par voie de réaction, ses destinées contemporaines. Sous Marie-Thérèse, le germanisme était resté une mode, s'infiltrant peu à peu de la cour dans la haute noblesse, et de la haute noblesse dans la petite[1]. Il y avait bien déjà, vers la fin de ce règne, une sorte

1. L'auteur des *Serbes de Hongrie* remarque judicieusement que Marie-Thérèse, en favorisant l'étude de l'allemand, a fait les affaires du germanisme, par conséquent de la Prusse, et que Joseph II, en

de protestation de la langue nationale et une première renaissance littéraire, mais nul n'avait à se plaindre, et ceux qui adoptaient l'allemand le faisaient en toute liberté. De la sorte trois langues existaient parallèlement : le latin, organe de l'administration, surtout dans ses rapports avec la cour de Vienne, et souvent de la tribune ; l'allemand, fréquemment employé dans les relations sociales, dans les affaires avec les négociants étrangers ; enfin le magyar, parlé nonseulement dans le peuple, mais dans les assemblées politiques, et devenu depuis le seizième siècle une langue littéraire.

Lorsque Joseph II, supprimant le latin et écartant le magyar, imposa partout l'allemand, les comitats, à défaut de diète, firent retentir les plaintes les plus amères, sans rien obtenir. Alors ce fut comme un mot d'ordre dans toutes les contrées centrales du royaume et dans les vallées transylvaines, partout où vivaient la langue nationale et le patriotisme : nous avons négligé nos devoirs envers nous-mêmes, envers nos ancêtres et leur gloire, et nous en sommes punis ; désormais ne parlons entre nous que notre propre langue, et par un patient travail à la fois poétique et grammatical, préparons-lui un grand avenir politique. Pas d'insurrection, pas de résistance illégale, même contre un souverain qui viole toutes les lois : la lyre et le dictionnaire nous vengeront mieux que le fusil.

Ce grand réveil, comme il arrive toujours, avait eu ses précurseurs, chez lesquels on peut distinguer deux générations différentes, les contemporains de la Pragmatique Sanction, et les contemporains de Marie-Thérèse. Parmi les

voulant l'imposer, a donné aux Magyars l'idée d'imposer un jour leur langue à ceux de leurs régnicoles qui ne la parlaient pas.

premiers il faut remarquer, à côté du prosateur Mikes dont nous avons cité les lettres de Turquie, Paul Ráday, un ancien secrétaire de Rákóczy, rallié par patriotisme à la maison d'Autriche et à la succession féminine, voyageur, orateur et poëte dont les cantiques ont fait retentir les temples réformés de Debreczin; et le pasteur Bél (Mathias Bélius), l'un des fondateurs de l'histoire et de la philologie nationale. Les successeurs de Bél, Bod, Pray, d'autres encore, ont vécu sous Marie-Thérèse[1], comme le baron Laurent Orczy, volontaire poëte qui arma à ses frais un régiment de cavalerie, le baron Amade, son émule de lyrisme et de bravoure, et l'ecclésiastique Faludi, confesseur en langue magyare dans Saint-Pierre de Rome et poëte bucolique. Cette dernière triade ne manquait pas d'un certain patriotisme littéraire : si Faludi était avant tout un traducteur de Virgile, c'est dans la forêt de Bakony qu'il faisait chanter son Corydon magyar, et il célébrait les victoires de Nádasdy; le baron Orczy ne dédaignait pas d'adresser une de ses pièces au pauvre peuple des paysans, et il chantait la Patrie « la terre » dont Dieu lui-même a dessiné les limites ».

Toutefois, il faut convenir que, jusqu'en 1772, la littérature magyare du XVIIIe siècle avait manqué d'ensemble et de mouvement : l'un et l'autre lui furent donnés par l'ardent Bessenyei et par ses camarades de la garde noble de Marie-Thérèse[2]. L'habile souveraine n'avait pas prévu

1. Horányi publiait à Vienne même, en 1775, un volumineux dictionnaire de l'histoire littéraire de la Hongrie, comprenant également les auteurs ayant écrit en latin et en magyar, *Memoria Hungarorum et provincialium scriptis editis notorum*.

2. Nous résumons l'*Irodalom Története* de M. Toldy, p. 100 et suiv. et son *Kézikönyv*, fin du 1er vol.

qu'en réunissant de jeunes Magyars dans une grande capitale, où le mouvement d'idées de l'occident pénétrait plus facilement que dans les châteaux paternels, elle créerait un foyer d'ardente imitation de la littérature française. Ces jeunes gens, dans les moments de loisir que leur laissait leur service, étudiaient le français après l'allemand, et dévoraient, après les poëtes du siècle de Louis XIV, Montesquieu et Voltaire. L'idée leur venait ensuite qu'ils ne devaient pas garder pour eux tous ces trésors, qu'ils devaient les traduire dans leur langue, et ensuite se les approprier par des imitations de plus en plus indépendantes. Ce que du Bellay avait été pour la France en fondant la pléïade et en écrivant l'*Illustration de la langue française*, Bessenyei le fut pour la Hongrie, et le français joua dans ce pays le rôle qu'avaient joué le grec et le latin dans la France du seizième siècle. C'est dans des vers pareils à l'alexandrin français qu'étaient composées les tragédies d'Agis et de Ladislas Hunyade. La Henriade était le modèle d'un poëme sur Matthias Corvin, arrêté par la censure, et la vie de Jean Hunyade rappelait à la fois la manière de la *Grandeur des Romains* et celle de l'*Essai sur les mœurs*.

Autour de Bessenyei se groupait l'école française, avec Anyos qui traduisait La Calprenède et Marmontel, avec Péczely, ancien étudiant de Genève et d'Utrecht, qui traduisait les tragédies de Voltaire et les *Nuits* d'Young tout en enseignant la théologie; avec de modestes étudiants transylvains qui allaient introduire dans leur pays les comédies de Molière, non sans affubler les personnages de noms et de costumes magyars. L'école française n'était déjà plus la seule : l'école classique traduisait ou imitait les

poëtes anciens en empruntant leurs rhythmes, et l'école populaire voulait se dégager de toute servitude exotique en chantant les héros nationaux.

C'est au milieu de tout ce mouvement que parurent les édits de Joseph II en faveur de la langue allemande ; ils le fortifièrent au lieu de l'enrayer. Plus que jamais on chanta dans des poëmes épiques, plus que jamais on fit paraître sur la scène les Hunyade, les Zrinyi, les Báthory. Un grammairien poëte, Révai, fit subir à la langue un travail d'épuration, d'assouplissement, qui devait la rendre digne de ses destinées nouvelles. Les premiers journaux hongrois, fondés depuis quelques années, continuaient à paraître; deux recueils littéraires, le *Magyar Muzeum* (1788) et l'*Orphée* étaient fondés. Enfin les efforts de Révai et de Bacsányi préparaient la création d'une Académie nationale.

Joseph II, loin de réussir dans ce que nous appellerons son centralisme linguistique, pouvait s'apercevoir du merveilleux effet que ses tentatives produisaient en sens opposé. Il eut peut-être l'idée de chercher une compensation du côté des Slaves, des Serbes du Banat. La tzarine Catherine II chercha certainement à lui donner cette idée, comme le prouveront deux passages de sa correspondance, surtout rapprochés l'un de l'autre (1781-1783) : « Il serait de mon » devoir de recommander aux bontés, aux vertus de S. M. » les vrais croyants de l'Église grecque, mais cela serait » inutile; je suis sûre qu'ils seront toujours prêts à com» battre pour Elle, contre qui Lui plaira, et je connais » son humanité. » — « Le voyage de S. M. en Hongrie, » dont Elle veut bien m'informer, ne laissera pas que de » donner à rêver à messieurs les Barbons (les Hongrois), chez

» lesquels le dire et le faire sont choses si différentes[1]. » La grande impératrice inaugurait cette habile et d'ailleurs toute naturelle politique de la Russie, qui depuis son règne, protége surtout les Slaves et les fidèles de la communion grecque; elle se trouvait facilement d'accord avec Joseph II, esprit très-différent du sien, fort peu diplomatique et calculateur, mais froidement enthousiaste d'égalité, de justice, d'instruction populaire[2]. Ces sentiments venaient en aide à son animosité contre les nobles magyars et lui persuadaient de protéger contre eux les Serbes du Banat, sacrifiés par Marie-Thérèse dans ses dernières années. Ces populations,

1. *Catherine et Joseph II*, recueil publié par M. d'Arneth, Vienne 1869, p. 45 et 201. Joseph répondit à la première de ces deux lettres : « L'intérêt spirituel qu'il plaît à V. M. I. de donner aux braves et » fidèles individus de la religion grecque qui se trouvent dans ma » monarchie, ne pourra qu'augmenter l'intérêt que je leur ai toujours » voué ».

2. A ce dernier point de vue reproduisons deux passages importants de la correspondance que nous venons de citer (p. 141 et 142) : « Vous m'avez fait connaître par le comte de Cobenzl, écrit Joseph, » que vous désiriez avoir à Pétersbourg un homme qui fût en état » d'enseigner la méthode des écoles nommées normales et qui fût de » la religion grecque. Celui qui aura le bonheur de remettre à V. M. I. » cette lettre est le directeur de mes écoles illyriennes, nommé » Iankowitch, dont j'ai fait choix. Je lui dois la justice qu'il est non-» seulement capable et entendu, mais qu'il est ce que j'ai de mieux » et même l'homme unique dans cette langue » — « Le choix que » V. M. a daigné faire d'un sujet tel que lui, qui joint la théorie à la » pratique, répond Catherine, non-seulement me pénètre de la plus » parfaite reconnaissance envers V. M. I., mais j'ose encore l'assurer » que c'est un vrai don de bienfaisance dont Elle vient de gratifier » les écoles de mon empire, et dont les effets seront indubitablement » d'éclairer bien des milliers d'hommes ».

malgré leur peu de goût pour le germanisme de l'Empereur, se voyant bien traitées par lui, prirent leur parti de son despotisme universel, et devinrent en quelque mesure ses alliés.

Tout autres étaient les dispositions du royaume : la colère y grandissait chaque jour. Une mesure très-simple en apparence fit éclater un véritable conflit. Le gouvernement ordonna un recensement général, qui devait être la base du recrutement (août 1784). La méthode suivie fut celle de la bureaucratie moderne, méthode rationnelle et égalitaire confondant tous les rangs, toutes les classes, et ne tenant nul compte de l'autonomie des comitats. Les assemblées protestèrent de toutes parts contre ces procédés dégradants pour la noblesse. Joseph II, trouvant cette attitude menaçante, envoya des troupes sous prétexte d'une revue, vint passer quelques jours à Pesth, et tâcha de calmer l'irritation par quelques entretiens bienveillants. N'obtenant pas le succès qu'il espérait, il déclara les fonctionnaires, les seigneurs et les prêtres responsables de la paix publique. Plusieurs comitats se mirent à entraver les opérations du recensement, et ne cédèrent que lorsque le gouvernement, se montrant prêt à employer la force, envoya des garnisons dans les localités où commençaient les troubles : deux comtes suprêmes furent destitués, c'était un Batthyány et un Forgács, appartenant à la haute aristocratie, d'habitude si fidèle et si soumise.

Une Jacquerie dont le recensement fut l'occasion plutôt que la cause, vint encore tout envenimer. Les paysans valaques de Transylvanie, sous les ordres d'un nommé Horja, incendièrent plus de cent châteaux et brûlèrent les villages de leurs adversaires. Les Magyars remarquèrent, avec étonnement d'abord, ensuite avec fureur, l'inertie calculée,

suivant eux, des officiers allemands, qui laissaient le mal s'étendre et se propager. Ils se déterminèrent à prendre les armes, ce qui menaçait le pays d'une affreuse guerre de races. Un ordre impérial finit par donner une vive impulsion à la résistance, et les troupes impériales terminèrent cette lutte qui avait coûté la vie à plus de cinq mille personnes (1785). Sans faire attention aux accusations de complicité qui s'élevaient contre son gouvernement, Joseph promulgua une patente qui confirmait et même complétait les règlements féodaux de Marie-Thérèse, en donnant aux paysans la liberté personnelle et presque l'entière propriété.

Il venait de prendre une résolution plus grave et surtout plus contestable, celle de briser la constitution intime de la Hongrie, cette autonomie provinciale que les Léopold et les Caraffa n'avaient qu'à peine suspendue, et qu'avaient respectée les musulmans. Les comitats furent presque annulés, leurs assemblées supprimées, et l'*alispan*[1] nommé par le gouvernement, révoqué au besoin par lui, concentra tous les pouvoirs. Déjà la Hongrie et la Transylvanie ne comptaient que comme deux des treize gouvernements de la monarchie; maintenant le pays était partagé en dix cercles gouvernés chacun par un *kreishauptmann*, capitaine de cercle, titre qui est resté depuis dans la mémoire nationale comme un type et un symbole de despotisme étranger. Dans chaque cercle un représentant de la chambre royale s'occupait des questions de finances. Il est impossible d'imaginer un défi plus périlleux au passé et à la tradition de tout un peuple.

Des mesures excellentes, comme on le remarque toujours lorsqu'il s'agit de Joseph II, accompagnaient ces mesures

1. Sous-comte, le deuxième fonctionnaire du comitat.

brutales, et se trouvaient malheureusement compromises par celles-ci. L'élément judiciaire, suivant le principe de Montesquieu, était nettement séparé de l'élément politique ou administratif. Les tribunaux seigneuriaux étaient supprimés; tout une hiérarchie, pareille à celle de la France contemporaine, régissait l'ordre judiciaire. Au dessous de la table septennale, organisée en cour de cassation, venaient les tables de cercle et trente-huit tribunaux de première instance. Un semblable projet, fort bon par lui-même, était gâté par l'arbitraire qui y avait présidé, et par les vues de centralisation excessive qu'il dissimulait à peine. L'Empereur aurait voulu subordonner la chancellerie hongroise et la table septemvirale au gouvernement et à la haute chambre de justice de Vienne. Les soins et les difficultés de ses dernières années ne lui en laissèrent pas le loisir.

Les questions économiques occupaient maintenant la première place dans son esprit. Joseph II était assurément l'homme de sa vaste monarchie qui avait le mieux étudié la science nouvelle de la formation et de la circulation des richesses, soit au point de vue des principes, soit dans les ressources réelles de chacune de ses provinces[1]. Il était profondément imbu de la théorie des physiocrates : comme Quesnay, comme Turgot, comme beaucoup de membres de notre future Constituante, il était l'adversaire des douanes, au moins des douanes intérieures de province à province, mais surtout l'adversaire des privilèges de personnes et de classes, qui empêchaient l'impôt de s'appuyer sur sa véritable base, la terre et les produits de la terre. Avec cette préoccupation agricole et foncière qui a été le trait distinctif de

1. V. sur Joseph II économiste, Iæger, p. 175-220.

l'économie politique naissante, la fertile Hongrie devait attirer et attirait, en effet, toute son attention. Il la croyait destinée, comme la Belgique, à un développement inoui de richesse que favoriserait une grande route, la *via josephina*, continuée jusqu'à l'Adriatique. Ses partisans de Bude ayant voulu lui élever une statue, il répondit qu'il n'avait pas assez fait pour leur pays, qu'il accepterait lorsqu'il aurait fait comprendre aux Hongrois les vrais rapports d'un prince avec ses sujets, et couvert la Hongrie de routes et de canaux.

Joseph n'était donc pas, tant s'en faut, un adversaire économique de cette nation; mais ses projets se nuisirent et se combattirent mutuellement. Rien n'était plus difficile, alors comme aujourd'hui, que de satisfaire à la fois l'Autriche occidentale, pays relativement industriel, et la Hongrie, pays exclusivement producteur de matières premières. Les douanes intérieures qui séparaient ces deux pays, déplaisaient à l'industrie autrichienne parce qu'elles lui faisaient payer plus cher les produits naturels hongrois, et chargeaient, à leur entrée en Hongrie, ses produits manufacturés. D'autre part, les douanes générales de la monarchie, favorables à l'industrie autrichienne qu'elles protégeaient contre la concurrence étrangère, étaient doublement préjudiciables aux Hongrois, qui se voyaient obligés d'acheter les objets fabriqués en Autriche, et qui ne pouvaient plus livrer leurs matières premières à l'industrie ou à la consommation étrangère. C'était donc une tâche impossible de plaire à la fois aux deux pays et sur tous les points; mais le bienfaisant et malencontreux souverain trouva le moyen de mécontenter doublement son royaume. Voici comment :

Ses principes physiocratiques ne l'empêchaient pas de vouloir à tout prix le développement de l'industrie autri-

chienne, non point parce qu'elle était l'industrie de l'Autriche proprement dite, mais parce qu'elle était l'industrie de la monarchie, car il n'aurait pas demandé mieux que de voir s'élever des fabriques hongroises. Le colbertisme fut donc adopté, et des droits très-forts, quand ce n'était pas la brutale prohibition, frappèrent les produits étrangers, à la grande joie des manufacturiers de Vienne ou de Bohême. Lorsqu'une députation de négociants de Presbourg vint réclamer, l'Empereur leur répondit : « Vous n'avez été » jusqu'ici que les commis des Anglais, des Français et des » Hollandais. » Il fut donc inflexible sur ce point, comme toujours. Quant aux douanes intérieures, son désir était de les supprimer; seulement, dans un but politique, il commença par les rendre écrasantes, de telle sorte qu'elles fussent non pas favorables mais insupportables à la noblesse magyare. Il fit savoir au chancelier qu'il voulait amener ainsi cette noblesse à subir un nouveau système d'impôts, à la faire capituler, pour ainsi dire, dans une diète que l'on convoquerait exprès lorsqu'on serait certain du résultat. En attendant, il fit procéder à un vaste travail cadastral (1786-1787), qui fut poursuivi avec énergie, malgré la mauvaise volonté générale et des difficultés de toute sorte.

On voit que Joseph II avait travaillé avec une persistance merveilleuse à l'édifice de son impopularité. Les difficultés ecclésiastiques, politiques, administratives, commerciales, rien n'y manquait sinon une guerre malheureuse : sa mauvaise destinée lui devait de combler ce vide. Malgré son humanité réelle, il aimait la guerre ou se figurait l'aimer. parce qu'il se tenait très-droit et vivait simplement. Trop jeune lors de la guerre de Sept-Ans, il avait vu avorter la guerre de la succession de Bavière : une guerre contre les

Turcs, préparée avec Catherine II dans le fameux voyage de Tauride [1], lui parut une occasion de gagner des batailles, de reprendre la série des croisades, et d'ouvrir les provinces turques au commerce autrichien; tandis que Marie-Thérèse n'avait jamais voulu entendre parler d'aucun projet oriental. L'Empereur eut le plaisir de refuser le rôle de médiateur à la Prusse qu'il détestait; mais la campagne insignifiante que le maréchal de Lascy et lui-même dirigèrent, mit fin à la réputation militaire qu'on s'était plu à lui accorder. La fièvre et la peste décimèrent l'armée, et le souverain rentra dans sa capitale, malade surtout de découragement et de chagrin. Pourtant il se raidit encore; il exigea du blé, des soldats. Les comitats ayant profité de l'occasion pour demander le retrait de toutes les nouveautés, il fit enlever de vive force les provisions nécessaires à ses troupes. Une vaste insurrection était sur le point d'éclater.

Les succès de Laudon et de Haddik dans la campagne de 1789 ne modifièrent point l'opinion publique, et ne consolèrent point le malheureux empereur. Les fardeaux qu'il avait soulevés de ses mains honnêtes et énergiques retombaient sur lui et l'écrasaient de leur poids. Encore un effort pensa-t-il: effort plus chanceux que tout le reste, il inquiéta la propriété noble en créant un bureau central du terrier, et en ordonnant de réunir dans les archives générales les titres authentiques dispersés dans tout le royaume. La table septemvirale elle-même remontra qu'il était nécessaire de convoquer une diète; réclamation dont l'empereur ne daigna pas s'occuper, car il exigea immédiatement du blé et des

1. Lire, sur ce voyage, les *Mémoires du prince de Ligne*, p. 98 et suiv. et sa correspondance, au T. II de ses *Œuvres*.

conscrits pour la campagne de 1790. Les comitats déclarèrent dans leurs assemblées que toutes les demandes du gouvernement étaient illégales, et qu'on ne devait pas y donner suite. Pour la première fois, Joseph, menacé par l'insurrection de Belgique, céda à moitié : il promit de convoquer la diète lorsque la guerre serait terminée. Cette concession vague ne suffisait plus ; les comitats pressèrent le juge du pays de convoquer d'office une assemblée nationale; plusieurs d'entre eux supprimèrent les ordonnances royales et le notifièrent au gouvernement. Les mécontents se mettaient en rapport avec les ministres du roi de Prusse Frédéric-Guillaume, tout prêts à une rupture avec l'empereur. Joseph II, par sa patente du 28 janvier 1790, se déclara vaincu, supprima presque toutes ses ordonnances, l'édit de tolérance excepté[1], et renvoya aux Magyars leur sainte couronne. Bientôt il mourut, brisé par cet effort sur lui-même, laissant un des noms les plus honnêtes à la fois et les plus contestés de l'histoire : exemple mémorable de l'impuissance des principes abstraits et des projets méthodiques à vaincre la résistance tenace des traditions historiques et la force moderne des nationalités.

1. V. les premières pages de la *Collectio repræsentationum et protocolorum statuum et ordinum regni Hungariæ occasione altissimi decreti de die Januarii 1790*, Pestini Budæ et Cassoviæ 1790.

CHAPITRE IV

LE RÉVEIL NATIONAL ET LÉOPOLD II (1790-1792) [1].

Après la mort de Joseph l'effervescence produite par ses tardives concessions ne fit que grandir [2]. L'archiduc Léopold devenait roi de Hongrie et de Bohême, bientôt Empereur sans doute : quelle serait sa conduite? rendrait-il tout à fait à la nation magyare son indépendance et sa constitution? Ne serait-il point possédé, lui aussi, de la manie de réformer? Le passé de Léopold annonçait un excellent prince. Il quittait son duché de Toscane au milieu des regrets universels : de tous les souverains il était celui qui avait le mieux fait profiter ses sujets des fécondes idées contemporaines. Le bien-être partout répandu avait rendu plus d'une fois inutiles les prisons réparées et assainies par les ordres du grand-duc. Mais Florence, autrefois la patrie des génies fiers, la patrie de Dante et de Michel-Ange, était peu à peu devenue, par l'effacement des caractères et le despotisme

1. Le VI[e] volume de Horváth est consacré à la période 1790-1815.

2. En plusieurs endroits on fit un feu de joie des actes de Joseph II. et l'on dansa autour du bûcher. Dans le comitat de Borsod, ils furent préservés par le comte Joseph Majláth. (Majláth, *Geschichte der Magyaren*, IV, 102.)

des Médicis, une ville très-facile à gouverner, pleine de reconnaissance envers un souverain qui voulait bien employer son pouvoir absolu au soulagement de toutes les misères. Cette disposition au gouvernement paternel semblait rendre Léopold peu propre à gouverner un peuple tel que les Hongrois, qui préférait à la satisfaction passive la misère dans l'indépendance.

L'Empereur-Roi Léopold II mérite une grande place dans l'histoire malgré la brièveté de son règne (février 1790-mars 1792), pour avoir su, après vingt-cinq ans de pouvoir discrétionnaire, se plier aux nécessités de son nouveau rôle, et devenir, sans aucune concession avilissante pour la couronne, un souverain constitutionnel. Ce prince, le plus remarquable de la maison de Lorraine - Autriche, avait deux qualités qui étonnent chez un frère de Joseph II et de Marie-Antoinette : il aimait à faire connaître les motifs de ses résolutions, ce qui l'amenait à les discuter et à recevoir sans hauteur de bons conseils. Mieux encore, il ne se hâtait jamais, disant que l'on devait procéder, en politique comme dans les sciences physiques, par expériences. Cette rare qualité lui était bien nécessaire pour tirer d'une mauvaise situation sa monarchie compliquée, de tous temps exposée à de nombreux ennemis et récemment menacée par le mouvement révolutionnaire.

L'Europe de l'ancien régime, malgré les dangers nouveaux, avait encore en 1790, ses vieilles rivalités et ses intrigues. Les Turcs étaient encore redoutables, surtout grâce à l'attitude de plusieurs puissances européennes ennemies de l'Autriche. L'Angleterre et la Hollande usaient de leur crédit à Constantinople pour encourager le Sultan dans une guerre qui détournait sur l'Orient la turbulente activité de Joseph.

Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, assez triste successeur du grand Frédéric, continuait alors la politique anti-autrichienne de son oncle; il profitait des progrès de la diplomatie prussienne en Orient pour exciter les Turcs, précieuse diversion en sa faveur. Il voyait avec plaisir la révolution belge qui menaçait de faire perdre à l'Empereur ses plus riches provinces. Enfin, l'armée prussienne se préparait à combattre les Autrichiens massés près de la frontière de Silésie[1]. La Prusse exerçait une action directe sur les patriotes[2], et plusieurs nobles qui servaient dans l'armée autrichienne s'étaient gravement compromis. Léopold en eut la preuve; mais il vit clairement qu'il ne fallait pas attendre d'un conseil de guerre le remède aux dangers de l'Autriche, et qu'il serait maladroit d'exaspérer un sentiment national déjà très-surexcité.

Les assemblées des comitats se réunissaient d'elles-mêmes, et l'on y entendait les discours les plus menaçants, évidemment inspirés par le serment du Jeu de Paume et par la déclaration des Droits de l'homme. Seulement dans ce pays conservateur, au lieu d'affirmer des principes abstraits, on remontait volontiers à la constitution primitive du pays pour réclamer les libertés perdues. L'esprit de Sieyès et l'esprit de Hampden se disputaient ces âmes passionnées, mais vrai-

1. Dans la politique européenne, nous n'avons à envisager que ce qui intéresse directement la Hongrie; mais nous recommandons pour cette époque le 1er vol. de M. de Sybel (trad. Dosquet : *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, Paris 1859).

2. Sybel, I, 169. — Disons tout de suite que l'éminent historien a quelque peu exagéré, d'après l'ambassadeur prussien Jacobi, l'opposition hongroise (I, 173, 447), et qu'il ne prend pas assez au sérieux les intentions libérales de Léopold (I, 185).

ment politiques. Le comitat de Pesth, le plus radical de tous, déclarait que les illégalités commises sous le règne précédent avaient fait déchoir la dynastie, la couronne n'étant héréditaire que depuis un siècle, et moyennant certaines conditions qui venaient d'être violées : le pays retournait donc de plein droit à sa primitive liberté d'élection. Sans aller aussi loin, le comitat de Zips prévoyait un refus du roi de rendre à la nation ses libertés, et croyait que la Hongrie ne ferait qu'user de légitime défense en appelant au trône une nouvelle famille. Enfin Bihár et quelques autres comitats modérés réclamaient une prompte convocation de la Diète, qui exigerait du roi un serment constitutionnel, et qui l'appellerait, seulement après cette cérémonie, à exercer le pouvoir. Toutes ces motions adoptées par les comitats étaient effrayantes pour la couronne, car d'une part la convocation des États du pays était nécessaire, et d'autre part les réunions locales faisaient prévoir à quels dangers exposerait une grande assemblée, surtout en Hongrie, où les électeurs traçaient à leurs députés, non point par de simples conseils, mais par le mandat le plus impératif, la ligne de conduite qu'ils devaient suivre.

Chaque particulier se mettait au niveau de l'enthousiasme national. La mode se transformait, comme honteuse d'avoir si longtemps suivi l'étranger. Les femmes ne s'habillaient plus de leurs longues robes allemandes et ne voulaient plus être des « Mademoiselles. » On revenait à la langue magyare avec une telle ardeur que les professeurs étrangers, prévoyant qu'elle ne tarderait pas à dominer souverainement, l'apprenaient pour ne pas se trouver bientôt sans ressources. Quelques exagérés, assez nombreux pour former la majorité dans un comitat, voulaient que l'on rejetât tout ce qui était

venu de l'étranger, toute la civilisation occidentale, et que pour retremper le vieux sang magyar on revînt à l'ancien genre de vie des Scythes, au moins dans l'éducation des enfants. La gloire des héros apparaissait radieuse par delà les siècles de tristesse vite oubliés. On chantait Arpád le conquérant fondateur du royaume, et Jean Hunyade le vainqueur des Turcs.

Peut-être cette vénération pour le héros national et ce retour à la vieille gloire des croisades ont-ils contribué aux défaites des Turcs. Les Hongrois envahissaient l'Empire turc sans s'inquiéter de servir du même coup la cause autrichienne : ils ne songeaient qu'aux succès du roi de Hongrie, sans aucune mauvaise pensée contre Vienne et contre l'Empereur. Les nouvelles de la guerre étaient reçues avec un enthousiasme dont le poëte Baróti se faisait l'interprète : « Nous avons vaincu, ô Magyars, et vaincu deux fois... le croissant turc a été renversé par nos bras foudroyants... le sang de nos pères innombrables tués à Varna et à Mohács a a été vengé; Joseph lui-même s'incline et rétablit nos lois. Notre sainte couronne revient, et avec elle une joie éternelle. — Réjouis-toi, ma douce patrie! Tu peux aussi te réjouir, Autriche, la couronne est solide sur ton front lorsque le Magyar te protége. Regarde ce peuple avec douceur, et n'oublie pas sa conduite à ton égard. La vieille liberté est le premier trésor de cette noble nation » [1]. La Hongrie, on le voit, ne séparait pas sa gloire militaire de son indépendance et de sa constitution.

Jusqu'ici nous ne trouvons aucune différence marquée

1. On trouve ces vers de Baróti dans le recueil de Toldy, I, 482, 489.

entre le mouvement hongrois et le mouvement français contemporain, si ce n'est que le roi de Hongrie étant un étranger, le réveil devait être surtout national : dans les deux pays même élan, même foi. Mais Alexis de Tocqueville, qui blâmait la Révolution française d'avoir sacrifié l'esprit de liberté à l'esprit d'égalité, aurait pu faire le reproche inverse à la Hongrie de 90. Le réveil national se conciliait avec un redoublement de l'esprit aristocratique : les projets les plus réactionnaires se recommandaient par un air de retour pieux aux vieilles coutumes. La noblesse grande ou petite des comitats, qui allait avoir la majorité dans la diète, ne voulait plus entendre parler des réformes humanitaires de Joseph, même de Marie-Thérèse, en faveur des paysans. Certains comitats déclaraient que ce n'étaient pas les paysans qui avaient à se plaindre des seigneurs, mais bien les seigneurs des paysans, et qu'au lieu de faire des règlements pour adoucir le servage, il fallait revenir aux anciennes rigueurs. D'autres érigeaient cette opinion en doctrine, disant que la Providence avait voulu qu'il y eût des rois, des nobles et des serfs. Parmi les réformes récentes, une seule trouvait grâce devant leurs yeux, la tolérance accordée aux protestants. Pourquoi? Parce que la petite noblesse était en partie protestante, et parce que la persécution étant venue des étrangers, la liberté religieuse était un succès national. En toute autre chose, la noblesse voulait détourner au profit de ses priviléges les mots de constitution et de liberté.

Le parti démocratique, peu nombreux, mais puissant par l'énergie de ses chefs, revendiquait ces grands principes pour tous les citoyens; il se recrutait plutôt dans les grandes villes, mais ne disposant pas de la liberté de la parole, il

fut réduit à répondre par des pamphlets anonymes à l'éloquence fougueuse de ses adversaires. Ces écrits, circulant de main en main, produisirent un grand effet dans les masses. Peu s'en fallut qu'il n'y eût çà et là des prises d'armes contre les privilégiés; mais l'attitude martiale de la noblesse ne laissait pas d'espoir aux paysans. Quant aux habitans des villes, ils récusaient leurs conseils municipaux qui étaient censés les représenter et qui étaient réellement formés par la noblesse. Ils nommaient des contre-conseils, qui correspondaient de ville en ville, et se transmettaient le signal de la résistance : ce redoutable moyen d'action était imité des comitats qui jugeaient nécessaire de s'entendre avant les élections.

Leopold, dès les premiers jours de son arrivée à Vienne, avait convoqué la Diète pour le mois de juin : on s'occuperait alors du serment royal, du couronnement; aucun changement ne serait adopté sans l'aveu de l'assemblée; le roi s'engageait à ne jamais se mettre au dessus de la constitution. Rien de plus rassurant, et toutefois les patriotes se montrèrent fort mécontents parce que Léopold affirmait son droit héréditaire en vertu de la Pragmatique-Sanction de son aïeul Charles VI, et ne subordonnait point l'exercice du pouvoir royal au consentement de la Diète. Le comitat de Pesth, toujours radical, déclara que les droits du roi devaient venir du peuple, et proclama la nécessité d'un nouveau pacte avec cette maison d'Autriche qui avait si souvent trompé la Hongrie. Il s'indignait que l'on accordât plus aux Belges révoltés qu'aux Magyars qui réclamaient tranquillement leurs droits. Il repoussait bien loin l'idée d'une diète soumise à la pression des troupes étrangères.

Léopold, qui dès le mois de mars se mettait au courant de sa nouvelle royauté, sentit qu'il avait parlé trop brusque-

ment, et baissa le ton sans s'avilir. Il maintint sa convocation, mais la Diète devait tenir une session préparatoire à Bude, dans la vieille capitale, loin de tout secours étranger. Le conseil de lieutenance qui gouvernait au nom du roi dut publier des ordonnances propres à calmer les esprits, surtout à satisfaire les patriotes aristocrates et le clergé. Tout n'était pas bon dans ces mesures prudentes, qui continuaient la destruction du joséphisme, en ce qui concerne l'enseignement et la juridiction civile. Ce retour au passé avait l'avantage de calmer la défiance, pas complétement toutefois, puisqu'il fut question d'une levée de la noblesse pour protéger la Diète ; mais la majorité ne crut pas cette mesure nécessaire et la trouva sans doute injurieuse pour le roi.

Les élections générales, dont on avait perdu l'habitude, mais non le souvenir, se firent avec ardeur dans tout le royaume ; presque tous les comitats choisirent leurs représentants dans le parti aristocratique, et leur imposèrent le devoir de conserver, avec l'indépendance et la constitution, les priviléges nobiliaires. Puis les députés se mirent en route vers cette vieille forteresse de Bude qui, depuis les victoires de Soliman le Magnifique, n'avait jamais ouvert ses portes aux États du pays. Ils auraient pu se croire en marche vers les plaines de Rakos où jadis les nobles hongrois délibéraient tout en armes et à cheval. Le poète Baróti semblait les encourager dans cette illusion archaïque : « Je » vois les chemins couverts de peuple ; le noble va bran- » dissant son épée devant son cheval qui bondit. — Jour » béni, jour de résurrection, j'entends la vieille langue, le » vieux costume réjouit ma vue[1]. »

La Chambre haute était présidée cette fois par le comte

1. Ces vers de Baróti se trouvent dans Toldy, I, 489.

Charles Zichy, car la dignité de palatin était vacante. Deux cent vingt-cinq princes, comtes, barons du royaume étaient venus occuper leur siége héréditaire ; à côté d'eux, trente-huit ecclésiastiques, archevêques, évêques, prieurs des bénédictins et des prémontrés reconnaissaient pour leur chef le cardinal-primat Batthyány. Le délégué du roi, le *personal*, président de la Chambre basse, était pour lors l'intègre jurisconsulte Joseph Urményi. Le clergé était représenté par trente-cinq chanoines ou abbés élus par les chapitres; les villes libres royales, élément bourgeois, comptaient soixante-dix-neuf représentants. Mais prêtres et citadins n'étaient là que pour la forme : toute la puissance de la Diète appartenait, nous l'avons déjà vu, aux cent deux députés des comitats, c'est-à-dire à la noblesse des campagnes. Eux seuls figuraient dans les séances préparatoires où les questions étaient une première fois discutées et déjà presque résolues; et ce qui leur donnait encore plus de force, c'est que les députés des quatre cercles (au-delà, en deçà de la Theiss — au-delà, en deça du Danube) délibéraient séparément comme les bureaux de nos assemblées. Les prêtres et les délégués des villes arrivaient donc aux assemblées générales sans être instruits de la discussion; d'ailleurs ils ne disposaient que d'un nombre de voix insignifiant, tandis que chaque comitat avait son suffrage à exprimer.

Le 10 juin eut lieu la séance d'ouverture, et, comme toujours, dans chacune des chambres deux discours furent prononcés, l'un par le président laïque, l'autre par le principal ecclésiastique. Le personal Urményi parla avec la plus entière indépendance : il exprima avec force sa joie de voir l'assemblée réunie, sa haine pour le despotisme « dont le

» nom seul fait horreur à une nation libre, » son désir de voir respecter toutes les opinions, fussent-elles en minorité, et de contribuer pour sa part au soulagement des pauvres. Le cardinal et le chanoine attaquèrent la mémoire de Joseph II, et rappelèrent quel respect on devait aux institutions des ancêtres. Les premières motions portèrent aussi l'empreinte d'un esprit de vengeance contre le régime déchu. Almassy accusa la royauté de haute trahison, ce qui revenait à proclamer la déchéance d'après ce principe reconnu en Hongrie : *Nota infidelitatis rumpit filum successionis*[1]. Benyovsky demanda, sans succès il est vrai, que les grands dignitaires de la couronne fussent privés de leurs titres avant d'être réélus par la Diète. Une autre motion voulut que les membres de la Diète s'engageassent à ne recevoir ni pension, ni dignité, ni titres de la cour sans l'agrément de l'Assemblée. Plusieurs membres de la haute noblesse, fort bien en cour, s'opposèrent à cette décision.

Dans quelle langue seraient rédigés les procès-verbaux des séances? Il fut décidé que ce ne serait pas seulement en latin, mais en magyar, ce qui revenait à proclamer la langue hongroise langue officielle, la loi ne faisant en cela que confirmer la sentence rendue par l'opinion. Des clameurs enthousiastes accueillirent ce décret ; il n'est presque pas un écrivain du temps qui ne s'en soit fait l'écho, surtout le pasteur Péczely, dans une pièce de vers assez étrange où l'on trouvera plus de politique et de médecine que de poésie, mais où l'on sent battre le cœur d'un vrai patriote.

1. V. Majláth, IV, 185.

» Remerciements à la Diète.

» Ordres magnanimes, lumières de notre patrie, espoir de nos cœurs, vivat! que ce cri joyeux résonne dans toutes les bouches fières de la résurrection de notre langue. Dès les premières séances vous avez fait plus que les cinq ou six dernières diètes. Comme le mauvais médecin, ne connaissant pas la vraie cause de la maladie, torture le malade par ses ordonnances, et le médicamente jusqu'à l'envoyer dans l'autre monde; ainsi l'on guérissait nos moindres maux sans faire attention à notre grande plainte. Notre nation souffrait cette misère qu'elle était comme étrangère sur son propre sol; on n'avait que le nom de magyar, on ne l'était pas au fond du cœur. Tous voulaient l'argent et les honneurs.

» Mais vous, sages citoyens qui venez d'être élus, vous avez porté à la source du mal une main bienfaisante..... Ainsi, les maux les plus petits s'adoucissent, et les membres languissants reviennent à la vie..... Les étrangers ne nous atteignent plus quand ils reprochent au magyar son harmonie barbare.

» Muses de la patrie, trois siècles se sont écoulés depuis que, dans les murs de Bude, vous reposiez hardiment sous la protection de Mathias. Vous célébriez par des vers ses victoires... mais un ennemi voleur vous chasse, pleurantes, de la Patrie. Vous voltigiez autour de nous comme la colombe de Noé cherchant un asile... chassées de partout, tant on admirait le langage étranger.

» Ne craignez plus, douces muses, vivez dans une joie éternelle, depuis que cette assemblée est réunie, que la patrie de Mathias est redevenue votre demeure. Inscrivez sur une

colonne de diamant les noms sacrés de ceux qui aiment vraiment la patrie.

» Savants ardents pour notre langue, réjouissez-vous et préparez ensemble de grands travaux, qui la fassent connaître à l'Europe et ne la fassent plus accuser d'être sauvage et grossière.

» Nous le jurons, tant que bouillira dans nos veines le sang d'Attila, tant que le nom magyar n'aura pas disparu, ce jour restera béni dans notre mémoire[1]. »

Etranger à ces passions, et se tenant soigneusement à distance, Léopold négociait avec les puissances étrangères pour n'avoir plus rien à redouter du dehors, et pour conquérir au besoin le droit de parler ferme à la Diète. La Turquie persistait dans la lutte parce qu'elle se sentait soutenue par la Prusse; la Prusse menaçait toujours parce qu'elle comptait sur la diversion turque : les deux questions se tenaient et devaient être résolues l'une par l'autre. Déjà la convocation d'une assemblée et la satisfaction générale en Hongrie avaient diminué les chances de Frédéric-Guillaume; les défaites continuelles des Turcs et la sécurité qu'inspiraient à l'Angleterre les procédés de Léopold amenèrent la Sublime Porte, découragée, à ne plus refuser un congrès pacifique, lequel dut se tenir à Sistova. En même temps le cabinet de Berlin acceptait la conférence de Reichenbach, qui mettait fin au différend austro-prussien. La crainte de la révolution rapprochait les deux princes; le parti féodal s'emparait du pouvoir en Prusse, et les chefs de ce parti, MM. de Woelner et de Bischofswerder, se lièrent étroitement avec Léopold[2].

1. Ces vers de Péczely se trouvent dans Toldy, I, 451-453.
2. Sybel, I, 188, 27.

Dès le mois de juillet 1790, la coalition était, non pas formée, mais préparée contre la France.

Le roi de Hongrie, ou l'Empereur (nous pouvons lui donner ce titre deux mois à l'avance), avait joué une partie difficile. Il en était justement fier, et, lorsque la Diète, voulant étendre ses attributions aux affaires étrangères, réclama l'envoi d'un ambassadeur hongrois à Constantinople, Léopold conseilla aux députés de s'occuper de l'intérieur. Il témoigna la même jalousie sur la question vitale de la monarchie autrichienne, l'unité de l'armée. Y aurait-il une armée magyare, une armée croate, une armée tchèque ? Mais c'était le fédéralisme, la dissolution de l'empire. Y aurait-il, au contraire, comme par le passé une armée autrichienne composée de régiments levés dans les diverses parties de l'Empire, et commandée par des officiers nommés arbitrairement ? C'est ce que voulait Léopold. Le colonel comte Festetics et le capitaine Laczkovics posèrent le redoutable problème : ils demandèrent que les régiments magyars fussent cantonnés en temps de paix sur le territoire national, que tous les officiers fussent magyars, et que dans cette langue fût fait le commandement militaire. Quelques jours après ils furent arrêtés, malgré la lettre royale qui appelait le noble comte à siéger à la Diète. L'Assemblée demanda des explications, reçut des réponses évasives et n'insista pas.

La hauteur et la promptitude déployées par Léopold dans ces affaires de politique extérieure et d'organisation militaire, contrastent singulièrement avec la lutte patiente qui précéda son couronnement. La Diète aurait voulu imposer au roi un nouveau pacte, un nouveau serment préliminaire du couronnement : c'était la volonté formelle des électeurs qui regardaient comme insuffisant le pacte de Charles VI, violé

par Joseph II, périmé pour ainsi dire. Par exemple, Léopold aurait dû s'engager par des articles formels, pour lui et pour ses successeurs, à ne pas gouverner la Hongrie avec ses courtisans de Vienne, par simple édit royal, à respecter les volontés de l'Assemblée, tant pour les relations extérieures et pour la fixation des frontières que pour les affaires intérieures. La diète devait être convoquée dans les trois jours après l'avénement de chaque prince, et, faute de cette convocation, elle se réunissait de plein droit. Il est vrai que ces preuves de défiance ne s'adressaient qu'au passé et à l'avenir de la dynastie, nullement à Léopold : on lui disait que, s'il devait régner éternellement, toutes les garanties seraient inutiles.

Mais le roi, peu sensible à cette politesse et décidé à ne pas laisser mettre en question son droit héréditaire, se cramponnait avec la ténacité autrichienne au pacte de sa mère et de son aïeul. Lorsqu'après de longs débats, on lui demanda de se rendre à Presbourg pour son couronnement et d'en choisir le jour, il se plaignit d'être invité si tard, et refusa de rechef le nouveau serment qu'on exigeait de lui. Il savait que les patriotes tenaient beaucoup à cette cérémonie antique du couronnement, et qu'ils craindraient d'impatienter leur roi par de plus longs délais, de le faire renoncer peut-être à cette fête solennelle. La Diète éprouva en effet quelque inquiétude, et à juste titre; car Léopold, qui parlait toujours, et très-sincèrement, au nom de la liberté de conscience et d'une égalité relative, se créait peu à peu, avec les protestants, les habitants des villes et les Serbes de Hongrie, un parti très sérieux. D'ailleurs, s'il repoussait des formules dictées par la défiance, il déclarait qu'il respecterait les droits illimités de la Diète en matière légis-

lative. Il n'y avait donc plus de raisons pour ne pas accepter les conditions royales, et il y avait du danger à les repousser. Le 15 novembre fut fixé d'un commun accord, mais redoutant un peu la turbulence de la noblesse armée, le roi voulut être entouré, le jour du couronnement, de ses cuirassiers de Lobkowitz.

Le couronnement de Léopold ouvre une nouvelle phase de cette histoire. On a vu jusqu'ici le réveil à la fois national, libéral et aristocratique d'une noble nation, sous un roi qui, dépouillant peu à peu et avec prudence le monarque absolu, était arrivé à l'intelligence parfaite de ses nouveaux devoirs. Maintenant, l'accord existe : il est attesté par une fête plus sérieuse que celle du Champ-de-Mars, où quelques mois plus tôt le peuple français avait acclamé la malheureuse sœur et le malheureux beau-frère de Léopold. De grandes réformes vont se préparer, et le roi gardera presque toujours le rôle d'un souverain sincèrement constitutionnel, respectant les volontés de la Diète, mais faisant intervenir son initiative pour corriger les excès de l'intolérance aristocratique. Tel est le spectacle que nous offre la Hongrie de 91 : beaucoup de détails intéressants pour les seuls Magyars, seront naturellement écartés de notre récit.

Un peuple enchanté de pouvoir adorer son roi ! Presbourg offrit ce spectacle au mois de novembre 90. Un roi qui s'empressait de convoquer la diète, un roi qui rétablissait la langue magyare, un roi qui reconnaissait la souveraineté nationale et le primitif droit d'élection, puisqu'il venait se faire sacrer suivant l'ancienne coutume, couronné du diadème de Saint-Étienne, lançant son cheval sur la colline royale, brandissant son épée vers les quatre points de l'horizon pour défier les ennemis de la patrie ! Aussi jamais le cri de *éljen*, le vivat

hongrois, ne retentit avec plus de force, surtout lorsqu'on apprit le rétablissement de la dignité de palatin. Il appartenait à la Diète d'élire ce haut dignitaire : elle trouva courtois et chevaleresque de choisir un fils du roi, le très-jeune archiduc Alexandre, dont la courte vie et la fin tragique ont vivement ému l'imagination des Hongrois. Le poëte Virág a dit de ce prince : « Tout ce qui fait la vie de la patrie magyare, la loi, la liberté, notre costume même et notre » langue, tout cela était agréable et saint devant lui »[1].

L'enthousiasme fut sans bornes lorsque Léopold fit au nouveau palatin un discours public sur ses devoirs envers la patrie, fût-ce contre lui, son père et son roi. La Diète vota un énorme présent de joyeux avènement, et demanda courtoisement que la reine vînt se faire couronner l'année suivante. Léopold, après avoir exprimé avec émotion sa reconnaissance et son espoir dans l'avenir, emporta réellement le cœur de ses sujets. Écoutons encore une fois Péczely[2] :

« Vole, fidèle noblesse, aux champs de Presbourg. Va mettre la couronne sur la tête du meilleur des rois, fils de Thérèse, douce mère de la patrie : héros plus grand que le glorieux fils de Philippe, qui promena partout ses armes sanglantes. Le cœur de Léopold a d'autres passions : il ne veut pas noyer le monde dans le sang, mais faire régner la paix sur un peuple libre.

» Ne craignez rien, dit-il, foi, religion, cœur, esprit....., vous êtes les maîtres que je sers... Vous, soutiens du pays, qui faites vivre heureux dans la paix et dans la guerre le roi et la patrie, vous, tristes serfs, je vois vos yeux pleins de

1. Ces vers de Virág se trouvent dans Toldy, I, 638.
2. Ces vers de Péczely se trouvent dans Toldy, I, 450–451.

larmes ; je vais alléger votre fardeau. L'homme qui souffre et qui vient à moi, est un vaisseau qui entre dans le port. Je suis le père de mon peuple : son bonheur est la perle de ma couronne.

» Ma belle patrie, tu possèdes un roi que t'envie le monde entier. Le bel ordre qui règne sur la terre prouve qu'il y a un Dieu ; une parole sincère révèle le trésor d'un noble cœur. Fils des héros, avec vos lauriers, branches verdoyantes, jadis tombées dans la poussière, allez couronner cette tête sacrée. »

Il fallait citer en grande partie cette pièce de vers, malgré son peu de mérite poétique, parce que le pasteur intelligent qui l'a composée y touche à toutes les questions du jour. Elle est d'un philanthrope et d'un homme d'État. Elle distingue assez nettement les deux sortes de lois dont s'occupa la Diète après le départ du roi : celles qui devaient consolider l'indépendance de la nation et satisfaire le libéralisme aristocratique, et celles qui acheminaient la nation vers l'égalité.

On se rappelle que les projets étaient élaborés dans les réunions des cercles, où siégeait la noblesse des comitats. Il n'est donc pas étonnant que ces réunions préparatoires aient rédigé les programmes les plus avancés. L'assemblée adopta finalement les lois suivantes, à la fois garanties d'indépendance et garanties constitutionnelles. Le couronnement d'un nouveau souverain doit avoir lieu six mois au plus tard après son avènement. La sainte couronne doit rester à Bude. Le roi résidera quelquefois en Hongrie. Le palatin doit être toujours là pour veiller à l'exécution des lois. Le roi doit conserver le royaume et ses frontières dans leur intégrité. Il ne peut s'occuper des affaires hongroises qu'avec des con-

seillers magyars; il ne peut appliquer à la Hongrie les lois qui régissent les autres États de Sa Majesté. La Diète sera convoquée au moins tous les trois ans; elle possède souverainement le pouvoir législatif, on ne peut lever, sans son approbation, ni un florin, ni un conscrit. Ces principes ont plus d'une fois souffert dans la grande lutte contre la Révolution et l'Empire, plus d'une fois dans la réaction de 1849; mais ils ne furent jamais oubliés.

La cause protestante avait aussi ce mérite d'être à la fois ancienne et toute nouvelle[1]. Malgré les membres intolérants du clergé, Léopold se montra on ne peut mieux disposé. Tous les comitats, excepté deux, avaient inscrit le rétablissement de la liberté religieuse dans le mandat de leurs députés, et la commission nommée par l'assemblée rédigea un projet fort libéral en dix-sept articles. Mais le parti clérical, très-fort même dans l'assemblée, tint une réunion chez le second prélat du royaume, l'archevêque de Kalocsa : on convint de résister au projet de loi. Le 8 février 91 s'ouvrit devant la Diète ce débat mémorable, où l'esprit persécuteur du XVIIe siècle et l'esprit généreux du XVIIIe siècle luttèrent avec acharnement. Joseph Boronkay déclara que la foi catholique s'opposait à la liberté de conscience, que la Hongrie était le royaume de Marie, et que l'on ne pouvait chasser la mère de Dieu de son royaume sans attirer sur le pays toutes les calamités. Tel fut l'avis de nombreux députés, du comte Étienne Illesházy et du cardinal primat Batthyány. Mais un membre laïque de la même famille, le comte Aloys Batthyány, rappela éloquemment que les souf-

1. Pour la question protestante, voir, outre Horváth, qui est très-impartial, la *Geschichte der evangelischen Kirche in Ungarn* (p. 499 et suiv.).

frances des protestants avaient toujours coïncidé avec les souffrances de la patrie, que la liberté de conscience était un droit sacré, et que les lumières du siècle rendaient le refus impossible. Le projet, soutenu victorieusement par un Forgács, un Zichy, un Urményi, par les plus grands noms catholiques de la Hongrie [1], reçut force de loi. Une traduction abrégée de ces dix-sept articles laissera voir les abus qu'il y avait à réformer, et fera connaître l'esprit libéral et de la Diète et du roi en matière religieuse.

1. Liberté inviolable du culte, des églises, des cloches, des écoles, des tombeaux. — 2. Plus de distinction entre le culte privé et le culte public : tout culte peut être public. Les évangéliques peuvent réparer leurs églises, en construire de nouvelles; seulement une commission mixte fera savoir au comitat s'il y a assez de fidèles et assez d'argent pour entretenir un nouveau lieu de culte. Les catholiques ne seront point obligés d'y travailler, ni les évangéliques de contribuer à la construction des églises catholiques.

3. Les ouvriers évangéliques membres d'une corporation, ne pourront être obligés par aucun réglement à suivre les processions. — 4. Pour mettre d'accord autant que possible l'ordre et la liberté, il y aura non-seulement des consistoires, mais des synodes. — 5. Les évangéliques pourront avoir, sans parler des écoles de grammaire, de hautes écoles pour tous les enseignements. Ils pourront nommer, révoquer leurs professeurs sous la haute surveillance royale. Pour les études théologiques, ils pourront imprimer tels livres qu'ils

1. V. Majláth, IV, 120. — Fessler, X, 641, cite un beau discours de Mariassy : « Les Évangéliques sont du même sang que nous... » Il faut rendre aux hommes leur droit d'hommes, aux citoyens leur » droit de citoyens. »

voudront, mais sans attaques contre la foi catholique ; le censeur sera responsable — 6. Les protestants ne donneront rien aux prêtres catholiques. — 7. Les pasteurs visiteront librement les malades et les condamnés dans les prisons. — 8, 9. Les protestants n'auront pas à jurer par la Vierge et les Saints. — 10. On ne pourra leur reprendre leurs fondations d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de pauvres, ni les capitaux destinés à les entretenir.

11. Les consistoires continueront à prononcer sur les questions de mariage. — 12, 13. La conversion au protestantisme étant contraire aux lois catholiques, le roi examinera s'il n'y a pas légèreté. Il est sévèrement défendu de séduire un catholique. — 14, 15, 16. Les enfants issus de mariages mixtes suivront tous la religion du père, s'il est catholique ; si c'est le père qui est protestant, les garçons seuls le seront comme lui. Les ménages mixtes sont sous la direction du clergé catholique. — 17. Pour la paix de la société, les évangéliques doivent observer extérieurement les fêtes catholiques. Il est défendu sous peine d'amende aux propriétaires et maîtres de maison protestants de détourner leurs vassaux ou leurs domestiques des cérémonies religieuses[1].

Ainsi la Hongrie se tirait sans grande difficulté de ces questions politiques et religieuses, qui chez nous produisirent l'émigration, la mort du roi, la terreur. Au contraire, les questions d'égalité sociale résolues en France par la nuit du 4 août, se heurtaient contre les traditions de la noblesse magyare.

1. Le texte de ces dix-sept articles est cité par tous les historiens de la Hongrie. Il forme le chapitre XXVI des Actes de la Diète (à la suite de l'*Országgyülés naplója*).

On connaît les trois classes inférieures qui réunies formaient la majorité des habitants : les paysans serfs, les citoyens des villes libres royales, les Serbes du banat. Entre eux tous, ils n'avaient que peu de moyens de faire entendre leur voix : l'humanité de Léopold et sa politique s'accordèrent pour leur en fournir l'occasion. Il voulait confirmer aux paysans la liberté personnelle, le droit de s'établir où ils voudraient, et supprimer les punitions corporelles. Mais il rencontra l'opposition des comitats, qui, dès son avènement, avaient déclaré nécessaire un retour à l'ancienne sévérité. Les députés de Zips, pays montagneux situé dans les Karpathes du Nord, mirent en avant un argument économique : nos paysans, disaient-ils, s'ils sont libres de se déplacer, ne manqueront pas d'abandonner notre sol difficile à cultiver, et descendront en foule dans la plaine fertile. Pour qui connaît l'étonnante fécondité de la *puszta* magyare, cette crainte n'avait rien de chimérique. Elle n'entraîna pourtant pas la majorité, qui voyait l'attitude menaçante des paysans. Si tenace que soit le pur Magyar, il est avant tout politique et se fait aux circonstances; il est d'ailleurs généreux pour les faibles comme pour son roi. Le comte Pálffy proposait à la chambre des magnats de ne plus faire supporter aux pauvres contribuables les frais de la Diète. Les paysans eurent décidément le droit de changer de séjour : tous les ans à la Saint-Michel, le seigneur et les magistrats du comitat délivreraient des passeports à ceux qui voudraient émigrer. Quant au reste, il parut imprudent de supprimer au pied levé de vieilles lois et de vieilles mœurs : une commission fut nommée pour faire une enquête sur l'état des campagnes et pour adresser un rapport à la Diète suivante. Les seigneurs tenaient à leur droit de punition corporelle que Léopold

voulait abolir : on représenta au roi que ces punitions pouvaient être diminuées, limitées par des règlements nouveaux, mais que les abolir indistinctement, ce serait ruiner la propriété noble. Le roi n'insista pas.

Moins nombreux, les habitants des villes étaient plus instruits, mieux préparés à se défendre. Une classe moyenne, qui manqua toujours à la Pologne, qui avait longtemps manqué à la Hongrie, une bourgeoisie sérieuse s'était formée surtout depuis un demi-siècle. Aujourd'hui la Hongrie est loin de s'en plaindre : les bourgeois, qu'ils soient magyars ou allemands d'origine, sont d'excellents patriotes qui réclament tous le titre d'homme hongrois, *magyar ember*. Mais à la fin du dernier siècle, la défiance à leur égard était extrême ; le grand nombre d'étrangers qui se trouvaient dans leurs rangs et le nom de villes libres royales, même quand il remontait à plusieurs siècles, semblaient les désigner comme les satellites du roi allemand. Le rôle de Léopold était difficile : sans inquiéter la noblesse, il voulait encourager une partie très-active et très-utile de la population (comme grand-duc de Toscane, il s'était surtout occupé de progrès matériels); quelle ressource d'ailleurs pour son pouvoir qu'un tiers-état hongrois capable de faire contre-poids à la noblesse !

La plupart des bourgeois s'occupaient de commerce ou d'industrie; ceux-là ne demandaient que la paix et une bonne organisation municipale. Tout autre était l'ardeur de ceux qui entraient dans les carrières libérales, médecins, avocats, professeurs, employés de l'état ou des comitats : la nuit du 4 août et les décrets de la Constituante avaient produit en eux une effervescence déjà préparée par la lecture des philosophes français. Quelle n'avait pas été leur indigna-

tion lorsque dans la session préparatoire, les cercles du Danube proposèrent d'exclure de toutes les dignités laïques ou ecclésiastiques, ceux qui ne seraient pas nés magyars et nobles ! Une brochure avait paru presque aussitôt en latin et en magyar : *Reflexiones cunctorum Hungariæ civium non nobilium*... L'auteur anonyme était censé parler à la Diète. Il dressait devant elle, comme un fantôme menaçant, la France révolutionnaire dégagée des entraves féodales, et sommait les députés, dans leur intérêt même, de faire des lois égales pour tous et de songer au bonheur de la patrie. L'exclusion n'avait pas été prononcée, mais la bourgeoisie n'en fut pas moins indignée, se voyant abandonnée par ses propres députés, qui n'avaient rien dit contre le projet de loi. Les grandes villes, Pesth, Presbourg, etc., envoyèrent au roi une adresse collective pour le supplier d'accorder aux cités royales une représentation sérieuse au lieu de ces nobles qui n'allaient à la Diète que pour occuper des fauteuils. Telle était la situation lorsque, les affaires des paysans une fois réglées, on en vint à la bourgeoisie : Léopold insistait pour qu'elle fût admissible à tous les emplois.

Le génie fédéraliste des comitats se manifesta violemment. Quatre d'entre eux, croyant qu'il s'agissait de donner au pouvoir central le droit de conférer les dignités locales, déclarèrent que si cette mesure était adoptée, ils avaient ordre de leurs commettants de se séparer de la Diète. Cette menace fut, comme elle le méritait, mal accueillie; elle affaiblit plutôt qu'elle ne fortifia le parti réactionnaire, et la majorité, cédant à moitié comme elle l'avait fait pour les paysans, répondit au roi qu'elle trouvait fort juste son désir de donner les emplois au seul mérite, mais que si l'on voulait augmenter les aptitudes légales de la classe moyenne, il

fallait une enquête et des lois nouvelles. C'est aussi par un compromis que fut résolue la question des nouvelles villes libres royales. Le roi avait-il le droit d'en augmenter le nombre indéfiniment? Déjà deux fois, sous Marie-Thérèse, on s'était plaint de l'extension de ce privilége à de nouvelles cités. Maintenant il s'agissait des villes telles que Temesvár et Carlsbourg, que leur importance croissante désignait naturellement. On s'entendit pour leur reconnaître le précieux titre, mais en priant le roi de consulter désormais la Diète. Leopold déclara qu'il se rendrait toujours à une opposition sérieuse, et pour contrebalancer les nouveaux progrès de la bourgeoisie, quelques voix de plus furent données aux districts militaires des Cumans et des Heiduques.

Ainsi les exagérations de l'esprit aristocratique, nettement accusées par quelques orateurs, allaient s'adoucissant grâce au tact parfait d'un prince qui savait ménager la fierté de la noblesse, et qui s'adressait à son intelligence politique. Ce qui le prouve mieux encore, c'est la nomination par la Diète de nombreuses commissions qui devaient, l'année suivante, après une enquête attentive, faire leur rapport sur les besoins du pays. Jamais on n'a vu plus large programme : le mécanisme du pouvoir central et des pouvoirs locaux, la fondation d'une langue nationale, le sort des paysans, l'instruction publique, rien n'était oublié. La Hongrie marchait donc, non sans peine, dans la voie excellente du conservatisme modéré et progressiste, où l'Angleterre a fourni une carrière si glorieuse. En attendant que ces réformes mûrissent, il fallait s'occuper des questions propres à la Hongrie. Les *trois nations* de Transylvanie se plaignaient de n'avoir pas recouvré en même temps que le reste du royaume l'exercice de leurs libertés : c'est seulement dans l'été de 91

qu'elles leur furent rendues, et que la diète transylvaine fut convoquée. Mais les patriotes magyars, tout en s'intéressant aux libertés locales, désiraient vivement que la principauté fût un jour réunie à la mère-patrie. Un jeune officier, Alexandre Kisfaludy, bien connu depuis comme l'un des plus grands poëtes de la Hongrie, était alors en garnison dans le pays : il témoignait dans ses lettres une vive douleur de voir l'élément magyar faire si peu de progrès. Dans une réponse au roi, la Diète hongroise exprima l'espoir de voir un jour la réunion s'accomplir.

D'autre part les Serbes semblaient vouloir se mêler davantage à la nation en demandant des siéges à la Diète pour leurs prélats de l'Église d'Orient. Mais la politique de Léopold, alors engagé dans un débat difficile au sujet de son couronnement, n'était pas de fortifier l'unité hongroise : il voulait avoir dans son parti les Serbes comme il avait les bourgeois, et il les autorisa à tenir un congrès national sous la présidence d'un Allemand, le baron Schmidfeld, gouverneur de Pétervardin. Les Magyars blâment vivement et Léopold qui favorisait ainsi les tendances sécessionistes, et les Serbes, hôtes de la Hongrie, qui retournaient contre elle l'hospitalité accordée depuis un siècle. Les Serbes pouvaient répondre que tenus dédaigneusement à distance par les Magyars, ils voulaient former au moins un groupe indépendant.

Le congrès serbe fut précédé de réunions officieuses, où parurent les officiers allemands des régiments frontières, comme les Serbes ennemis jurés des Magyars. On y tint les propos les plus violents contre la Hongrie, contre ce peuple de brigands venu de l'Asie et qu'il y fallait renvoyer; on déclarait les Magyars bien ingrats envers le gouvernement

autrichien qui avait transformé en hommes de vrais Orang-Outangs. Dans le congrès les violences de langage disparurent, mais les tendances restèrent les mêmes : obtenir de Vienne un gouvernement séparé, un congrès serbe, un territoire distinct. Vainement un Tekeli, nom illustre dans l'histoire de la Hongrie, montra qu'il y avait trahison, ingratitude à se séparer ainsi d'un peuple hospitalier, qu'il y avait folie à compter sur des courtisans plus que sur la nation magyare : la haine de race l'emporta. Mais Léopold ne pouvait prendre sur lui un pareil démembrement de son royaume : il fallait le consentement de la Diète, et la Diète déclara à plusieurs reprises, à la fin de 90 et dans le cours de 91, que la séparation était impossible, que les Serbes avaient été reçus comme hôtes et non comme peuple indépendant; mais elle admit qu'on leur donnât tous les droits des Magyars et que l'Église grecque fût officiellement reconnue. Le débat se termina par ce compromis, ou plutôt par cet arrangement tout naturel : une fois encore l'assemblée aimait mieux renverser les barrières élevées par l'orgueil de race que de livrer le pays à la guerre civile et au démembrement. On peut se demander si Léopold, avec sa finesse habituelle, n'avait pas mis en avant la question serbe dans l'espoir qu'elle recevrait cette solution.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la législature se soit terminée sans aucune difficulté. Plusieurs députés trouvaient que l'esprit de résistance mollissait devant les concessions du souverain et que l'on revenait trop à la funeste habitude de tout attendre de lui. L'un d'eux, Charles Jezerniczky se plaignait avec amertume que le texte, voté par la Diète, de plusieurs articles du diplôme royal, eût été changé, que l'on menaçât l'indépendance des comitats, fon-

dement de toutes les libertés, que l'on créât une chancellerie particulière pour les Serbes, laquelle laissait soupçonner l'arrière-pensée d'un démembrement, enfin que l'on demandât au roi, comme les enfants peuvent le demander à leur père, un remède pour tous les maux.

La faveur avec laquelle ce discours fut écouté prouva que la susceptibilité magyare ne désarmait pas devant la royauté, si aimable et si conciliante qu'elle se montrât. L'enthousiasme royaliste de cette noblesse ne lui avait donc point fait perdre sa vigueur; ses concessions lui avaient été dictées par la raison seule, non par la mollesse ou la crainte. Les grands dignitaires écrivirent à Léopold qu'il fallait prendre en considération les plaintes de Jezerniczky. Le roi répondit de la façon la plus rassurante : la chancellerie serbe du banat était une pure subdivision administrative; il était convenu de rechef que les affaires de la Hongrie seraient toujours étudiées avec Sa Majesté par des conseillers magyars. Quelques menues concessions de forme achevèrent la réconciliation, et une nouvelle visite du roi lui valut un excellent accueil, ainsi qu'aux archiducs François et Alexandre, l'héritier de la couronne et le palatin. Le 9 août 1791, la session de la Diète fut terminée, les commissions de réforme devant continuer leurs travaux. Le roi et l'assemblée avaient le droit d'être contents de leur ouvrage, et ce qui est plus rare encore, le droit d'être contents d'eux-mêmes.

Et pourtant les nuages s'amassaient : ils allaient couvrir la Hongrie comme le reste de l'Europe. Léopold, frère de Marie-Antoinette, beau-frère de Louis XVI, chef du Saint-Empire, crut devoir faire violence à ses instincts pacifiques et s'accorder avec les émigrés français comme avec la no-

blesse prussienne contre la Révolution[1]. Débarrassé de la guerre turque par le congrès de Sistova auquel prit part le noble magyar Eszterházy, il eut une entrevue à Mantoue avec le comte d'Artois, le 20 mai 1791 ; quelques semaines plus tard, il resserra ses liens avec Frédéric-Guillaume par la fameuse déclaration de Pilnitz qui fut si fatale à Louis XVI. Ces démarches, commandées peut-être à Léopold par les devoirs impériaux et par l'honneur de famille, ne faisaient pourtant que préparer la coalition. Il fut assez heureux pour ne pas voir une guerre qui l'aurait mis en contradiction avec ses sentiments naturels et avec son passé. Comme roi de Hongrie, la mort le frappait dans toute sa popularité, avant que les nécessités d'une lutte terrible ne l'eussent entraîné à quelque oubli de son rôle constitutionnel. Il mourait laissant la renommée d'un prince perfectible sans faiblesse et ferme sans obstination.

1. M. de Sybel, presque toujours sévère pour les princes autrichiens, insiste beaucoup sur les intentions pacifiques de Léopold. — Quant à Hæusser, il maltraite également les Hongrois, l'Autriche, la moitié des ministres prussiens, et surtout la France.

CHAPITRE V

FRANÇOIS II, LA RÉACTION ET LES JACOBINS[1].

Un jeune prince est appelé brusquement au pouvoir par la mort imprévue de son père dans un temps d'effervescence et de révolution : toutes les couronnes sont en danger ; un autre roi, prisonnier de son peuple, est engagé dans une voie fatale qui le conduit à la mort. Dans les états mêmes du jeune prince retentissent depuis deux ans les mots, si dangereux ailleurs, de patrie et de liberté. Autour du trône, des conseillers d'absolutisme et de rigueur, mal écoutés depuis longtemps, ne cessent d'inquiéter et de gémir pour ressaisir la faveur souveraine : ne peut-on pas s'attendre à un règne de réaction ? Jamais l'archiduc François, héritier à vingt-cinq ans de la Hongrie, de la Bohême et de l'Empire, n'oublia ses premières impressions de roi : elles s'incrustèrent dans son cerveau défiant et gâtèrent ses bonnes qualités par des manies despotiques[2].

1. Szirmay, *Jacobinorum hungaricorum historia*, mss. accompagné de notes de Kazinczy. — L'*Esprit public en Hongrie*, d'Auguste de Gérando, ch. II.

2. Nous n'avons à envisager François II que comme roi de Hongrie. Sur ce prince et son entourage, voir Springer, I, p. 107 et suiv. Il a été pendant un demi-siècle la bête noire du libéralisme euro-

Son avénement est du 1er mars; presque aussitôt il réclamait le rétablissement du pouvoir absolu de Louis XVI et la restitution des domaines allemands en Alsace; dès le 20 avril, le ministère girondin obtenait une déclaration de guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême : les hostilités allaient commencer. Il fallait des troupes et de l'argent; il fallait surtout que, les premières ressources épuisées, on pût compter sur des réserves animées d'un bon esprit. Le gouvernement de Vienne fut servi à souhait par les brusques changements de l'opinion en Hongrie.

Nous avons vu la noblesse magyare tenir victorieusement le drapeau national et le drapeau de la liberté ; le reste de la nation comptait sur le roi plus que sur la vieille constitution de la Hongrie. Or, si la noblesse était, par esprit chevaleresque, on ne peut plus royaliste, même quand elle résistait au roi, elle était on ne peut plus aristocratique par intérêt. Déjà elle avait médiocrement goûté les actes égalitaires de la Constituante ; mais l'hostilité de l'Assemblée législative, la captivité toujours plus dure de Louis XVI, l'émigration maintenant excusable puisqu'elle semblait nécessaire, indignèrent sincèrement les nobles magyars. Ils s'intéressèrent à la famille royale de France, aux pauvres enfants captifs qui avaient dans leurs veines le sang des rois de Hongrie. D'ailleurs, la contagion révolutionnaire ne pouvait-elle pas embraser leurs châteaux et les chasser de leurs domaines! Qu'était-ce à côté des trônes ébranlés, des priviléges méconnus, qu'une minutie de chancellerie, un article de di-

péen, qui l'a justement accusé de dureté et d'étroitesse, mais qui s'est trop pressé de lui refuser l'intelligence. A son point de vue, dans sa sphère, François II fut un politique. — Hormayr, Michiels, etc., ont beaucoup étudié son règne.

plôme, ou même une vraie garantie de liberté ? L'ordre politique et social était en péril, c'était un nouveau *roi Marie-Thérèse* pour qui il fallait mourir. Il n'y eut pas cette fois un serment juré publiquement ; ce fut un engagement tacite renouvelé sans cesse dans tous les cœurs ; sur les champs de bataille de Marengo ou de Wagram, parmi ces milliers de cadavres, il faut chercher autre chose que des victimes de l'or anglais et de la cour de Vienne.

La haine de la Révolution n'était pas éprouvée par les nobles seuls. Voici un poëte, Virág, homme de petite naissance, qui vivait dans la pauvreté et ne demandait rien à personne. Dans des vers imités d'Horace, il compare la France à un vaisseau battu par la tempête : « O vaisseau, » des vagues nouvelles te poussent dans le tourbillon ; nul » ne peut tenir ton gouvernail. Tes mâts craquent sous le » vent d'Afrique : ils vont tomber loin de toi..., tes voiles » sont déchirées. Tu es trop convaincu que tu ne deviendras » pas la proie de la tempête, c'est un mauvais gage de bon- » heur. Évite les îles enchantées de la mer, lieux funestes » qui donnent la mort...[1] ». C'est encore un langage sympathique : le poëte effrayé donne des conseils d'ami à la Révolution ; mais voici comment il la traitera un peu plus tard : « Aux armes, le peuple de Paris ! criait l'ange sauvage » de la liberté, et des hordes sans nombre volaient à une » gloire coupable. Il est joyeux, l'esprit de méchanceté (si » c'est là un esprit) ; sur l'humanité renversée, il élève les » colonnes d'un glorieux temple. Quand triomphe bruyamment la joie insolente, la misère sans ressources pleure » les champs dévastés. Le gouffre du monstre insatiable ab-

1. *Toldy Kézikönyve*, I, 535.

» sorbe la sueur sanglante. Tiens-toi à distance, patrie
» magyare[1] ! »

Cette horreur des nouveautés, si vivement exprimée par un homme de la classe moyenne, était naturellement plus profonde dans l'aristocratie. Elle eut un singulier résultat : elle refroidit l'enthousiasme pour la langue magyare. Le grand élan de 1790 s'était ralenti dès l'année suivante, même sous Léopold et dans la diète de Bude. A vrai dire, les avocats de cette cause lui avaient nui à force d'ardeur : imposer à tous les habitants du pays une langue difficile, contraire au génie des Slaves ou des Roumains, c'était un excès justement combattu par le ban de Croatie ou l'évêque d'Agram. Il valait mieux, comme allait le faire la loi de 1792, créer sérieusement l'enseignement du magyar pour préparer son triomphe. Malgré cette loi, tout faisait croire que le grand mouvement s'arrêtait. On avait chaque jour plus de peine à trouver des souscripteurs pour les publications; le drame hongrois n'était pas heureux en spectateurs, les écrivains en lecteurs, et beaucoup d'hommes de lettres tombèrent dans la misère. En toutes choses, les classes conservatrices commençaient à se défier de l'indépendance.

Le cabinet de Vienne profita, non sans une grande habileté, de ces dispositions nouvelles. Il changeait, lui aussi : avec le vieux Kaunitz allait s'éteindre la tradition modérée de Marie-Thérèse. Déjà grandissait l'influence du baron de Thugut.

L'histoire ne présente pas de personnage moins sympathique. Ce parvenu, fils d'un batelier du Danube, n'a même pas l'air de fierté aristocratique qui rehausse les types les

1. *Toldy Kézkönyve*, 639.

plus déplaisants de la réaction[1]. Ce défenseur fanatique du trône et de l'autel ne croyait ni à l'autel ni au trône. Voilà, disait Catherine, un ministre jacobin qui s'entendra avec ses collègues de Paris; mais le hasard tourna d'un autre côté son énergie jacobine, et il fit tomber les têtes des libéraux hongrois. D'ailleurs, homme de notes secrètes et d'arrêts de grâce calculés, il savait prendre des airs de prudence et de modération. Il allait bien se garder de heurter de front les Magyars.

Mieux valait flatter leur orgueil en faisant de la guerre contre la France une question de patriotisme; respecter extérieurement la constitution, mais éloigner toute nouveauté par crainte du fantôme révolutionnaire. La diète fut convoquée à Bude : elle devait se réunir le 20 mai, le couronnement était fixé au 6 juin. Une députation fut reçue à Vienne par ces paroles de l'Empereur-Roi : « Je pleurerai » mon père avec mes sujets. Vous n'aurez pas à vous re- » pentir de votre confiance; je serai le plus ardent ami de » la constitution et des lois. »

Le 3 juin, le jeune roi ouvrit la diète : il accepta le pacte constitutionnel de son père, et fit des concessions nouvelles sur quelques articles auxquels on tenait beaucoup, tels que le délai maximum de six mois pour le sacre de chaque nouveau souverain. Trois jours plus tard il fut cou-

1. Personne n'a dit du bien de Thugut, excepté M. de Vivenot, qui a réellement rendu service, par certains côtés, à la mémoire de ce ministre. — Frédéric et Napoléon l'ont également détesté, ce qui, pour un homme d'État autrichien, ne serait pas un trop mauvais signe; mais tous les historiens sont d'accord contre lui avec l'archiduc Charles et Schwartzenberg. (Springer. I, 55-56. — Hæusser, II, 4-5. — Sybel, II, 246, modéré et intéressant.)

ronné, et un peu après lui la jeune reine, au milieu d'un enthousiasme sans bornes[1]. Chacun se déclara prêt à soutenir une si juste cause contre la France, et le palatin fut un interprète fidèle des dispositions générales en demandant des levées exceptionnelles : Tout fut voté, hommes et argent. Le cadeau de joyeux avénement fut magnifique. Un drame populaire en magyar compara François II à Mathias Corvin[2]. Péczely mourant célébra le début du règne.

Que devenaient cependant les réformes promises ? On se rappelle que, la noblesse ayant trouvé moyen de s'entendre avec Léopold, neuf commissions d'enquête avaient été nommées. Leurs travaux ne se ressentaient pas trop de l'égoïsme aristocratique : l'esprit de Joseph II, moins l'arbitraire, l'esprit du XVIIIe siècle y dominait. Mais c'est bien de celà qu'il s'agissait maintenant ! On devait se rendre à un appel d'honneur dans les plaines de Belgique et de Lombardie. D'ailleurs toutes ces nouveautés pouvaient être des concessions à l'esprit révolutionnaire. Elles ne furent pas oubliées ; elles restèrent comme des germes féconds pour l'avenir, mais elles furent différées en faveur de la grande cause. Plus les armées autrichiennes furent malheureuses, moins il parut prudent de s'occuper des questions intérieures, si ce n'est pour écraser les complices de la Révolution. La Diète aurait pourtant voulu que la Transylvanie fût réunie au territoire hongrois, que cette réunion fût tout au moins préparée ; et que les régiments levés en Hongrie eussent toujours des officiers magyars, et formassent comme une armée indépendante. Nous avons vu le pai-

1. Le journal de cette courte diète est sans intérêt.

2. Composé et publié par Szentjobi (Bude, 1792).

sible Léopold étouffer brusquement cette question naissante : elle était encore moins acceptable en 1792 et dans la terrible année 1793.

C'est en 1794 que la réaction triompha tout à fait par la mort de Kaunitz et la dictature de Thugut, qui, suivant l'énergique expression de M. Horváth, briganda pendant sept années le gouvernement de l'Empire. La Hongrie ne tarda pas à s'en apercevoir. Le mouvement littéraire que nous avons essayé de retracer se heurta contre une censure obstinée et médiocre. Les livres d'histoire, non-seulement par les appréciations qu'ils pouvaient contenir, mais par les faits même qu'il était impossible de passer sous silence, se rendaient suspects du moment que ces faits étaient de nature à déplaire au gouvernement. Bacsányi se voyait dénoncé pour des vers il est vrai très-violents (V. à la fin du chapitre). Il se plaignait de ce que la poste refusait d'expédier l'argent au *Magyar Museum*. Il disait : « Le Magyar sera toujours le plus grand ennemi du Magyar. » — Un peu plus tard : « On appelle jacobin quiconque sait penser et parler ; » — enfin : « on veut introduire chez nous l'inquisition espagnole. »

Toute explication libérale dans les chaires était formellement interdite : se jouer de cette défense, c'était encourir une destitution infaillible ; on pouvait risquer plus que cela, nous le verrons bientôt. Ces abus de la censure étaient si arbitraires que plusieurs comitats osèrent s'en plaindre, quoique la mode ne fût pas à la résistance : ils s'exprimèrent parfois dans un beau langage : *supplicia de studiis sumere, res indigna : punitis ingeniis gliscit auctoritas*. Ces réclamations ne furent pas écoutées, et toute marque d'indépendance devenait un titre de persécution. Les dignités laïques, ecclésiastiques même, furent conférées, toutes les fois que

cela était possible, aux favoris de la cour de Vienne. Le prétexte était le salut du royaume; si bien que, toujours pour sauver le royaume de Hongrie et sa constitution, la réaction mina insensiblement l'indépendance même du pays, pour laquelle on avait naguère montré tant d'ardeur. La camarilla de Thugut attira peu à peu dans ses attributions les affaires hongroises[1], en témoignant un grand attachement pour la lettre de la Constitution. C'était une oppression respectueuse, caressante, fondée sur l'espionnage et les influences secrètes, mais qui n'arrivait que plus sûrement à faire de la Hongrie une simple province de l'Autriche, province héroïque et utile.

Les ennemis des protestants ne furent pas moins habiles en les accusant de jacobinisme, reproche que l'on faisait à la même époque, et tout aussi justement, aux patriotes polonais. La noblesse polonaise voulait fortifier la royauté, la rendre héréditaire : jacobins ! Les protestants hongrois, souvent nobles ou riches, attachés jusqu'à l'entêtement à la constitution aristocratique, on ne peut plus conservateurs : jacobins ! Ce nom magique excusait tout; il servit de prétexte à une persécution[2], fort bénigne si on la compare à celles de Léopold I[er], mais signalée par des faits d'une certaine gravité.

Quelquefois, enlevés par ordre épiscopal, les enfants catholiques étaient autorisés à quitter leurs parents protestants. On n'avait pas le droit de conduire au temple des catholiques

1. V. dans Sybel, II, 158, la composition du directoire général réuni sous la présidence de Kolowrath.

2. *Geschichte der evangelischen Kirche in Ungarn* (519-532) : on y trouve le texte même des plaintes rédigées quelques années plus tard.

même majeurs; et, si cette défense était violée, le pasteur avait ordre de chasser les intrus de son service religieux. Les évangéliques de plusieurs villages ne pouvaient obtenir une sépulture honorable, même dans le cimetière dont ils avaient donné le terrain. Le pasteur de Teplitz préparait à la mort une femme protestante en lui parlant de la foi bienheureuse en Jésus. Le curé, qui venait d'entrer, déclare que la foi catholique est la seule dans laquelle on puisse être sauvé, et menace de faire arrêter le pasteur. D'autres ne pouvaient même pas commencer leur mission consolatrice. Les habitants d'une vallée du comitat de Trencsin avaient reçu de Joseph II l'autorisation de se faire protestants. Le comitat, où le parti persécuteur avait par exception la majorité, leur enjoignit de suivre le culte catholique, et punit les récalcitrants de la prison. Cela parut tellement fort à l'Empereur qu'il se mit en colère : « Ils seront, dit-il, toujours fous dans ce comitat! » Plus d'une fois, il se montra désolé de ce qu'on lui apprenait, jura qu'il allait donner des ordres : la réaction était plus forte même que sa toute-puissante volonté.

Dans certains villages, la majorité protestante faisait presque tous les frais du culte catholique. Ailleurs, les jeunes gens qui ne se convertissaient pas étaient menacés tous en masse du service militaire. Certaines corporations expulsaient les travailleurs protestants, lesquels, dans d'autres endroits, étaient forcés de réparer gratuitement l'église catholique. Ces tracasseries, ces vexations, ne firent réellement aucun mal au protestantisme hongrois : lorsque, vers le début de notre siècle, la tolérance fut rétablie dans les mœurs (elle n'avait jamais disparu des lois), les dissidents ne se trouvèrent pas en moins grand nombre. Leur pa-

triotisme même n'avait point souffert : justement irrités contre le clergé catholique, ils prodiguaient leur sang pour leur pays et leur roi. Plus d'un poëte protestant animait de son ardeur lyrique l'antique valeur magyare contre les soldats de la liberté. Les pasteurs si malheureux priaient Dieu pour le succès des armes de Sa Majesté ; et ils ne peuvent être soupçonnés d'hypocrisie : ils détestaient sincèrement, comme impie et sanguinaire, la Révolution française.

Il y avait pourtant trop d'esprits libéraux en Hongrie, pour qu'une pareille réaction, politique, intellectuelle et religieuse, ne provoquât aucune indignation, aucune résistance. On ne pouvait vivre avec l'unique préoccupation de la guerre, et, dans l'intervalle des nouvelles ou des préparatifs, on devait s'effrayer du chemin parcouru en sens inverse du réveil national. Des dignitaires tels que Charles Zichy, Urményi, Haller, Batthyány, ne pouvaient assister les bras croisés aux exploits d'un Thugut. Les comitats savaient au besoin s'exprimer sévèrement sur les courtisans de Vienne, qui « privés de toute science solide et de toute » vertu, assiégent le trône et ne peuvent se créer des mérites » qu'en exagérant la puissance royale. » (3 décembre 1792). Malheureusement, parmi les patriotes mécontents de ce qui se passait, il y avait deux partis divisés sur les questions les plus graves, et dont l'antagonisme seconda, comme nous le verrons bientôt, la merveilleuse habileté de la cour. Ces deux partis, nous les connaissons déjà, mais leur attitude politique a totalement changé : les aristocrates sont devenus des conservateurs royalistes, les démocrates, naguère suppliants devant le trône, sont maintenant révolutionnaires.

Le parti aristocratique était à la fois plus nombreux et

plus fort, car on peut supposer qu'il avait pour adhérents beaucoup de bourgeois et de paysans attachés à la vieille constitution. Ses prétentions étaient alors fort modestes : faire respecter les lois établies, écarter des affaires hongroises les ministres étrangers, revendiquer l'indépendance légale de la nation avec le plus grand respect et le plus grand dévouement pour le roi. Rien de plus raisonnable, et, à cause de cela même, rien de plus gênant pour les ministres réactionnaires. Comment vaincre une résistance si tranquille ; quel procès intenter à des hommes constamment appuyés sur la loi ? Pouvait-on leur faire approuver de force le système d'espionnage et la censure arbitraire ? Ils offraient une seule prise, que l'on ne négligea pas, en attendant mieux : ils étaient en très-bons termes avec le frère du roi, le palatin Alexandre ; on les accusa de vouloir élever au trône le palatin.

C'était bien insuffisant, et surtout déplorablement vague : rien qui justifiât une terreur militaire. A quoi bon d'ailleurs? L'Autriche qui combattait au moyen de soldats magyars et d'officiers magyars, ne pouvait pas, à moins de suicide, écraser la Hongrie. Il fallait absolument trouver un moyen d'exalter la fidélité des patriotes et d'endormir leur esprit de résistance. Ce moyen, le parti démocratique se chargea de le fournir. Il était fort peu nombreux et tout à fait désorienté, ayant perdu son ancien appui, la royauté. La réaction avait éclairci ses rangs, et, par un effet non moins naturel, exaspéré les incorruptibles. Le Contrat social et la Déclaration des Droits de l'Homme étaient plus que jamais leur drapeau, et les scènes de la Révolution leur modèle, maintenant que la cour était toute réactionnaire. Leurs opinions, chaque jour plus avancées, devaient servir d'épouvantail

aux yeux des conservateurs. Bacsányi[1] s'écriait : « Nations, » vous que des piéges odieux ont fait tomber dans les liens » de l'esclavage... Et vous, tourmenteurs jurés de vos fidèles » paysans, si vous voulez savoir ce que l'avenir vous réserve, » regardez avec attention du côté de Paris. » Les démocrates se compromettaient à plaisir : baillonnés par la censure, ils se jetèrent dans les sociétés secrètes, et des sociétés secrètes dans la conspiration. C'était là qu'on les attendait.

Quatre hommes de nature bien différente, mais tous les quatre pleins d'intelligence et d'activité, se concertèrent pour organiser dans le royaume une propagande démocratique, et pour tendre la main à la révolution française.

Ignace Martinovics, quoique né à Pesth, n'était pas magyar de race; il ne l'était pas davantage de caractère ni d'esprit. C'était un remuant petit homme, maigre et bilieux, infatigable, doué de toute la facilité des Slaves à parler les langues étrangères, et de toute leur souplesse à recevoir les idées des peuples étrangers. Très-mobile dans ses impressions, dépourvu de consistance morale au point d'inspirer le mépris à ceux qui l'avaient bien étudié, mais capable de passions vivement senties et communicatives, il était *né* pour faire un redoutable agitateur.

Entré de bonne heure, et pour faire ses études, dans l'ordre des franciscains, il ne fut jamais sérieusement ecclésiastique. Il ne s'occupa des moines que pour dénoncer à Joseph II les prisons souterraines d'un couvent de Bude. L'empereur réformateur, pour le soustraire aux persécutions que lui valait cette indiscrétion courageuse, l'envoya à Lemberg, où il devint professeur de philosophie. Léopold fit

1. *Bacsányi munkai*, p. 20.

grand cas de ses connaissances variées, de son activité intelligente, peut-être encore de ses travaux d'alchimie; on sait que la manie des sciences occultes a été longtemps héréditaire dans la maison d'Autriche, et qu'il y eut une recrudescence générale de cette manie vers la fin du dernier siècle. Martinovics, pourvu d'un titre de conseiller et d'une lucrative abbaye, remplit plusieurs missions diplomatiques, dont une auprès de Louis XVI. Il revint en Hongrie avec une admiration sans bornes de la Révolution française et de ses principes.

Hajnóczy, vrai magyar, homme tout d'une pièce, s'était donné corps et âme au jacobinisme. Il parlait continuellement des héros de la Convention, il se proclamait sans-culottes. Ne sachant pas qu'un chef populaire doit être soigné dans sa tenue, comme le furent Robespierre et César, il affectait de porter des habits déchirés, disant que la propreté dans les vêtements nuisait à la pureté de l'âme. Il ne sortait pourtant pas de la populace : fils d'un pasteur, il avait reçu une bonne éducation, et s'était bientôt fait publiciste. Ses brochures, encore modérées, sur la diète et sur les impôts, avaient attiré l'attention ; il était devenu alispan d'un comitat, puis conseiller royal.

Laczkovics paraît avoir été le plus remarquable des quatre chefs : l'énergie de la conspiration était en lui, comme la souplesse en Martinovics. Fils de l'alispan du comitat de Pesth, devenu officier de bonne heure, il s'était signalé dans la guerre contre les Turcs comme un vrai fils de Hunyade. Il est permis de le croire ambitieux : taille fière, nature hautaine, née pour le trône, dit son compagnon de captivité Kazinczy. Au moins patriote, il ne pouvait supporter que des Magyars fussent commandés par des étrangers : de là,

une pétition qui l'avait fait arrêter, puis destituer. Depuis quatre ans il était sans emploi ; Léopold, qui lui avait promis une compensation, était mort au moment de réaliser sa promesse. Une amertume personnelle s'ajoutait donc chez Laczkovics à des passions sincères. Déjà très-instruit, il mettait à profit ses loisirs pour étudier la situation du pays. Un écrit qu'il avait publié depuis son départ de l'armée révélait une partie au moins de ses opinions, et du programme des démocrates. Par deux côtés Laczkovics se rattache étroitement à notre dix-huitième siècle, et se montre plus français que hongrois : par l'amour de la logique quand même et par la défiance du clergé. Les sociétés, dit-il, ont besoin de principes clairs comme les sciences : ces principes sont l'égalité et la liberté. La constitution hongroise, fondée sur les priviléges, manque donc de principes. Les prêtres devraient être exclus de la diète et de toute fonction politique : ils devaient être payés par le trésor et n'avoir pas de biens en propre. Les seuls rois qui aient bien mérité de la patrie sont Mathias Corvin et Joseph II, parce qu'ils ont résisté à l'ignorance et au fanatisme. Cependant Laczkovics reste bien de son pays en voulant non pas l'Assemblée unique, mais deux chambres, l'une réservée aux magnats et à la petite noblesse, l'autre aux bourgeois et aux paysans, ce qui eût détruit le caractère aristocratique de la chambre basse. On voit que cette concession à l'esprit politique de la Hongrie dissimulait, elle aussi, un projet radical.

Le quatrième chef Szentmariai, avait l'âge de Saint-Just et sa calme beauté : nul ne peut dire s'il en aurait eu la cruauté impassible. Il était enthousiaste de Rousseau, de l'abbé Raynal, et, chose plus surprenante, de Montesquieu. Il était secrétaire dans une grande famille, celle du vice-

chancelier Ladislas Orczy. Enfin ces quatre hommes de naissance ordinaire avaient trouvé un auxiliaire zélé dans le noble comte Jacob Zsigray, homme savant et d'une imagination ardente, bouillante nature d'artiste et de patriote.

Que voulaient donc ces conspirateurs? La réponse n'est pas aussi facile que l'on pourrait s'y attendre. Il y a eu complot selon toute vraisemblance, puisque l'échafaud s'est élevé plusieurs fois, et qu'une foule de nobles jeunes gens ont langui dans les prisons de l'Autriche; mais jamais procès criminel n'a été entouré de plus de mystère. Le gouvernement a publié le moins possible, et le plus possible étouffé toute autre publicité que la sienne.

Les souvenirs des survivants, lesquels ont survécu précisément parce qu'ils étaient peu engagés dans l'affaire; une histoire plus que partiale des jacobins hongrois par le conseiller Szirmay[1]; enfin le texte des sentences : voilà tout ce qui peut nous renseigner. — Si cette société secrète avait dirigé un attentat contre la personne royale ou contre le gouvernement établi en Hongrie[2], si elle avait essayé une prise d'armes ou simplement réuni les éléments d'une insurrection, les juges n'auraient pas manqué de le dire :

1. Un exemple nous suffira pour prouver, et l'ignorance de Szirmay, et les idées absurdes qu'on se faisait en Autriche des événements révolutionnaires. Il raconte que Dumouriez, Lafayette et Robespierre conspiraient pour rétablir Louis XVII, mais que le 9 thermidor mit en fuite Dumouriez et Lafayette (!). Le conseiller aulique ne savait donc pas que Lafayette était prisonnier en Autriche depuis deux ans (p. 24 du manuscrit).

2. Autre absurdité de Szirmay : L'empereur ayant l'habitude d'aller lui-même au secours lorsqu'on signalait un incendie, les conjurés voulaient brûler tout un faubourg de Vienne pour avoir l'occasion d'assassiner leur souverain (!).

or, leur silence sur ces divers points est complet. Manœuvres contre la sûreté de l'État, contre les principes de la société, contre les lois divines et humaines, tels sont les crimes que l'on déclare punir. En réalité il s'agissait tout simplement d'une propagande des principes démocratiques et de la franc-maçonnerie. Une sorte de cathéchisme, dont tous les exemplaires saisis furent brûlés depuis par la main du bourreau, renfermait les principales doctrines des jacobins français. La diffusion de ce catéchisme était, il faut le dire, organisée d'une façon formidable : chacun des adeptes devait instruire secrètement au moins deux personnes, qui, une fois convaincues, de prosélytes devenant aussitôt apôtres, devaient à leur tour faire des conversions. Tous les efforts de la censure venaient se briser contre ce moyen de propagande qui, par l'attrait du mystère et du fruit défendu, était bien autrement puissant que les journaux sur des imaginations vives.

Ce système avait bien un danger : il supposait de l'honnêteté chez toutes les personnes auxquelles on s'adresserait. Il y eut des misérables qui dénoncèrent. On raconte que le domestique de Martinovics, en brossant les habits de son maître, laissa tomber des lettres, les parcourut, et voyant qu'elles renfermaient de redoutables secrets, les porta à la police. Suivant un autre récit, le peu respectable ecclésiastique aurait été trahi par sa maîtresse. La cour de Vienne, tenant les principaux fils du complot, put remonter jusqu'aux quatre chefs, qui s'étaient partagé les quatre cercles de la Hongrie pour donner plus de discipline et plus d'action à la société. On résolut de frapper, mais avec prudence. On s'essaya sur une étoffe moins résistante que le caractère magyar, sur la paisible population de Vienne : on fit grand

bruit d'un petit complot analogue à celui des jacobins hongrois. Un procès jugé à Vienne habitua à voir arrêter, condamner, sous les prétextes les plus vagues, et fit planer sur tous les esprits une sorte de terreur judiciaire : la voie était ouverte.

Depuis le mois d'août 1794 jusqu'en février 1795, ce fut en Hongrie comme une fièvre d'arrestations. A mesure que l'on connaissait mieux cette conspiration aussi ramifiée que peu sanguinaire, aux chefs succédaient les complices, aux complices les suspects; tel qui s'était retiré de la société secrète trouvant qu'elle allait trop loin, était poursuivi comme s'il eût adhéré à toutes ses doctrines. Aucune protection ne suffisait : inutile de s'adresser à un puissant magnat, même au palatin Alexandre; inutile de s'enfuir, comme le comte Zsigray, sous un déguisement : l'arrestation était inévitable. Elle se faisait quelquefois à minuit, soit pour trouver plus sûrement le criminel au refuge, soit pour frapper de terreur par un appareil de torches, et de voitures roulant dans les rues silencieuses.

L'effroi était si général que plus d'un proscrit prévint par une mort volontaire un procès dont la sanglante issue ne faisait doute pour personne. Fodor, surpris dans son domicile, obtint quelques minutes de répit pour mettre ordre à ses affaires, et se brûla la cervelle dans son cabinet. Joseph Kraly, venu récemment de Croatie, n'attendit pas qu'on vînt l'arrêter, il se tua dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel des Sept-Électeurs. Un autre tenta dans son cachot un horrible suicide : il avala du verre pilé et s'écorcha les veines avec des morceaux de verre, mais on accourut à temps pour le sauver.

Environ cinquante accusés de haute trahison remplis-

saient les cellules de la forteresse de Bude. Presque tous étaient jeunes : l'un d'eux n'avait que seize ans, un autre dix-neuf, c'était un nommé Hirgeiszt, admirablement beau, nature tranquille, douce et fière. La plupart avaient moins de trente ans. Ils n'étaient pas tous de race magyare : les noms l'indiquent avec vraisemblance, quoiqu'il faille en Hongrie se défier beaucoup de ce genre d'induction : Bujanovics, Pruzsinky [1], Lonovics, Szolarcsik étaient sans doute d'origine slave; l'imprimeur Landerer [2] était un allemand de Presbourg. La plupart étaient Magyars. Au point de vue religieux il y avait une certaine diversité : beaucoup étaient protestants, ce qui est suffisamment expliqué par la réaction religieuse; des fils de pasteurs, des jeunes gens qui avaient fait leurs études dans les écoles protestantes ou qui même y étaient devenus professeurs. La majorité était cependant catholique, et l'on serait surpris de trouver des paulistes, des franciscains, au milieu de jacobins pareils, si l'on ne savait que le clergé en Hongrie n'est pas aussi distinct de la société laïque que dans les autres pays de la catholicité. Ces ecclé-

1. Vingt ans plus tard, un grand seigneur dévoué à la cour chargea Pruzsinsky de l'éducation de son fils. Chacun se récriant contre ce choix d'un jacobin, le père répondit fort spirituellement : « Les enfants ne pensent jamais comme leur précepteur; un maître jacobin rendra mon fils réactionnaire. » La prédiction ne s'est pas réalisée, l'enfant est devenu un des hommes les plus remarquables de la Hongrie libérale (le baron Otvös, mort récemment).

2. Singulier rapprochement : lors du couronnement de François II, un drame allégorique très-royaliste était joué, puis publié à Bude. L'imprimeur était Landerer, et l'auteur Szentjobi, qui allait mourir à vingt-deux ans dans la prison de Kufstein : Szentjobi avait choisi pour épigraphe, s'adressant au nouveau roi : *Di tibi dent annos*.

siastiques compromis dans la société secrète ne se regardaient pas comme engagés par leur caractère, pas plus que ne le serait en pays protestant, un simple ministre ou un ancien étudiant en théologie.

La tendance générale de la société, nous la connaissons par ce que nous avons dit des écrits de Laczkovics : elle était on ne peut plus contraire à la domination cléricale. Les plus modérés restaient fidèles à la nuance de Joseph II. D'autres, Abaffy par exemple, exécraient le clergé et peut-être voulaient le détruire. Presque tous les accusés appartenaient à des professions libérales, ou faisaient leurs études pour s'y préparer : avocats, médecins, professeurs, fonctionnaires de second ordre, cette classe moyenne instruite, en tout pays assez ambitieuse, détestait, nous l'avons vu, l'esprit aristocratique de la constitution. Autrefois liguée avec Léopold contre la noblesse, l'accord établi entre François et les nobles contre les progrès révolutionnaires la réduisait à conspirer pour se faire une place. Quelques membres des grandes familles étaient pourtant compromis et arrêtés, un Illesházy, un Eszterházy, un jeune baron Révay, mais l'autorité, se trouvant très-embarrassée de si nobles prises, et voulant faire bien comprendre qu'il s'agissait d'un complot de sans-culottes, écarta les grands noms du procès par des mises en liberté sous caution, ou même, pour le baron Révay, par un élargissement complet sous prétexte d'extrême jeunesse. Les hommes du peuple, les paysans, presque tous ou très-soumis ou très-attachés au vieux régime, ne figurent pas davantage dans cette affaire, qui a bien le caractère d'une conspiration de la bourgeoisie libérale. Parmi les avocats, un certain Paul Œz nous apparaît comme une digne et belle figure. Lorsqu'il arriva devant le tribunal, Urményi

s'écria avec une noble franchise : Je le connais, il devrait être sur mon siége et non sur le banc des accusés.

Plusieurs poëtes venaient y prendre place, ceux du moins qui ne s'étaient pas engagés sous les drapeaux de la réaction. En effet, pendant le règne trop court de Léopold, il n'y avait eu qu'une seule tendance politique dans la littérature magyare, nous avons essayé de la déterminer ; depuis 1792 deux écoles se dessinent. Virág, Berzsényi, Csokonai excitent leurs concitoyens contre la France ; les autres tournent au jacobinisme, s'entendent avec Martinovics et partagent son infortune.

Verseghy était un assez singulier prêtre catholique : comme prédicateur il avait beaucoup de succès, mais ses grandes préoccupations étaient tout autres. Il avait traduit en magyar un drame allemand, les *Enfants de l'Amour*, en même temps qu'il étudiait la musique et composait ses sermons. Il eut l'idée de traduire aussi la *Marseillaise* et en fut cruellement puni : arrêté au milieu d'une froide nuit de décembre, il attendait son arrêt de mort.

Bacsányi ne faisait que commencer une vie pénible, toute traversée de misères et de dangers. Il avait déjà traduit Ossian ; de plus jurisconsulte et professeur, il avait étudié les premiers siècles de l'histoire nationale et les avait fait revivre dans un recueil intitulé : *l'héroïsme des Magyars prouvé par d'anciens exemples*. De là il avait passé à l'éloge de la Révolution française, et une pièce qu'il composa sur ce sujet causa une irritation incroyable. Elle fut arrachée du *Magyar Museum*, l'auteur poursuivi de gîte en gîte et finalement arrêté. Nous aurons l'occasion de retrouver sa triste destinée, qui ne l'empêcha pas de rester quarante ans encore un des vrais poëtes de son pays.

Kazinczy commençait une non moins longue carrière; sa figure, charmante et expressive jusque dans sa vieillesse, brillait alors de son premier éclat : nul conspirateur plus séduisant, si toutefois il a conspiré. Jurisconsulte sorti d'une noble famille protestante, la réaction lui avait fait perdre un emploi considérable. Il était donc certainement mécontent, mais on ne voit pas bien en quoi il s'était mêlé de la société secrète, ni pourquoi il fut arrêté dans la nuit du 14 décembre. Les notes qu'il a laissées sur ses compagnons de prison nous sont utiles pour éclaircir un peu cette ténébreuse affaire.

Il fut moins heureux qu'un autre poëte, le jeune officier Kisfaludy : depuis longtemps sollicité par Martinovics, qui lui inspirait plutôt de l'éloignement, il avait promis qu'il assisterait à une réunion. Le soir même les arrestations commençaient, il n'avait pas eu le temps de se compromettre. Sa carrière militaire ne fut point entravée : on le verra plus tard prisonnier en Provence, mettant à profit ce loisir forcé pour s'inspirer du souvenir de Pétrarque et de Laure, germe fécond de ses poésies; il défendra bientôt les Alpes de Carinthie contre Bonaparte, la ligne du Rhin contre Jourdan.

Enfin Szentjobi, le plus jeune, avait perdu comme protestant la chaire de rhétorique qu'il tenait de Joseph II. Il avait fait ensuite ses études de droit et était devenu sous-secrétaire du comitat de Bihár, fonction qu'il menait de front avec la poésie. Il avait fait jouer un drame de *Mathias* au couronnement de François, et publié dans le *Magyar Museum* une vie du roi Marie-Thérèse. Lié pour son malheur avec Martinovics, il fut arrêté au moment où il allait se séparer de la société secrète. Tels étaient les accusés les plus marquants.

L'échafaud des cinq principaux conspirateurs s'éleva le 20 mai 1795, au milieu de troupes assez nombreuses pour empêcher tout désordre. Ils moururent noblement. La tête du comte Zsigray ne tomba qu'au troisième coup : la foule maudissait le bourreau. Laczkovics, cédant à un dernier mouvement d'ambition, se prit à dire : « Il y a plus de monde aujourd'hui que pour le couronnement du roi. » Il cria en français à Szentmariai qui gravissait le deuxième les marches de l'échafaud : « Szentmariai, bon courage ! » et il mourut lui-même après avoir entonné l'hymme d'Horace *Justum et tenacem propositi virum*. Hajnóczy montra une parfaite impassibilité qui le fit comparer à Socrate. Martinovics, dégradé solennellement de la prêtrise, mourut le dernier[1].

Parmi les autres accusés, quelques-uns furent acquittés, d'autres condamnés à dix ans de prison, enfin Œz, Kazinczy, Verseghy, Szentjobi, Landerer et cinq autres furent condamnés à mort. A vrai dire, on comptait sur la clémence de Vienne; et ce qui le prouve bien, c'est que lors de la révision du procès, Bacsányi et trois autres condamnés à la prison, furent condamnés à mort pour les principes dangereux contenus dans leur défense : la certitude de la grâce pouvait seule excuser cette rigueur inouïe. En effet, tous ceux qui demandèrent leur grâce l'obtinrent : Œz et Szolarcsik refusant de la demander, leur exécution fut résolue. C'était

1. Une autre sentence condamnait un grand nombre de livres, de brochures, à être brûlés par la main du bourreau : *le Catéchisme du citoyen*, les règlements de la Société, la traduction de *la Marseillaise*, des vers croates, une *Vox clamantis in deserto ad Hungaros*, des *Instructions aux députés de la Diète prochaine*, la *Croisade contre les Français*, la *Constitution démocratique française*.

pourtant chose pitoyable de faire mourir deux hommes intègres qui n'étaient pas bien coupables, même au point de vue du gouvernement, puisqu'on était décidé d'avance à leur faire grâce. Mais Szolarcsik avait dessiné sur le mur de sa prison un arbre renversé, dont les racines, au nombre de cinq, portaient les noms des cinq martyrs du 20 mai avec cette inscription : *lætius e trunco florebit*. Cette imprudence fut peut-être, avec la défense trop éloquente de son compagnon d'infortune, ce qui causa leur perte à tous deux. Le 3 juin, l'échafaud se releva : Œz voulut parler à la foule, mais le bruit des tambours étouffa sa voix.

Les condamnés à qui on avait fait grâce de la vie furent dirigés sur les diverses forteresses de la monarchie, la plupart sur Kufstein, dans le Tyrol, près de la frontière de Bavière. Là, dans un site admirable dont ils ne pouvaient guère jouir, ils furent astreints à toutes les rigueurs du *carcere duro*. Ce long supplice, alors entouré de mystère, devait être, quarante ans plus tard, révélé par Silvio Pellico ; mais s'il n'eut pas encore son historien, il inspira douloureusement un poëte, le démocrate Bacsányi. Ce rude et vaillant publiciste, comme attendri par la souffrance, oublia la violence et l'amertume de sa poésie pour ne chanter que la douleur, le désespoir de la vie présente et l'attente de l'immortalité.

« Loin de ma patrie, sur une sauvage frontière, au milieu des neiges, la cruelle forteresse s'élève de l'abîme jusqu'aux nuages. Avec quelle impatience j'attends ta venue, lune gracieuse ! Te voici ! Je salue tes doux rayons. Au milieu de mes larmes, je te bénis et te remercie. Toi seule connais l'amertume de mon cœur, toi seule comprends ma douleur et écoute mes plaintes... Que vois-je ? Tu m'abandonnes, toi

aussi ? Oui, il faut que tu marches, tu ne peux arrêter ton cours. Douce lune, tu continues ta carrière : courage, âme immortelle, le temps viendra pour toi aussi, courage. Tu arriveras au terme de ta carrière terrestre, espère, le ciel t'attend[1]. »

Bacsányi eut, comme plus tard l'auteur des *Mie prigioni*, l'immense chagrin de voir succomber son meilleur ami, le poëte Szentjobi, qui n'avait pu supporter le régime de la forteresse et l'absence de Lina, sa fiancée.

« Vierges du Tyrol, et vous, jeunes citoyens, venez pleurer sur la tombe de mon ami, d'un ami de l'humanité. Lina ! Douleur impitoyable, délivre ma pauvre âme. Que mon cœur aille le rejoindre : ô que l'on nous enferme dans le même tombeau ![2] »

Ne croyons pas toutefois que le captif magyar soit tombé dans la résignation sublime assurément, mais un peu apathique et pas toujours assez fière, de Silvio Pellico. Sa piété, non moins ardente, reste énergique, il a besoin de se raidir contre le désespoir : « Ciel puissant, prends pitié de ma douleur, envoie-moi l'espérance qui fait vivre. Ou bien ouvre la porte, ô mort et délivre un malheureux. Ne m'abandonne pas, ô mon créateur, mon père, mon soutien. O mon seul seigneur, mon seul Dieu ![3] » L'ami de Maroncelli désespéra de l'Italie; le génie révolutionnaire ne cessa de planer sur Bacsányi. Dans une de ses plus belles pièces, il se demande ce que peut dire dans son charmant babil, l'oiseau qui joue devant les fenêtres de sa cellule. La réponse

1. *Bacsányi munkai*, p. 47.
2. Ibid., p. 58.
3. *Bacsányi munkai*, 54, 55.

ne se fait pas attendre : « C'est toi qu'il chante, ô liberté[1]. »

Il eut l'occasion de se lier avec un compagnon de captivité bien inattendu. Maret, depuis duc de Bassano, nommé par la République ambassadeur à Naples, avait été arrêté en Piémont par les Autrichiens, et conduit à Kufstein[2]. Il devait être bientôt échangé contre la fille de Louis XVI, et revenir en France où l'attendait une brillante carrière administrative; mais il n'oublia jamais le pauvre hongrois, et nous verrons comment, dans la campagne de 1809, il voulut rendre service au poëte, ce qui le désigna à d'implacables persécutions. Bacsányi eut du moins le bonheur de ne pas rester longtemps à Kufstein; mais la misère le contraignit à mendier un petit emploi.

La traduction de *la Marseillaise* avait particulièrement déplu, puisque Verseghy languit neuf ans dans les cachots, sans autre répit que des voyages en voiture cellulaire entre Kufstein et Graetz, entre Graetz et Brünn. On dispersait les condamnés magyars pour les empêcher de se retrouver en trop grand nombre. On évitait même de les laisser trop longtemps séjourner dans une prison, où ils auraient pu former des liaisons durables, malgré toutes les précautions des geôliers; en effet, Kazinczy, que l'on a gardé six ans, habita trois forteresses : le Spielberg, Kufstein et Munkács. Le Spielberg méritait déjà sa réputation tragique : Kazinczy resta longtemps dans un cachot souterrain et humide où sa santé s'altéra gravement. Il fallut une visite de l'archiduc

1. *Bácsány munkai*, 49.

2. On trouvera d'intéressants détails, non-seulement sur la captivité de Maret mais sur le régime de Kufstein, dans le travail de M. le baron Ernouf, *Le duc de Bassano* (*Revue contemporaine* du 19 octobre 1869).

palatin Joseph, pour faire donner au poëte malade une chambre plus saine.

Ainsi se termina, sur l'échafaud et entre les épaisses murailles des prisons, la tentative de la démocratie bourgeoise pour miner l'antique constitution du pays et tendre la main à la Révolution française. Cet épisode si peu connu, à peine aperçu dans la marche foudroyante des grandes guerres, a eu sur ces guerres mêmes et sur la situation de l'Europe, une influence réelle. Les modérés disparurent de la scène politique : l'approbation qu'ils avaient donnée aux mesures violentes ne leur servit de rien; leur chef, le palatin Alexandre, mourut pendant un feu d'artifice, accident qui fut regardé, injustement d'ailleurs, comme un attentat de la cour contre un prince dangereux par sa popularité. Le parti réactionnaire remporta une victoire momentanée sans doute, mais assez durable pour imprimer un grand élan national à la lutte contre la France, et pour étouffer le mécontentement de certains comitats. Les conjurés de 1794 n'avaient donc guère réussi à rapprocher leur pays de la France révolutionnaire. Ils n'avaient pourtant pas inutilement sacrifié leur vie : une première fois ils avaient habitué leurs compatriotes à des notions d'égalité ; ils laissaient les germes d'un parti réformateur qui, répudiant leurs exagérations, mais acceptant leurs principes, se mettra à l'œuvre plus tard.

CHAPITRE VI

LES GUERRES CONTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA DIÈTE DE 1802.

Les Hongrois ont combattu presque sans interruption, pendant vingt-deux ans, la République française et l'Empire, souvent vaincus, souvent mécontents, jamais infidèles. Mais ils n'ont pas toujours apporté dans cette lutte le même enthousiasme et la même conviction. Nous les verrons tantôt se borner à leur strict devoir militaire, tantôt dépasser en ardeur et en dévouement tous les autres champions de la monarchie autrichienne. Ces alternatives ont sérieusement influé sur les résolutions de la cour de Vienne et de la vieille Europe. Elles tenaient à la situation intérieure du pays, mais le pays lui-même ressentait le contre-coup de la politique générale : par exemple les sentiments d'horreur que faisaient éprouver les excès de la révolution accentuèrent le dévouement royaliste des Magyars.

Avant 1795, ni les officiers ni les soldats ne marquèrent parmi les troupes de la coalition. Les grands commandements n'étaient pas confiés à des Hongrois : on les subordonnait à Cobourg, à Clerfayt, à Wurmser[1]. Le prince Ester-

1. Vivenot, *Thugut, Clerfayt und Wurmser*, passim.

házy brilla peu dans la campagne de 1792, lorsque sur les bords du Rhin il fut opposé à Custines[1]. Les sacrifices d'argent et d'hommes commençaient à épuiser la nation qui murmurait, et les poëtes du parti démocratique, Bacsányi entre autres, n'épargnaient pas au gouvernement les accusations et l'invective :

Aux combattants Européens (1792)[2]. «..... Les peuples sortent des embrassements de la paix pour se chasser mutuellement du sol natal... Pareils à l'ours affamé qui sort de sa froide caverne, avec une rage aveugle ils amassent les cadavres, et font de tout pays un cercueil. Père de la nature! toi qui sur la terre as placé l'homme dans le sentier de la vie, et qui, l'enflammant d'un mutuel amour lui as donné la liberté!... Homme si fier et si faible, voilà où mène ton aveuglement. Comme tu as oublié ta dignité d'être immortel! c'est donc pour toi le plus grand bonheur de tuer tes frères! Apprends, ô insensé, que l'héroïsme est dans la défense de la patrie, non dans l'ardeur sauvage, ni dans le bras victorieux. O digne objet de l'adoration du genre humain, liberté, le plus beau présent du ciel! O ma patrie! Peuples, qu'adviendra-t-il de vous? Pourra-t-on jouer ainsi avec vos premiers trésors? Et toi, ciel, pourras-tu supporter ce spectacle? A-t-on changé l'ordre de la nature? Non, un tel crime n'échappera pas au châtiment. »

Le ton du poëte jacobin pouvait faire redouter à l'Autriche de sérieuses difficultés, surtout lorsque les prétentions jalouses des Alliés rendaient les Hongrois plus nécessaires. Dès 1794, lorsque le ministère anglais faisait acheter le

1. Sybel, 1er vol. de la traduction française, 577-580.

2. *Bacsányi Költeményei*, 41-43.

moindre secours par d'humiliantes insistances, et dictait impérieusement les plans de campagne[1]; lorsque les États-Généraux de Hollande négligeaient de se défendre et laissaient mourir de faim leurs défenseurs[2]; enfin lorsque les Prussiens et Thugut rivalisaient de mauvais procédés[3], il n'était certes pas indifférent de pouvoir compter sur les nobles Magyars : on leur fit une plus grande place. Ils étaient d'ailleurs pleins de mérite, et nous voyons qu'on leur confiait des entreprises délicates. Kray et Meszáros sont chargés de s'entendre avec Pichegru lors de son complot royaliste[4]. Alvinczy, infatigable et ardent général, saura fort bien s'acquitter d'une négociation avec les États-Généraux, ou de la tâche ingrate d'assurer l'entretien d'une armée. On le désigne pour envahir l'Alsace et proclamer Louis XVIII[5]. C'est presque toujours avec éloge qu'il est parlé dans la correspondance impériale des généraux Ott et Giulay[6]. Les soldats étaient au niveau de leurs chefs; ils partageaient l'affreuse misère de l'armée autrichienne et son patient courage[7]. Sans argent, sans chaussures, presque sans nourriture et sans vêtements par un hiver terrible, et ne pouvant pas comme les Français se consoler par la victoire, ils se signalaient dans la défaite par leur résistance héroïque.

Depuis 1796 le parti démocratique décimé par l'échafaud

1. Vivenot, *Thugut, Clerfayt et Wurmser*, p. 22, 29, 31, 43, 47, 50.
2. Vivenot, p. 37, 39, 43-47, 54-55.
3. Signalons, sans entrer dans une polémique intéressante mais étrangère à notre sujet : Vivenot, p. 29-31, 35-37, 43-47, 56, 114, 135, 147-153; Hæusser, I, 387, 543, 631, 654; II, 3-4.
4. Vivenot, p. 303, 414.
5. Vivenot, p. 64, 122, 475, 524.
6. Vivenot, p. 119.
7. Vivenot, p. 64-67, 129-131, 138-141.

ou par la *prison dure*, cessa de faire entendre sa voix. Les adeptes qui lui restaient, préservés de toute contagion étrangère par de sévères règlements de douanes, se découragèrent ou se convertirent. Les prodigieux succès de la France, la rupture avec la Prusse, la détresse de l'Autriche ne firent qu'exalter le dévouement des Magyars. Alors comme dans toute leur histoire, ils ne surent rien refuser à leur souverain délaissé, tandis que ce même souverain entouré d'alliés ne trouvait en eux que résistance ou froideur. Leur imagination orientale fut singulièrement fascinée par le jeune capitaine qui détruisait leurs armées comme en se jouant, et qui, dépassant en rapidité victorieuse tout ce qu'on savait des Turcs et des Mongols, menaçait comme eux la Hongrie. Ils l'admirèrent, le haïrent et le combattirent avec passion.

De son côté l'empereur François, frappé de l'épuisement de ses pays héréditaires[1], avait toujours plus besoin de la Hongrie. Mais l'indestructible constitution exigeait, pour des levées et des impôts exceptionnels, une convocation de la diète : on était même déjà en retard d'une année puisqu'elle devait être réunie tous les trois ans. Que de plaintes, que d'exigences allaient se produire ! Tant que cela fut possible on différa. Les grandes familles firent des sacrifices pour la cause de la féodalité et de la religion. Le prince Eszterházy arma 620 conscrits et envoya 15,000 mesures de blé. Le cardinal-primat Batthyány préleva sur les immenses revenus de son diocèse 50,000 florins, 50,000 mesures d'avoine, et se chargea d'entretenir encore un régiment. D'autres magnats et d'autres évêques montrèrent, dans la proportion de leurs revenus, une égale générosité : mais tout cela fondait

1. Vivenot, 19-20, 37, 39.

devant Bonaparte. L'archiduc Joseph n'eut pas de peine à montrer que l'état de l'opinion devait exclure toute inquiétude, et que l'assemblée se montrerait bien disposée. Ce prince préludait au rôle libéral et conciliant qu'il devait garder pendant un demi-siècle. Il avait aussi une vue personnelle : la Diète seule pouvait le proclamer légalement palatin du royaume. Il obtint la convocation pour le 6 novembre, et la lettre suivante écrite à ce moment même par le vieux comte Guadányi, prouvera que l'archiduc ne s'était pas trompé sur les dispositions du pays : « Il faudra que j'aille à l'assemblée. Elle se tiendra à Presbourg, et nous ne savons encore ce qu'il en résultera. Le roi y viendra en personne, à la grande joie du pays. On dit que la session durera un mois, mais le résultat n'est pas prévu. On dit que le roi demandera des secours contre la France. Nous donnerons certes tout ce que nous pourrons, car nous n'abandonnerons pas notre gracieux prince. Peut-être moi aussi tirerai-je l'épée quoique je me fasse bien vieux. J'ai combattu bien des fois, vu bien des ennemis : eh bien! une fois encore, si ma nation est obligée de monter à cheval, je prendrai rang parmi les patriotes. J'ai assez vécu, je puis mourir[1]. »

Dans la séance d'ouverture, l'archiduc Joseph et le primat parlèrent aux magnats en langue latine. Les députés entendirent deux discours en magyar, l'un du personal Joseph Nagy, l'autre du chanoine Vantsai, où il était vaguement question de la Constitution et du pays. Le cardinal s'exprima avec énergie, et s'efforça de représenter la guerre comme une croisade. Célébrant les récentes victoires de l'archiduc Charles sur Jourdan et l'armée d'Allemagne, il ex-

1. Lettre à Julienne Fabien (2 nov. 1796), en vers magyars.

prima l'espoir de voir le crucifix rétabli en France pour la confusion, l'humiliation, et, avec la grâce de Dieu, pour la conversion des impies [1].

Le lendemain, le roi parut en costume national avec la veste, le manteau et les bottes d'un colonel de hussards, avec le bonnet de fourrure orné d'une plume de héron. La figure triste et prudente de François II devait produire un singulier effet dans cet équipage. Il ne dit rien de bien nouveau : une grande confiance dans le dévouement de ses sujets, une haine sincère contre les ennemis de la religion qui ne manqueraient pas, s'ils parvenaient en Hongrie, de voler et l'argent et les femmes; enfin, l'inévitable comparaison avec la Diète qui sauva Marie-Thérèse : ce souvenir chevaleresque avait le privilége de ne pas vieillir. Le discours royal réussit parfaitement. Les secours nécessaires furent votés avec une grandeur barbare : 20,000 bœufs devaient servir à la nourriture de l'armée, avec 2,400,000 mesures de blé offertes par la noblesse. Cinquante mille conscrits, et dix mille chevaux auxquels on consacrait quatre millions de mesures d'avoine, durent combler les vides faits par l'épée de Bonaparte. En cas d'invasion, une levée en masse était promise.

Une pareille magnificence semblait conférer à l'assemblée votante le droit de faire entendre ses réclamations. Il y en eu d'assez vives sur les droits d'exportation que payaient les produits hongrois. Le commerce des vins de France rencontrant de grands obstacles dans les pays du Nord, les vins de Hongrie pouvaient trouver d'excellents débouchés du côté de la Prusse et de la Russie ; on s'irritait de voir le gou-

1. *Országgyülés Naplója* (journal de la Diète de 1796). Ce recueil n'a que 74 pages ; il n'y a eu que dix-neuf séances.

vernement rendre cette exportation presque impossible par des règlements minutieux ou des droits abusifs. Il fut répondu que l'on mettrait la question à l'étude, ce qui était plus que vague; et deux députés qui parlèrent énergiquement des droits de la nation se virent expulsés en bonne forme. L'assemblée ne se montra point susceptible comme c'était l'habitude lorsque la liberté de parole était mise en question, et se sépara tranquillement après le remerciement royal (10 déc.) La diète de 1796 ne peut donc compter parmi les grandes assises du peuple magyar. Elle ne voulut ni résister ni délibérer; elle ne fut qu'un appel, écouté avec enthousiasme, à un dévouement déjà éprouvé, et une manifestation militaire de l'ancien régime contre la Révolution. A ce point de vue seulement, elle pourra marquer dans l'histoire.

Mais ne croyons pas qu'elle fût désapprouvée par l'opinion publique : le journalisme, tenu en bride depuis le fameux complot, ne faisant que végéter, la poésie en tenait lieu. Elle fut toute politique et belliqueuse de 1797 à 1799. Des hommes dont la vie honorable et simple prévient tout soupçon de platitude, soutinrent contre les Français la cause royaliste, intimement unie à la nationalité. Ils l'auraient au besoin soutenue contre les Prussiens qu'ils poursuivaient d'une vieille rancune, rappelant avec plaisir l'occupation de Berlin par les Hongrois de Haddik dans la guerre de Sept-Ans [1].

Pendant que le vieil Alvinczy, récemment porté au commandement en chef de l'armée d'Italie, faisait des efforts héroïques pour délivrer Mantoue, et méritait, même dans ses

1. *Csokonai minden munkai*, I, 85.

revers, les remerciements de son roi, le jeune poëte Csokonai, plein de verve et de naturel, chantait l'héroïsme de ses compatriotes, au besoin même de ses ennemis. La mort prématurée du général Hoche arrachait au poëte, destiné lui aussi à mourir bien jeune, un cri de sincère admiration : « Hoche, l'ami de Bonaparte, a surpassé à lui seul tous les » héros antiques... en tout, sauf par le nombre des an» nées[1]. » C'est là une exception ; ce que Csokonai aime à célébrer, c'est la générosité de la Diète, la bravoure du cavalier magyar (il y a chez tous les peuples des cavaliers, mais celui-là est sans égal ![2]). Puis, lorsque l'Italie est décidément perdue, lorsqu'il faut défendre la route de Vienne et les frontières de la Hongrie, le poëte trouve dans l'extrême danger de son pays, les accents d'une mâle et sombre énergie.

A la noblesse en armes[3]. « La Styrie est le champ d'honneur où l'on doit prendre son rang, et recevoir le laurier des mains de la mort. Là combattent les nombreux fils de notre patrie. Là où sont les Français, là est la gloire. Comme deux vents dans la plaine magyare..., ainsi se heurtent dans la bataille l'héroïque peuple hongrois et l'armée de la France. Ne va pas trembler, ô ma noble nation... Que dirait Arpád ? On nous prendrait pour des Slaves... Soyez fidèles et braves, soyez héroïques, soyez Magyars. »

Ce qui frappe dans ce langage, avec l'obstiné mépris du Magyar pour le Slave[4], c'est un accent de tristesse, un

1. *Csokonai minden munkai*, I, 92.

2. Ibid., I, 26-43, 69.

3. L'*Appel à la noblesse* et le petit drame de *L'Amour et l'Honneur* forment une brochure imprimée à Comorn en 1707.

4. Il est vrai que le mot de Tót, dans son sens rigoureux, ne s'ap-

pressentiment funèbre. Supporter sans trembler la défaite et la mort, c'est l'héroïsme naturel d'un peuple célèbre par ses effroyables désastres : Varna, Mohács, Világos.

La noblesse s'armait à la hâte, non sans les déchirements que produisent dans les familles ces levées subites de jeunes gens. Csokonai y trouve un nouveau motif dramatique : dans le petit poème *bécsulet és szerelem*, un jeune cavalier, partagé comme le titre l'indique, entre l'*honneur* et l'*amour*, se décide pour l'honneur. « Le vieux père : Va, l'espace est ouvert devant toi; ne sois pas inférieur à tes ancêtres. Tu est mon fils ; mais ce que je regrette le plus, c'est de ne pouvoir monter à cheval : voici le sabre, voici le fusil. La jeune femme : Où vas-tu, mon trésor, ne m'abandonne pas; aie pitié de moi. Le cavalier : Ah! pourquoi es-tu venue? Ta vue me perce le cœur. Je t'abandonne, cher ange, mais pour aller au champ d'honneur où la voix de Dieu et du peuple m'appelle. Hâtons-nous, mon ami, les patriotes devraient être déjà aux portes de la Styrie. Quand verrai-je le terrible Français? Je prouverai alors que de la tête aux pieds je suis Magyar. »

L'archiduc Charles arrivait cependant à Leoben, où se concluaient les fameux préliminaires. Ce jeune prince apparaît pour la première fois dans notre récit, mais il occupait déjà une grande place dans l'imagination des Hongrois. Quelques mois plus tôt, à la fin de sa victorieuse campagne de Würzbourg, il avait reçu une députation de la Diète, qui venait le féliciter. Plus récemment encore, au combat de Tarvis, entouré par les Français, presque prisonnier, il avait

plique qu'à une partie des Slaves de Hongrie et non à la race slave en général. La pensée n'en est pas moins injurieuse pour tous les peuples slaves.

dû son salut à des hussards, commandés par le colonel Fedak, qui périrent presque tous en le délivrant[1]. Une sympathie mutuelle s'établit dès lors entre le grand général et le brave peuple[2] : elle ne se démentit jamais. L'archiduc n'avait pourtant rien du Magyar : figure calme et recueillie, calculateur prudent, il ne rappelait guère l'élan furieux d'un Hunyade.

Les préliminaires de Leoben n'arrêtèrent point la levée de la noblesse. Elle arrivait nombreuse et ardente au rendez-vous désigné, Szombathély, près de la frontière de Styrie. Les cercles du Danube, dont l'effectif fut complet dès le mois de juin, avaient pour chefs deux grands seigneurs : le prince Eszterházy et le comte Pálffy. Ceux de la Theiss, plus éloignés, ne réunirent leurs contingents qu'un peu plus tard, sous les généraux Splényi et Meszáros, excellents dans les commandements secondaires. Le palatin commandait en chef cette armée de 30,000 hommes portée à 40,000 par les levées des Croates. Les espérances que fondaient la nation sur ces troupes inexpérimentées, mais brillantes, trouvèrent un interprète dans le poëte Berzsényi, alors presque un enfant :

« Il vit encore le Dieu de ma nation ! Joie sainte, tu fais couler mes larmes brûlantes. Tu es encore debout, patrie adorée, ta noble tête ne traîne plus dans la poussière ! J'avais bien lieu de m'affliger, quand tu abjurais le souvenir des anciens héros. Grâce à Dieu, tout autre est le spectacle de

1. Majláth, *Histoire d'Autriche*, V. 219.

2. V. l'ouvrage de l'archiduc Charles : *Principes de stratégie appliqués à l'histoire de la campagne de 1796 en Allemagne* : 3 vol. in-8°. Avec quel plaisir le savant prince rend justice à la valeur hongroise, à Kray, à Giulay, à Sztarray, à Meszáros !

cette armée assise à la vieille mode magyare sur la selle de ses chevaux. Elle n'était pas plus belle l'armée spartiate, il n'était pas plus effrayant le peuple en armes de Hunyade plantant son fier drapeau sur les remparts détruits de Vienne... Le sang d'Arpád ne s'est pas refroidi, quoiqu'il repose depuis longtemps sur une couche funèbre. Regardez : il agrafe son épée; la plume de héron flambloie sur son shako. Revêtu du costume de nos soldats, il vient enflammer de nobles âmes. » Cette poésie d'un jeune homme de dix-sept ans, emphatique et naïve, eut un grand succès comme les vers de Csokonai; elle a gardé jusqu'à nos jours sa popularité[1].

Les prévisions de Berzsényi ne se réalisèrent pas immédiatement, et la paix de Campo-Formio amena le licenciement de la noblesse. Mais cette paix si glorieuse pour la France n'était qu'une trêve; la cour de Vienne ne désarma pas sérieusement, parce qu'elle sentait derrière elle des troupes fraîches et dévouées.

La guerre avait pourtant coûté au royaume de Hongrie plus de cent mille hommes et trente millions de florins. Ces énormes sacrifices, peut-être dissimulés en partie, ne refroidirent point les Magyars pendant la seconde coalition. Les terribles campagnes de 1799 et de 1800 furent en grande partie leur ouvrage. Les soldats se signalèrent dans toutes les batailles; leurs généraux parurent au premier rang.

Il faut avouer que le commencement fut blâmable. Les hussards du colonel Barbaczy occupaient les environs de

1. Cette pièce *A felkölt nemességhez* figure non-seulement dans les œuvres de Berzsényi et dans le grand recueil de Toldy (II, 128), mais dans le recueil populaire intitulé : *A Magyar dalnok* (le chantre magyar), p. 125, etc.

Rastadt lorsque furent assassinés, à leur départ du Congrès, les plénipotentiaires de la République[1]. Ils partagèrent la responsabilité de ce crime avec la cour de Vienne, qui avait tout au moins donné l'ordre d'arrêter les ambassadeurs et de prendre leurs papiers. La discussion de ces faits obscurs ne rentre pas dans notre sujet : les hussards de Barbaczy ne peuvent être accusés que d'avoir brutalement dépassé une consigne déjà coupable, mais qui s'imposait à eux au nom de l'obéissance militaire. A peu près en même temps (5 avril 1799), le maréchal baron de Kray méritait les éloges de M. Thiers, qui l'appelle un officier brave, expérimenté[2], et des historiens allemands les moins favorables à la Hongrie. Pendant que le général républicain Scherer essayait de forcer la ligne de l'Adige, Kray débouchant rapidement des montagnes de Vérone, le surprit et le battit à Magnano[3]. Cette bataille faisait perdre aux Français la Lombardie, pendant que la victoire de l'archiduc Charles à Stockach les forçait à la défensive sur les bords du Rhin.

Sans la jalousie mutuelle des Russes et des Autrichiens, et sans la prodigieuse habileté de Masséna dans la campagne de Zurich, la France était envahie. Ses ennemis tressaillaient de joie, et la poésie magyare célébra leurs espérances. Ce qui peut nous surprendre, c'est qu'elle ne défend pas seulement la cause nationale comme en 97 : elle parle au nom de la liberté et de la justice. Virág s'écrie dans une pièce dédiée au victorieux archiduc : « De nos ancêtres tu nous es restée,

1. Hæusser, II, 231-236.

2. J'ai à peine besoin de renvoyer le lecteur aux premiers livres du *Consulat et l'Empire*, pour le résumé des événements de 1799 et pour le récit de la campagne de 1800.

3. Hæusser, II, 225 « der rasche Kray... »

Liberté, précieux trésor... Charles est ton drapeau dans la tempête. » Lorsqu'on apprit que Mantoue était retombée au pouvoir des alliés, Csokonai écrivit un furieux petit poème intitulé *la Victoire de la Justice* (*az igazság diadalma*). Il est curieux de voir quelles idées politiques s'exprimaient en Hongrie dans cette dernière année du siècle, si troublée et si sanglante, lorsque se préparaient en France la restauration du pouvoir personnel, lorsque l'opinion de l'Allemagne était partagée entre le réactionnaire Gentz et les partisans, suivant lui trop nombreux, de la Révolution.

Le publiciste hongrois commence par une invective contre la sainte Justice : que faisait-elle, où se cachait-elle lorsque « l'âme cruelle de la France » couvrait l'Europe de ruines et de sang? Pourquoi n'a-t-elle pas combattu la chimère moderne, le monstre aux têtes renaissantes? Oh! elle vivait encore; elle attendait l'heure propice pour « faire tomber devant le Seigneur l'idole parisienne ». Où donc est la source de tout ce mal? Dans la violation de la légitimité. Le sang de la famille royale, des innocentes victimes parentes de l'Empereur François « crie vengeance au ciel et à Vienne ». L'empereur a la glorieuse mission d'assurer le triomphe de la justice. Il faut que l'aigle invincible de l'Autriche parvienne jusqu'au Louvre, devenu une « caverne de brigands » et y rétablisse les fleurs de lys. Henri IV (dont le poëte fait un immense éloge) et Louis le Grand auront un digne successeur dans Louis.XVIII. Tous ceux qui aident l'Empereur dans cette grande tâche méritent des louanges : le czar Paul, dont les armées effraient à la fois l'Asie et la France (rien n'est plus rare que d'entendre un Hongrois parler favorablement de la Russie) ; le sultan Sélim, qui arrivera bien à débarrasser la belle Égypte des brigands français — le roi

Georges d'Angleterre qui règne sur l'Océan — surtout le brave Kray et son armée magyare.

Ainsi parlait un noble jeune homme, dont la carrière était compromise à chaque instant par une indépendance turbulente, et qui ne peut être accusé de servilisme; journaliste en même temps que poëte, et journaliste populaire, on ne peut supposer qu'il exprime une opinion purement personnelle. Nous avons vu d'ailleurs que ce langage concordait avec les dispositions évidentes de la Diète, la conduite militaire des Hongrois et les publications contemporaines.

Le 18 brumaire et l'avénement de Bonaparte au Consulat ne changèrent rien. Les Hongrois restèrent, soldats et généraux, la plus grande force de l'Autriche. Kray fut opposé à Moreau. Si son plan fort ingénieux ne put empêcher le général républicain de passer la Forêt noire, il montra du moins dans son campement d'Ulm et dans sa retraite nécessaire une remarquable fermeté. Zách était le chef d'état-major de Mélas, et le général Ott le premier de ses lieutenants. Ott, vainqueur de Miollis, « enveloppant tous les forts qui couvrent la ville, montra les couleurs autrichiennes aux Gênois épouvantés. » (Thiers.) Digne adversaire de Masséna, il reçut un peu plus tard la reddition de Gênes.

Marengo, cette journée si disputée, fut presque une bataille magyare. Dans l'engagement préliminaire de la Chiusella, le général comte Pálffy exécuta une charge de cavalerie digne de ses ancêtres, et tomba glorieusement. Le général comte de Haddik, fils d'un héros de la guerre de Sept-Ans, inaugura la grande bataille par le redoutable choc de son corps d'armée. Le corps de Splényi et les hussards affrontent la garde consulaire; la cavalerie de Ott force à la retraite le général Lannes. A trois heures Mélas se

croyant victorieux rentrait dans Alexandrie pour annoncer à Vienne son triomphe, laissant à Zách le commandement en chef; mais l'arrivée de Desaix changea complétement la face des choses, et les Hongrois prirent autant de part au désastre que naguère au succès : Haddik fut tué, Zách fait prisonnier, la cavalerie de Ott saisie d'une panique.

Quelques semaines plus tard, les Francais prenaient la route de Vienne, et la levée de la noblesse fut ordonnée de nouveau. La lettre royale demandait franchement des sacrifices en rapport avec les désastres subis. Les cavaliers nobles s'armèrent avec l'inévitable lenteur de soldats improvisés : cette arrivée tardive et par petits détachements fut peut-être le salut de l'Autriche, qui put ainsi échelonner sa réserve sur la route de Vienne et amortir le choc des Français. On ne pouvait espérer mieux dans l'affreux désordre où se débattait l'empire. Le système de Thugut, défiance et entêtement, produisait tous ses fruits. L'archiduc Charles, partisan de la paix, était presque en disgrâce, et quand il reparut c'était trop tard. L'armée périssait de misère en attendant que Moreau lui donnât le coup de grâce. Le malheureux empereur ne savait à qui s'en prendre et remplaçait le maréchal de Kray par son propre frère, le fatal archiduc Jean : on sait quel en fut le résultat, la déroute de Hohenlinden.

Huit jours plus tard un nouvel appel était adressé à la noblesse hongroise que commandèrent de bons généraux, Meszáros, Splényi, Benyovsky, puis Ott, Dévay, Giulay, sous le commandement suprême d'Eszterházy. Nul doute que des préparatifs aussi sérieux n'aient soutenu M. de Cobenzel dans les négociations de Lunéville, et ne lui aient valu des conditions meilleures. La disgrâce de Thugut était un soulagement pour tout le monde, et l'Autriche conservait à peu

près ses limites de Campo-Formio. Les Magyars avaient donc servi puissamment l'Autriche et dans la guerre et pour la paix. L'Empereur les remercia chaudement de leur concours, et déclara qu'il n'avait rien plus à cœur que le bien-être et les progrès de sa chère Hongrie. Mais cet éloge royal coûtait cher : cent millions de florins, deux cent mille hommes.

La nation était plongée dans le deuil et le découragement. Que de familles avaient perdu, avec les garçons enlevés à la charrue par la réquisition, leur avenir et leur espoir! Que de champs mal cultivés par les vieux parents ou les enfants trop faibles! Trois fois, en 1794, 1795, 1800, la récolte fut si maigre, la disette si terrible, que les préjugés contraires à la libre circulation des grains reprirent faveur, et que les comitats s'adressèrent au gouvernement pour obtenir que l'exportation du blé fût interdite.

L'exportation des vins de Hongrie aurait pu enrichir le pays ; mais les troubles de Pologne avaient arrêté tout commerce du côté de la Russie, et la cour de Vienne, au fond plus irritée contre la Prusse que contre ses ennemis déclarés, gênait les échanges avec l'Allemagne du Nord et les alliés de la France. Restaient, pour acheteurs, les Autrichiens des pays héréditaires qui faisaient les prix à leur guise sur le marché hongrois.

Les mines de Hongrie et de Transylvanie alimentaient de numéraire le trésor autrichien. En revanche le papier imposé par le Gouvernement s'était multiplié, et était tombé dans un profond discrédit. Les mesures violentes employées pour le soutenir à son taux fictif échouaient comme toujours. En septembre 1800 le comitat de Csongrád écrivait : « Les années s'écoulent et l'exportation du numéraire (on l'employait en effet au paiement des armées), l'émission des bil-

lets de banque nous rendent la vie, non pas difficile, mais impossible. Personne n'a de confiance dans ces valeurs fictives. Les riches perdent leur fortune; les pauvres, même lorsqu'ils sont payés de leur travail, meurent de faim parce qu'ils ne trouvent pas à changer leur papier. » Pour comble de malheur, la monnaie de cuivre, si nécessaire aux petites bourses, partageait, quoique sur une moindre échelle, le discrédit du papier : la pièce de douze kreuzer n'était plus acceptée que pour dix, ou même pour neuf kreuzer.

Eh bien! cette misère fut salutaire aux Magyars; elle leur fit envisager avec moins de fanatisme la guerre et ses résultats; elle leur rappela qu'ils avaient aussi bien des devoirs de dignité envers eux-mêmes que des devoirs de dévouement envers leur roi. S'ils souffraient aussi cruellement, c'est qu'ils avaient laissé méconnaître leurs vieilles libertés, et leur administration financière indépendante garantie encore une fois par Léopold. Comment revenir à l'état de choses légal? Par une manifestation tranquille et respectueuse. Dès lors le mot de diète nationale s'impose à tous les esprits et sort de toutes les bouches. Depuis dix ans on l'avait oublié, car la Diète de 1796, nous l'avons vu, n'était qu'un appel aux armes. Partout on s'étonne d'avoir laissé passer sans se plaindre l'année 1799, date régulière d'une nouvelle convocation. La paix d'Amiens vient d'être signée, l'Europe entière se repose; aucune nécessité ne peut excuser un plus long retard.

Enfin arrive la lettre royale fixant l'ouverture de la session au 2 mai 1802, « pour s'occuper du bonheur du pays, du peuple contribuable, de la bonne justice. » Il y avait un autre but, qu'on se gardait bien d'indiquer. L'archiduc

Charles avait reçu de grands pouvoirs pour réorganiser l'armée; il savait mieux que personne quelle était l'importance des régiments hongrois. Mais la sympathie de l'archiduc ne s'étendait pas jusqu'à la vieille constitution, dont les lenteurs et les résistances lui paraissaient un obstacle à la grandeur militaire de l'Autriche. Il aurait voulu que la Diète se dessaisît une fois pour toutes de ses droits, en votant un nombre fixe de conscrits annuels. Les comitats, ignorant cette arrière-pensée de la Cour, et se rappelant les promesses du roi lors de la dernière assemblée, commencèrent activement leurs discussions. Le vieil esprit aristocratique inspira le choix des députés, et les mandats qu'ils reçurent prouvent à la fois et l'énergie de la noblesse sur le terrain de la constitution féodale, et son étroitesse lorsqu'il s'agit de réformes. Cependant beaucoup de députés comprenaient bien l'importance des questions commerciales, et une brochure, dont l'auteur s'appelait Bredeczky, attaqua vivement le système douanier qui sacrifiait la Hongrie aux provinces allemandes.

Au jour indiqué, les députés se réunirent sous la présidence du personal Semsey, qui prononça en langue magyare un discours très-convenable, exempt de flatterie comme de hauteur. Il félicita le roi, et c'était justice, d'avoir de lui-même, sans y être forcé par les circonstances, demandé les conseils et l'appui de ses sujets. Il fit également l'éloge de la constitution nationale, seule inébranlable dans la confusion universelle. Cet éloge contenait, il est vrai, une réserve : on devait songer au bien de la société, mettre les intérêts de tous au-dessus de son intérêt égoïste, et ne pas croire qu'une constitution fût imperfectible : adroit achemi-

nement aux réformes projetées par l'archiduc[1]. Le langage libéral du XVIIIe siècle était habilement retourné contre la noblesse constitutionnelle.

L'archevêque de Kalocsa, Kolonics, parlant au nom des magnats et du haut clergé, s'adressa au roi en latin sur un ton presque lyrique[2] : « Combien d'événements depuis que nous ne t'avons vu ! combien de sang répandu ! combien de royaumes dévastés ! Digne petit-fils de l'immortelle Thérèse, toi aussi dès ton avénement tu as dû combattre pour tes États et pour le salut de l'Europe. La fortune des armes t'a plus d'une fois été contraire ; mais seulement après avoir fait admirer les forces de ton empire, pour empêcher la guerre perpétuelle, tu as accepté la paix. Auguste prince, pas toujours heureux, mais toujours grand ! Il est grand celui qui n'est ni exalté par l'heureuse fortune ni abattu par le malheur, mais qui reste inébranlable comme un rocher. » L'archevêque réclama aussi pour la nation, sans faire tort aux autres provinces, la gloire d'avoir été le principal boulevard de l'Empire. L'étude des événements, nous l'avons vu, donne raison au prélat.

François II en convint avec une franchise pleine de promesses : « Maintenant, dit-il, que la paix est conclue, je veux étendre ma sollicitude sur le royaume de Hongrie, sur le pays qui m'a secouru avec le plus d'efficacité dans mes guerres, qui, par son étendue, sa population, sa fertilité, le caractère noble et valeureux de ses habitants, est le rempart de la monarchie. Mon vœu est de m'entendre avec les États pour accroître la prospérité publique et mériter la reconnaissance de la nation. »

1. *Országgyülés naplójá* (Journal de la Diète de 1802), p. 2-7.
2. Ibid., 31.

Quel ne fut pas le désappointement lorsqu'on en vint aux véritables projets de la cour : Les troupes hongroises devaient conserver pendant la paix leur effectif complet, et pour subvenir à cette dépense nouvelle, l'impôt serait augmenté d'un million de florins. Or, les classes contribuables ayant déjà bien assez de charges à supporter, le surplus devait être obtenu par une augmentation du prix du sel pesant sur tout le monde Le chancelier Aczél avait soin de dire que les nobles magyars n'étaient pas sujets à l'impôt, mais qu'ils devaient songer au soulagement des pauvres [1]. Plusieurs précautions étaient prises pour amortir l'explosion du mécontentement. Les États furent invités à élire les gardiens de la couronne; nous savons combien cet emblème de l'indépendance nationale a toujours été cher au cœur des Hongrois.

La jeune impératrice-reine, épouse en secondes noces de François II, s'appelait Marie-Thérèse : autre prestige. La présence d'une souveraine dont le nom seul faisait revivre un généreux souvenir, enthousiasma les députés. Ils discutèrent les propositions royales sur un ton modéré, par crainte de manquer à la galanterie chevaleresque : ils étaient prêts à satisfaire le roi, déclaraient-ils tranquillement, pourvu qu'une plus juste organisation financière les mît à même de supporter des charges nouvelles. Mais lorsque le gouvernement déclara formellement qu'il n'entendait pas aborder les questions commerciales, et que l'on devait se borner à voter de l'argent et des hommes, l'indignation devint si vive que la reine, jugeant sa présence au moins inutile, cessa de venir.

1. Journal de la Diète de 1802, p. 41-42.

Ainsi, dans cette diète pacifique, dans cette assemblée tenue en 1802, année de repos universel, la question militaire était aux yeux de l'Autriche la seule dont il valût la peine de s'occuper. Si l'on présentait des projets de finances, c'était encore pour augmenter l'armée. Le désarmement n'était qu'un simulacre; la paix de Lunéville n'était pas plus durable que la paix de Campo-Formio. Le Directoire avait fourni d'excellents prétextes pour rompre en 99; Napoléon devait en fournir d'excellents pour rompre en 1805; mais ni la République ni l'Empire n'ont à se reprocher d'avoir déchiré ces deux traités morts en naissant. Chaque fois qu'elle était abattue, l'Autriche sacrifiait une province et un ministre; mais des provinces qui restaient, un ministre nouveau faisait sortir une armée nouvelle : Après Thugut Cobenzel, après Cobenzel Stadion, après Stadion Metternich. Ce rôle n'est pas sans grandeur, mais il faut l'envisager tel qu'il est. La politique de l'Autriche fut constamment belliqueuse, et son attitude en face du peuple dont nous racontons l'histoire le prouve victorieusement.

Il fallut en venir à la discussion détaillée du projet militaire. Sur deux points fort graves la lutte fut longue et violente, parce qu'il s'agissait moins encore d'organisation de l'armée que de politique intérieure. Les troupes hongroises, nous l'avons vu, comprenaient les régiments réguliers levés en Hongrie et l'*Insurrection*, formée en grande partie de cavalerie noble; de sorte que le système des armées permanentes et le système des milices nationales existaient côte à côte. Le gouvernement, qui redoutait l'esprit indépendant, même lorsqu'ils se dévouaient, des nobles Magyars, voulait laisser l'insurrection au second plan, et former une nombreuse armée régulière. Les députés tenaient beaucoup à

leur droit de se lever pour la défense du pays; ils y tenaient un peu par patriotisme, un peu pour se rendre nécessaires; ils craignaient qu'une plus nombreuse armée permanente, composée surtout de paysans, pliée à l'obéissance passive, ne devînt un dangereux instrument de despotisme.

Ce même esprit de défiance mettait la Diète en conflit avec la cour sur une seconde question essentielle : à qui appartient-il de fixer le nombre des conscrits et la durée du service? Le gouvernement ne contestait pas le droit de l'assemblée, mais il désirait que l'assemblée s'en dessaisît volontairement, dans l'intérêt de la monarchie, et votât l'augmentation demandée, non pas pour trois ans jusqu'à la prochaine session, mais pour toujours. Sur ce point capital, les députés montrèrent une admirable fermeté : rien ne put les faire renoncer à leur droit constitutionnel. La cour vaincue en opiniâtreté, dut se résigner à n'obtenir que pour une courte période l'accroissement de forces militaires qu'elle réclamait.

C'était un grave échec; mais les Hongrois, habitués depuis dix ans à une obéissance enthousiaste, semblent avoir été étonnés de leur propre résistance. D'ailleurs, les magnats formaient un parti gouvernemental qui comptait même dans la chambre basse de nombreux adhérents. Aussi la cour reprit-elle l'avantage lorsqu'il s'agit de fixer les années de service et l'effectif. Assurément rien n'était plus contraire à l'esprit magyar qu'une levée forcée, même pour les troupes régulières, et qu'une limite (maximum ou minimum) de temps à passer sous les drapeaux[1]. Pourtant la Diète, après

1. V. sur les enrôlements volontaires le récit de la Diète de 1807, au ch. VIII.

de longues discussions entre les magnats et les députés, accorda six mille recrues par an pendant la paix, douze mille en cas de guerre, avec obligation de servir pendant dix ans, ce qui portait les forces permanentes de la Hongrie, sans préjudice de l'insurrection et des levées exceptionnelles, à soixante mille hommes sur le pied de paix, à beaucoup plus en cas de guerre prolongée. Il était facile de calculer que, dans un danger sérieux, le royaume pourrait mettre en ligne cent cinquante mille hommes.

Le gouvernement remporta un autre succès, mais illégal et dangereux. Il demandait deux millions de florins de plus pour le budget de la guerre, et ce chiffre, en face de semblables armements, paraît à coup sûr modéré; mais la situation financière de la monarchie était si mauvaise qu'il était difficile d'obtenir encore quelque chose des contribuables ordinaires. La cour éleva brusquement le prix du sel d'un florin six kreuzer par quintal, ce qui faisait contribuer les nobles autant que les roturiers. L'indignation fut grande, et pas tout à fait désintéressée, chez les députés, qui votèrent de mauvaise grâce.

Le but réel de la convocation était à peu près atteint, et ce que le gouvernement n'avait pas obtenu, il savait bien qu'aucune insistance ne le lui donnerait. Dès lors il n'eut plus qu'un désir : faire oublier ses promesses, en retarder indéfiniment l'exécution. Mais il ne pouvait guère étouffer les discussions que lui-même avait fait naître. Une commission étudiait les intérêts économiques du pays et interrogeait les négociants des grandes villes, Pesth, Presbourg, Bude, Raab : elle produisit ses conclusions, fort modérées. Elle ne réclamait pas l'indépendance absolue des intérêts hongrois, mais une conciliation avec les intérêts des autres

provinces, des droits d'exportation moins forts, des règlements de douane moins gênants. Le roi, peu touché de ces ménagements, fit quelques promesses vagues de traités de commerce, et jeta dans l'assemblée un brandon de discorde, le projet d'une banque nationale.

La maison de Lorraine a plus d'une fois montré, en ce qui concerne le progrès commercial et l'égalité civile, plus de largeur d'esprit que les députés nobles. Cela pouvait être bonté naturelle, ou ruse politique. En effet, les passions soulevées par une question de dignité et d'indépendance, étaient brusquement refroidies par une proposition de réformes contraires aux priviléges. Le projet de banque, soutenu par les magnats partisans de la cour, déplut aux représentants des comitats, parce qu'il fallait bien trouver des fonds pour créer cette banque, et parce que ces fonds devaient être fournis, en définitive, par la noblesse. D'étranges discours furent prononcés : le commerce de la Hongrie, dit un député de Nyitra, ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe. — La noblesse, disait un autre, ne doit fournir que le service militaire; quant aux autres charges, elle en supporte déjà beaucoup trop, elle n'en veut pas de nouvelles. — Conclusion : nommer une commission qui enterre le projet. Ainsi fut fait, et les Hongrois non nobles purent avoir une idée peu avantageuse de leurs législateurs.

Les passions aristocratiques une fois déchaînées ne s'arrêtèrent plus. Beaucoup de nobles vivaient dans les villes, et, ne possédant pas de terres, ne faisaient nul usage de leurs priviléges; ils demandèrent à ne rien payer, même dans les villes. — On remarquait avec effroi le déboisement croissant du pays. Les magnats auraient voulu que le gouvernement fît respecter les lois d'intérêt général qui s'y opposaient;

mais les députés des comitats répondirent que, leurs forêts leur appartenant, ils avaient le droit d'en faire ce que bon leur semblait. La proposition n'eut pas de suite. Une discussion très-vive s'engagea sur le droit de chasse. La noblesse ne voulut rien abandonner de ses droits, et la nation des lièvres, suivant une satire composée par un député, envoya remercier la Diète de ne l'avoir pas livrée aux paysans.

Si l'assemblée s'occupa des rapports de la Hongrie et de l'Autriche, ce fut pour réclamer au nom de vieux souvenirs historiques la réunion de la Dalmatie, en vertu d'anciens droits féodaux la réunion de la Gallicie. Le gouvernement répondit tout naturellement qu'il avait rattaché la Dalmatie à ses nouvelles possessions de Venise, que la Gallicie n'avait jamais obéi à la couronne de Saint-Étienne. Lorsque la majorité demanda que la session fût prolongée, la cour déclara ne point s'y opposer, pourvu que les frais d'entretien fussent supportés, non plus par les pauvres contribuables, mais par les députés eux-mêmes : c'était fort spirituel, et d'un effet immanquable. Les députés, avec un empressement peu édifiant, se résignèrent à la dissolution. Le roi déclara dans la séance finale du 31 octobre qu'il était très-satisfait des députés, et que les députés devaient être satifaits de lui, car il avait accordé tout ce qui n'était pas contraire à l'intérêt de la monarchie[1]. Ainsi finit la Diète de 1802, provoquée par de grands besoins, inaugurée au milieu de grandes espérances : la Hongrie n'en recueillait que stérilité et déception. Le gouvernement fortifié par l'égoïsme étourdi de l'opposition parlementaire, se retrouva plus absolu que jamais, libre de jeter dans une guerre nouvelle la nation fatiguée.

1. Journal de la Diète, p. 469

Et pourtant la situation de la Hongrie dans les trois années qui précédèrent la campagne d'Austerlitz, prouve qu'elle ne perdait pas son temps. Après un long effort de dévouement royaliste, elle comprenait qu'au lieu de compter sur la cour elle devait agir d'elle-même. L'engourdissement produit par la confiance diminue peu à peu ; l'initiative nationale ne cesse de grandir.

Dans l'ordre des intérêts matériels, le gouvernement se montrait chaque jour plus intraitable. L'exportation du blé n'était permise que par mer ou avec la Turquie; or, ni la Turquie, ni les pays lointains n'avaient besoin du blé de l'alföld. L'exportation de la laine était frappée d'un droit énorme, douze florins par quintal : les étrangers cessèrent d'acheter la laine hongroise. A vrai dire ce n'était pas une mesure fiscale, elle serait allée à contre sens. On voulait forcer les habitants de l'empire à fabriquer les étoffes de laine. D'après les idées économiques alors répandues en Autriche, il n'y avait rien là de bien blâmable. Personne n'avait l'intention de nuire à la Hongrie; mais en fait, ce pays tout agricole, producteur de matières premières, se trouvait sacrifié à l'industrie de Vienne ou de la Bohême, qui achetait la laine à bas prix.

Les comitats, n'ayant rien à espérer du pouvoir, reprirent pour leur propre compte les projets de 1791. La plaine fertile arrosée par le Danube et la Theiss subissait des inondations qui la rendaient chaque jour plus marécageuse, et les plus belles récoltes pourrissaient sur place, faute de routes convenables pour les transporter. Des travaux de dessèchement furent entrepris, un beau canal creusé du Danube à la Theiss permit de passer de l'un à l'autre cours d'eau sans faire un grand détour. Une bonne route de commerce re-

joignit le port de Fiume. L'agriculture était fort arriérée : les chefs des grandes familles se mirent à encourager ses progrès par une noble imitation de l'aristocratie anglaise. Le comte Georges Festetics fonda près du lac Balaton une école pratique d'économie rurale; le prince Eszterházy envoya des jeunes gens en Angleterre pour étudier les méthodes et les importer ensuite dans leur patrie. Il s'occupa aussi d'une société pour le commerce des vins avec les pays du Nord, mais cette fois le succès fut médiocre.

Dans le sens politique et littéraire les efforts ne furent pas moindres. Ce n'était plus seulement l'insouciance de la cour de Vienne, c'était sa mauvaise volonté qu'il fallait combattre. Toute association était interdite depuis Martinovics, et la moindre accusation politique était terrible. L'année même de la diète, l'échafaud s'élevait pour deux avocats, Zsarnóczy et Mikol, coupables, disait-on sans preuve, de haute trahison. Ces procès étaient d'ailleurs fort rares à cause de l'ignorance entretenue à dessein dans le public. Très-peu de journaux étaient tolérés, et encore leur était-il défendu de raconter ce qui se passait en Europe, à moins de copier la feuille officielle. La langue nationale était fort mal vue. Le gouvernement, qui favorisait d'un subside considérable le théâtre allemand de Pesth, ne faisait rien pour le théâtre magyar. Il aurait voulu que l'allemand devînt la langue de la conversation et du commerce, et que le latin redevînt celle de l'enseignement et des affaires publiques.

Mais un peuple parle toujours la langue qu'il veut parler : c'est ce que prouvèrent une fois de plus les Magyars. Le théâtre national fut soutenu par des souscriptions, et ne cessa de prospérer. A quelques pas de là, dans cette intelligente ville de Pesth, vrai foyer de patriotisme, le comte

François Széchenyi, le père du célèbre homme d'État, conçut le projet d'élever un monument où l'on réunirait les livres, les tableaux, les armes, les antiquités diverses qui permettraient de faire revivre le passé de la Hongrie : le musée national fut construit dans un style un peu froid, mais grandiose, et sur une place assez vaste pour recevoir les collections qui viennent chaque année l'enrichir. La poésie magyare venait de perdre le jeune et ardent Csokonay; mais Kazinczy sortait de prison, Verseghy et Bacsányi vivaient moins misérablement. A côté de Berzsényi qui avait à peine vingt-cinq ans grandissait toute une génération dont le chef, réservé à une longue et glorieuse carrière, était Alexandre Kisfaludy; son poëme d'amour était toute une révélation pour la littérature magyare [1], il a inspiré la nation pendant un demi-siècle. Mais la guerre approchait.

1. *Himfy Szerelmei*, 1801.

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE D'AUSTERLITZ ET L'OPPOSITION EN 1807 [1].

L'avénement de Napoléon à l'Empire changea brusquement la situation des souverains en face de la France, et même en face de leurs peuples. La Révolution s'incarnant dans un homme, leur rôle était maintenant de combattre cet homme. Au fond ils ne changeaient pas d'ennemi, mais ils devaient changer de tactique [2]. On ne pouvait accuser la France impériale de propager le désordre, de détruire la

1. *Correspondance de Napoléon*, t. X et XI. — Thiers : *Le Consulat et l'Empire*, t. V.

2. Gentz, dans son *Mémoire sur la nécessité de ne pas reconnaître le titre impérial de Bonaparte*, adressé à Cobenzel, insiste sur ce fait, que l'élévation de Napoléon au trône « sanctionne et presque sanctifie la Révolution ». Il rédigeait aussi le projet d'une *Déclaration de Louis XVIII contre le titre impérial usurpé par Bonaparte*. (Ces deux écrits sont en langue française.) La haine ingénieuse de Gentz avait trouvé le seul moyen de vaincre Napoléon : l'union des puissances allemandes. La rivalité rancunière de la Prusse et de l'Autriche l'exaspérait. (V. dans le volume de ses œuvres françaises, p. 221-347, le récit de son voyage au quartier-général prussien en octobre 1806, et dans le 4e volume de ses œuvres allemandes, p. 48, une lettre à Jean de Müller en faveur d'une alliance allemande, « dût-on obéir à un despote allemand. »)

religion, de ruiner la noblesse; il eut été trop facile d'opposer à ces attaques l'ordre qui régnait en France, le concordat, les titres conférés par Napoléon. On put dire avec plus de vraisemblance que la monarchie révolutionnaire voulait détruire l'indépendance des peuples, accusation que le nouvel empereur ne se chargea que trop de justifier. Les Magyars accueillirent d'abord ces insinuations avec défiance, et gênèrent cruellement de 1805 à 1808 la politique autrichienne, non point par des révoltes, mais simplement par leur froideur.

François II reconnut Napoléon ; mais il déclara peu après que, pour ne pas rester inférieur à la nouvelle maison de France, il prenait le titre d'Empereur héréditaire d'Autriche. Résolution fort grave pour la Hongrie : jusque-là elle était un royaume indépendant, à côté de l'Empire électif d'Allemagne. Maintenant elle allait devenir une province autrichienne, héréditaire comme la Styrie ou le Tyrol. Rien ne pouvait être plus désagréable aux Hongrois ; aussi l'Empereur leur donna-t-il par deux fois, en 1804 et en 1807, la formelle assurance que rien ne serait changé à leur condition, et qu'il ne serait jamais pour eux que le *roi* de sa Hongrie bien-aimée.

Le moment approchait où l'on allait être obligé de faire appel à la constitution du royaume. L'Autriche s'unit à la Russie et conclut avec l'Angleterre un traité de subsides : 25 millions pour les préparatifs de guerre, 100 millions par an pendant toute la durée des hostilités. Ces sommes énormes pour l'époque supposaient la mise sur pied de toutes les troupes disponibles. Douze mille conscrits furent appelés, indice certain d'une guerre prochaine, mais ils ne suffisaient pas. Dès le 30 août, la Diète fut convoquée pour le

13 octobre : les circonstances extérieures, disait la lettre royale, et l'intérêt que nous portons à nos sujets nous ont fait un devoir de réunir tout de suite l'assemblée; nous avons confiance en vous.

Cependant la guerre éclatait, plus mal préparée que jamais du côté de l'Autriche[1]. L'archiduc Charles, plein de pressentiments lugubres, acceptait par pur dévouement le commandement secondaire de l'armée d'Italie. L'homme important était le feld-maréchal Mack, qui ne manquait pas, suivant M. Thiers, de capacités administratives, mais triste général, justement chansonné depuis[2]. La cour de Vienne était vouée à l'absolue médiocrité. La capitulation d'Ulm le fit bien voir. La nouvelle de ce grand désastre arriva juste à point pour que la Diète ne pût rejeter les demandes royales, et pour que l'opinion redevînt, dans une certaine mesure, favorable au gouvernement; car le Magyar ne doit rien refuser à son souverain dans le malheur. Le poëte Berzsényi se fit l'écho de ce sentiment chevaleresque :

» Qu'entends-je? Les canons résonnent aux frontières du pays d'Arpád! On sent déjà le souffle de la tempête. En une seule bataille il a tout renversé, ce Napoléon, favori des combats et de la gloire... Je vois les défenseurs de ma patrie effrayés et en fuite! Je vois le désordre insensé de la déroute! Je vois déjà renversées les invincibles portes d'airain

1. Hæusser, en général trop sévère pour les Autrichiens, nous semble avoir raison quand il dit que les seuls hommes capables étaient Gentz et l'archiduc Charles (II, 563, 603).

2. Nous avons pris l'maréchal Mac
Comme une prise de tabac.

Nous ne savons si ce refrain d'une chanson de la Grande-Armée a jamais été publié en France; nous le trouvons cité dans une lettre écrite en magyar. (*Dessewffy levelezése*, I.)

de Vienne et de Presbourg! O fortune! ô jour étrange!

» N'y a-t-il plus d'espérance? C'est ton vrai moment, ô Magyar! Il ne connaît pas la force d'une âme libre, celui qui veut mettre sous le joug ta tête farouche.... Ton bras a une force de géant dans la bataille. Tu as combattu plus de mille fois. Va, montre encore l'âme de Zrinyi, imite-le dans ce qui fut sa vraie gloire, dans la mort[1]. »

Cette vigoureuse et fière éloquence ne s'attaque plus au peuple français révolutionnaire, comme le faisait encore après Hohenlinden, le poëte Kisfaludy : « Combien de fois vos ondes n'ont-elles pas rougi de sang humain, combien de fois n'ont-elles pas roulé des cadavres, ô Rhin, ô Danube! C'est toi, Seine, qui es la source de ces misères. Paris de l'enfer, c'est toi qui es la ruine du monde[2]. » On s'en prend maintenant au despotisme et à l'ambition d'un seul. Un autre écrivain, Bessényei, dans un ouvrage intitulé l'*État légal de la Hongrie*, qu'il n'a du reste pas publié, rapprochait l'un de l'autre, avec quelque perfidie, le gouvernement français et le gouvernement turc[3].

Et pourtant la guerre n'était point populaire : la cour ne tarda pas à s'en apercevoir. Le 17 octobre le personal Semsey ouvrit la Diète par un discours embarrassé[4]. Il voulut faire croire que l'assemblée était convoquée pour reprendre les projets de réforme; mais un péril imminent pouvait bien, il en convenait, changer le but de la réunion : « il ne faut pas délibérer lorsque la maison brûle. » L'ora-

1. *Ulmi ütközet* (*Magyar dalnok*, 126).

2. *Kisfaludy minden munkai :* Himfy szerelmei, 1801.

3. Bessényei, *Magyar Törvényes allása;* manuscrit de la bibliothèque de Pesth, p. 5.

4. *Orszaggyülés naplója* (Journal de la Diète de 1805, p. 3-6).

teur du clergé dans la chambre des Magnats, l'archevêque Kolonics, y mit plus de franchise. Il accusa nettement l'empereur des Français d'avoir violé la paix et de se proposer comme but l'entière conquête de l'Autriche. Puis, avec une émotion qui de la part d'un soldat eût fait sourire, mais qui était touchante chez un vieux prêtre, il appela la bénédiction de Dieu sur ces jeunes princes qui allaient commander les armées : « Non, Dieu ne permettra pas que leur » sang innocent soit répandu par la fureur des ennemis : il » leur donnera la victoire[1]. »

Dans le discours du roi on peut remarquer, avec le regret de différer encore les réformes intérieures et l'expression d'une entière confiance dans ses sujets, une phrase haineuse contre son futur gendre Napoléon : « L'empereur des Français a confiance dans sa fortune, dans les forces de son peuple qui soupire pourtant après le repos : il a rendu inutile tous nos efforts pacifiques. Non content d'un si vaste empire, sans respect ni pour la majesté des autres souverains ni pour les peuples, il affecte de dicter partout ses ordres accompagnés d'injurieuses menaces[2]. » Cette phrase, que personne, croyons-nous, n'a relevée jusqu'à présent, renferme déjà toute la politique de la Sainte-Alliance avant 1815 : se présenter en libérateur des peuples, même du peuple français.

L'archiduc Joseph insista plus franchement que jamais sur sa situation de palatin du royaume[3]. Son discours fut celui d'un patriote magyar : il parla bien du dévouement

1. *Orszaggyülés naplója* (Journal de la Diète de 1805, 16-17).
2. Journal de la Diète, 2e séance.
3. Ibid., 27-29.

que l'on devait au meilleur des princes, mais il établit que son premier devoir était de défendre la constitution. Il dit plusieurs fois *nous autres Hongrois*, et s'il se déclara prêt à donner l'exemple de la bravoure, c'est comme chef d'une nation généreuse et comme ayant dans les veines du sang d'Arpád. Ce discours fit déjà pressentir la conduite de l'archiduc pendant la guerre.

L'assemblée vota, mais froidement, de mauvaise humeur. La cherté était devenue extrême; on se voyait menacé d'une famine que les horreurs de la guerre allaient accroître encore. Il fallut la marche des Français sur Vienne, qui permettait de redouter l'invasion du sol hongrois, pour faire voter, à côté de l'armée régulière, la formation d'un corps de cavaliers nobles et d'un corps de fantassins non nobles. C'était beaucoup aux yeux de la majorité, bien peu aux yeux de la cour qui aurait voulu la levée en masse. Il fallut se contenter de ce que l'on obtenait. Encore y avait-il des conditions sous-entendues. Pendant la discussion sur la levée des troupes, on vit reparaître avec une singulière insistance la question de la langue nationale. Il fut déclaré que la langue ne faisait qu'un avec la nation, avec son caractère et sa gloire, que la loi de 1792 étant devenue insuffisante, il fallait une loi complémentaire. D'après le nouveau projet, non-seulement les comitats pouvaient rédiger en magyar les actes qui les concernaient, mais ils pouvaient entretenir dans cette langue leur correspondance avec le gouvernement; l'enseignement se ferait en magyar. On demandait aussi, preuve d'amère défiance, la suppression des rapports secrets, des dénonciations anonymes, l'entière liberté de parole dans les assemblées des comitats. — Pressé par un plus grand péril, le roi céda : des articles furent

ajoutés à la loi de 92[1]. Quant à l'espionnage, il n'y a pas de loi au monde qui puisse l'empêcher.

Le 7 novembre, la Diète terminait ses séances au milieu de l'impatience générale; chacun avait les yeux fixés sur la Grande Armée qui accomplissait les plus belles opérations militaires de tous les temps. Le rôle des soldats magyars est beaucoup moins remarquable dans la campagne de 1805 que dans les guerres précédentes : ils se battirent comme les autres, avec la bravoure ordinaire de l'armée autrichienne. Ils se signalèrent toutefois dans l'engagement de Caldiero, entre l'archiduc Charles et Masséna. On sait que Masséna était chargé par Napoléon de conquérir la Vénétie et de pousser devant lui l'armée autrichienne d'Italie, pendant que le corps de Marmont, détaché de la Grande Armée, empêcherait l'archiduc de rejoindre en Moravie les empereurs François et Alexandre : une rencontre sérieuse eut lieu sur la forte position de Caldiero, occupée par les Autrichiens. La victoire fut très-disputée, et les deux adversaires ne manquèrent pas de se l'attribuer. L'archiduc, presque battu au premier choc, dirigea lui-même « la meilleure infanterie autrichienne » dit M. Thiers : c'étaient les fantassins d'Eszterházy. Le régiment subit d'énormes pertes, mais ramena la victoire. Cependant une nouvelle attaque de Masséna vint accroître le péril, et pour le conjurer il fallut cinq bataillons de grenadiers magyars et croates. Enfin les Français menaçant de tourner par la droite la position de Caldiero, l'infanterie de Splényi et les hussards de Kerekes assurèrent à l'archiduc le succès de la journée[2]. Ainsi le veulent les historiens autrichiens et hon-

1. Article 4 des *Acta diætalia*, à la suite du journal.
2. Majláth, *Histoire d'Autriche*, V, 266-268.

grois ; mais cette victoire eut les conséquences d'une défaite, car elle ne gêna point le plan de Napoléon.

La frontière hongroise, vers le milieu de novembre, se trouva menacée de deux côtés, au Sud-Ouest par la Styrie, au Nord-Ouest par la Moravie : la Grande Armée était à Vienne, l'armée d'Italie sur le Raab. C'est en ce moment là, dans les quinze jours qui précédèrent Austerlitz, que le rôle des Hongrois devient curieux, et leur froideur manifeste. M. Horváth en fait peser la responsabilité sur la Cour de Vienne qui, par son système d'espionnage et de bureaucratie, avait produit une apathie universelle ; la preuve en serait dans l'accueil indifférent, plutôt favorable, que firent aux Français les habitants des provinces autrichiennes. Napoléon n'avait point encore tourné les peuples contre lui. Il connaissait à merveille la puissance des nationalités, comme le prouve maint endroit de sa correspondance, et l'un de ses plus vifs désirs était de se les rendre favorables. Il voulait être populaire à Vienne ; il protégeait les Viennois, plaignait leur détresse, les croyait avec raison mécontents de la guerre. L'amitié des Hongrois lui eût été bien plus précieuse : elle eût paralysé les efforts de l'Autriche, et tenu en échec la Prusse et la Russie. Le nation et le palatin ne démentirent pas entièrement cette espérance.

Le palatin avait reçu les pleins pouvoirs de l'Empereur, lorsque celui-ci quitta Presbourg afin de rejoindre Alexandre en Moravie. Estimant que son devoir lui était commandé par les opinions pacifiques du pays, il résolut de préserver la Hongrie des malheurs de la guerre, quitte à encourir la disgrâce de son frère et les soupçons de la Cour. Sa présence étant nécessaire à Pesth-Bude, il laissa à Presbourg, tout près de la frontière, le général Pálffy avec l'ordre de déclarer

aux généraux français la neutralité de la Hongrie : si les Français voulaient absolument violer cette neutralité, mais dans ce cas seulement, il devait recourir aux armes. Décision grave chez un prince de cette maison de Hasbsbourg qui par la solidité des liens du sang et par l'intime union de la famille, compensait la diversité de ses états!

La longue et irréprochable vie politique de l'archiduc Joseph doit le défendre contre tout soupçon de trahison. Mais on conçoit l'irritation de la cour fugitive, réduite à implorer sur son propre territoire la protection des Russes, lorsqu'elle apprit que les Hongrois, ayant mis en sûreté leur sainte couronne derrière les remparts de Munkács, se souvenaient fort peu du péril de leur roi, et lisaient avec plaisir la proclamation du palatin affirmant en langue magyare qu'il avait sauvé le pays.

Cependant le maréchal Davoust approchait de Presbourg. Il reçut les propositions de Pálffy et répondit avec empressement que l'Empereur serait heureux de contribuer au bien-être d'une nation aussi digne de respect, qu'il voulait bien, à charge de revanche, considérer la Hongrie comme neutre. Pálffy écrivit en français : « Le commandant des troupes françaises voudra bien donner des ordres pour que les colonnes de l'armée française qui entreront dans les districts du royaume *d*'Hongrie n'y commettent aucun excès, attendu qu'aucune sorte d'opposition ne sera faite aux troupes françaises. »

Le ton des pourparlers était donc on ne peut plus amical; mais le comte Pálffy reçut à son grand étonnement un message très-froid du Palatin, lui rappelant que la neutralité de la Hongrie était chose soumise à l'approbation de Sa Majesté.

Pálffy avait pourtant suivi ses instructions au pied de la lettre; mais l'archiduc, alarmé des soupçons qui se faisaient jour au camp de Moravie dans l'entourage impérial, voulait, sans rien changer au fond de ses résolutions, couper court à l'intimité qui allait s'établir entre les deux armées. Davoust surpris à son tour, fit occuper Presbourg par la division Gudin. C'était d'ailleurs l'ordre de l'Empereur, mais il s'agissait uniquement d'occuper une position militaire importante sur le Danube, le général ne devait point enlever aux habitants l'administration de la ville, et les Hongrois ne se trouvèrent soumis à aucune contribution de guerre.

L'effroyable défaite de la coalition dans les champs d'Austerlitz enleva toute importance aux négociations que nous venons de raconter. Mais la correspondance de Napoléon nous révèle un redoutable plan politique qui aurait pu faire plus de mal que ses canons mêmes à l'ennemi. Les vieux souverains tâchaient de soulever contre l'Empereur parvenu, avec les répugnances de l'ancien régime, le mécontentement des peuples. Napoléon avait peut-être le vague pressentiment que c'était par là qu'il devait périr : il aurait voulu rendre aux rois, pour ainsi dire, la monnaie de leur pièce, en se posant comme le champion des nationalités opprimées. Cette lutte à coups de peuples ne date pas de 1813, ni même de la guerre d'Espagne; elle remonte aux débuts de l'Empire.

Dès les premières inquiétudes que firent éprouver à Napoléon les armements de l'Autriche (décembre 1804), il écrivait à François II : « Une guerre ne produirait que de nouvelles » charges pour nos peuples. » Il déclarait au Corps législatif que l'Empereur d'Autriche consacrait à la prospérité de ses

finances, au progrès du commerce, le repos que lui conseillait l'intérêt de ses sujets[1]. Pendant sa marche sur Vienne il écrivait au duc, bientôt roi de Wurtemberg : « Les Russes » pillent, brûlent et bâtonnent d'une manière si effrénée » que les peuples d'Autriche et de Bohême nous appellent à » grands cris pour les délivrer de ces singuliers alliés[2]. » Peu avant la bataille d'Austerlitz, il s'adressait directement à François II, l'engageant à terminer cette guerre horrible, s'il ne voulait pas détacher entièrement de lui ses propres sujets[3].

Mais c'était surtout des Magyars que se préoccupait Napoléon. Il ne croyait pas (avec raison cette fois), à la spontanéité de leur dévouement ; il ne croyait pas à « ces 80,000 Hongrois, qu'on fait parler dans les gazettes comme s'offrant à la cour de Vienne pour combattre la France[4]. » Pendant les marches savantes qui devaient amener la capitulation d'Ulm, il s'avisa que les gazettes n'étaient pas un si mauvais moyen d'exciter les peuples : « Monsieur Fou- » ché, dit-il, il me semble que les journaux n'animent point » assez l'esprit public. Nos journaux sont lus partout, sur- » tout en Hongrie. Faites faire des articles qui fassent » connaître aux Allemands et aux Hongrois combien ils » sont dupes des intrigues anglaises ; que l'Empereur d'Alle- » magne vend le sang de ses peuples pour de l'or[5]. » Parmi les officiers généraux compris dans la capitulation se trouvèrent plusieurs nobles magyars, un Giulay, un Stipsics, un

1. *Correspondance de Napoléon*, X, 115, 123.
2. Ibid., XI, 450.
3. Ibid., XI, 512.
4. Ibid., XI, 99.
5. Ibid., XI, 348.

Mécsery. Le comte Giulay dut plaire infiniment à son vainqueur, car il devint pendant le reste de la campagne l'intermédiaire entre les deux armées pour les propositions d'armistice[1]. Napoléon recevait des renseignements plus précis à mesure qu'il avançait, témoin cette phrase qui résume on ne peut mieux les griefs de l'opposition[2] : « Les Hongrois » se plaignent d'un Gouvernement illibéral, qui ne fait rien » pour leur industrie, et se montre constamment jaloux de » leurs priviléges, et inquiet de leur esprit national[3]. » Il ajoutait : « En Hongrie comme en Autriche, on est persuadé » que l'empereur Napoléon a voulu la paix, qu'il est l'ami » de toutes les nations et de toutes les grandes idées. »

La paix de Presbourg le fit renoncer à tout projet hostile contre « ce squelette de François II que le mérite de ses » ancêtres a placé sur le trône[4] », portrait peu flatté d'un futur beau-père. Cependant il ne perdait pas de vue les Hongrois, et le *Journal de Mayence*, feuille impérialiste, comparait Napoléon à Mathias Corvin[5]. La cour de Vienne était indignée de l'attitude de cette nation : elle ne lui envoyait pas, comme aux autres provinces, des lettres de remerciement, et les Allemands de l'empire publiaient contre eux les brochures les plus moqueuses[6].

On avait beau faire : Le traité de paix créait à la Hongrie

1. *Correspondance de Napoléon*, passim.
2. Ibid., 186.
3. Ibid., XI, 186.
4. Ibid., 162.
5. Springer, *Geschichte von Œsterreich*, I, 75.
6. Cependant Gentz, le 28 octobre, entre Ulm et Austerlitz, regardait les levées hongroises comme la meilleure ressource de l'Empire. (Lettre à Jean de Müller, IV, 123.)

une grande situation. François II renonça bientôt à son titre d'empereur du Saint-Empire Germanique, qui n'avait plus aucun sens. Dès lors, la couronne de Saint-Étienne devenait la première de ses couronnes. Tant que le souverain de l'Autriche était resté le chef de la nation germanique, Vienne, ville allemande, restait aussi la seule capitale possible. Tout lien étant rompu entre la Confédération du Rhin et les possessions autrichiennes, le centre de l'empire se trouvait déplacé : il était au grand coude formé par le Danube dans sa marche vers le midi; il était sur le rocher de Bude, ou de l'autre côté du fleuve, dans la commerçante ville de Pesth, où commence la vaste plaine. Telle était aussi l'opinion des deux esprits les plus clairvoyants de la France et de l'Allemagne. Talleyrand soumettait à Napoléon un plan qui consistait à écarter l'Autriche de l'Allemagne et de l'Italie, et à tourner son ambition vers le Danube inférieur[1]. Gentz écrivait avec plus de précision encore à Jean de Müller que Vienne devait cesser d'être capitale, que les provinces allemandes devaient être désormais les provinces frontières, et la Hongrie le centre de l'Empire[2].

Il s'agit maintenant de raconter comment retentirent dans le cabinet de Vienne et dans une assemblée hongroise les échos d'Iéna et de Friedland, comment la tenace Autriche profita du court répit qui lui était offert, et comment la tribune magyare, entre les exigences royales et les menaces de l'étranger, demeura ferme et patriotique.

Napoléon n'était pas alors préoccupé de la Hongrie comme il le fut deux ans plus tard : mal renseigné peut-être sur ce

1. Mignet, *Notices et portraits*, I, 210-213.
2. Gentz à Jean de Müller, IV, 244.

qui s'y passait, il la confondait avec les autres peuples de la monarchie autrichienne, dont l'attitude ne cessait pas de l'inquiéter. Pendant les sept premiers mois de 1806, il s'échappe souvent, dans sa correspondance, en paroles amères et défiantes : le nom de Cobenzel le met en fureur; il ne croit pas que la retraite de ce ministre ait été sincère; il ne peut souffrir que l'on parle de Cobenzel pour être ambassadeur; il constate que la faction de Cobenzel est toujours puissante à Vienne. A chaque instant il prescrit au vice-roi Eugène de tout préparer en Dalmatie contre l'Autriche. Il lui défend de laisser porter aux dames de Milan des décorations autrichiennes. Il menace de sa colère les États allemands qui osent recevoir des agents autrichiens. Il s'indigne que l'on tolère à Vienne les libelles injurieux pour la France que des journaux en apparence inoffensifs envoient manuscrits à tous leurs abonnés. Par une ruse singulière, et qui montre à quels détails imprévus descendait ce grand esprit, tout en renvoyant chez eux les prisonniers autrichiens de la guerre précédente, il recommande de faciliter leur désertion dans les petits États d'Allemagne. Napoléon n'avait donc aucune confiance dans la durée de la paix de Presbourg[1].

Mais depuis le mois d'août 1806, la coalition de la Prusse et de la Russie devient trop redoutable pour que l'Empereur affronte un ennemi de plus. Il se flatte de trouver dans l'Autriche une alliée, et de désarmer ses vieilles rancunes par des preuves sincères d'amitié. Il écrit lettre sur lettre à son beau-fils Eugène pour que rien dans le royaume d'Italie ne

1. *Correspondance de Napoléon*, XI, 560; XII, 153, 212, 249, 268, 656; XIII, 31, 45, 140, 340, 587.

décèle une arrière-pensée hostile, et pour que le mot d'ordre pacifique soit donné aux journaux. Maître de Berlin et confiant dans sa persistante fortune, il remplace M. de la Rochefoucauld, ambassadeur à Vienne, par le général Andréossy; mais son but en faisant succéder à un diplomate de l'ancien régime un artilleur de la Révolution n'était pas, comme on l'a cru, d'intimider François II; il était simplement de mettre dans ses propositions d'alliance plus de rondeur et de netteté [1]. A Posen, à Eylau, pendant la terrible campagne d'hiver qui retenait la grande armée à cinq cents lieues de la patrie, il écrit à M. de Talleyrand : « la tranquillité de l'Europe ne » sera stable que lorsque la France et l'Autriche ou la » France et la Russie marcheront ensemble. » Mais ses nouveaux projets sur la Pologne et l'anéantissement de la monarchie prussienne lui inspirent l'idée d'offrir la Silésie en échange de la Gallicie; toutefois il n'impose point cet échange : « l'Autriche veut-elle conserver la Gallicie? je ne » m'en mêle en rien. Veut-elle traiter publiquement ou » secrètement [2]? »

L'Autriche ne répondait à ces avances que par un silence menaçant ou par des dépêches d'une obscurité inquiétante. M. de Stadion, esprit cultivé, assez libéral, patriote germanique, et le seul des ministres autrichiens qui dût trouver grâce devant les historiens nationaux de l'Allemagne, ne voulait pas plus que son souverain de l'alliance française [3].

1. *Correspondance de Napoléon*, XIII, 22, 117, 137, 249, 602. — XIV, 593, Napoléon à Talleyrand : « Faites sentir à M. Andréossy que je » n'ai point approuvé qu'il n'ait pas invité M. de Stadion à la fête » qu'il a donnée à l'ambassadeur de Perse. »

2. Ibid., XIV, 6, 42.

3. Hæusser, III, 70-72, 115, 310-312.

L'archiduc Charles, que Napoléon croyait être toujours, avec le palatin de Hongrie, le chef du parti de la paix, recevait de pleins pouvoirs pour réorganiser l'armée. Pendant que les Français conquéraient la Prusse, la milice autrichienne, créée par ce grand administrateur, doublait les forces de la monarchie, et retrempait dans l'énergie populaire le vieil empire épuisé.

Mais on ne pouvait procéder avec les Hongrois comme avec les sujets soumis et dévoués des états héréditaires. Il y avait une constitution à respecter, et la Diète seule pouvait faire des lois sur l'armée. Le gouvernement payait la faute qu'il avait plusieurs fois commise en défendant à la noblesse magyare de former des rassemblements militaires pour s'exercer aux manœuvres. D'ailleurs, quand il y aurait eu des levées disponibles, il fallait de l'argent pour les entretenir, et la Diète seule pouvait voter les impôts.

La cour de Vienne éprouva une grande répugnance à convoquer encore une fois cette assemblée, qui s'était montrée si querelleuse en 1802, si froide en 1805. Tout faisait prévoir une sérieuse résistance : l'impôt ordinaire était payé difficilement, et le palatin Joseph, dans un voyage au nord du royaume, constatait une misère trop réelle. La guerre était plus que jamais impopulaire : en cas de rupture avec Napoléon, pouvait-on envisager sans effroi un conflit constitutionnel ? L'ennemi perdu dans les glaces de la Pologne ne se trouverait-il pas subitement encouragé par la pensée qu'il a derrière lui un peuple sympathique? et si la Pologne et la Hongrie allaient se souvenir de leur vieille alliance, alors qu'elles succombaient glorieusement sous les coups des janissaires dans les plaines de Varna ?

Sans aller aussi loin, ne pouvait-on pas craindre que

l'écho d'une diète tumultueuse ne parvînt au camp de Napoléon et ne l'éclairât sur les manœuvres de l'Autriche? Aussi l'empereur François voulut-il éluder la grande assemblée en appelant à Vienne un certain nombre de magnats, sorte de conseil officieux dont les délibérations secrètes ne pourraient faire aucun mal, et dont on pouvait pressentir les complaisantes résolutions. C'était bien peu connaître l'esprit juridique du pays : se réunir hors du royaume, se réunir sur une désignation arbitraire, se réunir en lieu et place de la diète, c'était une triple impossibilité. Ils le déclarèrent à l'Empereur, et il fallut envoyer des lettres de convocation le 8 février 1807, le jour même de la bataille d'Eylau.

Deux mois allaient s'écouler avant l'ouverture de la session : ce long délai contribua sans doute à prolonger l'indécision diplomatique de l'Autriche, qui, formant un singulier contraste avec la persistance de ses préparatifs militaires, exaspérait Napoléon. « La maison d'Autriche, écrivait-il, ne » sait elle-même que faire, et dès lors il est bien difficile de la » pénétrer.... Faites-moi connaître ce qu'il faut faire pour » se l'assurer : ce doit être mon premier intérêt. » Il ordonnait à Eugène et à Andréossy d'avoir « l'œil sur l'Autriche. » Dans les dépêches qu'il recevait « je vois, disait-il, l'arme- » ment de l'Autriche; du reste ce sont des projets que per- » sonne ne peut ici bien savoir. » Il constatait un mauvais vouloir évident chez les officiers du corps autrichien qui observait la frontière de Gallicie. Il répondait à ces procédés par de nouvelles levées en France, et ne reculant pas devant un ennemi de plus, il écrivait à Talleyrand : « Tout en dé- » sirant fort la paix avec l'Autriche, je ne me trouve pas » dans une situation telle qu'elle ait à regarder long-

temps. » Toute cette correspondance est du mois de mars[1].

Le 5 avril les magnats et les députés devaient être réunis ; le 9 eut lieu la séance d'ouverture[2]. C'était encore André Semsey qui présidait en qualité de personal la chambre basse, mais cette fois il avait une tâche plus difficile. Les élections s'étaient ressenties du mécontentement général, et les comitats avaient choisi plusieurs jeunes gens pleins d'ardeur, décidés à ne pas laisser mentir la lettre royale qui avait convoqué la Diète « pour s'occuper des réformes et du » bien-être du pays. » Cette génération oratoire n'a pas eu comme celle qui lui a succédé le bonheur de retentir dans toute l'Europe : Széchenyi, Kossuth, Deák sont des noms illustres hors de leur patrie ; la Hongrie seule connaît la gloire de Paul Nagy.

A peine âgé de trente ans, il fixait tous les regards. Parmi les jeunes députés tels que Joseph Vay, Prényi, Lonyay, chacun distinguait en lui le plus redoutable adversaire de la cour. Mais, à l'âge de nos grands révolutionnaires, avec une popularité presque égale, il différait d'eux profondément. Les mœurs politiques du pays initiaient les jeunes gens de très-bonne heure, quelquefois dès la vingtième année, à la discussion des affaires publiques. Nagy était déjà connu des électeurs de Soprony pour sa fermeté dans les conseils des comitats ; il savait aussi manier les armes, il avait deux fois pris part à l'insurrection, en 1797 et en 1805. Son père, haut dignitaire du royaume, avait figuré dans les assemblées précédentes, et la tradition de famille s'ajoutait à l'expérience personnelle du jeune orateur.

1. *Correspondance de Napoléon*, XIV, 459, 512, 539, 550, 589.
2. *Országgyülés naplója* (Journal de la Diète de 1807), p. 2-6.

Nous revenons forcément à notre comparaison entre l'Angleterre et la Hongrie : Paul Nagy pas plus que Deák ne trouverait son pareil dans l'histoire de notre tribune; il le trouverait facilement dans les nuances modérées du Parlement britannique. M. Csengery, son excellent biographe[1], emprunte pour le définir une expression anglaise, *Conservativ reformer*. Tel se montrait-il à la Hongrie toute aristocratique de 1807; tel devait-il rester dans la Hongrie ardemment novatrice de 1840 : sa jeunesse avait paru audacieuse, sa vieillesse indigna comme réactionnaire, mais c'était le pays, ce n'était pas lui qui avait changé.

Nagy arrivait à la diète avec des convictions profondes et nullement théâtrales. Il ne posait jamais; il avait cette paisible et robuste confiance dans sa propre loyauté, cette insouciance de l'effet, cette dignité simple, dont François Deák offrait naguère le parfait modèle. Pour le talent, il annonçait plutôt l'éloquence entraînante et la séduisante imagination de Kossuth. Son débit sonore, sa diction harmonieuse ont longtemps servi d'école aux jeunes orateurs. La résistance légale était son mot d'ordre. Dans les questions sociales il se montrait plein de douceur pour les pauvres et préoccupé de leurs charges excessives, mais sans renoncer le moins du monde aux priviléges de la noblesse. Il ne faisait pas grand cas des nouveautés religieuses et philosophiques, mais il détestait la réaction cléricale. On voit tout ce qu'il y avait de modération, d'étroitesse si l'on veut,

1. Csengery Antal, *Magyar Szonokok és statusférfiak*. Nous empruntons les détails qui précèdent et qui suivent à cet ouvrage (p. 3-18) : ils nous ont été confirmés de vive voix par des amis personnels de Nagy.

mais aussi de fermeté redoutable dans cet esprit juridique et dans ce cœur désintéressé.

Le personal Semsey fut prudent comme il importait de l'être en face d'une assemblée où l'opposition était très-forte. Il compara le bonheur de la patrie sous le plus clément des princes aux souffrances des pays voisins, ravagés par la guerre. Une heureuse transition, sur l'Europe attentive à ce qui se passait en Hongrie, lui permit d'indiquer, mais légèrement, la nécessité des sacrifices. Comme correctif il se hâta d'introduire la perspective des réformes « impossibles à différer. » L'orateur du clergé, le chanoine Joseph Király, exhorta non moins vaguement les députés à rester dignes de leurs ancêtres [1].

La Chambre des magnats demandait moins de ménagements. La haute noblesse n'était plus, comme en 1790, à la tête du mouvement libéral : une génération nouvelle avait grandi dans la haine de la Révolution, cela fut encore plus visible cette fois qu'en 1802. En outre, la politique de séduction exercée depuis quelques années avait fait contracter à beaucoup de magnats des obligations personnelles envers la cour. Aussi les discours d'ouverture furent-ils bien plus explicites que dans la Chambre basse : le palatin déclara que les travaux de la paix étaient comme toujours le plus cher souci du roi, mais qu'il n'y avait pas de salut pour un pays qui ne se prépare pas à la guerre [2]. Ce vieil axiome, appuyé sur l'exemple des Lacédémoniens et de Jean Hunyade, était significatif dans la situation où se trouvait l'Europe. L'arche-

1. Journal de la Diète de 1807, p. 9-11.
2. Journal de la Diète, p. 13, 27.

vêque de Kalocsa rappela les malheurs de la guerre précédente qu'il attribua à l'insuffisance des ressources militaires; c'est à peine, dit-il, si l'ennemi ne nous a pas conquis pendant que nous délibérions[1]. La conclusion se présentait d'elle-même : pas de long débats, et de l'action !

Les propositions royales étaient désolantes; un seul article sur les progrès du commerce et sur une meilleure gestion financière, semblait être mis là pour la forme. Le gouvernement demandait, « vu la nécéssité de méditer la guerre en temps de paix, » qu'il y eût des levées régulières fixées une fois pour toutes, et qu'on levât un impôt extraordinaire pour faire face aux nouvelles dépenses militaires. C'est la-dessus que la Diète devait délibérer, avant de pouvoir songer aux réformes.

La Chambre basse irritée rédigea, non sans une discussion de plusieurs jours, un projet de loi directement contraire à celui du gouvernement. La guerre était dénoncée comme la cause de tous les maux du pays, et la cour était mise en demeure de promettre que jamais elle n'engagerait des hostilités sans le consentement de la nation. Ce n'est pas que l'on refusât de délibérer sur la levée de la noblesse, sur les mesures à prendre pour la mieux exercer et la réunir plus facilement; mais il n'y avait aucune concession à espérer sur le vote périodique de trois ans en trois ans. Ces articles du projet avaient une portée immense : ils opposaient la milice nationale, indépendante, presque volontaire, à l'armée régulière impériale et royale, ils désarmaient l'Autriche. D'autres articles du projet concernaient les finances; ils demandaient que l'on réduisît les droits de douane, que l'on

1. Journal de la Diète, p. 16.

mît un terme à l'émission du papier-monnaie avili, que les mines de Hongrie et leurs produits fussent entre les mains des autorités hongroises, et que le prix du sel ne fût pas augmenté. Enfin on réclamait l'exécution des réformes promises en 1792.

Les députés eurent à soutenir leur projet, non pas contre le gouvernement, mais contre la Chambre haute. Les magnats le rejetèrent, et il fallut plusieurs fois en adoucir le ton pour qu'ils voulussent bien y adhérer. Sans que le fond des réclamations eût changé, le projet n'apparaissait plus que comme un simple exposé des vœux de la Diète. Dans un discours prophétique, Nagy s'éleva bien au-dessus des minuties de la discussion ; il annonça que dans un prochain avenir la crise financière envenimée par de fausses mesures, aboutirait à la ruine universelle : c'est ce qui est arrivé en *1811*.

L'insistance des orateurs et de la majorité sur la question du papier-monnaie suggéra au gouvernement une manœuvre très-habile. C'est désormais pour remédier au mauvais état des finances qu'il demanda des sacrifices, et pour y amener plus doucement les députés, il leur adressa un message très-conciliant qui promettait de nombreuses réformes. Sans plus tarder, il permit l'exportation des grains, et restitua aux Magyars la gestion de leurs mines. Il est vrai que l'on devait bientôt se plaindre du peu de réalité de ces concessions. Les sacrifices furent votés avec largeur, et si l'on se rappelle les choix aristocratiques faits par les électeurs, avec désintéressement, les nobles ne s'épargnèrent point. On accorda un sixième du revenu de tous les droits féodaux et de tous les immeubles seigneuriaux, un sixième du revenu des commerçants, des artistes, des industriels, des fermiers; un centième de la valeur de tous les biens meubles indis-

tinctement. Tout cela bien voté, on s'occupa de l'armée, et les deux systèmes opposés, celui de l'archiduc Charles et celui de la noblesse, se rencontrèrent dans une lutte acharnée.

L'archiduc ne poursuivait pas tout à fait le même but en Hongrie, que dans les provinces allemandes, où il avait organisé une nombreuse landwehr. Ce qu'il voulait dans ce pays, c'était plus de précision et de régularité dans les levées, et que les députés renonçassent à remettre tout en question; que le gouvernement opérât toutes les années un tirage au sort, et disposât des soldats hongrois comme des soldats tyroliens. A quelques égards ce système était le meilleur : il faisait peser les charges plus équitablement sur toutes les localités du royaume; il mettait des bornes à l'arbitraire des comitats.

Mais la majorité, ne perdant pas de vue le maintien de la paix, ne voulait pas se dessaisir d'un puissant moyen de contrôle et de résistance respectueuse. Elle voulait au contraire revenir à l'ancien système, si vicieux qu'il pût être, comme plus conforme au génie national, système d'après lequel la noblesse avait le droit aussi bien que le devoir de se réunir en *insurrection*, et d'après lequel les troupes régulières se recrutaient comme il suit. Le chiffre total voté par l'assemblée était réparti entre les villes et les comitats. Les autorités locales offraient une compensation pécuniaire à ceux qui viendraient s'engager. Mais comme les jeunes gens savaient qu'ils pouvaient être soumis à des officiers allemands, à un commandement fait en langue allemande, et que le moindre manquement les exposerait à des peines sévères, l'enrôlement volontaire ne répondait pas à la nature belliqueuse des Magyars. Les vides étaient donc comblés

par des désignations arbitraires; c'était souvent un moyen de se défaire des mauvais sujets, mais ils n'acceptaient pas toujours leur sentence, ils s'échappaient, devenaient brigands. Ce mauvais système avait l'avantage de laisser une grande initiative aux autorités locales, et d'écarter la main de l'Autriche.

Les députés tenaient à ce mode de recrutement, tout prêts d'ailleurs à voter le chiffre annuel de neuf mille conscrits, mais seulement pour trois ans, et moyennant qu'il fût fait droit aux éternelles réclamations sur les douanes, les mines, la monnaie et le papier. La lutte recommença de plus belle avec les magnats, qui voulaient accorder douze mille conscrits et toutes les demandes de la cour sans condition. Pendant six semaines les plaintes les plus amères retentirent contre le gouvernement qui sacrifiait les intérêts du pays, et voulait achever sa ruine par une guerre nouvelle. Les jeunes gens qui assistaient aux discussions comme délégués des absents, faisaient un tel vacarme qu'un jour le président dut les rappeler à l'ordre collectivement, et leur faire sentir qu'ils étaient admis aux séances pour prendre de l'expérience en respectant leurs aînés [1].

Cependant Napoléon écrasait les Russes à Friedland et presque aussitôt se rapprochait d'Alexandre. Entièrement rassuré par l'entrevue de Tilsitt, il donnait un libre cours à son mécontentement contre le ministre autrichien qui lui avait toujours déplu : « J'ai reçu les lettres de la cour d'Au-
» triche, écrivait-il à Talleyrand dès le 24 juin. L'en-
» semble de tout cela me démontre qu'on ne voulait pas
» négocier et qu'on voulait tenter le sort de la guerre. »

1. Journal de la Diète de 1807, p. 184.

« Il serait temps, dit-il un peu plus tard, que M. de Sta-
» dion mît un terme à ses petites chicanes et à ses plates
» manœuvres. » Enfin il traçait le programme d'une lettre que M. de Champagny devait envoyer à M. de Metternich :
« Vous avertissez partout de se tenir prêt à marcher pour la
» défense de la patrie; quel ennemi vous menace? Vous
» mettez toute la population sous les armes; vos princes
» parcourent les champs comme des chevaliers errants...
» L'Empereur veut encore ignorer vos armements. Faites
» qu'on licencie cette garde nationale qu'on lève chez vous,
» laissez en repos vos cultivateurs, vos soldats; ménagez
» votre argent et ne menacez personne[1]. »

Telles étaient les dispositions du vainqueur. Celles des Hongrois envers leur souverain prenaient dès lors une haute gravité, d'autant plus qu'ils s'exprimaient sans ménagement sur les questions extérieures. Nagy osa évoquer devant ses compatriotes le spectre de l'empire napoléonien grandissant, grandissant toujours, et comme résultat inévitable la chute de l'Autriche et de la Hongrie. Ce discours fit un effet prodigieux : la majorité un peu fatiguée de la résistance des magnats et de la cour, commençait à faiblir; mais l'ardente parole de Nagy la réveilla plus décidée que jamais. Le gouvernement voulut séduire les opposants par des titres ou des emplois : quelques-uns acceptèrent, ce qui, d'ailleurs, n'était point regardé comme déshonorant; mais la plupart tenant bon, il fallut en venir aux grands moyens avec le chef du parti.

L'Autriche tenait en réserve une arme imprévue : on était brusquement appelé à Vienne pour entendre la parole royale,

1. *Correspondance de Napoléon*, XV, 458, 606, 616.

ad audiendum verbum regium. Le récalcitrant se trouvait en face de son roi qui lui parlait en audience intime, priant, menaçant tour à tour. Que faire contre la bonhomie de François II? On demandait à Nagy non de se démentir, mais de se taire : il se tut. Le mot d'Empire français ne fut plus prononcé, et l'on vota une sorte de compromis : les douze mille conscrits furent accordés, puis on rétablit l'ancien mode de recrutement, et une somme de deux cent mille florins fut destinée à faciliter les engagements volontaires.

Mais la législature n'entendait pas donner carte blanche au gouvernement. Deux occasions de le prouver se présentèrent, toutes deux lorsqu'on s'occupa de l'insurrection. Une commission présidée par Urményi déclara dans son rapport qu'une paix durable était nécessaire au pays, et que la guerre la plus inévitable ne pourrait jamais être faite sans le consentement de la nation. D'autre part, la chambre des magnats fut troublée par un incident qui n'était guère dans ses habitudes. Le zèle de quelques-uns de ses membres les portait à promettre au roi des secours extraordinaires : on se demanda si des offres pareilles étaient permises. Le baron Nicolas Vay, chef de la minorité imposante, s'écria qu'on arriverait ainsi à donner les commandements militaires, comme on ne le faisait que trop pour d'autres emplois, à des imbéciles riches et zélés. Ce qui augmentait encore la gravité de ces paroles, c'est que le baron Vay était le général de l'insurrection, et certes ne parlait pas sans de bons motifs. Il fut destitué, ce qui parut une atteinte à la liberté de la parole; et il fallut pour apaiser les députés revenir sur cette fausse mesure. Mieux encore, il fallut que le gouvernement déclarât qu'il n'entendait en aucune façon gêner l'entière liberté des orateurs.

L'assemblée paya cher un tel succès. On la trouva importune, parce qu'elle avait donné tout ce qu'on pouvait en attendre, des soldats et de l'argent ; une fois encore elle se trouva leurrée dans ses projets de réformes. Un message royal arriva comme la foudre : les sacrifices consentis par la Diète étaient reçus par le roi avec reconnaissance ; mais le moment n'était pas venu de supprimer le papier et de retirer du commerce la monnaie de cuivre, si mauvaise qu'elle pût être. Quant aux réclamations sur les douanes, on ne peut, disait-on, permettre l'exportation du bétail ; celle de la laine continuera à être frappée d'un droit de 16 florins le quintal, car les fabriques de Bohême et d'Autriche doivent être protégées par une loi qui leur assure la matière première à bon marché. L'exportation du vin sera permise, mais à condition que les marchands hongrois achèteront autant de vin d'Autriche qu'ils auront vendu de vin de Hongrie à l'étranger. Cette bizarre économie politique, où l'on ne reconnaît guère l'intelligence de Stadion, était couronnée par cette déclaration plus irritante encore, que l'on devait se séparer au plus vite, remettant les réformes à une prochaine session.

Se voir à ce point dupe, et pour la troisième fois en trois ans ! Au milieu de la consternation générale, plusieurs députés s'écrièrent avec indignation que tout était rompu. Nos mandats, disaient-ils, nous autorisent à de grands sacrifices, mais dans l'intérêt de la patrie, et non pour fournir des armes contre elle. Nous avons voté des hommes et de l'argent parce que le gouvernement s'était engagé à nous satisfaire : lui-même déchire le contrat.

Lorsqu'un nouveau message vint presser l'Assemblée de rédiger les lois déjà votées, et lui assigna le 15 décembre

comme limite extrême de la session, l'indignation redoubla, et la majorité composa un résumé vigoureux des griefs de la Hongrie. Le texte un peu long de ce mémoire n'intéresserait guère le lecteur français ; il suffira d'en faire comprendre la tendance générale. La nation est déclarée indépendante au point de vue politique, financier, commercial ; elle n'a renoncé par la Pragmatique-Sanction qu'à l'élection du roi. En un mot, la Diète proclamait le principe de l'union personnelle comme seul conforme aux lois et aux traités d'un passé de trois siècles.

L'éloquence de Nagy semblait avoir détruit dans les esprits la timidité réactionnaire et les scrupules royalistes. Elle eut encore, avant la clôture de la Diète, le temps de rendre deux grands services, et le mérite de braver les préjugés de l'assemblée. L'élévation constante du prix du sel était un fléau pour les classes pauvres : dans les ardentes discussions que chaque législature consacrait à cette question, il s'agissait de constitution, de légalité, mais fort peu des souffrances populaires. Nagy aborda courageusement ce point de vue : s'élevant au-delà des bornes strictes de la question posée, il envisagea dans son ensemble la condition de cette population nombreuse, peu ou point représentée dans les chambres, à la Diète, et que l'on ne devait pourtant ni condamner à la misère, ni priver des droits de citoyen. L'Assemblée frémit de ce dangereux langage, et Nagy perdit un instant sa popularité. Un cri s'éleva, une brutale insulte : « Assez de sottises, » *ne stultizet!* Tant le libéralisme hongrois était encore exclusif! N'importe, l'idée généreuse était semée, elle devait grandir.

La langue nationale, cet éternel emblème d'indépendance, dont les progrès, nous l'avons vu, avaient un sens plus poli-

tique encore que littéraire, fournit au grand orateur un succès moins laborieux. Cette fois, au lieu de devancer l'opinion de ses concitoyens, il ne faisait que la suivre ou l'accompagner. Un poëte, Berzsényi, un grand seigneur, le comte Dessewffy [1], montraient le même zèle pour cette cause, et la même véhémence contre ses adversaires attardés, qui pour se faire bien venir en cour, voulaient employer le latin comme langue politique, l'allemand comme langue usuelle. Berzsényi écrivait au comte Georges Festetics :

« Réjouis-toi : la langue de nos ancêtres est délivrée de » sa prison. L'aurore luit enfin du jour attendu par la patrie : » elles s'enfuient les chauves-souris.

» Notre langue était comme proscrite, retenue dans les » chaînes du vieil aveuglement ; la rage d'un ennemi gros- » sier nous enfermait dans l'obscurité muette.

» Plusieurs de nos magnats corrompus par la cour ne » voulaient plus parler magyar ; ce n'était pas la mode ! O » sottise, ô tristes fruits des temps aveugles [2]. »

On pourrait ne voir dans ces strophes qu'un accès de lyrisme sans portée ; mais voici comment raisonnait quelques mois plus tard le comte Dessewffy : « Si nous ne voulons pas » ressembler à des arlequins, laissons de côté cette manie » latine. Nous gênerons par là les autres races, nous disent » les Allemands par exemple. Pourquoi donc n'ont-ils pas » gardé eux aussi la langue latine, et pourquoi ont-ils réagi » contre l'usage quotidien du français ? Il y a sans doute

1. *Dessewffy levelczése*, I, 50. — Voir sur ce personnage, que nous aurons souvent l'occasion de citer, et sur la question elle-même, l'*Éloge du comte Joseph Dessewffy*, lu par le baron Eötveös à l'Académie, le 26 déc. 1844,

2. *Magyar dalnok*, 127.

» en Hongrie plusieurs populations et plusieurs langues, » mais une seule nation, une seule constitution. » Les problèmes soulevés dans l'Empire d'Autriche par la question des races et des langues sont donc les mêmes depuis longtemps.

Le mouvement était général en faveur de la langue magyare. Il l'était d'autant plus que le gouvernement avait montré plus de froideur. On s'était d'abord adressé à lui pour la fondation d'une grande société d'encouragement; il refusa, s'opposa même à une réunion générale qu'on voulait tenir à Pesth. Dès lors les comitats et les citoyens s'occupèrent eux-mêmes de l'entreprise, et comme de raison ils réussirent bien mieux ainsi. Les comitats s'engagèrent par lettres à traiter en langue magyare toutes leurs affaires; ils demandèrent aux ecclésiastiques de prêcher dans cette langue, aux instituteurs d'en faire leur principal enseignement. Nagy trouva la vraie formule du patriotisme hongrois : « La nationalité est un trésor plus précieux que la « constitution elle-même; car la constitution peut être réta- » blie, non la langue qui est la nationalité même. »

La Diète de 1807 a été féconde dans l'ordre des idées sinon dans l'ordre des faits[1]. Elle a préservé la langue natale, les anciennes institutions et le pacte fondamental. Dans une époque de terreur militaire et de compression de la pensée, elle a fait entendre des paroles de paix et revendiqué la liberté de la tribune. Tout cela était dû au grand orateur qui reçut du poëte Berzsényi cette magnifique louange :

« Le commun des hommes ne laissent rien après eux; » les trésors, les durs palais de marbre disparaissent dans la

1. Springer, *Geschichte Œsterreichs*, I, 77-80.

» nuit, comme le nom des fiers seigneurs. Le grand homme » ne craint pas l'action du temps; s'élevant de la poussière » il cherche le ciel. Les nobles esprits et les siècles à venir » consacrent sa gloire. Que l'on te voie dans ton éclatant cos- » tume de bataille ou dans la brillante assemblée de notre » pays, ici tu rappelles Hector ou Kinizsi, là tu es notre » Cicéron. Jeune, au milieu de nos vieillards, ton front émi- » nemment couronné de palmes est comme illuminé d'un » rayon du ciel[1]. »

1. *Magyar dalnok*, 126.

CHAPITRE VIII

LUTTE NATIONALE CONTRE NAPOLÉON (1808-1809).

En quelques mois tout change. La nation et le roi sont d'accord contre Napoléon, devenu le grand ennemi ; la Diète retentit de paroles belliqueuses, et vote avec enthousiasme tous les sacrifices ; les particuliers et les comitats dépassent par leurs offres les concessions de l'assemblée. La presse, la tribune, la poésie enflamment les citoyens du désir de vaincre ou de mourir. D'où cela vient-il ? On peut répondre sans crainte : d'une cause unique, des entreprises de Napoléon contre l'Espagne. L'exemple espagnol, comme disent les Allemands, par une contagion subite, changea la situation mutuelle des peuples et des souverains. Un trône s'écroulait, et du même coup une nation perdait son indépendance : n'était-ce pas instruire toutes les nations à se serrer autour de tous les trônes ? Napoléon est désormais perdu, car il a tourné contre lui les masses populaires qui, par leur neutralité ou leur sympathie, faisaient sa force contre les rois. Cette vérité reconnue trouvera une preuve de plus dans l'histoire intérieure de l'Autriche et du peuple magyar.

« Eh ! eh ! mon cher Zichy, disait François II à son

ministre des finances, les peuples, aujourd'hui, pèsent d'un grand poids dans la balance. » Et il s'empressait de transformer sa politique. Les idées qu'il redoutait autrefois comme révolutionnaires ne pouvaient plus que le servir : il fut le premier à les accueillir, car les autres princes d'Allemagne ne voulaient pas ou n'osaient pas encourager les associations patriotiques, et le grand ministre prussien, M. de Stein, venait vivre en Autriche comme dans le seul pays où l'on pût franchement détester la France[1]. A Vienne même, Gentz dans ses écrits, Schlegel dans ses lectures publiques, prêchaient l'union contre le brigand français au nom de la dynastie et de la liberté. Partout dans les États héréditaires habituellement si tranquilles, l'agitation fermentait d'elle-même et n'avait pas besoin du zèle des fonctionnaires chargés de la stimuler. En Bohême et surtout dans le Tyrol, les opérations de la landwehr se faisaient avec une ardeur royaliste, qui semblait presque révolutionnaire à Stadion et à l'archiduc effrayés de leur œuvre.

Napoléon se doutait bien que tout ce mouvement, sans réussir encore à l'abattre, sauverait l'Espagne et les Anglais par une toute-puissante diversion. Il comprenait que l'arme décisive était retournée contre lui, et son discours à M. de Metternich (août 1808), prouve une connaissance très-précise de ce qui se passait en Autriche, peut-être aussi une sorte d'effroi précurseur de sa propre infortune : « *Vous avez » mis en mouvement toute votre population;* vos princes ont » parcouru vos provinces; vos proclamations ont appelé *le*

1. Perz, *Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein*, II, 325, 331, 401. Dans ce dernier passage, Stein fait l'éloge des Autrichiens, de leur bravoure, de leur fermeté même après Wagram. — Hæusser, III, 319-335.

» *peuple à la défense de la patrie*..... Si ce n'avait été qu'une » organisation nouvelle, vous l'auriez exécutée avec plus de » lenteur, sans bruit, sans dépenses, sans exciter *au dedans* » *une si prodigieuse fermentation*, au dehors une si vive » alarme... Rien de tout cela n'a pu être fait sans de très- » grands frais, et cependant vous-mêmes vous convenez du » mauvais état de vos finances; votre change, déjà si bas, » a encore baissé; les opérations de votre commerce en ont » souffert. Votre empereur ne veut pas la guerre, votre mi- » nistère ne la veut pas; les hommes distingués de votre » monarchie ne la veulent pas; et cependant le mouvement » que vous avez inspiré est tel que la guerre aura lieu mal- » gré vous et malgré moi. Vous avez laissé croire que je » vous demandais des provinces, et votre peuple, par l'effet » d'un mouvement national et généreux que je suis loin » de blâmer, s'est indigné, il a couru aux armes [1]. »

Tout ce discours s'appliquait parfaitement aux Hongrois, quoique Napoléon ne les ait pas spécialement désignés : la noblesse, grande ou petite, fut indignée de l'entrevue de Bayonne, et de ce renversement des Bourbons par un révolutionnaire. La ferveur royaliste, très-compromise depuis plusieurs années, se réveilla subitement au printemps de 1808. On crut que la couronne de Saint-Étienne suivrait la couronne de Ferdinand le Catholique. Un bruit répandu, sans doute à dessein, par la cour, attribua cette ambition nouvelle à Lucien Bonaparte, le seul prince de la famille qu'il restât à pourvoir [2] : il apprenait, disait-on, la langue magyare depuis plusieurs années, pour se naturaliser d'a-

1. Thiers, *Le Consulat et l'Empire*, IX, 254, et *Correspondance de Napoléon*, XVII, 510-514.
2. *Dessewffy levelezése*, I, 85.

vance. On prêtait, moins absurdement, à Napoléon, des paroles de colère contre la noblesse hongroise, ce qui faisait dire au comte Dessewffy : « Il sait, ce grand tiran, que les » Hongrois sont de petits tirans qui ne veulent pas être » tirannisés[1]. »

La presse, n'étant plus dangereuse, fut laissée beaucoup plus libre. La censure leva la consigne qui empêchait de publier tout renseignement venu du dehors, et le journal de Kulcsar, les *Nouvelles du pays et de l'étranger*, proposaient le peuple espagnol comme un modèle à imiter. Enfin la Diète elle-même, cette assemblée qu'on venait de clore presque de vive force, était devenue au bout de six mois une ressource assurée pour le Gouvernement : aussi fut-elle de nouveau convoquée pour le 28 août. Le but que l'on se proposait n'était un mystère pour personne, mais on ne pouvait annoncer officiellement des préparatifs de guerre contre l'adversaire invaincu qui faisait trembler à Erfurt les princes d'Allemagne, et semblait devenu le meilleur ami du Czar. Il fallait un prétexte pacifique, un couronnement par exemple, la cérémonie la mieux faite pour éblouir l'imagination des Hongrois. Mais quel prince couronnerait-on ? Il était naturel de songer à Ferdinand, à l'archiduc-héritier, mais ce jeune prince était malade : on imagina de couronner la nouvelle impératrice Marie-Louise, troisième épouse de François II.

Il y avait pourtant des précautions à prendre : les discours de Nagy avaient produit dans le pays une profonde impression. Il fallait éloigner cette puissante parole : le prince

1. Ces deux lignes sont écrites en français au milieu d'une lettre écrite en magyar : nous en respectons l'orthographe.

Eszterházy s'en chargea. Premier magistrat du comitat de Soprony qui avait élu Nagy l'année précédente, il usa de son immense crédit sur les électeurs, et leur demanda d'écarter leur glorieux représentant comme personne désagréable, *persona ingrata*. Nagy n'accepta point une lutte inégale, car le triomphe même l'aurait mis dans une fausse situation : il ne se présenta plus comme candidat. Les autres chefs de l'opposition furent, ou écartés comme Nagy, ou séduits par des titres et des emplois, ou entraînés par l'élan général.

L'office du personal se trouva donc bien plus facile que l'année précédente : le seul point délicat était de ne pas trop éveiller l'enthousiasme prêt à jaillir, et des précautions durent être prises, non contre la froideur de l'assemblée, mais contre ses passions. Etienne Aczel, choisi par le roi, fut d'une extrême prudence et d'une exquise galanterie [1]. On aurait pu croire que les magnats et les députés du royaume n'avaient été convoqués que pour faire honneur à une princesse « ornée de tous les dons de la nature et de » tous ceux de l'éducation. » Jamais l'union n'aurait été si parfaite entre les Hongrois et leur reine (si ce n'est au temps de Marie-Thérèse). Cette adroite parenthèse introduisait la question politique : non-seulement la reine, mais le roi étaient rivés au cœur de la nation par une chaîne de diamant. La constitution eut aussi sa part d'éloges, avec la liberté qui produit les sacrifices. On avait vu bien des fois, on pouvait voir encore, entre le roi et ses sujets une émulation de vaillance.

Ce chef-d'œuvre de l'éloquence aulique eut un grand suc-

1. *Országgyülés naplója* (Journal de la Diète de 1808), p. 3-7.

cès : la note ne fut pas forcée dans les trois autres discours d'ouverture, et les premiers jours de septembre furent consacrés aux fêtes du couronnement [1]. Le roi parut ensuite, et s'exprima clairement, non sans quelque vigueur : « Il m'est » bien agréable de voir réunis autour de mon trône les Sei» gneurs et les États ; je vois en eux un ferme et inaltérable » rempart. La joie qui éclate sur tous les visages confirmera » notre espérance. Les yeux de tous les peuples et de toute » l'Europe sont fixés sur vous : c'est sur votre constitution » que vous faites reposer toute votre gloire et toute votre » félicité. Je ne me glorifie pas moins d'être votre roi. Con» tinuez à être de vrais Hongrois : puissiez-vous jouir long» temps de ce nom illustre et des vertus de vos pères [2]. »

L'archiduc-palatin et l'archiduc Ambroise primat du royaume, en leur double qualité de frères du roi et de grands dignitaires, répondirent au discours royal sur un ton encore plus énergique : « Montrons à l'Europe que la seule nation » qui ait de nos jours conservé sa liberté légale a aussi con» servé la valeur de ses ancêtres ; montrons ce que vaut le » Magyar intimement uni à son prince. Je n'en disconviens » point, ce ne sont pas de petits sacrifices que réclament le » salut public, le bonheur de la patrie, la défense du » royaume ; il faut un grand courage et une grande tension » de forces. »

Le primat répondit à Napoléon, qui se faisait comparer à Mathias Corvin dans le *Journal de Mayence*, par un rapprochement moins flatteur : « Il faut nous rappeler cette époque » à jamais douloureuse du roi Louis II, alors que les Hon-

1. Journal de la Diète de 1808, p. 8-20.
2. Ibid., p. 36-37.

» grois, ne faisant nulle attention à la marche de Soliman, » au lieu d'agir en héros avec rapidité et courage, perdaient » leur temps en vaines disputes, et succombaient pendant » leurs discours[1]. » En tout autre occasion il eût été fort imprudent de tenir un pareil langage devant une assemblée délibérante à laquelle on demandait beaucoup. Mais cette opinion était bien celle de la majorité, qui ne songeait qu'aux armements, et qui applaudissait à ces paroles d'Aczel devenu moins circonspect : « Toutes les fois que nous couronnons » un nouveau roi, nous lui faisons jurer qu'il reconquerra » les provinces séparées de la couronne de Saint-Étienne. » Comment donc pourrait-on affirmer que le système poli- » tique de la Hongrie est uniquement défensif? On ne peut » pas dire non plus que toute agression soit injuste[2]. » Ainsi l'habile personal qui avait commencé par des compliments galants, finissait par une déclaration de guerre.

Étudions d'abord la marche de la discussion pendant la courte durée de cette diète[3]; nous en verrons ensuite les résultats. La question militaire s'imposait à tous les esprits, et il n'y eut aucune divergence quant à la nécessité des préparatifs. Pourtant les lois fondamentales n'étaient point oubliées, et le palatin n'obtint pas, comme il pouvait s'y attendre, sans aucune résistance, un vote de confiance illimitée. Le roi avait-il le droit de lever l'insurrection sans convoquer la diète? Plusieurs députés déclarèrent que cette troupe toute nationale ne pouvait être levée que dans le cas légal de défense, et que l'assemblée seule en était juge. Cependant il fut accordé qu'en cas d'urgence imprévue le

1. Journal de la Diète, p. 40-43.
2. Ibid., p. 93.
3. Ibid., surtout les séances 8-14.

palatin, le primat et le ban de Croatie auraient le droit de réunir la noblesse armée, à cette condition toutefois de convoquer au plus tôt la diète à l'endroit que les circonstances permettraient de choisir. Cette désignation vague fait voir que les Hongrois s'attendaient à être brusquement envahis, et que devant cette menace ils ne croyaient point pouvoir fixer un lieu de réunion pour les États.

Ce que l'on à peine à croire, et ce qui prouve une fois de plus la persévérance autrichienne, c'est qu'à la veille d'une lutte aussi solennelle, la cour se montra mal disposée pour les exercices militaires de la noblesse. Les objections étaient pitoyables : on apprend déjà un peu dans les écoles... peu de soldats très-exercés valent mieux que beaucoup de soldats mal exercés, etc. On oubliait qu'il y avait pire encore : peu de soldats nullement exercés. Nous verrons que le gouverment paya cruellement cette obstination par le désastre de Raab.

Sur presque tous les points la discussion fut tranquille et brève, comme entre gens tacitement d'accord. Si les exercices de la noblesse armée faisaient redouter au pouvoir une tumultueuse indépendance, tout le monde convenait qu'une école militaire destinée à former des officiers devenait chaque jour plus nécessaire. La reine contribua pour une somme de cinquante mille florins à cette fondation, et le Primat proposa de donner à cette école le nom de *Ludoviceum*. La jeune reine accepta avec effusion cette galanterie d'un nouveau genre. Chaque nouvelle épouse servait la cour de François II[1] en ravivant les souvenirs de Marie-Thérèse et du légendaire dévouement.

1. Il s'est marié quatre fois.

Dès la trente-cinquième séance, en y comprenant celles de pur cérémonial, les questions à l'ordre du jour étaient épuisées. Les réformes commerciales furent demandées, mais avec peu d'insistance, et le roi promit de s'en occuper plus tard. Puis il remercia chaleureusement ses sujets : « Hongrois chers à mon cœur, vous avez fait ce qui était » digne de vos ancêtres et de votre caractère. L'Europe verra » notre accord, notre résolution de verser pour notre antique » constitution jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous » étions unis, nous sommes unis, nous resterons unis jusqu'à » ce que la mort nous sépare. » Rarement un remerciement royal a été plus complétement justifié par le dévouement d'un peuple. Les Hongrois accordaient plus en 1808 par pur enthousiasme, que les menaces, les prières et les intrigues n'avaient pu obtenir en 1807. Rien ne prouve mieux que, par sa guerre d'Espagne, Napoléon venait de se frapper au cœur.

Vingt mille conscrits sont ajoutés aux douze mille votés précédemment : donc trente-deux mille hommes de troupes régulières sont levés en quelques mois dans le seul royaume de Hongrie. Quant à l'insurrection, chaque famille noble doit être représentée par un de ses membres combattant soit à pied soit à cheval. Si la famille possède trois mille florins de revenu, le service doit être fait par un cavalier, si le revenu est inférieur à trois mille florins, le jeune noble peut combattre à pied, mais il est toujours libre de servir à cheval, et dans ce cas il ne devra s'entretenir à ses propres frais que s'il possède deux mille florins de revenu ; autrement il sera payé sur une caisse spéciale, dite caisse de l'insurrection.

Les biens d'Église, évêchés, abbayes, doivent se faire représenter dans des conditions analogues. Les villes four-

niront leur contingent s'il devient nécessaire. Les districts privilégiés des Jazyges, des Cumans et des heiduques, donnent autant de cavaliers que le revenu des biens du district comprend de fois trois mille florins. Et si tout cela ne suffit pas encore, on promet au roi une levée en masse. Chacun devant payer de sa personne, il est interdit de se choisir un remplaçant à moins d'être empêché par la maladie, par une fonction importante, ou par l'habit ecclésiastique. La levée étant une manifestation nationale, ce sont les autorités magyares qui auront à s'en occuper : le palatin fera connaître aux comitats le nombre d'hommes nécessaire, et chaque comitat fera en quelque sorte l'assiette de cet impôt du sang. Il est bien entendu toutefois que l'insurrection est consacrée à la défense du sol natal, et qu'elle ne sera forcée de combattre hors du territoire hongrois, que pour repousser l'ennemi des provinces héréditaires envahies.

Pendant l'hiver de 1808 à 1809, l'empereur François resserra son alliance secrète avec l'Angleterre, et les Hongrois, comme les autres peuples autrichiens, s'habituèrent à la cruelle idée d'une guerre imminente[1]. Personne ne fut étonné lorsque le 19 février, le gouvernement annonça que le maintien de la paix était impossible, et fit appel à toutes les forces du royaume, aux villes comme à la noblesse : les trois cent mille hommes déjà sous les armes ne suffisaient pas pour écraser le grand brigand de l'Europe. On comptait pourtant sur la bienveillance de la Russie : le double jeu d'Alexandre lui réussissait à merveille. Si Napoléon parlait à chaque instant de l'amitié du czar, le cabinet de Vienne

1. Sur les espérances de l'Autriche au début de la guerre, voir Thiers, t. X, p. 54-61, et sur l'utilité que pouvait avoir l'insurrection, Thiers, t. X, p. 85.

comptait sur lui après une mission secrète de Pozzo di Borgo. La noblesse hongroise y croyait pareillement, d'après les dispositions que montraient les troupes russes de la frontière. Cette espérance est souvent exprimée dans les lettres du comte Dessewffy[1] : « Je crois, dit-il, le 16 mars, que notre » cour a pour amis les Anglais, les Turcs et les Russes, et sera » secourue par eux. » Au plus fort de la guerre il écrira encore : » Notre cour se réjouit des troubles de Pologne, car elle » espère qu'ils ne feront que hâter les secours de la Russie. »

Le palatin et le primat jugèrent nécessaire d'exciter encore l'ardeur belliqueuse des Hongrois. Ils parcoururent le pays, haranguèrent les assemblées des comitats. Au comitat de Pesth, le plus influant sur l'opinion publique, l'archiduc Joseph tint un discours où l'on remarque ces paroles : « Il » n'est plus question de savoir si nous faisons la guerre ou » si nous voulons conserver la paix ; il s'agit de savoir si » nous garderons notre constitution et nos lois, ou si nous » aurons à déplorer la perte du nom magyar lui-même. » On demanda des chevaux, des fourrages, du blé. Le roi dissimulait d'autant moins l'illégalité de ces réquisitions qu'il les savait pardonnées d'avance : « Je sais bien, disait-il, que » pour tout cela il faudrait une diète, mais le péril ne permet » pas d'hésiter. Vos pères, dans les deux guerres de Sept-» Ans, ont largement fourni sans votation tout ce qui était » nécessaire. Tenez pour assuré que cette illégalité ne laissera » pas de traces dans le gouvernement de l'avenir. »

Ce langage de l'archiduc et de l'empereur n'a rien de surprenant : tous deux étaient dans leur rôle. Mais quel indice d'exaltation générale quand nous voyons un des héros de la

1. *Dessewffy levelezése*, I, 67, 89.

conspiration jacobine, le traducteur de la *Marseillaise*, sortir d'un long silence pour prêcher la guerre sainte contre les Français! Verseghy compose une sorte de cantate ou de scène lyrique intitulée la *Fidélité magyare*, qui est jouée sur les théâtres de Bude et de Pesth. Le lieu de la scène est bien choisi : c'est la plaine de Rakos, le rendez-vous des aïeux. La liste des personnages offre un mélange bizarre de réalité, de romanesque et de pédantisme mythologique : les dieux Mars et Apollon, deux êtres allégoriques, le Génie national et la Fidélité, un guerrier, une jeune fille, trois chœurs : celui des guerriers, celui des élèves de l'École militaire, celui du peuple assemblé.

Les Guerriers. — «... Nous te saluons, François, père, bouclier, tuteur de la patrie. Nous te saluons, Louise, mère, ange de la patrie; il n'est point de Magyar qui ne sacrifie sa vie et toutes choses pour ton époux... O ciel, de quelle lueur l'esprit magnanime de ma nation vient éclairer la triste obscurité de l'avenir! Voyez, voyez les ailes de cet aigle intrépide : c'est là notre rempart invincible. L'ennemi n'a pas d'assaut si redoutable qui ne vienne se briser contre ce bouclier, l'âme de toute une nation unie... »

Les jeunes Filles. — « Héros, lorsqu'après vos combats vous reviendrez dans la patrie, et que sur votre acier nous verrons resplendir la victoire, nos cœurs seront votre récompense... »

Un Guerrier. — « Il n'est personne parmi nous qui ne veuille s'offrir à la patrie jusqu'à la mort; et si dans notre nation il est un homme qui ne reste pas fidèle jusqu'à la mort à son roi, ce n'est pas un Magyar. »

Serment général. — « Nous jurons sur ce drapeau que dans les combats les plus effrayants, dans les désastres les

plus faits pour abattre le cœur, notre sainte ardeur ne s'éteindra pas, tant que pour notre patrie et notre roi adoré n'aura pas succombé notre vie[1]. »

Si Napoléon avait connu cette pièce jouée aux applaudissements des Magyars dans les premiers jours de 1809, ce terrible agresseur des nationalités, qui les a comprises mieux que personne alors même qu'il les combattait, n'aurait pu se défendre de pressentiments sinistres. Les peuples en étaient donc arrivés là : les rancunes les plus justes s'évanouissaient! On ne voulait se souvenir ni des cachots d'Olmütz, ni de l'éloquence étouffée en 1807! Les vieux démocrates, qui avaient risqué leur vie pour empêcher la guerre contre la République française, s'unissaient à leurs persécuteurs pour abattre l'Empire français! Ils ne faisaient plus aucune différence entre la liberté et le patriotisme, entre le patriotisme et le dévouement au roi!

Un auteur plus jeune, Kisfaludy, regardé de nos jours encore comme l'un des plus grands poëtes et l'un des plus grands prosateurs de son pays, publiait une brochure intitulée : *Discours patriotique à la noblesse hongroise*[2]. Remarquons avant tout cette citation de Montesquieu : « L'amour » de la patrie est un sentiment, et non une suite de con- » naissances. Le dernier homme de l'État peut avoir ce sen- » timent comme le premier. » La philosophie du dix-huitième siècle était donc retournée contre la France aussi bien que le patriotisme.

Le publiciste hongrois reproche à la France, avec une bonne foi évidente, les maux dont souffre l'Europe, et qui vont peser plus que jamais sur sa patrie : « La guerre ac-

1. Verseghy, *A Magyar hüsége.*
2. *Hazafiúi szózat a magyar nemességhez*; in-18, 1809.

» tuelle menace toutes les nations, toutes les constitutions » et tous les trônes... Qui ne sait que depuis quinze ans on » n'a pas eu un moment de repos, et que le sang d'un mil» lion d'hommes a été répandu? C'est une chose sage et né» cessaire que les préparatifs qui viennent d'être votés d'ac» cord avec le gouvernement et la législature... Il est trop » tard pour tirer l'épée quand on a l'ennemi sur les épaules. » Regardons autour de nous : partout excepté dans notre » empire le feu de la guerre brûle sur la terre et sur les » eaux. »

Il s'attaque à d'autres adversaires encore : aux patriotes tièdes qui hésitent à secourir leur roi. Il cite avec amertume une phrase de Montesquieu sur « ces vertus héroïques que » nous trouvons dans les anciens et dont nous avons seule» ment entendu parler. » L'objection tirée de la nécessité de la paix pour le développement de la richesse, le touche fort peu : « Toute nation, et surtout la nôtre, a besoin d'être » héroïque, pour conserver son sol où elle puisse faire du » commerce et s'enrichir. Soyons donc des héros avant d'être » des hommes d'argent. Soyons d'abord des héros pour évi» ter de commercer et de nous enrichir au profit des autres. »

Une assemblée aurait applaudi cet éloquent éloge des armées nationales : « L'histoire des nations prouve qu'un » peuple n'est fort que si chacun de ses membres peut à tout » moment devenir un soldat combattant pour son épouse, » pour ses enfants, pour son patrimoine, en un mot pour » ses foyers et ses autels. » Sans être entièrement satisfait, et à juste titre nous le verrons, des nouveaux établissements militaires, il célèbre la fondation du Ludoviceum qui « doit » faire bénir le roi, la reine, pour avoir non-seulement créé, » mais soutenu la création récente. »

Si maintenant on craint de trouver dans ces divers écrits plutôt l'opinion de l'élite savante que l'opinion générale, voici, d'après un témoin oculaire, comment la guerre se préparait dans les lointains comitats, entre gentilshommes campagnards; (la lettre du comte Dessewffy est datée du 13 mars, un mois avant l'ouverture des hostilités.) « Le » grand ispan (le premier magistrat du comitat) est venu » hier et a tenu des conférences. Il a transporté l'assemblée » d'une vive colère contre Napoléon, ce trompeur des rois et » des peuples ; il vient de recommencer, il se tient au milieu » de la salle vêtu de son plus beau costume... — Andreossy » a quitté Vienne. Un courrier avec qui je viens de causer » rapporte que le peuple ne l'acclame plus (Napoléon) lors- » qu'il paraît à son balcon, et que beaucoup de personnes » portent des vêtements de deuil... Le courrier aurait con- » tinué son récit, mais j'ai dû entrer en séance pour avoir » une bonne place. » — Dessewffy raconte ensuite une discussion assez vive au sujet des demandes d'hommes et d'argent. Un membre de la réunion n'a pu s'empêcher de crier : Ce Napoléon est vraiment un homme extraordinaire! (*rendkivül való ember.*)

« Demain une commission s'occupera de former le régi- » ment de cavalerie. Jean Bernath s'est levé pour déclarer » que les insurgés de 1805 n'attendaient qu'un ordre pour se » lever de nouveau, et ne comprenaient pas qu'ils n'eussent » pas encore reçu cet ordre. Albert Sztarray a dit qu'il lè- » vera cinquante hommes à ses frais : vivat! vivat! Lonyay » fait la même proposition : vivat! vivat! Le grand ispan » donne six mille florins: vivat! vivat! » Le soir venu, nombreux toasts *inter pocula*.

Le lendemain de fête n'amène aucune froideur. Chose

étrange! pendant tout un mois l'émulation persiste. Des centaines de chevaux sont livrés à bas prix, quelquefois donnés. Les ressources commencent à s'épuiser; n'importe, les florins arrivent encore [1]. Partout même enthousiasme [2]. Les fils uniques ne profitent pas de la loi qui les dispense du service; plusieurs enfants de la même famille s'arment au lieu d'un seul. Des présents immenses en nature, surtout du blé et des chevaux, sont envoyés par les nobles et par le peuple. Le prince Eszterházy arme deux cents chevaux, l'archevêque de Kalocsa cent vingt; le primat lève tout un régiment de hussards.

Dévouement sans espérance, voilà le plus admirable. Chez tous ceux qui écrivent et qui parlent, il n'y a qu'une manière d'envisager l'avenir, aussi désolante que possible. Au théâtre, lieu d'illusion s'il en est au monde, Verseghy ne parle que de dévouement dans la défaite, d'ardeur jusqu'à la mort. Dessewffy écrit tristement : « Nous arrivons à de mauvais jours. » Enfin à quels héros s'adresse Kisfaludy pour leur demander de la force et des exemples... ? Aux vaincus les plus célèbres : « O Zrinyi, Léonidas, Régulus, grands cœurs, grandes âmes patriotiques, gloire éternelle à vous ! »

La cinquième coalition « commence la réaction de l'Europe » contre l'empire, et signale l'alliance des dynasties, des » peuples, du sacerdoce et du commerce » [3]. On ne peut

1. *Dessewffy levelezése*, I, 65-67.

2. Ibid., 73. — De tout ce qui précède il me semble résulter avec évidence que M. Thiers (X, 372, 374, 381) s'est mépris sur les dispositions des Hongrois au début de cette guerre, comme M. Villemain sur leurs dispositions au moment de la paix de Vienne.

3. Mignet, *Histoire de la Révolution française*, II, 317.

mieux définir le caractère nouveau de cette guerre, ni mieux résumer le manifeste autrichien qui fut rédigé par Gentz : le grand pamphlétaire de la contre-révolution signale à la vengeance de l'Europe, sur le ton aigre et violent qui lui appartient, la misère engendrée par le blocus, la spoliation des États de l'Église, les attentats de Napoléon contre le roi et le peuple d'Espagne. Gentz pensait beaucoup à la Hongrie ; il la considérait, nous l'avons dit, comme la partie vitale de la monarchie. Sans apprécier bien haut la constitution hongroise, il était personnellement lié avec les familles de la haute noblesse, les Eszterházy, les Zichy [1]. Son manifeste s'adressait merveilleusement aux passions des Magyars.

Nous n'avons pas à raconter comment l'offensive, hardiment prise en Bavière par l'archiduc Charles, fut déjouée par une manœuvre admirable de Napoléon, comment en quelques jours la gauche fut écrasée à Abensberg, le centre à Eckmühl, l'arrière-garde à Ratisbonne [2]. Remarquons seulement que ces désastres coûtèrent à l'Autriche une grande partie de sa cavalerie, et qu'il fallut s'adresser pour combler les vides, au peuple cavalier par excellence. Presque aussitôt deux nouveaux régiments sont créés. Dès le 10 avril le palatin fait un premier appel à l'insurrection nationale, et s'occupe sérieusement, mais trop tard, de l'organiser : une commission de huit membres s'occupera de la caisse spéciale et des paiements, le général Étienne Vegh des provisions, le docteur Eckstein du service des hôpitaux. Bientôt une nouvelle proclamation conclut à la victoire ou à la

1. Gentz, I, 119, 349; II, 336, 367; IV, 248; V, 273.
2. Pour tous ces événements militaires, voir le t. X du *Consulat et l'Empire*, et le 4e vol. de M. Lanfrey.

mort. Le premier mai, Vienne étant menacée, l'Impératrice-Reine Marie-Louise et l'archiduc héritier Ferdinand viennent chercher un asile au château de Bude : grand encouragement pour les Hongrois, dont le royalisme est sans bornes au jour du malheur. Aussi chaque comitat presse-t-il ses préparatifs, et l'archiduc Joseph est-il bientôt informé qu'il peut convoquer la noblesse à un rendez-vous général : le 9 mai dans un conseil de guerre, il désigne comme lieu de réunion la ville forte de Raab (en hongrois Györ), située sur la rivière du même nom, à peu de distance du Danube. C'est un pays coupé de bois et de marécages, où la résistance pouvait sembler facile : de grands événements allaient s'y accomplir.

Cependant les nouvelles désastreuses se succèdent : le 13 mai les Français pénètrent dans Vienne bombardée. C'est un bien autre péril qu'en 1805; on ne peut compter ni sur la Russie ni sur la Prusse, tout au plus sur le lointain appui de l'Angleterre qui promet une descente dans les Pays-Bas. La grande armée de l'archiduc Charles va risquer le tout pour le tout dans les plaines du Marchfeld, près des villages d'Essling et de Wagram. L'armée d'Italie, après sa victoire de Sacile, se voit forcée de reculer devant le vice-roi Eugène qui la poursuit jusqu'aux frontières de Hongrie. Marmont, parti de la Dalmatie, alors française, passe sur le corps de Giulay pour rejoindre Eugène puis l'Empereur. Les insurgés du Tyrol sont isolés, condamnés à périr. Napoléon disperse, concentre ses troupes comme en se jouant. Les défenseurs de l'Autriche découragés, sont séparément battus et dans l'impossibilité de se rejoindre.

François II était donc à la merci des Hongrois : fidèles à sa cause, quelle que fût à son égard la persévérance de l'in-

fortune, ils lui assuraient un refuge; la Hongrie était impossible à occuper tout entière, à moins d'affronter une seconde Espagne, une Vendée gigantesque. Si au contraire un mouvement subit les jetait dans les bras de Napoléon, la monarchie autrichienne n'existait plus. Aussi la nation magyare fut-elle le même jour, presque à la même heure, invoquée, sollicitée, presque courtisée par les deux adversaires. Voici d'abord la proclamation du palatin :

« Magyars, je vous ai dit ce qu'il fallait faire pour rester » une nation libre et heureuse. Je vous ai dit que le roi » éprouvait une ferme confiance dans votre fidélité et votre » héroïsme.

« Cette confiance, nous en voyons une preuve éclatante. » La reine et la famille royale sont au milieu de nous. Notre » roi chéri confie à notre protection ce qui lui est plus cher » que la vie.

« Reconnaissants de cette confiance, prouvons nos senti- » ments par nos actes. Nous autres Magyars, nous faisons » d'autant plus qu'on se livre à nous davantage.

« Nos héros se réunissent pour défendre le trône et la pa- » trie. Ceux que leur emploi ou quelque autre exception lé- » gale dispense de ce devoir contribueront à la défense en » donnant des vivres, un cheval, des munitions, des vête- » ments. On peut ainsi, hors du champ de bataille, prendre » part à la victoire. »

Tout cela était bien trouvé, ingénieux, et arrivait droit à son adresse. Mais la proclamation de Napoléon est un chef-d'œuvre, et nous devons la reproduire d'un bout à l'autre, quoique elle ait été publiée dans plusieurs recueils[1].

1. De Gérando, *L'Esprit public en Hongrie*, 132-133. — *Correspondance de Napoléon*, XIX, 13.

« **Au quartier général à Schœnbrunn, le 15 mai 1809.**

« Hongrois !

« L'Empereur d'Autriche, infidèle à ses traités, mécon-
» naissant la générosité dont j'avais usé envers lui, après
» trois guerres consécutives, et notamment après celle de
» 1805, a attaqué mes armées. J'ai repoussé cette injuste
» agression ; le Dieu qui donne la victoire, et qui punit l'in-
» grat et le parjure, a été favorable à mes armes : Je suis
» entré dans la capitale de l'Autriche, et je me trouve sur
» vos frontières. C'est l'Empereur d'Autriche, et non le Roi
» de Hongrie, qui m'a déclaré la guerre. Par vos constitu-
» tions il n'aurait pu le faire sans votre consentement. Votre
» système constamment défensif et les mesures prises par
» votre dernière Diète ont assez fait connaître que votre
» vœu était pour le maintien de la paix.

« Hongrois ! le moment est venu de recouvrer votre indé-
» pendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre terri-
» toire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles
» qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si
» vous jugez que l'intérêt des temps et les intérêts de vos
» concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous, je ne dé-
» sire que vous voir nation libre et indépendante. Votre
» union avec l'Autriche a fait votre malheur ; votre sang a
» coulé pour elle dans des régions éloignées, et vos intérêts
» les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux de ses
» états héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de
» son empire, et vous n'étiez qu'une province toujours as-
» servie à des passions qui vous étaient étrangères. Vous
» avez des mœurs nationales, une langue nationale ; vous

» vous vantez d'une illustre et ancienne origine : reprenez » donc votre existence comme nation ! Ayez un roi de votre » choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu » de vous, qui ne soit environné que de vos citoyens et de » vos soldats ! Hongrois, voilà ce que vous demande l'Eu- » rope entière, qui vous regarde; voilà ce que je vous de- » mande avec elle. Une paix éternelle, des relations de » commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui » vous attend si vous voulez être dignes de vos ancêtres et » de vous-mêmes.

» Vous ne repousserez pas ces offres libérales et géné- » reuses, et vous ne voudrez pas prodiguer votre sang pour » des princes faibles, toujours asservis à des ministres cor- » rompus et vendus à l'Angleterre, à cet ennemi du conti- » nent qui a fondé ses prospérités sur le monopole et sur » nos divisions.

« Réunissez-vous en Diète nationale, dans les champs de » Rakos, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître » vos résolutions.

» NAPOLÉON. »

Jamais on n'a mieux dit à une nation ce qui pouvait la convaincre et l'entraîner. Les parties brillantes et poétiques de cet écrit pourraient être un fruit naturel de l'imagination de l'auteur. Napoléon avait parlé aux populations de l'Égypte un langage fait pour elles et qui les avait captivées : il pouvait aussi bien enlever les applaudissements des Magyars. Mais ce qui confond, ce qui paraît inexplicable, c'est la connaissance de ce peuple, de son histoire, de son esprit juridique, de sa constitution, de ses rancunes. Il n'y a pas un mot qui ne réponde à quelque passion, qui ne fasse

vibrer une corde sensible. Ajoutons que ce prodigieux document a immédiatement paru en langue magyare, et que les exemplaires répandus en Hongrie étaient écrits dans cette langue.

Il y a là toute une histoire que les seuls érudits hongrois ont éclaircie. Le poëte Bacsányi était, on s'en souvient, un des condamnés de la conspiration jacobine, et dans la prison de Kufstein il s'était lié avec le citoyen Maret, ambassadeur de la République arrêté par les Autrichiens. Depuis 14 ans, les deux amis de prison avaient suivi des voies bien différentes : Bacsányi végétait dans une médiocrité voisine de la misère; Maret, duc de Bassano et secrétaire d'État, suivait l'Empereur dans cette campagne. Dès l'arrivée des Français à Vienne, le duc de Bassano se souvint du pauvre poëte, qui lui avait sans doute parlé de sa langue maternelle et de ses espérances patriotiques. Il le fit chercher et trouva en lui un excellent traducteur. Je crois avec M. Horváth que là ne s'est pas borné le rôle de Bacsányi, qu'il a pris part à la composition de cette pièce, qu'il a ajouté quelques expressions, quelques traits tellement fidèles à l'esprit national qu'un étranger, si grand homme qu'il fût, ne les aurait jamais inventés : « Le système défensif », « les constitutions soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes », la « langue nationale », « l'illustre et ancienne origine », les « champs de Rakos », autant de passions, dont la manifestation révèle la main d'un vieux patriote. Quoiqu'il en soit de cette hypothèse, il est certain que Bacsányi a traduit la proclamation, que le gouvernement autrichien en étant instruit, le poëte dut se réfugier en France, et que, de retour dans sa patrie, il fut persécuté pendant de longues années par le peu oublieux gouvernement.

Napoléon comptait grandement sur sa proclamation : il recommandait à ses généraux d'en prendre avec eux et d'en distribuer de nombreux exemplaires : ainsi firent Eugène, Davoust, plus tard M. de Narbonne[1]. Mais en même temps, ce qui était contradictoire, il donnait au vice-roi son beau-fils l'ordre de franchir la frontière hongroise. Les Magyars n'écoutèrent pas la proclamation, qui d'ailleurs ne fut connue que dans un cercle restreint. Ils ne virent que leur territoire violé, levèrent l'arrière-ban de leur noblesse, et firent une première réponse à Napoléon sur le terrible champ de bataille d'Essling.

Dans cette lutte de deux jours, qui est comptée par les Autrichiens comme une victoire puisque Napoléon recula, par nos historiens comme une victoire rendue seulement incomplète par la rupture des ponts du Danube, le rôle des Magyars fut aussi grand que dans les batailles de la seconde coalition. Napoléon dans son bulletin n'a remarqué que l'épisode du cimetière, où sept-cents hongrois furent, dit-il, passés au fil de l'épée. M. Thiers, dans son magnifique et scrupuleux récit, considère naturellement l'armée autrichienne dans son unité militaire, et n'entre pas dans le détail des nationalités. Mais l'archiduc a rendu pleine justice à ses soldats magyars, et l'historien national, M. Horváth, n'a eu garde de les oublier. Le premier jour (21 mai), les fantassins de Giulay et les hussards eurent les honneurs de l'attaque, et repoussés d'abord revinrent victorieusement à la charge. Entre Aspern et Essling c'est la cavalerie française qui entoure les fantassins hongrois; ailleurs encore les hussards de Stipsics s'emparent d'Enzersdorf.

1. *Correspondance de Napoléon*, XIX, 23, 148, 183.

Le lendemain c'est le bataillon de Zách conduit par l'archiduc lui-même qui frappe les derniers coups. Les Hongrois avaient donc commencé et terminé la sanglante bataille.

Déjà l'insurrection levée dans les domaines du primat et dans le comitat de Nyitra, très-rapproché de la frontière, venait de se montrer au milieu des troupes régulières de l'Autriche. Le mouvement, loin de se ralentir, fut encore accéléré par la grande nouvelle; en quelques jours huit mille cavaliers nobles des comitats du Danube se trouvèrent au rendez-vous de Gyœr. L'Empereur s'aperçut qu'il s'était trompé sur les dispositions des Hongrois en disant dans son neuvième bulletin, qui précéda immédiatement celui de la bataille d'Essling : « Il n'y a encore aucune levée en Hon- » grie. Sans armes, sans selles, sans argent, et fort peu » attachée à la maison d'Autriche, cette nation paraît avoir » refusé toute espèce de secours. » Il ne parla plus que de « corriger messieurs les insurgés. »

Le repos de six semaines qui sépare Essling de Wagram ne concernait que les deux grandes armées de Napoléon et de l'archiduc Charles; les armées secondaires pouvaient continuer leurs opérations. L'Empereur ordonna au vice-roi Eugène de marcher sur Raab (Gyœr) : « cette ville est une » excellente position au centre de la Hongrie. Elle est comme » le réduit du grand camp retranché où l'ennemi espère » réunir et exercer toute l'insurrection hongroise, et où il » fait d'immenses travaux[1]. »

Dans quel état se trouvait cette milice qui venait, par détachements successifs, renforcer l'armée en retraite de l'archiduc Jean et se mesurer avec notre armée d'Italie? Nous

1. XIX, 35, 200.

pouvons le pressentir d'après les lettres de Dessewffy, qui nous a montré l'ardeur, mais aussi l'épuisement de son comitat. Lorsqu'il arrive à raconter les derniers préparatifs, c'est bien autre chose : plus de chevaux (en Hongrie!); les pistolets, les épées, on s'en procure avec peine, il faut aller de porte en porte si l'on veut en emprunter, chose singulière dans ce belliqueux pays, mais qui s'explique par l'horreur persistante de l'Autriche pour tout exercice militaire indépendant; peu de vêtements appropriés à la tenue de campagne. L'argent est encore ce que l'on trouve le moins. Les vivres seuls abondent, ce qui est un attrait de plus pour l'ennemi.

Les princes de la famille impériale ne négligeaient aucun moyen pour réparer l'énorme faute de leur politique, cette défiance qui maintenant paralysait les efforts des Hongrois en faveur de leur souverain. L'archiduc Maximilien commandait un corps d'observation en Transylvanie, pays soustrait d'ailleurs à tout danger immédiat. Le 10 juin, le comte Kollowrath lui offrit, à Kolozsvár, un banquet de 300 couverts. Le prince porta un toast qui commença par une phrase magyare et continua en mauvais latin. Toute cette noblesse fut enchantée d'avoir entendu six mots de la langue nationale sortir d'une bouche archiducale : Quelle mobilité d'impressions, et en même temps quelle persévérance patriotique[1] !

Kisfaludy, dans la brochure dont il est parlé plus haut[2], avait donné à ses concitoyens et à son roi des conseils qui étaient à la fois d'un poëte et d'un homme de guerre. Pénétré de la grandeur de son pays et de sa glorieuse histoire, il voyait dans l'insurrection la vraie armée nationale. Il

1. *Dessewffy levelezése*, I, 86, 91.
2. *Hazafiui szózat*, etc.

rappelait les guerres contre les Turcs, le soulèvement gigantesque de 1741, les efforts les plus récents contre la France. Il considérait les victoires des Français comme dues pour une grande part à leur fougue, à leur extrême mobilité : ce n'est pas, disait-il (en termes plus réservés, mais traduisons sa pensée), ce n'est pas la lente tactique autrichienne qui pourra lutter contre eux; retrempons-nous dans la vieille fureur hongroise, attaquons sans hésiter et en masse. Il n'est pas besoin pour cela de soldats lentement façonnés à la discipline, mais de citoyens exercés pendant quelques semaines au maniement des armes. Ainsi l'officier poëte retournait les souvenirs de 1792 contre la France.

Mais nous avons vu combien, même en 1809, les chefs distingués de l'armée et de la politique autrichiennes, Charles, Stadion, l'Empereur se défiaient des moyens révolutionnaires. Ils voulaient à la fois exciter les peuples et enchaîner leur élan. Calcul funeste à leur monarchie! Les vingt mille hommes qui s'acheminaient vers Raab à la rencontre de l'archiduc Jean ne manquaient pas d'ardeur, nous en avons eu maintes preuves, mais ils n'avaient aucune idée de ce qu'était une bataille, une manœuvre; à la première occasion sérieuse ils devaient perdre la tête. Ils savaient tout au plus se servir de leurs armes, et ces armes étaient en mauvais état : beaucoup de pistolets n'avaient même pas de chien. L'octogénaire Alvinczy dirigeait cette administration avec une mollesse qu'expliquent son âge et les fatigues d'une carrière militaire de soixante ans. Il s'attira dans les derniers jours de sa vie, les imprécations de ses concitoyens, et la faute n'en était pas à lui. Enfin, un autre mauvais résultat du manque d'exercice était l'extrême lenteur de la levée. Eût-on toute l'ardeur possible, il n'en fallait

pas moins attendre d'être équipé pour une campagne. Les cercles de la Theiss arrivèrent trop tard.

Les Hongrois occupaient près de Raab une forte position, protégée par des marais, et qui excita, dit la tradition magyare, l'admiration de Lauriston : le général français aurait même avoué plus tard que si cette position avait été conservée, l'armée d'Eugène n'aurait pas osé attaquer. Mais il s'agissait de recevoir les troupes épuisées de l'archiduc Jean ; quelques bataillons furent envoyés à leur rencontre. Dans la vallée du Raab ils livrèrent à des détachements français quelques combats peu importants. Le bataillon de Pesth, attaqué sérieusement dans les marais de Karako, résista pendant deux jours, et protégea par cette diversion la retraite de l'archiduc. Il fallut pour triompher de cette troupe héroïque, une canonnade qui tua ou blessa grièvement sept cents hommes, au témoignage du commandant Gosztányi. Le 13 juin, Jean venait réunir à l'insurrection inexpérimentée les débris de ses bandes aguerries : la bataille devait se livrer le lendemain. Les Magyars chargent ici cruellement le chef de l'état-major de l'archiduc, si ce n'est l'archiduc lui-même. Ils déclarent qu'il a causé la perte de la bataille en abandonnant, par incapacité ou par une sorte de jalousie, l'excellente position occupée par les Hongrois depuis plusieurs jours : ne serait-ce point une trahison, se demandent-ils, injustement sans doute. Il est certain que les Français occupèrent une position élevée, d'où leur artillerie, protégée par un bois, pouvait tirer tout à son aise, et que la cavalerie noble de Hongrie, magnifiquement vêtue du costume national, était aussi mal placée que possible, sous le feu des canons français et le long d'un canal qui gênait ses mouvements.

La lutte commença vers une heure de l'après-midi par les décharges de l'artillerie française qui furent d'abord patiemment supportées par la cavalerie hongroise; mais à la fin, exaspérée de son inaction, elle essaya contre les Français la vieille charge nationale, la charge de Hunyade, aveugle, furieuse, et qui se change en déroute si elle ne triomphe pas soudainement. Le canal, les marais, les décharges redoublées des canons français, plus que tout cela, l'inexpérience de cette noblesse, lui firent prendre la fuite et entraînèrent la défaite de l'armée autrichienne, bientôt achevée par la cavalerie de Montbrun. Cependant quelques bataillons de l'infanterie reformèrent leurs rangs, trop tard pour continuer la bataille, mais à temps pour permettre à l'armée régulière de l'archiduc de se retirer en bon ordre jusque dans Comorn, la ville imprenable.

Il y eut encore avant le choc décisif de Wagram, pendant l'armistice de fait entre les deux grands adversaires, plusieurs petits engagements où se montrèrent les Hongrois. Un détachement commandé par le comte Szapary fut envoyé de Comorn pour faire une reconnaissance : elle rencontra le général Lamarque et le combattit avec acharnement. Deux simples soldats se signalèrent : Melegh, six fois blessé, voulut pénétrer à travers la troupe ennemie jusqu'au général, l'atteignit en effet, et parvint à s'échapper. Mlinarik combattait malgré douze blessures; il fallut qu'il perdît le bras droit pour qu'on pût l'emporter loin du champ de bataille. Le soir même Kisfaludy les vit tous deux à l'ambulance, défigurés, mourants. Comment vous sentez-vous? leur demanda-t-il. — Ce qui nous fait de la peine, répondit l'un d'eux, c'est de ne pouvoir plus rendre la pareille aux Français qui se moquent de nous.

Cependant il devenait impossible de défendre la ville de Raab, autrefois redoutable place forte, mais qui n'était plus en rapport avec le nouveau système de guerre. Le général Péchy convint avec Eugène qu'il livrerait la place si dix jours après la bataille il n'avait pas reçu de secours. Le vice-roi ne crut pas nécessaire de terminer lui-même une opération aussi peu importante, et s'en alla rejoindre la Grande Armée, en laissant devant Raab le général Narbonne, homme éminent de l'ancien régime, qui devait bientôt remplir une mission plutôt politique que militaire[1]. Le 24 juin, Péchy livra la place suivant les termes de l'armistice, et M. de Narbonne prit le commandement.

Deux jours plus tard, Davoust marchait sur Presbourg. Il devait attaquer, non pas la seconde capitale de la Hongrie, mais la tête de pont de la rive gauche du Danube qui menaçait d'une agression autrichienne la rive droite tombée entre les mains des Français. Les instructions du maréchal portaient qu'avant de bombarder, il devait envoyer une sommation « pour épargner les horreurs de la guerre à l'inté- » ressante ville de Presbourg. » Là encore les Hongrois se signalèrent, notamment le régiment de Pasztory, mais sans résultat bien appréciable pour l'issue de la campagne.

Comment juger la conduite militaire des Hongrois pendant les six semaines que nous venons de parcourir? Les Allemands se montrèrent sévères : ils ne reconnaissaient plus la valeur hongroise ; ils se demandaient ce qu'étaient devenues les magnifiques promesses de la diète de 1808. Ce fut le mot d'ordre à Vienne de tourner en ridicule ces beaux gentilshommes qui, pour ne pas gâter leurs costumes d'or

1. *Correspondance de Napoléon*, XIX, 190 et suiv. — Villemain, *Souvenirs contemporains*, 117-119.

et de velours par des blessures reçues en face, avaient préféré ne montrer que le dos à l'ennemi. Il y avait entre les soldats et entre les officiers des deux nations des discours aigres et même de fréquentes provocations, que l'habile impartialité du palatin ne pouvait toujours conjurer. Le palatin lui-même, bien que sa conduite ne prêtât plus aux soupçons qui avaient pu l'atteindre en 1805, était assez mal vu : lui et son frère l'archiduc Jean se renvoyèrent la responsabilité des événements dans une discussion violente qui eut lieu devant François II. L'Empereur impatienté ne put s'empêcher de leur dire : « Vous auriez bien dû être d'accord en » face de l'ennemi au lieu d'employer vos forces dans ces » querelles inutiles[1]. »

Bientôt parurent des brochures moqueuses contre les Hongrois, brochures qui formèrent l'opinion de l'Allemagne sans contrôle possible, car la presse magyare fut de nouveau baillonnée : Kisfaludy, témoin de cette campagne, ne put jamais faire paraître ses souvenirs de la guerre de 1809. De nos jours encore, les deux historiens les plus autorisés de cette période, ne conservent pas en parlant de l'insurrection et de la bataille de Raab, leur impartialité habituelle : fuite rapide, dit Hæusser, et qui livra l'aile gauche, — fuite peu honorable, dit Springer, et pour le général et pour les soldats[2].

L'appréciation des Hongrois est naturellement toute différente. Mais comme le patriotisme de M. Horváth pourrait inspirer quelque défiance, interrogeons l'ennemi, très-bon

1. *Dessewffy levelezése*, I, 102.

2. Voir Hæusser, III, 466-495. — Du reste, Springer est sévère surtout pour l'archiduc Jean, et il constate (I, 91) l'anarchie qui régnait dans les conseils de l'Autriche.

juge en pareil cas. Les soldats français disaient : « ils sont » braves mais non dressés, » ou encore : « voilà des gardes » nationaux braves, mais mal exercés, et qui ne feront » qu'accroître notre gloire[1]. » Napoléon en parlait quelquefois avec un grand dédain : « Si les vingt-quatre escadrons » qu'on a aperçus sur la rive gauche étaient de l'insurrec- » tion hongroise, ce ne serait pas grand chose ; » — « le » prince Eszterházy avec quelques mille cavaliers de l'in- » surrection hongroise a paru du côté d'Œdenbourg. Nous » espérons que vous tomberez sur les derrières de cette co- » lonne et que vous écraserez son arrière-garde, » — « ces » recrues ne savent pas faire usage de leurs fusils. » Mais l'Empereur changeait de ton quelquefois : il regardait la prise de Raab comme un grand succès. Il grondait le vice-roi Eugène d'avoir renvoyé sur parole les officiers prisonniers ; et comme son beau-fils lui expliquait qu'il ne les avait point mis en liberté, et qu'il avait exigé leur parole de se rendre à l'endroit par lui désigné, Napoléon se montrait content que l'on n'eût pas imprudemment augmenté le nombre de ses ennemis. — Mais il ne voulait pas non plus les pousser à bout, il continuait à répandre parmi eux son inutile proclamation ; il en faisait publier une nouvelle pour promettre son pardon à tous les insurgés qui rejoindraient leurs foyers[2].

Les Français et leur chef voyaient donc dans les Magyars de l'insurrection des adversaires affaiblis par la défiante politique de leur roi, mais de sérieux adversaires. L'Autriche elle-même a ratifié ce jugement : l'appréciation, loyale

1. *Dessewffy levelezése*, I, 90. Ces propos de soldats sont cités en langue française dans une lettre écrite en magyar.

2. *Correspondance de Napoléon*, XIX, 180, 183, 187, 200, 234, 237.

comme toujours, de l'archiduc Charles et du palatin, les nombreuses décorations décernées aux combattants hongrois, prouvent que tout le monde à Vienne n'était pas injuste. La cour s'adresse à eux, dès le 25 juin, par une nouvelle levée de quarante mille hommes, épuisement suprême auquel se refusèrent les comitats à cause de la forme illégale de cet ordre, mais que les familles s'infligèrent volontairement. Ces derniers efforts augmentèrent l'armée de l'archiduc Charles, et surtout après l'honorable défaite de Wagram, formèrent peu à peu une précieuse réserve. L'insurrection des comitats de la Theiss complétait son effectif; on finissait par s'exercer très-bien. Une nouvelle armée était prête, si l'armistice de Znaym aboutissait à d'inacceptables propositions de paix.

Nous sommes donc arrivés au dernier acte de cette singulière lutte politique, à l'intervalle qui sépare la bataille de Wagram de la paix de Vienne. Napoléon ne savait quel parti prendre à l'égard de l'Autriche qui semblait terrassée, mais dont il connaissait bien les racines vivaces. Il songea sérieusement à démembrer cette incorrigible puissance, mais c'était une tentative imprudente si l'on ne prenait pas la précaution de sonder les dispositions des peuples. Ce n'est pas pour rien que Napoléon avait délégué au commandement de Raab un séduisant politique de l'ancien régime, bien plus diplomate que général. M. de Narbonne eut pour mission de faire désirer, et si possible de faire demander par les Hongrois une complète indépendance nationale. Il travailla dans ce sens pendant plusieurs semaines, avec un tel succès, s'il faut l'en croire, qu'il en fut presque effrayé, car il craignait de ne pouvoir apaiser les passions qu'il avait déchaînées. La paix de Vienne serait donc arrivée juste à temps pour sauver

l'existence de l'Empire. Cette opinion du négociateur nous est transmise par M. Villemain dans un fort curieux passage de ses *Souvenirs contemporains*[1].

N'est-ce point une illusion? Nous nous sommes fait sur cette époque héroïque une légende de victoires généreuses, d'occupations militaires bienfaisantes pour les pays conquis, de propagation des idées françaises par les garnisaires et le bivouac :

> Les nations reines par nos conquêtes,
> Couvraient de fleurs le front de nos soldats,

Ce qui n'est pas plus vrai, hélas! de la république que de l'ancien régime : la mémoire de Custines est exécrée sur les bords du Mein; et quant aux armées de l'Empire, elles ont produit dans toute l'Europe un même effet, qui a été d'exaspérer les peuples contre la France, depuis Cadix jusqu'à Moscou. Sans doute il y a un fond de vérité dans la légende jacobine et bonapartiste; sans doute l'initiative généreuse de la France se faisait sentir par intervalles, et déposait dans le sol le plus rebelle des germes d'inévitable progrès; mais ce fut l'œuvre des idées, non de la force : la force s'est fait détester, comme toujours.

La Hongrie n'a pas fait exception. Quelque clémentes que fussent à son égard les instructions du vainqueur, il est facile de voir, par les ordres qu'il dictait à ses lieutenants, que ce pays n'échappait pas entièrement aux lois de la guerre : Envoyez-moi des ancres de Hongrie, environ deux cents (pour les travaux de l'île Lobau). — Le pays où vous êtes est celui des bons chevaux hongrois : demandez-en un

1. P. 117-119.

millier soit par réquisition, soit pour de l'argent[1]. Le comte Dessewffy nous fait connaître de singuliers détails sur l'occupation française dans les comitats de l'ouest[2]. Des soldats envahissent le château des Batthyány près de Körmönd, ils n'ont garde, chez un magnat hongrois, d'oublier la cave : bientôt grisés par ces vins capiteux, ils défoncent les tonneaux qu'ils n'ont plus la force de boire, répandent à grands flots le tokay seigneurial, authentique, et s'en vont après cette exécution sacrilége. A Zala-Egerszeg, les autorités du comitat délibéraient dans leur grande salle, lorsqu'arrivent des chasseurs français : l'un d'eux saute sur la table, et pour s'amuser menace de son épée le comte François Batthyány. Le comitat de Weszprim reçoit l'ordre de fournir trente mille rations de pain par jour, énorme contribution pour un pays déjà éprouvé. Sur les frontières de Turquie mieux encore : on accuse les Français d'exciter les Turcs contre les Croates. Or il n'y avait pas vingt ans que les chrétiens et les musulmans du Danube s'étaient combattus pour la dernière fois. Les Français étaient regardés comme des païens depuis les récentes violences exercées contre le pape, et Napoléon se plaignait à l'archevêque de Vienne que l'on transformât une lutte politique en guerre de religion : il faut convenir que si l'assertion de Dessewffy au sujet des Turcs est exacte, ce qui est douteux, les officiers français de la Dalmatie ont pris à tâche de justifier les ennemis de leur maître.

Quoique les soldats eussent montré plus de gaminerie que de cruauté, les vaincus n'en revenaient pas de voir les Fran-

1. *Correspondance de Napoléon*, XIX, 200, 201.
2. *Dessewffy levelezése*, I, 92, 93, 102.

çais, si modérés en 1805, démentir à ce point leur bon naturel : « Sigismond Szœgényi me demanda pourquoi le Français, quittant sa douceur naturelle, est devenu brigand. » Ils remarquaient pourtant que leurs vainqueurs faisaient peu de dommage là où ils trouvaient le seigneur à son poste; et que leur caractère aimable reparaissait volontiers : « Quel » charmant, quel joyeux homme que le Français ! » Mais par exemple quelle brutalité envers le clergé !

Tout cela porte à croire que M. de Narbonne, et d'après lui nos historiens[1], se sont mépris sur la prétendue sympathie des Hongrois. Les écrivains magyars s'élèvent avec force contre cette opinion : Majláth affirme que le prince Eszterházy se mit à rire lorsqu'on lui proposa la royauté, et partit en fidèle sujet pour le quartier-général ; que la proclamation, fort remarquable sans doute, ne produisit aucun effet, et que tous les exemplaires furent livrés à l'autorité légitime[2]. M. Horváth réfute M. Villemain par le récit des événements de 1809, qui depuis le premier jusqu'au dernier prouvent la fidélité et même l'acharnement de ses compatriotes. Il cite un mot de Metternich à M. de Narbonne : « Général, vous » ne connaissez pas la loyauté hongroise. » Enfin M. Springer[3] allègue avec beaucoup de vraisemblance que la proclamation s'est très-peu répandue, et que les Hongrois n'ont

1. Excepté M. Lanfrey, qui, trop dédaigneux du mérite intrinsèque de la proclamation, dit fort justement, ce nous semble, qu'il y avait folie à parler aux Hongrois d'indépendance, les mains rouges encore du sang des Espagnols (IV, 523). — De Gérando (*Esprit politique en Hongrie*, 133) ajoute que la conduite de Napoléon envers la Pologne n'était pas faite pour encourager les Hongrois.

2. Majláth, *Geschichte der Magyaren*, IV, 153-154.

3. Springer, I, 100.

pas eu grand mérite à repousser des offres qui furent connues d'un petit nombre d'entre eux.

De son côté Napoléon changeait subitement de système : il pressentait l'hostilité d'Alexandre, et cherchait un allié. Le seul allié possible étant François II, il n'est plus question de démembrer l'Autriche, la paix de Vienne est conclue, et bientôt les fiançailles avec Marie-Louise. Mais les Hongrois ne pardonnèrent pas à Napoléon d'avoir réuni à son empire les pays de l'Adriatique dépendants de la couronne de Saint-Étienne, et la paix fut accueillie par une douleur patriotique. Presbourg envoya à l'Empereur, malgré l'appauvrissement causé par la guerre, tout l'argent dont la ville pouvait disposer. Pesth fit entendre un langage respectueux et ferme : « Nous affirmons hardiment que cela ne serait pas arrivé » si Ta Majesté avait suivi les conseils de ses fidèles Magyars. » Le roi venait de remercier l'insurrection.

Il est naturel qu'un peuple agité par une cruelle secousse et par une grande commotion morale, une fois arrivé le jour du repos, se recueille et cherche un interprète de ses souffrances passées, de ses impressions qui commencent à s'effacer. Plus vivement encore que l'histoire ou que la poésie lyrique, le théâtre peut retracer à la foule ces tableaux animés, qui lui donnent une seconde fois, mais sans douloureux mélange, la jouissance de l'héroïsme. Au lendemain de la chûte de Napoléon, Kisfaludy fit paraître sur la scène magyare *La vaillante jeune fille hongroise*[1], épisode embelli ou imaginaire de la guerre de 1809.

Jamais drame ne fut plus imprégné des passions politiques. Au moment où le rideau se lève, Liza Bodonyi, fille

1. Kisfaludy, *A lelkes maggar leány*, pièce jouée en 1816.

d'un petit gentilhomme campagnard, vient de lire un journal qui annonce des défaites : « La trompette de la renommée retentit toujours pour le triomphe des Français ; chaque jour les rapproche de nous ! Hélas ! c'est la quatrième fois. Depuis que je vis et me souviens, toujours la guerre ! Quand cela finira-t-il ? Ce Napoléon, comme dit si bien mon père, est l'Attila du monde moderne[1]. J'aimerais le voir ! Y a-t-il dans le monde une femme qui aime vraiment cet homme cruel ? Je ne le crois pas, car il est impossible qu'il aime autre chose que sa personne et ses passions. »

Une vieille amie de la famille vient dire à Liza qu'un jeune gentilhomme pauvre, nommé Orvay, veut partir avec l'insurrection en laissant sa mère malade.

LIZA.

« Je loue en lui le vrai patriotisme. Un homme de cœur doit songer à sa mère, mais combien plus à sa patrie ! Que deviendrait-elle si l'on avait toujours un bon motif pour ne pas la défendre ? Si j'étais homme, j'agirais comme lui.

LA DAME GERENDY.

Mais si votre père était mourant ?

LIZA.

Mon père, tel que je le connais, mourrait de honte si j'hésitais à défendre la patrie. »

Elle ne se trompe pas, Bodonyi arrive : « Ce Napoléon, dit-il, marche comme la tempête. Que ne suis-je plus jeune de trente ans !

1. Il est rare qu'un Magyar parle d'Attila comme d'un fléau ; Attila est regardé comme une gloire nationale.

LIZA.

Que ne suis-je un homme!

BODONYI.

Plût à Dieu! mais que peut un vieillard aveugle avec une jeune fille? »

Liza n'est pourtant pas incapable d'amour, elle le déclare, mais « j'aime ma patrie, dit-elle, plus que moi-même et » plus que tous les hommes. » Son fiancé ne veut pas rejoindre le contingent, elle le foudroie de son mépris : « Un » homme qui ne sait pas se sacrifier à la patrie n'aura » jamais mon estime ni mon amour... Nous les connaissons, » ces hommes, ce sont eux qui ont perdu la Hongrie dans » les champs de Mohács. C'est ce qui arriverait encore si » toute la jeune noblesse était comme vous. »

Et elle épouse Orvay qui, sacrifiant sa mère à sa patrie, est prêt à combattre pour le roi et la liberté.

CHAPITRE IX

LA CRISE FINANCIÈRE ET LA DERNIÈRE COALITION.

Les finances ont toujours été le côté vulnérable de l'Autriche. Cette puissance entreprenante au-delà de ses ressources vivait dans une crise presque permanente, mais des accès aigus la mettaient parfois à deux doigts de sa perte. La situation n'a jamais été plus grave qu'en 1811, au lendemain du suprême effort de Wagram : il importe de l'étudier, surtout en Hongrie où la constitution rendait nécessaire la convocation d'une assemblée et une discussion publique.

L'année 1810 fut pour toute la monarchie un temps de repos et de recueillement. Le mariage de Napoléon avec une archiduchesse semblait écarter pour longtemps toute menace de guerre. Aux chansons haineuses des Viennois contre les Français : « L'Empereur François veut vivre et régner, » Napoléon et ses Français veulent crever[1], » succédaient les plaisanteries, amères mais inoffensives, des salons de Vienne désabusés : « Nous sommes vengés de Napoléon ; il » vient de s'inoculer la bêtise autrichienne et le malheur » autrichien. » La fièvre belliqueuse étant tombée, la ruine apparut menaçante, inévitable. Le papier-monnaie, multiplié sans mesure pour faire face aux exigences de la dernière

1. *Dessewffy levelezése*, I, 131.

guerre, était tombé au dixième ou au douzième de sa valeur : on avait peine à trouver 100 florins d'argent contre 1,000 florins de papier, tandis qu'en 1808 la différence n'était que 100 à 200! C'était là une misère commune à tout l'Empire, mais les Hongrois faisaient valoir des griefs particuliers : ils avaient mainte fois averti que l'on marchait aux abîmes; on avait violé leur indépendance légale, tout en prenant les produits des mines hongroises pour les besoins généraux de l'Autriche.

Mais si le mécontentement grandissait, de son côté, la cour, libre de toute crainte extérieure, et n'ayant plus à faire voter des secours militaires, laissait de côté tout ménagement. M. de Metternich commençait sa longue dictature ministérielle et son système de centralisation absolument contraire à l'esprit des Magyars[1]. Malgré la présence de deux magnats au ministère, le comte Zichy, le comte Erdödy, nul ne se gênait pour attaquer la constitution hongroise comme vieille, rétrograde, abusivement aristocratique. Telle était par exemple l'opinion de Stein, le ministre prussien libéral : à ses yeux une constitution qui laissait dans une condition inférieure les huit dixièmes de la nation, et qui dispensait de l'impôt la grande propriété, devait absolument être changée[2]. Une coalition d'esprits aussi différents que

1. Nous arrivons à la dernière partie de notre travail, il ne rentre donc pas dans notre plan d'étudier Metternich, dont la longue carrière, en 1811, commence à peine. Contentons-nous de renvoyer au premier volume de M. Springer.

2. V. dans Pertz, *Das Leben der Ministers Freiherrn von Stein*, II, 432-433, le jugement sévère porté par l'homme d'État prussien sur la Hongrie. Gentz, quoique lié avec beaucoup de nobles hongrois, trouvait que la constitution était à changer.

ceux de Stein, de Gentz et de Metternich eût été bien redoutable, si le peuple, souffrant plus que personne de la détresse financière, ne se fût serré autour de la noblesse.

Le comte Wallis, ministre des finances, n'était pas homme à reculer devant des formalités. Dans son gouvernement de Bohême, il s'était rendu célèbre par sa dureté et son minutieux despotisme : un jour que l'on devait jouer *Gœtz de Berlichingen* au théâtre de Prague, il supprima comme renfermant une allusion séditieuse, cette menace du chevalier à la main de fer : « Que celui d'entre vous qui n'est pas un » bœuf de Hongrie ne m'approche pas de trop près[1] » Wallis, dans le courant de 1810, essaya d'un emprunt, puis d'un nouveau papier qui eut le sort de l'ancien[2]. Il fallait absolument trouver quelque chose : on trouva. Le 20 février 1811, une *patente* fut envoyée en Hongrie comme dans les autres provinces, avec des considérants détaillés, que nous allons résumer ainsi que l'acte lui-même.

Des malheurs subis (et non causés) par le gouverement, lui ont rendu nécessaire d'émettre de nombreux billets de banque, dont l'extrême dépréciation cause la ruine universelle. Mais comment y remédier? L'État serait peut-être autorisé par les circonstances à une banqueroute partielle; or, nous voulons l'éviter à tout prix. Voici donc ce que nous avons décidé dans l'intérêt de nos sujets bien aimés : Les billets ne seront pris que pour le cinquième de leur valeur nominale, et ils n'auront cours, ainsi réduits des quatre cinquièmes, que jusqu'au 1er février 1812. D'ici là ils devront être échangés contre les nouveaux billets qui

1. *Gœtz de Berlichingen*, acte IV, scène 2.
2. Springer, I, 166 et suiv., donne de curieux détails sur Wallis.

vont être émis sans retard. — Il n'y a pas à craindre que ces nouveaux billets ne se multiplient à leur tour : la commission chargée de les émettre s'engagera par serment à ne pas dépasser le cinquième de la valeur des billets actuellement en circulation; ainsi, au lieu de un milliard soixante millions de papier qui existent actuellement, il n'y aura que deux cent douze millions de florins en papier nouveau. Cela même n'est qu'une transition : le but du Gouvernement est de remplacer peu à peu ces billets meilleurs par du numéraire métallique. — De même les pièces de cuivre ne seront prises que pour le cinquième de leur valeur nominale. — Que le présent édit soit exécuté sans retard.

Le désespoir fut immense, et non moins générale l'indignation. Quoi! pour toute récompense la Hongrie ne devait attendre de son roi que la ruine! La nation de braves frémit devant ce péril froid et sec de la misère, comme un soldat, éprouvé par le fer et le feu, peut trembler devant un pacifique et misérable avenir. La patente n'atteignit pas moins la constitution que les intérêts matériels : jamais le principe *semmit rólunk nélkülünk* « rien de nous sans nous » n'avait été plus audacieusement violé. Le comitat de Pesth se fit comme toujours l'écho de l'opinion publique. « Nous ne doutons pas, écrit-il au roi, que la mesure ne soit prise pour le bien du pays; mais nous ne pouvons admettre des remèdes pareils, tant qu'ils ne seront pas approuvés par une Diète. Que le roi convoque notre assemblée, il peut être sûr que nous ne reculerons devant aucun sacrifice : mais d'ici-là nous n'exécuterons pas son édit. » La plupart des comitats adhérèrent à ce modéré, mais ferme langage.

La chancellerie aulique de Hongrie, dirigée par le comte François Koháry, se chargea de répondre par l'ordre d'ac-

cepter la patente dans les huit jours. Mais le comitat de Pesth le prit de très-haut, s'étonnant que des Hongrois eussent oublié à ce point leur patrie, et que le roi ne daignât pas répondre en personne. Jusque-là, dit-il, on ne sera point tenu d'obéir à des ordres inconstitutionnels, émanant de courtisans qui songent à leur intérêt, nullement à celui du roi. Les comitats furent servis à souhait : François II leur écrivit une lettre inouïe sur leur « insolence, » les menaçant de sa plus grande colère « et des mesures les plus violentes. » De leur côté les États héréditaires obéissaient passivement, non sans beaucoup souffrir : chacun évitait de se procurer plus de papier-monnaie qu'il n'en fallait pour vivre au jour le jour [1]; mais enfin ils obéissaient. Les comitats durent céder, non sans insister sur la misère générale et sur la nécessité d'une convocation.

Ce désir au moins fut exaucé. Le Gouvernement voulait demander à la Diète de garantir le nouveau papier et de faire une loi sur les contrats et les paiements entre particuliers. Aussi ne témoigna-t-il aucune répugnance; mais il mit tout en œuvre pour décourager les électeurs et les candidats opposants. Des commissaires royaux furent envoyés dans les chefs-lieux des comitats qui venaient de se signaler par leur audace : ils se firent présenter les registres des délibérations, et déchirèrent les pages les plus dangereuses « pour effacer jusqu'aux traces du poison. » Quelques orateurs furent appelés à Vienne *ad audiendum verbum regium*, c'est-à-dire pour entendre les offres ou les menaces du souverain. Plus d'un föispan dut s'employer à écarter quelque redoutable adversaire de la Cour; ainsi le prince Eszterházy

1. Perz, *Das Leben d. M. F. v. Stein*, II, 757.

travailla contre Paul Nagy, lequel se retira de la lutte malgré son intacte popularité. La majorité restait opposante, mais elle était dirigée par Joseph Vay, que la modération de son libéralisme faisait plutôt rechercher que combattre par le gouvernement. Une lettre fort dure de François II donnait pour ainsi dire à la future assemblée le ton qu'elle ne devait pas quitter, celui de la discussion soumise : « On n'a pas montré l'empressement qui convient à des sujets.... On espère sans aucun fondement changer notre volonté ; nous demeurons inébranlable dans les décisions que vient de prendre notre gouvernement d'origine divine. Nous ne souffrirons pas que l'opposition se joue de nos nobles efforts. Ceux qui méconnaîtront nos ordres peuvent s'attendre aux effets suprêmes de notre colère, etc. » C'était le vrai discours du trône : on ne peut lui refuser la netteté et l'énergie.

Le 29 août 1811, la Diète s'ouvrit à Presbourg[1]. Le personal était le comte Majláth, chef d'une famille distinguée mais connue pour son dévouement royaliste. Son discours, prononcé en langue magyare, fut un aveu très-franc des difficultés où l'on se trouvait, et dont on ne pouvait sortir, disait-il, qu'avec de grands sacrifices. Il trouva moyen d'éveiller, même sur des matières aussi ingrates, l'amour-propre magyar ; il rappela qu'il n'y avait pas moins de courage à se résigner froidement qu'à se faire tuer sur le champ de bataille. Le chanoine Benyovsky se borna à un éloge assez banal de la constitution et du peuple hongrois. Devant les magnats, le palatin Joseph, aussi en magyar, parla de la fatalité qui s'était appesantie sur l'Empire, et laissa entre-

1. *Országgyülés naplója* (Journal de la Diète de 1811). C'est le plus long de tous : 3 vol. in-folio; les premières pages répondent aux séances préparatoires que nous allons raconter.

voir qu'on ne devait qu'à lui la convocation de la Diète. Quant au prélat, son petit discours fut un éloge en règle de l'archiduc palatin. Cette séance d'ouverture ne ressemble point à celles des assemblées précédentes, il n'y a point d'effets à ménager, point de passions à soulever : les orateurs sont très-brefs, on est pressé d'en venir aux chiffres. Le roi, dans la troisième séance, se contente de promettre qu'il travaillerait au bien du pays. Le conflit s'engage presque aussitôt entre les propositions royales et les contre-projets de la majorité.

Le gouverneur demande trois choses :

1° Que, pour soutenir le nouveau papier, il soit créé un fonds métallique, et que des 212 millions de florins, valeur totale du nouveau papier, 100 millions soient garantis par les revenus de la Hongrie; — 2° que le pays donne 2 millions de florins par an, sorte de fonds d'amortissement qui permettra de rendre la valeur du papier égale à celle du métal, et de supprimer le papier peu à peu; — 3° que l'impôt pour l'entretien de l'armée soit élevé de douze millions de florins (ainsi même en 1811 l'Autriche voulait être prête à profiter de la première secousse européenne).

La majorité, sans espérer le retrait de l'ordonnance financière, voulait dans sa passion pour la légalité, ou plutôt dans sa juste prévoyance, obtenir le redressement du grief national; elle voulait que le gouvernement reconnût ses torts, qu'il promît de ne jamais prendre de mesures semblables, à moins que du consentement de la Diète. Elle insistait sur cette belle pensée, que la nécessité même et l'urgence ne peuvent changer la loi tant que l'assemblée n'a pas reconnu cette urgence, cette nécessité.

Au milieu de cet insoluble conflit, un personnage grandit

singulièrement, le palatin Joseph : il jouait pourtant un rôle ingrat et difficile, le rôle de médiateur. Il parlait le langage d'un archiduc à Joseph Vay, aux chefs de l'opposition, cherchant à les plier aux demandes de la cour, à les faire entrer dans les voies conciliantes. Lorsqu'il écrivait à l'Empereur, son frère, c'était un grand dignitaire de Hongrie revendiquant les droits de ses concitoyens. Malgré toute son habileté, il échoua d'abord. L'orage ne fit que grandir pendant deux mois, non sans cause il faut en convenir. Comment! Non contente de faire peser de nouveaux impôts sur un pays ruiné, la cour multipliait par cinq toutes les contributions, car le papier n'était reçu dans les caisses de l'État que pour le cinquième de sa valeur : de telle sorte qu'au lieu de verser dix florins dans le trésor il fallait en verser cinquante. Comment! Les secours militaires votés avec enthousiasme en 1808, ont inspiré d'autre pensée que d'augmenter les dépenses de l'armée régulière! Comment! La Hongrie qui a livré au roi le sang de ses enfants pour des guerres souvent désapprouvées ne reçoit d'autre récompense que l'abolition des garanties légales! Ainsi récriminait la Diète, avec passion, avec amertume : L'Empereur et ses conseillers songeaient à la dissoudre, lorsque le palatin, fort inquiet, partit pour Vienne.

Pendant son absence, qui dura six semaines, la majorité s'occupa de réclamations et de projets. Elle se plaignit des atteintes portées à la liberté de la parole et de la presse, des convocations menaçantes *ad audiendum verbum regium*, qui réduisaient les orateurs au silence, de l'étroitesse et de l'iniquité de la censure, qui laissait paraître les brochures contre la Hongrie et qui interdisait les réfutations. A ces empiétements du pouvoir, on opposait la question plus poli-

tique que littéraire de la langue nationale. Un projet de loi portait : que le conseil de lieutenance[1] correspondrait en magyar avec le pouvoir législatif — que les lois seraient rédigées en magyar — que depuis le 1er janvier 1815 ce serait la langue des tribunaux dans tout le royaume — que tout l'enseignement se donnerait en magyar.

En janvier 1812, le palatin revint à Presbourg. Il avait au moins obtenu que la cour revînt au langage parlementaire. Les exigences royales, quant au fond, ne changeaient point. L'augmentation de 12 millions de florins pour l'impôt militaire était déclarée urgente ; le roi témoignait sa douleur de charger encore les contribuables; mais il ne pouvait accepter l'ancien papier que pour le cinquième de sa valeur. Tout ce qui avait été fait avait été bien fait. En d'autres termes, les finances devenaient un secret d'État soustrait à la discussion publique. Les députés, très-mécontents encore, et décidés à refuser l'impôt, voulurent cependant répondre au langage plus poli du prince par des marques de bonne volonté. Dans l'impossibilité de payer en espèces, ils offrirent une nouvelle élévation du prix du sel, deux florins en sus par quintal; ils offraient encore un million de mesures de blé, quinze cent mille mesures d'orge, ce qui devait produire un total de douze millions de florins. Offre très-honorable pour la noblesse qui, au lieu de se retrancher derrière ses priviléges, prenait d'elle-même une grande part aux contributions.

Malheureusement ce beau mouvement était gâté par d'aigres réclamations et par des menaces : le roi se crut dispensé de toute reconnaissance, et autorisé aux procédés les plus

1. *Helytartó tanács.*

hostiles, les plus blâmables. Les subsides en nature donnent prise à la mauvaise foi : une mesure de blé peut valoir à quelques jours de distance deux prix fort différents, et lequel de ces deux prix prendre pour base? La Diète évaluait à quatre florins chaque mesure de blé, à deux florins chaque mesure d'orge. Le 21 avril, le gouvernement déclara qu'il acceptait le présent offert, mais que jusqu'à la fin d'août il faudrait payer en espèces, ou donner 6 florins au lieu de chaque mesure de blé, 3 florins au lieu de chaque mesure d'orge. En d'autres termes, l'impôt était augmenté d'un tiers. De plus une lettre royale augmenta de quatre florins (neuf au lieu de cinq) le prix du quintal de sel : contribution monstrueuse en tout pays, mais plus encore dans une contrée agricole telle que la Hongrie. Ce n'était même pas une bonne mesure fiscale : l'expérience avait montré qu'en élevant le prix du sel on diminuait la vente, chacun se réduisant au strict nécessaire. Mais c'était avant tout une violation de la Constitution, le tarif du sel ne pouvant être fixé que par la Diète.

L'assemblée eut bientôt à déplorer un attentat d'un autre genre. Le comte Joseph Dessewffy juge sévèrement, dans sa correspondance avec Kazinczy, les opérations du ministre Wallis[1]. Il parle du *cancer financier* qui ne manquera pas de dévorer l'Empire d'Autriche; il compare le papier autrichien aux assignats français; il convient bien qu'il faut un remède énergique, mais il le voudrait conforme à la justice. Telles furent sans doute les opinions renfermées dans quelques écrits qu'il distribua à ses collègues : il se vit exclu de la chambre haute. Enfin les projets de loi présentés par la

1. *Dessewffy levelezése*, I, 207, 239-241.

Diète, les vœux exprimés par elle n'obtinrent que des réponses évasives ou dédaigneuses. Les assemblées précédentes, disait-on, avaient pris déjà bien assez de décisions sur la langue magyare (ce qui était un peu vrai). Les exercices militaires ne pouvaient être autorisés pour le moment. La clôture était fixée au 19 mai.

La majorité furieuse fit éclater un tel orage de reproches que le Gouvernement jugea quelques concessions nécessaires. L'exclusion de Dessewffy fut annulée, et les brochures hostiles à la Hongrie purent être réfutées impunément. Mais si la liberté de parler et d'écrire reçut ainsi quelques satisfactions, il n'y eut rien de changé quant aux finances, à part des exigences nouvelles. La question des contrats entre particuliers venait encore tout envenimer. Telle personne s'était engagée, en 1810, à payer dix mille florins à telle autre personne en 1813 : comment le paiement devait-il se faire : en argent ou papier? Là-dessus aussi il y avait désaccord entre les députés et la cour. Les ministres, trouvant que l'on avait suffisamment mis au grand jour les dangereux mystères des finances, pressaient la rédaction des projets de loi, pour en finir.

On ne pourrait, sans tomber dans une extrême monotonie, raconter en détail les dernières phases de cette lutte. Les modérés de l'opposition eux-mêmes, Vay, Illesházy, déclaraient que mieux valait se séparer sans faire de lois et céder à la force brutale, qu'il fallait envoyer à Vienne une députation solennelle conduite par le palatin. Mais il était trop tard. L'archiduc Antoine vint prononcer un aigre discours de clôture, engageant les députés à se rendre dignes des bonnes grâces du roi. — Et tout fut fini. Les ennemis de la Hongrie (et ils étaient nombreux même parmi les esprits li-

béraux) frémirent de joie à la nouvelle de ce coup de force. Le découragement visible des députés fatigués d'une si longue lutte semblait condamner une constitution vieillie, et proclamer le triomphe du pouvoir absolu. Mais l'historien libéral de l'Autriche, Springer, en juge tout autrement : il estime que la Hongrie a eu raison de ne pas vouloir être traitée en province esclave[1]. Nous ajouterons que, pour qui envisage dans son ensemble l'Europe de cette époque, le rôle des Magyars devient très-grand parce qu'il est unique : n'était-ce rien de délibérer et de résister en 1811 ?

Elle est cruelle la situation d'un peuple partagé entre l'irritation légitime que fait naître en lui la conduite de son souverain, et son amour-propre blessé par l'ennemi. Tels les Magyars, dans la lutte suprême, durent combattre Napoléon pour le triomphe d'un roi qui venait de violer leurs libertés. Aussi ne devaient-ils montrer cette fois ni leur froideur de 1805, ni leur enthousiasme de 1809. Ils accomplirent leur devoir de chevaliers et de sujets ; ils se souvinrent d'Essling, de Raab, de la paix de Vienne ; ils vengèrent sur l'empire français l'occupation de leur sol par une armée étrangère ; enfin, le parti conservateur se joignit volontiers au grand effort de l'ancien régime pour achever l'œuvre des coalitions. Mais tout cela se fit sans déploiement de passions politiques : aucun poëte ne chanta la victoire de Leipzig ni la prise de Paris ; aucun publiciste n'excita ses compatriotes à prendre les armes ; aucun orateur, de la chaire ou de la tribune, ne prêcha la guerre nationale : il n'y eut en Hongrie ni Gentz, ni Fichte, ni Kœrner.

Aussitôt après la dissolution de la Diète, dès le mois de

1. Springer, I, 178-198.

juin 1812, le roi demanda des soldats pour former le corps auxiliaire qui, sous les ordres de Schwarzenberg, devait appuyer l'invasion de la Russie. Chacun comprenait la cruelle nécessité que subissait la monarchie autrichienne, et s'inclinait sans murmure : le comitat de Pesth fournit 540 hommes, les autres dans la même proportion. Jusqu'à quel point les auxiliaires hongrois ont-ils pris leur part des souffrances de la retraite? c'est ce que nous ne saurions dire. Toujours est-il que quelques mois plus tard les peuples de l'Autriche devaient s'infliger de nouveaux sacrifices pour combattre les Français, leurs alliés d'un jour.

Si l'Empereur d'Autriche n'a consommé que le 10 août 1813 sa rupture avec son gendre, il ne faut pas croire qu'il n'y eût pas songé de longue date. La preuve en est que dès le 23 février il demandait des conscrits au royaume de Hongrie. Les comitats objectèrent que la levée était illégale, qu'il ne pouvait y avoir, à moins de convoquer la diète, que des engagements volontaires et des dons gratuits. Mais le cabinet de Vienne, engagé dans de tortueuses négociations avec toute l'Europe, ne se souciait pas d'une discussion publique. On compta sur l'amour-propre national, qui ne voudrait pas se laisser distancer par le mouvement patriotique de l'Allemagne. Ce ne fut point une illusion : les conscrits, les dons volontaires en blé, en vin, en chevaux affluèrent.

Lorsque l'Autriche, prudente cette fois, eut bien vu que l'Europe conjurée prononçait la ruine de Napoléon, lorsqu'elle lui eut bien fait perdre au congrès de Prague son dernier élan victorieux, elle imprima une impulsion nouvelle à ses peuples. Le 13 juillet, le palatin écrivit aux comitats que le maintien de la paix n'était plus possible; qu'en un moment si grave on ne pouvait réunir une assemblée, à

cause de la rapidité foudroyante des événements; que le roi, comptant sur le dévouement de ses sujets, leur demandait surtout d'augmenter leur excellente cavalerie légère.

Cette circulaire eut un succès complet. Seul le gênant comitat de Pesth fit intervenir des scrupules : il n'y eut qu'une voix dans le pays pour remercier le gouvernement de ses efforts pacifiques malheureusement inutiles, et lui offrir tout ce qu'il demandait. Seize mille cavaliers se trouvèrent en quelques semaines, et furent incorporés aux douze régiments de hussards: une rapide cavalerie de 25,000 hommes put être mise en ligne dans les plaines de la Saxe.

La fortune parut d'abord rester fidèle à Napoléon : la bataille de Dresde coûta cher aux alliés, et à la veille de Leipzig François II s'exprimait à peu près dans ces termes :« Ceux qui versent leur sang sous nos yeux méritent bien de n'être pas oubliés par ceux qui vivent auprès de leurs foyers tranquilles. Mes Hongrois si fidèles laissent-ils peser tout le fardeau de la guerre sur nos provinces héréditaires? Nous recevrons tout avec plaisir, surtout des recrues. »

Les comitats se montrèrent bien disposés : « Enfin, répondait le comitat de Pesth, le sauvage ennemi est menacé dans ses propres frontières, et forcé de consacrer à sa propre défense les forces qu'il employa naguère à opprimer les nations..... Nous sommes heureux des victoires de Votre Majesté, qui lui permettront de songer au bien de ses sujets, car la crainte de l'ennemi rendait tous les vœux stériles. Nous ne refuserons aucun secours ; et si la loi interdit toute levée de troupes sans un vote de la Diète, les patriotes sont autorisés à s'engager individuellement. »

Le roi fut contrarié de cette perpétuelle chicane légale, et sans doute se promit d'y mettre un terme lorsqu'il serait

assez fort. Les dons volontaires, les engagements volontaires ne faisaient pourtant pas défaut : ils dépassaient même les exigences royales, mais ils avaient un air d'indépendance bien fait pour irriter. Le 16 novembre, François II écrivit de Francfort pour demander encore 60,000 conscrits destinés à l'invasion de la France. L'espoir d'en finir et de recouvrer la paix fit trouver encore cinquante mille hommes, mais à quel prix! On peut en juger par le comitat de Pesth qui renfermait encore à la fin de 1812 neuf mille hommes ayant de dix-sept à quarante ans, célibataires, et en état de porter les armes : plus de deux mille hommes partirent en 1813, deux mille cinq cents contribuèrent à la campagne de France. Donc la bonne moitié en quelques mois! Il est vrai que les derniers arrivés furent dispensés de combattre par l'abdication de Napoléon.

Le 22 juin, l'Empereur, de retour à Vienne, remerciait ses peuples représentés chacun par une députation. L'archevêque d'Erlau conduisait les Hongrois. « Je reconnais avec plaisir, dit François, que chaque partie de la monarchie a contribué au salut général. Il y a de grandes blessures à guérir : ce sera l'œuvre de la paix. Sachez supporter la bonne fortune aussi bien que la mauvaise. Aimez votre patrie, ayez toute confiance en un prince qui n'a d'autre but que votre bonheur. »

C'était là le langage d'un souverain paternel : il annonçait un doux despotisme plutôt que la liberté. L'occasion se présenta bientôt de réclamer la convocation d'une assemblée, alors que la nouvelle du retour de Napoléon mit l'Europe au désespoir. La demande fut éludée, et les soldats furent levés sans résistance ; mais Waterloo arrêta tous les préparatifs, et le danger d'une guerre européenne fut pour longtemps

écarté. Les Magyars purent se figurer, comme tant d'autres peuples, que, sur les débris de l'Empire français, ils avaient fondé la liberté universelle. Le bronze des canons pris à l'ennemi servit à frapper des médailles qui furent distribuées aux soldats. Elles portaient pour légende : *Europa libertati asserta*. Quelle allait être cette liberté dans la Hongrie du dix-neuvième siècle ?

LIVRE SEPTIÈME ET CONCLUSION

LA HONGRIE LIBÉRALE

Les événements accomplis depuis 1815, surtout depuis 1848, sont encore trop rapprochés de nous pour qu'on puisse en faire l'objet d'un exposé véritablement historique. Bien des témoins, bien des acteurs essentiels de la Révolution, de la Guerre d'Indépendance et de la période qui les avait précédées, vivent encore et n'ont pas livré l'énigme de leur conduite; bien des documents, bien des mémoires seront encore nécessaires pour que l'historien possède son plus précieux auxiliaire, un contrôle abondant et varié [1].

1. Nous ne voulons pas plus donner une bibliographie complète qu'un récit complet de la période contemporaine. Indiquons seulement : l'*Histoire de vingt-cinq ans* (*Huszönöt év*) 1823-1848 de M. Horváth, 2e édition en 3 vol. Pesth 1868, ouvrage dont la 1re éd. en 2 vol. avait été traduit en allemand. — Le recueil de discours de M. Toldy fils, complétant les travaux de son père sur la poésie; — L'*Esprit public en Hongrie*, d'A. de Gérando; — Les *Tchèques et Magyars*, de M. Saint-René Taillandier; — de nombreux articles du même au-

Toutefois nous ne pouvons quitter le lecteur devant un sphinx historique, au moment de la Sainte-Alliance ou de la diète de 1832; nous le pouvons d'autant moins que les éléments ultérieurs sont la suite naturelle, parfois tragique mais finalement heureuse, et comme le couronnement des longues annales que nous avons déroulées devant lui.

Nous allons donc lui présenter, d'abord un tableau de l'existence parlementaire de la Hongrie, jusqu'en 1848, puis les alternatives de révolution, de réaction et de réconciliation qui l'ont amenée au dualisme actuel, c'est-à-dire à la puissance et à l'indépendance raisonnable.

Les années qui ont suivi la chute de Napoléon furent signalées, au point de vue politique, par une certaine lassitude, conséquence naturelle des grandes guerres, et par une réaction facilement acceptée : l'épuisement étant général en argent et en hommes, c'était assez d'exister et de réparer ses forces peu à peu. Mais la littérature ne sommeillait pas, elle faisait vivre puissamment l'âme nationale, elle était la source vive du patriotisme. Une nouvelle école, que l'on pourrait comparer au mouvement romantique, travaillait

teur, de MM. de Langsdorff, Laveleye, Bailleux de Marisy et de nous-même dans la *Revue des Deux-Mondes;* — les travaux économiques de MM. Maurice Bloch, Horn et Ditz; — l'*Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, de MM. Irányi et Chassin (2 vol., Paris, Pagnerre, 1859), bon ouvrage, à rapprocher des écrits de Széchenyi, de Kossuth, de Szemere, de Csengery, etc., sans compter les nombreux mémoires et documents qui seront publiés un jour. — Deux ouvrages d'ensemble fort utiles sont l'*Autriche-Hongrie*, de M. Daniel Lévy, et la *Hongrie*, de M. Léon Bourgeois (rapport récent à la conférence Tocqueville). — Recommandons enfin la traduction des œuvres choisies de Petöfi et de quelques autres poëtes, par MM. de Ujfalvy et Desbordes-Vaimore.

sous la direction de Kazinczy à assouplir la langue poétique, comme le comte Étienne Széchenyi allait assouplir la langue oratoire. Les exploits des aïeux inspiraient les œuvres lyriques de Kölcsey et d'Alexandre Kisfaludy, qui voulait, disait-il, « par le spectacle des choses héroïques, relever la » nation de son apathie, » les drames de l'infatigable Charles Kisfaludy, les épopées de Vörösmarty et de Czuczor. Le succès populaire de ces poëtes et de leurs disciples était si grand que le gouvernement, redoutant pour son royaume danubien la contagion italienne et espagnole (1820), soumit les travaux littéraires, surtout l'introduction des ouvrages étrangers, à une censure aussi ombrageuse que celle qui pesait sur la presse politique. C'était une grande faute : les comitats dans leurs assemblées prirent en main la cause de la liberté de la presse tout entière. Le comitat de Bars se mit à la tête de la résistance : « Nous ne mettons pas en » doute que cette censure rigoureuse qui pèse sur notre lit- » térature ne puisse paraître utile au gouvernement de S. M. » L'ignorance des événements contemporains, que nous » devons à la censure, rend peut-être plus facile l'exercice » du pouvoir. Nous nous demandons seulement si des es- » prits virils peuvent supporter une telle compression. » Quels sont donc nos péchés? Pourquoi ferme-t-on devant » nous les sources de la civilisation. Pourquoi brise-t-on » les liens de la société humaine? » Ainsi l'indestructible organisation des comitats sauvait une fois de plus la liberté en dispensant les Magyars de la ressource extrême et dangereuse du carbonarisme.

L'anéantissement de la constitution de Naples par l'Autriche rendit du reste un service indirect mais sérieux à la constitution hongroise. Les levées de troupes qu'il fallut

faire à cette occasion provoquèrent la résistance d'une administration fort soumise habituellement, la chancellerie royale. Un semblable recrutement, dit-elle, ne peut être fait sans la diète. La convocation d'une assemblée s'imposait donc aux esprits les plus modérés. Le gouvernement passa outre à l'opposition de sa chancellerie, mais il rencontra l'ardente opposition des comitats lorsque la question militaire se compliqua d'une crise financière (1821-1823), autre résultat de la croisade absolutiste, aussi onéreuse que victorieuse. L'Empereur ne voyait d'autre moyen de remplir le trésor que d'exiger le paiement de l'impôt militaire en argent, ou si l'on payait en papier, deux fois et demi le montant de la valeur nominale. La rareté du numéraire faisait de cette exigence une véritable exaction, cruelle pour le pauvre peuple contribuable, et l'illégalité de la mesure suffisait à elle seule pour indigner. Quinze assemblées provinciales défendirent aux percepteurs de se faire payer en argent.

Le conflit était engagé : la cour l'accepta et résolut de le trancher par la violence. Les chefs-lieux opposants furent visités par des commissaires et occupés par des garnisons menaçantes. Plus d'un orateur fut mis en prison ou tenu aux arrêts dans sa demeure, sans que la qualité de juge ou d'alispan le protégeât. Plus d'un sceau fut enlevé, plus d'un registre lacéré, plus d'une assemblée dispersée de vive force. Le comitat de Bars donna cette fois encore l'exemple d'une indomptable résistance. Il chargea Michel Plathy de rédiger une adresse qui irrita d'autant plus qu'elle témoignait d'une véritable sollicitude pour la royauté : « Très-gracieux sei-
» gneur, disait-elle, il n'est pas douteux que de dangereux
» novateurs nous menacent; on voit se répandre des opi-

« nions hostiles aux trônes et aux dynasties; le trône de » V. M. elle-même chancelle, et elles ne sont pas sans fon- » dement nos inquiétudes au sujet de la personne royale. » La conclusion naturelle était que les défenseurs de la liberté étaient aussi les meilleurs défenseurs de l'autorité. Ainsi pensait également l'archiduc-palatin Joseph; mais sa modération était soupçonnée de trahison par M. de Metternich, et, tombé presque en disgrâce, il ne pouvait que peu de chose pour la cause de la légalité et de la justice.

La cour ne savait plus qu'essayer pour briser une opposition paisible, qui ne donnait prise sur elle par aucune insurrection. Elle essaya de répandre la terreur par un grand procès de haute trahison. L'attitude du procureur-général fut alors admirable. Il déclara qu'il n'y avait pas trahison à repousser des ordonnances illégales; lorsqu'il reçut l'ordre formel de rédiger un acte d'accusation, il obéit, mais il laissa en blanc l'indication des lois visées par cet acte, disant qu'il n'en trouvait aucune à citer. Il finit par répondre au souverain mis hors de lui par cette force d'inertie : « Ma vie est » entre vos mains, mais les lois de ma patrie et l'honneur » de mon roi me sont plus chers que la vie. » Enfin les invitations *ad audiendum verbum regium* ne produisant elles-mêmes aucun effet, de guerre lasse la Diète fut convoquée pour le mois de septembre 1825.

Date mémorable dans l'histoire de la Hongrie libérale. La diète de 1825-1829 a rétabli nettement les principes constitutionnels; là est sa véritable gloire, assez grande pour faire pardonner de longs débats inutiles, et l'esprit routinier de la haute et de la petite noblesse quant aux réformes sociales. Le roi reconnaissait qu'il y avait eu des illégalités commises, il s'engageait à respecter désormais les lois de l'État,

à ne lever aucun impôt qui n'eût pas été voté, et à convoquer la diète au moins tous les trois ans. D'ailleurs Paul Nagy prit en main la cause du peuple contribuable, encore prématurée mais déjà assurée d'un prochain triomphe. Széchenyi signala par un discours enthousiaste la fondation de l'Académie hongroise, désormais le principal foyer de la vie intellectuelle; par ses brochures intitulées le *Crédit* et le *Monde* (Hitel-Világ) il conduisit ses compatriotes dans la voie du progrès par l'économie politique et la sage liberté. Toutefois c'est en 1830, et sous le coup des graves événements européens que nous voyons se développer véritablement toute cette vie politique.

I

L'Empereur s'attendait à la chute du trône légitime en France dès le commencement de juillet 1830, et l'on sait que M. de Metternich ne dissimulait point ses inquiétudes à ce sujet. Aussi la diète hongroise venait-elle d'être convoquée pour le 8 septembre lorsqu'arriva la nouvelle des trois journées qui, en justifiant les craintes de la Cour de Vienne, lui rendait nécessaire la bonne volonté et peut-être l'appui des Magyars. Il voulait prendre des gages contre la Révolution par le couronnement de l'archiduc Ferdinand. Il voulait surtout obtenir une augmentation notable des régiments hongrois, en vue d'une guerre générale, qui n'a pas eu lieu, mais que prévoyaient toutes les puissances.

Il eut bientôt deux grands motifs de sécurité : les tendances plus que conservatrices de la chambre haute qui lui permettaient de tenir les députés en échec, et surtout l'es-

prit fort peu révolutionnaire de la petite noblesse, très-défiante à l'endroit de la démocratie européenne. Paul Nagy, dans l'effroi que lui causaient les journées parisiennes, allait jusqu'à dire que jamais danger pareil n'avait menacé le pays, qu'on avait chassé les Tartares, mais qu'on ne chasserait pas la démocratie. Plus d'un patriote, qui avait nourri dans son âme des pensées presque républicaines, se rattachait maintenant avec toute l'ardeur de ses pères à la monarchie légitime, condition essentielle d'un régime aristocratique. Chacun applaudit au couronnement du jeune roi Ferdinand, sans se préoccuper de la faible santé de ce prince qui, suivant le comte Dessewffy, avait failli l'écarter du trône, la famille impériale se croyant autorisée à un changement dans l'ordre de succession par l'exemple de Nicolas et de Constantin. Dans cette première ferveur royaliste, les Magyars renonçaient à exiger du nouveau souverain, comme ils y avaient songé d'abord, la promesse de résider dans le pays, et d'accorder à ses fidèles sujets la responsabilité ministérielle.

Le sceptre royal une fois mis à l'abri par cette consécration nouvelle, l'augmentation de l'effectif militaire souleva de graves difficultés. L'opposition libérale voulait bien aider le gouvernement contre la Révolution, mais elle avait conscience de la force nouvelle que les événements de Paris donnaient aux chambres électives contre les trônes héréditaires, et cette force n'était pas à négliger. D'ailleurs elle savait que les préparatifs militaires menaçaient directement la France, et elle ne pouvait supporter l'idée d'imposer à une nation libérale un gouvernement absolu. Elle déclara, non sans obtenir la majorité dans la chambre basse, qu'elle ne pouvait accéder aux demandes du gouvernement sans un

exposé des motifs, ce qui revenait à s'attribuer le droit de délibérer sur la question de paix et de guerre. Quant aux craintes que l'on éprouvait dans l'intérêt de la royauté, Nagy, rendu à son ancien rôle d'opposant, s'écriait : « Je comprends les inquiétudes au sujet du trône, mais plus encore au sujet de la constitution : une révolution récente n'a-t-elle pas montré que les trônes sont chose vivace? » On arrivait aux derniers mois de 1830, et le prompt rétablissement de la monarchie française dans la branche cadette avait calmé les premières appréhensions.

La plupart des magnats, des pairs de Hongrie envisageaient la question militaire dans un esprit différent. Toutefois, même dans cette assemblée, on voyait poindre une opposition constitutionnelle; si le comte Széchenyi se retranchait dans une prudente réserve, un de ses amis, un géant, se leva et fit retentir la noble salle des paroles les plus justes et les plus morales sur les déclarations de guerre, sur les vrais sacrifices. « Lorsqu'il s'agit, non pas d'une contribution en » blé ou en argent, ni même de notre existence à nous » autres qui délibérons, mais de la liberté et du sang du » pauvre peuple, la nécessité de la levée de troupes qu'on » nous demande doit être approfondie par l'assemblée avant » qu'elle ait le droit de se montrer magnanime : c'est une » question de légalité, et aussi une affaire de conscience. » S'il ne s'agissait que de nos biens à nous, que de notre vie » à nous, oh! alors à cheval pour la constitution et le roi! »

Celui qui parlait ainsi était le baron Vesselényi, noble magyar de Transylvanie, membre de la Diète provinciale de Kolozsvar (Clausenbourg), comme du parlement hongrois. Jeune encore, il avait déjà son histoire et sa légende. A l'âge de six ans, il hésitait à monter sur un cheval indompté; son

père lui cria : « Qu'as-tu donc? — J'ai peur. — Un Vesselényi n'a jamais peur, » dit le père, et, d'une main, il pose le petit garçon sur la selle, et, de l'autre, il donne au cheval un coup de cravache qui le fait partir au galop ; le cheval fut dompté. A l'âge de dix ans, Vesselényi accompagnait son père à l'assemblée du comitat : la discussion fut vive, on mit le sabre au poing, et l'enfant sauva peut-être la vie du baron en menaçant de son poignard ceux qui faisaient mine de l'attaquer. Deux ans plus tard, soldat volontaire de douze ans, le plus jeune de l'Europe, il prenait part à la campagne de Wagram. Sa jeunesse, paraît-il, avait été moins austère ; le géant sauvage était devenu homme du monde; mais il conservait son goût pour les exercices violents, et il était la terreur des commissaires royaux comme champion du libéralisme dans le comitat de Szathmár.

Sur la question militaire, l'hercule de Transylvanie ne rangea qu'un petit nombre de pairs à son opinion, et nous verrons plus d'une fois éclater entre les deux Chambres ces dissentiments insolubles, chacune mettant son amour-propre et son énergie à ne pas céder. La politique de M. de Metternich profita toujours de cette situation avec une grande habileté pour se donner des apparences de conciliation et de modération. Elle avait d'autant plus de force, qu'en général elle n'agissait pas directement, mais qu'elle s'adressait au dévouement des grands dignitaires, surtout au populaire et excellent archiduc Joseph. Le Palatin fit tous ses efforts pour obtenir des députés l'augmentation de l'effectif militaire ; il l'obtint en acceptant des conditions très-importantes : le nouveau contingent de 20,000 hommes, en plus des 30,000 accordés immédiatement, ne devait être levé que si la monarchie autrichienne était attaquée, et, dans aucun cas, il

ne pouvait être appelé à combattre la liberté des peuples, ni à dompter les révolutions étrangères.

La diète hongroise de 1830 a donc bien mérité de l'Europe, en décourageant les dispositions agressives de l'Autriche, et en écartant, autant qu'elle le pouvait, le danger d'une conflagration générale. Elle n'eut guère le temps d'obtenir autre chose : François II l'avait convoquée pour voter le contingent et pour accepter le nouveau roi; maintenant il la pressait de se séparer avant le 1er janvier 1831. Les griefs dont elle demandait le redressement, et les améliorations qu'elle réclamait, pouvaient être renvoyés à une autre législature, « à des temps plus tranquilles. » C'était une tactique bien connue qui, cette fois, indigna les députés. Nagy prit la parole : « La » loi de 1791 dit que l'on doit examiner les griefs de la na- » tion comme les demandes du roi. Eh bien, les plaintes qui » étaient déjà portées devant la diète précédente, on les ren- » voie maintenant à la diète prochaine. Ainsi vont les choses » depuis des siècles : le gouvernement nous satisfait sur un » point, oppose des délais à tout le reste, et, quand il a ob- » tenu ce qu'il veut, il dissout l'assemblée. Qu'arriverait-il si » de notre côté, après avoir accordé au gouvernement une » de ses demandes, nous répondions que, quant au reste, » nous éprouvons le besoin de conférer avec nos électeurs?... » En général, le gouvernement semble oublier que les dé- » putés de la nation ne sollicitent pas des grâces, mais ré- » clament l'exercice de leurs droits. »

Ce ferme langage resta inutile, et, après quelques lois qui tendaient de plus en plus à rendre le magyar seule langue officielle du royaume, les membres de la Diète se séparèrent. La tribune magyare resta muette pendant deux ans, mais l'esprit parlementaire et la vie politique n'étaient pas endormis.

Les événements étaient de nature à les tenir en éveil. La guerre de Pologne n'inspirait pas seulement les dévouements individuels de ceux qui passaient la frontière pour combattre les Russes ou pour soigner les blessés; plusieurs comitats, entre autres celui de Bars, envoyèrent des adresses au gouvernement pour lui rappeler Vienne délivrée par Sobieski, et pour lui signaler l'inconvénient qu'il y aurait à subir le voisinage immédiat, sur une large frontière, de l'Empire russe et de l'Église grecque. Le gouvernement resta immobile comme toute l'Europe; mais il avait la certitude que la question polonaise ne serait pas oubliée.

Le voisinage de l'armée russe amena le choléra au sud des Karpathes dès l'automne de 1831, et le choléra eut une influence réelle sur la politique intérieure. La soudaineté du fléau, l'ignorance populaire, la terreur inspirée par des mesures de prudence excessives et maladroites, déchaînèrent dans l'âme des paysans des passions longtemps comprimées. Le bismuth ordonné par les médecins ayant mal réussi, les poudres blanches devinrent suspectes; on crut dans les campagnes, notamment dans le comitat de Sároş, que les seigneurs, d'accord avec les médecins, empoisonnaient les fontaines. Ce fut l'occasion d'une affreuse jacquerie : un noble fut coupé en morceaux, un autre brûlé, et, malgré une prompte répression, les passions soupçonneuses durèrent autant que le régime féodal. L'abolition progressive de ce régime allait être nécessairement la grande affaire de la prochaine diète ; mais, d'autre part, les craintes inspirées par le fléau retardèrent d'un an la convocation de cette assemblée.

Un spectacle plus paisible et plus rassurant était celui des progrès dirigés par le comte Étienne Széchenyi : navigation

du Danube, concours de chevaux, expositions agricoles, sociétés d'économie politique, dans toutes ces fondations on retrouvait la main et le génie pratique de ce grand patriote. Il ne bornait pas là son activité, car sa passion pour le progrès matériel de son pays ne lui faisait jamais perdre de vue les intérêts de l'intelligence : ses brochures attaquaient les vieux préjugés exclusifs; les cercles, les casinos, dont il était le premier souscripteur, s'abonnaient aux revues et aux journaux étrangers; son concours était assuré à toutes les créations littéraires ou dramatiques. Rien ne manquait à cette généreuse expansion, rien, si ce n'est l'audace politique; dans sa crainte continuelle de compromettre le développement paisible du pays par une rupture avec la maison de Habsbourg, Széchenyi se tenait presque toujours à l'écart des discussions un peu vives, et, pendant cette partie de sa vie, son influence parlementaire fut très-faible. D'autres que Széchenyi allaient être les chefs de l'opposition réformiste.

Dans l'été de 1832, tout s'agita en vue des élections générales. C'était alors, comme aujourd'hui, un moment de fièvre que celui où se produisaient les candidatures, et la publicité du vote, les mœurs belliqueuses de cette nombreuse petite noblesse qui possédait seule le droit de suffrage, donnaient lieu à des scènes violentes ou à de tristes spéculations. Dans plusieurs chefs-lieux, le foïspan fit tous ses efforts pour écarter les candidats de l'opposition; en revanche, plusieurs comitats exigèrent de leurs députés le serment d'être fidèles à leurs instructions. Une pareille insistance n'avait rien de contraire aux principes politiques du pays : dans cette organisation presque fédérative, les deux représentants de chaque comitat n'avaient à eux deux qu'un suffrage à exprimer, et, pendant les séances, on ne disait pas : Balogh, Ragalyi,

Kölcsey, on disait : les représentants de Bars, de Borsod, de Szatmár. A la fin de 1832, la composition de la Diète était complète, et une mémorable législature allait commencer.

Jamais assemblée hongroise n'avait offert un pareil ensemble de talents puissants unis à des caractères énergiques; on peut dire que, de la session de 1833, date l'existence littéraire de la tribune magyare. La chambre des représentants conservait la plupart de ses gloires déjà reconnues, et des hommes nouveaux, ou peu remarqués jusque-là, venaient y prendre place. Nagy n'avait rien perdu de son talent; mais, comme l'explique fort bien M. Horváth, il avait beaucoup perdu de son influence : il était modéré avec passion, et, s'il n'y a pas de disposition plus estimable, il n'y en a pas qui expose davantage un orateur aux ressentiments successifs de toutes les fractions d'une assemblée. Nagy avait en horreur la réaction gouvernementale, cléricale et oligarchique; mais il ne voulait rien qui rendît le droit de voter indépendant de la fortune, ni même qui le rendît indépendant de la naissance; plein d'humanité pour les pauvres, il n'admettait point la suppression complète du régime féodal. Ses hésitations, ses brusques changements fatiguaient ses collègues et déconcertaient jusqu'à ses amis.

Deux esprits bien plus audacieux avaient hérité de sa popularité. Balogh, orateur fougueux qui ne calculait pas toujours la portée de ses paroles, était vivement combattu à chaque élection par le comte suprême de Bars, et ce n'était pas sans raison, si l'on en juge par ce catéchisme qu'il faisait apprendre à son jeune enfant : « Quel a été le plus grand des hommes? — Washington. — Quel est le meilleur des gouvernements? — La République. — Qu'es-tu? — Démocrate. » Böthy, surnommé par ses concitoyens le « Danton

magyar », était un gros homme au teint rouge, à la tête enfoncée dans les épaules, avec de petits yeux pleins de malice. Il avait des colères de lion qui faisaient frémir, et des humeurs caustiques dont ses partisans étaient parfois les victimes. Chacun, du reste, s'accordait à reconnaître la fermeté et la pureté de son caractère.

Si l'on cherchait à reposer son attention sur des figures plus tranquilles, le jeune Étienne Bezerédy fixait bientôt les regards. Dans le mouvement libéral du siècle il avait choisi les questions philanthropiques plutôt que les questions politiques; plein d'ardeur pour l'amélioration du sort des classes pauvres, il fut le premier à rendre libres ses paysans, le premier à fonder une école sur ses terres; il entrait dans la voie de progrès économique ouverte par Széchenyi; d'accord avec la tradition philosophique française, il demandait l'abolition de la peine de mort. Ses amis l'appelaient en riant « l'Éternelle Justice ». Un autre caractère généreux et plein de candeur était celui du savant poëte Kölcsey, qui s'arrachait à ses travaux paisibles pour traverser avec éclat, mais souvent avec chagrin, l'arène des luttes parlementaires. Ceux qui ont vu le portrait de Kölcsey, presque aussi répandu en Hongrie que celui de Kossuth ou de Deák, n'oublieront jamais cette figure à la fois sombre et douce, pleine de mélancolie et de bonté. La politique était chez lui affaire de sentiment; il ne connaissait pas la distance qui sépare la théorie de la pratique, et le discours qu'il s'adressait à lui-même au seuil de sa nouvelle carrière, était d'un poëte lyrique plutôt que d'un homme d'État : « Voici cette » patrie dont la sainte image en traits de feu a rempli les » songes de mon enfance, les pensées de ma jeunesse et de » mon âge mûr; cette patrie pour laquelle j'ai toujours

» voulu mourir, et dont les blessures six fois séculaires ont
» mille fois retenti dans mon cœur. Que vais-je faire pour
» elle, maintenant que la carrière s'ouvre devant moi?
» Pourrais-je appeler à la vie ces idées qui depuis vingt ans
» fermentent dans mon sein? »

II

Tout concourait à augmenter l'importance de la session de 1833. La soif de publicité qui travaillait toutes les nations de l'Europe n'épargnait pas la vieille société aristocratique de Hongrie, jusque-là beaucoup moins passionnée pour la liberté d'écrire que pour la liberté de la tribune. A défaut d'une publicité complète des séances, une nombreuse et ardente jeunesse avait le droit d'y assister; c'étaient les délégués des absents, qui remplaçaient les magnats empêchés d'occuper leurs siéges à la Chambre haute, ou les veuves de ces magnats et leurs enfants mineurs. De jeunes avocats, de jeunes littérateurs, de jeunes nobles recherchaient ces délégations qui leur donnaient le droit, non de voter ni de prendre la parole, mais d'écouter les discours et de témoigner leur approbation ou leur mécontentement. Jamais ils n'étaient venus en aussi grand nombre, jamais aussi capables ni aussi instruits.

Parmi ces jeunes gens était un avocat, Louis Kossuth, également bien doué comme journaliste et comme orateur. Dès 1833, longtemps avant que son nom fût devenu célèbre en Europe, il s'assura une grande réputation dans son pays en trouvant ce que tout le monde cherchait, un moyen de faire connaître jour par jour les séances de l'assemblée.

Jusque-là, le public n'était mis au courant que par d'insuffisantes communications aux journaux, fort peu nombreux, qui paraissaient à Presbourg ou à Pesth, la vraie capitale; les députés eux-mêmes se plaignaient des moindres commentaires qui suivant eux donnaient une idée fausse de leurs discours. Plus tard paraissait un gros in-folio contenant le journal de la Diète sous une forme très-sèche, peu faite pour attirer les lecteurs. Kossuth eut l'idée de relever au passage, dans des notes rapides, les parties les plus intéressantes de chaque discours, et, le soir venu, il composait un tableau animé, vivant de la séance, dont les nombreuses copies partaient immédiatement dans toutes les directions : lorsque la poste se refusait à les transmettre, les hussards employés au service du comitat venaient les chercher, et la censure était complétement éludée.

Devant une telle vie nationale, le latin, très-compromis depuis quarante ans, devenait tout à fait ridicule; il perdait chaque jour quelque parcelle de son domaine. Les magnats se virent obligés d'employer la langue magyare dans leurs messages et réponses à la Chambre des députés. Lorsqu'ils s'opposèrent à ce que l'on demandât au roi de faire rédiger en magyar toutes ses communications à l'assemblée, se fondant sur l'opinion de l'un d'entre eux, que la ruine du latin serait la ruine de la constitution, Kölcsey porta des coups terribles au parti rétrograde. « Ciel et étoiles, s'écria-t-il!
» Sommes nous le sénat romain, la république romaine, ou
» la nation magyare? On nous dit que depuis huit siècles la
» langue latine est en connexion avec notre histoire : belle
» raison! Nation indépendante, nous voulons vivre avec
» notre langue à nous. On nous parle de lents progrès, on
» dit qu'il ne faut pas se hâter; mais voilà quarante-trois

» ans que nous luttons, les magnats veulent donc que l'on » fasse un pas chaque siècle ! Serons-nous toujours en ar- » rière ? Sans parler des littératures allemande, française, » anglaise. les petites littératures danoise, suédoise, mar- » chent en avant de la nôtre. Pourquoi? Parce qu'on s'est » moqué de notre langue ; après vingt ans de carrière litté- » raire, j'en sais quelque chose. On parle des droits du » souverain; en quoi voulons-nous les méconnaître? On » craint la démocratie ; la Russie et la Turquie où l'on ne se » sert pas du latin sont donc des pays démocratiques ? Vous » défendez les droits de la noblesse : de quelle noblesse vou- » lez-vous parler ? Il y a noblesse et noblesse, vous êtes cinq » cents magnats, nous sommes les représentants de sept » cent mille nobles. Au lieu d'envoyer une réponse fière et » dure, vous qui êtes cinq cents à nous qui sommes sept » cent mille, rappelez-vous vos ancêtres patriotes et soyez » leurs dignes descendants ». La haute chambre finit par renoncer à son *veto* contre le nouveau progrès de la langue nationale et cette discussion préparatoire terminée, de longs débats commencèrent sur les questions essentielles.

L'insurrection polonaise étant vaincue depuis deux ans, il n'était pas possible de soulever une discussion sur l'indépendance absolue de la Pologne ; mais à la fin de 1833, on pouvait encore demander le maintien des traités de 1815, qui assuraient à ce pays une constitution et une administration séparées. Tel est le but que se proposèrent plusieurs députés magyars, encouragés par les vœux de leurs commettants et par les lettres que leur écrivaient de Paris les chefs de l'émigration polonaise. Parmi ces lettres s'en trouvait une adressée à la Diète elle-même, sorte d'appel désespéré qui pouvait donner lieu aux plus graves complications.

Le gouvernement fut tiré d'embarras par le premier dignitaire du royaume, oncle du tsar Nicolas, le palatin Joseph, qui employa sa grande influence, non pas à prévenir le choc, mais à l'amortir.

Balogh, un des députés qui avaient reçu des lettres de Paris, proposa d'envoyer une adresse au roi pour le supplier de réclamer par les moyens diplomatiques l'observation des traités. Les sympathies pour la nation sœur se traduisirent par des paroles menaçantes : « Puisqu'à la mort d'un roi, » dit Palóczy, les autres rois portent le deuil, pourquoi donc » à la mort d'une nation libre les autres nations ne portent-» elles pas le deuil ? Portons le deuil, non dans nos vête-» ments, mais dans nos cœurs. Je le déclare solennelle-» ment, et que le gouvernement le sache, dans le seul comi-» tat de Borsod, trente mille hommes sont prêts à tout souf-» frir pour les Polonais. » Les révolutions du midi se dressèrent avec leurs récents souvenirs : Tisza reprocha au cabinet de Vienne d'avoir employé les libres soldats de la Hongrie à l'écrasement des patriotes italiens; Kölcsey, en vrai poëte lyrique, rappela Missolonghi, tombe glorieuse de Byron, et témoigna l'inquiétude que lui causait la Russie : « Nous ne pouvons nous dissimuler le péril qui nous me-» nace, quand une constitution libre est détruite sur nos » frontières, et que la puissance du nord s'étend toujours » plus autour de nous ».

Ces débats généreux, quoique un peu stériles, fournirent à un nouveau député, devenu plus tard l'homme nécessaire de son pays, une occasion de montrer sa vigoureuse logique et sa sobre éloquence. François Deák releva énergiquement les paroles d'un député qui trouvait fort naturel que les nations périssent. « Je le sais bien, dit-il, l'histoire en-

» seigne qu'une nation s'élève tandis qu'une autre s'a-
» baisse; mais elle ne nous enseigne pas à regarder froi-
» dement et sans la secourir une nation qui lutte contre
» la destruction. Je sais que les hommes naissent pour
» périr : en est-ce moins notre devoir de secourir un
» homme dans le danger ou dans le besoin? » Il rappela ensuite que les peuples, en combattant Napoléon, avaient cru combattre pour leur liberté, et que tous les pays constitutionnels étaient solidaires. Toutefois les députés, peu désireux d'engager leur pays dans une querelle insoluble, renoncèrent au projet d'adresse. Ils n'en avaient pas moins élevé la voix, dans le silence de l'Europe officielle, pour la cause de la justice et de la liberté.

Nous ne pouvons songer à présenter un tableau complet des travaux de cette longue législature : la réunion de la Transylvanie ou d'une partie de cette principauté à la Hongrie proprement dite, projet favori de Vesselényi et de Kölcsey, transylvains de race magyare, offrirait un médiocre intérêt aux lecteurs français peu habitués à ces interminables querelles provinciales. Les progrès de la liberté religieuse, surtout en ce qui concerne les mariages mixtes, auraient une plus vaste portée; mais cette question ne devait recevoir que plus tard la solution préparée dès 1833 par de vives discussions. Il y eut même une scène violente. Bōthy, au moment où il signalait les atteintes portées à la liberté de conscience, fut interrompu par le brusque démenti d'un député ecclésiastique Il s'éleva un tel orage que la séance dut être levée et remise au lendemain; dans l'intervalle les légistes magyars, qui professent comme les Anglais le culte du précédent juridique, ne trouvèrent que trois exemples d'une injure analogue pendant plus d'un siècle.

On se plaignait de la mollesse du président, et dans la séance suivante Böthy fut approuvé par la majorité lorsqu'il demanda justice. Le député ecclésiastique n'évita un long procès qu'en cessant de paraître à l'assemblée. Après avoir rapporté ce trait de mœurs publiques, il nous tarde d'arriver à l'œuvre essentielle de cette assemblée, l'abolition partielle de la féodalité.

Longtemps la noblesse hongroise, celle de la chambre basse surtout, avait repoussé toute amélioration nouvelle du sort des paysans ; excepté en 1790, l'opposition libérale s'était montrée plus rétrograde, au point de vue social, que le gouvernement autrichien. Celui-ci protégeait en toute occasion les paysans contre leurs seigneurs, et maintenant encore il insistait pour que la Diète formulât un meilleur réglement féodal ; à une condition toutefois, c'est qu'on ne dépasserait pas les limites fort modestes de la philanthropie ministérielle, car il se réservait dans ce cas de tout empêcher. On a peut-être trop cherché des preuves de machiavélisme dans cette politique de François II et de Metternich : ils voulaient faire quelque chose pour les classes agricoles, mais ils craignaient qu'un affranchissement complet et soudain n'offrît à d'autres provinces un exemple révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, la défiance était grande chez les députés vraiment libéraux de 1833 à l'égard du gouvernement, et leur désir était vif et sincère d'initier les paysans à une liberté complète. Kölcsey traduisit avec énergie ce double sentiment. « Je me réjouis que l'initiative vienne du » gouvernement, car nous pourrons reconnaître les vrais » amis, les vrais ennemis du peuple. Le gouvernement veut » un règlement féodal, nous voulons la naissance d'une » nation. Que le peuple jouisse des droits du propriétaire et

» des droits du citoyen ! Que la constitution protége dix mil-
» lions d'individus et non pas sept cent mille ! » Magnifiques paroles, que des privilégiés ont rarement trouvées, ou qu'ils n'ont su trouver que lorsqu'il était trop tard !

Avec de pareilles tendances, on pouvait bien supposer que le projet de loi longuement préparé et débattu par une commission parlementaire serait tout autre chose qu'une série de modifications timides. En effet, malgré l'opposition qu'il rencontra, soit dans les séances de cercle (*Kerületi ülések*), soit dans les séances générales, malgré l'opposition plus vigoureuse encore des magnats, le projet définitivement soumis à l'Empereur-Roi contenait des progrès immenses : les paysans pouvaient racheter leur terre en toute propriété moyennant un contrat avec leur seigneur; ils ne pouvaient être atteints dans leur liberté et dans leurs biens que par une sentence régulière, et la justice seigneuriale n'était plus qu'un arbitrage entre paysans. La corvée et les redevances en nature étaient fort adoucies. En un mot, sauf quelques prudentes réserves destinées à disparaître, le régime aristocratique se trouvait restreint à l'exercice des droits politiques, et la liberté civile s'élevait sur les ruines de la féodalité.

C'était un grave échec pour la cour de Vienne, qui voyait surgir, au lieu du nouveau règlement qu'elle avait demandé, une loi capable de doubler les forces de la Hongrie par la réconciliation volontaire de la noblesse avec les paysans. Elle laissa longtemps attendre sa réponse, et finalement invita la Diète à présenter un projet moins radical : dans les derniers mois de 1834, les discussions recommencèrent. La chambre haute, voyant sa résistance approuvée par la couronne, se prononça nettement pour le maintien des privi-

léges, et fit plus d'une fois échouer les efforts des représentants. Le parti de la réforme n'en fut que plus disposé à porter le débat sur le terrain politique : il ne s'agit plus seulement d'un progrès dans la loi civile, mais de la nationalité elle-même, compromise par les haines de caste, et ne pouvant s'appuyer solidement que sur l'union sociale et la confiance mutuelle.

La séance du 10 novembre fut mémorable entre toutes; résumons au moins en quelques lignes les discours de Deák et de Kölcsey. « Notre devoir de législateur est double : » aider les paysans dans leur misère matérielle présente, » mais aussi leur préparer un avenir plus digne en leur » donnant liberté et propriété. Voilà ce que le gouverne- » ment ne veut pas admettre, lui si pressé d'adoucir le sort » des paysans. Tous ces adoucissements matériels ne sont » que la moitié, pas même la moitié de notre devoir. La » liberté des paysans est un devoir envers la patrie; car la » patrie n'est vraiment heureuse et florissante que lorsque » des mains libres cultivent le sol; elle est forte la nation » dont l'indépendance est protégée par des mains libres. »

Ainsi parla Deák; Kölcsey produisit un effet encore plus grand. « Chez nous, dit-il, outre les citoyens de quelques » villes il n'y a que deux classes d'hommes libres : le sei- » gneur qui possède le village, et le mendiant qui dans les » rues du village, pieds nus et tête nue, demande son pain. » Pourquoi maintenir cette situation dans l'intérêt de la » monarchie? Un peuple qui n'a rien n'en est que plus redou- » table : le pauvre peuple de Paris a renversé Louis XVI. » Serait-ce dans l'intérêt de l'aristocratie ? Mais chez nous la » noblesse vit au milieu des campagnes, au milieu des » contribuables : elle a besoin de leur bienveillance qui ne

» peut s'acquérir que par une confiance mutuelle... Le gou-
» vernement ne semble pas comprendre que les temps sont
» changés, qu'aujourd'hui le soldat et le financier sortent
» du peuple. Il ne faut donc plus parler des intérêts d'une
» caste, mais bien de ces intérêts communs qui rattachent
» tous les membres de la société à la patrie : liberté et pro-
» priété. »

Le gouvernement et la pairie, désespérant de vaincre par les moyens ordinaires une aussi ferme éloquence, imaginèrent de soulever les électeurs contre leurs représentants ; rien de plus ingénieux et rien de plus facile, car des discours tels que celui de Kölcsey, où le poëte exagérait la pensée de l'homme d'État, pouvaient alarmer les intérêts conservateurs même dans les districts les plus dévoués au libéralisme. Le comitat de Szathmár entre autres envoya de nouvelles instructions à ses députés, et Kölcsey donna sa démission. Ce fut un deuil public, et le journal de Kossuth parut encadré de noir. Les adieux de cet homme généreux à la vie politique produisirent sur la jeunesse une impression qu'elle n'oublia jamais. « A notre arrivée nous nous
» proposions deux objets : relever le peuple contribuable, et
» donner une meilleure assiette à la propriété. Le moment
» nous semblait venu d'obtenir par la voie légale, par des
» négociations entre les sujets et leur prince ces progrès qui
» ailleurs ont fait couler des flots de sang. Notre mot d'ordre
» était *patrie et progrès*... Dieu garde la nation de tout mal,
» et fasse luire pour elle de beaux jours. »

L'irritation fut extrême contre ces manœuvres qui aboutissaient à l'exclusion des orateurs les plus populaires, et les magnats, qui y avaient pris une grande part, en portèrent la peine devant l'opinion. Le moins radical des

hommes, Paul Nagy, sépara nettement la cause de cette haute noblesse titrée de la cause vraiment conservatrice; il parla au nom de la noblesse vraiment nationale, amie des classes pauvres, et souvent menacée dans ses biens par l'insatiable avidité de quelques grandes familles : « Qui parle » de démocratie? que signifient ces accusations de républi- » canisme, plus étrangères aux mœurs de la Hongrie qu'à » celles de tout autre pays? La noblesse qui est bien inspi- » rée aime le peuple contribuable qui nourrit le pays, qui » le défend et supporte toutes les charges. Toute la nation » aime le roi, la famille royale, la liberté et le peuple; ce » qu'elle n'aime pas, à part quelques exceptions glorieuses, » c'est l'oligarchie, qui est le fléau de la constitution, du » peuple et de la noblesse. Cette oligarchie, loin d'être utile » à la noblesse, veut toujours s'arrondir à ses dépens (*ar-* » *rondirozni*), si bien que, dans une partie du pays où il y » avait trois cents familles nobles au siècle dernier, il n'y » en a plus que trois aujourd'hui. »

Si le modéré Paul Nagy s'exprimait ainsi contre la haute noblesse, on devine quels pouvaient être les sentiments d'un démocrate. Balogh alla jusqu'à mettre en question l'existence même de la chambre héréditaire : « Ainsi périt dans » notre patrie toute cause nationale, et ainsi périra-t-elle, » tant que la diète sera constituée comme elle l'est, avec le » veto illimité de la chambre haute; tant que le clergé » prendra part à la législation civile, tant que le pouvoir » distribuera des places. Jusqu'à quand nous dira-t-on que » deux années de délibérations ne suffisent pas pour sup- » primer l'esclavage des paysans et l'omnipotence des sei- » gneurs? Ils peuvent se réjouir, les partisans de l'arbi- » traire, qui regardent tout progrès comme dangereux, qui

» sont toujours prêts à sacrifier les droits des autres, et
» pour qui les larmes versées par millions et par milliards
» ne sont que de l'eau qui coule! »

Balogh se désespérait trop facilement : la cause n'était pas perdue; elle mettait du temps à triompher, comme il est naturel lorsque des lois séculaires et compliquées sont battues en brèche par le progrès. La dîme ecclésiastique survécut à la diète de 1834, non sans subir de rudes attaques; l'inaliénabilité des terres nobles survécut, mais Kölcsey en avait montré l'injustice et l'inutilité : « Sauve-t-on ainsi
» les grands noms? Personne n'ignore le nom des Gara,
» famille jadis nombreuse et brillante; eh bien! Dieu sait
» dans quel coin du pays ils conduisent la charrue. » On avait répété ces arguments bien connus : les paysans ne sont pas à plaindre, ils peuvent continuer à vivre comme ils ont vécu pendant des siècles, les vieilles institutions doivent être conservées parce qu'elles sont vieilles; mais Deák avait frappé ces préjugés de coups mortels, et dans un prochain avenir ils devaient être condamnés.

Au début de l'année 1835, les réformistes avaient obtenu plus de résultats qu'ils ne voulaient en convenir : les paysans n'étaient plus à la merci de leur seigneur, à la fois juge et partie, et ne pouvaient plus être arrêtés par son ordre; ils avaient le droit de quitter leur terre en vendant leur usufruit, et le droit de conclure un arrangement avec le seigneur pour acquérir la propriété complète, mais sans rupture du lien féodal; leurs redevances matérielles étaient notablement diminuées. Enfin ils n'avaient plus à supporter les frais de la diète, qu'ils étaient seuls à payer jusqu'alors : ce n'était pas là un simple acte de justice, c'était un acheminement à l'égalité devant l'impôt, et le digne couronne-

ment de cette lutte patiente où n'avaient manqué ni l'éloquence ni les nobles sentiments.

III

Au mois de mars 1835, une nouvelle importante se répandit dans tous les états de la monarchie autrichienne, et produisit en Europe un assez grand effet. François II, le neveu de Louis XVI, le beau-père de Napoléon, venait de mourir, terminant un des plus longs règnes de l'histoire et l'un des plus contestés ; ceux-ci pleuraient en lui le courageux, l'inébranlable représentant des anciennes idées monarchiques, ceux-là flétrissaient la mémoire de l'ennemi du libéralisme et du geôlier de Silvio Pellico. Les Hongrois l'avaient vu rarement, et ne le regrettaient guère que par acquit de conscience, comme des sujets loyaux. D'ailleurs ils savaient bien que la politique de M. de Metternich ne changerait pas avec la personne du prince. Le comte Étienne Zichy, chargé de notifier aux cours d'Italie l'avénement de Ferdinand V reçut cette recommandation du grand ministre : « Dites bien que l'ordre monarchique vient de rem» porter une grande victoire, car un règne de quarante» deux ans finit et rien ne bouge. » Metternich ne se proposait pas sans doute de donner le signal du mouvement.

Il fallait complimenter le nouvel Empereur-Roi. Une nombreuse députation fut envoyée à Vienne, et reçut un accueil solennel. Réunis dans le palais de la chancellerie magyare, plus de soixante membres de la Diète se rendirent à la cour entre deux haies de soldats magyars ; Ferdinand les attendait revêtu de leur costume national qui n'est

jamais plus beau que lorsqu'on est en deuil : la nationalité distincte de la Hongrie était donc reconnue dès les premiers jours du règne. Toutefois une petite querelle, s'engageant dans l'assemblée de Presbourg entre les magnats et les députés, prouva bientôt que l'on ne serait pas toujours d'accord sur les grandes choses : l'opposition aurait voulu que le roi portât en Hongrie le nom de Ferdinand 1er ; elle dut renoncer à cette prétention, qui eût infirmé le titre héréditaire des premiers Habsbourg. Une affaire plus grave vint mettre pour ainsi dire à l'ordre du jour la liberté de parler et la liberté d'écrire. Vesselényi subit un double procès, l'un en Transylvanie qui n'eut pas de suite importante, l'autre en Hongrie par un discours prononcé dans le comitat de Szathmár : il avait traité les agents du pouvoir de sangsues altérées de sang, et cette image, encore neuve pour les Hongrois, avait causé de grandes colères. Il n'en était pas moins fort grave de poursuivre un membre de la Diète pour délit de parole, et dans la chambre basse les deux champions de la démocratie, Böthy et Balogh, défendirent avec énergie le noble baron. La querelle s'envenima lorsque Balogh eut déclaré en pleine séance qu'il prenait à son compte les paroles de Vesselényi : on cria à l'infidélité, mot terrible dans la loi politique hongroise, et son comitat fut mis en demeure de le remplacer ; mais les tenaces électeurs de Bars s'empressèrent de l'acclamer de nouveau et de le renvoyer à Presbourg.

Ces incidents donnèrent à la dernière session de la mémorable assemblée quelque chose d'amer et de violent. Les discussions sur la langue nationale et sur l'instruction publique ne furent pas paisibles, comme il conviendrait ce semble en pareille matière. Le gouvernement ne put pas ou

ne voulut pas empêcher la langue magyare de dominer toujours plus dans les tribunaux et dans l'enseignement; mais lorsqu'il fut question de grandes fondations universitaires, de théâtres, d'écoles industrielles, la réponse royale fut évasive et hostile. Alors les orateurs les plus calmes s'exprimèrent dans un langage presque aussi vif que les opposants les plus passionnés : « Comment, s'écria Deák, nous ne de- » mandons au gouvernement ni argent, ni conseils, nous » n'attaquons en rien ses droits, nous voulons simplement » faire une loi sur l'éducation de nos concitoyens, et l'on » nous en empêche! Quel sera le résultat de cette conduite? » On croira que le gouvernement, se défiant de la Hongrie, » veut arrêter ses progrès... Je conseille à la nation de ne » compter que sur elle-même. » « Le gouvernement, fit » observer Bezerédy, agit contre sa propre conscience, mais » tout a des bornes, la patience en a aussi : que le gouver- » nement prenne garde à ses actions. La nation se voit » forcée à ne compter que sur elle-même : nous avons le » droit, nous avons la force de travailler nous-mêmes au » salut de notre patrie. Je vous en conjure, faisons des sa- » crifices pour accomplir le plus saint des devoirs, l'éduca- » tion du peuple. »

Bôthy n'eut garde de rester en arrière : « Dans notre » lutte contre l'ignorance, dit le député de Bihar, nous ne » demandons pas d'argent au pouvoir, et il vient nous dire : » Attendez, comptez sur moi! mais, je vous le demande, que » pouvons-nous attendre d'un pouvoir qui ne sait faire que » le mal? Est-ce depuis hier qu'il nous gouverne? Qu'a-t-il » fait pour nous depuis trois siècles? Le héros de notre » siécle, Napoléon, qui n'était pas assurément un grand ami » de la liberté, a rouvert l'Université de Padoue. Voilà ce

» qu'a fait le brigand!... Demain aura lieu notre dernière
» séance, et voici ce que je trouve dans l'évangile de
» demain : Allez prêcher la parole à tous les peuples de
» l'Orient à l'Occident. Eh bien! nous aussi nous irons de
» l'Orient à l'Occident prêcher la parole avec toute l'amer-
» tume qui est dans nos cœurs. »

« La nation ne doit pas compter que sur elle-même », ces paroles de Deák ne restèrent pas sans écho lorsque la Diète fut convoquée au printemps de 1836. Pendant trois ans (la constitution ne permettait pas un plus long délai) le gouvernement ne convoqua pas les électeurs, et dans cet intervalle il témoigna fort peu de sympathies et de respect pour les libertés hongroises. On pourrait croire après cela que nous devons constater une lacune de trois ans dans cette histoire parlementaire, et passer outre. Grande erreur : les nations qui ont un véritable instinct constitutionnel ont cela de remarquable que leur vie politique ne s'arrête ni ne faiblit dans le silence de la tribune. Les questions soulevées précédemment continuent leurs progrès dans les mœurs et dans les esprits, elles mûrissent en passant de la théorie à la pratique : alors seulement on en peut apprécier toute la valeur. D'autre part des questions nouvelles surgissent pendant le repos de l'éloquence, de nouveaux besoins se manifestent, et préparent du travail pour la prochaine législature aux orateurs et au gouvernement.

Les esprits modérés s'appliquèrent, sous la direction du comte Étienne Széchenyi, à dégager toutes les conséqences des lois récemment votées. L'abolition partielle du régime féodal, en changeant les conditions du travail agricole, avait attiré l'attention publique vers ces progrès économiques si vivement désirés par le *grand Magyar*. Nous ne pouvons

indiquer tous les travaux de cette époque, mais il en faut signaler un qui eut une grande portée politique et sociale : la construction du pont entre Pesth et Bude, merveille d'élégance et de solidité. Une loi récente obligeait les nobles à payer leur passage lorsqu'ils traverseraient le pont, et cette contribution modique était un nouveau pas vers l'égalité des citoyens devant l'impôt : comment s'étonner qu'un défenseur acharné des vieilles coutumes ait déclaré qu'il ne passerait jamais sur le pont, symbole de la constitution détruite? On voit que l'école de Széchenyi savait fort bien allier à ses préoccupations matérielles les projets politiques les plus hardis.

Une jeunesse impatiente voulait davantage encore : groupée autour de Kossuth, elle reconnaissait pour ses lieutenants Pulszky et Szemere, destinés par leur savoir et par leurs talents à une grande carrière, et l'ardent Lovassy, que les vengeances politiques fauchèrent dans sa fleur : c'était déjà la génération de 1848, quoique le grand romancier Jókay et le grand poëte Petöfi ne fussent encore que des enfants. Nourrie des littératures étrangères, surtout de notre littérature révolutionnaire, passionnée pour le travail et pleine de mépris pour l'oisiveté futile, cette vigoureuse jeunesse exerçait une grande influence, plus grande encore depuis la clôture de l'assemblée. Ses tendances étaient ouvertement démocratiques, et Lovassy se déclarait républicain ; son organisation ressemblait, avec moins de secret, à celles des sociétés françaises ou italiennes : M. Horváth la compare à la *Société des droits de l'homme*. Vesselényi était beaucoup plus novateur que son ami Széchenyi, et sa parole ardente trouvait de l'écho. Enfin Kossuth n'avait pas renoncé au journalisme : il se proposait de créer dans l'intervalle des deux

législatures, une sorte de lien entre les différents comitats. Le seul titre de sa nouvelle publication (*Törvényható tudositások* : les Renseignements législatifs) lorsqu'il n'y avait pas de diète rassemblée ni convoquée, était une menace.

A cette triple attaque de l'association, de la presse et de la parole, le gouvernement répondit par un triple procès. Lovassy et quelques-uns de ses amis furent arrêtés sur l'ordre du procureur royal et enfermés au château de Bude; l'instruction fut conduite avec un grand mystère, et les débats ne furent ni libres, ni publics : il n'y eut aucune sentence de mort, mais le chef de la « conspiration » fut condamné à dix ans de forteresse, les autres accusés à des peines moins dures. Kossuth, autorisé par le comitat de Pesth à publier son journal malgré les avertissements judiciaires, fut arrêté nuitamment dans une de ces maisons de campagne délicieusement situées sur les collines de Bude, où les habitants de Pesth viennent respirer le grand air : pendant une année entière il fut tenu au secret le plus rigoureux et finalement s'entendit condamner à quatre ans de prison. Maladroites rigueurs : l'âme de Kossuth n'était pas de celles que peut abattre la captivité, et lui-même dans la suite n'a point maudit ces tristes années où son caractère s'est trempé vigoureusement. Lorsque l'usage des livres lui fut enfin permis, il apprit l'anglais et lut Shakespeare : admirable éducation d'orateur! Qui pourrait dire ce qu'un pareil compagnon de chaîne, lentement médité à cette lumière douteuse qui traverse les barreaux d'une cellule, a dû ajouter de passion, d'éloquence, de grandeur, à cette nature si riche par elle-même? Qu'on se rappelle, même sans Shakespeare, la prison de Mirabeau.

Toutes ces sentences étaient prononcées par la première

autorité judiciaire du royaume, la Table royale, dévouée alors aux intérêts ultra-conservateurs. La condamnation de Vesselényi à trois ans de forteresse après un interminable procès mit le comble à l'agitation, surtout lorsque dans l'inondation de 1838 le noble géant, libre encore, eut montré le plus grand courage et sauvé des malheureux en danger de mort. Cet appareil inquisitorial et mystérieux avait donc manqué son effet : le pays répondait au parti réactionnaire et à la cour de Vienne en instruisant de tous côtés, dans ses réunions et dans ses assemblées locales, le procès de l'arbitraire, car on n'avait rien respecté, ni l'équité, ni les formes judiciaires, et c'était la cause de la liberté individuelle en même temps que la cause de la liberté de parler et d'écrire qui allait dominer tous les débats de la Diète en 1839 et en 1840. Les électeurs se décidèrent d'après leur opinion sur ces grands principes, et nous pourrons laisser de côté les autres questions qui se présentèrent, ou les indiquer seulement en passant.

La chambre basse ne se trouva pas gravement modifiée par les élections, quoique l'influence gouvernementale fût parvenue à écarter plusieurs opposants; mais les nobles pairs s'étaient recrutés d'une jeunesse que nous pouvons comparer à ces lords de trente ans qui ont offert plusieurs fois à l'Angleterre le rare spectacle de la sagesse unie à l'ardeur : Joseph Œtvös, Ladislas Teleki; la science profonde, le patriotisme intrépide. Hélas! pourquoi ne peut-on rappeler sans tritesse le plus grand et le meilleur de tous, le comte Louis Batthyány? A travers sa gloire d'orateur qui le désigna plus tard pour être le chef du premier ministère magyar, on aperçoit l'ignoble potence que devaient dresser pour lui en 1849 les fureurs de la réaction. Batthyány avait,

comme ses amis, beaucoup voyagé, beaucoup appris : admirateur des constitutions de l'Occident, il voulut faire sortir l'aristocratie magyare de son rôle inerte et stérile. Dès l'ouverture de la Diète, il rédigea le programme du jeune parti libéral dans la chambre haute : parler dans les assemblées des comitats, rechercher une popularité de bon aloi, prendre une large part à toutes les fondations, à tous les progrès économiques, revendiquer pour chacun la liberté de conscience, et pour le pays son indépendance nationale. Déjà le casino de Pesth, rendez-vous de la haute noblesse, était le théâtre de discussions ardemment suivies, et dans les salons les femmes s'intéressaient à toutes les questions politiques. Les magnats conservateurs eux-mêmes s'apprêtaient à entrer sérieusement dans la lice et à défendre leurs principes autrement que par un éternel veto : les Dessewffy, les Majláth, les Apponyi, formaient un parti de résistance qui n'était nullement méprisable.

Allait-on commencer, dans l'une et l'autre chambre, par faire droit aux demandes du roi qui réclamait des levées de troupes et diverses améliorations administratives, ou par exiger du gouvernement le redressement des griefs accumulés depuis trois ans? Précisément alors une nouvelle à peine croyable vint reléguer au second plan pour quelques jours la captivité de Vesselényi, de Lovassy et de Kossuth : l'un des deux députés de Pesth, Szentkirályi, plus tard fort célèbre, annonça que son collègue Gédéon Raday se voyait interdire l'entrée de la Chambre, comme l'abbé Grégoire en France vingt ans plus tôt Il y avait là violation de la liberté électorale, insulte au comitat de Pesth, atteinte à la représentation nationale, qui se trouvait incomplète. Batthyány s'indigna que l'on songeât à délibérer sur une question

quelconque tant que justice ne serait pas rendue : « Quoi, » dit-il, la Diète devra délibérer toutes choses cessantes sur » les propositions du roi, même si les députés se voient » fermer arbitrairement la porte de l'assemblée, même si » la liberté de parole reste un principe moral sans appui de » la loi, même si des griefs séculaires attendent vainement » satisfaction, même si le roi se réserve, lorsqu'il aura » obtenu ce qu'il veut, de clore brusquement la session? » L'affaire devenait si grave que de part et d'autre on sentit la nécessité d'un accommodement : une lettre du roi promit qu'il ne serait porté dorénavant aucune atteinte à la liberté électorale, et de son côté Raday, pour éviter un conflit insoluble, se retira.

Après l'escarmouche, le combat sérieux ; ne nous pressons pourtant pas trop de prédire une de ces batailles parlementaires sans merci comme en présente notre histoire. Même dans les plus grands orages, le sentiment de loyauté monarchique n'était pas absent de la discussion, et le roi ne cessait pas, au delà, bien au dessus de ses agents attaqués avec vigueur, d'être la justice même et le suprême recours. C'est au nom du roi, dans l'intérêt du roi, et non pas contre le roi que Deák vint réclamer le redressement des griefs : « Je n'aurais jamais cru que dans un pays constitutionnel il » me fallût commencer par où je me vois obligé de com» mencer ; mais puisqu'il le faut, je déclare qu'en disant le » gouvernement, je ne veux point parler du souverain, mais » bien des conseillers qui l'entourent, et que les anciennes » lois du pays devraient punir... A personne plus qu'à moi, » il ne serait agréable de sècher les larmes et de briser les » chaînes de ceux qui sont dans le malheur. Et pourtant je » ne puis rien sacrifier du bien public : ma conscience,

» comme les instructions que j'ai reçues, me le défend.
» Aussi avant toutes choses j'élève ma voix chargée de
» plaintes vers mon bon roi. Et je me demande quelle est
» la meilleure preuve de confiance; est-ce de dire ouverte-
» ment au prince : notre seigneur, c'est pour tes fidèles
» Magyars une grande douleur, mais ils se sentent inca-
» pables d'obéir à tes ordres tant que tu n'auras pas guéri
» leurs maux — ou bien de lui dire ; nous souffrons, mais
» ce que tu désires nous allons l'exécuter? Dans ma convic-
» tion, le premier de ces deux discours est le plus confiant,
» le plus respectueux. Et c'est pourquoi je demande que
» nous obtenions satisfaction avant de discuter les proposi-
» tions du roi. » On pensera peut-être comme nous que jamais la fidélité n'a parlé un plus touchant langage.

Un passage de ce discours veut être expliqué : c'est celui où Deák parle de larmes à sécher et de chaînes à briser. Là était le nœud comme aussi l'intérêt dramatique de la situation; la politique royale se servait avec habileté de ses ôtages. Renoncez, disait-elle à l'opposition, renoncez à ces querelles qui aigrissent, qui enveniment tout, et de même que nous avons promis de respecter à l'avenir la liberté électorale, nous respecterons la liberté de parole, et jusqu'à un certain point la liberté de s'associer et d'écrire. Abordez l'examen de nos demandes sans vouloir nous contraindre à des excuses pour le passé; contentez-vous de l'avenir, et nous avons une amnistie toute prête pour les condamnés de l'année dernière. Il y avait donc pour les opposants quelque chose de pénible, de cruel même à persister dans leurs exigences. Toutefois ils n'y renonçaient pas; ils ne voulaient ni ne pouvaient préférer la liberté de quelques-uns à la dignité de tous. Leur conscience n'admettait pas que des

promesses d'une exécution incertaine eussent le pouvoir de couvrir des abus passés, mais récents, exemple fâcheux pour l'avenir.

Les derniers mois de 1839 et les premiers de 1840 furent consacrés, sauf divers intervalles remplis par d'autres affaires, à chercher la solution de ce difficile problème. Palóczy, sorte de puritain magyar comparé par M. Csengery aux têtes rondes de Cromwell, Szentiványi, enfin le vieux Paul Nagy, résistèrent victorieusement aux députés rétrogrades habilement dirigés par Zsedényi. Ils firent justice de cette théorie commode que si la loi ne définit pas nettement le crime de trahison, la conscience du juge décide souverainement. Ils rappelèrent Montesquieu et la révolution française; ils montrèrent l'absurdité des procès intentés à Kossuth et à Vesselényi pour avoir dit ou écrit un peu plus énergiquement ce qui se répétait chaque jour de tous côtés, et l'illégalité du procès de Lovassy. « Déjà dans » la dernière diète, s'écria Nagy, lorsque le baron Vesse- » lényi et le député de Bars furent cités en jugement pour » infidélité, je me levai, demandant qu'avant toutes choses » on révisât les lois que nous tenons pour obscures ou in- » suffisantes, et que l'on sût bien ce que c'était que le crime » d'infidélité... J'entends dire maintenant que le juge pro- » nonce d'après la loi et sa conscience, et ne rend compte » qu'à Dieu; j'accepte le principe, mais je change ainsi la » phrase : le juge doit prononcer d'après la loi, être en » paix avec sa conscience, et ne rendre compte qu'à Dieu. »

Cependant on n'oubliait pas les prisonniers, dont la captivité se trouvait allongée par ces discours. Deák crut pouvoir repousser en leur nom une délivrance injurieuse : « les » douces obligations de l'amitié et de la sympathie inspirent

» aux plus ardents de nos collègues le désir de soulager les » souffrances, de délivrer les captifs et de les rendre à leur » patrie. Mais un devoir plus saint et plus grand se dresse » devant nous, le devoir envers la patrie. La nation ne » nous a pas commandé d'adoucir le sort de quelques » citoyens, mais bien d'obtenir le redressement des griefs » publics. Eux-mêmes trouveraient une telle liberté plus » cruelle que leurs souffrances. » Sous le langage romain de Deák, on sentait percer la tristesse et l'impatience d'en finir, et comme ce grand citoyen a toujours montré un esprit aussi conciliant que ferme, c'est à lui que s'adressa l'archiduc-palatin Joseph, ennemi déclaré des mesures rigoureuses et des excès politiques dans tous les sens. M. de Metternich finit par se prêter à la conciliation essayée par ces deux hommes de bien; l'on convint d'une prochaine amnistie, et une lettre royale donna le vrai sens de cette concession, en reconnaissant que la liberté de parole était dans les lois du pays et qu'elle ne serait jamais violée. Ce n'était donc pas une faveur, une grâce octroyée, c'était un droit reconnu.

Si l'on avait obtenu difficilement ce résultat équitable, si l'on n'obtenait pas davantage encore, la faute en était, selon Batthyány, à l'entêtement de la chambre haute, moins conciliante que Metternich; aussi le jeune comte adressa-t-il à ses nobles collègues des paroles amères chargées de funestes présages. « Envisagez l'avenir qui n'est pas moins » menaçant pour n'être pas très-rapproché, et qui n'est pas » si éloigné peut-être... que vos seigneuries cessent de » défendre le gouvernement *quand même* (les mots que nous » soulignons furent dits en français); qu'elles réfléchissent » que s'agiter en faveur des prérogatives royales c'est entrer

» dans la voie fatale qui a conduit d'autres aristocraties à la » ruine de la royauté et à leur propre ruine, *parce qu'elles » étaient plus royalistes que le roi.* » Batthyány n'était pas juste pour tous les magnats; l'un d'eux, Széchenyi, avait, contrairement à ses habitudes, abordé cette grande discussion politique, et il l'avait fait avec sa hauteur de vue et son intelligence pratique. « Dieu me permette d'exprimer ce » que je sens comme je le sens, avec la même pureté, et » que mes paroles soient sans équivoque. Mon but est la » conciliation, non-seulement entre les partis, mais entre » les deux chambres de cette diète, mais entre la nation et » son gouvernement; c'est le seul moyen d'être vraiment » utiles à notre patrie... Nous avons besoin d'une régénéra- » tion complète, et elle est impossible si nous ne compre- » nons pas le gouvernement, s'il ne veut pas nous com- » prendre. Le moment de l'union est venu, et l'un des plus » grands remèdes à nos maux, c'est la liberté de parole. »

Széchenyi avait raison : le libéralisme, en obtenant à peu près gain de cause, mit d'accord l'opposition et le pouvoir; le printemps de 1840, qui vit sortir de prison les condamnés politiques, fut aussi une époque de réconciliation entre l'Autriche et la Hongrie libérale. Le gouvernement obtint les levées de troupes qu'il demandait; l'opposition obtint l'introduction de la langue magyare dans les finances, dans les communications avec la cour et dans les affaires ecclésiastiques ; elle compléta le règlement de la diète précédente sur le rachat des terres par les paysans. Il semblait qu'il n'y eût plus de difficultés, et si nous devons bientôt en voir surgir de nouvelles, d'autres causes plus graves encore les auront produites. En 1840, les orateurs magyars pouvaient être fiers de leur pays ; entourés de gouvernements

despotiques, ils avaient sauvegardé les principes parlementaires sans oublier le progrès des classes les plus humbles.

IV

La satisfaction fut générale après la diète de 1840; mais dès l'année suivante on pouvait pressentir qu'entre le Royaume à peu près constitutionnel et l'Empire absolutiste, il n'y avait qu'une trêve, un compromis. Les assemblées locales se vengeaient de leur longue oppression par des sessions fréquentes. Les progrès économiques et une croissante égalité civile ne satisfaisaient plus le sentiment libéral : le mouvement démocratique, déjà si marqué en d'autres pays, notamment en France, n'épargnait pas la Hongrie. De nouvelles classes de la société réclamaient leur place, surtout les *capacités* (ce mot rend fidèlement l'idée hongroise) ; écrivains, artistes, avocats, professeurs, marchaient en rangs serrés, pleins d'ardeur et d'impatience, à l'assaut des droits politiques. Le comitat de Pesth et plusieurs autres, sans attendre des changements constitutionnels, ouvraient toutes grandes les portes de leurs assemblées, qui perdaient leur caractère nobiliaire et se rapprochaient des clubs, autant par la hardiesse des idées que par la vivacité des discussions.

La presse renversait toutes les barrières qu'on lui opposait encore, et M. de Metternich ne trouvait plus d'objections, même contre le nom de Kossuth. La *Gazette de Pesth (Pesti hirlap)*, à peine fondée, devenait une puissance, une tribune démocratique d'où tombait chaque jour un discours retentissant. Ce journal s'adresse à « la classe moyenne, qui ne » se trouve pas assez haut placée pour mettre ses intérêts en

» opposition avec ceux de la masse de la nation ». Il ne veu pas qu'il y ait désormais « différence légale entre la nation » et le peuple » (*nemzet-nép*, ce dernier mot répondant au latin *plebs*). Il dit à l'aristocratie : « Avec vous et par vous, si » vous y consentez ; sans vous, contre vous, s'il le faut ». Ce défi était relevé par la noblesse libérale et par son chef, le comte Széchenyi, qui fondait le *Peuple Oriental* (*kelet népe*). « Faites attention, écrivait-il au sujet de la démocratie, là » est le péril, le grand péril. » Il reprochait à Kossuth « de » travailler avec les armes de l'imagination et de la colère, » de parler au cœur plus qu'à la raison : politique de sen» timent, qui produit la confusion des choses et qui aboutit » à la guerre civile. » Il l'accusait d'exciter le pauvre contre le riche, les citoyens contre le gouvernement. Ainsi commençait une lutte qui devait durer jusqu'à la Révolution, et la traverser même, comme les eaux de deux rivières qui se réunissent sans se mêler. Entre le journal radical et la feuille libérale, le comte Aurèle Dessewffy créait le *Világ* (*Monde*), organe du parti conservateur favorable à l'Autriche et à la centralisation. Souvent, à la controverse imprimée, succédaient les plus vives disputes dans les réunions du comitat de Pesth. Tant de passions coûtèrent peut-être la vie au comte Dessewffy : après une violente querelle, il mourut presque subitement, très-jeune encore, plein de talent, d'honneur et d'avenir.

Si les rivalités politiques agitent facilement les esprits, il est des questions qui les troublent plus profondément encore : la race, la langue, la religion, ce « trépied vital » des peuples, envenimaient, non sans la compliquer, la lutte des radicaux et des conservateurs. Depuis quelques années déjà, les Slaves de l'Autriche étaient sortis de leur inertie sécu-

laire à la voix des poëtes et des journalistes qui leur montraient par delà les temps modernes la gloire de la Bohême au moyen-âge, et en dehors des frontières la lutte récente et victorieuse des Serbes contre les Ottomans. En Hongrie même, les Slovaques, frères des Tchèques, excités par le poëte Kollar, commençaient à former avec les Ruthènes, les Serbes, et les Croates à moitié indépendants, une ceinture qui menaçait d'étouffer la nation magyare dans sa grande plaine du Danube : un champion nouveau paraissait dans le vieux duel parlementaire entre les Habsbourg et la Hongrie. L'opinion publique fut longtemps à s'en émouvoir, tant les Magyars étaient habitués à mépriser leurs compatriotes de race slave et à se préoccuper uniquement de l'Autriche; mais à la fin ils comprirent le danger, jusqu'à le grossir dans leur inquiétude. Ils crurent que tout ce mouvement venait de la Russie : grande exagération; ils se montrèrent les articles de Gaj, ardent journaliste d'Agram, et ces mots par exemple dans un recueil de chansons : « Pour nous » sonne enfin l'heure du triomphe! Le frère embrasse le » frère. Le Tchèque reconnait son frère dans le Polonais, le » Russe, l'Illyrien (Croate et Serbe); la Slavie, leur mère » commune, les prend dans ses bras. » Un colonel ayant fait jouer en Croatie par la musique de son régiment des airs moqueurs dirigés contre les Magyars, le comitat de Zala demanda la destitution de cet officier et plusieurs assemblées délibérèrent contre le panslavisme.

Un discours prononcé vers la fin de 1842 dans la séance publique de l'Académie hongroise eut toute l'importance d'un manifeste politique. Le comte Széchenyi parlait de la langue magyare et de ses progrès : il blâma ouvertement les patriotes décidés à imposer partout leur idiome national.

Dès lors le parti libéral aristocratique cessa de représenter le pur magyarisme, et les démocrates lui succédèrent dans ce rôle dangereux, qui devait mettre les révolutionnaires de 1848 aux prises avec les peuples Slaves. Tout cela présageait un si sombre avenir que Vesselényi, dès 1843, chercha et crut trouver le salut du pays dans un plan de confédération autrichienne : Allemands, Italiens, Tchèques, Polonais, Magyars, devaient former cinq groupes indépendants sous l'autorité constitutionnelle des Habsbourg. « Si l'Autriche, » disait-il, s'appuie sur les nationalités qu'elle renferme, » l'influence russe n'existera plus, et l'on n'aura pas à s'in» quiéter du poison révolutionnaire. »

Cependant les élections générales de 1843 suspendaient la rivalité des races, et une grave question d'égalité primait toutes les autres : les nobles seraient-ils désormais assujettis à l'impôt ? « Dans un état bien ordonné, disait Kos» suth avec toute raison, l'exemption d'impôt est une in» fériorité civique. En Angleterre, en Amérique, en France, » qui donc ne paie pas l'impôt ? Le journalier, le mendiant, » celui qui n'a rien. Chez nous quels sont ceux qui ne paient » pas l'impôt ? Nous le savons tous, et nous en rougissons » de honte. » Telle était aussi l'opinion des libéraux modérés, mais les conservateurs, d'accord avec la cour de Vienne, étaient décidés à éviter l'impôt, plutôt par fierté que par avarice. Ils commirent la faute d'écarter le ferme mais conciliant Deak. L'illustre orateur ne put obtenir des électeurs de Zala un mandat favorable à l'abolition du privilége; élu malgré cet échec, il refusa de siéger. Klauzál et Szemere furent les principaux leaders.

La nouvelle assemblée eut la gloire de mettre fin à de longues injustices : les mariages mixtes ne furent plus une

occasion de tyrannie religieuse; les emplois publics et la propriété foncière devinrent accessibles à tous les citoyens. Malheureusement Széchenyi ne put obtenir l'égalité devant l'impôt, malgré un succès oratoire resté célèbre comme le beau costume qu'il mit ce jour-là pour remporter, disait-il, une grande victoire patriotique. « Si nous voulons être » grands et forts, nous devons nous mettre tous sur le » même rang, que tout homme qui foule notre sol puisse » dire : moi aussi je suis citoyen ! Sortons de nos castes » pour entrer dans un large avenir : ce n'est pas trop de » notre travail à tous. » La majorité de ses collègues l'applaudit, mais finit par voter dans le sens contraire. Néanmoins beaucoup de nobles se firent inscrire volontairement sur les rôles de l'impôt, et Bezerédy recevait de ses paysans une lettre honorable pour eux comme pour lui. « Nous » croyons, lui écrivaient-ils, qu'en soulageant les contribuables, vous n'êtes pas descendu jusqu'à eux, mais que » vous les avez élevés jusqu'à vous. Dieu vous donne de » vivre longtemps et de répandre votre esprit sur le monde » entier. »

Un peuple capable de pareils sentiments était digne de continuer ses progrès sans guerre civile; mais les haines de race planèrent sur cette assemblée et devinrent comme la fatalité de toutes les diètes hongroises. Les députés Croates ne voulurent jamais parler autrement qu'en latin, malgré les malédictions qui s'élevaient contre eux de toutes parts, et leur obstination demeura la plus forte. Kossuth s'indignait de la patience de ses compatriotes, et constatait la décadence de la noblesse : « Triste expérience, s'écriait-il ! Le Magyar » si vigoureux jadis n'est plus capable de s'émouvoir de » rien. Tant d'amollissement est un signe de mort : le corps

» tel qu'il est ne peut être rappelé à la vie. Il est nécessaire » de reconstituer la nation avec de nouveaux éléments ». Pourtant la majorité, revenue de sa surprise, fit de nouvelles lois plus explicites que jamais sur l'emploi de la langue magyare, et plusieurs membres de la Chambre haute se prononcèrent avec résolution contre la politique panslaviste. « M. Gaj, disait l'un d'entre eux, assure à la jeunesse » que les Russes feront bientôt la loi dans Presbourg. Le » *vivat* des Illyriens est pour le Czar. » Dès lors les difficultés avec la Croatie, chaque jour plus compliquées, formèrent un inextricable réseau de haines, que rien ne pouvait plus rompre ni démêler.

Telle fut aussi la vraie cause de la rupture avec l'Autriche. Les Magyars accusaient le cabinet de Vienne de pousser la haine contre eux jusqu'à permettre la propagande russe, et jusqu'à faire alliance avec le panslavisme. La défiance de la Diète s'accrut lorsqu'elle vit la mauvaise volonté du gouvernement arrêter toutes les réformes matérielles, tous les progrès du commerce et de l'industrie. Elle se sépara, non sans formuler, sur la proposition de Szentkiralyi, un vote de défiance contre le pouvoir. La guerre était déclarée, dès 1844, entre les Magyars et la maison d'Autriche.

La cour de Vienne accepta cette lutte en règle, et une fois débarrassée de l'assemblée nationale, elle attaqua les libertés hongroises à leur source, dans les assemblées des comitats : l'expérience de plusieurs siècles avait en effet montré que ce qui rendait invincible l'esprit résistant des Magyars, ce n'étaient pas les Diètes convoquées à différents intervalles, c'était l'exercice permanent de la liberté de discussion dans cinquante petits chefs-lieux. Comme on ne pouvait attaquer

en face un pareil obstacle, le ministère autrichien, habilement dirigé par un nouveau chancelier magyar, le comte Apponyi, éluda les difficultés légales en paraissant généraliser une coutume admise depuis longtemps. Le « comte suprême » de chaque comitat était souvent un grand seigneur absent une partie de l'année, et remplacé alors par un « administrateur ». Un véritable coup d'état du chancelier remplaça les comtes suprêmes qui lui résistaient par des administrateurs royaux, lesquels, disposant de grandes forces militaires, traitèrent les districts hongrois en pays conquis. L'indignation fut extrême comme la surprise, et la popularité de Kossuth grandit encore lorsqu'on l'entendit définir comme il suit le nouveau régime. « Jusqu'ici le comte su-
» prême était un dignitaire du pays. L'administrateur qui
» le remplaçait était un employé du comitat, nommé, payé
» par le comitat. Maintenant on en veut faire une sorte de
» préfet français, avec cette seule, mais essentielle diffé-
» rence, qu'il est nommé non par un ministre responsable,
» mais par une chancellerie invisible et insaisissable, de
» laquelle il reçoit des instructions secrètes, à laquelle il
» fait des rapports secrets, et par laquelle il peut être arbi-
» trairement destitué. Un tel magistrat ressemble singu-
» lièrement à un *Kreishauptmann* (capitaine de cercle) de
» Bohême ou de Gallicie. — Ajoutez à ceci que ce préfet
» sera largement rétribué par le gouvernement, qu'il aura
» sous lui des bureaux, qu'il disposera des forces militaires,
» qu'il usurpera le droit de désigner le candidat aux élec-
» tions, — que, maître de sommes considérables, il tiendra
» dans sa main puissante tous les moyens d'intimidation
» et de corruption, — qu'enfin il présidera régulièrement
» les tribunaux, et que de son influence dépendront la vie

» et la fortune des citoyens. De bonne foi, peut-on dire
» qu'un tel magistrat soit encore un dignitaire hongrois, et
» n'est-il pas plutôt un vrai *Kreishauptmann* de Bohême,
» sous lequel il n'y aura plus que l'ombre de notre existence
» politique ? En peu de temps, ce système abâtardi ne res-
» semblerait pas plus à nos institutions nationales que le
» *Postulaten-Landtag* de la Gallicie ne rappelle aujourd'hui
» les diètes des Jagellons[1] ». La comparaison avec les préfets, bien qu'atténuée par Kossuth, n'avait rien de bien agréable pour la France; cependant M. Irányi attribue réellement au comte Apponyi l'intention d'exercer sur les électeurs une influence analogue à celle des préfets de Louis-Philippe. Dans tous les cas, la France de cette époque n'a jamais vu des scènes comparables à ce qui se passa dans le comitat de Bihar, où les soldats envahirent la salle des délibérations, et laissèrent pour morts plusieurs membres de l'assemblée.

François Deák n'avait pas renoncé à la vie politique; il était resté dans sa retraite momentanée le chef de l'opposition à la fois modérée et énergique, plus modérée que celle de Kossuth, plus énergique que celle de Széchenyi. Il rédigea au nom de son parti tout un programme de plaintes et de réformes, dont le passage suivant pourra donner une idée. « Je veux croire que le gouvernement n'oserait porter
» atteinte à notre existence constitutionnelle; j'admets
» même qu'il cherche à la développer. Mais comment s'y
» prend-il ? Il dit qu'il veut faire de l'ordre; mais l'ordre
» n'est qu'un moyen de gouverner, ce n'est pas le but d'un
» État. Il faut, pour qu'un gouvernement puisse faire de

1. A. de Gérando, p. 258, 259.

» l'ordre, qu'il soit fort, c'est-à-dire qu'il ait la force morale
» autant que la force matérielle. Or un gouvernement qui
» cherche à posséder la force morale, se soumet aux lois et
» respecte les limites qu'elles lui prescrivent; est-ce là la
» conduite du gouvernement? » Deák et ses amis réclamaient l'égalité civile complète, la liberté et presque l'égalité politiques, et avant tout l'indépendance de la Hongrie sous le trône royal des Habsbourg. Ce manifeste, le zèle des jeunes gens, avocats, poëtes, grands seigneurs, qui parcoururent tout le pays comme des apôtres du libéralisme, enfin le malaise produit en Hongrie comme en France par une mauvaise récolte, telles furent les causes diverses et puissantes des succès de l'opposition dans la campagne électorale de 1847.

La séance d'ouverture, fixée au 12 décembre, n'était pas attendue sans anxiété. L'Europe éprouvait un tressaillement bien plus fort et bien plus général qu'en 1830, et les événements d'Italie, même avant la grande commotion française, menaçaient directement la monarchie autrichienne. On put croire toutefois que les grands périls étaient conjurés lorsqu'on vit la famille impériale se montrer aimable pour ses fidèles Magyars, et l'archiduc Étienne succéder au palatin Joseph, mort récemment au milieu d'un vrai deuil national. Les trois premiers mois de la session, de novembre à février, ne sortirent pas absolument de la tradition parlementaire. De longues et utiles délibérations portèrent sur la suppression progressive des restes du régime féodal, sur une représentation plus large et plus équitable de la population urbaine dans les assemblées, sur les améliorations matérielles rendues nécessaires par la disette : toutes questions qui prouvaient le progrès des sentiments d'humanité et d'une sage démocratie pratique.

A côté de ces débats, il y en avait de plus graves. Kossuth, élu par le comitat de Pesth avec Szentkirályi, rédigea un projet d'adresse qui dédaignait les précautions oratoires, abrégeait les remerciements, et au lieu d'exposer quelques griefs, demandait résolument une réforme générale. Ce projet l'emporta sur une autre adresse proposée par Széchenyi, et fut maintenu malgré l'opposition de la Chambre haute. Le parti modéré prit sa revanche le 5 février : il fit échouer non sans peine une proposition de Szentiványi, destinée à rendre désormais impossible le régime des « administrateurs ». « Eh bien, s'écria Kossuth, il n'y aura plus de paix » entre nous après un tel vote. Que la responsabilité retombe » sur la tête de nos adversaires. » L'opinion générale se prononça dans le même sens, et condamna les députés qui avaient refusé d'exprimer par un vote énergique l'indignation de leurs commettants. En face de cette aigreur croissante des partis, les peuples slaves, péril plus menaçant encore, étaient arrivés au dernier degré de l'exaspération contre les Magyars, qui dévoilaient par de nouvelles lois leur intention de faire régner leur langue dans toutes les possessions de la couronne de Hongrie, comme la langue de l'Ile de France régnait sur les Bretons et les Alsaciens.

La nouvelle du 24 février éclata, pour ainsi dire, sur Vienne et sur Presbourg. Chacun attendait un discours de Kossuth. A propos des billets de banque de Vienne, il offrit à la maison d'Autriche, non sans un geste impérieux, sa main de tribun populaire. « Sincèrement et fidèlement » attaché à la dynastie, j'ai prédit ceci : Il sera le second » fondateur de la dynastie des Habsbourg, celui qui réformera le système gouvernemental, qui consolidera le trône » sur la base inébranlable de la liberté des peuples fidèles » dont se compose l'empire. Depuis que j'ai prononcé ces

» paroles, des trônes appuyés sur une sagesse renommée se » sont écroulés, et des peuples ont reconquis leur liberté ! » Et cela s'est accompli comme un rêve, durant ces trois » mois que nous avons employés à rouler le rocher de » Sisyphe ! Oh ! la douleur de cette immobilité accable mon » âme, la charge de soucis. » La conclusion de ce discours (3 mars) était la demande adressée au roi d'un ministère responsable pour la Hongrie et d'une constitution libérale pour les provinces autrichiennes. Malgré les excès de parole et de conduite qu'on a pu lui reprocher, Kossuth resterait un grand citoyen, ne fût-ce que pour avoir formulé le vrai programme libéral de la Hongrie, celui que le génie de Deák devait faire revivre vingt ans plus tard.

La séance du 3 mars 1848 inaugure la période contemporaine qui résume les trois aspects de la Hongrie moderne : révolution, réaction, réconciliation, et forme la conclusion de cette histoire.

La révolution ne consista pas, dans ce pays monarchique, à renverser le trône, mais à trancher rapidement, sous la pression de l'opinion populaire, les questions qui avaient fait l'objet de longs débats entre les deux chambres et entre les deux partis de chacune d'elles. Les magnats essayèrent pendant quelques jours encore de la résistance passive, mais ils cédèrent devant la nouvelle de la révolution viennoise, reçue à Presbourg avec enthousiasme. La journée du 14 mars fut la nuit du 4 août de la noblesse magyare : la Diète proclama l'abolition de tous les droits féodaux, qui devaient être rachetés par l'État, la participation de tous les citoyens à toutes les charges politiques, le vote des députés

par tête substitué au système fédératif et aristocratique du vote par comitat, en attendant l'élection d'une nouvelle assemblée d'après les nouveaux principes.

En même temps, l'ardente jeunesse littéraire de Pesth, qui reconnaissait Kossuth pour son chef suprême, mais qui en son absence écoutait les fougueux tribuns et les poëtes inspirés sortis de ses rangs, faisait elle aussi sa profession de foi politique et sa pacifique révolution. Le génie magyar se retrouvait là encore ; un légiste, Irinyi, rédigeait le programme ; un orateur, Vasvári, le soutenait; un poëte, Petöfi, l'accompagnait de sa lyre. C'étaient les *douze articles*, « de ce que demande la nation hongroise », un peu plus étendus et plus radicaux que les décisions de la Diète, mais conçus dans le même esprit. Malheureusement on ne se borna pas là : un comité de sûreté publique, pouvoir irrégulier et vraiment révolutionnaire, fut installé dans la capitale. L'intelligence et la modération de ses membres ne rachetèrent pas le vice de son origine, et d'ailleurs on ne peut nier que par ses députations, presque par ses remontrances, il n'ait exercé une influence abusive sur l'assemblée régulière de Presbourg.

Le ministère constitutionnel fut organisé le 23 mars. Il représentait on ne peut plus avantageusement les diverses nuances de l'opinion nationale et de la société. Son président, le comté Louis Batthyány était le plus libéral des grands seigneurs avec Széchenyi, tout désigné pour le portefeuille des travaux publics ; tandis qu'un magnat conservateur, le prince Paul Eszterházy, était chargé des délicates relations avec la cour de Vienne. L'instruction publique était confiée au savant et brillant Joseph Otvös, la guerre au colonel Mészáros. Quel plus digne ministre de la justice que

l'intègre Deák ; quel meilleur ministre de l'agriculture et du commerce que l'économiste Klauzál. Enfin un homme d'état très-capable, aussi ferme que libéral, Barthélemy Szemere, prenait l'intérieur, et Kossuth, aux finances, représentait ce qu'on pourrait appeler la gauche de ce remarquable gouvernement.

Les premiers périls qui le menaçaient furent aisément conjurés. Il évita les inconvénients d'une brusque démocratie en obtenant le maintien de la chambre haute, et une loi électorale qui conservait à tous les nobles le droit de suffrage, et exigeait des autres citoyens la propriété d'un immeuble de trois cents florins ou un revenu de cent florins. Il eut quelque peine à obtenir, par l'intermédiaire du palatin Étienne, la reconnaissance du ministère en son entier, avec la Guerre et les Finances, et les objections de la cour faillirent donner le signal d'une prise d'armes dans la capitale ; mais l'Autriche, sérieusement menacée en Italie et en Allemagne, finit par tout accorder, et le 10 avril l'Empereur Ferdinand vint à Presbourg, où il fut accueilli avec un enthousiasme sans mélange ; surtout lorsqu'il eut sanctionné les trente et une lois de la Diète et prononcé en langue magyare ce discours adressé au palatin : « Du fond du cœur » je désire que ma noble nation soit heureuse, car dans son » bonheur je trouve mon propre bonheur. Ce qu'elle m'a de- » mandé, je l'ai accompli, et je te le remets, confirmé de ma » parole royale, à toi mon cher neveu, et à toute cette na- » tion dans la fidélité de laquelle mon cœur rencontre sa » plus grande consolation et sa plus grande richesse. »

Le malheur ne vint pas des questions politiques, il vint des races rivales qui, soit dans les limites de la Hongrie, soit dans les autres états autrichiens, ne pouvaient supporter le

spectacle de ce puissant essor libéral et de cette indépendance. Les Serbes et les Roumains ne voulurent pas voir les avantages qui résultaient pour eux des lois récentes, surtout de la loi électorale ; ils ne virent que la grandeur croissante du peuple magyar, les progrès d'une langue qu'un nouveau projet de loi allait répandre comme langue d'éducation sur le territoire tout entier, l'union de la Transylvanie à la Hongrie qui venait d'être proclamée. Ils voulurent que le mouvement national leur profitât à eux aussi, à eux surtout. Deux assemblées, tenues l'une à Carlovitz, l'autre à Balasfalva, prirent des résolutions qui équivalaient au démembrement du royaume, et le sang ne tarda pas à couler. Déjà les Croates avaient à leur tête le ban Jellachich, qui répondait aux exigences philologiques des Magyars par la dislocation du littoral hongrois et la proclamation de la loi martiale. La guerre était imminente, et les absolutistes de la cour avaient des alliés tout prêts pour le jour où ils pourraient prendre leur revanche.

Tant qu'ils eurent à redouter un effondrement général de la monarchie, la Hongrie leur parut nécessaire à ménager : Jellachich fut disgracié, les députations des nationalités diverses auprès de l'Empereur reçurent un accueil officiellement sévère, et la diète se réunit à Pesth le 5 juillet pour entendre le discours du trône le plus rassurant. Le ministre Kossuth ne dissimula point ses inquiétudes patriotiques en venant demander à l'assemblée une levée de 200,000 hommes et les fonds indispensables à la défense du royaume. Mais la cour espérait le secours des Magyars contre les Italiens, et elle dissimula ses véritables projets pendant que le ministère essayait de triompher des répugnances de la diète. C'est seulement lorsque l'assemblée eût voté un amendement

aussi respectueux des libertés italiennes que de la majesté royale, et surtout lorsque Milan eût capitulé devant Radetzky, que l'Empereur-Roi, faible instrument d'une réaction habilement dirigée, rétablit Jellachich dans tous ses pouvoirs et déclara la Pragmatique-Sanction violée par les Hongrois. La rupture était définitive (septembre), et le territoire envahi de tous côtés, par les armées impériales comme par les Croates, comme par les insurgés serbes et roumains.

Nous ne songeons pas à raconter ici la guerre d'Indépendance (nous le ferons peut-être un jour), mais à montrer sous le poids de quelles fatalités allait succomber la Hongrie. Les premiers succès de Moga contre Jellachich n'empêchèrent pas l'invasion de Windischgrætz. L'abdication de Ferdinand V en faveur de son neveu François-Joseph (2 décembre) donna une nouvelle impulsion aux hostilités, et la protestation juridique de la Diète contre cet avénement illégal ne produisit pour le moment aucun effet; bientôt Windischgrætz, vainqueur de Perczel à Moor, occupait la capitale abandonnée par l'assemblée qui s'établit à Debreczin. Le nouveau souverain se crut assez fort pour supprimer les lois du pays, et le partager en quatre provinces par son rescrit du 4 mars. Un magnifique élan national lui répondit : Görgey, généralissime, battit les Autrichiens à Isaszeg, et emporta la forteresse de Bude après un siége admirable. La Diète venait de proclamer (14 avril) la déchéance des Habsbourg et de nommer Kossuth gouverneur-président; elle put rentrer un moment dans la capitale. Ce n'était qu'un glorieux répit : les armées russes pénétrèrent en Hongrie, et la malheureuse armée des patriotes, entourée, repoussée, écrasée de tous côtés, aboutit à la déroute de Temesvár et à la capitulation de Vilagos.

La haine de races, la revanche absolutiste, l'intervention étrangère coalisées avaient été plus fortes que l'héroïsme. La révolution n'avait pas réussi.

La réaction vint ensuite, et prit successivement plusieurs formes différentes. Elle fut d'abord brutale et impitoyable : Haynau pendit, fusilla les hommes, emprisonna, fouetta les femmes, et un voile lugubre, voile de terreur et de silence, s'étendit sur le pays ; le patriotisme semblait ne plus vivre que chez les proscrits fugitifs, dans une émigration aussi désespérée que l'émigration polonaise. Puis les ministres Schwarzemberg et Bach (1851-1859) reprirent le système centraliste et bureaucratique de Joseph II en laissant de côté ses idées généreuses. Le territoire fut morcelé ; les lois autrichiennes remplacèrent les lois nationales et la constitution morte ; l'allemand remplaça la langue nationale partout où cela fut possible ; le concordat put faire craindre aux protestants le retour des persécutions. La nation baillonnée gémit et attendit : elle était écrasée, elle n'était pas vaincue.

Les désastres de Magenta et de Solferino, sans briser l'esprit réactionnaire, le contraignirent à plus de modération. Il s'agissait de prévenir un démembrement par quelques satisfactions données à la Hongrie. Le ministère Schmerling lui restitua la Diète (octobre 1860 et février 1861), mais à titre d'assemblée provinciale, envoyant des délégués au Reichsrath, seule assemblée politique de l'empire. Alors commença, sous la direction de Deák, la patiente et admirable revendication du droit historique hongrois. La Hongrie n'a pas à recevoir de cadeau constitutionnel d'un ministre

ou même du roi; elle a sa constitution, les lois de 1848 sont en pleine vigueur et ne peuvent être suspendues dans leur exécution que par une violence illégale; François-Joseph est souverain de fait, il ne sera véritablement roi qu'après son couronnement. Tel fut le thème invariablement soutenu pendant plusieurs années, aussi bien contre les fureurs intempestives des intransigeants que contre les séductions ou les menaces de Vienne. Une sorte de coup d'État, fédéraliste et absolutiste à la fois, essayé en 1865, n'eut d'autre effet que d'irriter le mécontentement à la veille de Sadowa; la rapidité de cette campagne empêcha seule un soulèvement du parti avancé, et la perte de la Vénétie, qui pouvait être le signal d'un démembrement, avertit l'Autriche qu'elle avait fait fausse route.

La réaction sanguinaire, la réaction bureaucratique, la réaction mitigée de libéralisme, la réaction sous toutes ses formes n'avait pas réussi.

La réconciliation avait son tour. Le nouveau premier ministre, M. de Beust, était convaincu que « la constitution » hongroise devait être remise en pleine vigueur ». Il ne pensait donc pas autrement que Deák, et moyennant quelques sacrifices librement consentis, le système actuel, le système dualiste put s'établir (1867). François-Joseph vint se faire couronner à Pesth suivant l'antique cérémonial, et depuis cette belle journée il n'a cessé d'offrir un modèle de souverain constitutionnel sincère uni à ses sujets par les liens d'une mutuelle affection; tandis que son auguste compagne renouvelle par son affabilité les traditions de la cour de Marie-Thérèse. Un ministère hongrois responsable com-

mença à gouverner la Transleithanie, de même qu'un ministère allemand responsable gouvernait les pays cisleithans; un ministère commun pour les affaires étrangères, la guerre et une partie des finances était responsable devant les délégations des deux diètes, la Hongrie supportant les trois-dixièmes des dépenses communes. Telles sont les bases de l'accord qui a réalisé après tant d'épreuves les espérances séculaires de ce noble pays.

En posant la plume à la fin de ce long ouvrage qu'un travail de neuf années nous a permis d'offrir au lecteur sérieux, nous ne pouvons nous dissimuler, ni dissimuler aux Magyars eux-mêmes, les nuages qui menacent l'avenir. Une série de mauvaises récoltes, terrible fléau dans un pays exclusivement agricole, aggrave la situation financière déjà tendue. Des impatiences politiques, soit à l'égard du gouvernement cisleithan, soit à l'égard des nationalités et des langues non magyares, ont semblé compromettre les bienfaits du dualisme. Enfin la décomposition actuelle de l'empire turc pose des problèmes inquiétants. Néanmoins quand on envisage les ressources naturelles de la Hongrie, ses progrès en tout genre, sa croissante activité intellectuelle, comme son invariable patriotisme, sa tolérance exemplaire, et surtout le sage et ferme esprit qui a le plus souvent présidé à ses destinées antiques et modernes, on peut, croyons-nous, conclure par ces paroles : la réconciliation a réussi.

FIN DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME.

ERRATA

P. 283, du 1er vol., l. 8, au lieu de : *devenu Empereur à la mort de son habile père*, lisez : *peu après la mort de l'habile empereur, son père.*

P. 449, du 1er vol., l. 2, au lieu de : *la frontière de la Bohême*, lisez : *la frontière du Danube.*

P. 31, du 2e vol., l. 20, au lieu de : *montraient*, lisez : *montrant.*

P. 145, du 2e vol., l. 5 et 13, au lieu de : 1823, 1829, 1526, lisez : 1623, 1629, 1626.

Fontainebleau. — Imprimerie de Ernest Bourges.

